LENINE

œuvres

tome
28

juillet
1918
mars
1919

LÉNINE

lettre aux ouvriers américains • la révolution prolétarienne et le renégat kautsky • les tâches des syndicats • 1er congrès de l'internationale communiste

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS!

LÉNINE

ŒUVRES

28

L'EDITION RUSSE EST PUBLIÉE
PAR DECISION DU IX^{e} CONGRES DU P.C.(b)R.
ET DU II^{e} CONGRES DES SOVIETS DE l'U.R.S.S.

ИНСТИТУТ МАРКСИЗМА-ЛЕНИНИЗМА ПРИ ЦК КПСС

В. И. ЛЕНИН

СОЧИНЕНИЯ

Издание четвертое

ГОСУДАРСТВЕННОЕ ИЗДАТЕЛЬСТВО
ПОЛИТИЧЕСКОЙ ЛИТЕРАТУРЫ
МОСКВА

V. LÉNINE

ŒUVRES

TOME

28

Juillet 1918 – mars 1919

EDITIONS SOCIALES * PARIS
EDITIONS EN LANGUES ETRANGERES * MOSCOU
1961

PREFACE

Le tome 28 contient les œuvres que Lénine a écrites du 29 juillet 1918 au début de mars 1919, au cours de la première période de la guerre civile et de l'intervention armée étrangère.

Ce volume comprend l'ouvrage classique de Lénine « La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky ». Lénine y développe la doctrine de l'Etat des Soviets, donne une analyse de la nature de la démocratie soviétique en tant que type supérieur de la démocratie dans une société divisée en classes, met à nu l'opposition radicale entre la démocratie soviétique et la démocratie bourgeoise, démasque l'opportunisme et la servilité de Kautsky et d'autres dirigeants de la IIe Internationale envers les impérialistes. Lénine dégage les traits caractéristiques de la démocratie des Soviets et fait la critique de la démocratie bourgeoise dans plusieurs autres écrits publiés ici : « De la « démocratie » et de la dictature », « Lettre aux ouvriers américains », « Lettre aux ouvriers d'Europe et d'Amérique », « Conquis et consacré », ainsi que dans les thèses et les interventions consacrées à la fondation de la IIIe Internationale, l'Internationale Communiste.

Dans sa majeure partie, ce tome contient les rapports et discours de Lénine aux assemblées d'ouvriers, aux congrès des Soviets, des syndicats, aux séances du Comité exécutif central de Russie, de la Conférence de Moscou du P.C.(b) de Russie et d'autres organisations.

Ces interventions, qui reflètent l'activité de Lénine à la tête du parti et de l'Etat des Soviets, sont centrées

sur le problème de l'organisation de la défense de la patrie socialiste, de l'aide totale à l'Armée Rouge et de la consolidation de ses arrières.

Plusieurs écrits sont consacrés aux problèmes du développement de la révolution socialiste à la campagne et de l'attitude vis-à-vis de la paysannerie moyenne, par exemple, la « Lettre aux ouvriers d'Eletz », l'adresse « Camarades ouvriers ! Marchons au dernier combat, au combat décisif ! », le discours pour l'anniversaire de la Révolution socialiste d'Octobre au VI^e^ Congrès extraordinaire des Soviets de Russie, le 6 novembre 1918, les discours aux délégués des comités de paysans pauvres de la région de Moscou, le 8 novembre 1918, et au I^er^ Congrès des sections agraires de Russie, des comités de paysans pauvres et des communes, le 11 décembre 1918.

Dans l'article célèbre « Les précieux aveux de Pitirim Sorokine », Lénine lance le mot d'ordre d'entente, d'union avec la paysannerie moyenne, mot d'ordre confirmé ensuite par le VIII^e^ Congrès du parti.

Dans le discours prononcé à l'occasion de l'anniversaire de la Révolution socialiste d'Octobre au VI^e^ Congrès extraordinaire des Soviets de Russie, le 6 novembre 1918, dans le rapport sur la position du prolétariat à l'égard de la démocratie petite-bourgeoise à la réunion des militants du parti de Moscou, le 27 novembre 1918, et dans d'autres textes, Lénine définit l'attitude du prolétariat révolutionnaire envers la démocratie petite-bourgeoise compte tenu du revirement de cette dernière en faveur du pouvoir des Soviets, et il indique par quelle voie on peut faire participer les intellectuels, les vieux spécialistes à l'édification socialiste.

Dans la « Lettre aux ouvriers américains », dans le discours sur la situation internationale au VI^e^ Congrès des Soviets, le 8 novembre 1918, dans le discours prononcé au III^e^ congrès des coopératives ouvrières, le 9 décembre 1918, dans le discours à la conférence ouvrière de l'arrondissement de Presnia, le 14 décembre 1918, publié ici intégralement pour la première fois, et dans beaucoup d'autres documents, Lénine démasque l'impérialisme anglo-américain qui, pour conquérir la suprématie mondiale, n'hésite pas à écraser les peuples faibles ni à détruire la culture européenne.

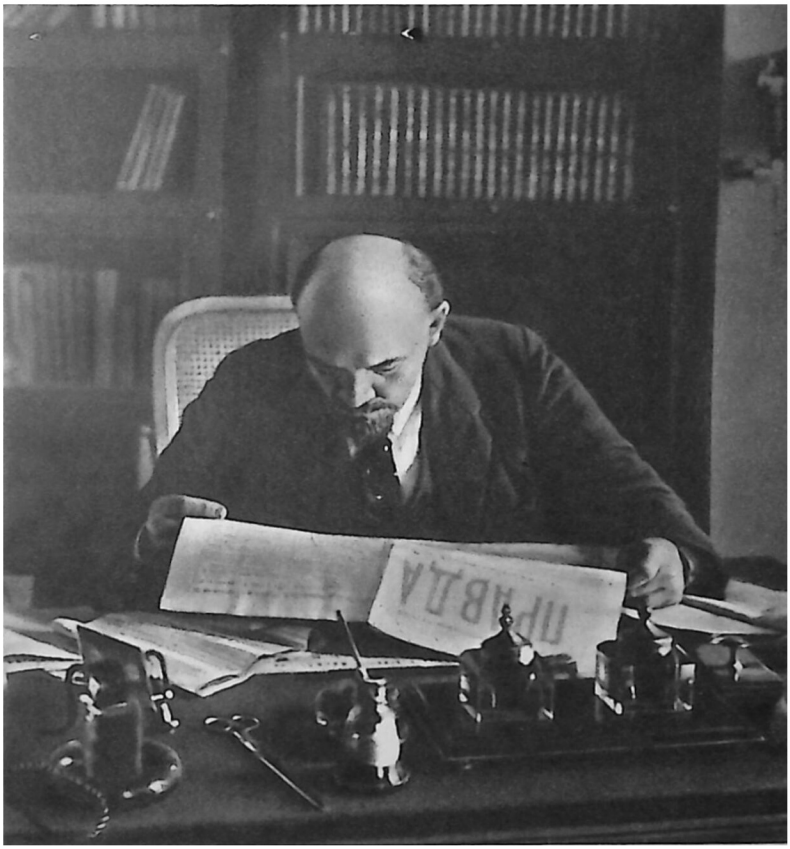
Le tome 28 renferme certains écrits publiés pour la première fois dans les Œuvres de V. Lénine. La plupart sont des projets de décrets du Gouvernement soviétique, ainsi que des lettres et des télégrammes qui se rapportent aux œuvres figurant dans ce tome.

Les problèmes de la défense de la patrie socialiste sont traités dans les textes suivants : « Message à l'Armée Rouge à l'occasion de la prise de Kazan », « Lettre aux soldats de l'Armée Rouge qui ont participé à la prise de Kazan », les télégrammes à Kouibychev et aux élèves de l'école d'officiers à Pétrograd.

Dans le « Projet de télégramme à tous les Soviets de députés sur l'alliance des ouvriers et des paysans » et dans le discours prononcé au congrès des Soviets de la province de Moscou, des comités de paysans pauvres et des comités régionaux du P.C.(b) de Russie, le 8 décembre 1918, Lénine donne la directive du renforcement de l'union entre la classe ouvrière et la paysannerie.

D'autres textes reflètent l'activité de Lénine dans le domaine de l'édification des Soviets et de la culture : « L'admission dans les établissements d'enseignement supérieur de la R.S.F.S.R., projet de décret du Conseil des Commissaires du Peuple », « Projet de décret sur l'application du contrôle d'État », « Discours prononcé à la IIe conférence des directeurs des sous-sections extra-scolaires des sections locales de l'éducation nationale, le 24 janvier 1919 » et la lettre « Au Commissariat du Peuple à l'Instruction publique » sur la question de l'organisation des bibliothèques.

Ce tome contient également, publiés pour la première fois, les documents suivants : « Télégramme à tous les Soviets de députés, à tous, à tous » à l'occasion du début de la révolution en Allemagne, le projet de thèses sur « Les tâches des syndicats », le projet de résolution du Comité exécutif central de Russie sur « Sur l'interdiction du journal menchévik qui sape la défense du pays » et le « Projet de radio-télégramme du Commissaire du Peuple aux Affaires étrangères ».



V. LENINE

Octobre 1918

DISCOURS PRONONCE A LA SEANCE COMMUNE DU COMITE EXECUTIF CENTRAL DE RUSSIE, DU SOVIET DE MOSCOU, DES COMITES D'USINES ET DE FABRIQUES ET DES SYNDICATS DE MOSCOU LE 29 JUILLET 1918[1]

(Applaudissements qui se transforment en ovation.) Camarades, nous avons dû maintes fois indiquer, dans la presse du parti comme dans les institutions des Soviets et dans la propagande devant les masses, que la période précédant la nouvelle récolte est la phase la plus dure, la plus pénible, la plus critique pour la révolution socialiste qui a commencé en Russie. Aujourd'hui, je pense que nous devons dire que le point culminant de cette situation critique est atteint. Il en est ainsi parce que ceux qui sont pour la paix impérialiste, pour les pays impérialistes d'une part, et, d'autre part, ceux qui sont pour la République Socialiste Soviétique, se sont désormais nettement et définitivement démarqués. Avant tout, il faut dire qu'au point de vue militaire, c'est aujourd'hui seulement que la situation de la République des Soviets se trouve définitivement éclaircie. Beaucoup avaient tout d'abord regardé le soulèvement tchécoslovaque [2] comme un épisode des émeutes contre-révolutionnaires. Nous n'avions pas apprécié à leur juste valeur les informations des journaux sur la participation du capital anglo-français, des impérialistes anglo-français à ce soulèvement. Il convient aujourd'hui de nous rappeler comment les événements se sont déroulés à Mourmansk, dans les armées de Sibérie, au Kouban, comment les Anglo-Français, alliés aux Tchécoslovaques, se sont efforcés, avec le concours le plus actif de la bourgeoisie anglaise, de renverser les Soviets. Tous ces faits révèlent à présent que l'émeute thécoslovaque était un des maillons de la politique longuement préméditée et systématiquement mise en œuvre par les impérialistes anglo-français pour étrangler la Russie des Soviets et en-

traîner ainsi de nouveau la Russie dans l'orbite des guerres impérialistes. Aujourd'hui, ce sont les larges masses de la Russie des Soviets qui sont appelées à résoudre cette crise, car celle-ci se présente maintenant à nous comme une lutte pour protéger la République Socialiste des Soviets non seulement contre l'émeute des Tchécoslovaques en tant qu'agression contre-révolutionnaire, non seulement contre les agressions contre-révolutionnaires en général, mais comme une lutte contre l'assaut du monde impérialiste tout entier.

Je voudrais rappeler tout d'abord que la participation directe et immédiate de l'impérialisme anglo-français à la révolte tchécoslovaque est un fait depuis longtemps établi. Je rappellerai un article publié le 28 juin dans l'organe central du Parti communiste tchécoslovaque, *Prukopnik Svobody*[3], et reproduit dans notre presse :

« Le 7 mars, le Bureau du Conseil national a reçu du consul de France un premier versement de 3 millions de roubles.

Cet argent a été remis à un certain M. Šip, du Bureau du Conseil national.

Le 9 mars, 2 nouveaux millions ont été versés à ce même Šip ; le 25 mars, il a touché 1 million ; le 26 mars, le vice-président du Conseil national, M. Bogumil Čermak, a reçu 1 million ; et le 3 avril, M. Šip a touché de nouveau 1 million.

Au total, le consul de France a versé au Bureau du Conseil national 8 millions entre le 7 mars et le 4 avril.

Sans indication de date, il a été versé à M. Šip 1 million, à M. Bogumil Čermak 1 million et une deuxième fois, à M. Šip, 1 million.

En outre, 188 000 roubles ont été remis à une personne inconnue. Au total, 3 188 000 roubles. Avec la somme de 8 millions indiquée ci-dessus, on obtient la somme de 11 188 000 roubles, versés par le Gouvernement français au Bureau du Conseil national.

Le Bureau a reçu 80 000 livres sterling du consul d'Angleterre. Ainsi, du 7 mars au jour du soulèvement, les dirigeants du Conseil national tchèque ont reçu des gouvernements français et anglais près de 15 millions ; pour cette somme, l'armée tchécoslovaque a été vendue aux impérialistes français et anglais. »

Assurément, la plupart d'entre vous avaient lu cette nouvelle dans les journaux, nous n'avons certes jamais douté que les impérialistes et les financiers d'Angleterre et de France feraient l'impossible pour renverser le pouvoir des Soviets, pour lui causer toutes sortes de difficultés. Mais à cette époque, toute la chaîne des événements ne s'était pas encore déroulée ; ils attestent que nous sommes en présence d'une campagne contre-révolutionnaire militai-

re et financière, poursuivie avec méthode et sans relâche, manifestement préméditée de longue date et préparée depuis des mois par les représentants de l'impérialisme anglo-français contre la République des Soviets. Or, aujourd'hui, lorsque nous envisageons les événements dans leur ensemble, lorsque nous rapprochons le mouvement contre-révolutionnaire tchécoslovaque du débarquement de Mourman, nous savons que les Anglais ont débarqué plus de 10 000 soldats, et que, sous prétexte de défendre Mourman, ils ont, en fait, commencé à pénétrer à l'intérieur du pays ; ils ont occupé Kem et Soroki, et de Soroki ils ont marché vers l'est, ils sont allés jusqu'à fusiller nos militants soviétiques ; nous lisons dans les journaux que des milliers de cheminots et d'ouvriers d'Extrême-Nord fuient devant ces sauveurs et ces libérateurs, c'est-à-dire, pour parler vrai, devant ces nouveaux agresseurs impérialistes qui déchirent la Russie par un autre côté ; le rapprochement de tous ces faits nous montre clairement le lien général entre les événements. Par ailleurs, nous avons reçu, ces derniers temps, de nouvelles confirmations sur le caractère de la campagne des Anglo-Français contre la Russie.

La géographie suffit à expliquer que la forme de cette offensive impérialiste contre la Russie ne peut être semblable à celle de l'offensive contre l'Allemagne. Les Anglo-Français n'ont pas, comme les Allemands, de frontière commune avec la Russie, et ils ne disposent pas d'autant de troupes. Le caractère essentiellement colonial et maritime de la puissance militaire de l'Angleterre a depuis longtemps, depuis des dizaines d'années, obligé les Anglais à agir différemment dans leurs campagnes, à s'efforcer surtout de couper les pays qu'ils attaquaient de leurs sources d'approvisionnement, et à préférer la méthode d'étouffement sous prétexte d'aide, à la violence militaire directe, immédiate, brutale, soudaine. Les informations que nous avons reçues ces derniers temps ont montré clairement qu'Alexéev, bien connu des ouvriers et des soldats russes depuis longtemps, et qui vient de s'emparer de la stanitsa Tikhoretskaïa, a indéniablement bénéficié de l'appui des impérialistes anglo-français. Dans cette région, le soulèvement a pris des formes plus précises, et c'est, encore une fois, évidemment parce que l'impérialisme anglo-français y a mis la main.

Enfin, nous avons reçu hier la nouvelle que l'impérialisme anglo-français a réussi une brillante opération à Bakou. Il est parvenu à obtenir au Soviet de Bakou une majorité de près de 30 voix contre notre parti, contre les bolchéviks, et contre ceux des socialistes-révolutionnaires de gauche, malheureusement très peu nombreux, qui n'ont pas suivi l'infâme aventure et la trahison perfide des socialistes-révolutionnaires de gauche de Moscou [4], mais sont restés du côté du pouvoir des Soviets, contre l'impérialisme et la guerre. C'est contre ce noyau fidèle au pouvoir des Soviets, et qui détenait jusqu'à présent la majorité au Soviet de Bakou, que l'impérialisme anglo-français s'est assuré cette fois-ci une majorité de 30 voix, une partie énorme du Dachnaktsoutioun [5], le parti des semi-socialistes arméniens, étant passé de leur côté. (Lénine lit le télégramme) :

« Le 26 juillet, le détachement d'Adjikaboul, sur l'ordre du Commissaire du Peuple Korganov, quitta cette localité et gagna la position d'Aliaty. Après le départ du détachement de Chémakha et de Marazy, l'adversaire mena une offensive le long de la vallée du Pirsagat. Le premier contact avec l'avant-garde se produisit près du village de Koubal.

Simultanément, au sud de la Koura, une cavalerie nombreuse se mit à avancer en direction de la station de Pirsagat. Dans cette situation, pour garder la station d'Adjikaboul, il fallait déployer sur trois côtés toutes les forces dont on disposait, à l'ouest d'Adjikaboul, au nord et au sud de la vallée du Navagui-Pirsagat. Un tel allongement du front nous aurait privés de réserves et, en l'absence de cavalerie, ne nous aurait pas permis de porter un coup à l'adversaire et aurait même placé le groupe d'Adjikaboul dans une situation difficile, si le front avait été percé au nord ou au sud. En raison de ces circonstances, et aussi afin de préserver les troupes, ordre fut donné au détachement d'Adjikaboul de se replier sur des positions près d'Aliaty. Le repli s'effectua en bon ordre. Les installations importantes de la voie et de la gare d'Adjikaboul, ainsi que les citernes de kérosène et de pétrole, furent détruites. Au Daghestan, dans le cadre de l'offensive générale, l'adversaire se montre actif. Le 24 juillet, il attaqua massivement dans quatre directions. Après 24 heures de combat, nous occupâmes les tranchées de l'adversaire qui se dispersa dans la forêt ; mais la tombée de la nuit empêcha de continuer la poursuite. Le 24 juillet, on nous informe de Choura que les combats eurent une issue favorable ; le théâtre des opérations militaires se trouve aux alentours de la ville, l'adversaire s'acharne et il est bien organisé ; ce sont d'anciens officiers du Daghestan qui commandent ses forces ; les paysans du Daghestan prennent une part active aux actions militaires devant Choura.

A Bakou, les partis de droite relèvent la tête et mènent une agitation énergique, en vue d'appeler les Anglais. Cette agitation est solidement entretenue par le personnel de commandement de l'armée et

atteint les unités du front. Elle désorganisa l'armée. Ces derniers temps, l'anglophilie eut beaucoup de succès parmi les masses épuisées et réduites au désespoir.

Sous l'influence des provocations et des mensonges des partis de droite, la flotte de guerre de la Caspienne adopta plusieurs résolutions contradictoires sur les Anglais. Trompée par les mercenaires britanniques et par des agents volontaires, elle croyait aveuglément jusqu'à ces derniers temps à la sincérité du soutien anglais.

Les dernières informations font état de la progression des Anglais en Perse, où ils auraient occupé Recht (Ghilan). Ils y combattirent pendant quatre jours contre Koutchouk-Khan et les bandes germano-turques qui s'étaient jointes à lui, conduites par des Moussavatistes qui avaient fui Bakou. Après la bataille de Recht, les Britanniques demandèrent notre aide, mais nos plénipotentiaires en Perse refusèrent. A Recht, les Anglais remportèrent la victoire. Mais ils n'ont presque pas de forces en Perse. Ils n'avaient que 50 hommes à Enzeli. Ils manquent d'essence et nous proposent des automobiles en échange. Sans essence, ils ne peuvent pas avancer.

Le 25 juillet eut lieu la deuxième séance des Soviets de députés consacrée à la situation politique et militaire, et la question des Anglais fut posée par les partis de droite. Le Commissaire extraordinaire au Caucase, le camarade Chaoumian, se référant à la résolution du Ve Congrès des Soviets et au télégramme de Staline, adressé au nom du Conseil central des Commissaires du Peuple, déclara qu'il était inadmissible d'appeler les Anglais et exigea que cette question fût retirée de l'ordre du jour. La demande du camarade Chaoumian fut repoussée à une faible majorité, sur quoi, en sa qualité de représentant du pouvoir central, il éleva une protestation énergique. On écouta le rapport des délégués qui étaient allés au front. A une majorité de 259 voix, celles des socialistes-révolutionnaires de droite, des membres de droite du parti dachnak et des menchéviks — contre les 236 voix des bolchéviks, des socialistes-révolutionnaires de gauche et des membres de gauche du parti dachnak — la résolution fut adoptée de faire appel aux Anglais et de former un gouvernement composé de tous les partis représentés aux Soviets et reconnaissant le pouvoir du Conseil des Commissaires du Peuple. La résolution fut âprement combattue par la gauche. Chaoumian déclara qu'il la considérait comme une infâme trahison et comme la marque d'une noire ingratitude à l'égard des ouvriers et des paysans de Russie et que, en sa qualité de représentant du pouvoir central, il déclinait toute responsabilité dans la décision adoptée. Au nom de la fraction bolchévique, des socialistes-révolutionnaires de gauche et des membres de gauche du parti dachnak, il fut déclaré qu'ils n'entreraient pas dans un gouvernement de coalition et que le Conseil des Commissaires du Peuple donnerait sa démission. Le camarade Chaoumian proclama, au nom des trois fractions de gauche, que le pouvoir qui rompait en réalité avec le pouvoir des Soviets de Russie en invitant les impérialistes anglais ne trouverait aucun soutien auprès de la Russie des Soviets. Par sa politique de trahison, le Soviet des députés locaux perdit, en faisant appel aux Anglais, l'appui de la Russie et des partis qui soutiennent le pouvoir des Soviets.

Les partis de droite furent complètement désemparés par la décision

du Conseil des Commissaires du Peuple de donner sa démission. Une fois reçues les informations sur l'évolution de la situation, l'état d'esprit dans les régions et sur le front changea brusquement. Les marins comprirent qu'ils étaient en fait trompés par des traîtres qui avaient pour but de rompre avec la Russie et de supprimer le pouvoir des Soviets. Les masses changent d'attitude vis-à-vis des Anglais. Hier, en raison de la démission du Conseil des Commissaires du Peuple, se tint une séance extraordinaire du Comité exécutif. Il fut décidé que tous les Commissaires du Peuple resteraient à leurs postes et continueraient à remplir leurs fonctions jusqu'à ce que la question du pouvoir soit réglée à la séance du Soviet du 31 juillet. Le Comité exécutif décida de prendre des mesures d'urgence pour combattre la contre-révolution montante. Les ennemis poursuivent leur besogne sous le couvert des partis anglo-français.

Bureau de presse du Conseil des Commissaires du Peuple de Bakou.»

C'est un fait patent : de même que dans nos fractions prétendument socialistes qui n'ont jamais rompu leurs liens avec la bourgeoisie, ici également, on s'est prononcé en faveur de l'appel aux troupes anglaises pour défendre Bakou [6]. Nous savons trop bien ce que signifie cet appel à des troupes impérialistes pour défendre la République des Soviets. Nous savons ce que fut cet appel lancé par la bourgeoisie, par une partie des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks. Nous savons ce que fut cet appel lancé par les dirigeants menchéviks à Tiflis, en Géorgie.

Nous pouvons dire aujourd'hui que le seul parti qui n'ait pas invité les impérialistes et qui n'ait pas conclu avec eux une alliance de brigandage, mais qui se soit seulement écarté d'eux au moment où les agresseurs ont attaqué, ce parti a été le parti communiste-bolchévik. (Applaudissements.) Nous savons que la situation de nos camarades communistes du Caucase était particulièrement difficile, parce que les menchéviks ouvertement alliés aux impérialistes allemands, sous le prétexte, bien entendu, de défendre l'indépendance de la Géorgie, les trahissaient partout.

Vous savez tous fort bien que cette indépendance de la Géorgie est devenue une duperie pure et simple, que c'est en fait l'occupation et la conquête totale de la Géorgie par les impérialistes allemands, l'alliance des baïonnettes allemandes et du gouvernement menchévik contre les ouvriers et les paysans bolchéviks. Et c'est pourquoi nos camarades de Bakou avaient mille fois raison de se dire, sans fermer les yeux sur les périls de la situation :

nous n'aurions jamais été hostiles à une paix avec une puissance impérialiste, et qui aurait eu pour condition la cession d'une partie de notre territoire, si cette paix ne devait pas nous porter un coup, si elle ne faisait pas de nos troupes les alliées des baïonnettes des envahisseurs, et si elle ne nous ôtait pas la possibilité de poursuivre notre œuvre de transformation socialiste.

Mais puisqu'il s'agit, en appelant les Anglais soi-disant pour défendre Bakou, d'inviter une puissance qui, après avoir englouti toute la Perse, prépare depuis longtemps ses forces pour les lancer à la conquête du Caucase méridional, puisqu'il s'agit en un mot de se livrer à l'impérialisme anglo-français, nous ne pouvons avoir une minute de doute ou d'hésitation : si difficile que soit la situation de nos camarades de Bakou, ils ont, en repoussant cette paix, agi de la seule façon digne de socialistes véritables, c'est-à-dire de socialistes en actes et non en paroles. Le refus catégorique de conclure tout accord avec les impérialistes anglo-français était la seule attitude correcte pour les camarades de Bakou, car il est impossible d'inviter les impérialistes, sans faire du pouvoir socialiste indépendant, fût-ce sur un territoire isolé, un instrument servile de la guerre impérialiste.

C'est pourquoi nous n'avons pas le moindre doute sur le sens des événements de Bakou dans l'ensemble de la situation. Hier, nous avons appris qu'une partie des villes d'Asie centrale est en proie à un soulèvement contre-révolutionnaire, auquel participent manifestement les Anglais, retranchés en Inde, et qui, après s'être entièrement soumis l'Afghanistan, y ont depuis longtemps établi une base pour agrandir leurs possessions coloniales, pour étouffer les nations, aussi bien que pour attaquer la Russie des Soviets. Maintenant que ces divers chaînons nous sont devenus clairement visibles, la situation militaire et en général stratégique de notre République se précise. Mourman au nord, le front tchécoslovaque à l'est, le Turkestan, Bakou et Astrakhan au sud-est — nous voyons que presque tous les maillons de la chaîne forgée par l'impérialisme anglo-français se tiennent.

On voit parfaitement aujourd'hui que les propriétaires fonciers, les capitalistes et les koulaks, tous animés, bien sûr, pour des raisons bien compréhensibles, par la

haine du pouvoir des Soviets, sont encore intervenus ici sous des formes à peine différentes de celles de l'intervention des propriétaires fonciers, des capitalistes et des koulaks en Ukraine et dans d'autres régions arrachées à la Russie. Valets de l'impérialisme anglo-français, ils n'ont pas hésité à tenter, coûte que coûte, l'impossible contre le pouvoir des Soviets. Or, ils ne pouvaient pas le faire avec les forces dont ils disposaient en Russie même, et résolus à agir non plus en paroles et par des appels, à la manière des Martov, ils ont recours à des moyens de lutte plus puissants, à l'action armée. C'est sur ce point que vous devez surtout porter votre attention, c'est sur ce point qu'il faut axer toute notre propagande et toute notre agitation, le centre de gravité de toute l'activité de nos Soviets devant être déplacé en conséquence.

Le fait essentiel, c'est que ce sont aujourd'hui les forces d'une autre coalition impérialiste qui interviennent, non plus la coalition allemande, mais la coalition anglo-française qui a occupé une partie du territoire et qui s'appuie dessus. Si la situation géographique les a jusqu'ici empêchées d'attaquer directement la Russie, l'impérialisme anglo-français, qui depuis quatre ans déjà ensanglante l'univers pour s'assurer la domination mondiale, s'est approché maintenant, par un mouvement tournant, de la Russie, pour y écraser la République des Soviets et pour précipiter le pays dans la guerre impérialiste. Vous savez parfaitement, camarades, que dès les premiers jours de la Révolution d'Octobre, nous nous sommes assigné comme but majeur la cessation de la guerre impérialiste, mais nous ne nous sommes jamais fait d'illusions et n'avons pas pensé que les forces du prolétariat et des masses révolutionnaires d'un seul pays, quel qu'il soit, si héroïques soient-elles, si organisées et disciplinées soient-elles, pourraient abattre l'impérialisme international : seuls les efforts conjugués du proiétariat de tous les pays peuvent y parvenir.

Mais nous avons réussi à rompre dans un pays tous les liens avec les capitalistes du monde entier. Il n'existe aucun fil qui relie notre gouvernement aux impérialistes quels qu'ils soient, et quelles que soient les voies de notre révolution, il n'y en aura jamais. Nous sommes parvenus en 8 mois à faire faire au mouvement révolutionnaire contre

l'impérialisme un énorme pas en avant et, dans l'un des centres principaux de l'impérialisme, en Allemagne, on en est venu en janvier 1918 à une révolte armée, qui fut noyée dans le sang. Nous avons accompli notre devoir révolutionnaire à l'échelle internationale comme aucun gouvernement révolutionnaire ne l'a fait dans aucun pays, mais nous ne nous sommes pas leurrés de la pensée que les forces d'un seul pays puissent atteindre ce but. Nous savions que nos efforts mènent inévitablement à la révolution mondiale et que les gouvernements impérialistes qui ont déclenché la guerre sont impuissants à y mettre fin. Cette guerre ne peut être terminée que par les efforts du prolétariat tout entier ; accédant au pouvoir en tant que parti communiste prolétarien alors que la bourgeoisie capitaliste maintenait encore sa domination dans les autres pays, notre devoir le plus urgent était, je le répète, de maintenir ce pouvoir, ce flambeau du socialisme, afin qu'il puisse lancer le plus d'étincelles possible sur l'incendie grandissant de la révolution socialiste.

Partout cette tâche a été extrêmement ardue, et si nous l'avons remplie, c'est précisément parce que le prolétariat a pris la défense des conquêtes de la république socialiste. Cette tâche nous a placés dans une situation particulièrement difficile et critique, car la révolution socialiste, au sens propre de ce terme, ne s'était encore produite dans aucun pays, encore que certains pays, comme l'Italie et l'Autriche, s'en soient approchés bien plus qu'ailleurs. Mais comme la révolution socialiste n'a pas encore éclaté, nous voici en présence d'un nouveau succès de l'impérialisme anglo-français, et partant, de l'impérialisme mondial. Alors qu'en Occident, l'impérialisme allemand subsiste toujours en tant que force militaire de conquête impérialiste, l'impérialisme anglo-français a obtenu au nord-est et au sud de la Russie la possibilité de s'y affermir et nous montre de façon manifeste, évidente, que cette force est prête à jeter de nouveau la Russie dans la guerre impérialiste, prête à écraser la Russie, Etat socialiste indépendant qui poursuit son œuvre et sa propagande socialistes avec une envergure inconnue jusqu'ici. Contre tout cela, l'impérialisme anglo-français a remporté une grande victoire et, en nous encerclant, il s'emploie par tous les moyens à écraser la

Russie des Soviets. Nous savons bien que ce succès de l'impérialisme anglo-français est inséparable de la lutte des classes.

Nous l'avons toujours dit — et les révolutions le confirment, — lorsque se trouvent mis en cause les fondements de la puissance économique, de la puissance des exploiteurs, la propriété qui leur assure la disposition du travail de dizaines de millions d'ouvriers et de paysans, cette propriété qui donne aux hobereaux et aux capitalistes la possibilité de s'engraisser, lorsque, je le répète, c'est la propriété privée des seigneurs terriens et des capitalistes qui se trouve mise en cause, ces derniers oublient toutes leurs belles phrases sur l'amour de la patrie et sur l'indépendance. Nous savons bien que les cadets, les socialistes-révolutionnaires de droite et les menchéviks ont battu tous les records en matière d'alliance avec les puissances impérialistes, de conclusion de traités de brigandage, de trahison de la patrie au profit de l'impérialisme anglo-français. L'Ukraine et Tiflis en sont un exemple. L'alliance des menchéviks, des socialistes-révolutionnaires de droite avec les Tchécoslovaques en fournit suffisamment la preuve. Les agissements des socialistes-révolutionnaires de gauche, qui avaient imaginé d'entraîner dans la guerre la République de Russie, dans l'intérêt des gardes blancs de Iaroslavl [7], montre assez clairement que lorsqu'on touche aux profits de classe, la bourgeoisie vend sa patrie et n'hésite pas à passer des marchés avec les premiers étrangers venus, contre son propre peuple. Cette vérité, l'histoire de la révolution russe n'a cessé de nous la révéler, après que plus de cent ans d'histoire de la révolution nous aient montré que telle est la loi des intérêts de classe, de la politique de classe de la bourgeoisie, à toutes les époques et dans tous les pays. C'est pourquoi il n'est nullement surprenant que l'aggravation actuelle de la situation internationale de la République des Soviets se rattache à l'accentuation de la lutte de classe à l'intérieur du pays.

Nous avons dit maintes fois que de ce point de vue, du point de vue de la recrudescence de la crise du ravitaillement, la période la plus difficile serait celle qui précède la nouvelle récolte. Le fléau de la famine s'étend sur la Russie, et s'il s'est à ce point aggravé c'est précisément parce que le plan des forbans impérialistes con-

siste à couper la Russie de ses greniers à blé. A cet égard, leurs calculs sont parfaitement justes ; ils consistent à trouver une base sociale de classe précisément dans les régions à blé, à trouver des localités où prédominent les koulaks, les paysans riches, profiteurs de guerre, vivant du travail d'autrui, du travail de la paysannerie pauvre. Vous savez que ces éléments ont accumulé des dizaines et des centaines de milliers de roubles et qu'ils détiennent d'énormes stocks de blé. Ce sont ces gens, vous le savez, qui ont fait de la détresse du peuple la source de leur richesse, et qui, dans la famine où se trouve la population de la capitale, n'ont vu qu'autant d'occasions de voler et de grossir leurs profits, et ce sont ces éléments koulaks qui ont fourni au mouvement contre-révolutionnaire en Russie son soutien principal, et le plus sérieux. Nous sommes ici à l'origine même de la lutte des classes. Il n'est pas resté un seul village où la lutte de classe ne se soit engagée entre la paysannerie pauvre, ceux des paysans moyens qui n'avaient pas d'excédents de blé, qui les avaient consommés depuis longtemps, qui n'avaient pas pris part à la spéculation, entre cette énorme majorité de travailleurs et une poignée insignifiante de koulaks ; cette lutte de classe a éclaté dans chaque village.

Quand nous mettions au point nos plans politiques et faisions paraître nos décrets, — que la grande majorité d'entre vous connaît bien, — quand, je le répète, nous rédigions et appliquions nos décrets sur l'organisation de la paysannerie pauvre[8], nous avons vu clairement que nous touchions à la question la plus décisive, à la question la plus fondamentale de toute la révolution, celle du pouvoir : le pouvoir passerait-il aux mains du prolétariat, celui-ci saurait-il gagner à sa cause toute la paysannerie pauvre, avec laquelle il n'a aucun point de désaccord, saurait-il attirer les paysans qui n'ont pas de divergence avec lui, et unirait-il toute cette masse dispersée, sans lien, émiettée à travers les villages, — inférieure de ce point de vue à l'ouvrier des villes, — saurait-il l'unifier contre l'autre camp, le camp des propriétaires fonciers, des impérialistes et des koulaks ?

Et voici que sous nos yeux la paysannerie pauvre commence à se rassembler avec une rapidité extraordinaire. On dit que la révolution est une école. La lutte de classe en-

seigne effectivement, dans la pratique, que toute hypocrisie dans la position d'un parti, quel qu'il soit, le conduit sans tarder à la place qu'il mérite. Nous l'avons bien vu avec le parti socialiste-révolutionnaire de gauche, que sa veulerie et sa sottise ont fait hésiter lorsque le problème du ravitaillement est devenu si aigu : le parti socialiste-révolutionnaire de gauche a disparu en tant que parti, pour devenir un pion dans la main des gardes blancs de Iaroslavl. (Applaudissements.)

Camarades, cette aggravation de la lutte de classe est liée à la crise du ravitaillement. En ce moment la nouvelle récolte promet d'être abondante, mais ne peut encore être rentrée. Les habitants de Pétrograd et de Moscou, en proie aux affres de la faim, sont excités par les koulaks et la bourgeoisie qui, dans leurs entreprises les plus désespérées, disent : c'est maintenant ou jamais. Tout cela rend compréhensible la vague de soulèvements qui déferle à travers la Russie. Le soulèvement de Iaroslavl a éclaté. Et nous voyons l'influence des Anglo-Français ; nous voyons le calcul des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie contre-révolutionnaires. Partout où la question du blé s'est posée, ils ont empêché de réaliser le monopole du blé, sans lequel le socialisme est inconcevable. C'est bien sur ce terrain que la bourgeoisie doit se coaliser, c'est là qu'elle trouve un appui plus solide qu'auprès du moujik des campagnes. La lutte finale entre les forces du socialisme et la société bourgeoise aura lieu de toute façon, d'une manière ou d'une autre, aujourd'hui ou demain, sous un prétexte ou sous un autre. Il ne peut y avoir quelque hésitation que chez les pseudo-socialistes, comme nos socialistes-révolutionnaires de gauche, par exemple. Quand on voit hésiter des socialistes sur cette question fondamentale, cela prouve qu'ils sont des pseudo-socialistes, qui ne valent pas un liard. Ces socialistes-là, la révolution en fait de simples pions entre les mains des généraux français, des pions comme le montre le défunt comité central du défunt parti socialiste-révolutionnaire de gauche.

Camarades, les efforts conjugués de l'impérialisme anglo-français et de la bourgeoisie contre-révolutionnaire russe font que la guerre civile a éclaté aujourd'hui là où tout le monde ne l'attendait pas, une guerre dont tous

n'avaient pas conscience, et elle s'est fondue avec la guerre étrangère en un tout indissoluble. Le soulèvement des koulaks, la rébellion tchécoslovaque, le mouvement de Mourman, c'est toujours la même guerre qui menace la Russie. Nous nous sommes arrachés à la guerre d'un côté, au prix de dommages considérables, en concluant une paix incroyablement dure, nous savions que cette paix nous était imposée par la force, mais nous disions que nous saurions poursuivre notre propagande et notre œuvre constructive, et que par là, nous désagrégions le monde impérialiste.

Nous avons su le faire. L'Allemagne négocie maintenant afin de fixer le nombre des milliards que la Russie doit payer en vertu de la paix de Brest-Litovsk [9], mais elle a reconnu toutes les nationalisations que nous avons effectuées par le décret du 28 juin [10]. Elle n'a pas soulevé la question de la propriété privée de la terre dans la république ; il faut le souligner à l'encontre du mensonge éhonté répandu par Spiridonova et autres leaders socialistes-révolutionnaires de gauche de la même espèce, mensonge qui a fait le jeu des propriétaires fonciers et que reprennent aujourd'hui les éléments cent-noirs[11] les plus incultes et les plus arriérés ; ce mensonge doit être démenti et dénoncé.

En fait, malgré cette paix si pénible pour nous, nous avons conquis la possibilité d'aborder librement à l'intérieur notre œuvre d'édification socialiste, et nous avons obtenu dans cette voie des résultats qui commencent à être connus de l'Europe occidentale, où ils deviennent des facteurs de propagande incomparablement plus puissants qu'auparavant.

Et les choses ont tourné de telle manière que, sortis de la guerre contre une coalition par un côté, nous subissons maintenant la poussée de l'impérialisme d'un autre côté. L'impérialisme est un phénomène mondial, c'est une lutte pour le partage du monde, pour le partage du globe, que chaque poignée de forbans cherche à se soumettre. Aujourd'hui, un autre groupe de forbans, celui des Anglo-Français, se rue sur nous et dit : nous vous entraînerons de nouveau dans la guerre. Leur guerre fait un tout avec la guerre civile, et c'est là que se trouve la source principale des difficultés que nous éprouvons actuellement, en ce moment où le problème essentiel, le problème fondamental

de la révolution est à nouveau le problème militaire. La difficulté est là tout entière parce que le peuple est fatigué d'une guerre qui l'a conduit au comble de l'épuisement. On est tenté de comparer cette situation du peuple russe torturé, épuisé par la guerre à l'état d'un homme à moitié mort à force d'être battu, dont on ne peut attendre ni manifestation d'énergie, ni capacité de travail. Il est donc naturel que cette guerre, qui dure depuis bientôt quatre ans et qui s'est abattue sur un pays mis à sac, torturé, souillé par le tsarisme, l'autocratie, la bourgeoisie et Kérenski, ait suscité au sein du peuple russe bien des motifs de dégoût, et soit l'origine principale des énormes difficultés que nous subissons.

D'autre part, ces changements nous ont conduits à d'autres faits de guerre. Nous sommes retombés dans la boucherie, nous sommes en guerre, et ce n'est pas seulement une guerre civile contre les koulaks, les propriétaires fonciers et les capitalistes qui se sont unis contre nous. C'est aujourd'hui l'impérialisme anglo-français qui se dresse en face de nous. Il ne peut encore faire marcher ses armées contre la Russie à cause des conditions géographiques, mais il vient en aide à nos ennemis en mettant à leur disposition tout ce qu'il peut, tous ses millions, toutes ses relations diplomatiques et toutes ses forces. Nous sommes en état de guerre, et cette guerre, nous pouvons la terminer en vainqueurs ; mais il nous faut combattre l'ennemi le plus difficile à briser, la lassitude de la guerre, la haine et le dégoût de la guerre ; cet état d'esprit, il faut en venir à bout, sans quoi nous ne pourrons par résoudre le problème qui se pose, que nous le voulions ou non : le problème militaire. Notre pays est de nouveau précipité dans la guerre, et le sort de la révolution dépend aujourd'hui entièrement de la réponse qui sera donnée à cette question : qui vaincra dans cette guerre, dont les principaux agents sont les Tchécoslovaques, mais dont les vrais dirigeants, les promoteurs, les meneurs, sont les impérialistes anglo-français. Toute la question de l'existence de la République Socialiste Soviétique Fédérative de Russie, toute la question de la révolution socialiste russe se ramène à la question militaire. Et, étant donné l'état auquel la guerre impérialiste a réduit le peuple, c'est là l'origine des plus grandes difficultés. Notre tâche est parfaitement claire à nos yeux.

Tout mensonge serait la pire des choses ; selon nous, cacher aux ouvriers et aux paysans cette dure vérité serait un crime. Au contraire, que chacun connaisse cette vérité avec le plus de clarté, le plus de relief possible.

Oui, il y a eu des cas où nos troupes ont manifesté une faiblesse criminelle, par exemple lors de la prise de Simbirsk par les Tchécoslovaques, lorsque les nôtres ont battu en retraite. Nous savons que les troupes, fatiguées de la guerre, la prennent en aversion. Mais tant que l'impérialisme, — et cela est tout aussi naturel et inévitable,—n'aura pas subi de défaite à l'échelle mondiale, il tentera d'entraîner la Russie dans la guerre impérialiste, il s'efforcera de la transformer en champ de carnage. Que nous le voulions ou non, c'est ainsi que la question se pose : nous sommes en guerre, et le sort de la révolution sera réglé par l'issue de cette guerre. Tel doit être le premier et le dernier mot de notre propagande, de toute notre activité politique, révolutionnaire et rénovatrice. Nous avons beaucoup fait en peu de temps, mais il faut achever tout ce que nous avons commencé. Notre activité doit être subordonnée tout entière et exclusivement à la question dont dépend à présent le sort de la révolution et son issue, le sort de la révolution russe et de la révolution mondiale. Certes, l'impérialisme mondial ne sortira pas de la guerre actuelle sans une série de révolutions, et cette guerre n'aura pas d'autre issue que la victoire finale du socialisme. Mais notre tâche aujourd'hui est de soutenir cette force du socialisme, ce flambeau du socialisme, cette source du socialisme, qui agit puissamment dans le monde entier, de la maintenir, de la défendre et de la sauvegarder ; et, dans la situation actuelle, cette tâche est une tâche militaire.

Nous avons connu plus d'une fois une situation semblable, et bien des gens disaient que, quel que fût le prix de la paix, quels que fussent les sacrifices imposés, quels que soient les efforts de l'ennemi pour nous arracher sans cesse de nouveaux territoires, la Russie jouit en attendant de la paix, envers et contre tout, et peut consolider ses conquêtes socialistes. Sur cette voie, nous sommes même allés plus loin que beaucoup d'entre nous ne l'imaginaient. Par exemple : notre contrôle ouvrier a largement dépassé les formes qu'il avait prises au début, et aujour-

d'hui, nous sommes près de la transformation socialiste de la gestion d'Etat. Nous avons largement progressé dans notre activité pratique. L'industrie est déjà entièrement gérée par les ouvriers, mais les circonstances ne nous ont pas permis de poursuivre en paix ce travail ; elles nous ont ramenés à une situation militaire et nous avons été dans la nécessité de tendre toutes nos forces et d'appeler tout le monde aux armes. Si nous avions rencontré des hésitations quelconques sur ce point dans les rangs communistes, cela aurait été une honte.

Qu'il y ait des hésitations parmi les paysans, cela ne nous étonne pas. La masse paysanne n'a pas été à la même école que le prolétariat, cette école de la vie, où il a appris depuis des dizaines d'années à regarder le capitaliste comme son ennemi de classe et à unir ses forces pour le combattre. Nous savons que les paysans ne sont pas passés par cette université. Ils ont marché un moment avec le prolétariat, et maintenant on observe une période d'hésitation, à l'heure où la masse paysanne se scinde. Nous connaissons nombre de cas où les koulaks vendent le blé aux paysans au-dessous des prix fixes afin de se donner pour des défenseurs de leurs intérêts. Tout cela ne nous étonne pas ; mais l'ouvrier communiste n'hésite pas, la masse ouvrière est inébranlable et si des milieux paysans partagent l'état d'esprit des koulaks, cela s'explique facilement. Là où il n'y a pas de bolchéviks et où les autorités tchécoslovaques détiennent le pouvoir, nous avons observé le phénomène suivant : au début, les Tchécoslovaques sont accueillis en libérateurs ou peu s'en faut ; puis, au bout de quelques semaines de domination de cette bourgeoisie, on remarque un vaste revirement en faveur du pouvoir des Soviets contre les Tchécoslovaques, parce que les paysans commencent à comprendre que toutes les belles phrases sur la liberté du commerce et l'Assemblée Constituante ne signifient qu'une chose: le pouvoir des propriétaires fonciers et des capitalistes.

Notre tâche est de souder encore plus les rangs des prolétaires et de créer une organisation telle que, dans les semaines qui viennent, tout soit consacré à la solution du problème militaire. Nous luttons aujourd'hui contre l'impérialisme anglo-français et contre tout ce que la Russie compte de bourgeois et de capitalistes, contre ceux

qui font tout pour saper l'œuvre de la révolution socialiste et nous entraîner dans la guerre. La question se pose ainsi : toutes les conquêtes des ouvriers et des paysans sont en jeu. Nous devons être certains que nous trouverons auprès du prolétariat un appui et une large sympathie, que le danger sera entièrement écarté et que de nouveaux contingents de prolétaires se dresseront pour défendre leur classe et pour sauver la révolution socialiste. A l'heure actuelle, le combat se déroule sur deux points principaux, et toutes les distinctions fondamentales des partis se sont effacées dans le feu de la révolution. Le socialiste-révolutionnaire de gauche, qui s'applique à souligner qu'il est de gauche, qui se dissimule derrière la phrase révolutionnaire, mais qui s'insurge en fait contre le pouvoir des Soviets, est lui aussi un mercenaire des gardes blancs de Iaroslavl ; voilà ce qu'il est devant l'histoire et devant la lutte révolutionnaire ! Il n'y a aujourd'hui que deux classes sur le champ de bataille : il s'agit d'une lutte de classe entre le prolétariat qui défend les intérêts des travailleurs et ceux qui défendent les intérêts des propriétaires fonciers et des capitalistes. Toutes les belles phrases sur l'Assemblée Constituante, sur l'indépendance de l'Etat, etc., au moyen desquelles on cherche à tromper les masses inconscientes, sont démasquées par l'expérience du mouvement tchécoslovaque et du mouvement des menchéviks du Caucase. Derrière toutes ces phrases, ce sont toujours les mêmes forces des propriétaires fonciers et des capitalistes que l'on trouve, et le mouvement tchécoslovaque apporte avec soi la domination des capitalistes et des propriétaires fonciers, exactement de la même façon que l'occupation allemande. Voilà l'enjeu de la guerre !

Camarades, le prolétariat doit resserrer ses rangs plus étroitement encore, et donner dans cette lutte l'exemple de l'organisation et de la discipline. La Russie est toujours le seul pays qui ait rompu tout lien avec les impérialistes. C'est vrai, nous perdons notre sang par ces cruelles blessures. Nous avons reculé devant le fauve impérialiste, gagnant ainsi du temps, lui portant un coup, tantôt ici, tantôt là, mais en tant que République socialiste des Soviets, nous sommes demeurés indépendants. Tout en nous acquittant de notre œuvre socialiste, nous avons

marché contre l'impérialisme mondial, et cette lutte est de mieux en mieux comprise par les ouvriers du monde entier, et leur révolte qui ne cesse de grandir hâte de plus en plus la révolution imminente. C'est justement pour cela que l'on se bat, parce que notre république est le seul pays qui n'ait pas marché la main dans la main avec l'impérialisme et qui n'ait pas laissé massacrer des millions d'hommes, pour l'hégémonie mondiale des Français ou des Allemands. Notre république est le seul pays qui soit sorti par la force et par la révolution de la guerre impérialiste mondiale, qui ait levé le drapeau de la révolution socialiste ; mais on veut l'entraîner de nouveau dans la guerre impérialiste, de nouveau on veut en faire un champ de bataille. Que les Tchécoslovaques se battent avec les Allemands, que la bourgeoisie russe choisisse et que Milioukov, peut-être même en accord avec Spiridonova et Kamkov, décide à quels impérialistes ils doivent lier leur sort. Mais nous, nous déclarons que pour empêcher que cette décision soit prise, nous devons être prêts à donner notre vie, car il s'agit du salut de la révolution socialiste tout entière. (Applaudissements.) Je sais que parmi les paysans de provinces de Saratov, de Samara et de Simbirsk, là où on a observé le plus de lassitude et le moins de disposition à passer à des actions militaires, on remarque un revirement. Ayant connu l'invasion des Cosaques et des Tchécoslovaques, s'étant rendu compte pratiquement de ce qu'est l'Assemblée Constituante et de ce que signifient les cris de « A bas la paix de Brest-Litovsk », ayant compris que tout cela mène au retour du propriétaire foncier et à la réinstallation du capitaliste sur le trône, les paysans deviennent aujourd'hui les défenseurs les plus ardents du pouvoir des Soviets. Je n'ai pas l'ombre d'un doute que les masses prolétariennes de Pétrograd et de Moscou, qui sont à la tête de la Révolution, comprendront la situation, comprendront tous les dangers qui nous menacent en ce moment, qu'elles seront encore plus résolues et que le prolétariat brisera l'offensive anglo-française et l'offensive tchécoslovaque dans l'intérêt de la révolution socialiste. (Applaudissements.)

Publié en 1919 dans le livre : « Cinquième législature du Comité exécutif central de Russie. Compte rendu sténographique ». Moscou

Conforme au texte du livre, collationné sur le sténogramme

DISCOURS PRONONCE AU CONGRES DES PRESIDENTS DES SOVIETS DE PROVINCE[12] LE 30 JUILLET 1918

COMPTE RENDU DE PRESSE

Camarades, vous avez à vous occuper de l'administration qui, pour nous, au Conseil des Commissaires du Peuple, est prédominant. Il est parfaitement naturel que vous vous heurtiez à de nombreuses difficultés. Dans la plupart des Comités exécutifs de province, on observe que la masse du peuple assume enfin elle-même le travail administratif. Les difficultés sont naturellement inévitables. L'un des principaux défauts a été que jusqu'ici nous avons peu recruté de militants parmi les ouvriers. Mais nous n'avions jamais pensé adapter l'ancien appareil à l'administration nouvelle, et nous ne nous plaignons pas, une fois le passé éliminé, d'avoir à tout reconstruire à neuf, au milieu de tels obstacles. Les masses ouvrières et paysannes possèdent plus de talents de constructeurs qu'on ne pouvait en attendre. Nous rendons hommage à la révolution d'avoir précisément détruit l'ancien appareil d'administration ; mais par ailleurs, nous devons reconnaître que le principal défaut de la masse est la timidité et le refus de se mettre à l'œuvre.

Dans certains Soviets de province, on remarquait jusqu'ici du désordre ; maintenant le travail s'organise de mieux en mieux, si bien que de nombreuses localités font savoir que tous dissentiments ou conflits ont disparu. La révolution russe, encore qu'elle n'ait que 8 mois d'existence, a prouvé que la nouvelle classe qui a pris en mains l'administration est capable de mener cette tâche à bien. Malgré le manque de militants, l'appareil administratif s'organise toujours davantage. Notre édifice en est encore au stade où l'on ne voit pas de résultats précis, ce sur

quoi nos ennemis mettent souvent l'accent ; mais, malgré tout, beaucoup a déjà été réalisé. La remise de la terre et de l'industrie aux travailleurs, l'échange des produits et le ravitaillement sont mis en œuvre, malgré des difficultés extraordinaires. Il est indispensable de faire participer les masses laborieuses elles-mêmes à l'administration et l'édification de l'Etat socialiste. C'est seulement par la pratique que les masses se convaincront que c'en est fini de la vieille classe des exploiteurs.

Notre tâche principale, urgente, c'est l'administration, l'organisation et le contrôle. Ce labeur est ingrat, obscur, mais c'est précisément par lui que les forces économiques et administratives des ouvriers et des paysans se déploieront avec de plus en plus de succès.

Passant à la nouvelle Constitution [13], le camarade Lénine dit qu'elle reflète ce qui est déjà réalisé, et qu'elle sera rectifiée et complétée par sa mise en application. L'essentiel dans la Constitution, c'est que le pouvoir des Soviets s'est définitivement coupé de la bourgeoisie qui est écartée de la participation à l'édification de l'Etat.

Les masses ouvrières et paysannes, appelées par le gouvernement à administrer le pays, et qui en étaient longtemps fort éloignées, ne pouvaient pas renoncer au désir de construire l'Etat en se fondant sur leur propre expérience. Le mot d'ordre « Tout le pouvoir aux Soviets » a eu pour effet que dans les localités on a voulu acquérir l'expérience de l'édification de l'Etat à travers ses propres erreurs. Cette période de transition était nécessaire et s'est avérée féconde. Dans cette aspiration au séparatisme, il y avait pour une grande part quelque chose de sain, de bienfaisant, en ce sens que c'était une aspiration créatrice. La Constitution soviétique a mis en évidence les rapports du pouvoir du canton avec celui du district, du pouvoir du district avec celui de la province et du pouvoir de celle-ci avec le pouvoir central.

Ensuite, le camarade Lénine dit que seule peut être qualifiée de socialiste l'édification qui se réalisera d'après un vaste plan commun, et qui s'efforcera d'utiliser rationnellement les ressources économiques. Le pouvoir soviétique n'a pas la moindre intention de minimiser l'importance du pouvoir local et de tuer son esprit d'indépen-

dance et d'initiative. La paysannerie elle-même en est arrivée par son expérience à la nécessité de mettre le centralisme en pratique.

La ratification et la mise en vigueur de la Constitution, poursuit le camarade Lénine, inaugurèrent une période plus facile dans notre édification de l'Etat. Malheureusement, il nous est difficile dans la situation actuelle de nous occuper de la politique économique et agricole. Nous sommes obligés de nous en détourner et de porter toute notre attention sur des tâches élémentaires : la question du ravitaillement. La situation de la classe ouvrière dans les provinces où règne la famine est réellement pénible. Il est indispensable de tendre tous nos efforts, d'une manière ou d'une autre, pour surmonter les difficultés de ravitaillement et leurs conséquences jusqu'à la nouvelle récolte.

A cela s'ajoutent aussi les tâches de caractère militaire. Vous savez que le mouvement tchécoslovaque, stipendié et attisé par l'impérialisme anglo-français, a encerclé à moitié la Russie. Vous savez aussi que la bourgeoisie contre-révolutionnaire et les koulaks se joignent à ce mouvement. Les informations que nous recevons des localités nous apprennent que les défaites subies ces derniers temps par la Russie des Soviets ont convaincu pratiquement les ouvriers et la paysannerie révolutionnaire que, outre le contrôle général, outre l'édification de l'Etat, le contrôle dans le domaine militaire est également nécessaire.

Je suis persuadé, dit en terminant le camarade Lénine, qu'à l'avenir les choses iront mieux. Je suis persuadé que les Comités exécutifs de province, mettant en pratique, avec l'aide de la paysannerie, l'organisation du contrôle des cadres, mettront sur pied une solide armée socialiste. Les leçons de la révolution ont enfin enseigné à la classe ouvrière et à la classe des paysans exploités la nécessité de prendre les armes. Les paysans et les ouvriers, outre la conquête de la terre, du contrôle, etc., ont acquis la conviction qu'il est nécessaire de diriger l'armée. En déployant leur action dans le domaine militaire, ils feront en sorte que l'armée qu'ils ont créée mérite pleinement le nom d'armée socialiste et combatte avec succès la bour-

geoisie contre-révolutionnaire et les impérialistes jusqu'au moment où le prolétariat révolutionnaire international leur viendra en aide. (Le discours du camarade Lénine est couvert par les applaudissements enthousiastes du congrès.)

« Izvestia du Comité exécutif central de Russie » n° 161, le 31 juillet 1918

Conforme au texte des « Izvestia du Comité exécutif central de Russie »

DISCOURS PRONONCE AU MEETING DU REGIMENT REVOLUTIONNAIRE DE VARSOVIE LE 2 AOUT 1918[14]

COMPTE-RENDU DE PRESSE

(L'entrée du camarade Lénine dans la salle est accueillie par des applaudissements enthousiastes et par les accents puissants de l'«Internationale».) Je pense, dit le camarade Lénine, que nous tous, révolutionnaires polonais et russes, brûlons aujourd'hui du même désir de tout faire pour sauvegarder les conquêtes de la première grande révolution socialiste, qui sera inévitablement suivie par toute une série de révolutions dans les autres pays. La difficulté pour nous vient précisément du fait que nous avons dû agir beaucoup plus tôt que les ouvriers de pays plus évolués et plus civilisés.

La guerre mondiale a été provoquée par les forces du capital international, de deux coalitions de forbans. Voici déjà 4 ans que le monde baigne dans le sang, pour décider lequel de ces deux impérialismes rapaces régnera sur le globe. Nous sentons de façon tangible que cette guerre criminelle ne peut se terminer par la victoire ni de l'un, ni de l'autre camp. Chaque jour, on voit plus clairement que ce ne sont pas les impérialistes qui peuvent y mettre un terme, mais la victoire de la révolution ouvrière. Et plus la situation des ouvriers devient pénible aujourd'hui dans tous les pays, plus acharnées se font les persécutions contre la liberté d'expression du prolétariat, et plus grand aussi est l'effroi de la bourgeoisie, car elle ne pourra pas venir à bout du mouvement grandissant. Pour un temps, nous sommes coupés du gros de l'armée socialiste qui,

pleine d'espoir, tourne ses regards vers nous et dit à sa bourgeoisie : quelle que soit ta rage, nous suivrons malgré tout l'exemple russe et nous agirons comme les bolchéviks russes.

Nous voulions la paix, poursuit le camarade Lénine. C'est précisément parce que la Russie des Soviets a fait des propositions de paix au monde entier qu'en février on a lancé les armées allemandes contre nous. A présent, nous voyons avec évidence que les impérialismes se valent. Les uns et les autres mentaient et mentent également quand ils disent qu'ils mènent une guerre de libération. De même que l'Allemagne pillarde s'est démasquée avec l'infamie de la paix de Brest-Litovsk, de même aujourd'hui se démasque le capital anglo-français. Les Anglo-Français déploient maintenant leurs ultimes efforts pour nous entraîner dans la guerre. Par l'intermédiaire des généraux et des officiers, ils ont acheté pour 15 millions de nouveaux esclaves, les Tchécoslovaques, pour les pousser dans une aventure — pour transformer la rébellion tchécoslovaque en mouvement de gardes blancs et de propriétaires fonciers. Et, chose étrange, tout cela se fait, paraît-il, pour la « défense » de la Russie. Les Anglais « épris de liberté » et de « justice », écrasent tout sans exception, s'emparent de Mourman ; les croiseurs anglais s'approchent d'Arkhangelsk et bombardent les batteries, tout cela au nom de la « défense » de la Russie. Il est parfaitement clair qu'ils veulent enserrer la Russie dans l'étau des forbans impérialistes et l'étouffer parce qu'elle a dénoncé et déchiré leurs traités secrets.

Notre révolution a obtenu que les ouvriers d'Angleterre et de France se dressent en accusateurs de leurs gouvernements. En Grande-Bretagne, où régnait la paix civile et où l'opposition au socialisme était la plus forte parmi les ouvriers, car ils participaient au pillage des colonies, les ouvriers se détournent aujourd'hui de la bourgeoisie et rompent la paix civile avec elle.

Les ouvriers de France condamnent la politique d'intervention dans les affaires de la Russie. C'est pour cela que les capitalistes de ces pays jouent leur va-tout.

L'existence de la Russie des Soviets et le fait qu'elle vive les remplit d'indignation.

Nous savons que la guerre touche à sa fin ; nous savons qu'ils ne réussissent pas à y mettre un terme. Nous savons que nous avons un allié sûr, c'est pourquoi il faut que nous tendions toute notre énergie dans un suprême effort. Ou bien le pouvoir des koulaks, des capitalistes et du tsar, comme dans les révolutions manquées de l'Occident, ou bien le pouvoir du prolétariat. Votre tâche, en allant au front, est avant tout et surtout de vous rappeler qu'il s'agit d'une guerre, la seule légitime, juste, sacrée, une guerre des opprimés et des exploités contre les oppresseurs et les brigands.

A l'heure actuelle se réalise l'union des révolutionnaires de différentes nations, dont rêvaient les meilleurs esprits, la véritable union des ouvriers et non pas des songe-creux intellectuels.

Surmonter l'hostilité et la méfiance nationales, tel est le gage de la victoire.

Il vous est échu le grand honneur de défendre, les armes à la main, des idées sacrées et, en luttant sur le front contre les ennemis d'hier, les Allemands, les Autrichiens, les Magyars, de réaliser en fait la fraternité internationale des peuples.

Et je suis convaincu, camarades, que si vous unissez toutes les forces militaires en une puissante Armée Rouge internationale et lancez vos bataillons de fer contre les exploiteurs, contre les agresseurs, contre les Cent-Noirs du monde entier, sous le mot d'ordre de combat « La victoire ou la mort ! », alors aucune puissance impérialiste ne nous résistera ! (La fin du discours de Lénine est couverte d'applaudissements prolongés et enthousiastes.)

Publié le 3 août 1918 dans les « Vétchernié Izvestia du Soviet de Moscou » n° 16

Conforme au texte du journal

DISCOURS PRONONCÉ AU MEETING DU QUARTIER BOUTYRSKI LE 2 AOUT 1918

COMPTE RENDU DE PRESSE

Camarades,

Aujourd'hui, le sort de la Russie socialiste est débattu [15] dans différents quartiers de Moscou.

Les ennemis de la Russie des Soviets nous cernent d'un étroit cercle de fer pour ôter aux ouvriers et aux paysans tout ce que la Révolution d'Octobre leur a donné. Le drapeau de la révolution sociale russe qui flotte bien haut ne laisse pas de repos aux forbans internationaux, aux impérialistes, et ils sont entrés en guerre contre nous, en guerre contre le pouvoir des Soviets, contre le pouvoir des ouvriers et des paysans.

Vous vous rappelez, camarades, qu'au début de la révolution les Français et les Anglais ne cessaient d'affirmer qu'ils étaient les « alliés » de la Russie libre. Et voici qu'à présent, ces «alliés» se démasquent. Par la duplicité et le mensonge, ces gens, tout en disant qu'ils n'avaient pas l'intention de faire la guerre à la Russie, ont occupé Mourmansk, puis ils ont pris Kem et ont commencé à fusiller nos camarades, les militants soviétiques. Non, ils ne luttent pas contre la bourgeoisie russe, ils ne luttent pas contre les capitalistes russes, mais ils ont déclaré la guerre aux Soviets, ils ont déclaré la guerre aux ouvriers et aux paysans.

La bourgeoisie française et la bourgeoisie russe ont trouvé des auxiliaires actifs parmi les Tchécoslovaques. Ces mercenaires sont partis en guerre contre nous, d'une manière qui n'a rien de désintéressé, naturellement, et nous savons d'où viennent les millions qui ont poussé les Tchécoslovaques à faire la guerre au pouvoir des Soviets ; ce qui les a poussés contre nous, c'est l'or anglo-

français. Mais, outre les Tchécoslovaques, il s'est trouvé des gens qui ne répugneraient pas à anéantir le pouvoir des Soviets. A côté des Tchécoslovaques, nos « sauveurs de la patrie », Doutov, Alexéev et consorts..., font leur pelote auprès de l'or anglo-français et attendent une pluie d'or russe... Des ennemis, le pouvoir de Soviets en a beaucoup. Mais sommes-nous seuls, camarades ?

Vous vous rappelez qu'en janvier, alors que la flamme de la révolution sociale ne faisait encore que s'allumer, il y a eu déjà une grève de masse en Allemagne ; maintenant, huit mois plus tard, nous voyons des grèves de masse dans différents pays : grève des ouvriers en Autriche, grève de nos camarades en Italie. La fin des oppresseurs des travailleurs est proche. Les impérialistes de tous les pays creusent eux-mêmes leur tombeau.

C'est à cause du pillage réciproque que la guerre ne s'apaise pas. Dans cette guerre de rapine, deux serpents s'affrontent : l'impérialisme anglo-français et l'impérialisme allemand. Pour leur profit, pour la victoire de l'un ou de l'autre, 10 millions de paysans et d'ouvriers ont été tués, 20 millions sont restés infirmes ; des millions et des millions d'hommes fabriquent des armes de mort. Dans tous les pays, on appelle sous les drapeaux les hommes les plus forts, les plus sains : c'est la fleur même de l'humanité qui est détruite... Et pourquoi ? Pour qu'un de ces charognards remporte la victoire sur l'autre...

Le pouvoir des Soviets a déclaré : nous ne voulons nous battre ni avec les Allemands, ni avec les Anglais, ni avec les Français ; nous ne voulons pas tuer nos semblables, des ouvriers et des paysans comme nous. Pour nous, ce ne sont pas des ennemis. Notre ennemi est autre : c'est la bourgeoisie, que ce soit la bourgeoisie allemande, française ou la bourgeoisie russe, qui s'est à présent alliée aux Anglo-Français.

Et nos mots d'ordre, tout comme notre bannière révolutionnaire, sont en faveur dans tous les pays. En Amérique, dans ce pays qui se disait naguère le plus libre, les prisons regorgent de socialistes. En Allemagne, les ouvriers et les paysans se répètent les paroles du socialiste allemand Friedrich Adler : « Dirigez vos baïonnettes non pas contre les ouvriers et les paysans russes, mais contre

votre propre bourgeoisie »... On ne voit pas la fin du carnage provoqué par les capitalistes. Plus l'Allemagne remporte de victoires et plus il se trouve de bêtes pareilles à elle pour s'allier au camp opposé ; et aujourd'hui, c'est aussi l'Amérique qui combat aux côtés des Anglais et des Français. Seuls les ouvriers mettront fin à la guerre : la révolution mondiale est inéluctable. En Allemagne, un mouvement « défaitiste », pareil à celui que nous avons connu chez nous, a commencé. En Italie et en Autriche se déroulent des grèves massives. En Amérique, on arrête les socialistes en masse. Et, se sentant perdus, les capitalistes et les propriétaires fonciers font leurs ultimes efforts pour écraser le mouvement révolutionnaire ; les capitalistes russes tendent la main aux capitalistes et aux propriétaires fonciers anglo-français.

A l'heure actuelle, il y a deux camps : d'un côté les ouvriers et les paysans, de l'autre les capitalistes. Le dernier combat, le combat décisif approche. Désormais, il ne peut y avoir de conciliation avec la bourgeoisie. C'est à elle ou à nous que la victoire doit appartenir.

En 1871, la bourgeoisie renversa le pouvoir des ouvriers parisiens. Mais alors, il y avait peu d'ouvriers conscients, peu de combattants révolutionnaires. De nos jours, les paysans pauvres suivent les ouvriers, aussi, la bourgeoisie ne réussira-t-elle plus à triompher, comme elle le fit en 1871.

Les ouvriers tiennent solidement en main les fabriques et les usines, les paysans ne rendront pas la terre aux propriétaires fonciers. Et pour la défense de ces conquêtes, nous déclarons aussi la guerre à tous les maraudeurs et à tous les spéculateurs. Aux menaces des canons et des mitrailleuses, ils ajoutent la menace de la famine.

En déclarant la guerre aux richards, nous disons : « Paix aux chaumières. » Nous enlèverons aux agioteurs tous leurs stocks et nous n'abandonnerons pas à leur sort les ouvriers pauvres. (Le discours du camarade Lénine est couvert par des ovations enthousiastes.)

Publié le 3 août 1918 dans le journal « Izvestia du Comité exécutif central de Russie » n° 164

Conforme au texte du journal « le Soldat de la Révolution » (Tsaritsyne) n° 14, le 23 août 1918

DISCOURS PRONONCE AU MEETING DES SOLDATS DE L'ARMEE ROUGE A KHODYNKA LE 2 AOUT 1918

BREF COMPTE RENDU DE PRESSE

(Ovation enthousiaste.) La révolution russe a tracé au monde entier les voies qui mènent au socialisme et a montré à la bourgeoisie que la fin de son règne approche. Notre révolution se déroule dans les conditions exceptionnellement pénibles de la guerre mondiale.

La révolution ne se fait pas sur commande, mais des symptômes indubitables indiquent que le monde entier est prêt à de grandioses événements.

Nous sommes entourés d'ennemis qui ont conclu une union sacrée pour renverser le pouvoir des Soviets, mais eux-mêmes n'accéderont pas au pouvoir.

Que les bandes des gardes blancs ne chantent pas victoire : leur succès est éphémère ; dans leurs rangs, l'effervescence grandit déjà.

L'Armée Rouge, secondée par le prolétariat révolutionnaire, nous aidera à lever bien haut le drapeau de la révolution sociale internationale.

La victoire ou la mort !

Nous vaincrons le koulak dans le monde entier, et nous sauvegarderons la cause du socialisme !

« Izvestia du Comité exécutif central de Russie » n° 164, le 3 août 1918

Conforme au texte des « Izvestia du Comité exécutif central de Russie »

THESES SUR LA QUESTION DU RAVITAILLEMENT[16]

ADRESSEES AUX COMMISSARIATS DU RAVITAILLEMENT, DE L'AGRICULTURE, AU CONSEIL SUPERIEUR DE L'ECONOMIE NATIONALE, AUX COMMISSARIATS DES FINANCES, DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE

Je propose aux Commissariats respectifs d'examiner d'urgence aujourd'hui même (2 août) et de rédiger les mesures suivantes pour les présenter les 2 et 3 août au Conseil des Commissaires du Peuple.

(Certaines de ces mesures doivent être prises par décrets, d'autres par des arrêtés non destinés à la publication.)

1. Des deux systèmes — abaisser les prix des tissus, etc., ou élever le prix du blé, — il faut incontestablement choisir le second, car, toutes choses égales d'ailleurs, seul le second peut au fond nous aider à augmenter rapidement le stockage du blé dans plusieurs provinces productrices (Simbirsk, Saratov, Voronèje, etc.), et à neutraliser dans la guerre civile le plus grand nombre possible de paysans.

2. Porter le prix du blé à 30 roubles le poud, en majorant en conséquence (et même davantage) les prix des tissus, etc.

3. Examiner s'il ne convient pas d'effectuer cette augmentation temporairement (afin de tenir compte de la pratique touchant une base adéquate de l'échange des marchandises), disons pour un mois, un mois et demi, en promettant d'abaisser les *prix* à la fin de ce laps de temps (et donnant par là des primes au stockage rapide).

4. Mettre au point une série de mesures d'extrême urgence pour la *réquisition* de *tous* les produits industriels des villes, en vue de l'échange des marchandises (et élever leur prix après la réquisition dans une *plus grande* proportion que ne seront augmentés les prix du blé).

5. Faire précéder le décret sur la hausse du prix du blé d'une explication accessible à tous au sujet de l'échange des marchandises et de l'établissement de rapports rationnels entre les prix du blé, des tissus, etc...

6. Obliger immédiatement par décret les coopératives 1) à installer dans chaque magasin un centre de stockage ; 2) à délivrer les marchandises *seulement* sur présentation des carnets d'achat des consommateurs ; 3) à ne délivrer aux paysans producteurs de blé *aucune* marchandise autrement qu'en échange de blé.

Etablir les formes et les moyens de contrôle de l'application de ces mesures, ainsi que des poursuites rigoureuses (confiscation de tous les biens) pour toute infraction.

7. Confirmer (ou formuler avec plus de précision) les règlements et les lois sur la confiscation des biens pour *n'avoir pas déclaré* à l'Etat (*ou aux coopératives*) le montant des excédents de blé *et de tous autres* produits alimentaires.

8. Fixer un impôt *en nature*, en blé, payable par les paysans riches, étant considérés comme riches ceux qui possèdent (compte tenu de la nouvelle récolte) une quantité de blé qui dépasse de deux fois ou plus la consommation personnelle (y compris l'alimentation de la famille, du bétail, les semences).

Le dénommer impôt *sur le revenu* et sur les biens, et en faire un impôt progressif.

9. Instituer provisoirement, — disons pour un mois, — le transport en franchise d'un poud et demi de blé vers les localités affamées *pour les ouvriers*, en établissant des certificats et un contrôle particuliers.

Le certificat doit porter une adresse précise et la caution 1) du comité de fabrique ou d'usine ; 2) du comité d'immeuble ; 3) du syndicat ; quant au contrôle, il doit fixer la consommation *personnelle*, et il doit être prouvé que les bénéficiaires n'ont pas la possibilité de revendre, sous peine des sanctions les plus graves.

10. Etablir un règlement sur la remise obligatoire d'un reçu, en deux (ou trois) exemplaires, pour *chaque* réquisition, sans exception (surtout dans les villages et sur les chemins de fer). Imprimer des formulaires pour

ces quittances. Pour une réquisition sans remise de quittance, exécuter le coupable.

11. Instituer le même châtiment pour les membres de tous les détachements de réquisition, de ravitaillement et tous autres, pour tout acte d'arbitraire manifeste à l'encontre de la population travailleuse, ou enfreignant les règlements et les lois, et capable de provoquer la révolte de la population, et aussi au cas d'absence de procès-verbal ou de non-remise de la copie du procès-verbal à toute personne à qui on a enlevé quoi que ce soit ou qui doit subir une peine quelconque.

12. Etablir un règlement donnant droit aux ouvriers et aux paysans les plus pauvres des régions affamées à la formation de convois directs, les conditions suivantes étant observées : 1) attestation des organismes locaux (Soviet des députés + obligatoirement syndicat, etc.) ; 2) formation d'un détachement *responsable*; 3) inclusion de détachements d'autres localités ; 4) participation d'un contrôleur et d'un délégué du Commissariat au Ravitaillement, du Commissariat de Guerre et du Commissariat des Transports, etc.; 5) contrôle exercé par ces Commissaires à la réception du train et lors de la répartition du blé ; une partie (tiers, moitié ou même plus) doit alors *obligatoirement* être remise au Commissariat du Ravitaillement.

13. A titre d'exception, à cause de la famine particulièrement cruelle où se trouvent certains *ouvriers* des chemins de fer, et à cause de l'importance particulière des chemins de fer pour le transport du blé, décider provisoirement ce qui suit :

— les détachements de réquisition ou de barrage, lors de la confiscation du blé, remettent une quittance à ceux à qui ils le prennent, stockent le blé dans les wagons qu'ils font convoyer vers *Prodpout*, tout en observant les procédés suivants de contrôle : 1) envoi d'un télégramme au Commissariat du Ravitaillement et au Commissariat des transports pour chaque wagon ; 2) appel aux représentants du Commissariat du ravitaillement et du Commissariat des transports pour recevoir le wagon et pour distribuer le blé sous le contrôle du Commissariat du Ravitaillement.

Rédigé le 2 août 1918 *Conforme au manuscrit*
Publié pour la première fois en 1931

L'ADMISSION DANS LES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR DE LA R.S.F.S.R.

PROJET D'ARRETE DU CONSEIL DES COMMISSAIRES DU PEUPLE[17]

Le Conseil des Commissaires du Peuple charge le Commissariat à l'instruction publique de préparer sur-le-champ une série d'arrêtés et de dispositions afin que, au cas où le nombre des postulants aux établissements d'enseignement supérieur dépasserait le nombre habituel de places disponibles, des mesures d'extrême urgence soient prises en vue d'assurer la possibilité d'étudier à tous ceux qui le désirent ; il ne doit y avoir aucun privilège non seulement juridique, mais encore de fait, pour les classes possédantes. En premier lieu, doivent être admis sans faute les étudiants issus des rangs du prolétariat et de la paysannerie pauvre, et des bourses leur seront accordées sur une grande échelle.

Rédigé le 2 août 1918
Publié le 6 août 1918 dans les « Izvestia du Comité exécutif central de Russie » n° 166

Conforme au manuscrit

LETTRE AUX OUVRIERS D'ELETZ

Il m'est parvenu une coupure d'un journal d'Eletz[18], contenant le récit d'une réunion extraordinaire, tenue le 27 juillet par l'organisation des socialistes-révolutionnaires de gauche d'Eletz. Dans ce récit, je lis que Motchénov a présenté un rapport sur la conférence des s.-r. de Saratov, où 8 organisations ont approuvé la tactique de leur Comité central, que M. Kolégaev a défendue, mais où 13 (treize) autres se sont prononcées en faveur de la réorganisation du parti et d'un changement de tactique.

A la réunion d'Eletz, soit dit en passant, le camarade Roudakov a demandé instamment que « notre parti (des socialistes-révolutionnaires de gauche) soit rénové », que son nom soit changé, qu'il soit épuré et qu'on ne le laisse sous aucun prétexte se désagréger et marcher à sa perte. Un certain Krioukov a ensuite raconté qu'il se serait entretenu à Moscou avec des représentants du pouvoir central, que les camarades Avanessov, Sverdlov, Bontch-Brouévitch l'auraient informé du désir du pouvoir des Soviets de voir exister le parti des socialistes-révolutionnaires de gauche, que, dans une conversation avec Krioukov, j'aurais dit la même chose, en indiquant que les communistes eux-mêmes se seraient tellement éloignés de leur précédente théorie, des livres, qu'ils n'auraient plus de programme à l'heure actuelle, et que leurs plates-formes renfermeraient un nombre extraordinaire d'emprunts indirects à la théorie « populiste », etc., etc.

J'estime de mon devoir de déclarer que tout cela est une fable, et que je n'ai eu d'entretien avec aucun Kriou-

kov. Je prie instamment les camarades ouvriers et paysans du district d'Eletz de faire preuve d'une prudence extrême à l'égard des socialistes-révolutionnaires de gauche, qui disent trop souvent des mensonges.

A propos, voici en deux mots mon opinion sur eux. Il est clair que des individus, tels que les Kolégaev et consorts, sont de simples pions aux mains des gardes blancs, des monarchistes, des Savinkov, qui ont démontré à Iaroslavl à qui « a profité » le soulèvement des socialistes-révolutionnaires de gauche. Leur manque de cervelle et leur veulerie ont conduit messieurs Kolégaev à cette déchéance ; ils n'ont que ce qu'ils méritent. « Valets des Savinkov » — tel est le nom que l'histoire leur donnera. Mais les faits nous disent que, parmi les socialistes-révolutionnaires de gauche, il y a des gens (et à Saratov, ils sont en majorité) qui ont eu honte de ce manque de cervelle, de cette inconsistance, de ce rôle de valets de la monarchie et des intérêts des propriétaires fonciers. Si ces hommes veulent changer jusqu'au nom de leur parti (s'appeler, comme je l'ai entendu dire, « communistes-communautaires » ou « communistes-populistes », etc.), alors on ne peut que s'en féliciter.

Le désaccord avec le marxisme en premier lieu, et deuxièmement un accord total avec la théorie de « la jouissance égalitaire de la terre » (et avec la loi qui l'institue), telle est la base proprement idéologique de ce populisme, dont les communistes-bolchéviks n'ont jamais repoussé l'alliance.

Nous sommes partisans de cette alliance, de l'entente avec les paysans moyens, car il ne convient pas que nous autres, ouvriers communistes, nous nous en séparions ; et nous sommes prêts à leur faire une série de concessions. Nous l'avons prouvé non pas par des paroles, mais par des actes, car nous avons mis et nous mettons en pratique, avec une loyauté rigoureuse, la loi sur la socialisation de la terre [19], bien que cette loi n'ait pas notre approbation sans réserve. D'une manière générale, nous avons été et nous sommes partisans de la lutte impitoyable contre les koulaks, mais partisans de l'accord avec les paysans moyens et de l'alliance avec les paysans pauvres. Il ne faut pas en conclure que l'entente avec les paysans moyens signifie un accord obligatoire avec les socialistes-révolutionnaires de gauche. Il n'en est rien.

Nous avons adopté la loi sur la socialisation alors que nous n'avions aucun accord avec les socialistes-révolutionnaires de gauche ; et cette loi signifie précisément notre entente avec les paysans moyens, avec la masse paysanne, et non pas avec la gent intellectuelle des socialistes-révolutionnaires de gauche.

Camarades ouvriers et paysans, ne recherchez pas à tout prix une entente avec les socialistes-révolutionnaires de gauche, car nous avons vu et constaté qu'on ne peut avoir confiance en eux, faites la propagande du communisme parmi les paysans pauvres, la majorité sera de notre côté. Efforcez-vous de faire des concessions au paysan moyen, comportez-vous à son égard avec la plus grande circonspection et la plus grande équité ; nous pouvons et nous devons lui faire des concessions. Soyez sans pitié pour l'infime poignée d'exploiteurs et parmi eux, les koulaks, les spéculateurs sur le blé qui s'enrichissent de la misère du peuple, de la faim de la masse ouvrière, soyez sans pitié à l'égard de la poignée de koulaks qui s'abreuvent du sang des travailleurs.

V. Oulianov [*N. Lénine*]

Moscou, le 6 août 1918

« Journal des Soviets » (Kletz)
n° 73
le 11 août 1918

Conforme au texte du « Journal des Soviets »

DISCOURS PRONONCE AU MEETING DU QUARTIER SOKOLNIKI LE 9 AOUT 1918[20]

BREF COMPTE RENDU DE PRESSE

(Applaudissements prolongés.) Nous voici entrés dans la cinquième année de cette guerre qui n'en finit pas, et chacun sait clairement aujourd'hui à qui elle était nécessaire. Celui qui était riche est devenu plus riche encore ; quant à celui qui était pauvre, il étouffe à présent, au sens littéral du mot, sous le joug du capitalisme. Cette guerre a coûté au peuple malheureux des sacrifices sanglants, et il n'a eu pour récompense que la famine, le chômage et la corde au cou, encore plus serrée qu'avant.

Ce sont les forbans d'Angleterre et d'Allemagne qui ont commencé la guerre, ils se trouvaient à l'étroit ensemble, et chacun d'entre eux entendait écraser l'autre, au prix de flots de sang du monde ouvrier. Chacun d'eux assure que ce qui l'anime, c'est le bien du peuple, mais en fait il opère pour ses propres intérêts.

La Grande-Bretagne pille les colonies allemandes dont elle s'est emparée, une partie de la Palestine et de la Mésopotamie ; quant à l'Allemagne, elle ravage à son tour la Pologne, la Courlande, la Lituanie et l'Ukraine. Les millionnaires de ces pays sont devenus 10 fois plus riches, mais ils se sont tout de même trompés dans leurs calculs.

Pris dans une étreinte mortelle, ces rapaces se trouvent au bord de l'abîme. Ils ne sont plus en état d'arrêter la guerre qui pousse inéluctablement les peuples à la révolution.

La révolution russe a lancé des flammèches dans tous les pays du monde. Elle a poussé plus inexorablement encore l'impérialisme à l'abîme.

Camarades, notre situation est pénible, mais nous devons tout surmonter et tenir ferme le drapeau de la révolution socialiste que nous avons levé.

Les ouvriers de tous les pays nous regardent avec espoir. Vous entendez leur voix : tenez encore un peu, disent-ils. Vous êtes entourés d'ennemis. Mais nous viendrons à votre secours, et, par nos efforts communs, nous rejetterons enfin à l'abîme les fauves impérialistes.

Nous entendons cette voix et voici le serment que nous faisons : oui, nous tiendrons, nous combattrons à notre poste de toutes nos forces et nous ne déposerons pas les armes devant la contre-révolution mondiale qui marche contre nous !

« Izvestia du Comité exécutif central de Russie »
n° 171
le 11 août 1918

Conforme au texte des « Izvestia du Comité exécutif central de Russie »

Première page
du manuscrit de V. Lénine
« Camarades ouvriers !
Marchons au dernier combat.
au combat décisif ! » —
Première moitié d'août
1918
Réduction

Товарищи-рабочие! Идемъ въ послѣдній, рѣшительный бой!

Совѣтская республика окружена врагами. Но она побѣдитъ и внѣшнихъ и внутреннихъ враговъ. Виденъ уже подъемъ среди рабочихъ массъ, обезпечивающій побѣду. Видно уже, какъ участились искры и взрывы революціоннаго пожара въ западной Европѣ, дающіе намъ увѣренность въ недалекой побѣдѣ международной рабочей революціи.

Внѣшній врагъ россійской совѣтской соціалистической республики, это — въ данный

CAMARADES OUVRIERS ! MARCHONS AU DERNIER COMBAT, AU COMBAT DECISIF !

La République des Soviets est entourée d'ennemis. Mais elle vaincra ses ennemis du dehors et du dedans. On voit déjà se manifester dans la masse ouvrière un élan qui nous garantit la victoire. Déjà l'on voit se multiplier les étincelles et les explosions de l'incendie révolutionnaire en Europe occidentale, qui nous donnent l'assurance de la proche victoire de la révolution ouvrière internationale.

A l'heure actuelle, c'est l'impérialisme anglo-français et nippo-américain qui est l'ennemi extérieur de la République socialiste soviétique de Russie. Cet ennemi marche aujourd'hui contre la Russie, il pille nos terres, il s'est emparé d'Arkhangelsk et de Vladivostok ; il s'est avancé (si l'on en croit les journaux français) jusqu'à Nikolsk-Oussouriisk. Cet ennemi a soudoyé les généraux et les officiers du corps tchécoslovaque. Il marche sur la paisible Russie, en se livrant aux mêmes férocités et aux mêmes brigandages que les Allemands en février, avec cette différence toutefois que les Anglo-Japonais entendent non pas simplement conquérir et ravager le sol russe, mais encore renverser le pouvoir des Soviets afin de « rétablir le front », c'est-à-dire afin d'entraîner à nouveau la Russie à la guerre impérialiste (ou plus simplement : à la guerre de brigandage) qui met aux prises l'Angleterre et l'Allemagne.

Les capitalistes anglo-japonais entendent rétablir le pouvoir des grands propriétaires fonciers et des capitalistes en Russie, afin de partager avec eux le butin de guerre, d'asservir les ouvriers et les paysans russes au

capital anglo-français, de leur extorquer les intérêts des nombreux milliards d'emprunts, d'éteindre l'incendie de la révolution socialiste qui a commencé chez nous et menace de plus en plus de gagner le monde entier.

Les fauves de l'impérialisme anglo-japonais manqueront de forces pour occuper et subjuguer la Russie. Ces forces manquent même à notre voisine, l'Allemagne, ainsi que l'a montré son « expérience » en Ukraine. Les Anglo-Japonais espéraient nous prendre au dépourvu. Ils n'y ont pas réussi. Les ouvriers de Pétrograd, puis ceux de Moscou et, après Moscou, ceux de toute la région centrale industrielle, se lèvent, toujours plus unanimes et tenaces, en masses sans cesse grandissantes, avec une abnégation toujours accrue. Là est le gage de notre victoire.

Les rapaces capitalistes anglo-japonais qui marchent contre la Russie pacifique comptent encore sur leur alliance avec l'ennemi intérieur du pouvoir des Soviets. Nous savons bien qui est cet ennemi intérieur. Ce sont les capitalistes, les grands propriétaires fonciers, les koulaks, leurs rejetons, qui exècrent le pouvoir des ouvriers et des paysans travailleurs, des paysans qui ne sucent pas le sang de leurs compatriotes.

Une vague de soulèvements koulaks déferle sur la Russie. Le koulak voue une haine furieuse au pouvoir des Soviets ; il est prêt à étrangler, à égorger des centaines de milliers d'ouvriers. Si les koulaks venaient à vaincre, nous savons fort bien qu'ils extermineraient sans pitié des centaines de milliers d'ouvriers : ils feraient alliance avec les grands propriétaires fonciers et les capitalistes, rétabliraient le bagne pour les ouvriers, supprimeraient la journée de huit heures, placeraient à nouveau les usines et les fabriques sous le joug des capitalistes.

Il en fut ainsi dans toutes les révolutions antérieures, en Europe, lorsque les koulaks, par suite de la faiblesse des ouvriers, réussissaient à faire rétrograder le pays, de la république vers la monarchie, du pouvoir des travailleurs vers l'omnipotence des exploiteurs, des riches, des parasites. C'est ce que nous avons vu de nos yeux en Lettonie, en Finlande, en Ukraine, en Géorgie. Partout les brutes koulaks, avides et repus, s'alliaient aux grands propriétaires fonciers et aux capitalistes contre les ouvriers et

contre la population pauvre en général. Partout ils réprimaient avec une cruauté sans nom la classe ouvrière. Partout ils faisaient bloc avec les *capitalistes de l'étranger* contre les ouvriers de leur pays. Ainsi ont procédé et procèdent les cadets, les socialistes-révolutionnaires de droite, les menchéviks ; il n'est que de se rappeler leurs exploits « tchécoslovaques » [21]. Ainsi agissent par bêtise extrême et par veulerie les socialistes-révolutionnaires de gauche, dont l'émeute à Moscou a fait le jeu des gardes blancs à Iaroslavl, des Tchécoslovaques et des blancs à Kazan ; ce n'est pas sans raison que ces socialistes-révolutionnaires de gauche ont mérité les louanges de Kérenski et de ses amis, les impérialistes français.

Pas de doute possible. Les koulaks sont les ennemis forcenés du pouvoir des Soviets. Ou ils égorgeront une multitude d'ouvriers, ou ceux-ci écraseront sans pitié les soulèvements de la minorité koulake et spoliatrice contre le pouvoir des travailleurs. Pas de milieu possible. Il n'y aura pas de paix ; on peut, et même facilement, réconcilier le koulak avec le grand propriétaire foncier, le tsar et le pope, lors même qu'ils seraient brouillés, mais *jamais* avec la classe ouvrière.

Et c'est pourquoi nous appelons le combat livré aux koulaks, le *dernier* et décisif combat. Ce n'est pas à dire qu'il ne puisse y avoir de soulèvements répétés de koulaks, ou qu'il ne puisse y avoir de croisades répétées du capitalisme étranger contre le pouvoir des Soviets. Le mot « dernier » combat signifie que la dernière et la plus nombreuse des classes d'*exploiteurs* s'est soulevée contre nous dans notre pays.

Les koulaks sont les exploiteurs les plus féroces, les plus brutaux, les plus sauvages ; ils ont maintes fois rétabli, comme l'atteste l'histoire des autres pays, le pouvoir des grands propriétaires fonciers, des rois, des prêtres, des capitalistes. Les koulaks sont plus nombreux que les grands propriétaires fonciers et les capitalistes. Cependant ils sont une minorité dans le peuple.

Admettons qu'il y ait en Russie quelque 15 millions de familles d'agriculteurs, si l'on considère la Russie avant l'époque où les rapaces l'ont amputée de l'Ukraine, etc. Sur ces 15 millions, il y a à coup sûr près de 10 millions

de pauvres qui vivent de la vente de leur force de travail ou qui se laissent asservir par les riches, ou qui ne possèdent pas d'excédents de blé et sont particulièrement ruinés par les charges de la guerre. Il faut compter près de 3 millions de paysans moyens et guère plus de 2 millions de koulaks, de richards, de spéculateurs sur le blé. Ces buveurs de sang se sont enrichis de la misère du peuple pendant la guerre, ils ont amassé de l'argent par milliers et par centaines de milliers de roubles en faisant monter les prix du blé et des autres produits. Ces scorpions se sont engraissés aux dépens des paysans ruinés par la guerre, aux dépens des ouvriers affamés. Plus l'ouvrier souffrait de la faim dans les villes et les usines, et plus ces sangsues se gorgeaient du sang des travailleurs, plus elles s'enrichissaient. Ces vampires accaparaient et accaparent encore les terres seigneuriales, ils asservissent encore et encore les paysans pauvres.

Guerre sans merci à ces koulaks ! Mort aux koulaks ! Haine et mépris aux partis qui les défendent : les socialistes-révolutionnaires de droite, les menchéviks et les actuels socialistes-révolutionnaires de gauche ! Les ouvriers doivent écraser d'une main de fer les soulèvements des koulaks qui s'allient aux capitalistes étrangers contre les travailleurs de leur pays.

Le koulak profite de l'ignorance et de la dispersion de la paysannerie parcellaire. Il excite les paysans pauvres contre les ouvriers ; il les corrompt parfois ; tout en volant aux pauvres des milliers et des milliers de roubles, il les laisse réaliser un « profit » d'une centaine de roubles en spéculant sur le blé. Les koulaks s'efforcent d'attirer dans leur camp le paysan moyen, et parfois ils y réussissent.

Mais rien n'oblige la classe ouvrière à se séparer du paysan moyen. Elle ne saurait faire la paix avec le koulak, mais elle peut rechercher et elle recherche une *entente* avec le paysan moyen. Le gouvernement ouvrier, c'est-à-dire le gouvernement bolchévik, l'a *démontré* non pas en paroles, mais dans les faits.

Cela, nous l'avons démontré en adoptant et en appliquant rigoureusement la loi sur la « socialisation du sol » ; cette loi comporte *bien* des concessions aux intérêts et à la mentalité du paysan moyen.

Cela, nous l'avons démontré en *t r i p l a n t* (ces jours-ci) les prix du blé [28], car nous reconnaissons parfaitement que, souvent, le gain du paysan moyen ne correspond pas aux prix actuels des produits industriels et qu'il *doit* être augmenté.

Tout ouvrier conscient expliquera cela au paysan moyen et lui prouvera patiemment, avec persévérance et à maintes reprises, que le socialisme est infiniment plus avantageux pour le paysan moyen que le pouvoir des tsars, des grands propriétaires fonciers et des capitalistes.

Le pouvoir ouvrier n'a jamais lésé et ne lésera jamais le paysan moyen. Tandis que le pouvoir des tsars, des grands propriétaires fonciers, des capitalistes et des koulaks, non seulement a toujours lésé le paysan moyen, mais l'a tout bonnement étranglé, pillé, ruiné, partout, dans tous les pays sans exception, y compris la Russie.

Alliance très étroite et complète fusion avec les pauvres des campagnes ; concessions au paysan moyen et entente avec ce dernier ; répression impitoyable des koulaks, ces buveurs de sang, ces vampires, ces pilleurs du peuple, ces spéculateurs, qui s'enrichissent de la famine : tel est le programme de l'ouvrier conscient. Telle est la politique de la classe ouvrière.

Ecrit dans la première quinzaine du mois d'août 1918

Publié pour la première fois en 1925

Conforme au manuscrit

PROJET DE TELEGRAMME A TOUS LES SOVIETS DE DEPUTES SUR L'ALLIANCE DES OUVRIERS ET DES PAYSANS[23]

Les comités de paysans pauvres [24] sont indispensables pour lutter contre les koulaks, les richards, les exploiteurs, qui asservissent les paysans travailleurs. Mais entre les koulaks, qui sont en petite minorité, et la paysannerie pauvre ou les semi-prolétaires, il existe une couche de paysans moyens. Jamais, sous aucun prétexte, le pouvoir des Soviets ne leur a déclaré ni fait la guerre. Toute mesure allant à l'encontre de cette politique doit être condamnée de la manière la plus catégorique et doit être rapportée immédiatement. Avec les paysans moyens, le gouvernement socialiste est tenu à mener une politique d'entente. Le pouvoir des Soviets a maintes fois prouvé par des actes sa ferme résolution de poursuivre cette politique. Parmi ces mesures, les plus importantes sont : l'adoption par la majorité des communistes (bolchéviks) de la loi sur la socialisation de la terre et son application avec une rigoureuse loyauté, puis le triplement du prix du blé (décret ... août 1918). Tel est également le sens du décret sur les machines agricoles [25], etc. Il incombe à tous d'observer strictement la politique exposée ci-dessus.

Ecrit le 16 août 1918 *Conforme au manuscrit*

Publié pour la première fois en 1931

DISCOURS PRONONCES A LA SEANCE DU COMITE DU PARTI DE MOSCOU SUR L'ORGANISATION DES GROUPES DE SYMPATHISANTS LE 16 AOUT 1918[26]

PROCES-VERBAL

1

Nous souffrons d'une grande pénurie d'hommes ; or, il existe dans les masses des forces qui peuvent être mises à contribution. Il faut faire preuve de plus de confiance aux masses ouvrières et savoir y puiser des renforts. Voici les mesures qui conviennent : attirer au parti les sympathisants qui se trouvent parmi la jeunesse, parmi les syndicats. Qu'il y ait un retard dans le versement des cotisations, cela ne présente aucun danger. Si nous affectons 6 000 hommes au front, mais si, en échange, nous en accueillons 12 000 nouveaux, il n'y aura pas alors de grand risque. Il faut mettre à profit notre influence morale pour accroître notre parti.

Très peu de nouveaux adhérents prennent la parole à nos meetings, ce qui serait pourtant très désirable, car dans leurs discours, on entendrait des notes nouvelles. Il faut organiser l'épreuve d'une manière ou d'une autre. On doit recruter les jeunes dans le milieu ouvrier afin que s'exerce le contrôle de la masse ouvrière. La vie elle-même exige qu'un grand nombre de membres du parti aillent au front, tant que les Japonais et les Américains ne se sont pas encore consolidés en Sibérie. Il importe de remplacer les anciennes forces par des forces nouvelles, les jeunes.

2

Les membres du parti sont tenus à intensifier la propagande parmi les ouvriers. Il ne faut pas garder dans les bureaux les camarades capables de faire quelque chose d'autre.

Il convient d'élargir la sphère de notre influence sur la masse ouvrière. On observe dans les cellules une très faible initiative ; leurs interventions sur place seraient fort utiles, au sens d'une action sur les sans-parti. Il faudra porter l'attention sur les clubs, promouvoir des militants du sein des masses.

On ne saurait accueillir des gens qui viennent pour avoir une bonne place ; il faut les chasser du parti.

Publié pour la première fois le 22 janvier 1928, dans la « Pravda » n° 19

Conforme au manuscrit du procès-verbal

LETTRE AUX OUVRIERS AMERICAINS[27]

Camarades, un bolchévik russe qui a pris part à la Révolution de 1905 et a vécu ensuite de longues années dans votre pays, s'est chargé de vous faire parvenir ma lettre. J'ai accepté d'autant plus volontiers sa proposition que les prolétaires révolutionnaires américains sont appelés, aujourd'hui surtout, à jouer un rôle extrêmement important en tant qu'ennemis intransigeants de l'impérialisme américain, le plus jeune, le plus fort, le dernier à participer au carnage mondial des peuples pour le partage des profits capitalistes. Les milliardaires américains, ces modernes esclavagistes, ont ouvert aujourd'hui une page particulièrement tragique dans l'histoire sanglante de l'impérialisme sanglant en donnant leur consentement, — explicite ou non, formel ou hypocritement dissimulé, peu importe, — à l'intervention armée entreprise par les brutes anglo-japonaises pour étrangler la première république socialiste.

L'histoire de l'Amérique moderne, civilisée, débute par une de ces grandes guerres réellement libératrices, réellement révolutionnaires, si rares parmi les innombrables guerres de rapine provoquées, comme la guerre impérialiste actuelle, par un conflit entre les rois, les gros propriétaires fonciers, les capitalistes, pour le partage des territoires envahis ou des profits volés. Ce fut la guerre du peuple américain contre les brigands anglais qui opprimaient l'Amérique et la tenaient dans un esclavage colonial, de même que ces pieuvres « civilisées », aujourd'hui encore, oppriment et tiennent dans un esclavage colonial des centaines de millions d'hommes aux Indes, en Egypte et dans toutes les parties du monde.

Près de 150 ans se sont écoulés. La civilisation bourgeoise a porté ses fruits. L'Amérique a pris la première place parmi les pays libres et cultivés par le niveau de développement des forces productives du travail social, par l'emploi du machinisme et de toutes les merveilles de la technique moderne. Par ailleurs, elle est devenue aussi un des premiers pays par la profondeur de l'abîme qui sépare une poignée de milliardaires sans vergogne, vautrés dans la fange et le luxe, et des millions de travailleurs éternellement au bord de la misère. Le peuple américain, qui a donné au monde l'exemple d'une guerre révolutionnaire contre l'esclavage féodal, subit cette forme moderne d'esclavage qu'est l'esclavage capitaliste, salarié, que fait peser sur lui une poignée de milliardaires ; il a joué le rôle de bourreau à gages qui, dans l'intérêt de la canaille riche, a étranglé les Philippines en 1898 sous prétexte de les « libérer » et, en 1918, étrangle la République socialiste de Russie sous prétexte de la « défendre » contre les Allemands.

Mais les quatre années de la boucherie impérialiste des peuples n'ont pas été vaines. Des faits évidents, indiscutables, ont entièrement démasqué la duperie dont le peuple est victime de la part des coquins des deux groupes de brigands, anglais et allemand. Le bilan de quatre années de guerre a montré ce qu'était la loi générale du capitalisme dans une guerre entre forbans pour le partage du butin : les plus riches et les plus forts ont le plus profité, le plus pillé ; les plus faibles ont été dépouillés, déchirés, écrasés, étranglés sans merci.

Les rapaces de l'impérialisme anglais étaient les plus forts quant au nombre de leurs « esclaves coloniaux ». Les capitalistes anglais n'ont pas perdu un pouce de « leurs » territoires (c'est-à-dire raflés au cours des siècles) ; bien au contraire, ils ont fait main basse sur toutes les colonies allemandes en Afrique, sur la Mésopotamie et la Palestine, ils ont pris la Grèce à la gorge et entrepris de dépouiller la Russie.

Les forbans de l'impérialisme allemand étaient les plus forts quant au degré d'organisation et à la discipline de « leurs » troupes, mais les plus faibles sous le rapport des colonies. Ils ont perdu toutes leurs colonies, mais ils ont pillé la moitié de l'Europe, étranglé le plus grand nombre

de petits pays et de peuples faibles. Quelle grande guerre « libératrice » de part et d'autre, n'est-il pas vrai ? Comme ils ont bien « défendu la patrie », les requins des deux groupes, les capitalistes anglo-français et allemands avec leurs valets, les social-chauvins, c'est-à-dire les socialistes passés du côté de « *leur* » bourgeoisie !

Les milliardaires américains étaient peut-être les plus riches et se trouvaient, géographiquement parlant, le plus en sécurité. Ce sont eux qui ont le plus gagné. Ils ont fait de tous les pays, même les plus riches, leurs tributaires. Ils ont raflé des centaines de milliards de dollars. Et chaque dollar porte des traces de boue : celle des sordides traités secrets conclus entre l'Angleterre et ses « alliés », entre l'Allemagne et ses vassaux, traités relatifs au partage du butin, traités d'« assistance » mutuelle pour opprimer les ouvriers et persécuter les socialistes internationalistes. Sur chaque dollar, il y a la boue des fournitures militaires « lucratives » qui, dans chaque pays, ont enrichi les riches et ruiné les pauvres. Chaque dollar porte des traces de sang, de cette mer de sang qu'ont versée les 10 millions de morts et les 20 millions de mutilés dans la grande, la noble, la sainte lutte libératrice livrée pour savoir qui, du brigand anglais ou du brigand allemand, s'appropriera la plus grande part de butin ; qui, des bourreaux anglais et allemands, seront les *premiers* parmi les étrangleurs des peuples faibles du monde entier.

Si les forbans d'Allemagne ont battu tous les records par la férocité de leurs répressions militaires, ceux d'Angleterre ont battu tous les records non seulement par le nombre des colonies accaparées, mais aussi par le raffinement de leur abominable hypocrisie. La presse bourgeoise anglo-française et américaine déverse justement à l'heure actuelle, à des millions et des millions d'exemplaires, le mensonge et la calomnie sur la Russie, cherchant hypocritement à justifier la campagne de piraterie qu'elle a entreprise contre notre pays par le soi-disant désir de la « défendre » contre les Allemands !

Point n'est besoin de longs discours pour réduire à néant ce mensonge aussi odieux que vil: il suffira de rappeler un fait connu de tous. Quand les ouvriers de Russie eurent renversé leur gouvernement impérialiste, en octobre

1917, le pouvoir des Soviets, pouvoir des ouvriers et des paysans révolutionnaires, proposa ouvertement une paix juste, sans annexions ni contributions, une paix respectant entièrement l'égalité en droits de toutes les nations, et cette paix, il la proposa à *t o u s* les pays belligérants.

C'est justement la bourgeoisie anglo-française et américaine qui a repoussé notre proposition ; elle qui a même refusé d'entrer en conversations avec nous en vue d'une paix générale ! C'est *e l l e* qui a trahi les intérêts de tous les peuples, c'est elle qui a prolongé le carnage impérialiste !

C'est elle qui, afin d'entraîner à nouveau la Russie dans la guerre impérialiste, s'est dérobée à des pourparlers de paix et, de la sorte, a donné les coudées franches aux capitalistes d'Allemagne, non moins rapaces, qui ont imposé de force à la Russie la paix annexionniste de Brest-Litovsk !

On a peine à imaginer hypocrisie plus répugnante que celle de la bourgeoisie anglo-française et américaine rejetant sur nous la « responsabilité » de la paix de Brest-Litovsk. Ce sont les capitalistes des pays dont il dépendait de faire des pourparlers de Brest-Litovsk des négociations générales, en vue d'une paix générale, qui se font nos « accusateurs »! Les charognards de l'impérialisme anglo-français, que le pillage des colonies et le carnage des peuples ont enrichis et qui prolongent la guerre depuis bientôt un an après Brest-Litovsk, ont aujourd'hui le front de *n o u s* « accuser », nous bolchéviks, qui avons proposé une paix juste à tous les pays ; *n o u s* qui avons déchiré, rendu publics et cloué au pilori les traités secrets criminels conclus entre l'ex-tsar et les capitalistes anglo-français.

Les ouvriers du monde entier, de quelque pays qu'ils soient, sympathisent avec nous, nous acclament et nous applaudissent parce que nous avons rompu les chaînes de l'impérialisme et ses traités sordides ; parce que nous avons conquis notre liberté au prix des plus lourds sacrifices ; parce que nous, république socialiste martyrisée et ravagée par les impérialistes, nous sommes restés *e n d e h o r s* de la guerre impérialiste, et avons levé à la face du monde entier le drapeau de la paix, le drapeau du socialisme.

Quoi d'étonnant si la bande des impérialistes internationaux nous hait pour cette raison, s'ils nous « accusent », si tous les larbins des impérialistes, y compris nos socialistes-révolutionnaires de droite et nos menchéviks, nous « accusent » eux aussi ? Dans la haine que ces chiens de garde de l'impérialisme vouent aux bolchéviks, comme dans la sympathie des ouvriers conscients de tous les pays, nous puisons une assurance nouvelle dans la justesse de notre cause.

Celui-là n'est pas un socialiste qui ne comprend pas que pour vaincre la bourgeoisie, pour assurer le passage du pouvoir aux ouvriers, pour *déclencher* la révolution prolétarienne internationale, on ne peut et on *ne* doit s'arrêter devant aucun sacrifice, y compris celui d'une partie du territoire, celui qu'imposent de lourdes défaites infligées par l'impérialisme. Celui-là n'est pas un socialiste qui n'a pas prouvé par des *actes* qu'il était prêt à consentir les plus grands sacrifices de « sa » patrie, pourvu que la cause de la révolution socialiste progressât effectivement.

Au nom de « leur » cause, c'est-à-dire pour conquérir la domination mondiale, les impérialistes d'Angleterre et d'Allemagne n'ont pas hésité à ruiner entièrement et à étrangler nombre de pays, à commencer par la Belgique et la Serbie, et en continuant par la Palestine et la Mésopotamie. Quant aux socialistes, devraient-ils, au nom de « leur » cause, pour affranchir les travailleurs du monde entier du joug du capital, pour assurer une paix générale solide, attendre de voir s'ouvrir une route exempte de sacrifices ? Devraient-ils craindre d'engager le combat tant qu'un succès facile ne leur serait pas « garanti » ? Devraient-ils placer la sécurité et l'intégrité de « leur patrie », œuvre de la bourgeoisie, au-dessus des intérêts de la révolution socialiste universelle ? Mille fois méprisables les gredins du socialisme international, les larbins de la morale bourgeoise qui pensent de la sorte !

Les rapaces de l'impérialisme anglo-français et américain nous « accusent » d'« entente » avec l'impérialisme allemand. O hypocrites ! O gredins qui calomnient le gouvernement ouvrier tout en tremblant devant la sympathie que les ouvriers de « leur » propre pays manifestent pour

nous ! Mais leur hypocrisie sera démasquée. Ils font mine de ne pas comprendre la différence qui existe entre une entente des « socialistes » avec la bourgeoisie (nationale et étrangère) *contre les ouvriers*, contre les travailleurs, et une entente conclue avec la bourgeoisie d'une couleur *contre la bourgeoisie* d'une autre couleur nationale, *pour la sauvegarde* des ouvriers qui ont triomphé de leur bourgeoisie, afin de permettre au prolétariat de tirer parti de l'antagonisme qui divise les différents groupements de la bourgeoisie.

Or, tout Européen saisit très bien cette différence, et le peuple américain, comme je le montrerai tout à l'heure, a appris à la « connaître » d'une manière particulièrement tangible au cours de son histoire. Il y a ententes et ententes, de même qu'*il y a fagots et fagots* *, comme disent les Français.

Quand, en février 1918, les rapaces de l'impérialisme allemand eurent lancé leurs troupes contre la Russie désarmée qui, confiante dans la solidarité internationale du prolétariat, avait démobilisé avant que la révolution internationale ne fût tout à fait mûre, je n'hésitai pas un seul instant à m'« entendre » dans un certain sens avec des monarchistes français. Le capitaine français Sadoul, qui en paroles sympathisait avec les bolchéviks mais en fait servait corps et âme l'impérialisme français, me présenta l'officier français de Lubersac. « Je suis monarchiste ; mon seul but est la défaite de l'Allemagne », me déclara de Lubersac. *Cela va sans dire* *, répondis-je. Ce qui ne m'empêcha pas le moins du monde de m'«entendre » avec de Lubersac au sujet des services que désiraient nous rendre des officiers français du génie pour faire sauter des voies ferrées afin d'entraver l'invasion allemande. C'est là l'exemple d'une « entente » qu'approuvera tout ouvrier conscient, d'une entente dans l'intérêt du socialisme. Nous échangeâmes une poignée de main, le monarchiste français et moi, chacun de nous sachant que son « partenaire » l'aurait fait pendre volontiers. Mais, momentanément, nos intérêts coïncidaient. Contre les requins allemands qui nous attaquaient, *nous* avons tiré parti dans l'intérêt de

* En français dans le texte. (*N. R.*)

la révolution socialiste russe et internationale des intérêts contraires, non moins rapaces, d'*autres* impérialistes. Nous avons ainsi servi les intérêts de la classe ouvrière de Russie et des autres pays, nous avons renforcé le prolétariat et affaibli la bourgeoisie du monde entier ; nous avons manœuvré, ce qui est parfaitement légitime et obligatoire dans *toute* guerre, nous avons louvoyé, nous nous sommes repliés en attendant le moment où *achèverait de mûrir* la révolution prolétarienne qui montait rapidement dans nombre de pays avancés.

Et les requins de l'impérialisme anglo-français et américain auront beau écumer de rage, nous calomnier, dépenser des millions pour soudoyer les journaux social-patriotes — socialistes-révolutionnaires de droite, menchéviks et autres, — *je n'hésiterai pas un instant* à conclure une « entente » *de ce genre* avec les rapaces de l'impérialisme allemand si une attaque des troupes anglo-françaises contre la Russie nous y oblige. Et je sais très bien que ma tactique sera approuvée par le prolétariat conscient de Russie, d'Allemagne, de France, d'Angleterre, d'Amérique, bref, du monde civilisé tout entier. Cette tactique facilitera la révolution socialiste, hâtera sa venue, affaiblira la bourgeoisie internationale, renforcera les positions de la classe ouvrière en train de triompher d'elle.

Il y a longtemps que le peuple américain a appliqué cette même tactique pour le plus grand profit de sa révolution. Lorsqu'il menait sa grande guerre libératrice contre ses oppresseurs anglais, il avait également contre lui les oppresseurs français et espagnols auxquels appartenait alors une partie du territoire actuel des Etats-Unis de l'Amérique du Nord. Dans sa lutte difficile pour la libération, le peuple américain s'est « entendu », lui aussi, avec certains oppresseurs contre d'autres, afin d'affaiblir les oppresseurs et de renforcer ceux qui combattaient révolutionnairement l'oppression, dans l'intérêt de la *masse* opprimée. Le peuple américain a su mettre à profit la rivalité entre Français, Espagnols et Anglais ; il a même parfois combattu de concert avec les armées des oppresseurs français et espagnols contre les oppresseurs anglais ; il a triomphé d'abord des Anglais, puis s'est débarrassé (en partie à prix d'argent) des Français et des Espagnols.

La marche de l'histoire n'est pas aussi rectiligne que la perspective Nevski, disait le grand révolutionnaire russe Tchernychevski [28]. Celui qui n'« admet » la révolution du prolétariat qu'« à la condition » qu'elle se déroule avec facilité et sans heurt ; que l'action commune des prolétaires des différents pays soit acquise d'emblée ; que l'éventualité des défaites soit exclue d'avance ; que la révolution suive une voie large, dégagée, bien droite ; qu'on n'ait pas, en marchant à la victoire, à faire parfois les plus grands sacrifices, à « résister dans une forteresse assiégée » ou à se frayer un passage par d'étroits sentiers de montagne, impraticables, tortueux et pleins de périls, — celui-là n'est pas un révolutionnaire, celui-là ne s'est pas affranchi du pédantisme de l'intellectuel bourgeois, celui-là glissera toujours, pratiquement, dans le camp de la bourgeoisie contre-révolutionnaire comme nos socialistes-révolutionnaires de droite, nos menchéviks et même (bien que plus rarement) nos socialistes-révolutionnaires de gauche.

A la suite de la bourgeoisie, ces messieurs se plaisent à nous imputer le « chaos » de la révolution, la « ruine » de l'industrie, le chômage et le manque de pain. Que d'hypocrisie dans ces accusations de la part de ceux qui ont acclamé et soutenu la guerre impérialiste, ou se sont « entendus » avec Kérenski qui poursuivait cette guerre ! C'est la guerre impérialiste qui a entraîné toutes ces calamités. La révolution engendrée par la guerre ne peut manquer de connaître des difficultés et des souffrances incroyables, héritées d'une longue guerre dévastatrice, réactionnaire, qui a massacré les peuples. Nous accuser de la « ruine » de l'industrie ou de « terrorisme », c'est faire preuve d'hypocrisie ou bien d'un pédantisme obtus, d'une incapacité de comprendre les conditions essentielles de cette lutte de classe farouche, exacerbée à l'extrême, qu'est la révolution.

Au fond, les « accusateurs » de ce genre, s'ils « reconnaissent » la lutte de classe, ne la reconnaissent qu'en paroles ; en fait, ils donnent constamment dans l'utopie philistine d'une « entente » et d'une « collaboration » des classes. Car à l'époque de la révolution, la lutte des classes a pris nécessairement, inéluctablement, toujours et dans tous les pays, la forme d'une *guerre civile* ; et une guerre civile est inconcevable sans les pires destructions,

sans la terreur, sans des restrictions apportées à la démocratie formelle dans l'intérêt de la guerre. Seuls des curés mielleux — qu'ils soient chrétiens ou « laïques » comme les socialistes parlementaires, les socialistes de salon, — peuvent ne pas voir, ne pas comprendre, ne pas sentir cette nécessité. Seuls des « hommes sous cloche de verre » [29], inertes, peuvent, pour cette raison, se détourner de la révolution au lieu de s'élancer passionnément et résolument au combat quand l'histoire exige que les problèmes majeurs de l'humanité soient tranchés par la lutte et par la guerre.

Le peuple américain possède une tradition révolutionnaire dont ont hérité les meilleurs représentants du prolétariat américain qui, à maintes reprises, ont affirmé leur entière sympathie pour nous autres, bolchéviks. Cette tradition, c'est la guerre d'affranchissement contre les Anglais au XVIII[e] siècle, puis la guerre de Sécession du XIX[e] siècle. A certains égards, si l'on s'en tient à la « ruine » de quelques branches de l'industrie et de l'économie nationale, l'Amérique a été, en 1870, rejetée *en arrière* par rapport à 1860. Mais seul un pédant, un crétin fini pourrait nier pour *c e t t e* raison l'immense portée progressiste et révolutionnaire, l'importance historique de la guerre de Sécession de 1863-1865 en Amérique !

Les porte-parole de la bourgeoisie comprennent que l'abolition de l'esclavage des Noirs, le renversement du pouvoir des esclavagistes méritaient bien que le pays connût de longues années de guerre civile, toutes les ruines, les destructions, la terreur inséparables d'une guerre. Mais aujourd'hui, lorsqu'il s'agit d'une tâche infiniment plus haute, celle de l'abolition de l'esclavage *salarié*, capitaliste, du renversement du pouvoir de la bourgeoisie, les porte-parole et les avocats de cette dernière, ainsi que les socialistes réformistes intimidés par elle et qui se dérobent à la révolution ne peuvent ni ne veulent comprendre la nécessité et la légitimité de la guerre civile.

Les ouvriers américains ne suivront pas la bourgeoisie. Ils seront avec nous, pour la guerre civile contre la bourgeoisie. L'histoire du mouvement ouvrier, en Amérique comme dans le monde entier, me confirme dans cette conviction. Je me rappelle aussi les paroles d'Eugene Debs, un des chefs les plus aimés du prolétariat américain, qui écrivait

dans l'*Appel à la Raison* (Appeal to Reason) [30] — à la fin de 1915, je crois — dans son article « What shall I fight for » (« Pour quoi je me battrai »), — (j'ai cité cet article au début de 1916 à une réunion publique ouvrière tenue à Berne, en Suisse*). Il disait que lui, Debs, se ferait fusiller plutôt que de voter des crédits pour la guerre actuelle, criminelle et réactionnaire ; que lui, Debs, ne connaissait qu'une seule guerre sainte et légitime aux yeux des prolétaires : la guerre contre les capitalistes, la guerre pour affranchir l'humanité de l'esclavage salarié.

Que Wilson, ce leader des milliardaires américains, ce valet des requins capitalistes, ait fait jeter Debs en prison, n'est pas pour m'étonner. La bourgeoisie aura beau sévir contre les vrais internationalistes, contre les vrais représentants du prolétariat révolutionnaire ! Plus elle est enragée et féroce, et plus est proche le jour de la révolution prolétarienne victorieuse.

On nous rend responsables des ruines qu'a causées notre révolution !.. Et qui donc nous accuse ? Les larbins de la bourgeoisie, de cette bourgeoisie qui, après quatre années de guerre impérialiste, a presque anéanti la culture européenne et réduit l'Europe à la barbarie, à la sauvagerie, à la famine. Elle voudrait aujourd'hui, cette bourgeoisie, que nous ne fassions pas la révolution au milieu de ces destructions, parmi les décombres de la culture, les décombres et les ruines amoncelées par la guerre, avec des hommes que la guerre a rendus sauvages ! Oh ! que cette bourgeoisie est humaine et équitable !

Ses valets nous accusent de terrorisme... Les bourgeois anglais ont oublié 1649 et les Français 1793. La terreur était juste et légitime quand la bourgeoisie l'appliquait en sa faveur contre les féodaux. Elle est monstrueuse et criminelle quand les ouvriers et les paysans pauvres ont osé l'appliquer contre la bourgeoisie ! La terreur était juste et légitime quand elle était mise en œuvre pour substituer une minorité exploiteuse à une autre. Elle est monstrueuse et criminelle dès qu'elle est mise en œuvre pour aider au renversement de *toute* minorité exploiteuse, dans l'intérêt d'une majorité réellement immense, dans l'in-

* Voir V. Lénine, Œuvres, t. 22, p. 134. (*N.R.*)

térêt du prolétariat et du semi-prolétariat, de la classe ouvrière et de la paysannerie pauvre !

La bourgeoisie impérialiste internationale a fait exterminer 10 millions d'hommes et estropier 20 millions d'autres dans « sa » guerre, déchaînée pour savoir qui, des rapaces anglais ou allemands, dominera le monde.

Si *notre* guerre, la guerre des opprimés et des exploités contre leurs oppresseurs et leurs exploiteurs, entraîne un demi-million ou un million de victimes dans tous les pays, la bourgeoisie dira que les premiers sacrifices étaient légitimes et les seconds criminels.

Le prolétariat, lui, sera d'un tout autre avis.

A l'heure actuelle, parmi les horreurs de la guerre impérialiste, il se pénètre pleinement, et de façon concrète, de cette grande vérité qu'enseignent toutes les révolutions, vérité qu'ont léguée aux ouvriers leurs plus grands éducateurs, les fondateurs du socialisme moderne. Cette vérité, c'est que la révolution ne peut réussir sans *écraser la résistance des exploiteurs*. Nous autres, ouvriers et paysans travailleurs, nous étions tenus, une fois maîtres du pouvoir, d'écraser la résistance des exploiteurs. Nous sommes fiers de l'avoir fait et de continuer à le faire. Nous regrettons de ne pas le faire avec assez de fermeté et de résolution.

Nous savons que dans tous les pays la résistance furieuse de la bourgeoisie contre la révolution socialiste est inévitable, et qu'elle *grandira* à mesure que grandira la révolution. Le prolétariat brisera cette résistance, il deviendra définitivement capable de vaincre et d'exercer le pouvoir au cours même de la lutte contre la bourgeoisie récalcitrante.

La presse bourgeoise vénale peut claironner sur tous les toits chaque faute commise par notre révolution. Nos fautes ne nous font pas peur. Les hommes ne sont pas devenus des saints du fait que la révolution a commencé. Les classes laborieuses opprimées, abêties, maintenues de force dans l'étau de la misère, de l'ignorance, de la barbarie pendant des siècles, ne peuvent accomplir la révolution sans commettre d'erreurs. Et, comme j'ai déjà eu l'occasion de le dire, on ne peut enfermer dans un cercueil le cadavre de la société bourgeoise et l'enterrer*. Le capitalisme abat-

* Voir Œuvres, t. 27, p. 461. (*N.R.*)

tu pourrit, se décompose parmi nous, infectant l'air de ses miasmes, empoisonnant notre vie ; ce qui est ancien, pourri, mort, s'accroche par des milliers de fils et de liens à tout ce qui est nouveau, frais, jeune, vivant.

Pour cent erreurs commises par nous et que vont claironnant partout la bourgeoisie et ses larbins (nos menchéviks et nos socialistes-révolutionnaires de droite y compris), on compte dix mille actes grands et héroïques, d'autant plus grands et héroïques qu'ils sont simples, effacés, enfouis dans l'existence quotidienne d'un quartier ouvrier ou d'un village perdu, qu'ils sont accomplis par des hommes qui n'ont pas l'habitude (ni la possibilité) de crier sur les toits chacun de leur succès.

Mais si même c'était le contraire — bien que je sache qu'une telle hypothèse serait inexacte, — si même pour cent actes justes on comptait dix mille erreurs, notre révolution n'en serait pas moins, — *et elle le sera devant l'Histoire*, — grande et invincible, car *pour la première fois*, ce n'est pas une minorité, ce ne sont pas uniquement les riches, uniquement les couches instruites, c'est la masse véritable, l'immense majorité des travailleurs qui édifient *eux-mêmes* une vie nouvelle, tranchent, *en se fondant sur leur propre expérience*, les problèmes si ardus de l'organisation socialiste.

Chaque erreur dans ce travail-là, dans ce travail qu'exécutent de la façon la plus consciencieuse et la plus sincère des dizaines de millions de simples ouvriers et paysans pour transformer toute leur existence, chacune de ces défaillances vaut des milliers et des millions de succès « infaillibles » de la minorité exploiteuse, de succès remportés dans l'art de duper et de gruger les travailleurs. Car ce n'est qu'*au prix* de ces erreurs que les ouvriers et les paysans *apprendront* à bâtir une vie nouvelle, apprendront à *se passer* des capitalistes ; ce n'est qu'ainsi qu'ils se frayeront un chemin — à travers mille obstacles—vers le triomphe du socialisme.

Ils commettent des erreurs dans leur œuvre révolutionnaire, nos paysans qui, d'un seul coup, dans la nuit du 25 au 26 octobre (vieux style) 1917, ont aboli toute propriété privée de la terre et qui à présent, mois après mois, malgré d'immenses difficultés et en corrigeant eux-mêmes

leurs fautes, mènent à bien pratiquement la tâche si ardue d'organiser les conditions nouvelles de la vie économique, de lutter contre les koulaks, d'assurer la terre aux *travailleurs* (et non aux richards), de passer à la grande agriculture *communiste*.

Ils commettent des erreurs en accomplissant leur œuvre révolutionnaire, nos ouvriers qui, en l'espace de quelques mois, ont nationalisé presque toutes les fabriques et usines importantes, et qui apprennent, par un dur effort de chaque jour, cette chose nouvelle pour eux qu'est la gestion d'industries entières, mettent en marche les exploitations nationalisées en surmontant la formidable résistance de la routine, de l'esprit petit-bourgeois, de l'égoïsme, et posent pierre par pierre le fondement de *nouveaux* rapports sociaux, d'une *nouvelle* discipline du travail, d'une *nouvelle* autorité des syndicats ouvriers sur leurs adhérents.

Ils commettent des erreurs en accomplissant leur œuvre révolutionnaire, nos Soviets créés dès 1905 par le puissant élan des masses. Les Soviets ouvriers et paysans constituent un nouveau *type* d'Etat, un *type* nouveau et supérieur de démocratie ; ils sont la forme que revêt la dictature du prolétariat, un moyen d'administrer l'Etat *sans* la bourgeoisie et *contre* la bourgeoisie. Pour la première fois, la démocratie est ici au service des masses, au service des travailleurs ; elle a cessé d'être une démocratie pour les riches, ce qu'elle reste dans toutes les républiques bourgeoises, même les plus démocratiques. Pour la première fois, les masses populaires entreprennent l'instauration, à l'échelle d'une centaine de millions d'hommes, de la dictature des prolétaires et des semi-prolétaires, tâche sans l'exécution de laquelle *il ne saurait être* question de socialisme.

Qu'importe si les pédants ou tous ceux qui sont irrémédiablement bourrés de préjugés démocratiques bourgeois ou parlementaires secouent la tête, perplexes, devant nos Soviets, se récriant par exemple contre l'absence d'élections directes. Ces gens-là n'ont rien appris ni rien oublié au cours des grands bouleversements de 1914-1918. L'union de la dictature du prolétariat et d'une démocratie nouvelle, pour les travailleurs, — de la guerre civile et de la participation la plus large des masses à la politique, — pareille union ne se réalise pas d'emblée, et ne cadre pas

avec les formes éculées d'un démocratisme parlementaire routinier. Un monde nouveau, le monde du socialisme—voilà comment se présente à nous la République des Soviets. Aussi, rien d'étonnant si ce monde ne naît point de toutes pièces, d'un seul coup, comme Minerve sortant de la tête de Jupiter.

Alors que les vieilles constitutions démocratiques bourgeoises s'étendaient, par exemple, sur l'égalité formelle et sur le droit de réunion, notre Constitution soviétique, prolétarienne et paysanne, rejette l'hypocrisie d'une égalité toute formelle. Quand les républicains bourgeois renversaient les trônes, ils ne se souciaient nullement de l'égalité formelle des monarchistes et des républicains. Quand il s'agit de jeter bas la bourgeoisie, seuls des traîtres ou des crétins peuvent réclamer l'égalité formelle pour la bourgeoisie.

Dès l'instant où les meilleurs édifices sont tous accaparés par la bourgeoisie, la « liberté de réunion » pour les ouvriers et les paysans ne vaut pas un rouge liard. Nos Soviets *ont enlevé* aux riches tous les beaux édifices, à la ville et à la campagne, et les ont *tous remis* aux ouvriers et aux paysans pour en faire le siège de *leurs* associations et y tenir leurs réunions. Telle est *notre* liberté de réunion — — — pour les travailleurs ! Telles sont la raison d'être et la substance de notre Constitution soviétique, de notre Constitution socialiste !

C'est pourquoi nous sommes tous si profondément convaincus que quelles que soient les épreuves qui s'abattent encore sur notre république des Soviets, *elle est invincible.*

Elle est invincible, car chaque coup porté par l'impérialisme furieux, chaque défaite qui nous est infligée par la bourgeoisie internationale, entraînent dans la lutte des couches toujours nouvelles d'ouvriers et de paysans, les instruisent au prix des plus grands sacrifices, les aguerrissent, suscitent un nouvel héroïsme au sein des masses.

Nous savons que votre aide, camarades ouvriers américains, se fera peut-être encore bien attendre, car la marche de la révolution dans les divers pays se poursuit sous des formes différentes, à un rythme différent (et il ne peut en être autrement). Nous savons que malgré sa montée rapide ces derniers temps, la révolution prolétarienne en

Europe peut ne pas éclater dans les semaines à venir. Nous misons sur la nécessité inéluctable de la révolution internationale, mais cela ne signifie nullement que nous misions comme des benêts sur la nécessité inéluctable de la révolution à bref délai et à date *fixe*. Nous avons connu en 1905 et en 1917, deux grandes révolutions dans notre pays, et nous savons que les révolutions ne se font ni sur commande, ni après entente préalable. Nous savons que les circonstances ont mis en avant *notre* détachement, le détachement russe du prolétariat socialiste, non en raison de nos mérites, mais par suite d'un retard particulier à la Russie, et que certaines révolutions auront peut-être à essuyer des défaites *avant* que n'éclate la révolution internationale.

Néanmoins, nous savons très bien que nous sommes invincibles, car le carnage impérialiste n'abattra pas l'humanité ; c'est elle qui en viendra à bout. *Notre* pays, le premier, a *brisé* le carcan de la guerre impérialiste. Nous avons enduré les plus lourds sacrifices en luttant pour détruire ce carcan, mais nous l'avons *brisé*. Nous sommes *en dehors* des servitudes impérialistes, nous avons levé à la face du monde entier le drapeau de la lutte pour le renversement complet de l'impérialisme.

Nous nous trouvons comme dans une forteresse assiégée tant que les autres détachements de la révolution socialiste internationale ne sont pas venus à notre aide. Mais ces détachements *existent*, ils sont *plus nombreux* que les nôtres ; ils se développent, ils grandissent, ils se renforcent à mesure que l'impérialisme poursuit ses atrocités. Les ouvriers rompent avec les social-traîtres, les Gompers, les Henderson, les Renaudel, les Scheidemann, les Renner. Ils se rallient, peu à peu mais sûrement, à la tactique communiste, bolchévique, à la révolution prolétarienne qui seule peut sauver la culture et l'humanité en péril.

Bref, nous sommes invincibles, car la révolution prolétarienne mondiale est invincible.

N. Lénine

20 août 1918

« Pravda » n 178, le 22 août 1918

Conforme au texte de la « Pravda » collationné sur le manuscrit

DISCOURS PRONONCE AU MEETING DE LA MAISON DU PEUPLE D'ALEXEEV LE 23 AOUT 1918

BREF COMPTE RENDU DE PRESSE

(L'arrivée du camarade Lénine est saluée par des applaudissements enthousiastes et prolongés.) Camarades, aujourd'hui notre parti organise des meetings sur ce thème : « Pour quoi luttons-nous, nous les communistes ? »

A cette question, on peut répondre brièvement : pour la cessation de la guerre impérialiste et pour le socialisme.

Dès le début des hostilités, au temps de la réaction et du tsarisme, nous déclarions que cette guerre était criminelle, que l'unique moyen d'en sortir était la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile.

Pour beaucoup, le lien entre la guerre impérialiste et le socialisme était alors incompréhensible, et même nombre de socialistes pensaient que ce conflit devait se terminer comme les autres, par la conclusion de la paix.

Mais quatre années de massacre ont appris bien des choses. A l'heure actuelle, il est de plus en plus évident qu'il n'y a pas d'autre issue. A la suite de la révolution russe, la révolution monte dans tous les pays belligérants. Pourquoi en est-il ainsi ? Afin de répondre à cette question, il faut expliquer l'attitude des communistes à l'égard de la guerre et leur opinion sur ce point. Toutes les guerres engendrées par les visées rapaces des rois et des capitalistes sont, à nos yeux, criminelles, car elles sont funestes pour les classes laborieuses et rapportent de riches profits à la bourgeoisie dominante.

Mais il est des guerres que la classe ouvrière doit appeler les seules justes : c'est la lutte pour se libérer de l'esclavage, de l'oppression des capitalistes. Et ces guerres sont nécessaires, car nous n'arriverons pas à nous libérer autrement que par la lutte.

Lorsqu'en 1914 la guerre éclata entre les Allemands et les Anglo-Français pour savoir comment ils partageraient le globe entre eux, qui obtiendrait le droit d'étouffer le monde entier, les capitalistes des deux camps s'appliquèrent à couvrir leurs agissements sordides du mot d'ordre de « défense de la patrie » et ils nourrirent la masse populaire de ces fables.

Des millions d'hommes ont péri dans cette guerre, des millions d'hommes demeurent mutilés. Le carnage est devenu mondial, et de plus en plus on se pose la question: pourquoi, au nom de quoi, ces victimes inutiles ?

L'Angleterre et l'Allemagne baignent dans le sang, mais il n'y a pas d'issue à la guerre : si certains pays impérialistes cessent de faire la guerre, d'autres la poursuivront.

Les capitalistes ont passé toutes les bornes, ils se sont conduits comme des pirates. Or, l'armée est démoralisée, il y a partout des déserteurs ; les montagnes d'Italie en regorgent, en France les soldats refusent d'aller au combat, et même en Allemagne, la vieille discipline s'est effondrée.

Les soldats français et allemands commencent à comprendre qu'ils doivent faire une volte-face et retourner leurs armes contre leurs propres gouvernements, car il est impossible de mettre un terme à l'effusion de sang dans le cadre du système capitaliste ; et c'est ainsi que les ouvriers de tous les pays prennent conscience de la nécessité d'engager le combat contre les capitalistes de tous les pays.

Instaurer l'ordre socialiste est une chose difficile. La guerre civile doit se poursuivre de longs mois encore, des années, peut-être ; et cela doit être clair pour les Russes, car ils savent combien il est malaisé de renverser la classe dirigeante et quelle lutte enragée livrent les propriétaires fonciers et les capitalistes russes.

Il n'existe pas un seul pays d'Europe dont les ouvriers ne sympathisent avec les bolchéviks et ne soient persuadés que le temps viendra où ils jetteront bas leur propre gouvernement, comme l'ont fait les ouvriers russes.

Pour l'instant, nous autres communistes russes, nous sommes seuls, parce que notre détachement s'est trouvé à la pointe des autres détachements. On nous a coupés des autres camarades, mais nous devions agir les premiers, car notre pays était le plus retardataire. Notre révolution s'est affirmée comme une révolution générale, et nous résoudrons nos problèmes avec le concours des ouvriers et des paysans de tous les pays.

Nos tâches sont pénibles et ardues, beaucoup de bons à rien, de gens nuisibles, viennent à nous, mais le travail est en route, et si nous commettons des fautes, il convient de ne pas oublier que chaque faute nous éclaire et nous instruit.

Le capitalisme est une force internationale, et c'est pourquoi on ne saurait le détruire définitivement qu'après avoir triomphé dans tous les pays, et non pas dans un seul. La guerre contre les Tchécoslovaques est une guerre contre les capitalistes du monde entier.

Les ouvriers se lèvent, se dressent pour cette lutte ; les ouvriers de Pétrograd et de Moscou rejoignent les rangs de l'armée, et en même temps l'armée se pénètre de l'idée de la lutte pour la victoire du socialisme.

Les masses prolétariennes assureront à la République des Soviets la victoire sur les Tchécoslovaques et la possibilité de se maintenir jusqu'au moment où la révolution socialiste mondiale éclatera. (Le camarade Lénine termine son discours au milieu des applaudissements enthousiastes et des ovations de l'assemblée.)

« Izvestia du Comité exécutif central de Russie »
n° 182,
le 24 août 1918

Conforme au texte des « Izvestia du Comité exécutif central de Russie »

DISCOURS PRONONCE AU MEETING DU MUSEE POLYTECHNIQUE LE 23 AOUT 1918

(Ovation enthousiaste.) Quel est notre programme? La conquête du socialisme. Aujourd'hui, la guerre mondiale ne comporte pas d'issue en dehors de la victoire du socialisme. Mais cela, beaucoup ne le comprennent pas. Désormais, la majorité de l'humanité est contre cette boucherie, mais elle ne peut pas comprendre que celle-ci est directement liée au régime capitaliste. Les horreurs de la guerre actuelle sautent aux yeux même de la bourgeoisie, mais ce n'est pas à elle de lier la fin de la guerre à celle du régime capitaliste... Cette idée essentielle a toujours distingué les bolchéviks et les révolutionnaires socialistes de tous les autres pays, de ceux qui veulent instaurer la paix sur la terre tout en conservant intact l'ordre capitaliste.

Pourquoi y a-t-il des guerres ? Nous savons que la plupart d'entre elles ont été faites dans l'intérêt des dynasties ; on les appelait des guerres dynastiques. Mais parfois les guerres étaient menées dans l'intérêt des opprimés. Spartacus déclencha la guerre pour défendre la classe des esclaves. Des guerres du même genre ont éclaté à l'époque de l'oppression colonialiste qui dure encore de nos jours, à l'époque de l'esclavage, etc... Ces guerres étaient justes ; elles ne peuvent être condamnées.

Mais quand nous parlons de la guerre européenne actuelle et que nous la condamnons, c'est seulement parce qu'elle est menée par la classe des oppresseurs.

Quel est l'objectif de la guerre présente ? S'il faut en croire les diplomates de tous les pays, elle est poursuivie

par la France et l'Angleterre pour défendre les petites nationalités contre les barbares, contre les Huns, les Allemands ; l'Allemagne, elle, lutterait contre les barbares cosaques qui menacent le peuple allemand cultivé et pour défendre la patrie contre les attaques des ennemis.

Mais nous savons bien que cette guerre était préparée, qu'elle a longuement mûri et qu'elle était inévitable. Elle était tout aussi inévitable que la guerre entre l'Amérique et le Japon. Et pourquoi ?

Parce que le capitalisme a concentré les richesses de la terre entre les mains de certains Etats, qu'il l'a partagée de bout en bout ; un nouveau partage, un nouvel enrichissement ne peut se faire qu'aux dépens des autres, aux dépens d'un Etat au profit d'un autre. On ne peut trancher cette question que par la force, et c'est pourquoi la guerre était devenue inévitable entre les rapaces du monde.

A la tête de la guerre actuelle, il y a eu à ce jour deux principaux consortiums : l'Angleterre et l'Allemagne. La Grande-Bretagne était le pays colonialiste le plus puissant. Bien que sa population ne dépasse pas 40 millions, ses colonies comptent plus de 400 millions d'habitants. Depuis longtemps, par le droit du plus fort, elle s'est emparée des colonies des autres, elle s'est emparée de territoires immenses et a profité de leur exploitation. Mais du point de vue économique, elle s'est vu devancer par l'Allemagne au cours de 50 dernières années. L'industrie allemande a dépassé l'industrie anglaise. En Allemagne, le grand capitalisme d'Etat s'est associé à la bureaucratie, et ce pays a battu un record.

Il n'était pas possible de trancher la question de la suprématie entre ces deux géants autrement que par la force.

Si jadis, par le droit du plus fort, l'Angleterre a arraché des terres à la Hollande, au Portugal, etc..., aujourd'hui, l'Allemagne est entrée en scène et a déclaré : « C'est mon tour de m'enrichir aux dépens d'autrui. »

Voici donc de quoi il s'agit : de la lutte pour le partage du monde entre les plus forts. Et c'est parce que les deux parties possèdent des capitaux se montant à des centaines de millions que la lutte entre elles est devenue universelle.

Nous savons combien de crimes perfides ont été perpétrés au cours de cette guerre. Nous avons publié les accords

secrets, prouvant que les explications des buts de guerre sont demeurées de vaines paroles, et que tous les Etats, y compris la Russie, s'étaient liés par des traités infâmes pour s'enrichir aux dépens des nationalités petites et faibles. Le résultat, c'est que celui qui était fort s'est enrichi encore davantage, et que celui qui était faible a été écrasé...

Il n'est pas possible de rendre tel ou tel personnage responsable de la guerre ; on a tort d'accuser les rois et les tsars de la boucherie actuelle. Elle est l'œuvre du capital. Le capitalisme est dans une impasse. Cette impasse n'est autre que l'impérialisme qui a dicté une guerre entre rivaux dans le monde entier.

Par le plus grand des mensonges, on a déclaré la guerre au nom de la libération des petites nationalités. Jetant l'une sur l'autre le même regard assoiffé de sang, les deux bêtes de proie se dressent et à côté on voit de nombreuses petites nationalités étranglées.

Nous disons donc : il n'y a pas d'autre issue au carnage impérialiste que la guerre civile.

Quand nous l'affirmions en 1914, on nous répondait que c'était du vent, mais tous les événements survenus depuis ont confirmé la justesse de notre analyse. Nous voyons aujourd'hui les généraux du chauvinisme demeurer sans armée. Récemment, en France, pays qui a le plus souffert de la guerre, qui a été le plus sensible au mot d'ordre de défense de la patrie, parce que l'ennemi était aux portes de Paris, dans ce pays, les jusqu'-au-boutistes ont essuyé une défaite ; il est vrai que ce sont des hommes hésitants, comme Longuet, qui ont infligé cette défaite au chauvinisme, mais cela n'a guère d'importance.

Nous savons qu'aux premiers jours de la révolution en Russie, le pouvoir était tombé entre les mains de messieurs prodigues en paroles, mais qui gardaient en poche les traités tsaristes. Et si les partis ont évolué vers la gauche plus rapidement en Russie, c'est parce que le régime maudit qui existait avant la Révolution et notre Révolution de 1905 y ont contribué.

Mais en Europe où règne un capitalisme intelligent et calculateur, où il dispose d'une organisation puissante et solide, les gens sont plus lents à se débarrasser de la

griserie nationaliste. Néanmoins, il est impossible de ne pas voir que la guerre impérialiste se meurt d'une mort lente, douloureuse.

D'après des informations parfaitement dignes de foi, l'armée allemande est en proie à la démoralisation, et elle se livre au maraudage. Il ne saurait en être autrement. Dès l'instant où le soldat dégrisé commence à comprendre que la mutilation et la mort n'ont d'autre cause que les intérêts de la bourgeoisie, la désagrégation ne peut manquer de gagner les masses.

L'armée française qui s'est maintenue plus longtemps et plus fermement que les autres a montré, elle aussi, que le processus de démoralisation ne lui est pas étranger. Le procès de Malvy a levé un coin de rideau sur les événements qui se passent également en France, et a révélé que des milliers de soldats ont refusé d'aller au front [31].

Tout cela, ce sont les signes avant-coureurs d'événements semblables à ceux qui se sont déroulés en Russie. Mais les pays évolués nous offriront le tableau d'une guerre civile plus cruelle que celle que la Russie a connue. C'est ce que confirme l'exemple de la Finlande, le pays le plus démocratique en Europe, le premier pays d'Europe où la femme ait reçu le droit de vote, et qui a exercé une répression sauvage et impitoyable contre les soldats de l'Armée Rouge, lesquels d'ailleurs ne se sont pas rendus facilement. Ce tableau montre quel dur sort attend ces pays cultivés.

Vous voyez vous-mêmes combien était absurde l'accusation portée contre les bolchéviks, selon laquelle la désagrégation de l'armée russe était leur fait.

Nous ne sommes qu'un détachement qui est allé un peu plus loin que les autres détachements ouvriers, non pas parce qu'il est meilleur que les autres, mais parce que la politique stupide de notre bourgeoisie a permis à la classe ouvrière de Russie de secouer plus rapidement son joug. Aujourd'hui, en luttant pour le régime socialiste en Russie, nous luttons pour le socialisme dans le monde entier. Aujourd'hui, dans tous les pays, à tous les meetings ouvriers, à toutes les réunions d'ouvriers, il n'est question que des bolchéviks et on nous connaît ; on sait qu'à l'heure actuelle, nous servons la cause du monde entier, nous travaillons pour tous.

Alors que nous supprimons la propriété de la terre, nationalisons les entreprises et les banques qui s'appliquent aujourd'hui à organiser l'industrie, nous essuyons de tous côtés des rebuffades parce que nous commettons une quantité d'erreurs. C'est vrai, mais les ouvriers eux-mêmes édifient le socialisme et quelles que soient nos erreurs, nous faisons notre apprentissage et préparons le terrain à la science infaillible de la révolution.

Voilà pourquoi on voit une telle haine se déchaîner ! Voilà pourquoi l'impérialisme français n'hésite pas à jeter des dizaines et des centaines de millions pour soutenir la contre-révolution, car celle-ci promet le remboursement des dettes russes à la France qui se chiffrent par milliards, tandis que les ouvriers et les paysans les ont répudiées.

A l'heure actuelle, toute la presse bourgeoise se complaît à remplir ses colonnes de mensonges de cette sorte : le Conseil des Commissaires du Peuple est parti pour Toula, on l'a vu il y a dix jours à Cronstadt, etc... Moscou est à la veille de tomber, et les autorités des Soviets ont pris la fuite.

Toute la bourgeoisie, tous les anciens Romanov, tous les capitalistes et tous les propriétaires fonciers sont pour les Tchécoslovaques, car ils voient dans la rébellion des Tchécoslovaques la possibilité de la chute du pouvoir des Soviets. Les Alliés en sont avertis et ils engagent une des batailles des plus redoutables. Il leur manquait un point d'appui en Russie, et ils l'ont trouvé auprès des Tchécoslovaques. C'est pourquoi on ne saurait pas considérer l'émeute de ces derniers à la légère. Celle-ci a entraîné plusieurs soulèvements contre-révolutionnaires, et toute une série de rébellions de koulaks et de gardes blancs ont marqué les pages récentes de l'histoire de notre révolution.

Le pouvoir des Soviets se trouve dans une situation grave, sur laquelle il ne faut pas fermer les yeux. Mais si vous regardez autour de vous, la certitude de notre victoire ne peut manquer de vous gagner.

L'Allemagne a subi plusieurs défaites, et ce n'est un secret pour personne que ces défaites résultent de « trahisons » de soldats allemands ; les soldats français ont refusé de marcher au front au moment le plus dangereux, parce que le camarade Andrieux avait été arrêté, et le

gouvernement a dû le relâcher pour faire avancer l'armée, etc., etc.

Nous avons fait beaucoup de sacrifices. La paix de Brest-Litovsk est une douloureuse blessure, nous attendions la révolution en Allemagne, mais les choses n'étaient pas encore mûres. Cela se produit aujourd'hui, la révolution avance irrévocablement, elle est inéluctable. Mais seuls les sots peuvent demander quand la révolution éclatera en Occident. On ne peut pas calculer par avance la révolution, on ne peut pas prédire la révolution, elle vient d'elle-même. Elle monte et doit éclater. Une semaine avant la révolution de Février, savait-on qu'elle allait se déchaîner ? Au moment où un pope fou menait le peuple au Palais [32] quelqu'un pensait-il qu'éclaterait la Révolution de 1905 ? Mais la révolution grandit et elle doit inévitablement s'accomplir.

Nous devons maintenir le pouvoir des Soviets jusqu'au déclenchement de la révolution ; nos erreurs doivent servir de leçons au prolétariat d'Occident, au socialisme international. Le salut non seulement de la révolution russe, mais de la révolution mondiale est en jeu sur le front tchécoslovaque. Et d'après nos informations l'armée que les généraux ont sans cesse trahie, l'armée qui est à bout de forces, cette armée, depuis l'arrivée de nos camarades, les communistes, les ouvriers, commence à vaincre, commence à manifester un enthousiasme révolutionnaire dans la lutte contre la bourgeoisie mondiale.

La victoire est à nous, et, après la victoire, nous sauvegarderons le socialisme. (Ovation enthousiaste.)

Publié le 24 août 1918, dans le journal « Izvestia du Comité exécutif central de Russie » n° 182
Publié intégralement pour la première fois en 1926

Conforme au sténogramme

DISCOURS PRONONCE AU PREMIER CONGRES DE RUSSIE SUR L'INSTRUCTION PUBLIQUE[33] LE 28 AOUT 1918

(Le camarade Lénine apparaît dans la salle, tous se lèvent. Applaudissements enthousiastes et prolongés.) Camarades, nous vivons un des moments les plus critiques, les plus importants et les plus intéressants de l'histoire : celui où la révolution socialiste mondiale prend son essor. Il est clair aujourd'hui, même pour ceux qui étaient loin des théories et des prévisions socialistes, que cette guerre ne se terminera pas comme elle a commencé, c'est-à-dire par la conclusion habituelle de la paix entre les anciens gouvernements impérialistes. La révolution russe a montré que la guerre mène inévitablement à la désagrégation de toute la société capitaliste, qu'elle se transforme en une guerre des travailleurs contre les exploiteurs. Voilà ce que signifie la révolution russe.

Notre voie a beau être hérissée de difficultés, on a beau prodiguer des dizaines de millions dans tous les pays pour couvrir la révolution russe de calomnies et de mensonges, la classe ouvrière du monde entier n'en sent pas moins que la révolution russe est sa propre cause. Parallèlement à la guerre d'un groupe d'impérialistes contre l'autre, commence partout la guerre que la classe ouvrière, entraînée par l'exemple de la révolution russe, déclare à sa propre bourgeoisie. Tous les symptômes attestent que l'Autriche et l'Italie sont à la veille de la révolution ; dans ces pays l'ancien régime se décompose rapidement. Dans les États plus solides, plus fermes, comme l'Allemagne, l'Angleterre

et la France, le même processus se déroule de façon un peu différente et moins apparente. La faillite du régime capitaliste et de la guerre capitaliste est inévitable. Les impérialistes allemands n'ont pas pu écraser la révolution socialiste. L'étouffement de la révolution en Lettonie la rouge, en Finlande ainsi qu'en Ukraine a coûté à l'Allemagne la désagrégation de son armée. La défaite de l'Allemagne sur le front occidental est due dans une grande mesure à ce que l'ancienne armée n'existe plus dans ce pays. Ce que les diplomates allemands nommaient en plaisantant « la russification » des soldats allemands n'est plus aujourd'hui une plaisanterie, mais une vérité amère pour eux. L'esprit de protestation grandit, les « trahisons » deviennent chose courante dans l'armée allemande. D'autre part, l'Angleterre et la France déploient leurs ultimes efforts pour maintenir leur situation. Elles se ruent sur la République russe et tendent les ressorts du capitalisme au point d'en amorcer la rupture. Le moral des masses ouvrières, de l'aveu même des organes de la presse bourgeoise, a subi un incontestable revirement : en France, l'idée de « défense de la Patrie » fait fiasco, la classe ouvrière d'Angleterre a déclaré que la « paix civile » était rompue. Cela signifie que les impérialistes anglais et français ont joué leur dernière carte, — et nous le disons avec une conviction absolue, — cette carte sera battue. (Applaudissements enthousiastes.) Certains groupes ont beau crier que les bolchéviks s'appuient sur la minorité, ils doivent reconnaître que, pour lutter contre les bolchéviks, ils n'ont pas de forces à l'intérieur de la Russie et qu'ils sont contraints de recourir à l'ingérence étrangère. De cette manière, la classe ouvrière de France et d'Angleterre se voit obligée de participer à une guerre qui est manifestement une guerre de conquête et dont le but est l'écrasement de la révolution russe. Cela veut dire que l'impérialisme anglo-français, et par conséquent l'impérialisme mondial, est à l'article de la mort. (Applaudissements enthousiastes.)

Aussi difficile qu'il fût de rétablir l'état de guerre dans un pays où le peuple avait lui-même mis fin à la guerre et brisé l'ancienne armée, aussi difficile qu'il fût de mettre sur pied une armée dans le feu d'une âpre guerre

civile, nous avons surmonté tous les obstacles. L'armée s'est formée et la victoire sur les Tchécoslovaques, les gardes blancs, les propriétaires fonciers, les capitalistes et les koulaks est assurée. (Applaudissements enthousiastes.) Les masses laborieuses comprennent qu'elles font la guerre non pas dans l'intérêt d'une poignée de capitalistes, mais pour leur propre cause. Les ouvriers et les paysans russes peuvent pour la première fois disposer des usines et de la terre, et cette expérience n'a pas manqué d'exercer une influence sur eux. Notre armée s'est formée avec des éléments d'élite, des paysans et des ouvriers conscients. Chacun emporte avec lui au front le sentiment qu'il lutte pour le sort, non seulement de la révolution russe, mais de toute la révolution internationale, car nous pouvons être convaincus que la révolution russe n'est qu'un exemple, qu'un premier pas dans une série de révolutions par lesquelles la guerre se terminera inévitablement.

L'instruction publique fait partie intégrante de la lutte que nous menons aujourd'hui. A l'hypocrisie et au mensonge, nous pouvons opposer la vérité pleine et entière. La guerre a montré concrètement à tous ce qu'est la « volonté de la majorité », dont la bourgeoisie se couvrait ; la guerre a montré qu'une poignée de ploutocrates entraîne les peuples au massacre pour leurs propres intérêts. La conviction que la démocratie bourgeoise sert la majorité est désormais définitivement minée. Notre Constitution, nos Soviets, où l'Europe a vu une nouveauté, mais que nous connaissons depuis l'expérience de la Révolution de 1905, sont le meilleur exemple pour l'agitation et la propagande, et démasquent toute la fausseté et toute l'hypocrisie de leur démocratie. Nous avons proclamé au grand jour la domination des travailleurs et des exploités : c'est ce qui constitue notre force et la source de notre invincibilité.

Dans le domaine de l'instruction publique, il en va de même : plus l'Etat bourgeois était évolué, plus il mentait subtilement, en affirmant que l'école pouvait demeurer en dehors de la politique et servir la société dans son ensemble.

En fait, l'école tout entière était transformée en instrument de la domination de classe de la bourgeoisie,

elle était toute pénétrée de l'esprit de caste bourgeois, elle avait pour but de fournir aux capitalistes des valets dociles et des ouvriers habiles. La guerre a montré que les merveilles de la technique contemporaine sont un moyen d'exterminer des millions d'ouvriers et d'enrichir fabuleusement les capitalistes qui s'engraissent dans la boucherie. La guerre est sapée de l'intérieur, parce que nous avons démasqué le mensonge des capitalistes et que nous lui avons opposé la vérité. Nous disons : en matière scolaire, notre tâche est la même lutte pour le renversement de la bourgeoisie ; nous déclarons au grand jour que l'école en dehors de la vie, de la politique, est un mensonge et une hypocrisie. Qu'était le sabotage pratiqué par les représentants les plus instruits de l'ancienne culture bourgeoise ? Ce sabotage prouve plus concrètement que n'importe quel propagandiste, mieux que tous nos discours et des milliers de brochures, que ces hommes considèrent le savoir comme leur monopole et qu'ils en font un instrument de domination sur les prétendues « couches inférieures ». Ils se sont servis de leur instruction pour saper l'édification socialiste, ils ont agi ouvertement contre les masses laborieuses.

Dans la lutte révolutionnaire, les ouvriers et les paysans russes ont parachevé leur éducation. Ils ont vu que notre régime est le seul à leur donner réellement le pouvoir et ils se sont convaincus que le pouvoir d'Etat tout entier, sans réserve, vient en aide aux ouvriers et aux paysans pauvres pour qu'ils puissent briser définitivement la résistance des koulaks, des propriétaires fonciers et des capitalistes.

Les travailleurs aspirent à la connaissance parce qu'elle leur est indispensable pour vaincre. Les neuf dixièmes des masses laborieuses ont compris que le savoir est une arme dans leur lutte pour la libération, que leurs échecs s'expliquent par le manque d'instruction, et que c'est d'eux aujourd'hui qu'il dépend de rendre l'éducation effectivement accessible à tous. Notre cause triomphera parce que les masses elles-mêmes se sont mises à bâtir une nouvelle Russie, une Russie socialiste. Elles s'instruisent par leur propre expérience, par leurs revers et leurs erreurs, elles voient à quel point l'instruction est nécessaire pour terminer victorieusement la lutte qu'elles mènent. Malgré

la désagrégation apparente de nombreux établissements et la jubilation des saboteurs intellectuels, nous voyons que l'expérience de la lutte a appris aux masses à prendre elles-mêmes leur propre destin en mains. Tous ceux dont la sympathie envers le peuple s'exprime non en paroles mais en actes, les meilleurs membres du corps enseignant viendront à notre aide, et c'est là que nous voyons le gage certain que la cause du socialisme triomphera. (Ovation.)

Un bref compte rendu fut publié le 29 août 1918, dans le journal « Vétchernié Izvestio du Soviet de Moscou » n° 35

Publié intégralement pour la première fois en 1919, dans le livre : « Procès-verbaux du premier Congrès de Russie de l'instruction publique » Moscou

Conforme au texte du livre

DISCOURS PRONONCE AU MEETING DU QUARTIER BASMANNY LE 30 AOUT 1918[34]

BREF COMPTE RENDU DE PRESSE

La bourgeoisie était devenue pour un temps maîtresse de la Russie révolutionnaire où de février à octobre elle faisait la loi avec le soutien des social-conciliateurs.

Dès les premiers pas du gouvernement Milioukov-Goutchkov, les masses populaires ont vu clairement où les menait la bourgeoisie. Mais la cause méprisable des capitalistes et des propriétaires fonciers russes, qui poursuivaient au fond la politique du tsar renversé par le peuple, était couverte par les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires qui, tout en se disant socialistes, ont en fait trahi le socialisme au profit de la Bourse anglo-française.

Écartés par l'insurrection d'Octobre, repoussés de la révolution, les conciliateurs se sont mis à leur besogne habituelle en Ukraine, au Caucase, en Sibérie, sur la Volga. Ils sont enfin parvenus à renverser les Soviets dans ces régions, et à livrer les militants bolchéviks à la répression des mercenaires tchécoslovaques et des gardes blancs russes.

Or, que voyons-nous dans ces régions, sur les ruines des Soviets ? Le triomphe total des capitalistes et des propriétaires fonciers, des gémissements et des malédictions dans les rangs des ouvriers et des paysans. La terre est remise aux nobles, les fabriques et les usines à leurs anciens propriétaires. La journée de travail de huit heures est supprimée, les organisations ouvrières et paysannes dissoutes,

et à leur place ont été restaurés les zemstvos[35] tsaristes et l'ancien pouvoir de la police.

Que chaque ouvrier, chaque paysan qui hésite encore sur la question du pouvoir regarde la Volga, la Sibérie, l'Ukraine ; et alors la réponse viendra d'elle-même, claire et nette. (Ovation enthousiaste et prolongée.)

« Pravda » n° 185, le 31 août 1918

Conforme au texte de la « Pravda »

DISCOURS PRONONCE AU MEETING A L'ANCIENNE USINE MICHELSON LE 30 AOUT 1918[36]

BREF COMPTE RENDU DE PRESSE

(Tempête d'applaudissements, ovation.) On nous accuse sans cesse, nous autres, bolchéviks, de nous écarter de la devise : « Egalité. Fraternité ». Expliquons-nous en toute franchise sur ce sujet.

Quel pouvoir a remplacé le pouvoir tsariste ? Celui des Goutchkov et des Milioukov, qui s'est mis à convoquer en Russie l'Assemblée Constituante. Que dissimulait en fait cette action au profit du peuple libéré d'un joug millénaire ? Derrière Goutchkov et autres zélateurs s'est groupée une bande de capitalistes qui poursuivaient leurs visées impérialistes. Et sous le règne de la clique Kérenski, Tchernov, etc., ce gouvernement branlant et dépourvu d'assises n'avait d'autre préoccupation que les intérêts vitaux de la bourgeoisie dont il était proche. Le pouvoir était en fait passé aux mains des koulaks et ne donnait rien aux masses laborieuses. C'est ce que nous voyons aussi dans d'autres pays. Prenons l'Amérique, le pays le plus libre et le plus civilisé. C'est une république démocratique. Eh bien ? C'est la domination impudente non pas de millionnaires mais de milliardaires, et le peuple tout entier y est réduit à l'esclavage et à la servitude. Dès l'instant où les usines, les fabriques, les banques et toutes les richesses du pays appartiennent aux capitalistes, dès l'instant où l'on voit la république démocratique aller de pair avec la servitude de millions de travailleurs et une misère sans espoir, alors on se demande : où sont donc votre égalité et votre fraternité tant vantées ?

Non, là où règnent les « démocrates », là existe le pillage réel sans fard. Nous connaissons la vraie nature des soi-disant démocraties.

Les traités secrets de la République Française, de l'Angleterre et autres démocraties nous ont montré de toute évidence le fond et les dessous de la question. Ce sont les mêmes buts et les mêmes intérêts aussi criminels que ceux de l'Allemagne. La guerre nous a ouvert les yeux et nous voyons clairement comment les défenseurs de la patrie se métamorphosent en bêtes de proie, en pillards éhontés. A cette pression du forban il faut opposer l'action révolutionnaire, l'initiative révolutionnaire. Il est vrai qu'il est très difficile, dans une période aussi exceptionnelle, de réaliser l'union, notamment celle des éléments révolutionnaires de la paysannerie, mais nous croyons à l'élan créateur, l'ardeur et l'enthousiasme de l'avant-garde de la révolution : le prolétariat des fabriques et des usines. Les ouvriers ont parfaitement compris que tant qu'il y aura des chimères sur la république démocratique et l'Assemblée Constituante, on continuera à dépenser 50 millions de roubles par jour pour une guerre qui les ruine, et qu'ils ne verront jamais la fin de l'oppression capitaliste. L'ayant compris, les ouvriers ont fondé leurs Soviets.

De même, la vie réelle, véritable, a appris aux ouvriers que tant que les propriétaires fonciers resteront dans leurs palais somptueux et leurs châteaux de rêve, la liberté de réunion est une fiction, et signifiera la liberté de se réunir peut-être dans l'autre monde. Accordez que promettre la liberté aux ouvriers et laisser en même temps les palais, la terre, les fabriques et toutes les richesses aux mains des capitalistes et des hobereaux, cela ne sent guère la liberté et l'égalité. Nous autres, nous n'avons qu'un mot d'ordre, qu'une devise : quiconque travaille a le droit de profiter des biens de la vie. Les fainéants, les parasites qui sucent le sang du peuple laborieux doivent être privés de ces biens. Et nous proclamons : « Tout pour les ouvriers, tout pour les travailleurs ! »

Nous savons combien il est malaisé de mettre tout cela en pratique, nous connaissons la résistance furieuse de la bourgeoisie, mais nous croyons à la victoire finale du prolétariat, car dès lors qu'il a pu se délivrer des ca-

lamités monstrueuses de la boucherie impérialiste, et d'ériger, sur les ruines de l'édifice qu'il a détruit, l'édifice de la révolution socialiste, il ne peut pas ne pas vaincre.

Et partout, effectivement, les forces se soudent. Grâce à l'abolition de la propriété privée de la terre que nous avons opérée, on voit se réaliser aujourd'hui l'alliance vivante du prolétariat de la ville et du prolétariat de la campagne. La conscience de classe s'éclaire et se dessine avec toujours plus de relief en Occident également. Les ouvriers d'Angleterre, de France, d'Italie et d'autres pays lancent toujours plus d'appels et de revendications qui témoignent du proche triomphe de la cause de la révolution mondiale. Notre tâche actuelle, méprisant toutes les clameurs hypocrites éhontées, toutes les lamentations de la bourgeoisie spoliatrice, est de faire notre œuvre révolutionnaire. Nous devons concentrer toutes nos forces sur le front tchécoslovaque pour écraser toute cette bande qui, retranchée derrière les mots d'ordre de liberté et d'égalité, fusille les ouvriers et les paysans par centaines et par milliers.

Nous n'avons qu'une issue : la victoire ou la mort !

«Izvestia du Comité exécutif central de Russie» n° 188, le 1 er septembre 1918

Conforme au texte des «Izvestia du Comité exécutif central de Russie»

MESSAGE A L'ARMEE ROUGE A L'OCCASION DE LA PRISE DE KAZAN

Je salue avec enthousiasme l'éclatante victoire des Armées Rouges.

Qu'elle soit le gage que l'alliance des ouvriers et des paysans révolutionnaires battra définitivement la bourgeoisie, qu'elle brisera toute résistance des exploiteurs et qu'elle assurera la victoire du socialisme mondial.

Vive la révolution ouvrière mondiale !

Lénine

Ecrit le 11 septembre 1918 — *Conforme au manuscrit*

Publié le 12 septembre 1918 dans la « Pravda » n° 196

TELEGRAMME A KOUIBYCHEV[37]

La prise de Simbirsk, ma ville natale, est le remède le meilleur, le plus salutaire à mes blessures. Je sens un afflux extraordinaire d'ardeur et de forces. Je félicite les soldats de l'Armée Rouge à l'occasion de leur victoire, et au nom de tous les travailleurs, je les remercie de leurs sacrifices.

« Pétrogradskaïa Pravda »
n° 209,
le 25 septembre 1918

Conforme au texte de la « Pétrogradskaïa Pravda »

LETTRE AU PRESIDIUM DE LA CONFERENCE DES ORGANISATIONS PROLETARIENNES D'ENSEIGNEMENT ET DE CULTURE[38]

17 septembre 1918

Chers camarades, je vous remercie de tout cœur de vos bons vœux, et je vous souhaite à mon tour les plus grands succès dans vos travaux.

Une des principales conditions de la victoire de la révolution socialiste est que la classe ouvrière prenne conscience de sa *domination* et la mette en œuvre lors du passage du capitalisme au socialisme. La *domination* de l'avant-garde de tous les travailleurs et de tous les exploités, c'est-à-dire du prolétariat, est indispensable pendant cette période de transition afin de supprimer complètement les classes, d'écraser la résistance des exploiteurs, d'*unir* la masse des travailleurs et des exploités, opprimée, écrasée, disséminée par le capitalisme, autour des ouvriers des villes, et en alliance la plus étroite avec eux.

Tous nos succès sont dus à ce fait que les ouvriers l'ont compris et ont entrepris de *diriger* l'Etat, par l'intermédiaire de leurs Soviets.

Mais les ouvriers *ne* l'ont *pas* encore *suffisamment* compris et sont souvent *timides* à l'excès quand il s'agit d'impulser les *ouvriers à diriger* l'Etat.

Luttez pour cet objectif, camarades ! Que les organisations prolétariennes d'enseignement et de culture y contribuent. C'est là que réside la caution des succès futurs et de la victoire définitive de la révolution socialiste.

Salut

V. Oulianov (Lénine)

« Pravda » n° 201, 19 septembre 1918

Conforme au manuscrit

TELEGRAMME AUX ELEVES DE L'ECOLE MILITAIRE DE PETROGRAD

18 septembre 1918

Pétrograd. Ile Vassilievski. Ligne des Cadets, 3.
Au Commissaire d'arrondissement

Je salue les 400 camarades ouvriers qui ont terminé aujourd'hui les cours de commandants de l'Armée Rouge et qui entrent dans ses rangs en qualité de chefs. Le succès de la révolution socialiste russe et de la révolution socialiste mondiale dépend de l'énergie que les ouvriers mettront à diriger l'Etat et à commander l'armée des travailleurs et des exploités, qui combattent pour briser le joug du capitalisme. C'est pourquoi je suis convaincu que l'exemple de ces 400 camarades sera suivi par des milliers et des milliers d'ouvriers, et avec des dirigeants et des commandants tels qu'eux, la victoire du communisme sera assurée.

Lénine, Président du Conseil des Commissaires du Peuple

« Pravda » n° 201, le 19 septembre 1918

Conforme au manuscrit

DU CARACTERE DE NOS JOURNAUX

On y fait une place trop large à la propagande politique sur de vieux thèmes, au tapage politique. On y fait une place minime à l'édification de la vie nouvelle, aux faits qui se multiplient sans cesse sur ce terrain.

Pourquoi ne pas traiter en 10 ou 20 lignes, au lieu de 200 ou 400, des choses simples, connues de tous, claires, déjà assimilées dans une grande mesure par la masse, telles que : l'infâme trahison des menchéviks, valets de la bourgeoisie ; l'invasion anglo-japonaise entreprise en vue de la restauration des droits sacro-saints du capital ; les grincements de dents des milliardaires américains contre l'Allemagne, etc., etc. ? Il faut en parler, il faut noter chaque fait nouveau dans ce domaine, mais sans écrire d'articles ni reprendre les mêmes raisonnements ; on doit flétrir en quelques lignes, en « style télégraphique », les manifestations nouvelles d'une vieille politique, déjà connue, déjà jugée.

La presse bourgeoise du « bon vieux temps de la bourgeoisie » ne touchait pas au « saint des saints », à la situation intérieure des fabriques et entreprises privées. Cette coutume répondait aux intérêts de la bourgeoisie. Nous devons nous en défaire radicalement. Ce *n'est pas* encore chose faite. Le caractère de nos journaux *ne* change *pas* encore autant qu'il le devrait dans une société qui passe du capitalisme au socialisme.

Un peu moins de politique. La politique est pleinement « élucidée » et se réduit à la lutte de deux camps : celui du prolétariat insurgé et celui d'une poignée de capitalistes-esclavagistes (suivis de leur meute, y compris les men-

chéviks, etc.). De cette politique on peut, je le répète, et on doit parler très brièvement.

Un peu plus d'économie. Mais pas dans le sens de considérations « générales », d'études savantes, de plans d'intellectuels et autres fariboles qui, malheureusement, ne sont souvent autre chose que des fariboles. Non, l'économie nous est nécessaire, en ce sens qu'il nous faut rassembler, *vérifier soigneusement* et analyser les faits relatifs à l'édification véritable de la vie nouvelle. Les grandes fabriques, les communes agricoles, les comités de paysans pauvres, les conseils d'économie locaux connaissent-ils *vraiment* des succès dans l'organisation d'un régime économique nouveau ? Quels sont précisément ces succès ? Ont-ils été confirmés ? Ne s'agit-il pas plutôt de racontars, de vantardises, de promesses de la gent intellectuelle (« cela commence à s'arranger », « le plan est arrêté », « on s'est mis à l'œuvre », « à présent nous en répondons », « l'amélioration est indéniable » et autres phrases charlatanesques dans l'art desquelles « nous » sommes passés maîtres) ? Comment les succès ont-ils été obtenus ? Comment les amplifier ?

Où est la liste noire des fabriques retardataires, demeurées, après la nationalisation, des modèles de désarroi, de désagrégation, de malpropreté, de banditisme, de parasitisme, où est-elle cette liste ? Elle n'existe pas. Mais ces fabriques, elles *existent*. Nous ne savons pas remplir notre devoir, puisque nous ne faisons pas la *guerre* à ces « gardiens des traditions du capitalisme ». Nous ne serons pas des communistes, mais des chiffonniers, aussi longtemps que nous tolérerons sans rien dire l'existence de ces fabriques. Nous ne savons pas nous servir des journaux pour soutenir la lutte de classe, comme le faisait la bourgeoisie. Rappelez-vous comme elle savait parfaitement *traquer* dans la presse *ses* ennemis de classe, se moquer d'eux, les déshonorer, leur rendre la vie intenable. Et nous ? La lutte de classe, à l'époque de transition du capitalisme au socialisme, ne consiste-t-elle pas à défendre les intérêts de la *classe* ouvrière contre les poignées, les groupes, les couches d'ouvriers qui s'accrochent obstinément aux traditions, usages du capitalisme et continuent à considérer l'Etat soviétique comme ils considéraient l'Etat d'hier :

« lui » fournir le moins de travail possible, de la qualité la plus basse, et « lui » arracher le plus d'argent. En est-il peu de ces gredins, par exemple, parmi les typographes des imprimeries soviétiques, les ouvriers de Sormovo et de Poutilov, etc ? Combien en avons-nous attrapé, démasqué, cloué au pilori ?

La presse garde le silence là-dessus. Et si elle en parle, c'est en style administratif, bureaucratique, non pas comme une presse *révolutionnaire*, comme l'organe de la *dictature* d'une classe dont les actes prouvent que la résistance des capitalistes et de ceux qui gardent les habitudes de parasitisme capitaliste sera brisée d'une main de fer.

Il en va de même pour la guerre. Harcelons-nous les chefs pusillanimes et les brouillons ? Avons-nous dénoncé à la face de la Russie les régiments qui ne sont bons à rien ? Avons-nous « capturé » un nombre suffisant d'éléments détestables qu'il aurait fallu chasser de l'armée à grand fracas, pour incapacité, incurie, retard, etc. ? Nous ne faisons pas une *guerre* sérieuse, impitoyable, vraiment révolutionnaire, aux porteurs *véritables* du mal. Nous faisons peu l'*éducation des masses* par des exemples vivants et concrets, pris dans tous les domaines de la vie ; or, c'est la tâche essentielle de la presse lors du passage du capitalisme au communisme. Nous prêtons peu d'attention à la vie *quotidienne* des fabriques, des campagnes, des régiments, là où s'édifie la vie nouvelle plus qu'ailleurs, où il faut accorder le plus d'attention, faire de la publicité, critiquer au grand jour, stigmatiser les défauts, appeler à suivre le bon exemple.

Moins de tapage politique. Moins de ratiocinations d'intellectuels. Se tenir plus près de la vie. Prêter plus d'attention à la façon dont la masse ouvrière et paysanne fait *réellement* œuvre *novatrice* dans son effort quotidien. *Vérifions* de plus près à quel point ce nouveau est de caractère *communiste*.

«Pravda» n° 202,
le 20 septembre 1918
Signé : N. Lénine

Conforme au texte de la « Pravda »

LETTRE AUX SOLDATS DE L'ARMEE ROUGE QUI ONT PARTICIPE A LA PRISE DE KAZAN[39]

Camarades, vous savez déjà combien la prise de Kazan, qui a marqué un tournant dans le moral de notre armée, son passage à des actions vigoureuses, décisives, victorieuses, a été importante pour toute la révolution russe. Les lourds sacrifices que vous avez supportés dans les combats sauvent la république des Soviets. Du renforcement de l'armée dépend la solidité de la république dans la lutte contre les impérialistes, la victoire du socialisme en Russie et dans le monde entier. Je salue du fond du cœur les héroïques troupes soviétiques, armée d'avant-garde des exploités qui combattent pour abolir l'exploitation, et je vous souhaite de nouveaux succès.

Avec mon salut fraternel et communiste.

V. Oulianov (Lénine)

« Znamia Révolutsii »
(Kazan) n° 177,
le 29 septembre 1918

Conforme au texte
du journal « Znamia Révolutsii »

LETTRE ADRESSEE A LA SEANCE COMMUNE DU COMITE EXECUTIF CENTRAL DE RUSSIE, DU SOVIET DE MOSCOU, DES DELEGUES DES COMITES DE FABRIQUES ET D'USINES, ET DES SYNDICATS LE 3 OCTOBRE 1918[40]

Une crise politique a éclaté en Allemagne. Le désarroi panique du gouvernement et de l'ensemble des classes d'exploiteurs s'est manifesté aux yeux du peuple tout entier. Il est apparu soudain que la situation militaire était désespérée, et que les classes dominantes étaient privées de tout soutien de la part des masses laborieuses. Ou bien cette crise marque le début de la révolution, ou bien elle signifie en tout cas que la nécessité et l'imminence de la révolution sont aujourd'hui chose évidente pour les masses.

Le gouvernement a moralement démissionné, et il se débat fébrilement entre la dictature militaire et le cabinet de coalition. Mais au fond, on fait l'expérience de la dictature militaire depuis le début de la guerre, et maintenant, elle cesse justement d'être réalisable, puisque l'armée n'est plus sûre. L'admission des Scheidemann et consorts au sein du cabinet ne fera qu'accélérer l'explosion révolutionnaire, la rendre plus ample, plus consciente, plus ferme et plus décisive, lorsque aura été complètement démasquée la pitoyable impuissance de ces laquais de la bourgeoisie, de ces vendus méprisables, pareils à nos menchéviks et à nos socialistes-révolutionnaires, tels que Hen-

derson et Sidney Webb en Angleterre, Albert Thomas et Renaudel en France, etc.

La crise n'a fait que commencer en Allemagne. Elle se terminera inévitablement par le passage du pouvoir politique aux mains du prolétariat allemand. Le prolétariat de Russie suit les événements avec la plus grande attention et le plus grand enthousiasme. Maintenant, même les plus aveugles des ouvriers dans les différents pays verront combien les bolchéviks avaient raison de fonder toute leur tactique sur le soutien de la révolution ouvrière mondiale et de ne pas craindre de très lourds sacrifices. Maintenant, même les plus ignorants comprendront la trahison d'une bassesse inouïe que les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires ont commise envers le socialisme, lorsqu'ils se sont alliés aux rapaces bourgeois anglo-français, soi-disant pour annuler la paix de Brest-Litovsk. Et il va maintenant de soi que le pouvoir des Soviets ne songera pas à aider les impérialistes allemands en tentant de porter atteinte à la paix de Brest-Litovsk, de la saper, au moment où les forces anti-impérialistes à l'intérieur de l'Allemagne commencent à bouillir et à fermenter, au moment où les représentants de la bourgeoisie allemande commencent à chercher à se disculper aux yeux de leur peuple pour avoir conclu cette paix, commencent à chercher les moyens de « changer » leur politique.

Mais le prolétariat de Russie ne se contente pas de suivre les événements avec attention et enthousiasme. Il se préoccupe de déployer toutes les forces *pour aider les ouvriers allemands* qui ont à faire face aux épreuves les plus dures, au passage le plus pénible de l'esclavage à la liberté, à *la lutte* la plus opiniâtre *contre leur propre impérialisme et contre l'impérialisme anglais*. La défaite de l'impérialisme allemand signifiera aussi pendant un certain temps le redoublement de l'insolence, de la férocité, de la réaction et des tentatives de conquête de la part de l'impérialisme anglo-français.

La classe ouvrière bolchévique de Russie a toujours été internationaliste, non pas en paroles, mais en actes, à la différence des gredins, — champions et chefs de la II[e] Internationale, — qui ou bien ont trahi ouvertement en s'alliant à leur bourgeoisie ou bien ont essayé de s'en

tirer avec des phrases, en inventant (comme Kautsky, Otto Bauer et Cie) des prétextes pour s'éloigner de la révolution, en s'opposant à toute action révolutionnaire hardie, noble, à tout sacrifice des intérêts étroitement nationaux au nom de la marche en avant de la révolution prolétarienne.

Le prolétariat russe comprendra qu'on va bientôt exiger de lui les plus grands sacrifices au profit de l'internationalisme. Le temps approche où les circonstances peuvent exiger que nous portions secours au peuple allemand en train de se libérer de son impérialisme dans sa lutte contre l'impérialisme anglo-français.

Commençons donc à nous préparer sur-le-champ. Prouvons que l'ouvrier russe sait travailler avec beaucoup plus d'énergie, sait lutter et mourir avec beaucoup plus d'esprit de sacrifice, quand il s'agit non seulement de la révolution russe, mais de la révolution ouvrière internationale.

Avant tout décuplons nos efforts pour constituer des réserves de blé. Décidons que dans chaque grand silo il sera créé une réserve de blé destinée à aider les ouvriers allemands si les circonstances les placent dans une situation difficile au cours de leur lutte pour se libérer des monstres et des bêtes féroces de l'impérialisme. Que chaque organisation du parti, que chaque syndicat, que chaque usine, que chaque atelier, etc., entre tout spécialement en relations avec quelques districts de leur choix pour renforcer l'alliance avec les paysans, pour les aider, pour les éclairer, pour vaincre les koulaks, pour dégager complètement tous les excédents de blé.

Que, par le même moyen, notre travail soit décuplé pour mettre sur pied l'Armée Rouge prolétarienne. Un tournant s'est opéré, nous le savons tous, nous le voyons et nous le sentons. Les ouvriers et les paysans travailleurs ont repris haleine après les horreurs du carnage impérialiste, ils ont compris et ils ont vu de leurs propres yeux la nécessité de la guerre contre les oppresseurs pour défendre les conquêtes de la révolution, de la révolution des travailleurs, de leur pouvoir, le pouvoir des Soviets. Une armée est en voie de formation, l'Armée Rouge des ouvriers et des paysans pauvres, prêts à tous les sacrifices pour la défense du socialisme. Cette armée se renforce et se trempe

dans les combats contre les Tchécoslovaques et les gardes blancs. Les fondations sont solidement posées, il faut se hâter de bâtir l'édifice.

Nous avions décidé de former au printemps une armée d'un million d'hommes, il nous faut à présent une armée de trois millions d'hommes. Nous pouvons l'avoir. *Et nous l'aurons.*

L'histoire mondiale, au cours des derniers jours, a accéléré d'une façon extraordinaire sa course vers la révolution ouvrière mondiale. Les changements les plus rapides sont possibles ; les tentatives d'alliance sont possibles entre l'impérialisme allemand et l'impérialisme anglo-français, contre le pouvoir des Soviets.

Nous aussi, nous devons hâter les préparatifs. Décuplons donc nos efforts.

Que ce soit notre mot d'ordre pour l'anniversaire de la Grande Révolution d'Octobre du prolétariat !

Que ce soit le gage des victoires futures de la révolution prolétarienne mondiale !

N. Lénine

« Pravda » n° 213, le 4 octobre 1918

Conforme au texte de la « Pravda »

LA REVOLUTION PROLETARIENNE ET LE RENEGAT KAUTSKY

Sous ce titre, j'ai commencé d'écrire une brochure * consacrée à la critique de celle de Kautsky : *la Dictature du prolétariat* qui vient de sortir à Vienne. Mais, étant donné que mon travail traîne en longueur, j'ai décidé de prier la rédaction de la *Pravda* de donner une place à un court article sur le même sujet.

Plus de quatre années d'une guerre réactionnaire, et des plus épuisantes, ont fait leur œuvre. On sent en Europe le souffle de la révolution prolétarienne montante, à la fois en Autriche, en Italie, en Allemagne, en France, même en Angleterre (les *Aveux d'un capitaliste* que nous trouvons dans la livraison de juillet de l'archi-opportuniste *Revue socialiste*[41] dirigée par le semi-libéral Ramsay MacDonald, sont par exemple extrêmement caractéristiques).

Et c'est à ce moment que le chef de la IIe Internationale, M. Kautsky, publie un livre sur la dictature du prolétariat, c'est-à-dire sur la révolution prolétarienne, livre cent fois plus infâme, plus révoltant, plus renégat que les fameuses *Prémisses du socialisme* de Bernstein. Près de 20 ans se sont écoulés depuis le jour où a été publié cet ouvrage renégat ; et voici qu'aujourd'hui Kautsky reprend à son compte ce reniement en l'aggravant !

Une partie insignifiante du livre traite à proprement parler de la révolution bolchévique russe. Kautsky répète sans y rien changer les vérités premières de la sagesse men-

* Voir le présent tome, pp. 235-336. (*N. R.*)

chévique, que l'ouvrier russe ne pourrait accueillir qu'avec un rire homérique. Imaginez, par exemple, que l'on baptise « marxisme » un raisonnement parsemé de citations d'écrits semi-libéraux du semi-libéral Maslov, selon lequel les paysans riches s'efforcent d'accaparer la terre (une nouveauté !), les prix élevés du blé leur sont avantageux, etc. Et à côté de cela, la déclaration dédaigneuse, cent pour cent libérale, de notre « marxiste » : « Le paysan pauvre est reconnu ici (c'est-à-dire par les bolchéviks dans la république des Soviets) comme le produit de masse constant de la réforme agraire socialiste, de « la dictature du prolétariat » (p. 48 de la brochure de Kautsky).

Vraiment bien, n'est-il pas vrai ? Un socialiste, un marxiste s'applique à *nous* prouver le caractère *bourgeois* de la révolution et, ce faisant, tourne en dérision (tout à fait dans l'esprit de Maslov, de Potressov et *des cadets*) l'organisation de la paysannerie pauvre à la campagne.

L'expropriation des paysans riches ne fait qu'apporter un nouvel élément de trouble et de guerre civile dans le processus de la production, dont l'assainissement exige impérieusement la tranquillité et la sécurité » (p. 49).

C'est incroyable, mais c'est un fait. C'est Kautsky, et non pas Savinkov ou Milioukov, qui écrit cela en toutes lettres !

En Russie, nous avons déjà tant de fois vu les défenseurs des koulaks se draper du manteau de « marxisme » que Kautsky ne nous étonnera pas. Mais peut-être faudra-t-il s'arrêter plus longuement pour le lecteur européen sur cette lâche soumission à la bourgeoisie et sur cette crainte libérale devant la guerre civile. Quant à l'ouvrier et au paysan russes, il suffit de leur montrer du doigt ce reniement de Kautsky... et de poursuivre notre chemin.

* * *

Les neuf dixièmes du livre de Kautsky, ou peu s'en faut, sont réservés à une question théorique générale d'importance capitale : les rapports entre la dictature du prolétariat et la « démocratie ». Et c'est ici que la rupture totale de Kautsky avec le marxisme apparaît avec le plus d'éclat.

Kautsky assure à ses lecteurs — de l'air le plus sérieux et le plus « savant » — que Marx entendait par « dictature révolutionnaire du prolétariat », non pas « *une forme de gestion* », excluant la démocratie, mais un *état*, à savoir : « un état de domination ». Or, la domination du prolétariat, en tant que majorité de la population, est compatible avec le respect le plus strict de la démocratie, et la Commune de Paris, par exemple, qui était précisément la dictature du prolétariat, fut élue au suffrage universel. Et que Marx, en parlant de la dictature du prolétariat, n'ait pas eu en vue une « forme de gestion » (ou forme de gouvernement, Regierungsform), cela est, paraît-il, « prouvé par le fait que lui, Marx, considérait possible pour l'Angleterre et pour l'Amérique le passage (au communisme) par une voie pacifique, c'est-à-dire démocratique » (pp. 20-21).

C'est incroyable, mais c'est un fait ! C'est exactement de la sorte que raisonne Kautsky ; et il tonne contre les bolchéviks, qu'il accuse d'enfreindre la « démocratie » dans leur constitution et dans toute leur politique, et il prône de toutes ses forces et à tout propos une « méthode démocratique, et non pas dictatoriale ».

C'est se ranger totalement aux côtés des opportunistes (du genre des Allemands David, Kolb et autres piliers du social-chauvinisme, ou du genre des Fabiens [42] et des Indépendants [43] anglais, ou des réformistes français et italiens) qui déclaraient plus franchement et plus honnêtement qu'ils rejetaient la doctrine de Marx sur la dictature du prolétariat, car, disaient-ils, elle est en contradiction avec la démocratie.

C'est revenir totalement au point de vue du socialisme allemand d'avant Marx que de dire que nous aspirerions à un « Etat populaire libre » ; c'est revenir à l'opinion des démocrates petits-bourgeois qui ne comprennent pas que *tout* Etat est une machine permettant à une classe d'en écraser une autre.

C'est renier totalement la révolution du prolétariat, pour lui substituer la théorie libérale de « la conquête de la majorité », de « l'utilisation de la démocratie » ! Tout ce que Marx et Engels ont enseigné et démontré pendant quarante ans, de 1852 à 1891, sur la nécessité pour le prolétariat de « briser » la machine d'Etat bourgeoise, tout

cela est intégralement oublié, déformé, jeté par-dessus bord par le renégat Kautsky.

Analyser en détail les erreurs théoriques de Kautsky serait répéter ce que j'ai dit dans *l'Etat et la Révolution* *. C'est inutile. Je me contenterai d'indiquer succinctement :

Kautsky a renié le marxisme en oubliant que *tout* Etat est une machine permettant à une classe d'en réprimer une autre et que la république bourgeoise la plus *démocratique* est une machine qui donne le moyen à la bourgeoisie d'opprimer le prolétariat.

La dictature du prolétariat n'est pas une « forme de gouvernement », mais un *Etat d'un autre type*, un Etat prolétarien, un instrument permettant au *prolétariat* d'écraser la *bourgeoisie*. Cet écrasement est nécessaire, parce que la bourgeoisie opposera toujours une résistance acharnée à son expropriation.

(Alléguer que Marx, dans les années 70, a admis la possibilité du passage pacifique au socialisme en Angleterre et en Amérique[44] est un argument de sophiste, ou, pour parler plus simplement, de filou qui triche à coup de citations et de références. En premier lieu, Marx considérait dès cette époque cette possibilité comme exceptionnelle. En second lieu, le capitalisme monopoliste, c'est-à-dire l'impérialisme, n'existait pas encore. En troisième lieu, précisément en Angleterre et en Amérique, il n'y avait pas alors de clique militaire — (*elle existe aujourd'hui*) — en tant que pièce maîtresse de la machine d'Etat bourgeois.)

Là où il y a oppression il ne peut y avoir de liberté, d'égalité, etc. Voilà pourquoi Engels disait : « Tant que le prolétariat a besoin d'un Etat, il en a besoin non pas dans l'intérêt de la liberté, mais afin d'écraser ses adversaires ; et quand il deviendra possible de parler de liberté, alors l'Etat, en tant que tel, cessera d'exister. »[45]

La démocratie bourgeoise, dont la valeur n'est pas niable lorsqu'il s'agit d'éduquer le prolétariat et de le former à l'action, est toujours étriquée, hypocrite, mensongère, fallacieuse, elle demeure toujours une démocratie pour les riches, une duperie pour les pauvres.

---

* Voir V. Lénine, Œuvres, t. 25, pp. 413-531. (*N. R.*)

La démocratie prolétarienne s'abat sur les exploiteurs, sur la bourgeoisie ; c'est pourquoi elle n'est pas hypocrite ; elle *ne leur promet* ni la liberté ni la démocratie ; mais, aux travailleurs, elle donne la *véritable démocratie.* Seule la Russie des Soviets offre au prolétariat et à l'énorme majorité laborieuse *une liberté et une démocratie*, inconnues jusqu'à ce jour, impossibles et inconcevables dans une république démocratique bourgeoise quelconque, en enlevant, par exemple, les palais et les hôtels particuliers à la bourgeoisie (sans cela, la liberté de réunion est une hypocrisie), en enlevant les imprimeries et le papier aux capitalistes (sans cela, la liberté de la presse pour la majorité laborieuse de la nation est un mensonge), en remplaçant le parlementarisme bourgeois par l'organisation démocratique des *Soviets, 1 000 fois* plus près du « peuple », plus « démocratiques », que le parlement bourgeois le plus démocratique. *Et ainsi de suite.*

Kautsky a jeté par-dessus bord... « la lutte de classe » appliquée à la démocratie ! Kautsky est devenu un parfait renégat, un laquais de la bourgeoisie.

* *
*

Chemin faisant, il n'est pas possible de ne pas noter quelques perles de ce reniement.

Kautsky se trouve contraint de reconnaître que l'organisation des Soviets a une portée non seulement russe, mais mondiale, qu'elle est au nombre des « phénomènes les plus importants de notre temps », qu'elle est appelée à acquérir une « signification décisive » dans les grandes « luttes entre le capital et le travail » de demain. Mais, faisant sienne la suprême sagesse des menchéviks, passés sans encombre aux côtés de la bourgeoisie contre le prolétariat, Kautsky en « tire cette déduction » : les Soviets sont bien en tant qu'« organisation de lutte », mais non en tant qu'« organisation d'Etat ».

Admirable ! Organisez-vous en Soviets, prolétaires et paysans pauvres ! Mais Dieu vous garde d'oser remporter la victoire ! Ne vous avisez pas de vaincre ! Dès que vous aurez triomphé de la bourgeoisie, alors tout est perdu,

car vous ne devez pas être des organisations « d'Etat » dans un Etat prolétarien. C'est précisément après votre victoire que vous devez vous dissoudre !

Oh l'admirable « marxiste » que Kautsky ! Oh « théoricien » hors pair du reniement !

Perle numéro deux. La guerre civile est l'« ennemi mortel » de la « révolution sociale» , car, comme nous l'avons déjà entendu, celle-ci « a besoin de tranquillité » (pour les riches ?) « et de sécurité » (pour les capitalistes ?).

Prolétaires d'Europe ! Ne songez pas à la révolution tant que vous n'aurez pas trouvé une bourgeoisie qui *n'embauchera pas* contre vous pour la guerre civile Savinkov et Dan, Doutov et Krasnov, les Tchécoslovaques et les koulaks !

En 1870, Marx écrivait : le principal espoir, c'est que la guerre apprenne aux ouvriers français à manier les armes[46]. Le « marxiste » Kautsky attend après quatre ans de guerre non pas que les ouvriers se servent de leurs armes contre la bourgeoisie (à Dieu ne plaise ! Cela ne serait sans doute pas tout à fait « démocratique »), mais... qu'ils concluent une bonne petite paix avec les bons petits capitalistes !

Perle numéro trois. La guerre civile présente encore un côté déplaisant : tandis que dans la « démocratie » existe « la protection de la minorité » (protection, remarquons-le entre parenthèses, qu'ont si bien expérimentée à leurs dépens les défenseurs de Dreyfus, en France, ou les Liebknecht, les MacLean, les Debs, ces derniers temps), la guerre civile (écoutez ! écoutez bien !) « menace le vaincu d'un anéantissement total ».

Allons, ce n'est pas un vrai révolutionnaire que ce Kautsky ? Il est du fond du cœur avec la révolution... mais seulement à condition qu'elle se fasse sans lutte sérieuse, comportant une menace de destruction ! Il a complètement « surmonté » les vieilles erreurs du vieil Engels qui chantait avec enthousiasme l'action éducatrice des révolutions violentes[47]. Lui, en tant qu'historien « sérieux », a tout à fait abjuré les égarements de ceux qui disaient que la guerre civile trempe les exploités et leur apprend à créer une société nouvelle *sans* exploiteurs.

Perle numéro quatre. La dictature des prolétaires et des petits bourgeois dans la révolution de 1789 a-t-elle été quelque chose de grand et d'utile ? Pas le moins du monde. Car Napoléon est venu. « La dictature des couches inférieures ouvre la voie devant la dictature du sabre » (p. 26)— — —Notre historien « sérieux », comme les libéraux dont il a rallié le camp, est fermement convaincu que dans les pays qui n'ont pas connu la « dictature des couches inférieures », par exemple en Allemagne, il n'y a pas eu de dictature du sabre. L'Allemagne ne s'est jamais distinguée de la France par une dictature du sabre plus grossière, plus vile, ce ne sont là que calomnies imaginées par Marx et Engels qui ont menti sans vergogne en disant que jusqu'ici dans le « peuple » de France, les opprimés ont fait preuve de plus d'amour de la liberté et de plus de fierté qu'en Angleterre ou en Allemagne, et que la France le doit précisément à ses révolutions.

... Mais cela suffit ! Il faudrait écrire une brochure spéciale pour relever toutes les perles du reniement chez le renégat Kautsky.

* *
*

On ne manquera pas de s'arrêter sur l'« internationalisme » de M. Kautsky. Sans le vouloir, Kautsky l'a mis en pleine lumière, en décrivant dans des termes empreints de la plus vive sympathie l'internationalisme des menchéviks qui, eux aussi, sont des Zimmerwaldiens[48] — c'est le mielleux Kautsky qui nous l'assure, — et qui sont même — ne riez pas ! — les « frères » des bolchéviks !

Voici ce tableau idyllique du « zimmerwaldisme » des menchéviks :

« Les menchéviks voulaient une paix générale. Ils voulaient que tous les belligérants adoptent le mot d'ordre de la paix sans annexions ni contributions. Tant que ce but n'était pas atteint, l'armée russe devait, d'après eux, être sur le pied de guerre »... Mais les méchants bolchéviks « ont désorganisé » l'armée et conclu la méchante paix de Brest-Litovsk... Et Kautsky déclare on ne peut plus clairement qu'il fallait garder la Constituante, que les bolchéviks ne devaient pas prendre le pouvoir.

Ainsi donc l'internationalisme consiste à *soutenir* « *son* » gouvernement impérialiste, comme les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires ont soutenu Kérenski, à couvrir ses traités secrets, à tromper le peuple par des paroles douceâtres : nous « exigeons », disaient-ils, des bêtes sauvages qu'elles deviennent douces, nous « exigeons » des gouvernements impérialistes qu'ils « acceptent le mot d'ordre de la paix sans annexions ni contributions ».

Voilà l'internationalisme d'après Kautsky.

Mais, d'après nous, c'est un reniement total.

L'internationalisme consiste à rompre avec *ses propres* social-chauvins (c'est-à-dire les jusqu'-au-boutistes) et avec *son propre* gouvernement impérialiste, à mener la lutte révolutionnaire contre lui, à le renverser, à consentir les plus grands sacrifices nationaux (même la paix de Brest-Litovsk), si cela est utile au développement de la révolution ouvrière *internationale*.

Nous savons fort bien que Kautsky et sa bande (de l'espèce de Ströbel, de Bernstein, etc.) ont été grandement « indignés » par la conclusion de la paix de Brest-Litovsk ; ils auraient voulu que nous fissions un « geste »... en remettant incontinent le pouvoir en Russie aux mains de la bourgeoisie ! Ces petits bourgeois allemands, obtus mais si bons et si gentils, ne désiraient pas que la république prolétarienne des Soviets, la première au monde à renverser son impérialisme par la révolution, se maintienne jusqu'à la révolution en Europe, en allumant l'incendie dans les autres pays (les petits bourgeois *craignent* l'incendie en Europe, ils *craignent* la guerre civile qui détruit leur « tranquillité et leur sécurité »). Non. Ils désiraient que dans *tous* les pays le nationalisme *petit-bourgeois*, se baptisant « internationalisme », se maintienne par sa « modération et ses bonnes manières ». Que la république russe reste bourgeoise et... qu'elle attende... Alors, sur terre, tous les hommes seraient de braves petits bourgeois nationalistes, modérés, sans esprit de conquête ; et voilà justement en quoi consisterait l'internationalisme !

C'est ce que pensent les kautskistes en Allemagne, les partisans de Longuet en France, les indépendants (I.L.P.) en Angleterre, Turati et ses « frères » en reniement en Italie, etc., etc.

Aujourd'hui, il n'y a plus que de fieffés imbéciles pour ne pas voir que nous avions raison, non seulement de renverser notre bourgeoisie (et ses valets, les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires), mais encore de conclure la paix de Brest-Litovsk, *après que* l'appel public à la paix générale, appuyé de la publication et de la dénonciation des traités secrets, eut été repoussé par la bourgeoisie de l'Entente. En premier lieu, si nous n'avions pas conclu la paix de Brest-Litovsk, nous aurions d'un seul coup abandonné le pouvoir à la bourgeoisie russe et aurions de ce fait porté le plus grand préjudice à la révolution socialiste mondiale. En second lieu, au prix de sacrifices *nationaux*, nous avons conservé une influence révolutionnaire *internationale* telle qu'à présent la Bulgarie nous imite manifestement, l'Autriche et l'Allemagne sont en effervescence, que *les deux* impérialismes sont affaiblis, tandis que nous nous sommes renforcés et que nous avons *commencé* à créer une véritable armée prolétarienne.

Il découle de la tactique du renégat Kautsky que les ouvriers allemands doivent maintenant défendre la patrie aux côtés de la bourgeoisie et craindre par-dessus tout la révolution en Allemagne, car les Anglais pourraient leur imposer un nouveau Brest-Litovsk. Voilà bien le reniement. Voilà bien le nationalisme petit-bourgeois.

Quant à nous, nous disons : la conquête de l'Ukraine a été un immense sacrifice national, mais elle a trempé et *renforcé* les prolétaires et les paysans pauvres d'Ukraine, en tant que combattants de la révolution ouvrière internationale. L'Ukraine a souffert, mais la révolution internationale y a gagné, car elle a « corrompu » l'armée allemande, affaibli l'impérialisme allemand, *rapproché* les ouvriers révolutionnaires allemands, ukrainiens et russes.

Il serait « plus agréable », évidemment, de renverser par une simple guerre à la fois Guillaume et Wilson. Mais c'est une chimère. Les renverser par une guerre nous est impossible. Mais, ce que nous pouvons faire, c'est avancer leur dégradation *intérieure*. Nous y sommes parvenus par la révolution soviétique, prolétarienne, dans une mesure *considérable*.

Les ouvriers allemands remporteraient un succès encore plus grand s'ils allaient à la révolution, *en consentant*

des sacrifices nationaux (en cela seul consiste l'internationalisme), s'ils disaient (et confirmaient *par des actes*) que pour eux l'intérêt de la révolution ouvrière internationale *passe avant* l'intégrité territoriale, la sécurité, la tranquillité de tel ou tel État national, *et plus précisément du leur propre.*

* *
*

Le plus grand malheur pour l'Europe, le plus grand danger pour elle, c'est qu'il *n'y existe pas* de parti révolutionnaire. Il y a des partis de traîtres, tels que les Scheidemann, les Renaudel, les Henderson, les Webb et Cie, ou des âmes serviles telles que Kautsky. Il n'y existe pas de parti révolutionnaire.

Certes, un puissant mouvement révolutionnaire des masses peut corriger ce défaut, mais ce fait demeure un grand malheur et un grand danger.

C'est pourquoi on doit par tous les moyens démasquer les renégats tels que Kautsky, et soutenir ainsi les *groupes* révolutionnaires de prolétaires vraiment internationalistes, comme il y en a dans *tous* les pays. Le prolétariat se détournera vite des traîtres et des renégats et suivra ces groupes, au sein desquels il formera ses chefs. Ce n'est pas pour rien que la bourgeoisie de tous les pays hurle au « bolchévisme mondial ».

Le bolchévisme mondial triomphera de la bourgeoisie mondiale.

9 octobre 1918.

« Pravda » n° 219,
le 11 octobre 1918
Signé : N. Lénine

Conforme au manuscrit

RAPPORT PRÉSENTÉ A LA SÉANCE COMMUNE DU COMITÉ EXÉCUTIF CENTRAL DE RUSSIE, DU SOVIET DE MOSCOU, DES COMITÉS DE FABRIQUES ET D'USINES, ET DES SYNDICATS LE 22 OCTOBRE 1918[49]

(Vifs applaudissements prolongés, «hourra».) Camarades, il me semble que notre situation actuelle, toute contradictoire qu'elle est, peut être caractérisée d'abord par le fait que nous n'avons jamais été aussi près qu'aujourd'hui de la révolution prolétarienne internationale, et ensuite, que nous n'avons encore jamais couru de danger plus grave qu'aujourd'hui. C'est sur ces deux points, et surtout sur le second, que je voudrais m'arrêter plus en détail aujourd'hui. Il est douteux, je crois, que les larges masses soient conscientes de l'ampleur du danger qui nous menace ; et comme nous ne pouvons agir qu'en nous appuyant sur elles, la tâche principale des représentants du pouvoir des Soviets consiste donc à faire connaître à ces masses toute la vérité sur notre situation actuelle, aussi pénible soit-elle par moments. Quant à l'imminence de la révolution socialiste internationale, on en a maintes fois parlé, et je serai bref. En fait, un des principaux reproches qu'aient lancés contre le pouvoir des Soviets non seulement la bourgeoisie, mais aussi les couches de la petite bourgeoisie qui ont perdu confiance dans le socialisme, ainsi que beaucoup de soi-disant socialistes qui sont habitués aux périodes paisibles, qui ne croyaient pas au socialisme, c'est le reproche d'avoir agi au petit bonheur en faisant la révolution en Russie, car en Occident, la révolution n'est pas encore mûre.

Camarades, à l'heure actuelle, en cette cinquième année de guerre, la faillite générale de l'impérialisme est

un fait de toute évidence ; à l'heure actuelle, il est clair pour tous que la révolution est inévitable dans tous les pays belligérants. Quant à nous, alors que notre existence était comptée au début en jours ou en semaines, nous avons fait au cours de cette année de révolution plus que ne fit jamais aucun parti prolétarien au monde. Notre révolution est un phénomène mondial. Que le bolchévisme soit à présent un phénomène mondial, toute la bourgeoisie elle-même le dit, et cet aveu montre sans conteste que notre révolution a glissé de l'Est à l'Ouest, où elle rencontre un terrain de plus en plus propice. Vous savez que la révolution a éclaté en Bulgarie. Les soldats bulgares se sont mis à former des Soviets. On apprend qu'en Serbie aussi, des Soviets se constituent. Quoique l'Entente anglo-française promette aux peuples monts et merveilles s'ils se soulèvent et se détachent de l'Allemagne, quoique les capitalistes d'Amérique, d'Angleterre et de France, les plus riches et les plus puissants au monde, prodiguent leurs promesses, il est hors de doute que la bourgeoisie des petits Etats, qui naissent de nos jours à la suite de la désagrégation de l'Autriche, ne se maintiendra en aucun cas, que sa domination, son pouvoir dans ces Etats sera un phénomène de courte durée, passager, car partout la révolution ouvrière frappe à la porte.

La bourgeoisie des différents pays se rend compte qu'elle ne pourra se maintenir qu'avec l'aide des baïonnettes étrangères. Et ce n'est pas seulement en Autriche mais aussi en Allemagne, dont la situation paraissait solide tout récemment encore, que nous voyons commencer la révolution. On apprend que la presse allemande parle déjà de l'abdication du kaiser, et la presse du parti social-démocrate indépendant[50] a déjà reçu du chancelier l'autorisation de parler de la république allemande. Cela signifie bien quelque chose. Nous savons que la démoralisation de l'armée s'est accentuée, qu'on répand des appels non dissimulés à la révolte des troupes. Nous savons qu'en Allemagne orientale des comités militaires révolutionnaires se sont formés, qu'ils lancent des publications entraînant les soldats à la révolution. C'est pourquoi on peut tenir pour pleinement assuré que la révolution mûrit, non pas de jour en jour, mais d'heure en heure ; et cela, nous ne

sommes pas seuls à le dire : tous les Allemands du parti militariste et de la bourgeoisie l'affirment également, sentant que les ministres chancellent, que le peuple ne leur fait pas confiance, que leurs jours au gouvernement sont comptés. Tous ceux qui connaissent la situation disent aussi combien la révolution populaire et, peut-être même, la révolution prolétarienne, est inévitable en Allemagne.

Nous savons fort bien quel immense mouvement prolétarien a pris naissance également dans d'autres pays. En Italie nous avons vu Gompers, avec l'argent des puissances de l'Entente, avec l'aide de la bourgeoisie et des social-patriotes d'Italie, faire le tour des villes pour prêcher aux ouvriers italiens la poursuite de la guerre impérialiste. Nous avons vu alors la presse socialiste italienne publier à ce sujet des entrefilets où il ne restait plus que le nom de Gompers, tout le reste étant supprimé par la censure ; ou bien l'on ironisait : « Gompers prend part à des banquets et bavarde. » Quant à la presse bourgeoise, elle avouait que, partout, on sifflait Gompers. Elle écrivait : « Les ouvriers italiens se comportent, semble-t-il, comme s'ils ne voulaient permettre de parcourir l'Italie qu'à Lénine et à Trotski. Durant la guerre, le Parti socialiste italien [51] a fait un énorme pas en avant, c'est-à-dire vers la gauche. En France, nous savons qu'il y avait trop de patriotes parmi les ouvriers à qui on avait dit qu'un danger immense menaçait Paris et le territoire français. Mais là aussi, la ligne de conduite du prolétariat change. Au dernier congrès [52] la lecture d'une lettre sur les agissements des alliés, les impérialistes anglo-français, fut interrompue aux cris de : « Vive la république socialiste ! » Et hier, nous avons appris qu'un meeting de 2 000 métallurgistes avait acclamé à Paris la République des Soviets en Russie. En Angleterre, nous voyons que sur les trois partis socialistes [53], un seul, le Parti socialiste indépendant, n'est pas ouvertement l'allié des bolchéviks, tandis que le Parti socialiste britannique et le Parti socialiste ouvrier d'Ecosse se déclarent nettement partisans des bolchéviks. Le bolchévisme commence également à se répandre en Angleterre ; quant aux partis espagnols qui étaient partisans de l'impérialisme anglo-français, où, au début de la guerre, on pouvait trouver un homme ou deux ayant une vague notion de l'internatio-

nalisme, tous saluent maintenant à leur congrès les bolchéviks russes [51]. Le bolchévisme est devenu la théorie et la tactique du prolétariat international dans le monde entier ! (Applaudissements.) Grâce au bolchévisme, le monde entier a vu surgir une révolution socialiste concertée ; grâce à lui, il se produit une scission de fait parmi les socialistes, entre ceux qui sont pour les bolchéviks et ceux qui sont contre les bolchéviks. Grâce au bolchévisme le programme de la fondation d'un Etat prolétarien est à l'ordre du jour. Les ouvriers qui ignoraient ce qui se passe en Russie, ne lisant que des journaux bourgeois bourrés de mensonges et de calomnies, ont commencé à comprendre, en voyant le gouvernement prolétarien remporter victoire après victoire sur les contre-révolutionnaires de l'intérieur, en voyant qu'il n'y a pas d'autre issue à cette guerre que notre tactique, que l'action révolutionnaire de notre gouvernement ouvrier. Mercredi dernier, après avoir manifesté leur indignation à l'égard du kaiser, en essayant de défiler devant son palais, les ouvriers de Berlin se sont ensuite dirigés vers l'ambassade de Russie afin d'exprimer leur solidarité avec les actes du gouvernement russe.

Voilà où en est l'Europe en cette cinquième année de guerre ! Et c'est pourquoi nous disons que jamais nous n'avons été aussi près de la révolution mondiale, que jamais il n'a été aussi évident que le prolétariat russe a instauré son pouvoir et que des millions et des dizaines de millions d'hommes du prolétariat mondial nous suivraient. Voilà pourquoi, je le répète, jamais nous n'avons été aussi près de la révolution internationale, et jamais notre situation n'a été aussi périlleuse, parce que jusqu'ici on n'avait jamais considéré le bolchévisme comme une force mondiale. Il semblait qu'il n'était que la conséquence de la fatigue des soldats russes, qu'il était une explosion de mécontentement des soldats russes épuisés par la guerre ; il semblait que, une fois ce mécontentement passé et la paix instaurée, fût-elle imposée par la violence, tous les efforts déployés pour la création de l'Etat et pour les réformes socialistes seraient étouffés. Tous en étaient convaincus ; mais dès que, sortis de la guerre impérialiste par une paix cruelle s'il en fut, nous avons pris les premières mesures visant à fonder un Etat, dès que nous avons réussi

à donner pratiquement aux paysans le moyen de vivre sans propriétaires fonciers et de prendre position contre les propriétaires fonciers, à les persuader, faits à l'appui, qu'ils édifiaient leur vie sur la terre confisquée, non au profit des koulaks et de nouveaux capitalistes, mais effectivement pour les travailleurs eux-mêmes ; dès que les ouvriers ont vu qu'ils pouvaient organiser leur vie sans les capitalistes, qu'ils pouvaient apprendre cette chose difficile, mais grande, sans laquelle ils ne sauraient jamais échapper à l'exploitation, il est devenu clair pour tout le monde, et il s'est vérifié pratiquement, qu'aucune force, qu'aucune contre-révolution ne pourrait renverser le pouvoir des Soviets.

Il nous a fallu de longs mois pour arriver en Russie à cette conviction. On dit qu'à la campagne, c'est seulement pendant l'été et vers l'automne 1918 que les paysans ont démêlé le sens et la portée de notre révolution. A la ville, cette prise de conscience était acquise depuis longtemps, mais pour qu'elle pénétrât dans chaque district, dans chaque canton perdu, dans chaque village, pour que le paysan vît, non par les livres et les discours, mais par sa propre expérience vécue, que le travailleur, et non le koulak, devait recevoir la terre, et qu'il fallait mener la lutte contre le koulak, le vaincre en s'organisant soi-même, que la vague d'insurrections qui a déferlé dans tout le pays cet été était soutenue par les propriétaires fonciers, les koulaks et les gardes blancs, pour qu'il fît à la sueur de son front, sur son propre dos, l'expérience du pouvoir de l'Assemblée Constituante, pour tout cela il a fallu de longs, de très longs mois ; mais aujourd'hui la campagne est aguerrie et les masses paysannes pauvres qui ne volent pas le labeur d'autrui voient seulement à présent (non dans les livres, qui n'apportent jamais aux masses laborieuses des convictions solides, mais par leur propre expérience) que le pouvoir des Soviets est celui des travailleurs exploités, et que chaque village peut commencer à poser les fondements de la nouvelle Russie, de la Russie socialiste. Il a fallu de longs mois après 1918 pour pouvoir dire avec assurance, en nous appuyant sur les renseignements fournis par des hommes expérimentés, que dans le reste de la Russie également, il n'est pas un coin perdu où l'on ignore ce qu'est

le pouvoir des Soviets et où on ne le défende, car la campagne a vu tout le danger que font peser sur elle les capitalistes et les propriétaires fonciers, combien la transformation socialiste est difficile, mais elle n'a pas pris peur et s'est dit : nous allons entreprendre ce travail avec des dizaines de millions de bras ; en un an, nous avons beaucoup appris et nous apprendrons encore. C'est ce que disent à l'heure actuelle en Russie avec pleine confiance des dizaines et des dizaines de millions d'hommes, en se fondant sur leur propre expérience.

C'est aujourd'hui seulement que la bourgeoisie d'Europe occidentale elle-même, qui jusqu'ici ne prenait pas les bolchéviks au sérieux, voit clairement qu'il est né ici, chez nous, un pouvoir, le seul pouvoir solide, qui est avec les masses laborieuses et qui peut éveiller en elles un héroïsme et une abnégation véritables. Et quand ce pouvoir prolétarien a commencé à contaminer l'Europe, quand il s'est avéré que ce n'était nullement une quelconque particularité de la Russie et que, dans le monde entier, une guerre de quatre ans a provoqué la désagrégation de l'armée, alors qu'on disait auparavant que par suite de son état arriéré et de son manque de préparation, la Russie était seule à voir son armée se débander au début de la quatrième année de guerre, de telles choses seraient-elles possibles dans les pays parlementaires civilisés ?

Or, tout le monde voit aujourd'hui, après quatre années d'une guerre mondiale au cours de laquelle des millions d'hommes ont été massacrés et estropiés pour engraisser les capitalistes, quand les déserteurs se comptent par milliers, que ce phénomène extraordinaire s'observe non seulement en Russie et en Autriche, mais même en Allemagne, avec son ordre tant vanté ; eh bien, maintenant qu'on en est arrivé là, la bourgeoisie du monde entier voit qu'elle doit compter avec un ennemi plus sérieux et elle commence à serrer les rangs; plus nous rapprochions de la révolution prolétarienne internationale, plus la bourgeoisie contre-révolutionnaire serrait les rangs.

Dans certains pays, on continue à vouloir ignorer la révolution, tout comme les ministres de la coalition voulaient ignorer les bolchéviks en Octobre, disant qu'en Russie les choses n'iraient pas assez loin pour que le pouvoir

tombe entre les mains de ces derniers. En France, par exemple, on dit que les bolchéviks sont une bande de traîtres qui vendent leur peuple à l'Allemagne. Les bourgeois français sont plus excusables de parler ainsi que les socialistes-révolutionnaires de gauche, car s'ils sont bourgeois, c'est justement pour dépenser des millions à des inventions mensongères. Mais quand la bourgeoisie française a vu le bolchévisme progresser en France, et qu'elle a vu prendre position en faveur des bolchéviks et de leurs mots d'ordre révolutionnaires même les partis qui n'étaient pas révolutionnaires, alors elle a vu devant elle un ennemi plus menaçant : la faillite de l'impérialisme et la supériorité des ouvriers dans la lutte révolutionnaire. La guerre impérialiste, chacun le sait, fait peser aujourd'hui sur la révolution prolétarienne un danger particulièrement périlleux, car cette révolution grandit de façon inégale, les conditions de la vie politique variant d'un pays à l'autre, le prolétariat étant trop faible dans un pays, alors que dans un autre il est plus fort. Tandis que dans un pays, le groupe dirigeant du prolétariat est faible, ailleurs il arrive que la bourgeoisie réussisse à diviser pour un temps les ouvriers ; c'est ce qui s'est produit en Angleterre et en France. Voilà pourquoi la révolution prolétarienne se développe de façon inégale, et voilà pourquoi la bourgeoisie s'est aperçue que son ennemi le plus fort était le prolétariat révolutionnaire. Elle serre les rangs pour freiner la faillite de l'impérialisme mondial.

Aujourd'hui, la situation a changé pour nous, et les événements se précipitent à une vitesse vertigineuse. Au début, il y avait deux groupes de forbans impérialistes qui cherchaient à s'anéantir mutuellement. Mais maintenant, ces deux groupes ont remarqué, notamment sur l'exemple de l'impérialisme allemand qui se considérait il n'y a pas longtemps comme l'égal de l'Angleterre et de la France, que leur ennemi principal était le prolétariat révolutionnaire. Maintenant que le mouvement révolutionnaire désagrège l'Allemagne de l'intérieur, l'impérialisme anglo-français se considère comme le maître du monde. On est convaincu dans ces pays que l'ennemi principal, c'est les bolchéviks et la révolution mondiale. Plus la révolution progresse, plus la bourgeoisie serre les rangs. C'est pour-

quoi certains d'entre nous, en particulier beaucoup de ceux qui sont issus des larges masses, persuadés à présent qu'ils peuvent vaincre nos contre-révolutionnaires, les cosaques, les officiers et les Tchécoslovaques, estiment que tout est réglé, et ne se rendent pas compte que maintenant cela est insuffisant devant un nouvel ennemi beaucoup plus terrible : l'impérialisme anglo-français. Jusqu'ici, il n'a pas remporté de grands succès en Russie, par exemple lors du débarquement d'Arkhangelsk. Un publiciste français qui éditait un journal appelé *la Victoire* [55] disait qu'il ne suffisait pas à la France de vaincre l'Allemagne, qu'il lui fallait aussi triompher du bolchévisme, et que la campagne contre la Russie était non pas une offensive contre l'Allemagne, mais une campagne contre le prolétariat révolutionnaire bolchévik et contre la contagion qui gagnait le monde entier.

Voilà pourquoi un nouveau danger surgit devant nous, danger qui n'a pas encore pris toute son ampleur, qui n'est pas encore entièrement visible, que les impérialistes anglo-français préparent sournoisement, et dont nous devons prendre plus clairement conscience, afin que les dirigeants fassent pénétrer la conscience de ce danger au cœur des masses. Les Anglais et les Français n'ont guère eu de succès ni en Sibérie ni à Arkhangelsk, — ils ont au contraire subi une série de défaites, — mais maintenant ils tendent leurs efforts pour attaquer la Russie par le sud, soit à partir des Dardanelles, soit de la mer Noire, soit par voie de terre à travers la Bulgarie et la Roumanie. Comme ces gens gardent le secret militaire, nous ne pouvons pas dire où en est la préparation de cette campagne et lequel de ces deux plans est choisi, à moins qu'il n'y en ait un troisième ; c'est là qu'est le danger : nous ne pouvons savoir avec précision. Mais ce que nous savons de la manière la plus précise, c'est que cela se prépare, que la presse de ces pays manque parfois de prudence, qu'un quelconque journaliste annonce tout haut les buts essentiels, faisant ainsi s'évanouir toutes les paroles mensongères sur l'alliance des nations.

Dans les milieux dirigeants allemands, on observe nettement aujourd'hui deux tendances, deux plans de salut, si l'on peut encore parler de salut. Les uns disent : gagnons du temps, faisons traîner les choses jusqu'au printemps,

peut-être sommes-nous encore en état d'opposer une résistance militaire sur une ligne de fortifications ; d'autres cherchent le salut surtout auprès de l'Angleterre et de la France, portent toute leur attention à conclure un accord avec l'Angleterre et la France contre les bolchéviks ; tous leurs efforts tendent à ce but. Et bien que Wilson rejette aujourd'hui brutalement et dédaigneusement la proposition de paix, le parti des capitalistes allemands, qui cherchent à s'entendre avec la Grande-Bretagne, n'en est pas encore pour autant obligé de renoncer à ses plans. Il sait que l'accord peut être parfois tacite, que, s'il rend des services aux capitalistes anglais et français contre les bolchéviks, il en sera peut-être récompensé. Dans la société capitaliste, c'est ainsi, les services se paient. Ces gens se disent : peut-être allons-nous aider les capitalistes anglais et français dans leur entreprise de pillage, et alors, ils nous laisseront une part du butin. Donnant donnant — telle est la morale du monde capitaliste. Et il me semble qu'en prétendant à une certaine part du capital anglo-français ces gens ne se trompent pas, et qu'ils escomptent au moins des milliards. Une partie de ces messieurs comprend ce calcul.

Il n'est pas exclu qu'il existe déjà un marchandage tacite de ce genre entre la bourgeoisie allemande et la bourgeoisie des puissances de l'Entente. Ce qui en fait le fond, c'est que les Anglo-Français disent : nous serons en Ukraine, mais tant que nos troupes d'occupation ne s'y trouvent pas encore, vous autres Allemands, ne retirez pas les vôtres, sinon les ouvriers prendront le pouvoir, et là aussi le pouvoir des Soviets triomphera. Voilà comment ils raisonnent, parce qu'ils comprennent que la bourgeoisie nationale de tous les pays occupés, Finlande, Ukraine, Pologne, sait qu'elle ne pourra se maintenir un seul jour, si les troupes d'occupation allemandes se retirent ; et c'est pourquoi la bourgeoisie de ces pays, qui hier se vendait aux Allemands, faisait des courbettes aux impérialistes allemands et concluait avec eux une alliance contre ses propres ouvriers, comme l'ont fait les menchéviks ukrainiens et les socialistes-révolutionnaires à Tiflis, revend aujourd'hui la patrie à tous. Hier, elle la vendait aux Allemands et maintenant elle la vend aux Anglais et aux Français. Voilà ce qui se passe dans les coulisses, voilà

les transactions qui sont en cours. Voyant que la bourgeoisie anglo-française l'emporte, tous se rangent à ses côtés et préparent des marchés avec l'impérialisme anglo-français contre nous, à nos dépens.

Quand ils disent à leur futur maître, le milliardaire anglo-français, qu'ils se rangent à ses côtés, ils ajoutent : Votre Excellence triomphera des bolchéviks, vous devez nous aider, vu que les Allemands ne nous sauveront pas. Ce complot de la bourgeoisie de tous les pays contre les ouvriers révolutionnaires et les bolchéviks se dessine de plus en plus et se déclare avec impudence. Et notre devoir manifeste est de signaler ce danger aux ouvriers et aux paysans de tous les pays belligérants.

Comme exemple, je prendrai l'Ukraine. Songez à sa situation, songez au comportement que doivent observer les ouvriers et les communistes conscients dans la situation présente. D'un côté, ils voient la révolte contre les impérialistes allemands, contre le terrible pillage de l'Ukraine, et, de l'autre, ils constatent qu'une partie des troupes allemandes, une grande partie, peut-être, s'est retirée. Il leur vient peut-être la pensée de donner libre cours à la haine et à la colère accumulées et d'attaquer les impérialistes allemands sur-le-champ, coûte que coûte. Mais d'autres disent : nous sommes des internationalistes, nous devons nous placer à la fois au point de vue de la Russie et de l'Allemagne ; même sous l'angle de l'Allemagne, nous savons que le pouvoir ne s'y maintiendra pas, nous savons de manière certaine que si la victoire des ouvriers et des paysans en Ukraine marche de pair avec la consolidation du pouvoir en Russie et avec ses progrès, alors non seulement le prolétariat socialiste d'Ukraine vaincra, mais encore il sera invincible ! Ces communistes ukrainiens conscients se disent : nous devons être très prudents ; peut-être, demain, nous faudra-t-il tendre toutes nos forces et jouer notre va-tout au nom de la lutte contre l'impérialisme et contre les armées allemandes. Demain peut-être, mais pas aujourd'hui ; ce que nous savons aujourd'hui, c'est que les troupes des impérialistes allemands se désagrègent d'elles-mêmes. Ils savent que les troupes de Prusse orientale et les armées allemandes éditent des publications révolutionnaires à l'instar des troupes ukrainiennes [56]. En même temps, notre

tâche essentielle est la propagande en faveur du soulèvement de l'Ukraine. Cela, du point de vue de la révolution internationale, mondiale, parce que le maillon principal de cette chaîne est le maillon allemand, parce que la révolution allemande est déjà arrivée à maturité, et que c'est d'elle que dépend avant tout le succès de la révolution mondiale.

Nous veillerons à ce que notre intervention ne nuise pas à leur révolution. Il faut comprendre les changements et le développement de chaque révolution. Dans chaque pays, — nous l'avons vu et nous en avons fait l'expérience, et nous le savons mieux que quiconque — dans chaque pays, la révolution suit sa voie propre ; et ces voies sont si différentes qu'elle peut être retardée d'un an, voire de deux. La révolution mondiale ne marche pas d'un pas assez égal pour que partout, dans tous les pays, on puisse suivre le même chemin, sinon nous aurions déjà triomphé depuis longtemps. Chaque pays doit franchir des étapes politiques déterminées. Nous voyons partout un effort identique de la part des conciliateurs, leurs tentatives de « sauver le peuple opprimé par la bourgeoisie», en collaborant avec la bourgeoisie, comme l'ont fait chez nous Tsérétéli et Tchernov, comme le font en Allemagne les partisans de Scheidemann ; en France ils font la même chose à leur manière. Et maintenant que la révolution touche l'Allemagne, ce pays où le mouvement ouvrier est le plus fort et se distingue par son organisation et sa haute tenue, où les ouvriers ont souffert plus longtemps, mais où, peut-être, ils ont accumulé plus de haine révolutionnaire, et où ils sauront mieux faire justice de leurs ennemis, l'intervention dans ces événements de gens qui ignorent le rythme de croissance de la révolution peut nuire aux communistes conscients qui disent : je veillerai avant tout à rendre ce processus conscient. A cette heure où le soldat allemand est convaincu qu'on l'envoie à la boucherie en lui disant qu'il va défendre la patrie, alors qu'il défend en fait les impérialistes allemands, le moment approche où la révolution allemande éclatera avec une violence et une puissance d'organisation telles qu'elle résoudra une centaine de problèmes internationaux. Voilà pourquoi les communistes ukrainiens conscients disent : nous devons tout donner pour la victoire de la révolution internationale, mais nous devons

nous rendre compte que l'avenir nous appartient et que nous devons marcher du même pas que la révolution allemande.

Voilà les difficultés que je voulais indiquer en citant l'exemple des raisonnements des communistes ukrainiens. Elles se répercutent aussi sur la situation internationale de la Russie des Soviets. Nous devons dire aujourd'hui que le prolétariat international s'est réveillé et qu'il marche à pas de géant, mais notre situation est d'autant plus pénible que notre « allié » d'hier se dresse contre nous, comme contre son principal adversaire. Il vient maintenant se battre non pas contre des armées ennemies, mais contre le bolchévisme international. Maintenant que les troupes de Krasnov se concentrent sur le front sud et que, nous le savons, elles ont reçu des obus des Allemands, maintenant que nous avons démasqué l'impérialisme aux yeux de tous les peuples, ceux qui nous reprochaient la paix de Brest-Litovsk, qui envoyaient Krasnov chez les Allemands prendre des obus pour les lancer contre les ouvriers et les paysans russes, reçoivent aujourd'hui ces munitions des impérialistes anglo-français et, ce faisant, se livrent à des marchandages et vendent la Russie au plus offrant des millionnaires. C'est pourquoi la conviction générale, qui s'est fait jour chez nous, selon laquelle le cap est passé, ne suffit plus. Nous avons de vieux ennemis, mais de surcroît, des forces nouvelles se rassemblent derrière eux aujourd'hui pour leur venir en aide. Nous savons tout cela et nous l'observons. En février ou en mars, il y a en tout six mois de cela, nous n'avions pas d'armée. L'armée ne pouvait pas combattre. L'armée qui avait subi une guerre impérialiste de quatre ans, dans laquelle elle ignorait pourquoi elle se battait, mais sentait confusément qu'elle se battait pour les intérêts des autres, cette armée était en débandade et aucune force au monde ne pouvait la retenir.

Une révolution n'a de valeur que dans la mesure où elle sait se défendre, mais ce n'est pas d'emblée que les révolutions apprennent à se défendre. La révolution a été l'éveil à une vie nouvelle pour des millions d'hommes. En février et en mars, ces millions d'êtres humains ne savaient pas pourquoi ils allaient prolonger cette tuerie à laquelle les poussaient les tsars et les Kérenski, et dont le but n'a été dévoilé qu'en décembre par le gouvernement

bolchévik. Ils ont clairement compris que ce n'était pas leur guerre, et il a fallu près de six mois pour qu'un tournant se produisît. Ce tournant est intervenu ; il modifie la force de la révolution. En février et en mars les masses, épuisées et harassées par une guerre de quatre ans, abandonnaient tout et disaient que la paix était venue ; la guerre a pris fin. Elles n'étaient pas en état de se demander quel était l'enjeu de la guerre. Si ces masses ont instauré aujourd'hui une nouvelle discipline dans l'Armée Rouge, non pas la discipline du bâton et du hobereau, mais la discipline des Soviets de députés ouvriers et paysans ; si elles consentent aujourd'hui les plus grands sacrifices, s'il s'est formé en leur sein une nouvelle cohésion, c'est parce que, pour la première fois, une nouvelle discipline, la discipline socialiste, est née dans la conscience de dizaines de millions d'hommes et grâce à leur expérience, c'est parce qu'est née l'Armée Rouge. Elle est née seulement à l'heure où ces dizaines de millions d'hommes ont vu, par leur propre expérience, qu'ils avaient eux-mêmes jeté bas les propriétaires fonciers et les capitalistes, qu'une nouvelle vie s'édifiait, qu'ils avaient commencé à la construire eux-mêmes, et qu'ils mèneraient à bien cette œuvre eux-mêmes si une invasion ne les en empêchait pas.

Quand les paysans ont aperçu leur principal ennemi et engagé la lutte contre les koulaks des campagnes, quand les ouvriers ont chassé les patrons et se sont mis à monter les usines suivant le principe prolétarien de l'économie nationale, ils ont connu toutes les difficultés de la transformation, mais ils en sont venus à bout ; il a fallu des mois pour organiser le travail. Ces mois se sont écoulés, et le tournant s'est opéré ; le temps est passé où nous étions impuissants, et nous avons marché à pas de géant ; le temps est révolu où nous n'avions pas d'armée, où il n'y avait pas de discipline ; il s'est créé une nouvelle discipline, et des hommes nouveaux sont arrivés à l'armée qui donnent leur vie par milliers.

Cela signifie qu'une nouvelle discipline et une union fraternelle nous ont rééduqués au cours de la lutte sur le front et contre les koulaks à la campagne. Ce tournant que nous vivons a été pénible, mais nous sentons aujourd'hui que notre cause est en bonne voie et que, d'un socialisme

non organisé, d'un socialisme à coups de décrets, nous passons au véritable socialisme. La tâche majeure qui se présente à nous, c'est la bataille contre l'impérialisme, et dans cette bataille nous devons vaincre. Nous montrerons toutes les difficultés et tout le danger de ce combat. Nous savons qu'un revirement s'est produit dans la conscience de l'Armée Rouge. L'Armée Rouge a commencé à vaincre, elle forme des milliers d'officiers issus du rang, qui ont suivi les cours des nouvelles écoles militaires prolétariennes, et des milliers d'autres officiers, qui n'ont pas suivi d'autres cours que l'école cruelle de la guerre. C'est pourquoi nous n'exagérons pas le moins du monde en reconnaissant le danger, mais nous disons aujourd'hui que nous avons une armée ; et cette armée a créé sa discipline, elle est apte au combat. Notre front sud n'est pas un front isolé : c'est un front contre l'impérialisme anglo-français dans son ensemble, contre l'ennemi le plus puissant au monde, mais nous ne le craignons pas, car nous savons que lui-même ne réussira pas à venir à bout de son ennemi intérieur.

Il y a trois mois, on se moquait quand nous disions qu'une révolution pouvait éclater en Allemagne ; on nous disait que seuls ces demi-fous de bolchéviks pouvaient croire à une révolution allemande. Non seulement toute la bourgeoisie mais aussi les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires de gauche tenaient les bolchéviks pour des traîtres à la patrie et affirmaient qu'il ne pouvait pas y avoir de révolution en Allemagne. Mais nous savions que notre aide y était nécessaire, et que cette aide impliquait un sacrifice total, voire les conditions de paix les plus dures. Il y a quelques mois, on nous disait cela et on nous le prouvait ; mais en quelques mois, l'Allemagne, ce puissant empire, s'est transformée en arbre pourri. La force qui l'a détruite agit aussi en Amérique et en Angleterre; elle est encore insuffisante, mais à chaque pas que les Anglo-Français tenteront de faire en Russie, pour occuper l'Ukraine comme l'avaient fait les Allemands, à chaque pas, cette force émergera toujours davantage et sera plus terrible encore que la grippe espagnole.

Voilà pourquoi, camarades, la tâche essentielle de chaque ouvrier conscient est aujourd'hui, je le répète, de ne rien cacher aux larges masses qui peuvent ne pas connaître

toute la gravité de la situation, mais au contraire de leur révéler toute la vérité. Les ouvriers sont assez mûrs pour connaître cette vérité. Nous devons vaincre non seulement les gardes blancs, mais encore l'impérialisme mondial. Nous devons vaincre cet ennemi et nous le vaincrons, et non seulement lui, mais un ennemi encore plus redoutable. A cet effet, ce qui nous est le plus nécessaire, c'est l'Armée Rouge. Que chaque organisation de la Russie des Soviets ne cesse de mettre au premier plan la question de l'armée. A l'heure actuelle, à l'heure où tout s'est affirmé, c'est la question de la guerre, du renforcement de l'armée qui se trouve au premier plan. Nous avons la certitude absolue que nous viendrons à bout de la contre-révolution. Nous savons que nous avons des forces, mais nous savons aussi que l'impérialisme anglo-français est plus puissant que nous, et nous voulons que les masses ouvrières en aient nettement conscience. Nous disons : il faut décupler nos forces militaires et même davantage ; il faut dire que la discipline doit encore se raffermir ; il importe que les vrais dirigeants, conscients, éclairés et organisés, apportent dix fois plus d'attention et de soins à cette question ; et alors, la montée de la révolution internationale ne sera pas limitée aux pays qui ont déjà essuyé une défaite. Désormais, la révolution commence déjà dans les pays vainqueurs. Nos forces doivent s'accroître de jour en jour et ce progrès constant est pour nous comme auparavant la caution principale, la caution absolue que le socialisme international triomphera ! (Le discours du camarade Lénine est maintes fois interrompu par de vifs applaudissements qui se transforment en ovation. Toute l'assistance se lève et salue le guide de la révolution mondiale.)

Comptes rendus de presse publiés le 23 octobre 1918 dans la « Pravda » n° 229, et dans les « Izvestia du Comité exécutif central de Russie » n° 231
Publié intégralement en 1919 dans le livre : « La 5e législature du Comité exécutif central de Russie. Compte rendu sténographique ». Moscou

Conforme au compte rendu sténographique, collationné sur le sténogramme et sur les textes des journaux

RESOLUTION ADOPTEE A LA SEANCE COMMUNE DU COMITE EXECUTIF CENTRAL DE RUSSIE, DU SOVIET DE MOSCOU, DES COMITES DE FABRIQUES ET D'USINES, ET DES SYNDICATS LE 22 OCTOBRE 1918

Le mouvement révolutionnaire des masses prolétariennes et de la paysannerie contre la guerre impérialiste a remporté ces derniers temps d'énormes succès dans tous les pays, notamment dans les Balkans, en Autriche et en Allemagne. Mais ce sont précisément ces progrès qui ont provoqué au sein de la bourgeoisie internationale, à la tête de laquelle se trouvent maintenant la bourgeoisie anglo-américaine et la bourgeoisie française, une fureur particulière et une tendance à s'organiser d'urgence en une force contre-révolutionnaire afin d'écraser la révolution et, au premier chef, son principal foyer à l'heure actuelle, le pouvoir des Soviets en Russie.

La bourgeoisie allemande et le gouvernement allemand, battus dans la guerre et menacés à l'intérieur par un puissant mouvement révolutionnaire, se démènent en quête du salut. Dans les cercles dirigeants d'Allemagne, certains espèrent encore gagner du temps jusqu'à l'hiver par des atermoiements et préparer la défense militaire du pays sur une nouvelle ligne d'ouvrages fortifiés. D'autres cherchent fébrilement une entente avec la bourgeoisie anglo-française contre le prolétariat révolutionnaire et les bolchéviks. Mais comme ils se heurtent à l'attitude fort peu conciliante des vainqueurs, les impérialistes anglo-français, ils cherchent à les intimider en agitant l'épouvantail du bolchévisme, et à s'en faire bien venir en leur rendant des

services contre les bolchéviks, contre la révolution prolétarienne.

La bourgeoisie des pays soumis à l'Allemagne ou des pays qu'elle occupe cherche avec plus de zèle encore un accord avec l'Entente, surtout dans les cas où, comme par exemple en Finlande, en Ukraine, etc., elle se rend compte de l'impossibilité absolue de maintenir son pouvoir sur les masses laborieuses exploitées sans le secours des baïonnettes étrangères.

Le résultat, c'est qu'il se crée pour le pouvoir des Soviets une situation originale : d'une part, nous n'avons jamais été aussi près qu'aujourd'hui de la révolution prolétarienne internationale ; d'autre part, nous n'avons jamais été dans une situation aussi périlleuse qu'aujourd'hui. Il n'y a plus deux groupes de bêtes de proie impérialistes, de force à peu près égale, qui se dévorent et s'affaiblissent l'un l'autre. Il reste un groupe de vainqueurs, les impérialistes anglo-français, qui s'apprête à partager le monde entier entre les capitalistes ; il se donne pour tâche de renverser à tout prix le pouvoir des Soviets en Russie et de le remplacer par celui de la bourgeoisie ; il se prépare à présent à attaquer la Russie au sud, par exemple par les Dardanelles et la mer Noire, ou en passant par la Bulgarie et la Roumanie ; une partie au moins des impérialistes anglo-français espère sans doute que le gouvernement allemand, par une entente déclarée ou tacite avec eux, ne commencera à retirer ses troupes d'Ukraine qu'au fur et à mesure que les troupes anglo-françaises l'occuperont, afin de ne pas permettre la victoire, inévitable autrement, des ouvriers et des paysans ukrainiens et la formation d'un gouvernement ouvrier et paysan en Ukraine.

Ce n'est pas partout, ni au plus profond d'elles-mêmes, que les larges masses ouvrières et paysannes se rendent compte qu'il se prépare contre nous, derrière le dos des contre-révolutionnaires de Krasnov et des gardes blancs, un assaut infiniment plus dangereux, celui de la bourgeoisie contre-révolutionnaire internationale, des bourgeoisies anglo-américaine et française, en premier lieu. Nous devons porter inlassablement cette conscience dans les masses, nous devons absolument prêter l'attention la plus vive au renforcement du front sud, à la création et à l'équi-

pement d'une Armée Rouge infiniment plus puissante que celle d'aujourd'hui. Chaque organisation ouvrière, chaque union de paysans pauvres, chaque institution soviétique doit sans cesse mettre au premier rang la question du renforcement de l'armée, doit examiner encore et toujours la question de savoir si nous avons fait assez, et les mesures que nous pouvons et devons prendre.

Un changement évident s'est opéré dans l'état d'esprit des masses ouvrières et paysannes. L'extrême lassitude de la guerre a été surmontée par les masses. L'armée se crée, elle est déjà créée. Une nouvelle discipline est née, la discipline communiste, discipline consciente, discipline des travailleurs. Et ce fait nous donne toutes les raisons d'espérer fermement que nous pouvons sauvegarder et que nous sauvegarderons la patrie socialiste et assurerons la victoire de la révolution prolétarienne internationale.

« Izvestia du Comité exécutif central de Russie » n° 231, le 23 octobre 1918

Conforme au manuscrit

DISCOURS PRONONCE A LA MANIFESTATION EN L'HONNEUR DE LA REVOLUTION AUSTRO-HONGROISE LE 3 NOVEMBRE 1918

BREF COMPTE RENDU DE PRESSE

(Tempête d'applaudissements.) Les événements nous montrent que les souffrances du peuple n'ont pas été vaines.

Nous ne luttons pas seulement contre le capitalisme russe. Nous luttons contre le capitalisme de tous les pays, contre le capitalisme du monde entier, pour la liberté de tous les ouvriers.

S'il nous a été difficile de combattre la famine et les ennemis, en revanche nous voyons aujourd'hui que nous avons des millions d'alliés.

Ce sont les ouvriers d'Autriche, de Hongrie et d'Allemagne. A l'heure où nous sommes réunis ici, Friedrich Adler, libéré de prison, fait probablement route vers Vienne. Sur les places de Vienne, on célèbre vraisemblablement le premier jour de la révolution ouvrière autrichienne.

Le temps est déjà proche où on célébrera partout le premier jour de la révolution mondiale.

Nous n'avons pas travaillé et souffert en vain. La révolution mondiale internationale vaincra !

Vive la révolution prolétarienne internationale ! (Tempête d'applaudissements.)

« Pravda » n° 240, le 5 novembre 1918

Conforme au texte du journal « Pravda »

DISCOURS PRONONCE A LA SEANCE SOLENNELLE DU CONSEIL CENTRAL DES SYNDICATS DE RUSSIE ET DU CONSEIL DES SYNDICATS DE MOSCOU LE 6 NOVEMBRE 1918[57]

COMPTE RENDU DE PRESSE

(Les assistants se lèvent et saluent le camarade Lénine d'applaudissements vifs et prolongés.) Nous nous réunissons aujourd'hui, commence le camarade Lénine, à des dizaines et des centaines de meetings pour célébrer l'anniversaire de la Révolution d'Octobre. Pour ceux qui participent depuis longtemps au mouvement ouvrier, qui ont naguère été en liaison avec les masses ouvrières, qui ont été en contact étroit avec l'usine et la fabrique, pour ceux-là il est clair que l'année écoulée a été une année de véritable dictature du prolétariat. Cette notion était auparavant une formule livresque et énigmatique, un assemblage de mots difficiles à saisir. Les intellectuels en cherchaient l'explication dans des ouvrages savants qui pourtant ne leur offraient qu'une idée fort confuse de ce qu'est la dictature du prolétariat. Notre mérite essentiel a consisté, au cours de l'année écoulée, à traduire ces termes obscurs en une langue russe très claire. La classe ouvrière ne s'est pas occupée, au cours de l'année écoulée, de ratiocinations mais elle a, en fait, forgé la dictature du prolétariat et l'a mise en œuvre, malgré l'émoi des intellectuels.

En Occident, le capitalisme continuait à régner. Désormais, là aussi le temps des grandes révolutions est venu. Désormais, l'ouvrier d'Europe occidentale, lui aussi, approche de la dure époque de transition du capitalisme au socialisme. Il doit, comme nous, briser tout l'ancien appareil et en construire un nouveau.

Nous n'avons pas pu profiter de tout le trésor d'expérience, de connaissances, de culture technique des intellectuels bourgeois. La bourgeoisie persiflait les bolchéviks, affirmant que le pouvoir des Soviets se maintiendrait à peine deux semaines et, pour cette raison, elle a non seulement refusé de poursuivre son travail, mais partout où elle l'a pu, par tous les moyens qui lui étaient accessibles, elle s'est opposée au mouvement nouveau, à l'édification nouvelle qui démolissait l'ancien régime.

La résistance de la bourgeoisie est encore loin d'avoir disparu. Son irritation grandit de jour en jour et d'autant plus vite que nous approchons davantage de la fin du vieux monde capitaliste.

Dans la situation internationale actuelle, à l'heure où le bolchévisme se renforce, prend des dimensions mondiales, la coalition des impérialistes de tout poil peut se ruer sur la République des Soviets, et l'opposition de la bourgeoisie, de nationale qu'elle était, deviendra internationale.

L'Allemagne, vous le savez, a expulsé de Berlin notre ambassadeur, alléguant la propagande révolutionnaire de notre représentant en Allemagne. Le gouvernement allemand, paraît-il, ignorait jusque-là que notre ambassade apportait la contagion révolutionnaire. Mais si naguère l'Allemagne gardait le silence sur ce point, c'est parce qu'elle était encore forte et ne nous craignait pas. Alors qu'aujourd'hui, après la débâcle militaire, nous sommes devenus redoutables pour elle. Les généraux et les capitalistes allemands se tournent vers les alliés et leur disent : vous nous avez vaincus, c'est vrai, mais ne vous laissez pas trop emporter dans les épreuves que vous nous imposez, car nous sommes, vous et nous, menacés par le bolchévisme mondial que nous pouvons vous aider à combattre.

Il est fort possible que les alliés impérialistes s'unissent à l'impérialisme allemand, si naturellement ce dernier est encore debout à ce moment-là, pour une campagne

commune contre la Russie. Aussi, le danger qui nous a menacés au cours de toute l'année écoulée est-il particulièrement grave à présent. Mais aujourd'hui, nous ne sommes pas seuls. Aujourd'hui, nous avons pour amis les peuples qui se sont déjà révoltés dans certains pays et ceux qui se révoltent ailleurs, et qui persuadent assez concrètement leurs gouvernements de leur répugnance à continuer le combat en vue de conquêtes et de rapines. Mais, bien que de nouvelles périodes très périlleuses nous attendent, nous pousserons encore plus loin notre édification socialiste. L'expérience du passé nous aidera à éviter les erreurs et nous donnera de nouvelles forces pour poursuivre notre travail.

Le rôle des syndicats dans la mise en place du nouvel appareil a été immense. La classe ouvrière a montré qu'elle savait organiser l'industrie sans les intellectuels et sans les capitalistes. Beaucoup de choses ont été faites, mais il reste encore beaucoup à faire. Allez hardiment de l'avant, camarades, sur la voie que nous avons suivie jusqu'ici, attirez sans cesse de nouvelles masses au travail ! Donnez à tous, aux ouvriers même illettrés, inexpérimentés, ignorants, mais liés à la masse et qui désirent sincèrement que le nouveau régime se consolide, donnez-leur à tous, aux membres du parti comme aux sans-parti, la possibilité de travailler et d'étudier dans le nouvel Etat prolétarien, de diriger et de créer des richesses.

Le prolétariat international se soulèvera, renversera partout le capitalisme et mènera à bonne fin notre œuvre jusqu'à la victoire totale du socialisme ! (Vifs applaudissements.)

« Izvestia du Comité exécutif central de Russie » n° 244, le 9 novembre 1918

Conforme au texte des « Izvestia du Comité exécutif central de Russie »

LE VI[e] CONGRES EXTRAORDINAIRE DE RUSSIE DES SOVIETS DE DÉPUTES OUVRIERS, PAYSANS, COSAQUES ET DES SOLDATS DE L'ARMÉE ROUGE[58]

6-9 NOVEMBRE 1918

1

DISCOURS SUR L'ANNIVERSAIRE DE LA REVOLUTION LE 6 NOVEMBRE 1918

(L'apparition du camarade Léninе est saluée par une longue ovation. Tous se lèvent.) Camarades, nous célébrons l'anniversaire de notre révolution à l'heure où le mouvement ouvrier international voit s'accomplir les événements les plus grandioses, à l'heure où, même pour les plus sceptiques et les plus incrédules des éléments de la classe ouvrière et des masses laborieuses, il est devenu évident que la guerre mondiale ne s'achèvera ni par les accords ni par les actes de violence de l'ancien gouvernement et de l'ancienne classe dominante, la bourgeoisie ; la guerre entraîne non seulement la Russie mais le monde entier vers la révolution prolétarienne mondiale, vers la victoire des ouvriers sur le capital qui a inondé la terre de sang, et elle montre, après toutes les violences et toutes les atrocités de l'impérialisme allemand, que l'impérialisme anglo-français pratique la même politique, avec le soutien de l'Autriche et de l'Allemagne.

En ce jour où nous célébrons l'anniversaire de la révolution, il convient de jeter un regard en arrière sur le chemin parcouru. Nous avons dû commencer notre révolution dans des conditions extrêmement difficiles, qu'aucune révolution ouvrière à venir ne connaîtra jamais ; et c'est pourquoi il est particulièrement important d'essayer de jeter un regard sur le chemin que nous avons parcouru, de voir où nous en sommes arrivés en ce laps de temps, et dans quelle mesure nous nous sommes préparés, au cours de cette année, à notre tâche essentielle et véritable, à notre tâche majeure et décisive. Nous devons être une partie des détachements, une unité de l'armée prolétarienne et socialiste

mondiale. Nous nous sommes toujours rendu compte que si nous avons dû commencer la révolution, engendrée par la lutte mondiale, ce n'était nullement en vertu de quelconques mérites du prolétariat russe, ou parce qu'il était en avance sur les autres ; au contraire, c'est seulement à cause d'une faiblesse particulière, de l'état arriéré du capitalisme et de circonstances militaires et stratégiques particulièrement contraignantes, que nous avons dû, au cours des événements, nous placer à la tête des autres détachements, sans attendre que ceux-ci se lèvent et se mettent en marche. Nous dressons le bilan pour savoir dans quelle mesure nous sommes préparés à aller aux combats qui nous attendent à présent dans notre révolution qui vient.

Eh bien, camarades, quand nous nous demandons ce que nous avons accompli sur une grande échelle, au cours de cette année, nous devons dire que nous avons réalisé ceci: partis du contrôle ouvrier, ce premier pas de la classe ouvrière, devenus maîtres de toutes les ressources du pays, nous avons abordé de près l'organisation de la direction ouvrière de l'industrie ; partis de la lutte générale des paysans pour la terre, de la lutte des paysans contre les propriétaires fonciers, d'une lutte qui portait un caractère démocratique bourgeois à l'échelle de la nation, nous avons fait en sorte que les éléments prolétariens et semi-prolétariens de la campagne, ceux qui travaillent le plus, ceux qu'on exploite, se différencient du reste, qu'ils se mettent à bâtir une vie nouvelle ; la fraction la plus opprimée des campagnes est entrée dans une lutte à mort contre la bourgeoisie, et notamment, contre sa propre bourgeoisie rurale, les koulaks.

D'autre part, après les premiers pas de l'organisation des Soviets, nous voyons, comme le faisait à juste titre remarquer le camarade Sverdlov en ouvrant le congrès, qu'il n'est pas un coin perdu de Russie où l'organisation des Soviets ne se soit solidement implantée et ne forme partie intégrante de la Constitution soviétique, élaborée sur la base de la longue expérience de la lutte de tous les travailleurs et de tous les opprimés.

Nous qui étions totalement impuissants à nous défendre, après ces quatre années de guerre qui avaient laissé dans les masses opprimées non seulement la haine, mais aussi le dégoût, une terrible lassitude, un épuisement, ce

qui imposait à la révolution la période la plus dure, la plus pénible, alors que nous étions sans défense devant les coups de l'impérialisme allemand et autrichien, nous qui étions sans défense, nous avons aujourd'hui la puissante Armée Rouge. Enfin, et c'est là l'essentiel, nous sommes sortis de l'isolement international dont nous avons souffert en Octobre comme au début de cette année : notre unique mais solide allié, — les travailleurs et les opprimés de tous les pays, — s'est enfin soulevé, les chefs du prolétariat d'Europe occidentale, comme Liebknecht et Adler, qui ont payé par de longs mois de bagne leurs tentatives hardies, héroïques, d'élever la voix contre la guerre impérialiste, ces chefs, nous les voyons en liberté, parce que la révolution ouvrière de Berlin et de Vienne, qui grandit non pas de jour en jour, mais d'heure en heure, a imposé leur libération. Au lieu d'être isolés, nous sommes la main dans la main, épaule contre épaule, avèc nos alliés internationaux. Voilà l'essentiel de ce que nous avons obtenu au cours de l'année. Je me permettrai de faire une courte halte sur ce chemin, de m'arrêter un moment sur cette période de transition.

Camarades, au début, notre mot d'ordre était le contrôle ouvrier. Nous disions : malgré toutes les promesses du gouvernement Kérenski, le capital continue à saboter la production du pays, la ruinant de plus en plus. Nous voyons aujourd'hui que l'on allait au désastre, et la première mesure, obligatoire pour tout gouvernement ouvrier, socialiste, doit être le contrôle ouvrier. Nous n'avons pas décrété le socialisme d'emblée dans toute notre industrie, parce qu'il ne peut s'établir et se consolider que le jour où la classe ouvrière a appris à diriger, et que les masses ouvrières ont affermi leur autorité. Sans cela, le socialisme n'est qu'un vœu pieux. C'est pourquoi nous avons institué le contrôle ouvrier, sachant que c'était une mesure contradictoire, imparfaite, mais il est nécessaire que les ouvriers s'attellent eux-mêmes à la tâche grandiose de l'édification industrielle dans un immense pays sans exploiteurs, contre les exploiteurs ; et, camarades, quiconque a pris part à cette œuvre, directement ou même indirectement, quiconque a connu toute l'oppression et toute la férocité de l'ancien régime capitaliste, a appris énormément. Nous savons que

nous avons obtenu peu de chose. Nous savons que, dans un pays des plus arriérés et des plus éprouvés, où tant de barrières et d'obstacles étaient dressés devant la classe ouvrière, celle-ci a besoin d'un long délai pour apprendre à gérer l'industrie. Le plus important et le plus précieux à nos yeux, c'est que les ouvriers eux-mêmes aient pris en main cette gestion, et que le contrôle ouvrier, qui devait demeurer chaotique, morcelé, artisanal, incomplet dans les branches clés de l'industrie, ait cédé la place à la gestion ouvrière de l'industrie à l'échelle du pays tout entier.

La situation des syndicats s'est modifiée. Leur tâche majeure est maintenant de promouvoir leurs délégués dans tous les comités de direction, dans tous les organismes centraux, dans toutes les organisations nouvelles, qui avaient hérité du capitalisme une industrie ruinée, délibérément sabotée, et qui se sont mises à l'œuvre sans recourir à l'aide de ces intellectuels qui, dès le début, se proposaient d'utiliser les connaissances et l'instruction supérieure, fruit des trésors de la science accumulés par l'humanité, pour saper la cause du socialisme, et non pour aider les masses à construire une économie nationale, sociale, sans exploiteurs. Ces gens entendaient se servir du savoir pour mettre des bâtons dans les roues, pour gêner les ouvriers les moins préparés à ce travail et qui s'attelaient à cette tâche administrative ; mais nous pouvons dire que l'obstacle principal est surmonté. Cela a été d'une difficulté extraordinaire. Le sabotage auquel se livraient les éléments qui gravitent autour de la bourgeoisie est brisé. En dépit d'entraves considérables, les ouvriers sont parvenus à faire ce pas décisif, qui a posé les fondements du socialisme. Nous n'exagérons pas le moins du monde et nous ne craignons pas de dire la vérité. Oui, ce que nous avons fait est peu de chose si l'on considère le but à atteindre, mais c'est beaucoup et plus encore si on se place au point de vue de la consolidation des fondations. Lorsqu'on parle du socialisme et de l'édification consciente de ses bases dans les masses les plus larges, il ne faut pas entendre par là qu'elles ont pris des brochures et qu'elles les ont lues ; non, la conscience consiste ici en ce que les masses ont entrepris une tâche d'une difficulté extraordinaire avec une énergie particulière, de leurs propres mains, en accumulant les erreurs par milliers

et elles ont souffert elles-mêmes de chacune de ces fautes qui les ont aguerries, forgées dans l'organisation de la gestion de l'industrie, qui est mise sur pied aujourd'hui et qui repose sur des fondations solides. Elles ont mené leur travail à bonne fin. Désormais, cette œuvre ne se fera plus de la même façon. A présent c'est toute la masse ouvrière, et non plus seulement les chefs et les ouvriers d'avant-garde, mais réellement les couches les plus larges qui savent qu'elles construisent elles-mêmes le socialisme, de leurs propres mains, qu'elles en ont posé les fondations, et qu'aucune force à l'intérieur du pays ne les empêchera de mener cette tâche jusqu'au bout.

Si, dans l'industrie, nous avons rencontré de si grandes difficultés, si nous avons dû parcourir ce chemin, qui a pu sembler long à beaucoup, quoique court en réalité, pour passer du contrôle ouvrier à la gestion ouvrière, le travail préparatoire qu'il nous a fallu accomplir à la campagne, plus arriérée, a été bien plus considérable. Qui a observé la vie à la campagne, qui a été en contact avec les masses paysannes dira que la Révolution d'Octobre des villes n'a été pour les villages une véritable Révolution d'Octobre qu'en été et en automne 1918. Et ici, camarades, lorsque le prolétariat de Pétrograd et les soldats de la garnison de Pétrograd s'emparaient du pouvoir, ils savaient parfaitement que pour construire le socialisme à la campagne, on se heurterait à de grandes difficultés, qu'il faudrait procéder plus progressivement, que tenter d'instaurer à coups de décrets, de lois, le travail collectif de la terre serait une stupidité de première grandeur, qu'un nombre insignifiant de paysans conscients y consentiraient, mais que l'énorme majorité ne se posait pas cette tâche. Et c'est pourquoi nous nous sommes bornés à ce qui était absolument indispensable dans l'intérêt du développement de la révolution : ne devancer en aucun cas l'évolution des masses, mais attendre que de leur propre expérience, de leur propre lutte, naisse un mouvement en avant. En Octobre, nous nous sommes bornés à balayer d'un seul coup l'ennemi séculaire des paysans, le propriétaire foncier féodal, le seigneur terrien. C'était la lutte générale des paysans. Il n'y avait pas alors de démarcation au sein de la paysannerie entre le prolétariat, le semi-prolétariat, la partie

la plus pauvre de la paysannerie et la bourgeoisie. Nous autres, socialistes, savions que sans cette lutte, il n'y a pas de socialisme, mais nous savions aussi qu'il ne suffisait pas que nous le sachions, qu'il était indispensable que cette certitude gagnât des millions d'hommes, non par la propagande, mais par l'expérience personnelle de ces millions d'hommes eux-mêmes ; et c'est pourquoi, dès l'instant où la paysannerie dans son ensemble ne se représentait la révolution que fondée sur les principes d'une jouissance égalitaire de la terre, nous avons déclaré ouvertement, dans notre décret du 26 octobre 1917, que nous prenions pour base le décret paysan sur la terre *.

Nous avons dit franchement que ce mandat ne correspondait pas à nos conceptions, que ce n'était pas le communisme, mais nous n'avons pas imposé à la paysannerie ce qui était conforme seulement à notre programme et non à ses vues. Nous avons déclaré que nous marcherions avec eux, comme avec des compagnons de travail, persuadés que le cours de la révolution les amènerait à la même position que celle où nous avions été nous-mêmes conduits ; et il en est résulté ce mouvement paysan que nous voyons aujourd'hui. La réforme agraire a commencé par cette socialisation de la terre à laquelle nous avions nous-mêmes apporté nos suffrages, tout en disant franchement qu'elle ne répondait pas à nos conceptions, sachant qu'une énorme majorité partageait l'idée de la jouissance égalitaire de la terre, et ne voulant rien lui imposer, tout en attendant que la paysannerie dépasse elle-même cette étape pour aller de l'avant. Notre attente a été couronnée de succès, et nous avons su préparer nos forces.

La loi que nous avions alors adoptée repose sur des principes démocratiques généraux, sur ce qui unit le paysan riche, le koulak, au paysan pauvre : la haine du propriétaire foncier, l'idée générale d'égalité qui était, sans conteste, une idée révolutionnaire dirigée contre l'ancien régime monarchique ; nous devions passer après cette loi à une différenciation au sein de la paysannerie. Nous avons publié la loi sur la socialisation de la terre d'un commun accord. Elle a été adoptée à l'unanimité à la fois par nous

* Voir V. Lénine, Œuvres, t. 26, pp. 266-268. (*N. R.*)

et par ceux qui ne partageaient pas les opinions des bolchéviks. Quand il s'est agi de trancher la question de savoir : qui devait posséder la terre, nous avons donné, en l'occurrence, la première place aux communes agricoles. Nous avons laissé la voie libre au développement de l'agriculture selon les principes socialistes, sachant fort bien qu'elle n'était pas à même alors, en octobre 1917, de s'engager dans cette voie. Grâce à notre travail de préparation, nous avons fait un pas de géant, d'une portée historique, que n'avait encore accompli aucun des Etats républicains les plus démocratiques. Au cours de cet été, ce pas a été franchi par toute la masse de la paysannerie, même dans les villages russes les plus reculés. Lorsqu'on en fut arrivé à la désorganisation du ravitaillement, à la famine, lorsque à cause de l'héritage du passé et de la maudite guerre de quatre ans, la région la plus riche en blé nous eut été arrachée par la contre-révolution et la guerre civile, lorsque cette situation eut atteint son point culminant et que la faim eut menacé les villes, c'est alors que l'unique rempart, le plus fidèle et solide, de notre pouvoir, l'avant-garde ouvrière des villes et centres industriels, alla, les rangs serrés, dans les campagnes. Ce sont des calomniateurs, ceux qui disent que les ouvriers y sont allés pour opposer les ouvriers et les paysans dans une lutte armée. Cette calomnie est démentie par les événements.. Ils se sont mis en marche pour riposter aux éléments exploiteurs de la campagne, les koulaks, qui ramassaient des richesses fabuleuses en spéculant sur le blé, alors que le peuple mourait de faim. Ils sont allés aider les travailleurs pauvres, la majorité de la population des campagnes ; et qu'ils ne soient pas intervenus en vain, qu'ils aient tendu une main fraternelle, que ce travail de préparation ait gagné la masse, la crise de juillet, lorsque la vague de soulèvements des koulaks eut déferlé sur toute la Russie, le démontra pleinement. La crise de juillet s'est terminée par la levée générale dans les campagnes des éléments travailleurs exploités, côte à côte avec le prolétariat des villes. Aujourd'hui, le camarade Zinoviev m'a informé par téléphone qu'à Pétrograd le Congrès régional des comités de paysans pauvres réunissait 18 000 participants, et qu'il y régnait un enthousiasme et une exaltation extraordinaire [59]. A mesure que les événements qui se

déroulent dans toute la Russie revêtent une forme plus concrète, une fois que les paysans pauvres se sont soulevés, ils ont fait eux-mêmes l'expérience de la lutte contre les koulaks ; ils ont vu que pour assurer le ravitaillement des villes, pour restaurer l'échange des marchandises sans lequel la campagne ne saurait vivre, on ne devait pas marcher avec la bourgeoisie rurale, avec les koulaks. Il faut s'organiser séparément. Et nous avons franchi désormais la première étape, une étape primordiale, de la révolution socialiste à la campagne. En Octobre, nous ne pouvions le faire. Nous avons compris à quel moment nous pouvions aller aux masses, et à l'heure actuelle, voici ce que nous avons obtenu : la révolution socialiste a commencé à la campagne et il n'y a pas un seul coin perdu où on ne sache que les richards et les koulaks, s'ils spéculent sur le blé, envisagent les événements d'un point de vue périmé, dépassé.

Et voici que l'exploitation rurale, que les paysans pauvres, en serrant les rangs autour de leurs chefs, les ouvriers des villes, donnent aujourd'hui seulement une base solide et définitive à l'édification véritablement socialiste. C'est seulement aujourd'hui que la construction socialiste commencera dans les villages. C'est seulement aujourd'hui que se forment les Soviets et les exploitations qui s'efforcent d'organiser méthodiquement le travail collectif de la terre sur une large échelle, de mettre à contribution les connaissances, la science et la technique, sachant bien que dans le cadre de l'ancien régime, réactionnaire et ignorant, la culture humaine, fût-elle simple et élémentaire, est impossible. Dans ce domaine, le travail est encore plus difficile que dans l'industrie. Bien plus d'erreurs sont commises par nos comités et les Soviets locaux. Leurs erreurs sont autant de leçons. Nous ne craignons pas les erreurs quand elles sont commises par des masses qui ont une attitude consciente envers le travail d'édification, car nous ne comptons que sur l'expérience personnelle et sur l'action personnelle.

Et ce grand tournant, qui nous a conduits dans un laps de temps si court au socialisme à la campagne, montre que cette lutte a été couronnée de succès. C'est ce que prouve de la façon la plus frappante l'Armée Rouge. Vous savez quelle était notre situation pendant la guerre impérialiste

mondiale, à l'heure où la Russie était dans un état tel que les masses populaires ne pouvaient le supporter. Nous savons que nous étions dans une situation désespérée. Nous avons dit franchement toute la vérité à la masse ouvrière. Nous avons dénoncé les traités secrets impérialistes, fruits d'une politique qui est le principal instrument de la duperie, et qui aujourd'hui en Amérique — la république démocratique la plus avancée de l'impérialisme bourgeois, — trompe les masses plus que jamais, les mène par le bout du nez. Quand le caractère impérialiste de la guerre est devenu évident aux yeux de tous, le seul pays à rompre avec la politique extérieure secrète de la bourgeoisie a été la République russe des Soviets. Elle a dénoncé les accords secrets et a dit, par la bouche du camarade Trotski, en s'adressant à tous les pays du monde : nous vous appelons à mettre fin à cette guerre démocratiquement, sans annexions et sans indemnités de guerre, et nous disons ouvertement et fièrement cette vérité amère, mais vérité néanmoins, que, pour terminer cette guerre, il faut la révolution contre les gouvernements bourgeois. Notre voix est demeurée solitaire. Nous avons dû payer tout cela d'une paix incroyablement dure et atroce, imposée de force par le traité de Brest-Litovsk qui a semé l'accablement et le désespoir parmi nombre de nos sympathisants. C'est que nous étions seuls. Mais nous avons rempli notre devoir, nous avons dit les premiers : voilà les buts de la guerre ! Et si l'avalanche de l'impérialisme allemand s'est abattue sur nous, c'est parce qu'il fallait un grand laps de temps pour que nos ouvriers et nos paysans parviennent à s'organiser solidement. Nous n'avions pas d'armée alors ; nous avions l'ancienne armée désorganisée des impérialistes, qu'on avait jetée dans la guerre pour des buts qui n'étaient pas ceux des soldats et qui ne les touchaient pas. Et c'est alors que nous avons dû connaître une période de dures épreuves : celle où les masses devaient se reposer de la douloureuse guerre impérialiste et prendre conscience qu'une guerre nouvelle commençait. Nous sommes en droit d'appeler nôtre la guerre entreprise pour défendre notre révolution socialiste. Il fallait que des millions et des dizaines de millions d'hommes le comprennent, par leur propre expérience. Il a fallu des mois pour cela. Cette conscience s'est frayé un chemin long et ardu.

Mais cet été, il est devenu clair pour tous qu'elle a enfin percé, qu'un tournant s'était produit : pour que l'armée issue de la masse populaire, l'armée qui fait le sacrifice de soi, qui, après quatre années d'un massacre sanglant, repart à la guerre, pour qu'elle défende la République des Soviets, il fallait, dans notre pays, que la lassitude et le désespoir des masses qui allaient à la guerre aient fait place à la claire conscience de marcher à la mort vraiment pour leur propre cause, pour les Soviets d'ouvriers et de paysans, pour la république socialiste. C'est chose faite.

Les victoires que nous avons remportées cet été sur les Tchécoslovaques, celles qu'on nous annonce, et qui sont d'une très grande envergure, montrent qu'un revirement s'est opéré et que la tâche extrêmement malaisée, celle d'une organisation socialiste consciente de la masse après quatre années d'une guerre cruelle, cette tâche est réalisée. Cette conscience a profondément pénétré les masses. Des dizaines de millions d'hommes ont compris qu'ils accomplissent une œuvre difficile. Et c'est là le gage que, bien que les forces de l'impérialisme du monde entier se rassemblent à présent contre nous, forces beaucoup plus grandes que les nôtres à l'heure actuelle, bien que nous soyons encerclés aujourd'hui par les soldats des impérialistes qui ont compris le danger du pouvoir des Soviets et brûlent du désir de l'écraser, bien que nous disions en ce moment la vérité, que nous ne cachions pas qu'ils sont plus forts que nous, nous ne nous abandonnons pas au désespoir.

Nous disons : nous grandissons, la République des Soviets grandit ! La cause de la révolution prolétarienne grandit plus vite que ne s'approchent les forces des impérialistes. Nous sommes pleins de l'espoir et de la certitude que nous défendons les intérêts non seulement de la révolution socialiste russe, mais que nous menons la guerre pour la défense de la révolution socialiste mondiale. Nos espoirs de victoire augmentent plus vite, parce que la conscience de nos ouvriers se développe. Qu'était l'organisation des Soviets en octobre de l'année dernière ? Elle en était à ses premiers pas. Nous ne pouvions pas l'adapter, lui donner une structure comme elle en a une aujourd'hui, mais maintenant nous avons la Constitution soviétique. Cette Constitution soviétique, ratifiée en juillet, nous savons qu'elle

n'a pas été inventée par une quelconque commission, rédigée par des juristes, copiée sur les autres constitutions. Il n'y a jamais eu au monde de constitution comme la nôtre. Elle consacre l'expérience de la lutte et de l'organisation des masses prolétariennes contre les exploiteurs, à l'intérieur du pays aussi bien que dans le monde entier. Dans notre lutte, nous avons accumulé de l'expérience. (Applaudissements.) Et cette expérience que nous avons accumulée nous a prouvé par les faits que les ouvriers organisés ont créé le pouvoir des Soviets sans fonctionnaires, sans armée permanente, sans les privilèges accordés de fait à la bourgeoisie, et qu'ils ont posé dans les fabriques et dans les usines les fondations d'un nouvel édifice. Nous nous mettons à l'œuvre en attirant à nous les nouvelles forces dont nous avons besoin pour mettre en pratique la Constitution soviétique. A cet effet, nous avons aujourd'hui des cadres tout prêts de recrues, de jeunes paysans que nous devons initier au travail, et ils nous aideront à mener la tâche à bonne fin.

Le dernier point sur lequel je voudrais m'arrêter aujourd'hui, c'est la situation internationale. Nous sommes au coude à coude avec nos camarades des autres nations, et nous sommes sûrs à présent qu'ils expriment avec décision et énergie la conviction que la révolution prolétarienne russe marchera de concert avec eux, en tant que révolution internationale.

Au fur et à mesure que la révolution gagnait en importance internationale, les impérialistes du monde entier ont renforcé leur coalition forcenée. En octobre 1917, ils regardaient notre république comme une curiosité qui ne méritait nulle attention ; en février, ils la considéraient comme une expérience socialiste dont il n'y avait pas lieu de tenir compte. Mais l'armée de la république a grandi, elle s'est consolidée : elle a résolu le problème le plus difficile, la création de l'Armée Rouge socialiste. Avec le développement et les succès de notre cause, la résistance et la haine acharnées des impérialistes de tous les pays se sont accrues, au point que les capitalistes anglo-français qui se proclamaient, à grands cris, les ennemis de Guillaume, sont prêts à s'allier à ce même Guillaume dans la lutte visant à écraser la République Socialiste des Soviets, car ils ont vu qu'elle

avait cessé d'être une curiosité et une expérience socialiste, pour devenir le foyer, le vrai foyer, le foyer réel de la révolution socialiste mondiale. Voilà pourquoi le nombre de nos ennemis s'est multiplié en même temps que les succès de notre révolution. Nous devons nous rendre compte de ce qui nous attend, sans cacher le moins du monde la gravité de notre situation. Mais nous sommes prêts à y faire face, et déjà nous ne sommes plus seuls, à nos côtés marchent les ouvriers de Vienne et de Berlin, qui se soulèvent pour le même combat et qui, peut-être, apporteront à notre cause commune un sens plus élevé de la discipline et une conscience plus profonde.

Camarades, pour vous montrer à quel point les nuages s'épaississent au-dessus de notre République soviétique et quels dangers nous menacent, permettez-moi de vous lire le texte intégral d'une note que le gouvernement allemand nous a transmise par l'intermédiaire de son consulat :

« Au Commissaire aux Affaires étrangères, G. Tchitchérine. Moscou, 5 novembre 1918.

Sur mandat du Gouvernement allemand, le Consulat Impérial d'Allemagne a l'honneur de communiquer à la République Fédérative Soviétique de Russie ce qui suit : le Gouvernement allemand s'est trouvé contraint d'élever une deuxième protestation contre l'inadmissible agitation menée contre les institutions de l'Etat allemand, par l'intermédiaire des institutions officielles russes, contrairement à la disposition de l'article 2 du traité de paix de Brest-Litovsk. Il estime qu'il ne lui est plus possible de s'en tenir à des protestations contre cette agitation, qui constitue non seulement une infraction aux dispositions figurant dans le traité, mais encore une grave dérogation aux usages internationaux. Lorsque, après la conclusion du traité de paix, le Gouvernement des Soviets a institué sa représentation diplomatique à Berlin, il a été nettement indiqué au plénipotentiaire russe désigné, Monsieur Ioffé, la nécessité d'éviter toute agitation et toute propagande en Allemagne. A cela, il a répondu que l'article 2 du traité de Brest-Litovsk lui était connu, et qu'il savait qu'en qualité de représentant d'une puissance étrangère il ne devait pas s'immiscer dans les affaires intérieures de l'Allemagne. Monsieur Ioffé et les organismes de son ressort ont pour cette raison joui de l'attention et de la confiance qu'on témoigne habituellement à l'exterritorialité des légations étrangères. On a pourtant abusé de cette confiance. Au bout d'un certain temps, il est apparu clairement que la représentation diplomatique russe, en contact étroit avec certains éléments qui travaillent au renversement de l'ordre de l'Etat en Allemagne et en utilisant ces éléments, serait intéressée au mouvement qui vise à renverser le régime existant en Allemagne. L'incident ci-après, qui s'est produit le 4 courant, a révélé que le Gouvernement russe, en introduisant des tracts appelant à la

révolution, prend même une part active aux mouvements qui ont pour but de renverser le régime actuel, et par là enfreint le privilège de la valise diplomatique. Une des valises appartenant aux bagages diplomatiques du courrier russe qui est arrivé hier à Berlin ayant été endommagée au cours du transport, il a été constaté que ces valises contenaient des tracts révolutionnaires rédigés en langue allemande et dont le contenu montrait qu'ils étaient destinés à être diffusés en Allemagne. Le Gouvernement allemand trouve un nouveau motif de se plaindre de l'attitude adoptée par le Gouvernement soviétique à propos des sanctions à prendre à la suite du meurtre de l'ambassadeur impérial, le comte Mirbach. Le Gouvernement russe a promis solennellement qu'il ferait tout pour châtier les coupables. Le Gouvernement allemand n'a cependant pas pu constater le moindre indice que des poursuites contre les coupables aient été entamées ou que des peines leur aient été infligées, ni même qu'il existe l'intention de les engager. Les meurtriers se sont enfuis d'une maison entièrement encerclée par les services de la sûreté générale du Gouvernement russe. Les instigateurs de l'assassinat, qui ont ouvertement reconnu l'avoir décidé et préparé, sont restés jusqu'ici impunis et, à en juger par les nouvelles reçues, ils ont même été amnistiés. Le Gouvernement allemand proteste contre ces infractions au traité et au droit public. Il doit exiger du Gouvernement russe des garanties que l'agitation et la propagande qui vont à l'encontre du traité de paix n'auront plus lieu à l'avenir. Il doit en outre insister sur les sanctions touchant le meurtre de l'ambassadeur, le comte Mirbach, par le châtiment des meurtriers et des instigateurs du meurtre. Tant que ces revendications ne seront pas satisfaites, le Gouvernement allemand doit demander au Gouvernement de la République des Soviets de rappeler d'Allemagne ses représentants diplomatiques et autres personnalités officielles. Le plénipotentiaire russe en Allemagne a été informé ce jour qu'un train spécial sera prêt demain soir pour le départ des représentants diplomatiques et consulaires à Berlin et pour toutes les autres personnalités officielles russes qui se trouvent à Berlin, et que des mesures seront prises pour faciliter le départ de tout le personnel jusqu'à la frontière russe. Le Gouvernement soviétique est prié de se préoccuper de fournir en même temps aux représentants allemands à Moscou et à Pétrograd la possibilité de partir, en respectant toutes les exigences que réclament les devoirs de courtoisie. Il sera notifié aux autres représentants russes qui se trouvent en Allemagne, ainsi qu'aux personnalités officielles allemandes qui se trouvent dans d'autres localités de Russie, qu'ils doivent, dans un délai d'une semaine, se rendre les premiers en Russie, les seconds en Allemagne. Le Gouvernement allemand se permet d'exprimer l'espoir que seront observées à l'égard de ces dernières personnalités allemandes également toutes les exigences de la courtoisie au moment de leur départ et que, aux autres ressortissants allemands et aux personnes qui se trouvent sous la protection de l'Allemagne, il sera accordé, au cas où ils en feraient la demande, la possibilité de partir sans difficulté. »

Camarades, nous savons tous fort bien que le gouvernement allemand se rendait parfaitement compte qu'à l'ambassade de Russie, c'étaient les socialistes allemands qui

jouissaient de l'hospitalité, et non pas ceux qui défendaient l'impérialisme allemand : ces gens-là n'ont pas franchi le seuil de l'ambassade. Les amis de l'ambassade étaient les socialistes hostiles à la guerre et qui sympathisaient avec Karl Liebknecht. Dès le début de l'installation de l'ambassade, ils en ont été les hôtes, et c'est seulement avec eux que nous étions en contact. Cela, le gouvernement allemand le savait bel et bien. On surveille chacun des représentants de notre gouvernement avec autant de zèle que le gouvernement de Nicolas II apportait à surveiller nos camarades. Et si le gouvernement fait ce geste aujourd'hui, ce n'est pas parce qu'il y a eu quelque chose de changé, mais parce qu'auparavant il se considérait plus fort et qu'il ne craignait pas qu'une maison en flammes dans les rues de Berlin embrase toute l'Allemagne. Le gouvernement allemand a perdu la tête, et quand toute l'Allemagne est en feu, il croit pouvoir éteindre l'incendie en dirigeant ses lances de pompiers sur une seule maison. (Tempête d'applaudissements.)

C'est tout bonnement ridicule. Si le gouvernement allemand se dispose à proclamer la rupture des relations diplomatiques, nous dirons que nous le savions, qu'il fait tous ses efforts pour s'allier aux impérialistes anglo-français. Nous savons que le gouvernement de Wilson a reçu une quantité de télégrammes demandant le maintien des troupes allemandes en Pologne, en Ukraine, en Estonie et en Livonie, parce que, encore qu'ils soient ennemis de l'impérialisme allemand, ces troupes font leur besogne : elles répriment les bolchéviks*. Laissez-les partir seulement lorsque les « armées de libération » de l'Entente apparaîtront pour écraser les bolchéviks.

Cela, nous le savons fort bien ; il n'y a rien d'inattendu pour nous de ce côté-là. Nous avons dit seulement qu'à l'heure où l'Allemagne est en feu et que l'Autriche tout entière brûle, à l'heure où ils ont dû relâcher Liebknecht et lui permettre de se rendre à l'ambassade russe où s'est tenue une réunion commune des socialistes russes et des socialistes allemands conduits par Liebknecht, une telle mesure de la part du gouvernement allemand témoigne

* Voir le présent tome, pp. 128-130. (*N.R.*)

moins de son désir de faire la guerre que de son désarroi complet ; il ne sait quelle décision prendre, parce qu'il voit s'avancer contre lui l'ennemi le plus brutal, l'impérialisme anglo-américain, qui a étouffé l'Autriche en lui imposant par la violence la paix cent fois pire que ne l'était la paix de Brest-Litovsk. L'Allemagne voit que ces libérateurs veulent aussi l'écraser, la déchirer, la martyriser. Mais, par ailleurs, l'ouvrier allemand se soulève. Si l'armée allemande s'est montrée incapable, impropre au combat, ce n'est pas parce que la discipline était faible, mais parce que les soldats, après avoir refusé de combattre, ont été transférés du front oriental au front occidental, et ont emporté avec eux ce que la bourgeoisie appelle le bolchévisme mondial.

Voilà pourquoi l'armée allemande s'est montrée impropre au combat et voilà pourquoi ce document prouve avant tout cette agitation inquiète. Nous disons qu'il mènera à la rupture des relations diplomatiques, et qu'il pourrait aboutir à la guerre, s'ils avaient des forces suffisantes pour conduire les troupes des gardes blancs. Aussi avons-nous envoyé à tous les Soviets de députés un télégramme [60] leur disant en conclusion d'être sur le qui-vive, de faire leurs préparatifs, de tendre toutes leurs forces ; c'est une des preuves que l'impérialisme international s'est donné pour tâche essentielle de renverser le bolchévisme. Cela ne signifie pas seulement triompher de la Russie, cela signifie triompher de ses propres ouvriers dans chaque pays. C'est ce qu'ils ne réussiront pas à faire, quelles que soient les cruautés et les violences qui suivraient cette décision. Mais ces bêtes féroces se préparent ; elles préparent une campagne contre la Russie par le Sud, par les Dardanelles, ou par la Bulgarie et la Roumanie. Elles mènent des pourparlers pour former en Allemagne des troupes de gardes blancs, et les lancer contre la Russie. Ce danger, nous le connaissons fort bien et nous disons ouvertement : camarades, ce n'est pas en vain que nous avons travaillé un an ; nous avons posé les fondements, nous sommes arrivés aux combats décisifs, qui seront véritablement décisifs. Mais nous ne sommes pas seuls : le prolétariat d'Europe occidentale s'est soulevé et n'a pas laissé pierre sur pierre en Autriche-Hongrie. Le gouvernement de ce pays se distingue par la

même impuissance, le même désarroi éperdu, le même affolement qui distinguait en son temps, à la fin de février 1917, le gouvernement de Nicolas Romanov. Notre mot d'ordre doit être : tendre encore plus toutes nos forces, en nous rappelant que nous marchons au dernier combat, au combat décisif, non pour la révolution russe, mais pour la révolution socialiste internationale.

Nous savons que les bêtes féroces de l'impérialisme sont encore plus fortes que nous, elles peuvent infliger à nous et à notre pays d'innombrables violences, cruautés et souffrances, mais elles ne peuvent pas vaincre la révolution internationale. Elles sont pleines d'une haine sauvage et c'est pourquoi nous nous disons : advienne que pourra, mais chaque ouvrier, chaque paysan de Russie remplira son devoir et marchera à la mort si la défense de la révolution l'exige. Nous disons : advienne que pourra, mais quelque calamité que les impérialistes nous attirent encore, ils ne se sauveront pas par ce moyen. L'impérialisme périra et, envers et contre tout, la révolution socialiste internationale triomphera ! (Vifs applaudissements qui se transforment en une ovation prolongée.)

Comptes rendus de presse publiés le 9 novembre 1918, dans la « Pravda » n° 242 et dans les « Izvestia du Comité exécutif central de Russie » n° 244

Publié intégralement pour la première fois en 1919, dans le livre : « le Sixième Congrès extraordinaire des Soviets de Russie. Compte rendu sténographique ». Moscou

Conforme au texte du livre collationné sur le sténogramme et sur le texte de la « Pravda »

2

DISCOURS SUR LA SITUATION INTERNATIONALE LE 8 NOVEMBRE

(Applaudissements prolongés.) Camarades, dès le début de la Révolution d'Octobre, la question de la politique extérieure et des relations internationales s'est posée à nous comme la question essentielle, non seulement parce que l'impérialisme implique dorénavant une forte et solide coordination de tous les Etats du monde en un seul système, pour ne pas dire en une bande infâme et sanguinaire, mais aussi parce que la victoire totale de la révolution socialiste est impensable dans un seul pays, et qu'elle exige la collaboration la plus active d'au moins quelques pays avancés, au nombre desquels nous ne pouvons pas ranger la Russie. Voilà pourquoi la question de savoir dans quelle mesure nous verrons la révolution s'étendre dans d'autres pays et dans quelle mesure nous réussirons, en attendant, à opposer une résistance à l'impérialisme, est devenue une des questions majeures de la révolution.

Je me permettrai de vous rappeler très succinctement les principales étapes de notre politique internationale au cours de l'année écoulée. Comme j'ai déjà eu l'occasion de l'indiquer dans un discours prononcé pour l'anniversaire de la révolution, notre situation il y a un an portait essentiellement le sceau de l'isolement *. Certes, nous avions la ferme conviction qu'une force révolutionnaire était en train de se constituer et s'était constituée dans toute l'Europe, que la guerre ne pourrait pas se terminer sans révolution, mais il n'y avait pas alors d'indices que la révolution eût commencé ou fût sur le point de commencer. Dans cette situation, il ne nous restait rien d'autre à faire qu'à orienter les efforts

* Voir le présent tome, pp. 138-139. (*N.R.*)

de notre politique extérieure vers l'éducation des masses ouvrières d'Europe occidentale, non pas que nous prétendions que notre préparation fût plusavancée que la leur, mais parce que, tant que la bourgeoisie n'est pas renversée dans un pays, on y voit régner la censure militaire et cet incroyable brouillard sanglant qui accompagne toute querre, en particulier une guerre réactionnaire. Vous savez fort bien que dans les pays républicains les plus démocratiques, la guerre signifie l'institution de la censure militaire et le recours à des méthodes inouïes, par la bourgeoisie en même temps que par les états-majors bourgeois, pour tromper le peuple. Notre tâche était de partager avec les autres peuples ce que nous avions conquis sur ce terrain. A cet égard, nous avons fait tout ce qui était en notre pouvoir, en déchirant et en divulguant les infâmes traités secrets que l'ancien tsar avait conclus au profit de ses capitalistes avec les capitalistes d'Angleterre et de France. Vous savez que ces traités étaient de A jusqu'à Z des traités de pillage. Vous savez que le gouvernement de Kérenski et des menchéviks avait maintenu ces traités secrets et les avait ratifiés. Il nous arrive, à titre d'exception, de trouver dans la presse tant soit peu honnête d'Angleterre et de France l'idée que c'est seulement grâce à la révolution russe qu'eux, Français et Anglais, ont appris beaucoup de choses concernant leur histoire diplomatique.

Bien entendu, nous avons fait fort peu du point de vue de la révolution sociale dans son ensemble, mais ce que nous avons fait a été un des plus grands pas dans la voie de sa préparation.

Si on essaie d'embrasser aujourd'hui d'un seul coup d'œil l'ensemble des résultats que nous avons atteints en démasquant l'impérialisme allemand, nous constatons qu'il est parfaitement évident aux yeux des travailleurs de tous les pays qu'on leur a fait mener une sanglante guerre de pillage. Et à la fin de cette année de guerre, c'est l'attitude de l'Angleterre et de l'Amérique qui commence également à être dévoilée, parce que les masses ouvrent les yeux et commencent à y voir clair sur la réalité de leurs desseins. C'est là tout ce que nous avons fait, mais nous avons apporté notre petite part. La dénonciation de ces traités a été un coup porté à l'impérialisme. Les conditions de paix aux-

quelles nous avons été contraints de souscrire sont pour la propagande et pour l'agitation une arme si puissante, qu'elles nous ont permis de faire autant qu'aucun gouvernement, aucun peuple n'avait jamais fait. Si la tentative que nous avions entreprise, — éveiller les masses, — n'a pas donné d'un coup ses fruits, nous n'avions jamais supposé, quant à nous, que la révolution commencerait sur-le-champ ou qu'alors tout serait perdu. Au cours des quinze dernières années, nous avons fait deux révolutions et nous avons vu nettement par quelles étapes elles devaient passer avant de s'emparer des masses. Nous en trouvons la confirmation dans les derniers événements d'Autriche et d'Allemagne. Nous disions qu'il n'était pas dans nos projets, en faisant alliance avec les bêtes de proie, de devenir nous-mêmes des bêtes de proie. Notre dessein était d'éveiller le prolétariat des pays ennemis. On nous répondait par des railleries, on nous disait que nous nous préparions à réveiller le prolétariat allemand qui allait nous étrangler, pendant que nous nous préparerions à intervenir contre lui par la propagande. Mais les faits ont montré que nous avions raison d'escompter que les masses laborieuses de tous les pays seraient également hostiles à l'impérialisme. Il faut seulement leur laisser un certain temps pour se préparer, car malgré les souvenirs de la révolution de 1905, le peuple russe a eu besoin, lui aussi, d'une longue période, avant que nous ne nous soulevions pour une nouvelle révolution.

Avant la paix de Brest-Litovsk, nous avons fait tout ce que nous pouvions pour porter un coup à l'impérialisme. Si l'histoire de la montée de la révolution prolétarienne ne l'a pas infirmé, et si la paix de Brest-Litovsk nous a contraints à reculer devant l'impérialisme, il en fut ainsi parce que, en janvier 1918, nous n'étions pas suffisamment préparés. Le destin nous avait condamnés à la solitude, et nous avons vécu une période douloureuse après la paix de Brest-Litovsk.

Camarades, les quatre années pendant lesquelles nous avons subi la guerre mondiale ont abouti à la paix, mais à une paix imposée par la violence. Or, même cette paix imposée par la violence a montré finalement que nous avions raison et que nos espoirs ne reposaient pas sur le sable. De mois en mois, nous prenions des forces, tandis que l'impéria-

lisme d'Europe occidentale s'affaiblissait. Aujourd'hui, nous en voyons le résultat : l'Allemagne qui, il y a six mois, ne comptait pas du tout avec notre ambassade, qui pensait qu'il ne devait pas y avoir chez elle une seule maison rouge, ces derniers temps du moins est en train de s'affaiblir. Le dernier télégramme nous apprend que l'impérialisme allemand a lancé un appel aux masses les invitant à garder le calme et leur disant que la paix est proche. Nous savons ce que cela signifie, lorsque les empereurs lancent un appel au calme et promettent pour un avenir proche ce qu'ils ne peuvent pas réaliser. Si l'Allemagne obtient bientôt la paix, cette paix sera pour elle une paix de Brest-Litovsk, qui, au lieu de la paix, apportera aux masses laborieuses plus de tourments qu'elles n'en ont subi jusqu'ici.

Le bilan de notre politique étrangère est tel que six mois après la paix de Brest-Litovsk, du point de vue de la bourgeoisie, nous sommes un pays brisé, tandis que du point de vue du prolétariat, nous nous sommes engagés dans la voie d'un développement rapide et nous voilà à la tête d'une armée prolétarienne qui a commencé à ébranler l'Autriche et l'Allemagne. Ce succès a confirmé et justifié pleinement aux yeux de tout représentant des masses prolétariennes les sacrifices subis. S'il arrivait qu'on nous balayât tout à coup, — supposons que notre activité soit arrêtée, mais cela ne peut pas se faire : il n'y a pas de miracles, — si cela arrivait pourtant, nous aurions le droit de dire, sans cacher nos erreurs, que nous avons totalement mis à profit pour la révolution socialiste mondiale la période de temps que le destin nous avait accordée. Nous avons tout fait pour les masses laborieuses de Russie, et nous avons fait plus que quiconque pour la révolution prolétarienne mondiale. (Applaudissements.)

Camarades, au cours des derniers mois, des dernières semaines, la situation internationale a commencé à se modifier profondément, tant et si bien que l'impérialisme allemand s'est trouvé presque ruiné. Tous les espoirs fondés sur l'Ukraine, dont l'impérialisme allemand nourrissait ses travailleurs, n'ont été que de simples promesses. On a vu que l'impérialisme américain s'était préparé, et un coup a été porté à l'Allemagne. Une situation tout à fait nouvelle est apparue. Nous ne nous faisons pas la moindre illusion. Après la

Révolution d'Octobre, nous étions beaucoup plus faibles que l'impérialisme, et aujourd'hui aussi, nous sommes plus faibles que l'impérialisme international, c'est ce que nous devons encore répéter aujourd'hui, afin de ne pas nous leurrer nous-mêmes ; après la Révolution d'Octobre, nous étions plus faibles et nous ne pouvions pas accepter le combat. Aujourd'hui encore, nous sommes plus faibles et nous devons tout faire pour éviter le combat avec lui.

Mais si nous avons réussi à subsister une année après la Révolution d'Octobre, nous en sommes redevables au fait que l'impérialisme international s'était scindé en deux groupes de rapaces : les Anglo-Franco-Américains et les Allemands qui s'affrontaient en une lutte mortelle et qui avaient d'autres chats à fouetter. Ni l'un ni l'autre de ces groupes, à lui seul, ne pouvait lancer contre nous des forces importantes, mais, bien entendu, s'ils l'avaient pu, ils l'auraient fait l'un et l'autre. Le brouillard sanglant de la guerre obscurcissait leur vue. Les sacrifices matériels, nécessaires pour la guerre, exigeaient une extrême tension des forces. Ils avaient d'autres chats à fouetter, non point que nous fussions par quelque miracle plus forts que les impérialistes — sottise que cela ! — mais pour la seule raison que l'impérialisme international se trouvait scindé en deux groupes de bêtes de proie qui s'étranglaient l'un l'autre. C'est seulement à cela que nous sommes redevables du fait que la République des Soviets ait pu engager ouvertement la lutte contre les impérialistes de tous les pays en leur confisquant leurs capitaux sous l'espèce des emprunts étrangers, en les frappant au visage, en s'attaquant carrément aux poches de ces brigands.

La période des déclarations que nous faisions alors à propos de l'échange de notes, inaugurée par les impérialistes allemands et, bien que l'impérialisme mondial ne pût, comme il aurait dû le faire étant donné sa haine et sa soif de profits capitalistes grossis par la guerre dans d'énormes proportions, cette période a pris fin. Avant d'apparaître comme les vainqueurs du deuxième groupe, les impérialistes anglo-américains étaient totalement absorbés par la lutte qu'ils se livraient entre eux, et pour cette raison, ils devaient écarter l'idée d'une campagne décisive contre la République des Soviets. Le deuxième groupe n'existe plus : le groupe

des vainqueurs demeure. Cela a entièrement modifié notre situation internationale, et nous devons tenir compte de ce changement. Quel rapport y a-t-il entre ce changement et l'évolution de la situation internationale ? Les faits répondent à cette question. Les pays qui ont essuyé la défaite connaissent aujourd'hui la victoire de la révolution ouvrière dont le développement considérable est clair aux yeux de tous. Quand nous avons pris le pouvoir en Octobre, nous n'étions rien de plus en Europe qu'une étincelle isolée. Il est vrai que les étincelles se sont multipliées, et qu'elles sont parties de chez nous. C'est là la plus grande chose que nous ayons réussi à faire, mais ce n'était cependant que des étincelles isolées. Aujourd'hui, par contre, la majorité des pays appartenant à la sphère de l'impérialisme germano-autrichien est embrasée par l'incendie (Bulgarie, Autriche, Hongrie). Nous savons qu'après la Bulgarie, la révolution a gagné la Serbie. Nous savons que ces révolutions ouvrières et paysannes ont atteint l'Allemagne en passant par l'Autriche. Plusieurs pays sont la proie de l'incendie de la révolution ouvrière. Par là, nos efforts et les sacrifices que nous avons consentis se trouvent justifiés. Ils n'ont pas été une aventure, comme le prétendaient les calomnies de l'ennemi, mais la transition nécessaire pour passer à la révolution internationale, transition que devait subir le pays placé à l'avant-garde, malgré son retard et son développement insuffisant.

C'est là un résultat, et le plus important du point de vue de l'issue définitive de la guerre impérialiste. Un second résultat, — celui que j'ai indiqué au début, — c'est que l'impérialisme anglo-américain a commencé à se démasquer aujourd'hui, comme l'avait fait en son temps l'impérialisme austro-allemand. Nous voyons que si, lors des pourparlers de Brest-Litovsk, l'Allemagne avait su se dominer tant soit peu, avoir tant soi peu de sang-froid, si elle avait été capable de se refuser à l'aventure, elle aurait pu sauvegarder sa domination, elle aurait pu, sans aucun doute, conquérir une place avantageuse en Occident. Elle ne l'a pas fait parce qu'une guerre de millions et de dizaines de millions d'hommes, une guerre qui a attisé au plus haut point les passions chauvines, une guerre qui est liée aux intérêts capitalistes qui se chiffrent à des centaines de milliards de roubles, une telle machine, une fois lancée, ne peut

être arrêtée par aucun frein. Cette machine est allée plus loin que ne le voulaient les impérialistes allemands eux-mêmes et elle les a écrasés. Ils se sont enlisés, et se trouvent dans la situation d'un homme qui, s'étant empiffré, finit par en crever. Et voici qu'à présent, nous voyons l'impérialisme anglais et américain dans cette situation peu reluisante, mais très avantageuse au prolétariat révolutionnaire. On aurait pu penser qu'il avait beaucoup plus d'expérience politique que l'Allemagne. Il y a parmi ses représentants des hommes habitués au gouvernement démocratique et non au gouvernement de quelconques junkers, des gens qui, il y a des centaines d'années, ont traversé la période la plus pénible de leur histoire. On aurait pu penser que ces hommes garderaient leur sang-froid. Si nous raisonnions du point de vue individuel, sur leur capacité de garder leur sang-froid, du point de vue de la démocratie en général, des philistins bourgeois, des professeurs qui n'ont rien compris à la lutte entre l'impérialisme et la classe ouvrière, si nous raisonnions du point de vue de la démocratie en général, nous devrions dire que l'Angleterre et l'Amérique sont des pays où la démocratie s'est formée au cours des siècles, que la bourgeoisie saurait s'y maintenir. Si elle se maintenait aujourd'hui par telles ou telles mesures, ce serait en tout cas pour un assez long laps de temps. Mais on s'aperçoit qu'il leur arrive ce qui est arrivé à l'Allemagne belliqueuse et despotique. Dans cette guerre impérialiste, il y a une différence énorme entre la Russie et les pays républicains. La guerre impérialiste de rapine est si sanglante, si bestiale, si féroce qu'elle a même effacé ces différences essentielles ; à cet égard, elle a mis sur le même pied la démocratie américaine la plus libre et l'Allemagne semi-militaire et despotique.

Nous voyons comment l'Angleterre et l'Amérique — pays qui ont eu plus que les autres la possibilité de rester des républiques démocratiques, — ont passé toutes les bornes avec autant de fureur et de folie que l'Allemagne en son temps, et c'est pourquoi ils se rapprochent aussi vite, et peut-être plus vite encore, de la fin que l'impérialisme allemand a trouvée avec tant de succès. L'impérialisme allemand avait commencé par s'enfler démesurément jusqu'à couvrir les trois quarts de l'Europe, il avait engraissé, puis il a soudain éclaté, en dégageant la plus terrible des puanteurs. Et c'est

vers cette fin que roulent aujourd'hui l'impérialisme anglais et l'impérialisme américain. Pour s'en convaincre, il suffit de jeter ne serait-ce qu'un rapide coup d'œil sur les conditions d'armistice et de paix que les Anglais et les Américains, les « libérateurs » des peuples asservis par l'impérialisme allemand, offrent aujourd'hui aux peuples vaincus. Prenez la Bulgarie. Il aurait pu sembler que ce colosse qu'est l'impérialisme anglo-américain n'eût rien à craindre d'un pays comme la Bulgarie. Cependant, la révolution dans ce petit pays, faible, absolument impuissant, a fait perdre la tête aux Anglo-Américains et leur a fait poser des conditions d'armistice qui équivalent à l'occupation. Dans ce pays, où la république paysanne a été proclamée, à Sofia, centre ferroviaire important, toutes les voies ferrées sont occupées à présent par les troupes anglo-américaines, contraintes de lutter contre la république paysanne d'un petit pays. Sous l'angle militaire, c'est une bagatelle. Les gens qui se placent au point de vue de la bourgeoisie, la vieille classe dominante, au point de vue des anciens rapports militaires, se contentent de sourire avec mépris. Voyons ! que signifie ce pygmée, la Bulgarie, face aux forces anglo-américaines ? Du point de vue militaire, rien, mais du point de vue de la révolution, énormément. Ce n'est pas une colonie où on a l'habitude d'égorger les vaincus par millions et par millions. Pour les Anglais et les Américains ce n'est qu'un moyen d'instaurer l'ordre, de faire pénétrer la civilisation et le christianisme parmi les sauvages d'Afrique. Mais ici, ils ne sont pas en Afrique centrale ; ici les soldats, quelque puissante que soit leur armée, se démoralisent quand ils se trouvent en face de la révolution. Et ce n'est pas une parole en l'air : l'exemple de l'Allemagne le prouve. En Allemagne, sous l'angle de la discipline tout au moins, les soldats étaient des modèles. Quand les Allemands marchaient sur l'Ukraine, outre la discipline, d'autres facteurs jouaient. Le soldat allemand affamé allait chercher du pain ; et exiger de lui qu'il ne volât pas trop de pain était invraisemblable. De plus, nous savons que c'est surtout dans ce pays qu'il a été contaminé par l'esprit de la révolution russe. C'est ce qu'a parfaitement compris la bourgeoisie en Allemagne, et c'est ce qui fait que Guillaume ne sait où donner de la tête. Les Hohenzollern se trompent, s'ils s'imaginent que l'Allemagne

versera ne fût-ce qu'une goutte de sang pour défendre leurs intérêts. Voilà quel a été le résultat de la politique de l'impérialisme allemand armé jusqu'aux dents. Et c'est ce qui se répète aujourd'hui pour l'Angleterre. La démoralisation commence déjà au sein de l'armée anglo-américaine; elle a commencé le jour où celle-ci s'est déchaînée contre la Bulgarie. Mais ce n'est qu'un début. Après la Bulgarie, c'est le tour de l'Autriche. Permettez-moi de donner lecture de quelques-unes des conditions que dictent les vainqueurs, l'impérialisme anglo-américain. Ce sont eux qui hurlaient le plus fort, qui disaient aux masses laborieuses qu'ils menaient une guerre libératrice, que leur but principal était d'écraser le militarisme prussien menaçant de répandre le régime des casernes dans tous les pays. Ils affirmaient, à cor et à cri, qu'ils menaient une guerre libératrice. C'était une supercherie. Vous savez que lorsque les avocats de la bourgeoisie, les parlementaires qui ont appris toute leur vie à tromper sans rougir, lorsque ces gens ont dû se duper les uns les autres, cela leur a été facile; mais lorsqu'il faut tromper les ouvriers de la même façon, cette supercherie coûte cher. Politiciens, parlementaires, tous ces hommes d'Etat d'Angleterre et d'Amérique sont habiles dans cet art. Leur mensonge n'aura pas le moindre effet. Les masses ouvrières qu'ils ont excitées au nom de la liberté s'éveilleront soudain, et on le sentira encore, quand elles auront vu, à une vaste échelle, non pas dans des proclamations favorables à la révolution mais qui ne la font pas vraiment avancer, mais par leur propre expérience qu'on les trompe, quand elles auront pris connaissance des conditions de paix avec l'Autriche.

Voici la paix qu'imposent à l'heure actuelle à un Etat relativement faible, qui se désagrège déjà, ceux qui proclamaient, à grands cris, que les bolchéviks étaient des traîtres, parce qu'ils signaient la paix de Brest-Litovsk! Lorsque les Allemands voulaient envoyer leurs soldats ici, à Moscou, nous avons dit que nous tomberions tous au combat, mais que nous n'y consentirions jamais. (Applaudissements.) Nous nous disions que douloureux seraient les sacrifices que devraient supporter les régions occupées, mais tous savent que la Russie des Soviets les a aidées et leur a fourni le nécessaire. Et aujourd'hui, les armées démocratiques d'Angleterre et de France devront servir au

« maintien de l'ordre », et on dit cela au moment où il existe en Bulgarie et en Serbie des Soviets de députés ouvriers, où il existe à Vienne et à Budapest des Soviets de députés ouvriers. Nous savons ce qu'est cet ordre. Cela signifie que les troupes anglo-américaines sont appelées à jouer le rôle d'étrangleurs et de bourreaux de la révolution mondiale.

Camarades, lorsque, en 1848, les armées féodales russes allaient écraser la révolution hongroise[61], cela a pu se faire parce que ces troupes étaient féodales ; cela a pu se faire pour la Pologne[62]. Mais qu'un peuple qui possède déjà la liberté depuis un siècle, dont on a attisé la haine contre l'impérialisme allemand en lui disant que c'était un fauve qu'il fallait abattre à tout prix, ne comprenne pas que l'impérialisme anglo-américain est une bête sauvage toute pareille, à l'égard de laquelle la seule justice est de l'écraser de la même manière, c'est une chose impossible !

Avec l'ironie qui lui est propre, l'histoire veut, maintenant que l'impérialisme allemand est démasqué, que ce soit le tour de l'impérialisme anglo-français à être complètement démasqué ; et nous disons aux masses ouvrières russes, allemandes, autrichiennes : ce ne sont pas les armées féodales russes de 1848 ! Ils le paieront cher ! Ils viennent pour écraser un peuple qui se libère du capitalisme, pour étouffer la révolution. Mais nous disons avec une certitude absolue qu'à présent cette bête repue roulera à l'abîme, comme y a roulé la bête sauvage de l'impérialisme allemand.

Camarades, je vais aborder maintenant un aspect de la question qui nous touche de plus près : les conditions de paix que l'Allemagne doit signer à présent. Les camarades du Commissariat aux Affaires étrangères m'ont dit que les conditions de paix que l'Allemagne devra accepter ont déjà été publiées dans le *Times*[63], organe principal de la prodigieusement riche bourgeoisie anglaise, qui dirige en fait toute la politique. On exige qu'elle livre l'île d'Héligoland, le canal de Wilhelmshafen, la ville d'Essen où sont fabriqués presque tous les armements militaires ; qu'elle détruise sa flotte de commerce, qu'elle livre incontinent l'Alsace et la Lorraine et verse une indemnité de guerre de 60 milliards, dont une part importante en nature, car partout la monnaie est dévalorisée et les marchands anglais ont commencé, eux aussi, à se servir d'une autre devise. Nous voyons qu'ils

préparent pour l'Allemagne une paix qui signifie un véritable écrasement, une paix qui est plus dure encore que la paix de Brest-Litovsk. Du point de vue matériel et compte tenu de leurs forces, ils pourraient y parvenir, s'il n'y avait pas au monde le bolchévisme qui leur est si désagréable. Par cette paix, ils préparent leur propre perte. C'est que cela se passe non pas en Afrique centrale, mais dans des pays civilisés, au XX^e siècle. Si la population ukrainienne est illettrée, si le soldat allemand discipliné écrasait les Ukrainiens, aujourd'hui, par contre, le soldat allemand a enterré sa discipline ; à plus forte raison, l'impérialisme anglais et l'impérialisme américain s'enterreront, quand ils se lanceront dans l'aventure qui les mènera à la faillite politique, quand ils feront de leurs troupes les étrangleurs et les gendarmes de toute l'Europe. Ils s'efforcent depuis longtemps d'éliminer la Russie et il y a longtemps qu'une campagne est projetée contre elle. Il suffit de se rappeler la prise de Mourmansk, de se rappeler les millions qu'ils ont versés aux Tchécoslovaques, le traité conclu avec le Japon ; et maintenant, aux termes d'un traité, les Anglais ont pris Bakou aux Turcs pour nous étouffer en nous privant des matières premières.

Les troupes anglaises sont prêtes à commencer une campagne contre la Russie, à partir du Sud ou des Dardanelles, ou encore en passant par la Bulgarie et la Roumanie. Elles encerclent la République des Soviets, elles s'efforcent de détruire les relations économiques entre la république et le monde entier. A cet effet, elles ont obligé la Hollande à rompre les relations diplomatiques[64]. Si l'Allemagne a expulsé notre ambassadeur, elle a agi sinon en vertu d'un accord explicite avec la politique anglo-française, du moins avec le désir de la servir, afin que celle-ci soit magnanime avec elle. Nous aussi, dit-elle, nous remplissons la fonction de bourreau à l'égard des bolchéviks, vos ennemis.

Camarades, nous devons nous dire que le résultat principal de la situation internationale peut se caractériser, comme j'ai eu l'occasion de le faire ces jours-ci, de la manière suivante : jamais nous n'avons été aussi près qu'aujourd'hui de la révolution prolétarienne internationale. Nous avons prouvé qu'en misant sur la révolution prolétarienne internationale, nous ne nous sommes pas trompés. Nous n'avons pas consenti en vain les sacrifices nationaux et économiques

les plus grands. Sous ce rapport, nous avons obtenu un succès. Mais si nous n'avons jamais été aussi près de la révolution internationale, par contre jamais notre situation n'a été aussi dangereuse qu'à présent. Les impérialistes étaient aux prises les uns avec les autres. Et maintenant le groupe anglo-franco-américain a balayé l'autre groupe. Ils estiment que leur tâche essentielle est d'écraser le bolchévisme mondial, d'écraser son principal foyer, la République des Soviets de Russie. A cette fin, ils entreprennent d'élever une muraille de Chine pour se protéger du bolchévisme, comme on se protège de la peste par la quarantaine. Ces gens s'ingénient à se délivrer du bolchévisme en le mettant en quarantaine, mais c'est une chose impossible. Si ces messieurs de l'impérialisme anglo-français, qui possèdent la technique la plus perfectionnée du monde, réussissent à construire cette muraille de Chine autour de la république, le bacille du bolchévisme percera cette muraille et contaminera les ouvriers de tous les pays. (Applaudissements.)

Camarades, la presse de l'impérialisme anglo-français, de l'impérialisme d'Europe occidentale, s'efforce de faire à tout prix le silence sur cette situation. Il n'est pas de mensonge ni de calomnie qu'elle n'ait lancés contre le pouvoir des Soviets. On peut dire aujourd'hui que toute la presse anglo-française et américaine est aux mains des capitalistes, — et elle brasse des milliards, — agit comme un seul cartel pour faire le silence sur la vérité au sujet de la Russie des Soviets, pour répandre ses mensonges et ses calomnies sur nous. Et bien que la censure militaire fasse rage depuis des années et qu'elle soit parvenue à ce que, dans toute la presse des pays démocratiques, pas un mot de vérité ne passe sur la République des Soviets, il n'y a pas une seule grande réunion ouvrière dans quelque pays que ce soit, où les masses laborieuses ne se soient rangées manifestement aux côtés des bolchéviks, parce qu'il n'est pas possible de cacher la vérité. L'ennemi nous accuse d'avoir instauré la dictature du prolétariat, eh bien ! nous ne le cachons pas! Et du fait que le gouvernement des Soviets ne craint pas de parler franchement, il attire à lui de nouveaux millions de travailleurs, parce qu'il exerce la dictature contre les exploiteurs, parce que les masses laborieuses voient clair, acquièrent la conviction que la lutte contre les exploiteurs a été sérieuse, et qu'elle

sera menée à bonne fin. Malgré ce complot du silence dont la presse européenne nous entoure, les impérialistes anglo-français ont dit jusqu'ici quel était leur devoir, ils ont dit qu'ils marchaient contre la Russie parce que la Russie s'était laissé conquérir par l'Allemagne, parce que la Russie est en fait un agent allemand, parce qu'en Russie, les hommes qui se trouvent à la tête du gouvernement sont, d'après eux, des agents allemands. Chaque mois, on voit de nouveaux falsificateurs de documents, qui reçoivent de bonnes gratifications pour prouver que Lénine et Trotski sont de fieffés traîtres à la solde des Allemands. Malgré tout cela, ils ne peuvent pas dissimuler la vérité, et c'est là qu'éclatent de temps à autre, oui, qu'éclatent les indices évidents que ces messieurs les impérialistes ne sentent plus le sol ferme sous leurs pas. L'*Echo de Paris*[65] avoue : « Nous allons en Russie pour briser la puissance des bolchéviks. » Parce que, selon leur position officielle, ils ne font pas la guerre à la Russie, ne s'immiscent pas dans les affaires militaires, mais luttent uniquement contre l'emprise allemande. Nos internationalistes français, qui font paraître à Moscou le journal *la Troisième Internationale*[66], ont cité ce texte ; et bien qu'on nous ait coupés de Paris et de la France, bien qu'en l'occurrence la muraille de Chine ait été dressée avec un art consommé, nous disons pourtant : Messieurs les impérialistes français, vous ne pouvez pas vous protéger contre votre propre bourgeoisie. Il va de soi que des centaines de milliers d'ouvriers français connaissent cette petite citation, et pas seulement cette citation, et ils voient que toutes les déclarations de leurs gouvernants, de leur bourgeoisie sont de purs mensonges. Leur propre bourgeoisie laisse échapper certaines choses ; elle avoue : nous voulons briser le pouvoir des bolchéviks. Après quatre années de guerre sanglante, ils sont obligés de dire à leur peuple : repartez vous battre contre la Russie pour briser le pouvoir des bolchéviks que nous haïssons parce qu'ils nous doivent 17 milliards qu'ils ne veulent pas nous payer ; et aussi, parce qu'ils se conduisent impoliment avec les capitalistes, les propriétaires fonciers et les tsars. Les nations civilisées qui en viennent à dire ces choses révèlent avant tout que leur politique fait faillite, et quelle que soit leur force du point de vue militaire, nous la regardons en toute tranquillité et nous déclarons : mais,

chez vous, à l'arrière, il y a un ennemi encore plus menaçant, ce sont les masses populaires que vous avez trompées jusqu'ici, et votre langue est desséchée à force de mensonges et de calomnies contre la Russie des Soviets. Une information analogue nous parvient du journal bourgeois anglais le *Manchester Guardian*[67] du 23 octobre. Voici ce qu'écrit ce journal : « Si les armées alliées restent également en Russie et y poursuivent leurs opérations militaires, c'est dans le seul but de provoquer un bouleversement intérieur en Russie... C'est pourquoi les gouvernements alliés doivent mettre fin à leurs opérations militaires, ou bien déclarer qu'ils sont en guerre avec les bolchéviks. »

Je le répète, si cette petite citation sonne à nos oreilles comme un appel révolutionnaire, comme le plus puissant des appels révolutionnaires, si elle est si importante, c'est parce que c'est un journal bourgeois qui l'écrit, journal qui est lui-même l'ennemi des socialistes, mais qui sent qu'on ne peut cacher la vérité plus longtemps. Si les journaux bourgeois s'expriment ainsi, vous pouvez vous représenter ce que disent et ce que pensent les masses ouvrières anglaises. Vous savez quel langage tenaient chez nous les libéraux, au temps du tsarisme, jusqu'à la révolution de 1905 ou de 1917. Vous savez que ce langage des libéraux signifiait l'approche de l'explosion au sein des masses prolétariennes révolutionnaires. C'est pourquoi de ce langage tenu par les libéraux bourgeois anglais, vous déduirez ce qui se passe dans l'état d'esprit, dans les cerveaux et dans le cœur des ouvriers anglais, français et américains. Voilà pourquoi nous devons nous dire sans le moindre détour cette douloureuse vérité qui caractérise notre situation internationale. La révolution internationale est proche, mais il n'existe pas d'horaire d'après lequel elle puisse se dérouler ; nous qui avons vécu deux révolutions, nous le savons bien. Mais nous savons que si les impérialistes ne peuvent pas arrêter la révolution internationale, la défaite de certains pays et des sacrifices encore plus lourds sont possibles. Ils savent que la Russie est en proie aux tourments de la révolution prolétarienne, mais ils se trompent s'ils pensent qu'après avoir étouffé un foyer de révolution, ils étoufferont la révolution dans les autres pays.

En ce qui nous concerne, nous devons dire que la situation est plus dangereuse qu'elle ne l'a jamais été, qu'il

faut encore et toujours tendre nos forces. Maintenant que nous avons, en un an, posé un fondement solide, créé une Armée Rouge socialiste qui s'appuie sur une nouvelle discipline, nous nous disons avec assurance que nous pouvons et devons poursuivre ce travail, et nous devons le répéter à toutes les réunions, dans toutes les institutions soviétiques, dans les syndicats, aux réunions des comités de paysans pauvres : camarades, nous avons tenu une année et nous avons obtenu des succès, mais c'est encore peu en comparaison de cet ennemi puissant qui marche contre nous. Cet ennemi est un ennemi mondial, puissant, qui a vaincu le monde entier, c'est l'impérialisme anglo-français. Nous allons au combat contre lui, non point parce que nous songeons à nous comparer aux pays avancés d'Europe du point de vue économique et technique. Non, mais nous savons que cet ennemi marche vers l'abîme où a roulé l'impérialisme austro-allemand ; cet ennemi qui a aujourd'hui pris dans ses filets la Turquie, qui s'est emparé de la Bulgarie, s'emploie à occuper toute l'Autriche-Hongrie et à instaurer un ordre autocratique et policier, nous savons qu'il va à sa perte. Nous savons que c'est un fait historique, et voilà pourquoi, sans nous proposer d'objectifs manifestement absurdes, nous nous disons : nous pouvons opposer une résistance à l'impérialisme anglo-français !

Chaque étape dans le renforcement de notre Armée Rouge décuplera le processus de désagrégation et le mouvement révolutionnaire chez cet adversaire qui paraît si fort. C'est pourquoi il n'existe pas la moindre raison de s'abandonner au désespoir ou au pessimisme. Nous savons que le danger est grand. Peut-être le sort nous prépare-t-il des sacrifices encore plus douloureux. Admettons-le, on peut écraser un pays, mais on ne pourra jamais écraser la révolution prolétarienne internationale ; on ne peut que l'attiser davantage et les impérialistes y périront tous ! (Applaudissements prolongés qui se transforment en ovation.)

Comptes rendus de presse publiés le 9 novembre 1918, dans les « Izvestia du Comité exécutif central de Russie » n° 244 et le 10 novembre 1918 dans la « Pravda » n° 243
Publié intégralement pour la première fois dans le livre : « le Sixième Congrès extraordinaire des Soviets de Russie. Compte rendu sténographique ». Moscou

Conforme au texte du livre collationné sur le sténogramme et sur le texte de la brochure : N. Lénine, «Impérialisme mondial et la Russie des Soviets », M. 1919

DISCOURS PRONONCE A L'INAUGURATION DU MONUMENT A MARX ET A ENGELS LE 7 NOVEMBRE 1918

Nous inaugurons un monument aux chefs de la révolution ouvrière mondiale, Marx et Engels.

Des siècles durant, l'humanité a souffert sous le joug d'une infime poignée d'exploiteurs opprimant des millions de travailleurs. Mais si les exploiteurs de l'époque précédente, les seigneurs terriens, pillaient et opprimaient les paysans — serfs divisés, disséminés, incultes — les exploiteurs des temps modernes, les capitalistes, ont vu se dresser devant eux, parmi la masse des opprimés, son détachement d'avant-garde, les ouvriers industriels des villes, des usines et fabriques. L'usine les a unis, la vie urbaine les a éclairés, la lutte gréviste commune et les actions révolutionnaires les ont aguerris.

Le grand mérite, d'une portée universelle, de Marx et d'Engels, c'est qu'ils ont prouvé, par une analyse scientifique, la faillite inévitable du capitalisme et le passage au communisme où il n'y aura plus d'exploitation de l'homme par l'homme.

Le grand mérite, d'une portée universelle, de Marx et d'Engels, c'est qu'ils ont montré aux prolétaires de tous les pays leur rôle, leur tâche, leur mission, à savoir : engager les premiers la lutte révolutionnaire contre le Capital, rassembler autour d'eux, dans cette lutte, *tous* les travailleurs et tous les exploités.

Nous vivons un temps heureux où cette prévision des grands socialistes a commencé à se réaliser. Nous voyons tous comment, dans un ensemble de pays, se lève l'aurore de la révolution socialiste internationale du prolétariat. Les horreurs sans nom de la tuerie impérialiste des peuples

provoquent partout l'élan héroïque des masses opprimées, décuplent leurs forces dans la lutte pour leur émancipation.

Puissent les monuments érigés à Marx et Engels rappeler encore et toujours aux millions d'ouvriers et de paysans que nous ne sommes pas seuls dans notre lutte. A côté de nous se soulèvent les ouvriers des pays plus avancés. D'âpres batailles nous attendent encore, eux et nous. C'est dans la lutte commune que le joug du Capital sera brisé, que le socialisme sera définitivement conquis !

Bref compte rendu publié le 9 novembre 1918 dans la « Pravda » n° 242

Publié intégralement pour la première fois le 3 avril 1924 dans la « Pravda » n° 76

Conforme au manuscrit

DISCOURS PRONONCE A L'INAUGURATION DE LA PLAQUE COMMEMORATIVE AUX COMBATTANTS DE LA REVOLUTION D'OCTOBRE LE 7 NOVEMBRE 1918

Camarades, nous inaugurons le monument aux combattants d'avant-garde de la Révolution d'Octobre 1917. Les meilleurs parmi les masses laborieuses ont donné leur vie, en déclenchant l'insurrection pour libérer les peuples de l'impérialisme, pour mettre fin aux guerres entre les peuples, pour renverser la domination du Capital, pour le socialisme.

Camarades, l'histoire de la Russie est un long martyrologe de révolutionnaires, s'étendant sur plusieurs dizaines d'années. Des milliers et des milliers d'hommes ont péri dans la lutte contre le tsarisme. Leur mort a exalté de nouveaux combattants, a amené à la lutte des masses de plus en plus larges.

Aux camarades tombés pendant les journées d'Octobre de l'année dernière est échu le grand bonheur de la victoire. Le plus grand honneur dont rêvaient les guides révolutionnaires de l'humanité leur est échu : sur les corps des héros glorieux tombés au champ d'honneur, des milliers et des milliers de nouveaux combattants se sont levés, tout aussi intrépides, pour assurer la victoire par cet héroïsme de masse.

Aujourd'hui, la révolte des ouvriers bouillonne et fermente dans tous les pays. Dans nombre de pays, la révolution ouvrière socialiste monte. Les capitalistes du monde entier, dans la terreur et la haine, s'empressent de s'unir pour étouffer la révolution. Et ce qui leur inspire une haine

particulière, c'est la République Socialiste Soviétique de Russie. Les impérialistes de tous les pays se sont coalisés pour préparer une campagne contre nous ; nous avons à affronter de nouvelles batailles, de nouveaux sacrifices nous attendent.

Camarades ! Honorons donc le souvenir des combattants d'Octobre, en faisant serment devant leur monument de marcher sur leur trace, d'imiter leur intrépidité, leur héroïsme. Que leur mot d'ordre soit le nôtre, le mot d'ordre des ouvriers qui se soulèvent dans tous les pays. Ce mot d'ordre, c'est: « La victoire ou la mort. »

Ralliés à ce mot d'ordre, les combattants de la révolution socialiste internationale du prolétariat seront invincibles.

Bref compte rendu publié le 8 novembre 1918 dans le journal « Vétchernié Izvestia Moskovskovo Soviéta » n° 93

Publié intégralement pour la première fois le 3 avril 1924, dans la « Pravda » n° 76

Conforme au manuscrit

DISCOURS PRONONCE AU MEETING-CONCERT DES MEMBRES DE LA COMMISSION EXTRAORDINAIRE DE RUSSIE LE 7 NOVEMBRE 1918

(Tempête d'applaudissements.) Camarades, en célébrant l'anniversaire de notre révolution, je voudrais m'arrêter sur la tâche ardue des commissions extraordinaires.

Il n'y a rien d'étonnant à ce que l'activité de la Tchéka provoque des attaques non seulement de la part de nos ennemis, mais souvent aussi de nos amis. Nous avons assumé une lourde tâche. Après avoir pris la direction du pays, nous avons naturellement commis beaucoup d'erreurs, et il est naturel aussi que les erreurs des commissions extraordinaires sautent aux yeux plus que toutes les autres. Les intellectuels petits-bourgeois s'emparent de ces défauts et ne veulent pas examiner à fond la question. Ce qui m'étonne dans les hurlements poussés à propos des erreurs de la Tchéka, c'est l'inaptitude à poser la question dans une large perspective. On se saisit de certaines fautes de la Tchéka, on pleure et on n'a que ça à la bouche.

Mais nous, nous disons : on s'instruit grâce aux erreurs. Dans ce domaine comme dans tous les autres, nous disons que nous apprendrons par l'autocritique. Il s'agit, bien entendu, non du personnel de la Tchéka, mais du caractère même de son activité qui requiert décision, rapidité et pardessus tout loyauté. Lorsque je considère l'activité de la Tchéka et que je la compare avec ces invectives, je dis : ce sont des racontars petits-bourgeois qui ne valent rien. Cela

me rappelle le sermon de Kautsky sur la dictature, un sermon qui équivaut à soutenir la bourgeoisie. Quant à nous, nous affirmons, forts de notre expérience, que l'expropriation de la bourgeoisie est le fruit d'une lutte âpre, de la dictature.

Marx disait : le capitalisme et le communisme sont séparés par la dictature révolutionnaire du prolétariat. Plus le prolétariat écrasera la bourgeoisie, plus celle-ci opposera une résistance acharnée. Nous savons comment en France, en 1848, la répression s'est abattue sur les prolétaires ; et quand on nous reproche notre cruauté, nous sommes perplexes de voir que les gens oublient le marxisme le plus élémentaire. Nous n'avons pas oublié le soulèvement des élèves-officiers en octobre[68], nous ne devons pas oublier la série de soulèvements qui se préparent. Nous devons, d'une part, apprendre à faire un travail créateur, et, d'autre part, nous devons briser la résistance de la bourgeoisie. Les gardes blancs finlandais ne se sont pas gênés pour fusiller les ouvriers, malgré leur « esprit démocratique ». Au sein des larges masses, l'idée de la nécessité de la dictature a pris racine, bien qu'elle soit pénible et lourde de conséquences. On conçoit parfaitement que des éléments étrangers se soient infiltrés dans la Tchéka. C'est par l'autocritique que nous les rejetterons. L'important pour nous, c'est que la Tchéka applique directement la dictature du prolétariat, et à cet égard son rôle est inestimable. Il n'existe pas d'autre voie, pour libérer les masses, hormis l'écrasement des exploiteurs par la violence. Voilà ce dont s'occupe la Tchéka, voilà son mérite devant le prolétariat.

Bref compte rendu publié le 9 novembre 1918 dans les « Izvestia du Comité exécutif central de Russie » n° 224

Conforme à la copie dactylographiée du procès-verbal

DISCOURS AUX DELEGUES DES COMITES DE PAYSANS PAUVRES DE LA REGION DE MOSCOU LE 8 NOVEMBRE 1918[69]

L'organisation de la paysannerie pauvre, camarades, se présente à nous comme la question la plus importante de notre édification intérieure, et même comme la question la plus importante de toute notre révolution.

La Révolution d'Octobre s'est donné pour tâche d'arracher aux capitalistes les fabriques et les usines afin de faire des instruments de production le bien du peuple tout entier, et, après avoir remis toute la terre aux paysans, de reconstruire l'agriculture à partir des principes socialistes.

La première partie de notre tâche a été beaucoup plus facile à accomplir que la seconde. Dans les villes, la révolution a eu affaire à la grande production où travaillaient des dizaines et des centaines de milliers d'ouvriers. Les fabriques et les usines appartenaient à un petit nombre de capitalistes, dont les ouvriers ont pu venir à bout sans trop de peine. Les ouvriers avaient déjà une longue expérience née de la lutte antérieure contre les capitalistes, et qui leur avait appris à mener une action unie, résolue et organisée. De plus, il n'était pas besoin de partager l'usine ou la fabrique ; l'important, c'était seulement que toute la production s'organise dans l'intérêt de la classe ouvrière et de la paysannerie, et de façon à ne pas laisser tomber les produits du travail dans les mains des capitalistes.

Il en va tout autrement de la question de la terre. Ici, pour que le socialisme triomphe, toute une série de mesures de transition sont nécessaires. Il n'est pas possible de transformer d'un seul coup une multitude de petites exploita-

tions en une grande exploitation agricole. Arriver d'emblée dans un court laps de temps, à ce que l'économie agricole, pratiquée en ordre dispersé, devienne collective et prenne la forme d'une grande production nationale, dans laquelle les produits du travail seraient mis à la disposition de tout le peuple laborieux dans l'égalité et l'équité, tous étant obligés de travailler dans une égale mesure, cela n'était naturellement pas possible.

Au moment où les ouvriers des fabriques et des usines avaient déjà réussi dans les villes à éliminer définitivement les capitalistes et à secouer le joug de l'exploitation, la véritable lutte contre l'exploitation ne faisait que commencer à la campagne.

Après la Révolution d'Octobre, nous avons donné le coup de grâce au propriétaire foncier, nous lui avons enlevé la terre, mais la lutte à la campagne n'en était pas terminée pour autant. La conquête de la terre, comme toute autre conquête des travailleurs, n'est solide que dans la mesure où elle s'appuie sur l'esprit d'initiative des travailleurs eux-mêmes, sur leur organisation propre, sur leur haute tenue et sur leur fermeté révolutionnaire.

Cette organisation existait-elle chez les travailleurs de la campagne ?

Non, malheureusement, et c'est là que se trouve la racine, la cause de toute la difficulté de la lutte.

Les paysans qui ne tirent pas profit du travail d'autrui, qui ne s'engraissent pas aux dépens des autres, soutiendront toujours, cela va de soi, ceux qui disent que la terre doit revenir à tous également, que tout le monde doit travailler, que la possession de la terre ne doit pas donner lieu à l'exploitation, et que pour cela, il ne faut pas permettre l'accaparement du plus grand nombre possible de parcelles. Mais il en va autrement pour les koulaks et les exploiteurs que la guerre a engraissés, qui ont profité de la famine pour vendre le blé à des prix fabuleux, qui ont caché ce blé dans l'attente d'une nouvelle augmentation des prix, et font tout aujourd'hui pour s'enrichir au prix des malheurs du peuple, de la famine des paysans pauvres et des ouvriers des villes.

Ces gens-là, les koulaks et les vampires, sont des ennemis non moins terribles que les capitalistes et les propriétaires fonciers. Et si le koulak demeure indemne, si nous ne triom-

phons pas des vampires, alors le tsar et le capitaliste reviendront immanquablement.

L'expérience de toutes les révolutions qui ont éclaté jusqu'ici en Europe confirme que la révolution subira inévitablement une défaite, si la paysannerie ne triomphe pas de l'emprise des koulaks.

Toutes les révolutions européennes n'ont abouti à rien, précisément parce que la campagne n'a pas su venir à bout de ses ennemis. Les ouvriers des villes ont renversé les monarques (en Angleterre et en France, on a exécuté les rois, il y a déjà quelques centaines d'années, et nous étions seuls en retard avec notre tsar), et pourtant, après un certain temps, l'ancien régime était restauré. C'est parce qu'alors il n'existait pas, même dans les villes, la grande production qui groupe dans les fabriques et dans les usines des millions d'ouvriers, et les soude en une armée assez solide pour qu'ils puissent, sans le soutien des paysans, résister à la fois à la pression des capitalistes et des koulaks.

Or, la paysannerie pauvre n'était pas organisée ; elle-même luttait mal contre les koulaks, et en conséquence, la révolution était battue dans les villes également.

Aujourd'hui, la situation est différente. Au cours des deux derniers siècles, la grande production s'est développée à tel point et a couvert tous les pays d'un tel réseau d'immenses fabriques et d'usines qui occupent des milliers et des dizaines de milliers d'ouvriers, qu'à l'heure actuelle, partout dans les villes, il s'est déjà formé de vastes cadres d'ouvriers organisés, de prolétaires, qui représentent une force suffisante pour vaincre définitivement la bourgeoisie, les capitalistes.

Dans les révolutions précédentes, la paysannerie pauvre ne pouvait compter sur personne dans sa lutte difficile contre les koulaks.

Le prolétariat organisé — plus fort et plus expérimenté que la paysannerie (c'est la lutte antérieure qui lui a donné cette expérience) — est aujourd'hui au pouvoir en Russie ; il possède tous les instruments de production, toutes les fabriques et toutes les usines, les chemins de fer, les navires, etc.

Désormais, la paysannerie la plus pauvre possède un allié sûr et puissant dans la lutte contre les koulaks. La pay-

sannerie la plus pauvre sait que la ville la défend, que le prolétariat l'aidera dans la mesure de ses forces, et l'aide déjà en fait. C'est ce qu'ont montré les événements récents.

Vous vous rappelez tous, camarades, dans quelle situation périlleuse la révolution se trouvait en juillet dernier. Le soulèvement des Tchécoslovaques s'étendait, la famine augmentait dans les villes, et, dans les campagnes, les koulaks s'attaquaient avec toujours plus d'insolence et de fureur à la ville, au pouvoir des Soviets, aux paysans pauvres.

Nous avons appelé les paysans pauvres à s'organiser, nous avons procédé à la formation de comités de paysans pauvres et de détachements ouvriers de ravitaillement. Les socialistes-révolutionnaires de gauche ont provoqué une émeute. Ils disaient que les comités de paysans pauvres étaient composés de fainéants, que les ouvriers volaient le blé aux paysans laborieux.

Quant à nous, nous répondions aux socialistes-révolutionnaires de gauche qu'ils défendaient les koulaks ; ceux-ci ont compris que, dans la lutte contre le pouvoir des Soviets, on peut non seulement se servir des armes mais aussi faire une guerre d'usure. Ils disaient : « Ce sont des fainéants », et nous, nous demandions : pourquoi un tel est-il devenu « fainéant », pourquoi s'est-il dégradé, pourquoi s'est-il appauvri, pourquoi est-il devenu un ivrogne invétéré ? N'est-ce pas à cause des koulaks ? Les koulaks ont fait chorus avec les socialistes-révolutionnaires de gauche pour crier aux « fainéants », tout en accaparant le blé, en le cachant, en spéculant, dans leur désir de s'enrichir au prix de la famine et des souffrances des ouvriers.

Les koulaks ont saigné à blanc les paysans pauvres, ils ont profité du travail d'autrui, et, en même temps, ils hurlaient : « fainéants » !

Les koulaks attendaient les Tchécoslovaques avec impatience ; ils auraient fait volontiers monter un nouveau tsar sur le trône pour continuer impunément à exploiter, à régner sur les ouvriers agricoles, à s'engraisser.

Il n'y avait de salut que dans l'union de la campagne avec la ville, que dans une offensive contre les koulaks et les parasites, menée en commun par les éléments prolétariens

et semi-prolétariens de la campagne qui n'exploitaient pas le travail d'autrui, et les ouvriers des villes.

Pour cette union il y avait beaucoup à faire, en particulier dans le domaine du ravitaillement. La population ouvrière des villes souffrait incroyablement de la famine et les koulaks se disaient :

« Si je retiens encore un peu mon blé, peut-être le paiera-t-on plus cher. »

Les koulaks naturellement ne sont pas pressés ; ils ont assez d'argent ; ils disent eux-mêmes que les roubles « kérenki »[70] s'entassent chez eux en quantités énormes.

Mais des gens qui peuvent, en temps de famine, cacher et accumuler le blé sont les pires des criminels. Il faut lutter comme il se doit contre ces pires ennemis du peuple.

Et cette lutte, nous l'avons commencée à la campagne.

Les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires ont cherché à nous intimider par la scission que nous apportions à la campagne en organisant les comités de paysans pauvres. Mais que signifie « ne pas scinder la campagne » ? Cela veut dire la laisser sous la domination des koulaks. Or, cela, nous ne le voulons pas ; c'est pourquoi nous avons résolu de diviser la campagne. Nous avons dit : nous perdrons les koulaks, c'est vrai, nous ne pouvons dissimuler ce malheur (r i r e s), mais nous gagnerons des milliers et des millions de paysans pauvres qui viendront aux côtés des ouvriers. (A p p l a u d i s s e m e n t s.)

Et c'est bien ce qui se produit. La scission à la campagne n'a fait que montrer plus clairement où sont les paysans pauvres, les paysans moyens qui n'ont pas recours au travail d'autrui, et où sont les parasites et les koulaks.

Les ouvriers ont apporté et apportent leur aide à la paysannerie pauvre dans la lutte contre les koulaks. Au cours de la guerre civile qui s'est allumée à la campagne, les ouvriers sont aux côtés des paysans les plus pauvres, tout comme ils l'étaient lors de l'application de la loi des socialistes-révolutionnaires sur la socialisation de la terre.

Nous autres, bolchéviks, nous étions adversaires de cette loi sur la socialisation de la terre. Mais nous l'avons approuvée, parce que nous ne voulions pas aller à l'encontre de la volonté de la majorité des paysans. La volonté de

la majorité est toujours pour nous une obligation, et la contrecarrer signifie trahir la révolution.

Nous ne voulions pas imposer à la paysannerie une idée qui lui était étrangère, celle de la vanité d'un partage égal de la terre. Nous estimions qu'il valait mieux que les travailleurs paysans eux-mêmes comprennent, à leurs dépens, sur leur propre dos, qu'un partage égalitaire est une absurdité. C'est alors seulement que nous pourrions leur demander comment en finir avec la ruine, l'emprise des koulaks, qui ont pour base le partage de la terre.

Le partage n'était valable qu'au début. Il dévait montrer que la terre était enlevée aux propriétaires fonciers, qu'elle passait aux mains des paysans. Mais cela n'est pas suffisant. La seule issue est le travail collectif de la terre.

Cette conviction, vous ne l'aviez pas, mais la vie elle-même vous y amène. Les communes, le travail de la terre dans les artels, les associations des paysans, voilà comment vous échapperez aux désavantages de la petite exploitation, voilà le moyen de relever et d'améliorer l'économie, le moyen d'épargner les forces et de lutter contre les koulaks, le parasitisme et l'exploitation.

Nous savions bien que les paysans vivent comme s'ils étaient plantés dans la terre ; les paysans craignent les innovations, ils s'accrochent obstinément au passé. Nous savions que les paysans ne croiraient à l'utilité de telle ou telle mesure que lorsqu'ils parviendraient à en comprendre eux-mêmes l'utilité, à en prendre conscience. Et c'est pourquoi nous avons contribué au partage de la terre, tout en sachant que là n'était pas l'issue.

Mais maintenant les paysans pauvres commencent eux-mêmes à tomber d'accord avec nous. La vie leur montre que là où, disons, il faut dix charrues parce que la terre est divisée en 100 parcelles, on peut se contenter d'un nombre moindre de charrues grâce à l'exploitation en commun, la terre n'étant pas aussi fortement morcelée. La commune permet à l'artel tout entier, à toute l'association, d'apporter dans l'exploitation des améliorations que ne peuvent réaliser les petits propriétaires isolés, et ainsi de suite.

Bien sûr, ce n'est pas d'un seul coup qu'on réussira à passer partout à l'exploitation collective du sol. Les koulaks s'y opposeront par tous les moyens, et les paysans eux-

mêmes résistent souvent obstinément à la mise en œuvre des principes de communauté dans l'agriculture. Mais plus la paysannerie avancera et se renforcera dans la conviction, basée sur des exemples et sur l'expérience personnelle, des avantages des communes, plus les choses marcheront favorablement.

Dans cette tâche, les comités de paysans pauvres jouent un rôle énorme. Il est nécessaire qu'ils couvrent toute la Russie. Les comités de paysans pauvres se développent activement depuis longtemps déjà. Il s'est tenu, ces jours-ci, à Pétrograd, un congrès des comités de paysans pauvres de la région du Nord. Au lieu de 7 000 représentants attendus, il y en a eu 20 000 ; et la salle préparée pour la réunion n'a pas pu accueillir tous les congressistes. Le beau temps est venu à leur secours et leur a permis de tenir la réunion sur la place du Palais d'Hiver.

Ce congrès a montré que la guerre civile a été comprise comme il convient à la campagne : les paysans pauvres s'unissent et luttent en rangs serrés contre les koulaks, les richards et les parasites.

Le Comité central de notre parti a élaboré un plan de transformation des comités de paysans pauvres, qui sera proposé à la ratification du VI[e] Congrès des Soviets. Aux termes de notre résolution, les comités de paysans pauvres et les Soviets ruraux ne doivent pas être séparés. Sinon il en résultera des chicanes et des parlotes superflues. Nous fusionnerons les comités et les Soviets, nous ferons en sorte que les comités deviennent des Soviets.

Nous savons que des koulaks se faufilent parfois même dans les comités de paysans pauvres. Si cela doit se prolonger, les paysans pauvres se comporteront envers ces comités de la même façon qu'envers les Soviets à prédominance de koulaks de Kérenski et d'Avksentiev. Le changement de nom ne trompera personne. Compte tenu de ce fait, on a proposé de procéder à de nouvelles élections aux comités de paysans pauvres. Seul a le droit de voter celui qui n'exploite pas le travail d'autrui, celui qui ne profite pas de la famine du peuple pour piller, celui qui ne spécule pas sur les excédents de blé et ne les cache pas. Dans les comités prolétariens de paysans pauvres il ne doit pas y avoir de place pour les koulaks et les parasites.

Le pouvoir des Soviets a décidé d'allouer un fonds spécial d'un milliard de roubles au relèvement de l'agriculture. Toutes les communes existantes ou en voie de formation recevront une aide pécuniaire et technique.

Si on a besoin de spécialistes, nous les enverrons. Bien qu'ils soient dans leur majorité des contre-révolutionnaires, les comités de paysans pauvres sauront les atteler à la besogne et ils ne travailleront pas plus mal pour le peuple qu'ils ne travaillaient auparavant pour les exploiteurs. D'une manière générale, nos intellectuels ont déjà eu le temps de se persuader que par leur sabotage, par la détérioration préméditée du travail, ils ne pourront pas renverser le pouvoir ouvrier.

Nous ne craignons pas non plus l'impérialisme étranger. L'Allemagne s'est déjà brûlé les doigts en Ukraine. Au lieu des 60 millions de pouds de blé qu'elle espérait en retirer, elle n'a emporté que 9 millions et, par-dessus le marché, elle a emporté le bolchévisme russe, pour lequel elle ne nourrit pas de sympathie particulière. (T o n n e r r e d' a p p l a u d i s s e m e n t s.) Il se peut fort bien que la même chose arrive aux Anglais, à qui nous pouvons dire : « Attention, chers amis, vous pourriez vous étrangler ! » (R i r e s e t a p p l a u d i s s e m e n t s .)

Mais le danger existe cependant pour nous, tant que nos frères à l'étranger ne se sont pas soulevés partout. Et c'est pourquoi nous devons continuer à organiser et à renforcer notre Armée Rouge. Cette question doit être particulièrement chère à la paysannerie pauvre qui ne peut s'occuper de ses exploitations que si elle est défendue par notre armée.

Camarades, le passage à une nouvelle économie s'effectuera peut-être lentement, mais il est nécessaire de mettre en pratique, sans faiblir, les principes de l'économie collective.

Contre les koulaks, il faut mener une lutte énergique, il ne faut conclure aucune transaction avec eux.

Avec les paysans moyens, nous pouvons travailler et avec eux, nous pouvons lutter contre les koulaks. Nous n'avons aucune hostilité envers les paysans moyens. Peut-être ne sont-ils pas des socialistes et ne le deviendront-ils pas, mais l'expérience leur prouvera l'utilité de l'exploitation collective du sol et, pour la plupart, ils n'opposeront pas de résistance.

Quant aux koulaks, nous leur disons : contre vous non plus, nous n'avons aucune hostilité, mais livrez vos surplus de blé, ne spéculez pas et n'exploitez pas le travail d'autrui. Tant que vous n'agirez pas ainsi, nous mènerons contre vous une lutte sans merci.

Aux travailleurs, nous n'enlevons rien, mais nous exproprions tous ceux qui ont recours au travail salarié, qui s'enrichissent aux dépens des autres. (V i f s a p p l a u d i s s e m e n t s.)

« Biednota » n° 185, le 10 novembre 1918

Conforme au texte de « Biednota »

TELEGRAMME A TOUS LES SOVIETS DE DEPUTES
A TOUS, A TOUS

10 novembre 1918

Au cours de la nuit, nous avons reçu d'Allemagne la nouvelle de la victoire de la révolution en Allemagne. C'est d'abord Kiel qui nous a informés par radio que le pouvoir y est aux mains du Soviet des ouvriers et des marins. Puis Berlin nous a envoyé la communication suivante :

« Salut de liberté et de paix à tous. Berlin et ses environs sont aux mains du Soviet des députés ouvriers et soldats. Adolf Hoffman est député à la Diète. Ioffé et le personnel de l'ambassade reviennent immédiatement. »

Nous vous prions de prendre toutes les mesures pour informer les soldats allemands sur tous les postes-frontières. De Berlin est également parvenue la nouvelle que les soldats allemands au front ont arrêté la délégation de paix de l'ancien gouvernement allemand et ont eux-mêmes entamé des pourparlers de paix avec les soldats français.

Lénine, Président du Conseil des Commissaires du Peuple

« Pravda » n° 244, le 18 novembre 1918

Conforme au manuscrit

DISCOURS PRONONCE AU PREMIER CONGRES DES OUVRIERES DE RUSSIE[71] LE 19 NOVEMBRE 1918

(Les déléguées au congrès ont salué le camarade Lénine d'applaudissements et d'une ovation prolongée.) Camarades, à certains égards, le congrès des femmes de l'armée prolétarienne a une importance particulière car, dans tous les pays, les femmes se sont ralliées le plus difficilement au mouvement. Il ne peut pas y avoir de révolution socialiste si une énorme partie des travailleuses n'y prend pas une part marquante.

Dans tous les pays civilisés, même les plus avancés, la situation des femmes est telle que c'est à juste titre qu'on les appelle des esclaves domestiques. Il n'est pas un seul Etat capitaliste, fût-ce la république la plus libre, où les femmes jouissent de l'égalité des droits, pleine et entière.

La tâche de la République des Soviets est au premier chef d'abolir toute limitation aux droits des femmes. Le procès en divorce, source de la servitude, de l'humiliation, de la pourriture bourgeoise, le pouvoir des Soviets l'a complètement aboli.

Voici bientôt un an qu'existe une législation tout à fait libre sur le divorce. Nous avons promulgué un décret qui a supprimé la différence entre l'enfant légitime et l'enfant naturel, ainsi que toute une série de restrictions politiques; nulle part l'égalité et la liberté des travailleuses n'ont été aussi pleinement réalisées.

Nous savons que tout le poids des lois périmées retombe sur la femme de la classe ouvrière.

Notre code a, pour la première fois dans l'histoire, rayé tout ce qui rendait les femmes inférieures en droits. Mais il ne s'agit pas de la loi. Dans nos villes et dans les régions industrielles, cette loi sur la liberté complète du mariage prend bien racine, mais, dans les campagnes, il arrive souvent, très souvent, qu'elle reste sur le papier. Jusqu'ici, le mariage religieux y prédomine. Les femmes le doivent à l'influence des prêtres ; il est plus malaisé de lutter contre ce mal que contre l'ancienne législation.

Il faut lutter contre les préjugés religieux avec une prudence extrême ; ceux qui, dans ce combat, blessent le sentiment religieux causent un grand préjudice. On doit lutter par la propagande, par l'instruction. En agissant brutalement, nous risquons d'irriter la masse ; une action menée de cette manière accentue la division des masses sur le terrain de la religion, or, notre force est dans l'union. L'origine la plus profonde des préjugés religieux se trouve dans la misère et l'ignorance; c'est ce mal que nous devons combattre.

La situation de la femme est restée jusqu'ici telle qu'on la qualifie d'esclavage ; la femme est écrasée par son ménage et, de cette condition, seul le socialisme peut la sauver. C'est seulement lorsque nous serons passés des petites exploitations aux exploitations en commun et au travail en commun de la terre que la femme sera pleinement affranchie, émancipée. Cette tâche est ardue, mais à l'heure où se forment les comités de paysans pauvres, la révolution socialiste se renforce.

C'est seulement aujourd'hui que la partie la plus pauvre de la population s'organise à la campagne ; et là, dans ces organisations de paysans pauvres, le socialisme acquiert un fondement solide.

Il arrivait souvent naguère que la ville devînt révolutionnaire et que la campagne la suivît.

La révolution actuelle s'appuie sur la campagne ; de là sa portée et sa force. L'expérience de tous les mouvements de libération montre que le succès de la révolution dépend de l'importance de la participation des femmes. Le pouvoir des Soviets fait tout pour que la femme s'adonne à son travail prolétarien et socialiste de façon indépendante.

La situation du pouvoir des Soviets est difficile, parce

que les impérialistes de tous les pays haïssent la Russie des Soviets et se préparent à l'attaquer, parce qu'elle a allumé l'incendie de la révolution dans nombre de pays et parce qu'elle s'achemine résolument vers le socialisme.

Aujourd'hui, alors qu'ils veulent briser la Russie révolutionnaire, chez eux-mêmes le sol commence à brûler sous leurs pas. Vous savez que le mouvement révolutionnaire grandit en Allemagne, qu'au Danemark les ouvriers sont en lutte contre le gouvernement. Le mouvement révolutionnaire se renforce en Suisse et en Hollande. Dans ces petits pays, le mouvement n'a pas une importance par lui-même, mais il est particulièrement significatif parce qu'ils n'ont pas connu la guerre et que le régime démocratique le plus « légal » y existait. Si ces pays se mettent en branle, on peut tenir pour assuré que le mouvement révolutionnaire embrasse le monde entier.

Jusqu'ici, aucune république n'a pu libérer la femme. Le pouvoir des Soviets lui vient en aide. Notre cause est invincible, car, dans tous les pays, la classe ouvrière indomptable se soulève. Ce mouvement signifie l'essor de la révolution socialiste invincible. (Applaudissements prolongés. On chante l'« Internationale ».)

Compte rendu de presse publié le 20 novembre 1918 dans les « Izvestia du Comité exécutif central de Russie » n° 253

Conforme à l'exemplaire dactylographié du procès-verbal, collationné sur le texte du journal

DISCOURS PRONONCE A LA REUNION DU 20 NOVEMBRE 1918 EN L'HONNEUR DE V. LENINE[72]

BREF COMPTE RENDU DE PRESSE

(Le camarade Lénine est accueilli par une tempête d'applaudissements qui se transforme en ovation.) Camarades, je voudrais dire quelques mots au sujet d'une lettre parue dans le numéro d'aujourd'hui de la *Pravda*. Cette lettre est due à la plume d'un des membres en vue de l'Assemblée Constituante et du parti socialiste-révolutionnaire de droite, Pitirim Sorokine. Sorokine déclare à ses électeurs qu'il se démet de son titre de membre de l'Assemblée Constituante et qu'il renonce à prendre une part quelconque à la politique. Cette lettre n'est pas seulement un « document humain » d'un extrême intérêt, mais elle a aussi une portée politique immense.

On sait que Pitirim Sorokine était le principal collaborateur du journal des socialistes-révolutionnaires de droite *Volia Naroda*[73], qui marchait la main dans la main avec les cadets. Cet aveu dans une lettre rendue publique est le signe d'un important tournant, d'un revirement dans un milieu qui manifestait jusqu'ici une franche hostilité au pouvoir des Soviets. Si Pitirim Sorokine dit que, dans de nombreux cas, la politique de certains leaders est socialement nuisible, cela prouve qu'il avoue franchement et honnêtement enfin que toute la politique des socialistes-révolutionnaires de droite a été socialement nuisible.

De nombreux représentants de ce parti commencent à comprendre, par suite des derniers événements, que le moment est venu où se révèle toute la justesse de la position

des bolchéviks, et où se dévoilent toutes les bévues et toutes les erreurs de ses ennemis intransigeants.

La lettre de Sorokine prouve que dans bien des groupes qui nous sont hostiles, nous pouvons, à l'heure actuelle, compter tout au moins sur la neutralité à l'égard du pouvoir des Soviets. Ce qui a éloigné de nous beaucoup de gens, c'est la monstrueuse paix de Brest-Litovsk ; beaucoup de gens n'ont pas fait confiance à la révolution, beaucoup croyaient pieusement aux desseins honnêtes des alliés, mais aujourd'hui tout a été démasqué et tous voient que les alliés tant vantés, qui ont dicté à l'Allemagne des conditions encore plus monstrueuses que celles de la paix de Brest-Litovsk, sont des pillards tout pareils aux impérialistes allemands.

Les alliés sont, on le sait, partisans du régime monarchique en Russie ; à Arkhangelsk, par exemple, ils soutiennent activement les monarchistes. Les Anglais marchent contre la Russie pour prendre la place des impérialistes allemands vaincus. Tout cela a ouvert les yeux des adversaires de la révolution même les plus endurcis et les plus ignorants.

Jusqu'ici, il y a eu nombre d'aveugles pour suivre l'Assemblée Constituante ; quant à nous, nous avons toujours dit que l'Assemblée Constituante était le mot d'ordre des propriétaires fonciers, des monarchistes, de toute la bourgeoisie russe, Milioukov en tête, qui vend la Russie à droite et à gauche, au plus offrant.

La « république » américaine écrase la classe ouvrière. Désormais, tout le monde sait ce qu'est une république démocratique. Désormais, il est clair pour tous que seuls peuvent exister soit l'impérialisme victorieux, soit le pouvoir des Soviets, qu'il n'y a pas de milieu. (L e d i s c o u r s d u c a m a r a d e L é n i n e e s t i n t e r r o m p u à p l u s i e u r s r e p r i s e s p a r d e s o v a t i o n s e n t h o u s i a s t e s .)

« Pravda » n° 253,
le 22 novembre 1918

Conforme au texte de la « Pravda »

LES PRECIEUX AVEUX DE PITIRIM SOROKINE

La *Pravda* a publié aujourd'hui une lettre remarquablement intéressante de Pitirim Sorokine, à laquelle tous les communistes doivent apporter une attention particulière. Dans cette lettre, parue dans les *Izvestia du Comité exécutif de la Dvina du Nord*[74], Pitirim Sorokine déclare qu'il quitte le parti socialiste-révolutionnaire de droite et qu'il se démet de son titre de membre de l'Assemblée Constituante. Les raisons de l'auteur se ramènent à ceci : il lui est difficile d'indiquer non seulement aux autres, mais aussi à lui-même, des moyens de salut politiques et, partant, « il se retire de la politique ». « L'année écoulée depuis la révolution, écrit-il, m'a enseigné une vérité : les hommes politiques peuvent se tromper, la politique peut être socialement utile, mais elle peut aussi être socialement nuisible ; par contre le travail dans le domaine de la science et de l'éducation nationale est toujours utile, toujours nécessaire au peuple »... La lettre est signée : « Pitirim Sorokine, Privat-Docent de l'Université de Pétersbourg et de l'Institut de Psychoneurologie, ancien membre de l'Assemblée Constituante, ancien membre du parti socialiste-révolutionnaire. »

Cette lettre mérite l'attention, avant tout comme « document humain » d'un extrême intérêt. Ce n'est pas souvent qu'on rencontre la sincérité et la droiture avec lesquelles Sorokine reconnaît les erreurs de sa politique. Dans la majorité des cas, ou peu s'en faut, les hommes politiques convaincus du caractère erroné de la ligne politique adoptée s'efforcent de cacher leur revirement, de l'estomper, d'« imaginer » tel ou tel motif plus ou moins accessoire, etc. L'aveu franc et honnête de son erreur politique est déjà en soi un grand acte

politique. Pitirim Sorokine a tort quand il écrit que le travail dans le domaine de la science est « toujours utile ». Car il existe aussi dans ce domaine des erreurs, des exemples de propagande obstinée d'opinions réactionnaires, disons philosophiques, d'hommes notoirement non réactionnaires, il y en a dans la littérature russe également. D'autre part, la déclaration franche d'un homme en vue, c'est-à-dire d'un homme qui occupait un poste politique responsable connu de tout le peuple, sur son retrait de la politique, *est aussi de la politique.* L'aveu honnête d'une erreur politique apporte à beaucoup de gens un très grand profit politique, s'il s'agit d'une erreur partagée par des partis tout entiers qui exerçaient en leur temps une influence sur les masses.

La lettre de Pitirim Sorokine est d'une extrême importance politique, précisément à l'heure actuelle. Elle nous donne à nous tous une « leçon », qu'il faut savoir méditer et assimiler.

Tout marxiste sait depuis longtemps cette vérité que les forces *décisives* dans la société capitaliste ne peuvent être que le prolétariat et la bourgeoisie, alors que tous les éléments sociaux qui se trouvent entre ces classes, et qui se rangent sous la rubrique économique de petite bourgeoisie, hésitent *inévitablement* entre ces forces décisives. Mais entre la reconnaissance livresque de cette vérité et la capacité d'en tirer les conclusions qui s'en dégagent dans une situation compliquée où il faut agir pratiquement, la distance est énorme.

Pitirim Sorokine est le représentant d'un courant social et politique extrêmement large, le courant menchévik-socialiste-révolutionnaire. Que ce soit un seul courant, que la différence entre les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires, du point de vue de leur attitude à l'égard de la lutte entre la bourgeoisie et le prolétariat soit négligeable, c'est ce qu'ont montré de façon particulièrement convaincante et particulièrement concrète les événements de la révolution russe depuis février 1917. Les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires sont des variétés de la démocratie petite-bourgeoise, tel est le fond économique et le caractère politique fondamental de ce courant. L'histoire des pays avancés montre que ce courant se colore bien souvent d'une teinte « socialiste » dans sa jeunesse.

On se demande pour quelle raison les représentants de ce courant se sont détachés avec une violence singulière des bolchéviks, de la révolution prolétarienne, il y a quelques mois, et ce qui les incite aujourd'hui à passer de l'hostilité à la neutralité. Il est parfaitement évident que la raison de ce revirement a été en premier lieu la faillite de l'impérialisme allemand, liée à la révolution en Allemagne et dans d'autres pays ainsi qu'à la dénonciation de l'impérialisme anglo-français ; en second lieu, la dissipation des illusions de la démocratie bourgeoise.

Arrêtons-nous à la première de ces causes. Le patriotisme est un des sentiments les plus profonds, consacré par des siècles et des millénaires dans les différentes patries. Au nombre des difficultés particulièrement ardues, exceptionnelles, peut-on dire, de notre révolution prolétarienne, il y a cette circonstance qu'il lui a fallu passer par une période où le sentiment patriotique a été brutalement heurté, la période de la paix de Brest-Litovsk. L'amertume, l'irritation, la furieuse indignation provoquées par cette paix sont compréhensibles ; il va de soi que nous autres, marxistes, nous ne pouvions attendre que de l'avant-garde consciente du prolétariat l'intelligence de cette vérité que nous supportons et devons supporter les plus grands sacrifices nationaux dans l'intérêt supérieur de la révolution prolétarienne mondiale. Les idéologues non marxistes et les larges masses de travailleurs qui n'appartiennent pas au prolétariat formé à la grande école des grèves et de la révolution, ne savaient où puiser la ferme conviction que cette révolution était mûre, ni l'abnégation qu'elle demande. Dans le meilleur des cas, notre tactique leur paraissait une chimère, un fanatisme, une aventure, le sacrifice des intérêts matériels les plus évidents du peuple, de centaines de millions d'hommes, à un espoir abstrait, utopique ou douteux dans ce qui se passerait dans d'autres pays. Quant à la petite bourgeoisie, étant donné sa situation économique, elle est plus patriote, à la fois par rapport à la bourgeoisie et par rapport au prolétariat.

Mais les choses se sont déroulées comme nous l'avions dit.

L'impérialisme allemand qui semblait être l'unique ennemi s'est effondré. La révolution allemande qui (pour reprendre l'expression bien connue de Plékhanov) semblait être une « farce chimérique », est devenue un fait. L'im-

périalisme anglo-français, que l'imagination des démocrates petits-bourgeois peignait sous les traits d'un ami de la démocratie, d'un défenseur des opprimés, s'est révélé en réalité une bête sauvage qui a imposé à la république allemande et aux peuples d'Autriche des conditions pires que celles de Brest-Litovsk, une bête sauvage qui a fait jouer aux armées des républicains « libres », des Français et des Américains, le rôle de gendarmes, de bourreaux, de destructeurs de l'indépendance et de la liberté des petites nations faibles. L'histoire universelle a démasqué cet impérialisme avec une sûreté et une brutalité impitoyables. Aux patriotes russes qui ne voulaient rien connaître que les avantages immédiats (compris à l'ancienne manière) de leur patrie, les faits de l'histoire mondiale ont montré que la transformation de notre révolution russe en révolution socialiste n'était pas une aventure, mais une nécessité, car il *ne s'offrait pas d'autre* choix : l'impérialisme anglo-français et américain écrasera *inévitablement* l'indépendance et la liberté de la Russie, *si* la révolution socialiste mondiale, le bolchévisme mondial, ne triomphent pas.

Les faits sont têtus, dit un proverbe anglais. Or, au cours des derniers mois, nous avons dû vivre des faits qui sont le signe du plus grand tournant qui se soit jamais produit dans l'histoire universelle. Ces événements obligent les démocrates petits-bourgeois de Russie, malgré leur haine du bolchévisme, alimentée par l'histoire de notre lutte au sein du parti, à passer de l'hostilité vis-à-vis du bolchévisme d'abord à la neutralité à son égard, puis au soutien de celui-ci. Les conditions objectives qui éloignaient si violemment de nous ces démocrates patriotes appartiennent désormais au passé. Et les conditions objectives mondiales qui existent maintenant les *obligent* à se tourner de notre côté. Le revirement de Pitirim Sorokine n'est pas du tout fortuit, c'est la manifestation du revirement inévitable d'une *classe tout entière*, de toute la démocratie petite-bourgeoise. Qui ne sait tenir compte de ce fait et le mettre à profit n'est pas un marxiste, est un mauvais socialiste.

Poursuivons. La foi dans l'action universelle, salvatrice, de la « démocratie » *en général*, l'incompréhension du fait que c'est la démocratie *bourgeoise*, historiquement

limitée quant à son utilité, sa nécessité, cette foi et cette incompréhension se sont maintenues dans tous les pays pendant des dizaines d'années, pendant des siècles, avec une force particulière au sein de la petite bourgeoisie. Le grand bourgeois en a vu de toutes les couleurs, il sait que la république démocratique, comme toute autre forme d'Etat en régime capitaliste, n'est rien d'autre qu'une machine pour écraser le prolétariat. Le grand bourgeois le *sait* parce qu'il connaît intimement les dirigeants réels et les ressorts les plus cachés (souvent encore plus secrets de ce fait) de la machine de l'Etat bourgeois, *quelle qu'elle soit.* En raison de sa situation économique, en raison de toutes ses conditions d'existence, le petit bourgeois est moins capable d'assimiler cette vérité, il s'en tient même aux illusions selon lesquelles la république démocratique signifie la « démocratie pure », l'« Etat populaire libre », la souveraineté du peuple en dehors des classes ou au-dessus d'elles, la pure manifestation de la volonté de tout le peuple, etc., etc... La solidité de ces préjugés du démocrate petit-bourgeois est due nécessairement à ce fait qu'il est plus éloigné de la lutte aiguë des classes, de la Bourse, de la « véritable » politique, et il serait tout à fait contraire au marxisme d'attendre que la propagande puisse à elle seule extirper ces préjugés en un bref laps de temps.

Mais l'histoire mondiale court aujourd'hui à une vitesse si folle et détruit tout ce qui est habituel, caduc, avec un marteau d'une puissance si énorme, par des crises d'une violence si incroyable, que même les préjugés les plus solides ne résistent pas. Il était naturel et inévitable que chez le « démocrate en général » soit née la foi naïve dans l'Assemblée Constituante, l'opposition naïve de la « pure démocratie » à la « dictature du prolétariat ». Mais ce que les « partisans de l'Assemblée Constituante » ont subi à Arkhangelsk et à Samara, en Sibérie et dans le Sud, ne pouvait pas ne pas détruire les préjugés les plus ancrés. La république démocratique idéalisée de Wilson *s'est avérée* en réalité la forme de l'impérialisme le plus forcené, de l'oppression et de l'écrasement les plus éhontés des peuples faibles et petits. Le « démocrate » moyen en général, menchévik ou socialiste-révolutionnaire, pensait : « A quoi bon je ne sais quel type d'Etat prétendument

supérieur, à quoi bon ce pouvoir des Soviets ? Que Dieu nous donne une république démocratique ordinaire » ! Et, bien entendu, dans une période « ordinaire », relativement paisible, un tel « espoir » aurait suffi pour de longues décennies.

Mais aujourd'hui, la marche des événements mondiaux et les leçons infiniment cruelles qu'offre la coalition de tous les monarchistes de Russie avec l'impérialisme anglo-français et américain montrent *en fait* que la république démocratique est bien la république démocratique bourgeoise, déjà périmée sous l'angle des problèmes que l'impérialisme inscrit à l'ordre du jour de l'histoire ; elles montrent qu'il n'existe pas d'*autre* choix : *ou bien* le pouvoir des Soviets triomphera dans tous les pays avancés du monde, *ou bien* ce sera l'impérialisme anglo-américain le plus réactionnaire, le plus effréné, qui étouffe tous les petits peuples faibles, qui restaure la réaction dans le monde entier, et qui a appris admirablement à utiliser la forme de la république démocratique.

C'est l'un ou l'autre.

Il n'y a pas de milieu. Tout récemment, les bolchéviks étaient taxés de fanatisme aveugle parce qu'ils défendaient ce point de vue.

Mais c'est précisément ce qui s'est produit.

Si Pitirim Sorokine s'est démis de son mandat de membre de l'Assemblée Constituante, ce n'est pas un hasard, c'est le signe du revirement d'une classe tout entière, de toute la démocratie petite-bourgeoise. La scission dans son sein était inévitable : une partie viendrait de notre côté, une partie resterait neutre, une partie s'unirait délibérément aux cadets monarchistes qui vendent la Russie au capital anglo-américain, qui s'efforcent d'écraser la révolution à l'aide des baïonnettes étrangères. Savoir tenir compte de ce tournant parmi les démocrates menchéviks et socialistes-révolutionnaires qui passent de l'hostilité au bolchévisme d'abord à la neutralité, puis au soutien, savoir l'utiliser, voilà une des tâches pressantes de l'heure.

Tout mot d'ordre lancé aux masses par le parti a la propriété de se figer, de s'éteindre, de garder pour beaucoup sa valeur, même lorsque les conditions qui avaient rendu ce mot d'ordre nécessaire se sont modifiées. Ce mal

est inévitable ; et si on n'a pas appris à lutter contre lui et à en triompher, il est impossible d'assurer la juste politique du parti. La période au cours de laquelle notre révolution prolétarienne s'est éloignée de la démocratie menchévique et socialiste-révolutionnaire de façon particulièrement marquée était historiquement nécessaire ; sans une lutte aiguë contre ces démocrates, au moment où ils penchaient vers le camp de nos ennemis et travaillaient à restaurer la république démocratique *bourgeoise et impérialiste*, il aurait été impossible de nous tirer d'affaire. Les mots d'ordre de cette lutte se sont bien souvent figés et pétrifiés aujourd'hui, ils *empêchent* de tenir correctement compte de la nouvelle étape et de l'utiliser avec sagesse, alors qu'un nouveau tournant s'est dessiné au sein de cette démocratie, un tournant dans notre direction, un tournant qui n'est pas fortuit, mais qui a ses racines dans les conditions les plus profondes de toute la situation internationale.

Pour faciliter cette évolution, il ne suffit pas d'accueillir amicalement ceux qui se tournent vers nous. Un homme politique conscient de ses devoirs doit apprendre à *susciter* ce revirement dans les différentes couches et dans les différents groupes de la grande masse démocratique petite-bourgeoise, s'il est convaincu qu'il existe pour ce revirement des mobiles historiques sérieux et profonds. Le prolétariat révolutionnaire doit savoir qui il faut écraser, avec qui, quand et comment, il faut conclure un accord. Il serait ridicule et stupide de renoncer à la terreur et à la répression à l'égard des propriétaires fonciers et des capitalistes et de leurs valets qui vendent la Russie aux impérialistes « alliés » étrangers. Ce serait une comédie de s'efforcer de les « convaincre » et d'exercer sur eux une « influence psychologique ». Mais il serait tout aussi stupide et ridicule, — sinon plus, — de persister dans la même tactique de répression et de terreur envers les démocrates petits-bourgeois, alors que le cours des événements les oblige à se tourner vers nous.

Et ces démocrates, le prolétariat les rencontre partout. A la campagne, notre tâche est d'anéantir le propriétaire foncier, de briser la résistance de l'exploiteur et du koulak spéculateur ; nous pouvons pour cela nous appuyer soli-

dement *rien que* sur les semi-prolétaires, sur la « paysannerie pauvre ». Mais le paysan moyen n'est pas un ennemi pour nous. Il a hésité, il hésite et il hésitera : le problème de l'action à exercer sur les hésitants *n'est pas identique* à celui du renversement de l'exploiteur et de la victoire sur l'ennemi agissant. Savoir parvenir à l'entente avec le paysan moyen — sans renoncer un seul instant à la lutte contre le koulak et en s'appuyant solidement sur la seule paysannerie pauvre — telle est la tâche de l'heure, car c'est précisément aujourd'hui que le revirement en notre faveur chez le paysan moyen est inévitable, pour les raisons exposées ci-dessus.

Il faut agir de même à l'égard de l'artisan, de l'homme de métier, de ceux des ouvriers qui sont davantage placés dans des conditions petites-bourgeoises, ou qui ont davantage conservé des opinions petites-bourgeoises à l'égard de nombreux fonctionnaires, des officiers, et notamment des intellectuels en général. Il n'est pas douteux qu'on remarque souvent dans notre parti une inaptitude à profiter du revirement qui se produit chez eux, mais cette inaptitude peut et doit être surmontée.

Nous avons déjà un solide appui chez l'énorme majorité des prolétaires syndiqués. Il faut savoir attirer à nous, inclure dans une organisation commune, soumettre à la discipline prolétarienne générale les couches les moins prolétariennes, les plus petites-bourgeoises des *travailleurs* qui se tournent vers nous. Dans ce cas, le mot d'ordre de l'heure, ce n'est pas de lutter contre eux, mais c'est de les attirer, c'est de savoir mettre au point notre action sur eux, de convaincre les hésitants, d'utiliser les neutres, d'éduquer — dans l'ambiance de l'influence prolétarienne de masse, — ceux qui sont en retard ou qui, depuis fort peu de temps, ont commencé à se défaire des illusions de l'« Assemblée Constituante » ou des illusions « patriotiques-démocratiques ».

Nous avons déjà un appui assez solide dans les masses laborieuses. Le Sixième congrès des Soviets l'a montré de façon particulièrement évidente. Nous ne craignons pas les intellectuels bourgeois, et nous n'affaiblirons pas un seul instant la lutte contre les saboteurs haineux et contre les gardes blancs. Mais le mot d'ordre de l'heure c'est de

savoir profiter du revirement qui se produit chez eux en notre faveur. Il reste encore chez nous pas mal des pires représentants des intellectuels bourgeois qui se sont « accolés » au pouvoir des Soviets : les mettre à la porte, les remplacer par les intellectuels qui hier encore nous étaient consciemment hostiles et qui ne sont plus que neutres aujourd'hui, telle est une des tâches les plus importantes de l'heure, tâche de tous les responsables soviétiques qui ont affaire aux « intellectuels », tâche de tous les agitateurs, de tous les propagandistes et de tous les organisateurs.

Il va de soi que l'accord avec le paysan moyen, avec le menchévik d'hier issu du milieu ouvrier, avec le saboteur d'hier issu du milieu des employés ou du milieu intellectuel, nécessite du savoir-faire, comme toute action politique dans des circonstances compliquées évoluant à un rythme impétueux. Le tout est de ne pas se contenter de ce que notre expérience antérieure a pu nous apprendre, mais *absolument* d'aller *plus loin*, d'obtenir *absolument davantage*, de passer absolument des tâches plus faciles aux tâches plus difficiles. Sans cela, aucun progrès d'ensemble n'est possible ; de même, aucun progrès n'est possible dans l'édification socialiste.

J'ai reçu ces jours-ci des représentants du congrès des délégués des coopératives de crédit. Ils m'ont montré la résolution [75] adoptée à leur congrès, s'élevant *contre la fusion* de la banque coopérative de crédit avec la banque nationale de la république. Je leur ai dit que j'étais partisan de l'entente avec le paysan moyen, et que j'appréciais hautement même le début d'un revirement des coopérateurs, qui d'hostiles deviennent neutres à l'égard des bolchéviks, mais qu'un terrain d'accord ne pouvait être trouvé que s'ils consentaient à la fusion complète de la banque spéciale avec la banque unique de la république. Les représentants du congrès ont alors remplacé leur résolution par une autre ; ils ont fait passer au congrès une autre résolution, d'où ils avaient retiré tout ce qui allait à l'encontre de la fusion, *mais... mais* ils ont proposé un plan d'« union de crédit » spéciale des coopérateurs, que rien ne distinguait en fait de la banque spéciale ! C'était ridicule. Les paroles travesties, cela va de soi, ne peuvent nourrir ou tromper qu'un imbécile. Mais l'« échec » d'une de ces...

« tentatives » n'ébranlera pas le moins du monde notre politique ; envers les coopérateurs et le paysan moyen, nous avons pratiqué et pratiquerons une politique d'entente, en coupant court à toutes les tentatives de modifier la *ligne* du pouvoir des Soviets et de l'édification socialiste des Soviets.

Les hésitations des démocrates petits-bourgeois sont inévitables. Il a suffi de quelques victoires des Tchécoslovaques pour que ces démocrates tombent dans la panique, sèment la panique, passent dans le camp des « vainqueurs », soient prêts à les accueillir servilement. Il va de soi qu'il n'est pas possible d'oublier un seul instant qu'aujourd'hui encore il suffirait de quelques succès partiels, disons des gardes blancs anglo-américains de Krasnov, pour que les flottements commencent vers l'autre côté, pour que la panique augmente, pour que se multiplient les cas d'extension de la panique, les cas de trahisons et de passage au camp des impérialistes, et ainsi de suite.

Cela, nous le savons. Cela, nous ne l'oublierons pas. La base purement prolétarienne du pouvoir des Soviets que nous avons conquise, du pouvoir des Soviets soutenu par les semi-prolétaires, demeurera d'une solidité inébranlable. Notre armée ne tremblera pas, notre armée n'hésitera pas, cela nous le savons par expérience. Mais quand les changements les plus profonds de l'histoire mondiale provoquent un revirement inévitable en notre faveur au sein des masses démocratiques sans-parti, menchéviques, socialistes-révolutionnaires, nous devons apprendre et nous apprendrons à utiliser ce revirement, à le soutenir, à le susciter dans les différents groupes et couches, à réaliser tout ce qui est possible dans le demaine de l'entente avec ces éléments, à faciliter de ce fait le travail de l'édification socialiste, à alléger les souffrances engendrées par le délabrement économique, l'ignorance, l'incapacité qui retardent la victoire du socialisme.

Ecrit le 20 novembre 1918
Publié le 21 novembre 1918 dans la « Pravda » n° 252
Signé : N. Lénine

Conforme au texte de la « Pravda »

DISCOURS PRONONCE A L'OCCASION DE LA «JOURNEE DE L'OFFICIER ROUGE» LE 24 NOVEMBRE 1918[76]

(Tempête d'applaudissements. On chante l'«Internationale».) Je vous salue au nom des Commissaires du Peuple, dit Lénine. Quand je pense aux tâches qui incombent à notre armée et à nos officiers rouges, je me souviens d'un épisode dont j'ai été témoin il n'y a pas très longtemps, dans un wagon du chemin de fer de Finlande.

Je voyais les voyageurs sourire de ce que disait une petite vieille ; je demandai qu'on me traduisît ses paroles. Comparant les soldats de l'ancien temps aux soldats révolutionnaires, la Finnoise disait que les premiers défendaient les intérêts de la bourgeoisie et des propriétaires fonciers, et les seconds, ceux des pauvres. « Autrefois le pauvre était cruellement puni pour une bûche prise sans permission. Tandis que maintenant, si vous rencontrez un soldat dans la forêt, racontait la vieille, il vous aidera même à porter votre fagot. » « Maintenant, disait-elle, il n'y a plus lieu de craindre l'homme au fusil. »

Je pense, poursuit Lénine, qu'il serait difficile d'imaginer une meilleure récompense pour l'Armée Rouge.

Puis Lénine dit que les anciens cadres étaient principalement formés des rejetons gâtés et pervertis des capitalistes, qui n'avaient rien de commun avec le simple soldat. C'est pourquoi, aujourd'hui, en bâtissant l'armée nouvelle, nous devons choisir les chefs seulement parmi le peuple. Seuls les officiers rouges jouiront de l'autorité nécessaire parmi les soldats et sauront affermir le socialisme dans notre armée. Une telle armée sera invincible.

« Izvestia du Comité exécutif central de Russie » n° 258, le 26 novembre 1918

Conforme au texte des « Izvestia du Comité exécutif central de Russie »

DISCOURS A LA REUNION DES MANDATAIRES DE LA COOPERATIVE OUVRIERE CENTRALE DE MOSCOU LE 26 NOVEMBRE 1918[77]

(L'arrivée du camarade Lénine est accueillie par un tonnerre d'applaudissements prolongés.) Camarades, je salue en vous les représentants des coopératives ouvrières qui doivent jouer un rôle immense dans la bonne organisation de tout le ravitaillement. Nous avons dû maintes fois, et en particulier ces derniers temps, examiner au Conseil des Commissaires du Peuple les problèmes des coopératives et l'attitude du pouvoir ouvrier et paysan à leur égard.

Dans cette perspective, il faut se souvenir combien les coopératives ont joué un rôle important autrefois, sous le pouvoir des capitalistes, puisqu'elles reposaient sur le principe de la lutte économique contre la classe capitaliste.

Il est vrai que les coopératives, abordant à leur manière le travail pratique de la répartition, transformaient très souvent les intérêts du peuple en intérêt d'un groupe de personnes, animé souvent du désir de partager le bénéfice commercial avec les capitalistes. Soucieux des intérêts purement mercantiles, les coopérateurs oubliaient souvent le régime socialiste qui, leur semblait-il, était encore trop éloigné et inaccessible.

Les coopératives groupaient fréquemment surtout des éléments petits-bourgeois, la paysannerie moyenne qui, dans leurs aspirations au sein du mouvement coopératif, étaient guidés par leurs intérêts petits-bourgeois. Cepen-

dant, ces coopératives ont rempli un rôle qui, sans aucun doute, développait l'initiative des masses, et c'est là leur grand mérite. S'appuyant sur l'initiative des masses, elles ont en effet créé de vastes organisations économiques, et en cette matière, — nous ne le nierons pas, — elles ont joué un rôle important.

Ces organisations économiques sont devenues dans certains cas capables de se substituer à l'appareil capitaliste et de le compléter, et cela aussi, nous devons le reconnaître ; or, le prolétariat des villes était tellement entraîné dans l'organisation de la grande industrie capitaliste qu'il devint assez fort pour renverser la classe des propriétaires fonciers et des capitalistes, pour utiliser tout l'appareil capitaliste.

Le prolétariat des villes comprenait assez bien que dans la débâcle économique engendrée par la guerre impérialiste, il était indispensable de mettre sur pied un appareil d'approvisionnement et, pour ce faire, il tira profit en premier lieu du vaste appareil capitaliste.

Nous ne devons pas l'oublier. La coopération est un immense héritage culturel qu'il faut apprécier et utiliser.

Et c'est pourquoi, lorsque, au Conseil des Commissaires du Peuple, nous avons eu à aborder la question du rôle des coopératives, nous l'avons fait avec beaucoup de prudence, comprenant parfaitement combien il était important de faire valoir à fond tout cet appareil économique bien organisé.

Par ailleurs, nous ne pouvions pas oublier que les principaux responsables de l'édification coopérative avaient été les menchéviks, les socialistes-révolutionnaires de droite et autres partis de conciliateurs et de petits bourgeois. Nous ne pouvions pas l'oublier, tant que ces groupes politiques, se trouvant entre deux classes en lutte, utilisaient les coopératives en partie pour couvrir les contre-révolutionnaires et même pour soutenir les Tchécoslovaques, grâce aux fonds accumulés par ces organisations. Oui, nous avions des informations à ce sujet. Cependant, cela ne se produisait pas partout, tant s'en faut, et nous entraînions souvent les coopératives à travailler avec nous, si elles le voulaient.

Ces derniers temps, la situation internationale de la Russie soviétique est devenue, elle aussi, telle que de

nombreux groupes de la petite bourgeoisie voient clairement toute la signification du pouvoir ouvrier et paysan.

Lorsque la Russie soviétique se trouvait à la veille de Brest-Litovsk, lorsque nous étions contraints de conclure avec les impérialistes allemands une paix extrêmement douloureuse, c'est surtout contre nous que les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires de droite ont élevé leurs voix. Quand la Russie soviétique a été forcée de conclure cette paix, les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires clamaient partout que les bolchéviks menaient la Russie à sa perte.

A en croire certains de ces représentants, les bolchéviks étaient des utopistes qui s'imaginaient que la révolution mondiale était possible. D'autres estimaient que les bolchéviks étaient des agents de l'impérialisme allemand.

Enfin, beaucoup d'entre eux supposaient alors que les bolchéviks faisaient des concessions à l'impérialisme allemand et pensaient, avec une joie mauvaise, qu'il s'agissait bien d'une entente avec la bourgeoisie dirigeante allemande.

Je ne citerai pas ici davantage de ces expressions peu flatteuses, pour ne pas dire plus, que ces groupes lançaient alors à l'adresse du pouvoir des Soviets.

Cependant, les événements de ces derniers temps dans le monde entier ont appris beaucoup de choses aux menchéviks et aux socialistes-révolutionnaires de droite. L'appel du Comité central menchévik aux travailleurs[78], publié récemment dans notre presse, dit que, tout en se séparant des communistes sur le plan idéologique, ils jugent indispensable de lutter contre l'impérialisme mondial, qui a aujourd'hui à sa tête les capitalistes anglo-américains.

En effet, il s'est produit des événements d'une importance considérable. Des Soviets de députés ouvriers se sont formés en Roumanie et en Autriche-Hongrie. En Allemagne, les Soviets prennent position contre l'Assemblée Constituante et, dans quelques semaines peut-être, le gouvernement Haase-Scheidemann tombera et sera remplacé par un gouvernement Liebknecht. En même temps, le capitalisme anglo-français bande tous ses efforts pour écraser la révolution russe et arrêter ainsi la révolution mondiale. Désormais, il est clair pour tout le monde que les con-

voitises de l'impérialisme allié vont plus loin encore que celles de l'impérialisme allemand : les conditions qu'il offre à l'Allemagne sont encore pires que celles de la paix de Brest-Litovsk ; et, qui plus est, il veut, d'une manière générale, étouffer la révolution et jouer le rôle de gendarme du monde. Par leur résolution, les menchéviks ont montré qu'ils comprenaient de quel côté souffle le vent anglais. Et, aujourd'hui, nous ne devons pas les repousser, mais, au contraire, les accueillir, leur permettre de travailler en commun avec nous.

Dès le mois d'avril de cette année, les communistes ont prouvé qu'ils ne se refusaient pas à collaborer avec les coopérateurs. La tâche des communistes consiste à savoir utiliser tous ceux qui peuvent être attirés au travail, en s'appuyant sur le prolétariat des villes, à utiliser tous ceux qui suivaient auparavant les mots d'ordre socialistes, mais n'ont pas trouvé en eux-mêmes le courage de lutter pour ces mots d'ordre jusqu'à la victoire ou la défaite. Marx disait que le prolétariat devait exproprier les capitalistes et savoir mettre à contribution les groupements petits-bourgeois. Nous aussi, nous disions qu'il fallait tout enlever aux capitalistes mais qu'il suffisait de serrer la vis aux koulaks et de les soumettre au contrôle du monopole du blé. Nous devons rechercher l'entente avec la paysannerie moyenne, la prendre sous notre contrôle, tout en réalisant en fait les idéaux du socialisme.

Nous devons dire franchement que les ouvriers et les paysans pauvres tendront leurs efforts pour réaliser pratiquement les idéaux du socialisme, et que si quelqu'un ne fait pas route avec nous vers ces objectifs, eh bien ! nous nous en passerons. Mais nous devons employer tous ceux qui sont capables de nous aider réellement dans cette lutte extrêmement difficile.

Et voilà que le Conseil des Commissaires du Peuple, examinant ces questions, est arrivé dès avril à un accord avec les coopérateurs [79]. C'était au cours d'une séance unique, à laquelle, en dehors des Commissaires du Peuple communistes, assistaient des représentants des coopératives civiles.

Nous sommes tombés d'accord avec eux. C'était l'unique séance à laquelle une résolution a été adoptée non pas

par la majorité des communistes, mais par la minorité, les coopérateurs.

Le Conseil des Commissaires du Peuple l'a accepté parce qu'il estimait indispensable de mettre à profit l'expérience et les connaissances des coopérateurs ainsi que leur appareil.

Vous savez aussi que, il y a quelques jours, a été adopté un décret [80], publié dimanche dans les *Izvestia*, sur l'organisation du ravitaillement ; un rôle important y est précisément assigné à la coopération et aux coopératives. Car, sans le réseau des coopératives, l'organisation de l'économie socialiste est impossible ; jusqu'ici on a commis sous ce rapport beaucoup d'erreurs. On fermait certaines coopératives, on en nationalisait d'autres, alors que les Soviets n'arrivaient pas à mettre sur pied la répartition, ne réussissaient pas à ouvrir les magasins soviétiques.

Aussi, conformément à ce décret, tout ce qui avait été pris aux coopératives doit leur être restitué.

Les coopératives doivent être dénationalisées, doivent être rétablies.

Il est vrai que le décret traite avec beaucoup de prudence les coopératives qui avaient été fermées parce qu'il s'y était faufilé des contre-révolutionnaires. Nous avons dit de façon précise que, à cet égard, l'activité des coopératives devait être soumise à un contrôle ; nous disons, cependant, que les coopératives doivent être entièrement mises à contribution.

Il est évident pour nous tous qu'une des tâches majeures du prolétariat est de mettre sur pied, sans délai et correctement, l'approvisionnement et la répartition des produits alimentaires.

Et du moment que nous avons un appareil qui possède cette expérience et qui, chose essentielle, repose sur l'initiative des masses, nous devons l'orienter vers la réalisation de ces tâches. Ce qui surtout importe à cet égard, c'est d'utiliser l'initiative des masses qui ont créé ces organisations. Il est indispensable d'entraîner dans la sphère du ravitaillement les masses populaires, et nous devons en faire la tâche principale de la coopération, notamment, de la coopération ouvrière.

La question du ravitaillement, de la répartition des produits alimentaires est une question où tout le monde peut se débrouiller. Même un homme qui n'a pas pâli sur les livres peut s'y reconnaître. Or, en Russie, une énorme partie de la population est encore ignorante, sans instruction, parce qu'on a tout fait pour ne pas donner d'éducation aux masses ouvrières et opprimées.

Mais au sein des masses, il y a d'innombrables forces vivantes, capables de révéler des capacités admirables, bien plus qu'on ne pourrait l'imaginer. Et c'est pourquoi les coopératives ouvrières ont pour mission d'attirer ces forces, de les découvrir et de leur confier un travail immédiat dans le ravitaillement et la répartition des produits alimentaires. La société socialiste est une coopérative unique.

J'ai la certitude que l'initiative des masses dans les coopératives ouvrières permettra à celles-ci de fonder effectivement une commune de consommation unique pour la ville de Moscou.

Imprimé en décembre 1918 en tract et dans la revue « Rabotchi Mir » n° 19

Conforme au texte du tract, collationné sur le texte de la revue

REUNION DES MILITANTS DU PARTI DE MOSCOU LE 27 NOVEMBRE 1918[81]

1

RAPPORT SUR LA POSITION DU PROLETARIAT A L'EGARD DE LA DEMOCRATIE PETITE-BOURGEOISE

Camarades, je voudrais vous entretenir des tâches qui incombent à notre parti et au pouvoir des Soviets en liaison avec le problème de l'attitude du prolétariat envers la démocratie petite-bourgeoise. Les derniers événements mettent, sans conteste, cette question à l'ordre du jour, parce que le gigantesque changement survenu dans la situation internationale, comme l'annulation du traité de Brest-Litovsk, la révolution en Allemagne, la faillite de l'impérialisme allemand et la désagrégation de l'impérialisme anglo-américain, ne pouvait manquer d'ébranler nombre de principes démocratiques bourgeois qui constituaient les fondements théoriques de la démocratie petite-bourgeoise. La situation militaire de la Russie, l'assaut des impérialismes anglo-français et américain, ne pouvaient manquer de pousser plus ou moins de notre côté une partie de cette démocratie petite-bourgeoise. Eh bien ! c'est de ces changements qu'il faut introduire dans notre tactique, des tâches nouvelles qui surgissent devant nous, que je voudrais vous entretenir ce soir.

Permettez-moi de commencer par quelques principes théoriques essentiels. Il ne fait pas de doute que la principale couche sociale qui donne à la démocratie petite-bourgeoise son fondement économique est, en Russie, celle des paysans moyens. Il ne fait pas de doute que la révolution socialiste et le passage du capitalisme au socialisme doivent inévitablement prendre des formes particulières dans un pays où la population rurale atteint un chiffre

considérable. C'est pourquoi je voudrais avant tout vous rappeler de quelle façon les thèses fondamentales du marxisme sur la position du prolétariat à l'egard de la paysannerie moyenne se sont élaborées. Afin de vous le remettre en mémoire, je vous lirai quelques déclarations faites par Engels dans son article « la Question paysanne en France et en Allemagne ». Cet article, paru en brochure, fut écrit en 1895 ou 1894, alors que la question du programme agraire du parti socialiste touchant la paysannerie se posait pratiquement à l'ordre du jour, à l'occasion de l'examen du programme de la social-démocratie allemande au congrès de Breslau de ce parti. Voici comment Engels s'exprimait alors sur l'attitude du prolétariat : « Quelle est donc notre position en face des petits paysans ?.. D'abord, la phrase du programme français est absolument juste : nous prévoyons la disparition inéluctable du petit paysan, mais nous ne sommes nullement chargés de hâter cette disparition. Et ensuite, il est tout aussi évident que, lorsque nous serons au pouvoir, nous ne pourrons songer à exproprier par la force les petits paysans (que ce soit avec ou sans indemnité), comme nous serons obligés de le faire pour les grands propriétaires fonciers. Notre devoir envers le petit paysan est, en premier lieu, de faire passer sa propriété et son exploitation individuelles à l'exploitation coopérative, non en l'y contraignant, mais en l'y amenant par des exemples et en mettant à sa disposition le concours de la société. »

Plus loin, Engels disait à ce propos : « Nous ne pouvons pas promettre aux petits paysans parcellaires que nous les maintiendrons en possession de leur propriété individuelle et de leur exploitation individuelle contre la supériorité de la production capitaliste. Nous pouvons seulement leur promettre que nous n'interviendrons pas contre leur volonté, à l'aide de la force brutale, dans leurs rapports de propriété [82]. »

Enfin, la dernière réflexion que je voudrais vous rappeler porte sur les paysans riches, les gros paysans (en russe on dirait les « koulaks »), c'est-à-dire les paysans qui emploient la main-d'œuvre salariée. Si ces paysans ne comprennent pas que leur mode actuel de production est inévitablement condamné, et ne savent pas en tirer pour eux-mêmes les conclusions nécessaires, les marxistes ne

peuvent rien faire pour eux. Notre seul devoir est de leur faciliter le passage au nouveau mode de production [83].

Telles sont les thèses que je voulais vous rappeler et que connaît, sans aucun doute, tout communiste. On voit par là que la tâche du prolétariat, une fois qu'il s'est emparé du pouvoir, ne peut en aucune manière être la même dans les pays où prédomine le régime du grand capitalisme, et dans ceux où il existe une paysannerie arriérée, petite, moyenne et grande. On voit que nous avons exposé de la manière la plus précise les tâches du marxisme quand nous disions que la guerre contre le propriétaire foncier exploiteur était notre devoir.

En ce qui concerne la paysannerie moyenne, nous disons : aucune violence dans aucun cas. En ce qui concerne le gros paysan, voici notre mot d'ordre : soumission au monopole du blé, guerre contre lui quand le monopole du blé est violé, quand il cache le blé. J'ai eu l'occasion, récemment, de reprendre ces thèses à une réunion de quelques centaines de personnes, les représentants des comités de paysans pauvres, qui s'étaient rassemblés à Moscou en même temps que le VI[e] Congrès *. Dans la presse de notre parti, dans la propagande et l'agitation, nous avons toujours souligné cette différence dans notre attitude à l'égard de la grande bourgeoisie et à l'égard de la petite bourgeoisie. Mais, tout en étant d'accord théoriquement, il s'en faut de beaucoup que tous en aient dégagé les conclusions politiques qui s'imposent et qu'ils les aient dégagées assez vite. Et j'ai commencé à dessein, pour ainsi dire de loin, afin de vous indiquer les notions économiques sur les rapports mutuels entre les classes dont nous devons nous inspirer, pour poser sur des fondements indiscutables la question de notre politique envers la démocratie petite-bourgeoise. Il est hors de doute que cette classe, la petite paysannerie (nous appelons paysan moyen celui qui ne vend pas sa force de travail), ce paysan, en Russie en tout cas, représente la principale classe économique, la base de la vaste diversité des courants politiques de la démocratie petite-bourgeoise. Chez nous, en Russie, ces courants sont surtout liés aux partis menchévik et socialiste-révolutionnaire. L'histoire

* Voir le présent tome, pp. 174-182. (*N. R.*)

du socialisme en Russie est marquée par la lutte prolongée des bolchéviks contre ces partis ; ajoutons que les socialistes d'Europe occidentale ont constamment envisagé cette lutte comme une lutte *à l'intérieur* du socialisme, c'est-à-dire comme une scission du socialisme en Russie. Soit dit entre parenthèses, ce point de vue s'exprime très fréquemment dans les interventions même de bons social-démocrates.

Aujourd'hui même, on m'a remis une lettre de Friedrich Adler, connu par son action révolutionnaire en Autriche. Ecrite à la fin d'octobre et reçue aujourd'hui, cette lettre ne contient qu'une seule requête : n'est-il pas possible de libérer de prison les menchéviks ? Cet homme n'a rien trouvé de plus intelligent à écrire à un tel moment. Il fait la réserve, il est vrai, qu'il n'est pas informé sur notre mouvement, etc... ; néanmoins cela est caractéristique. Cette erreur risible des socialistes d'Europe occidentale s'explique du fait qu'ils regardent en arrière et non en avant, et qu'ils ne comprennent pas que ni les menchéviks, ni les socialistes-révolutionnaires (qui prêchent le socialisme) ne méritent pas d'être rangés parmi les socialistes. Pendant toute la révolution de 1917, les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires n'ont fait qu'hésiter entre la bourgeoisie et le prolétariat ; ils n'ont jamais pu adopter une position juste et ont illustré, comme à dessein, la thèse de Marx selon laquelle la petite bourgeoisie est incapable, dans les luttes décisives, d'avoir une position indépendante.

Dès le début, alors qu'il créait les Soviets, et du seul fait qu'il créait les Soviets, le prolétariat prenait d'instinct une position de classe bien déterminée. Les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires n'ont cessé d'hésiter. Et si leurs propres amis, au printemps et en été 1917, les appelaient des « semi-bolchéviks », ce n'était pas seulement une boutade, mais une définition juste. Dans toutes les questions sans exception (Soviets, mouvement révolutionnaire à la campagne, prise immédiate de la terre, fraternisation au front, soutien ou non-soutien de l'impérialisme), dans toutes ces questions cardinales, les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires disaient « oui » aujourd'hui et « non » le lendemain. D'un côté, ils aidaient, de l'autre, non, et ils étaient le modèle du manque de caractère et de

l'impuissance. Par ailleurs quand ils lançaient à la population la phrase « Pour les Soviets » (le fait est qu'ils qualifiaient sans cesse les Soviets de « démocratie révolutionnaire » et les opposaient à ce qu'on appelait l'élément censitaire), ce n'était de leur part qu'un calcul politique astucieux ; et les larges masses, au sein de qui ces mots tombaient, s'enthousiasmaient : « C'est pour les Soviets ! » La propagande des menchéviks nous servait, nous aussi, en partie.

C'est une question très complexe qui a une histoire très riche ; je me bornerai à l'indiquer brièvement : la politique des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires prouve à nos yeux de façon définitive la justesse de notre thèse, à savoir que les considérer comme des socialistes est une erreur. Socialistes, ils ne l'étaient peut-être que par leur phraséologie et par leurs souvenirs. En fait, c'est bien la petite bourgeoisie russe.

J'ai commencé par dire comment les marxistes devaient se comporter à l'égard du paysan moyen, autrement dit, à l'égard des partis petits-bourgeois. Nous approchons aujourd'hui de la phase où nos mots d'ordre de la période précédente de la révolution doivent se modifier, afin de tenir compte correctement du tournant présent. Vous savez qu'en octobre et novembre, ces éléments hésitaient.

Le Parti bolchévik s'est alors montré intransigeant et il a agi comme il le fallait ; nous nous disions qu'il nous incombait d'anéantir les ennemis du prolétariat, qu'il nous incombait de nous battre pour les questions majeures de la guerre et de la paix, de la représentation bourgeoise, du pouvoir des Soviets. Dans toutes ces questions, nous ne pouvions nous appuyer que sur nos propres forces, et nous avons agi d'une manière tout à fait juste en refusant de composer avec la démocratie petite-bourgeoise.

Le cours ultérieur des événements nous a placés devant le problème de la paix et de la conclusion de la paix de Brest-Litovsk. Vous savez que cette paix a éloigné de nous les éléments petits-bourgeois.

De ces deux circonstances, de notre politique extérieure qui a conduit à la signature de la paix de Brest-Litovsk, et de notre lutte implacable contre les illusions démocratiques d'une partie des démocrates petits-bourgeois, de notre lutte impitoyable pour le pouvoir des So-

viets, de ces deux circonstances, il est résulté que les démocrates petits-bourgeois se sont brutalement détachés de nous. Vous savez qu'après la paix de Brest-Litovsk, les flottements ont commencé parmi les socialistes-révolutionnaires de gauche. Une partie d'entre eux s'est lancée dans l'aventure, l'autre s'est scindée et continue encore à se scinder. Mais ce fait demeure un fait. Nous autres, naturellement, nous ne pouvons pas avoir un seul instant l'ombre d'un doute sur la justesse absolue de notre politique à ce moment-là. Le démontrer aujourd'hui, c'est rabâcher des lieux communs, car la révolution allemande a prouvé mieux que tout la justesse de nos opinions.

Ce qu'on nous a le plus reproché après la paix de Brest-Litovsk et ce que nous avons dû le plus souvent entendre de la part des masses ouvrières peu conscientes, c'est que nous avions tort de placer nos espoirs dans la révolution allemande et qu'elle n'éclatait toujours pas. La révolution allemande a donné un démenti à tous ces reproches et a prouvé le bien-fondé de nos opinions quand nous disions qu'elle devait venir, que nous devions lutter contre l'impérialisme allemand, non seulement par la guerre nationale, mais encore par la propagande et par la désagrégation de l'intérieur. Les événements ont si bien confirmé nos vues qu'il n'y a rien à prouver. De même, en ce qui concerne l'Assemblée Constituante, les hésitations étaient inévitables et le cours des événements a confirmé la justesse de nos opinions, au point qu'aujourd'hui toutes les révolutions qui ont éclaté en Occident se déroulent sous le mot d'ordre du pouvoir des Soviets, et instaurent ce pouvoir des Soviets. Les Soviets, voilà ce qui caractérise partout la révolution. Ils sont passés d'Autriche et d'Allemagne en Hollande et en Suisse (pays qui ont la plus vieille culture démocratique, qui se donnent le nom d'Europe occidentale, même par rapport à l'Allemagne). On lance chez eux le mot d'ordre du pouvoir des Soviets. Cela signifie que la faillite de la démocratie bourgeoise n'était pas une invention des bolchéviks, mais une nécessité historique absolue. En Suisse et en Hollande, la lutte politique est engagée depuis des centaines d'années, et à l'heure actuelle le mot d'ordre du pouvoir des Soviets ne s'y pose pas pour les beaux yeux des bolchéviks. Cela veut dire que

nous avons exactement tenu compte du présent. Le cours des événements a confirmé la justesse de notre tactique au point qu'il n'y a pas lieu de s'arrêter plus longtemps sur cette question. Il faut seulement comprendre que c'est une question sérieuse; il s'agit du préjugé le plus profond de la démocratie petite-bourgeoise. Rappelez-vous l'histoire générale de la révolution bourgeoise et du développement du parlementarisme dans tous les pays d'Europe occidentale, et vous verrez que des préjugés de ce genre ont régné dans tous les pays, parmi les vieux social-démocrates des années 40. C'est en France que ces opinions se sont maintenues le plus longtemps. Il ne peut en être autrement. En matière de parlementarisme, la petite bourgeoisie est la plus patriotique ; elle est la plus patriotique si on la compare au prolétariat et à la grande bourgeoisie. Cette dernière est plus internationale, la petite bourgeoisie étant moins mobile, moins liée aux autres peuples et n'est pas entraînée dans le mouvement universel du commerce. C'est pourquoi il fallait s'attendre à ce que, dans la question du parlementarisme précisément la petite bourgeoisie se manifestât plus que les autres. Il en a été ainsi en Russie également. Sous ce rapport, ce qui a joué un grand rôle, c'est que notre révolution a lutté contre le patriotisme. A l'époque de la paix de Brest-Litovsk, nous avons dû heurter le sentiment patriotique. Nous disions : si tu es socialiste, tu dois sacrifier tes sentiments patriotiques au nom de la révolution mondiale qui viendra, qui n'a pas encore éclaté, mais à laquelle tu dois faire confiance, si tu es internationaliste.

On conçoit qu'en tenant ce langage nous n'ayons pu attirer à nous que les détachements d'avant-garde de la classe ouvrière. On conçoit que la majorité de la petite bourgeoisie n'ait pas partagé notre point de vue. Nous ne pouvions pas l'espérer. Comment la petite bourgeoisie aurait-elle pu adopter notre point de vue ? Nous avons dû instaurer la dictature du prolétariat sous sa forme la plus rigoureuse. Nous avons vécu pendant quelques mois une période où l'on s'est laissé bercer d'illusions. Si on considérait l'histoire des pays d'Europe occidentale, on verrait que ces illusions ne se sont pas dissipées même au cours de dizaines d'années. Prenez l'histoire de la Hollande, de la France, de l'Angleterre et d'autres pays. Nous avons dû

briser l'illusion petite-bourgeoise d'après laquelle le peuple formerait un tout et la volonté du peuple serait capable de s'exprimer autrement que dans la lutte des classes. Nous avions parfaitement raison de ne consentir aucun compromis sur ce point. Si nous avions été indulgents à l'égard des illusions petites-bourgeoises, des illusions « constitutionnalistes », nous aurions perdu la cause de la révolution prolétarienne en Russie. Nous aurions sacrifié à des intérêts étroitement nationaux les intérêts de la révolution internationale qui marchait sur la voie bolchévique, car elle était purement prolétarienne et non nationale. C'est dans ces conditions que les masses petites-bourgeoises, menchéviques et socialistes-révolutionnaires, se sont détournées de nous. Elles sont passées de l'autre côté des barricades, elles se sont trouvées du côté de nos ennemis. Quand a commencé le soulèvement des bandes de Doutov, nous avons pu nous convaincre, faits à l'appui, que les partisans de Doutov, de Krasnov, de Skoropadski comprenaient les forces politiques qui luttaient contre nous. Le prolétariat et la paysannerie pauvre étaient de notre côté.

Vous savez qu'à l'époque de l'intervention tchécoslovaque, alors qu'elle se déroulait avec le plus de succès, une vague de soulèvements de koulaks a déferlé à travers toute la Russie. Seul le rapprochement entre le prolétariat des villes et la campagne a renforcé notre pouvoir. Aidé par la paysannerie pauvre, seul le prolétariat a soutenu la lutte contre tous les ennemis. Les menchéviks aussi bien que les socialistes-révolutionnaires étaient, dans leur énorme majorité, du côté des Tchécoslovaques, des bandes de Doutov et de Krasnov. Cette situation exigeait de notre part la lutte la plus acharnée et les méthodes terroristes d'une telle guerre. Les gens ont eu beau condamner de différents points de vue ce terrorisme (et cette condamnation, nous l'avons entendue de la part de tous les social-démocrates hésitants), pour nous il est clair que la terreur avait été provoquée par la guerre civile à outrance. Elle était due au fait que tous les démocrates petits-bourgeois s'étaient retournés contre nous. Ils menaient la guerre contre nous de différentes manières, par la guerre civile, par la corruption, par le sabotage. Telles sont les circonstances qui ont rendu la terreur nécessaire. C'est pourquoi nous ne devons

pas nous en repentir, ni la désavouer. Nous devons seulement comprendre clairement quelles conditions de notre révolution prolétarienne ont suscité l'âpreté de la lutte. Ces conditions particulières étaient que nous devions agir à l'encontre du patriotisme, que nous devions substituer à l'Assemblée Constituante le mot d'ordre « Tout le pouvoir aux Soviets ».

Mais le tournant qui s'est produit dans la politique internationale s'est accompagné nécessairement d'un tournant dans la position des démocrates petits-bourgeois. Nous voyons l'état d'esprit changer dans son camp. Le manifeste que les menchéviks adressent à leurs amis, les démocrates petits-bourgeois, qui ont conclu une alliance avec les partisans de Doutov, avec les Tchécoslovaques, les Anglais, est un appel à refuser l'union avec les classes possédantes. Ils les convient à lutter contre l'impérialisme anglo-américain. Il est clair aujourd'hui pour tous qu'en dehors de l'impérialisme anglo-américain, il n'existe aucune force qui puisse opposer quoi que ce soit au pouvoir bolchévik. Des hésitations de cette nature ont cours parmi les socialistes-révolutionnaires et parmi les intellectuels qui, plus que les autres, partagent les préjugés de la démocratie petite-bourgeoise, qui plus que les autres étaient pleins de préventions patriotiques. C'est la même évolution qui se produit dans leurs rangs.

Notre parti doit à présent, dans le choix de notre tactique, tenir compte des rapports des classes, afin de voir clair sur ce point : s'agit-il de quelque chose de fortuit, d'une manifestation de veulerie, d'hésitation, ne reposant sur aucun terrain solide, ou au contraire d'un phénomène ayant de profondes racines sociales. Si l'on envisage ce problème dans son ensemble, sous l'angle du comportement, défini sur le plan théorique, du prolétariat à l'égard des paysans moyens, du point de vue de l'histoire de notre révolution, nous verrons qu'il est impossible de douter de la réponse. Ce tournant *n'est pas fortuit ni individuel.* Il touche des millions d'hommes placés en Russie dans la condition de paysans moyens ou dans une condition correspondant à celle de la paysannerie moyenne. Ce tournant affecte tous les démocrates petits-bourgeois. Ceux-ci avaient marché contre nous avec une haine qui allait jus-

qu'à la fureur, parce que nous étions obligés de briser ses sentiments patriotiques. Or, l'histoire est telle que maintenant le patriotisme est de notre côté. Il est évidemment impossible désormais de renverser les bolchéviks autrement que par les baïonnettes étrangères. Si jusqu'à présent on espérait que les Anglais, les Français et les Américains représenteraient la véritable démocratie, si jusqu'à présent on avait gardé cette illusion, eh bien, maintenant la paix qu'ils offrent à l'Autriche et à l'Allemagne dissipe complètement cette illusion. Les Anglais se comportent comme s'ils s'étaient proposé de prouver la justesse des opinions des bolchéviks sur l'impérialisme international.

C'est pourquoi, au sein des partis qui luttaient contre nous, dans le camp de Plékhanov par exemple, des voix se font entendre qui disent : nous nous sommes trompés, nous pensions que l'impérialisme allemand était notre principal ennemi, mais que les pays occidentaux, la France, l'Angleterre, l'Amérique, nous apportaient un régime démocratique. Il s'est avéré que la paix qu'offrent ces pays occidentaux est cent fois plus humiliante que notre paix de Brest-Litovsk ; c'est cent fois plus une paix de pillage et de rapine. Il s'est avéré que les Anglais et les Américains interviennent en tant que bourreaux et gendarmes de la liberté de la Russie, et qu'ils ne s'en acquittent pas plus mal que ne s'en acquittaient le bourreau de la Russie Nicolas I, les rois lorsqu'ils écrasaient la révolution hongroise. Aujourd'hui, ce rôle est repris par les agents de Wilson. Ils étouffent la révolution en Autriche, ils jouent le rôle de gendarmes, ils signifient un ultimatum à la Suisse : nous ne vous donnerons pas de blé si vous n'entrez pas en lutte contre le gouvernement bolchévik. Ils déclarent à la Hollande : gardez-vous de recevoir les ambassadeurs des Soviets, sinon, c'est le blocus. Ils ont une arme simple : le garrot de la famine. Voilà comment ils écrasent les peuples.

Ces derniers temps, pendant et depuis la guerre, le rythme de l'histoire s'est beaucoup accéléré ; la preuve est faite que l'impérialisme anglo-français est tout aussi odieux que l'impérialisme allemand. N'oubliez pas que l'Amérique est la république la plus libre, la plus démocratique, mais cela n'empêche pas le moins du monde que l'impérialisme y agisse avec autant de férocité, que non seulement on y

lynche les internationalistes, mais la foule les traîne dans la rue, leur arrache les vêtements, les arrose de goudron et y met le feu.

Les événements démasquent l'impérialisme avec une force extraordinaire et posent la question : ou bien le pouvoir des Soviets, ou bien l'anéantissement de la révolution par les baïonnettes franco-anglaises. Il ne s'agit plus ici d'entente avec Kérenski. Vous savez qu'ils ont rejeté Kérenski comme un citron pressé. Ils ont marché avec Doutov et Krasnov. A l'heure actuelle, la petite bourgeoisie a franchi cette étape. Le patriotisme la pousse maintenant vers nous, voilà ce qui s'est produit, c'est ainsi que l'histoire l'a obligée à agir. Et nous devons tous tenir compte de cette expérience historique à l'échelle des masses. On ne saurait défendre la bourgeoisie, on ne saurait défendre l'Assemblée Constituante, car elle a fait en réalité le jeu des Doutov et des Krasnov. Cela paraît risible que l'Assemblée Constituante ait pu leur servir de mot d'ordre. Mais c'est ce qui est arrivé, parce que l'Assemblée Constituante allait être convoquée alors que la bourgeoisie était encore au sommet. L'Assemblée Constituante s'est avérée l'organisme de la bourgeoisie, et la bourgeoisie s'est placée du côté des impérialistes qui menaient une politique hostile aux bolchéviks. Elle était prête à tout pour écraser le pouvoir des Soviets par les moyens les plus bas, prête à vendre la Russie à qui l'on voudrait, pourvu que le pouvoir des Soviets soit anéanti.

Telle est la politique qui a conduit à la guerre civile, qui a obligé la démocratie petite-bourgeoise à prendre un autre chemin. Certes, les hésitations sont toujours inévitables dans ce milieu. Lorsque les Tchécoslovaques ont remporté leurs premiers succès, les intellectuels petits-bourgeois ont essayé de répandre le bruit que la victoire tchécoslovaque était imminente. On publiait des télégrammes de Moscou, annonçant que la ville était à la veille de tomber, qu'elle était encerclée. Et nous savons fort bien qu'au cas où les Anglo-Français remporteraient les victoires même les plus insignifiantes, les intellectuels petits-bourgeois perdraient la tête les premiers, tomberaient dans la panique et se mettraient à lancer des bruits de toute sorte sur les succès de nos adversaires. Mais la révolution a montré le caractère inévitable du soulèvement contre l'impérialisme.

Et aujourd'hui, nos « alliés » se sont avérés les principaux ennemis de la liberté et de l'indépendance russes. La Russie ne peut pas être indépendante et ne le sera pas si le pouvoir des Soviets n'est pas consolidé. Voilà pourquoi un tel tournant s'est produit. Dès lors, il nous incombe de définir notre tactique. On se tromperait fort, si l'on songeait à transposer mécaniquement aujourd'hui les mots d'ordre de notre lutte révolutionnaire de la période où il ne pouvait y avoir entre nous aucune conciliation, où la petite bourgeoisie était contre nous, où notre fermeté inébranlable nous imposait de recourir à la terreur. A l'heure actuelle, ce ne serait pas de la fermeté, mais tout simplement de la bêtise, une compréhension insuffisante de la tactique du marxisme. Lorsque nous avons dû conclure la paix de Brest-Litovsk, cet acte paraissait, du point de vue étroitement patriotique, une trahison de la Russie ; du point de vue de la révolution mondiale, c'était une action stratégique judicieuse qui était avant tout une aide à la révolution mondiale. Celle-ci s'est déclenchée précisément aujourd'hui que le pouvoir des Soviets est devenu une institution nationale.

Désormais, bien que la démocratie petite-bourgeoise continue toujours à osciller, ses illusions sont ébranlées. Sans doute, nous devons tenir compte de cette situation, comme de toutes les autres conditions. Si auparavant l'on observait dans nos rangs un autre point de vue, c'est que la petite bourgeoisie était du côté des Tchécoslovaques ; et la violence était inévitable, car la guerre est la guerre et il faut agir comme à la guerre. Mais maintenant que ces hommes commencent à se tourner vers nous, nous ne devons pas nous détourner d'eux, uniquement parce qu'autrefois notre mot d'ordre dans les tracts et les journaux était différent. Quand nous les voyons faire un demi-tour dans notre direction, il nous appartient de remanier nos tracts, parce que l'attitude de cette démocratie petite-bourgeoise à notre égard s'est modifiée. Nous devons dire : soyez le bienvenu, nous ne vous craignons pas. Si vous pensez que nous ne savons agir que par la violence, vous vous trompez. Nous pourrions parvenir à un accord. Et même les éléments saturés de traditions, de préjugés bourgeois, tous les coopérateurs, toutes les fractions des travailleurs les plus liées à la bourgeoisie, peuvent venir à nous.

Considérez les intellectuels dans leur ensemble. Ils ont connu une vie bourgeoise, ils sont habitués à un certain confort. Dans la mesure où ils penchaient vers les Tchécoslovaques, notre mot d'ordre était la *lutte sans merci, la terreur*. Etant donné que ce tournant s'est produit aujourd'hui dans l'état d'esprit des masses petites-bourgeoises, notre mot d'ordre doit être l'*entente*, l'établissement de relations de bon voisinage. Lorsqu'il nous arrive d'entendre un groupe de démocrates petits-bourgeois qui déclare vouloir être neutre à l'égard du pouvoir des Soviets, nous devons dire : la « neutralité » et les relations de bon voisinage, c'est un vieux bric-à-brac, qui ne vaut rien du point de vue du communisme. C'est un vieux bric-à-brac et rien de plus, mais nous devons le considérer du point de vue pratique. Nous avons toujours envisagé les choses de cette façon et n'avons jamais espéré que ces éléments petits-bourgeois deviendraient des communistes. Mais les propositions pratiques, nous devons les examiner.

A propos de la dictature du prolétariat, nous avons dit que le prolétariat devait dominer toutes les autres classes. Nous ne pouvons pas supprimer la différence entre les classes avant l'établissement complet du communisme. Les classes demeureront tant que nous n'aurons pas anéanti les exploiteurs, la grande bourgeoisie et les propriétaires terriens que nous exproprions sans merci. Mais à l'égard des paysans moyens et des petits paysans, il faut tenir un autre langage. Tout en écrasant sans merci la bourgeoisie et les propriétaires fonciers, nous devons attirer à nous les démocrates petits-bourgeois. Quand ils disent qu'ils veulent être neutres et avoir avec nous des rapports de bon voisinage, nous répondons : c'est tout ce qu'il nous faut. Nous n'avons jamais songé que vous deviendriez communistes.

Nous continuons à nous tenir sur le terrain de l'expropriation sans merci des propriétaires fonciers et des capitalistes. Là, nous sommes impitoyables et là nous ne pouvons entrer dans aucune voie de conciliation ni d'entente. Mais nous savons qu'aucun décret ne saurait transformer la petite production en grande production, qu'il faut dans ce domaine persuader peu à peu, au fil des événements, que le socialisme est inévitable. Ces éléments ne seront jamais des socialistes par conviction, de francs, d'authentiques

socialistes. Ils deviendront socialistes quand ils auront vu qu'il n'y a pas d'issue. Voici ce qu'ils voient aujourd'hui : l'Europe s'est effondrée à tel point, l'impérialisme en est arrivé à une situation telle qu'aucune démocratie bourgeoise ne les sauvera, que seul le pouvoir des Soviets peut les sauver. Voilà pourquoi aujourd'hui cette neutralité, ces rapports de bon voisinage de la part de la démocratie petite-bourgeoise non seulement ne nous font pas peur, mais sont souhaitables. Voilà pourquoi, si nous regardons les choses du point de vue des représentants de la classe qui exerce la dictature, nous disons : nous n'avons jamais escompté davantage de la part de la démocratie petite-bourgeoise. Cela nous suffit. Vous aurez avec nous des rapports de bon voisinage et nous, nous aurons le pouvoir d'Etat. Après votre déclaration sur les « alliés », nous vous légalisons volontiers, vous autres, messieurs les menchéviks. Cela sera fait par le Comité central de notre parti. Mais nous n'oublierons pas que dans votre parti, il reste des menchéviks « activistes », et à leur égard nos méthodes de lutte resteront les mêmes, car les « activistes », ce sont les amis des Tchécoslovaques ; et tant que les Tchécoslovaques ne sont pas chassés de Russie, vous êtes des ennemis tout comme eux. Nous nous réservons le pouvoir d'Etat, *seulement pour nous*. Vis-à-vis de ceux qui contractent avec nous des rapports de bon voisinage, nous raisonnons en tant que classe qui détient le pouvoir politique, qui dirige le tranchant de ses armes contre les propriétaires fonciers et les capitalistes et qui dit à la démocratie petite-bourgeoise : s'il vous plaît de vous ranger aux côtés des Tchécoslovaques et des bandes de Krasnov, nous avons montré comment nous luttons et nous poursuivrons notre lutte. S'il vous plaît de prendre exemple sur les bolchéviks, nous nous engagerons dans la voie d'un accord avec vous, car nous savons que le pays ne peut pas passer au socialisme autrement qu'au moyen d'une série d'accords que nous mettrons à l'épreuve, que nous contrôlerons, que nous confronterons.

Nous nous sommes engagés dans cette voie dès le début, par exemple lorsque nous avons voté la loi sur la socialisation de la terre et que nous en avons peu à peu fait une mesure grâce à laquelle nous avons réussi à grouper les paysans pauvres autour de nous et à les retourner contre les

koulaks. C'est seulement à mesure que le mouvement prolétarien triomphera dans les campagnes que nous passerons systématiquement à l'agriculture collective et au travail collectif de la terre. Cette tâche, il n'était pas possible de la réaliser autrement qu'en s'appuyant sur un mouvement purement prolétarien à la campagne, et sous ce rapport, il reste encore beaucoup à faire. Il est hors de doute que seule l'expérience pratique, seuls les faits montreront comment il convient d'agir.

Les problèmes de l'entente avec les paysans moyens, avec les éléments petits-bourgeois, avec les coopérateurs diffèrent les uns des autres. Le problème se trouvera modifié, si nous le posons par rapport aux associations qui ont conservé des traditions et des habitudes petites-bourgeoises. Il subira d'autres changements si nous parlons des intellectuels petits-bourgeois. Ceux-ci hésitent mais ils sont utiles, eux aussi, à notre révolution socialiste. Nous savons qu'on ne peut construire le socialisme qu'avec les éléments culturels du grand capitalisme, et les intellectuels sont un de ces éléments. Si nous avons dû les combattre sans pitié, ce n'est pas le communisme qui nous y a obligés, mais le cours des événements qui ont éloigné de nous tous les « démocrates » et tous ceux qui sont entichés de démocratie bourgeoise. Aujourd'hui, il est devenu possible d'utiliser ces intellectuels en faveur du socialisme, ces intellectuels qui ne sont pas des socialistes, qui ne seront jamais des communistes, mais que le cours objectif des événements et des rapports réciproques oriente vers la neutralité à notre égard, vers des relations de bon voisinage. Nous ne nous appuierons jamais sur les intellectuels, nous nous appuierons uniquement sur l'avant-garde du prolétariat qui entraîne à sa suite tous les prolétaires et tous les paysans pauvres. Il ne peut pas y avoir d'autre appui pour le parti communiste. Mais s'appuyer sur la classe qui représente la dictature, c'est une chose, et dominer les autres classes, c'en est une autre.

Vous vous rappelez que, même à l'égard des paysans qui exploitent la main-d'œuvre salariée, Engels a dit : peut-être n'y aura-t-il pas lieu de les exproprier tous[84]. En règle générale, nous exproprions, et il n'y a pas de koulaks dans nos Soviets. Nous les écrasons. Nous les éliminons

physiquement quand ils s'infiltrent dans un Soviet et cherchent à y brimer le paysan pauvre. Vous voyez comment s'opère ici la domination d'une classe. Seul le prolétariat peut dominer. Mais cela varie selon qu'il s'agit de la petite paysannerie, de la paysannerie moyenne, du propriétaire foncier ou du petit bourgeois. Le problème pour nous est de comprendre le tournant provoqué par les conditions internationales, de comprendre qu'il est indispensable que les mots d'ordre auxquels nous nous sommes habitués au cours de ces six mois de l'histoire de la révolution soient nécessairement modifiés en ce qui concerne la démocratie petite-bourgeoise. Nous devons dire : nous gardons le pouvoir pour la même classe. A l'égard de la démocratie petite-bourgeoise, notre mot d'ordre a été l'entente, mais on nous a obligés de recourir à la terreur. Si vous êtes véritablement d'accord pour vivre dans des rapports de bon voisinage avec nous, alors, messieurs les coopérateurs et les intellectuels, prenez la peine de remplir telles ou telles tâches. Si vous ne le faites pas, vous violerez la loi, vous serez nos ennemis, et nous lutterons contre vous. Mais si vous entendez garder des rapports de bon voisinage et si vous exécutez ces tâches, cela sera plus que suffisant pour nous. Notre soutien est solide. Nous n'avons jamais douté de votre manque de fermeté. Mais que nous ayons besoin de vous, nous ne le nions pas, parce que vous êtes le seul élément cultivé.

Si nous ne devions pas construire le socialisme avec des éléments que nous a légués le capitalisme, la tâche serait facile. Mais c'est précisément en cela que réside la difficulté de l'édification socialiste : nous devons construire le socialisme avec des éléments foncièrement corrompus par le capitalisme. Et la difficulté de la transition, c'est précisément qu'elle est liée à une dictature qu'une seule classe peut exercer, le prolétariat. Partant, nous nous disons que la ligne de conduite sera déterminée par le prolétariat éduqué et transformé en force de combat capable de battre la bourgeoisie. Entre la bourgeoisie et le prolétariat, il existe une quantité de degrés intermédiaires, et à leur égard, notre politique doit aujourd'hui suivre la voie que nous avons prévue sur le plan théorique, et que nous pouvons maintenant réaliser. Nous nous trouvons en face d'une série de problèmes, d'une série d'accords, de tâches techniques,

que nous devons savoir fixer, nous, pouvoir prolétarien dirigeant. Nous devons savoir confier au paysan moyen la mission d'aider à échanger les marchandises, à démasquer le koulak. Vis-à-vis des coopérateurs, le problème est autre : ils ont en mains l'appareil de répartition des produits alimentaires sur une grande échelle ; cet appareil, nous devons nous en emparer. Aux intellectuels, nous devons assigner une tout autre tâche ; ils ne sont pas en mesure de continuer à saboter et ils se trouvent dans un état d'esprit tel qu'aujourd'hui ils ont vis-à-vis de *nous* manifestement une position de bon voisinage ; nous devons utiliser ces intellectuels, leur confier des tâches précises, en suivre et contrôler l'exécution, nous comporter vis-à-vis d'eux comme le disait Marx à l'égard des employés de la Commune de Paris : « Les employeurs privés savent choisir leurs collaborateurs, les gens qu'il leur faut ; et quand ils se trompent, ils savent corriger leurs erreurs ; et s'ils ne font pas l'affaire, ils savent les remplacer par des nouveaux, par des bons » [85]. Nous édifions le pouvoir avec les éléments que nous a légués le capitalisme. Nous ne pouvons pas édifier le pouvoir si l'héritage de la culture capitaliste que représentent les intellectuels n'est pas utilisé. Aujourd'hui, nous pouvons agir à l'égard de la petite bourgeoisie comme à l'égard d'un bon voisin placé sous le contrôle rigoureux du pouvoir de l'Etat. En cette matière le prolétariat conscient doit comprendre que dominer ne signifie pas qu'il accomplira lui-même toute cette œuvre. Qui pense de la sorte n'a aucune idée de l'édification socialiste, n'a rien appris en un an de révolution et de dictature. Ces messieurs feront mieux d'aller à l'école et d'y apprendre encore certaines choses ; mais celui qui a appris quelque chose pendant ce laps de temps, celui-là se dira : eh bien ! ces intellectuels-là, je vais maintenant les utiliser pour l'édification. A cet effet, je dispose d'un soutien suffisant dans la paysannerie. Et nous devons nous rappeler que c'est seulement dans cette lutte, dans une suite d'accords et de tentatives d'accords entre le prolétariat et la démocratie petite-bourgeoise que s'élabore l'édification qui mènera au socialisme.

Rappelons-nous qu'Engels disait que nous devions agir par l'exemple [86]. Aucune forme ne sera définitive, tant que le communisme intégral ne sera pas réalisé. Nous n'avons

pas prétendu connaître la route avec précision. Mais nous marchons sûrement, inéluctablement, vers le communisme. A l'heure actuelle, chaque semaine est plus féconde que des dizaines d'années en temps de paix. Les six mois écoulés depuis la paix de Brest-Litovsk ont été une période d'hésitations à notre égard. La révolution en Europe occidentale commence à s'aligner sur notre exemple. Cela doit nous renforcer. Nous devons tenir compte des changements qui sont intervenus, tenir compte de tous les éléments, sans nous faire la moindre illusion, sachant que les hésitants resteront des hésitants tant que la révolution socialiste mondiale n'aura pas triomphé. Peut-être ne sera-ce pas bientôt, encore que la marche de la révolution allemande permette d'espérer que cela sera plus tôt que beaucoup ne le supposent. La révolution allemande se développe comme la nôtre s'est développée, mais à un rythme plus accéléré. En tout cas, la tâche qui se présente à nous est la lutte acharnée contre l'impérialisme anglo-américain. Celui-ci a senti que le bolchévisme était devenu une force mondiale, et c'est précisément pour cette raison qu'il s'efforce de nous écraser le plus vite possible, en cherchant tout d'abord à régler le compte des bolchéviks russes, puis celui de ses propres bolchéviks.

Les éléments hésitants que les atrocités des impérialistes poussent vers nous, nous devons les utiliser. Et c'est ce que nous ferons. Vous savez fort bien qu'à la guerre on ne peut dédaigner aucune aide, même indirecte. Même la situation des classes hésitantes a alors une importance énorme. Plus la guerre est âpre, plus nous devons acquérir d'influence sur les éléments hésitants qui viennent vers nous. Il en résulte que la tactique que nous avons suivie durant six mois doit être modifiée conformément aux nouvelles tâches vis-à-vis des diverses couches de la démocratie petite-bourgeoise.

Si j'ai réussi à attirer l'attention des militants du parti sur cette question et à les inciter à la résoudre comme il convient par l'expérience méthodique, je peux estimer que j'ai rempli ma tâche.

« Pravda » n^os 264 et 265, les 5 et 6 décembre 1918

Conforme au texte de la « Pravda » collationné sur le sténogramme

2

DISCOURS DE CLOTURE A LA SUITE DU RAPPORT SUR L'ATTITUDE DU PROLETARIAT ENVERS LA DEMOCRATIE PETITE-BOURGEOISE

Camarades, je dois en conclusion faire quelques remarques. Avant tout, je voudrais me prononcer à propos de la question du dogme qu'on a soulevée ici. Marx et Engels ont dit maintes fois que notre doctrine n'est pas un dogme, mais un guide pour l'action[87], et je pense que nous ne devons pas perdre cela de vue, avant tout et par-dessus tout.

La doctrine de Marx et d'Engels n'est pas un dogme qu'on apprend par cœur. Il faut la considérer comme un guide pour l'action. Cela, nous l'avons toujours dit et je pense que nous avons agi judicieusement, en ne glissant jamais dans l'opportunisme, mais en modifiant notre tactique. Cependant, cela n'est en aucune façon une déviation de la doctrine, et il n'est en aucune façon possible d'appeler cela de l'opportunisme. J'ai dit et je répète encore et encore que cette doctrine n'est pas un dogme mais un guide pour l'action.

Venons-en maintenant à la remarque du camarade Stéklov : avec qui nous entendrons-nous, avec les états-majors ou avec les masses ? Je réponds: avant tout, avec les masses, naturellement, puis avec les états-majors, et quand il faudra lutter contre les états-majors, tout dépendra des cas particuliers. J'y reviendrai, mais pour l'instant je ne vois aucune possibilité d'entente avec le parti menchévik et avec le parti socialiste-révolutionnaire. On nous dit, s'entendre signifie céder quelque chose. Quelles concessions ferez-vous et comment vous écarterez-vous de la ligne essentielle ? Ce sera un reniement, et s'il n'a lieu que dans la pratique, il n'y a rien de nouveau. Il va de soi que nous ne transigerons jamais avec nos principes. Ce n'est pas la peine d'en parler présentement. Il y a quinze ans, on dis-

cutait sur la ligne et sur les principes fondamentaux et, malheureusement, j'ai dû le faire surtout à l'étranger, et non pas en Russie. Mais, aujourd'hui, il s'agit du pouvoir d'Etat, et il ne peut être question en cette matière de faire des concessions à quelque degré que ce soit. Ce n'est pas sans raison que Wilson a déclaré : maintenant notre ennemi, c'est le bolchévisme mondial. C'est ce que proclament les bourgeois du monde entier. S'ils préparent une campagne contre nous, cela signifie qu'ils ont reconnu que le pouvoir bolchévik n'est pas seulement un phénomène russe, mais un phénomène mondial. Le bolchévik qui proposerait à la bourgeoisie une entente quelconque serait ridicule et pitoyable. Et d'ailleurs, à l'heure où l'incendie révolutionnaire a gagné nombre de pays, aucun gouvernement capitaliste bourgeois ne l'acceptera et ne fait l'accepter.

Lors des récents événements, la bourgeoisie suisse le disait ouvertement : nous ne sommes pas les Russes, nous ne vous céderons pas le pouvoir. Le capitaine Sadoul, rallié au bolchévisme, écrit qu'il s'étonne quand il observe la soumission surprenante de la bourgeoisie russe, et il déclare que la bourgeoisie française n'agira pas de même. On verra en France une haine beaucoup plus grande, et la guerre civile, si elle éclate, y prendra les formes les plus impitoyables. C'est inévitable.

La question est parfaitement réglée en pratique par une année de dictature du prolétariat, et il n'est pas un paysan, pas un ouvrier qui puisse avoir l'idée de s'entendre avec la bourgeoisie. Mais que cette entente ne soit pas quelque chose de nouveau, j'en conviens pleinement. Je voulais seulement que nous délibérions ensemble sur ces questions.

Les circonstances qui ont surtout éloigné de nous les menchéviks, les socialistes-révolutionnaires et les petits intellectuels, — c'est-à-dire la lutte implacable pour la paix de Brest-Litovsk, lors de l'offensive de l'impérialisme allemand, — ces circonstances appartiennent au passé. Mais que des succès, même temporaires, des Anglo-Français doivent provoquer de nouvelles hésitations parmi ces intellectuels et la petite démocratie qui commenceront à semer la panique et à déserter, cela nous le savons fort bien. Nous passons un accord avec eux pour obtenir des résultats déterminés et pour un travail pratique déterminé.

Cette tactique ne peut provoquer ni discussions, ni étonnement. Mais qu'elle n'ait pas été comprise, c'est ce que beaucoup ont prouvé, même un membre aussi influent du Soviet de Moscou que le camarade Maximov. Ce dernier disait qu'il fallait non pas donner notre accord à Khintchouk, mais nous mettre d'accord sur quelques points raisonnables. Quand nous avons publié au printemps le premier décret sur les coopératives et qu'ils nous ont signifié un ultimatum, nous leur avons cédé. C'est ce que nous appelons l'entente et il n'est pas possible d'appeler autrement cette politique. Et si chaque militant soviétique se dit à soi-même et le répète à tous les camarades : « Entends-toi raisonnablement avec la démocratie petite-bourgeoise », je m'estimerai satisfait.

Dans notre travail, notamment en province, nous sommes aujourd'hui encore très loin d'avoir réalisé une entente raisonnable. Au contraire, il arrive souvent que nous n'y parvenions point. On nous le reproche, sans comprendre que sans cela l'édification nouvelle n'est pas possible. Il n'est pas de génie qui puisse bâtir une vie nouvelle s'il n'a pas appris l'art de construire. Lorsqu'il faut nous entendre raisonnablement avec les praticiens, nous ne savons pas le faire. Pour ouvrir une boutique, il faut savoir s'y prendre. Il faut des hommes qui connaissent leur métier. Dans ce travail pratique, nous autres bolchéviks avons été très rarement amenés à appliquer nos connaissances. Il est très rare que nous manquions de propagandistes ; mais le manque le plus flagrant est celui de dirigeants pratiques, d'organisateurs. Et cela persiste aujourd'hui encore, malgré l'année d'expérience que nous avons derrière nous. Entendez-vous raisonnablement avec tout homme qui possède assez d'expérience dans ce domaine, qui se déclare pour la neutralité et les relations de bon voisinage. S'il sait installer une boutique, répartir les marchandises, s'il peut nous apprendre quelque chose, si c'est un praticien, c'est une grande acquisition.

Chacun sait qu'au nombre des « amis » du bolchévisme, il existe, depuis que nous avons triomphé, beaucoup d'ennemis. Il se faufile souvent parmi nous des éléments extrêmement douteux, des filous, qui, sur le terrain politique, hésitent, nous vendent, nous trompent, nous trahissent.

Et nous le savons bien, mais nous ne changeons pas pour autant. Historiquement c'est une chose inévitable. Lorsque les menchéviks nous reprochent l'infiltration parmi les employés soviétiques d'une quantité d'éléments malhonnêtes, même au sens civique général, nous leur disons : où donc pouvons-nous en prendre de meilleurs, que devons-nous faire pour que les meilleurs aient confiance en nous d'un seul coup ? Une révolution qui pourrait vaincre et convaincre d'emblée, qui pourrait obliger d'emblée les gens à avoir confiance en elle, une telle révolution n'existe pas. La révolution commence dans un pays, mais dans les autres pays on n'y croit pas. On considère notre révolution comme un cauchemar, comme le chaos ; et on n'attend rien dans les autres pays de nos assemblées « chaotiques » que nous appelons les Soviets. C'est parfaitement naturel. Nous avons dû conquérir bien des choses. Aussi quand on dit : « il faut s'entendre raisonnablement avec Khintchouk, il sait aménager une boutique », je réponds : « entendez-vous aussi avec d'autres, prenez les petits bourgeois qui savent faire beaucoup de choses ».

Si ce mot d'ordre — « Entendez-vous » — nous le faisons pénétrer dans l'esprit, partout, si nous comprenons qu'une nouvelle classe s'éveille pour accéder au pouvoir, que des gens se mettent à diriger alors qu'ils ne s'étaient jamais attelés à une besogne si complexe, et que, bien sûr, ils commettent des erreurs, cela ne nous troublera pas. Nous savons qu'il est impossible de diriger sans commettre des erreurs. Mais outre les erreurs, nous observons une utilisation maladroite du pouvoir, en tant que tel, lorsque des gens disent : j'ai reçu le pouvoir, j'ai donné un ordre et tu dois obéir. Nous disons : n'appliquez pas ce mot d'ordre à l'égard d'une série d'éléments de la démocratie petite-bourgeoise des syndicats, des paysans et des coopératives ; aujourd'hui, il a cessé d'être nécessaire. C'est pourquoi il est plus raisonnable de s'entendre avec la démocratie petite-bourgeoise, notamment avec les intellectuels ; tel est notre devoir. Naturellement, nous nous entendrons sur notre plate-forme, nous nous entendrons en tant que pouvoir.

Nous demandons : est-il vrai que vous soyez passés de l'hostilité à une position de neutralité et de relations de bon voisinage, est-il vrai que vous ayez cessé d'être

hostiles ? S'il en est autrement, nous ne fermerons pas les yeux, et nous dirons franchement : à la guerre comme à la guerre, et nous aussi, nous avons agi comme à la guerre. Mais, si vous êtes passés de l'hostilité à la neutralité, si vous parlez de relations de bon voisinage, — ces paroles, je les ai prises dans les déclarations d'hommes qui n'appartiennent pas au camp communiste, qui hier encore étaient beaucoup plus près du camp des gardes blancs, — je dis : dès lors qu'il se trouve des hommes qui passent sur une si large échelle de l'hostilité d'hier à la neutralité et aux relations de bon voisinage d'aujourd'hui, nous devons poursuivre notre propagande.

Le camarade Khmelnitski craint à tort que les menchéviks orientent leur propagande en vue de prendre en main la classe ouvrière. Nous ne parlons pas des social-démocrates qui n'ont pas compris la république socialiste, nous ne parlons ni d'eux, ni de la bureaucratie petite-bourgeoise ; sur ce terrain, c'est la lutte idéologique contre les menchéviks, une lutte implacable. Dire à un menchévik qu'il est un démocrate petit-bourgeois, c'est pour lui la pire des offenses et plus vous vous mettrez à le prouver tranquillement à un menchévik, plus il sera en fureur. Penser que nous abandonnerons ne fût-ce qu'un centième, un millième de la position que nous avons conquise nous-mêmes, c'est une erreur. Nous n'en céderons pas un pouce.

Les exemples que le camarade Schmidt a cités ont prouvé que même le groupe prolétarien qui se trouvait le plus près de la bourgeoisie (les typographes, par exemple), les employés petits-bourgeois, les employés de banque bourgeois qui se livraient à des opérations dans les établissements commerciaux et industriels, perdent beaucoup du fait de la transition au socialisme. Nous avons interdit une quantité de journaux bourgeois, nous avons nationalisé les banques, nous avons supprimé toutes sortes de moyens par lesquels les employés des banques s'enrichissaient en prenant part à la spéculation, mais dans ce camp aussi nous voyons des hésitations, nous voyons qu'ils passent de notre côté. Si Khintchouk est précieux parce qu'il sait installer des boutiques, l'employé de banque est précieux parce qu'il connaît la technique monétaire, matière dans laquelle beaucoup d'entre nous se montrent extrêmement

faibles, tout en étant au courant de la théorie. Et voilà que je m'entretiens avec un homme qui connaît cette technique, et qui me déclare qu'il est passé de l'hostilité d'hier à la neutralité et aux relations de bon voisinage. Nous disons : entendez-vous raisonnablement avec qui vous voudrez. Et si dans les Soviets de députés, le camarade Maximov met en œuvre cette tactique, dont il a parlé en tant que membre éminent du Présidium du Soviet des députés de Moscou, à l'égard des intellectuels et de la petite bourgeoisie hésitante, je serai pleinement satisfait, et plus que satisfait.

Poursuivons et venons-en à la question des coopératives. Voici comment le camarade Stéklov s'est exprimé : il se dégage des coopératives une odeur malsaine. Le camarade Maximov a dit au sujet des coopératives : il ne faut pas rédiger des décrets tels que le dernier décret du Conseil des Commissaires du Peuple. Dans le domaine pratique, nous n'avons pas obtenu l'unanimité. Pour nous, ce n'est pas une nouveauté que nous devons nous entendre sur cet air avec la petite bourgeoisie si elle ne nous est pas hostile. Du moment que l'ancienne position est défectueuse, il faut la modifier, lorsque de nouvelles circonstances l'exigent. Que sous ce rapport les choses aient changé, nous le voyons clairement. Les coopératives offrent ici un exemple concret. L'appareil des coopératives est un appareil de ravitaillement établi non pas sur l'initiative privée des capitalistes, mais sur la participation massive des travailleurs eux-mêmes ; et Kautsky, bien avant de devenir un renégat, avait raison de dire que la société socialiste forme une grande coopérative.

Si nous nous efforçons de mettre au point le contrôle et d'organiser pratiquement l'économie pour des centaines de milliers d'hommes, nous ne devons pas oublier que, lors de l'examen de cette question, les socialistes indiquent que les dirigeants des trusts, en tant que praticiens expérimentés, peuvent leur être utiles. Aujourd'hui, l'expérience montre que les éléments petits-bourgeois sont passés de l'hostilité à la neutralité. Par ailleurs, il faut comprendre qu'ils savent installer des boutiques. Nous ne le nions pas : Khintchouk, en tant qu'idéologue, est foncièrement imprégné de préjugés bourgeois ; tous ils puent ces pré-

jugés, mais en même temps, ils ont des connaissances pratiques. Du point de vue des idées, nous avons toutes les armes de notre côté, et eux n'en ont pas une seule. Mais lorsqu'ils affirment qu'ils ne sont pas des ennemis et qu'ils adoptent la neutralité, nous devons tenir compte du fait qu'aujourd'hui, des centaines et des milliers d'hommes moins capables que Khintchouk sont prêts à s'entendre raisonnablement, eux aussi. Je le dis : il faut savoir s'entendre avec eux. Dans le domaine de l'édification pratique, ils en savent plus que nous, ils font mieux et nous devons apprendre auprès d'eux. Qu'ils apprennent de nous à agir sur le prolétariat international ; mais, pour ce qui est de monter des boutiques, c'est eux qui nous instruiront. C'est une chose que nous ne savons pas faire. Et là, dans chaque domaine, il nous faut des techniciens ayant des connaissances spécialisées.

En ce qui concerne les coopératives, je ne comprends pas pourquoi il se dégage une odeur malsaine de ce côté-là. Lors de l'examen du premier décret sur les coopératives, nous avons invité au Conseil des Commissaires du Peuple des gens qui, loin d'être communistes, étaient beaucoup plus près des gardes blancs ; nous avons conféré avec eux ; nous leur demandions : pouvez-vous accepter cela ? Ils répondaient : ceci, oui, mais cela, nous ne le pouvons pas. Naturellement, c'était une politique d'entente avec la bourgeoisie, d'un point de vue extérieur ou peu réfléchi. Les invités étaient les représentants des coopératives bourgeoises et, sur leurs indications, nous avons biffé quelques articles du décret. Par exemple, l'article stipulant qu'on pouvait, à titre gratuit, adhérer aux coopératives prolétariennes et jouir de leurs avantages a été supprimé. Cela nous paraissait tout à fait acceptable, mais ils ont repoussé notre proposition.

Nous soutenons que nous devons suivre la voie de l'entente avec ceux qui savent installer les boutiques beaucoup mieux que nous. Dans ce domaine, nous manquons de compétence, mais nous n'abandonnons pas pour autant notre lutte. Lors de la publication du décret suivant, semblable au précédent, le camarade Maximov a déclaré : on ne doit pas rédiger de tels décrets, car il y est dit qu'il fallait rouvrir les coopératives. Cela montre que chez les militants du Soviet des députés de Moscou, tout comme chez

nous, il existe certains malentendus, et c'est même pour éliminer ces malentendus qu'il faut organiser des conférences et des entretiens comme ceux d'aujourd'hui. Nous avons indiqué que dans l'intérêt de notre cause, nous avions l'intention d'utiliser non seulement les syndicats en général, mais aussi celui des employés du commerce et de l'industrie, bien que ces employés aient toujours été le soutien du régime bourgeois. Dès lors que ces gens accourent vers nous et disent : nous voulons bien vivre en relations de bon voisinage, accueillez-les cordialement; il faut prendre la main tendue, vous n'y perdrez rien. Nous n'oublierons pas que si demain les impérialistes anglo-français nous portent un coup, ces gens se détourneront de nous et seront les premiers à se sauver. Mais tant que tel parti, tels éléments bourgeois ne se sauvent pas, nous le répétons, dans ce cas, un rapprochement est nécessaire avec eux. C'est pourquoi nous avons adopté le décret publié dimanche et qui ne plaît pas au camarade Maximov ; celui-ci montre par là qu'il applique l'ancienne tactique communiste qui ne convient pas aux nouvelles circonstances. Si nous avions rédigé ce décret hier, et si nous avions reçu en réponse la résolution du Comité central des employés [88], nous en serions pour nos frais ; on nous aurait dit : « Tu ne t'y es pas mis au bon moment ; pourquoi rédiges-tu ce décret, alors que le tournant s'est amorcé, alors que la situation s'est modifiée ? »

Les capitalistes en armes poursuivent la guerre avec toujours plus d'obstination, et il est extrêmement important que nous utilisions ce tournant — fût-il temporaire — pour l'édification pratique. Tout le pouvoir est entre nos mains. Nous pouvons ne pas fermer les coopératives et rouvrir celles qui sont fermées, parce que nous les avons fermées lorsqu'elles servaient à la propagande des gardes blancs. Mais tout mot d'ordre est susceptible de se figer plus qu'il ne convient. Lorsque déferlait en Russie la vague de fermeture des coopératives, lorsqu'elles étaient poursuivies, les circonstances de l'heure l'exigeaient. Mais aujourd'hui, elles ne l'exigent pas. C'est un appareil très important, lié à la paysannerie moyenne, et qui groupe les couches paysannes fractionnées, morcelées. Ces Khintchouk font une œuvre utile, entreprise par les éléments bourgeois. Quand ces paysans et démocrates petits-bourgeois

disent qu'ils passent de l'hostilité à la neutralité, à des relations de bon voisinage, nous devons répondre : c'est tout ce qu'il nous faut. Et, chers voisins, entendons-nous raisonnablement. Nous vous prêtons notre concours de toutes les manières, nous réalisons vos droits ; nous examinerons vos griefs, nous vous accorderons tous les privilèges possibles, mais remplissez les tâches que nous vous assignons. Si vous ne le faites pas, sachez que tout l'appareil de la Commission Extraordinaire reste entre nos mains. Si vous ne savez pas user de vos droits et si vous ne remplissez pas les tâches que nous vous confions, tout l'appareil du Contrôle d'Etat restant entre nos mains, nous vous considérerons comme des saboteurs de la volonté de l'Etat. Vous devez nous rendre compte jusqu'au dernier kopeck, et toute infraction à cette règle sera punie en tant qu'infraction à la volonté et aux lois de l'Etat.

Tout ce contrôle demeure entre nos mains ; mais, à l'heure actuelle, attirer tous ces gens à nous, ne fût-ce que pour un temps, si ce n'est pas une tâche gigantesque du point de vue de la politique mondiale, elle est d'une nécessité extrême pour nous. Elle renforcera notre position dans la guerre. Nous n'avons pas d'arrière assez solide. Cela nous donnera une victoire morale, parce que cela montrera à l'impérialisme d'Europe occidentale qu'il se heurtera chez nous à une résistance assez sérieuse ; et c'est une chose qu'il ne faut pas négliger, car dans chaque pays il existe une opposition ouvrière, prolétarienne, hostile à une croisade contre la Russie. Voilà pourquoi je pense, autant qu'on puisse en juger par la déclaration du camarade Maximov, que nous ne sommes pas loin de trouver un certain accord. Si même des divergences se font jour, elles ne sont pas tellement notables, car une fois admise la nécessité d'une entente raisonnable avec l'ensemble de la démocratie petite-bourgeoise, avec les intellectuels, les coopérateurs, les syndicats qui ne nous reconnaissent pas encore, sans laisser échapper le pouvoir de nos mains, si nous pratiquons cette politique fermement au cours de l'hiver, nous acquerrons déjà un grand avantage pour toute la cause de la révolution internationale.

Publié pour la première fois en 1929

Conforme au texte du sténogramme

TELEGRAMME AU COMMANDANT EN CHEF, A SERPOUKHOV

29 novembre

La progression de nos troupes vers l'Ouest et vers l'Ukraine s'accompagne de la formation de gouvernements soviétiques provisoires locaux, appelés à renforcer les Soviets dans les provinces. Cette circonstance présente un aspect favorable : elle enlève aux chauvins d'Ukraine, de Lituanie, de Lettonie, d'Estonie la possibilité de considérer le mouvement de nos unités comme une occupation, et elle crée une atmosphère favorable à l'avance ultérieure de nos troupes. Sans cette circonstance, nos troupes auraient été placées dans une situation intenable dans les régions occupées, et la population ne les aurait pas accueillies comme des libérateurs. En conséquence, nous vous prions de donner aux cadres des unités militaires intéressées l'ordre que nos troupes soutiennent de toutes les manières les gouvernements soviétiques provisoires de Lettonie, d'Estonie, d'Ukraine et de Lituanie, mais seulement, cela va de soi, les gouvernements soviétiques.

Lénine

Ecrit le 29 novembre 1918
Publié pour la première fois en 1942

Conforme au texte écrit de la main de Staline, avec une addition de Lénine

LA REVOLUTION PROLETARIENNE ET LE RENEGAT KAUTSKY

Ecrit en octobre-novembre 1918

Paru en brochure en 1918, aux Editions «Communiste», Moscou

Conforme au texte de la brochure collationné sur le manuscrit

Россійская Коммунистическая Партія (большевиковъ).

Пролетаріи всѣхъ странъ, соединяйтесь!

Н. Ленинъ (Вл. Ульяновъ).

ПРОЛЕТАРСКАЯ РЕВОЛЮЦІЯ

И РЕНЕГАТЪ КАУТСКІЙ.

Цѣна 3 руб.

Книгоиздательство „КОММУНИСТЪ".

МОСКВА:
1) Сухаревка (уг. Рыбинскаго пер.), д. 8. Тел. 4-70-69; 3-15-98.
2) 2-ой домъ Совѣтовъ, Театр. пл.

ПЕТРОГРАДЪ:
1) Полозовъ пер., д. № 2, кв. 9 и 10. Тел. 2-37-47.
2) Литейный проспектъ, д. 46.

1918.

Couverture du livre
« La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky »
avec les notes de V. Lénine.— 1918.

Réduction

PREFACE

La brochure de Kautsky *la Dictature du prolétariat*, parue récemment à Vienne (Wien, 1918, Ignaz Brand, 63 pages), offre l'exemple le plus frappant de la plus complète, de la plus honteuse banqueroute de la IIe Internationale, dont parlent depuis longtemps tous les socialistes honnêtes de tous les pays. La question de la révolution prolétarienne s'inscrit aujourd'hui, pratiquement, à l'ordre du jour dans nombre d'Etats. Analyser les sophismes de renégat et le reniement total du marxisme chez Kautsky est donc de toute nécessité.

Mais d'abord soulignons que, dès le début de la guerre, l'auteur de ces lignes dut à maintes reprises évoquer la rupture de Kautsky avec le marxisme. De 1914 à 1916, une série d'articles furent consacrés à ce sujet dans le *Social-Démocrate*[89] et le *Communiste*[90] paraissant à l'étranger. Ces articles sont réunis dans un volume édité par le Soviet de Pétrograd : G. Zinoviev et N. Lénine : *Contre le courant*, Pétrograd 1918 (550 pages). Dans une brochure publiée à Genève en 1915 et traduite à la même époque en allemand et en français,[91] je disais à propos du « kautskisme » :

« Kautsky, la plus grande autorité de la IIe Internationale, offre l'exemple éminemment typique et éclatant de la façon dont la reconnaissance verbale du marxisme a abouti en fait à le transformer en « strouvisme » ou en « brentanisme » (c'est-à-dire en une doctrine bourgeoise

libérale qui admet pour le prolétariat la lutte « de classe » non révolutionnaire, ce qui a été exprimé d'une façon particulièrement saisissante par l'écrivain russe Strouvé et l'économiste allemand Brentano). Nous en voyons un autre exemple chez Plékhanov. A l'aide de sophismes patents, on vide le marxisme de son âme vivante, révolutionnaire ; on accepte *tout* dans le marxisme, *excepté* les moyens de lutte révolutionnaires, leur propagande et leur préparation, l'éducation des masses précisément dans ce sens. Au mépris de tout principe, Kautsky « concilie » la thèse fondamentale du social-chauvinisme, l'acceptation de la défense nationale dans la guerre actuelle, avec une concession diplomatique et ostentatoire aux gauches: l'abstention dans le vote des crédits, l'expression verbale de son esprit d'opposition, etc. Kautsky qui écrivit en 1909 tout un livre sur l'imminence d'une époque de révolutions et sur les liens entre la guerre et la révolution ; Kautsky qui signa en 1912 le Manifeste de Bâle[92] sur l'utilisation révolutionnaire de la guerre de demain, s'emploie aujourd'hui à justifier et à farder de toutes les manières le social-chauvinisme. Comme Plékhanov, il se joint à la bourgeoisie pour railler toute idée de révolution, toutes dispositions visant à une lutte révolutionnaire directe.

La classe ouvrière ne peut atteindre ses objectifs de révolution mondiale sans soutenir une lutte implacable contre ce reniement, cette veulerie, cette basse complaisance envers l'opportunisme, cet incroyable avilissement du marxisme sur le plan théorique. Le kautskisme n'est pas dû au hasard, c'est le produit social des contradictions de la IIe Internationale, de la fidélité en paroles au marxisme alliée à la soumission de fait à l'opportunisme » (G. Zinoviev et N. Lénine : *le Socialisme et la Guerre*, Genève 1915, pp. 13-14, éd. russe).

Ensuite, dans un livre écrit en 1916, *l'Impérialisme, stade suprême du capitalisme* [93] (paru à Pétrograd en 1917), j'ai analysé en détail la fausseté théorique de tous les développements de Kautsky sur l'impérialisme. Je reproduisais la définition de l'impérialisme donnée par Kautsky : « L'impérialisme est un produit du capitalisme industriel hautement évolué. Il consiste dans la tendance de chaque

nation capitaliste industrielle à s'annexer ou à s'assujettir toujours plus de régions *agraires* [souligné par Kautsky] quelles que soient les nations qui les habitent. » J'ai montré que cette définition était absolument fausse, qu'elle était « adaptée » de façon à estomper les contradictions les plus profondes de l'impérialisme, pour trouver ensuite un terrain de conciliation avec l'opportunisme. Je donnais ma propre définition de l'impérialisme : « L'impérialisme est le capitalisme arrivé à un stade de développement où s'est affirmée la domination des monopoles et du capital financier ; où l'exportation des capitaux a acquis une importance de premier plan ; où le partage du monde a commencé entre les trusts internationaux et où s'est achevé le partage de tout le territoire du globe entre les plus grands pays capitalistes. » J'ai montré que la critique de l'impérialisme, chez Kautsky, est inférieure même à la critique bourgeoise, vulgaire.

Enfin, en août et septembre 1917, c'est-à-dire avant la révolution prolétarienne russe (25 octobre-7 novembre 1917) j'ai écrit *l'Etat et la Révolution* (La théorie marxiste de l'Etat et les tâches du prolétariat dans la révolution), brochure parue au début de 1918 à Pétrograd. Là, dans le chapitre VI intitulé « l'Avilissement du marxisme par les opportunistes », j'ai réservé une attention spéciale à Kautsky pour démontrer qu'il a totalement dénaturé la doctrine de Marx, qu'il l'a accommodée à l'opportunisme, qu'il a « renié en fait la révolution tout en la reconnaissant en paroles ».

Au fond, l'erreur théorique fondamentale de Kautsky, dans sa brochure traitant de la dictature du prolétariat, consiste précisément dans ces déformations opportunistes de la doctrine de Marx sur l'Etat, déformations que j'ai dénoncées amplement dans ma brochure *l'Etat et la Révolution*.

Ces remarques préliminaires étaient indispensables, car elles prouvent que j'ai accusé ouvertement Kautsky de faire œuvre de renégat *longtemps avant* que les bolchéviks aient pris le pouvoir et qu'ils aient été, pour cette raison, condamnés par Kautsky.

COMMENT KAUTSKY TRANSFORME MARX EN UN VULGAIRE LIBERAL

Le problème fondamental que Kautsky traite dans sa brochure est celui du contenu essentiel de la révolution prolétarienne, à savoir : la dictature du prolétariat. Problème de la plus haute importance pour tous les pays, surtout pour les pays avancés, surtout pour les pays belligérants, surtout à l'heure présente. On peut dire sans exagération que c'est là le principal problème de toute la lutte de classe prolétarienne. Il importe donc de l'examiner de près.

Kautsky pose le problème en ce sens que « l'opposition des deux courants socialistes » (c'est-à-dire des bolchéviks et des non-bolchéviks) est « l'opposition de deux méthodes foncièrement différentes : la méthode *démocratique* et la méthode *dictatoriale* » (p. 3).

Remarquons, au passage, qu'en appelant socialistes les non-bolchéviks de Russie, c'est-à-dire les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires, Kautsky fait état de leur *nom*, c'est-à-dire d'un mot, et non de la *place* qu'ils occupent *effectivement* dans la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie. Belle façon de comprendre et d'appliquer le marxisme ! Mais nous reviendrons là-dessus.

Pour le moment, voyons l'essentiel : la grande découverte de Kautsky sur « l'opposition foncière » des « méthodes démocratique et dictatoriale ». Là est le nœud de la question. Là est le fond même de la brochure de Kautsky. Et c'est une confusion si monstrueuse sur le plan théorique, un reniement si total du marxisme, que Kautsky, avouons-le, a dépassé de loin Bernstein.

La question de la dictature du prolétariat est celle de l'attitude de l'Etat prolétarien à l'égard de l'Etat bourgeois, de la démocratie prolétarienne envers la démocratie bourgeoise. C'est clair comme le jour, n'est-il pas vrai ? Or Kautsky, tel un maître d'école figé dans la répétition des manuels d'histoire, s'obstine à tourner le dos au XX^e^ siècle et, tourné vers le XVIII^e^, ressasse fastidieusement, pour la centième fois, dans toute une série de paragraphes, les vieilleries sur l'attitude de la démocratie bourgeoise à l'égard de l'absolutisme et de la féodalité !

On croirait en vérité qu'il mâche de la filasse, en rêvant.

C'est absolument ne rien comprendre au pourquoi des choses. On ne peut que sourire des efforts de Kautsky pour démontrer qu'il est des gens qui prêchent le « mépris de la démocratie » (p. 11). etc. C'est par de pareilles futilités que Kautsky est amené à obscurcir, à embrouiller le problème, car il pose la question en libéral, traitant de la démocratie en général, et non de la démocratie *bourgeoise*. Il évite même ce concept précis, de classe, et il s'évertue à parler de la démocratie « présocialiste ». Notre moulin à paroles a rempli à peu près le tiers de la brochure, 20 pages sur 63, d'un bavardage fort agréable à la bourgeoisie, puisqu'il équivaut à farder la démocratie bourgeoise et à jeter le voile sur le problème de la révolution prolétarienne.

Le titre de la brochure de Kautsky n'en est pas moins : *la Dictature du prolétariat*. Que ce soit là le *fond* même de la doctrine de Marx, tout le monde le sait. Et Kautsky est *obligé*, après tout ce bavardage à côté du sujet, de citer les paroles de Marx sur la dictature du prolétariat.

Comment le « marxiste » Kautsky s'y est pris, voilà qui est d'un comique achevé ! Ecoutez plutôt :

« Cette façon de voir [que Kautsky dit être le mépris de la démocratie] repose sur un seul mot de Karl Marx. » C'est ce qu'on lit textuellement à la page 20. Et à la page 60 il le répète encore et va jusqu'à dire que [les bolchéviks] « se sont souvenus à temps du petit mot » [c'est textuel ! ! des Wörtchens] « sur la dictature du prolétariat, que Marx a employé une fois en 1875 dans une lettre ».

Voici ce « petit mot » de Marx :

« Entre la société capitaliste et la société communiste se place la période de transformation révolutionnaire de celle-là en celle-ci. A quoi correspond une période de transition politique, où l'Etat ne saurait être autre chose que la dictature révolutionnaire du prolétariat [94]. »

D'abord, appeler ce développement célèbre de Marx, qui résume toute sa doctrine révolutionnaire, « un seul mot » et même « un petit mot », c'est se moquer du marxisme, c'est le renier entièrement. Il ne faut pas oublier que Kautsky connaît Marx presque par cœur ; qu'à en juger par tous ses écrits, il dispose sur son bureau, ou dans sa tête, d'une

série de casiers où il a réparti avec soin, pour pouvoir facilement faire usage des citations, tout ce que Marx a écrit. Kautsky *ne peut pas ne pas savoir* que Marx et Engels, dans leurs lettres aussi bien que dans leurs œuvres imprimées, ont *maintes fois*, avant et surtout après la Commune, parlé de la dictature du prolétariat. Kautsky ne peut pas ne pas savoir que la formule : « dictature du prolétariat » n'est qu'une énonciation historiquement plus concrète et scientifiquement plus exacte de cette tâche du prolétariat : « briser » la machine d'Etat bourgeoise, tâche dont Marx et Engels, compte tenu de l'expérience des révolutions de 1848 et plus encore de celle de 1871, ont parlé de 1852 à 1891, *soit pendant quarante ans.*

Comment expliquer cette déformation monstrueuse du marxisme par l'exégète du marxisme qu'est Kautsky ? Si l'on considère la base philosophique de ce phénomène, la chose se réduit à substituer l'éclectisme et la sophistique à la dialectique. Kautsky est passé maître dans cette substitution. Au point de vue politique et pratique, la chose se réduit à s'aplatir devant les opportunistes, c'est-à-dire, en fin de compte, devant la bourgeoisie. Progressant toujours plus vite depuis le début de la guerre, Kautsky est devenu un virtuose dans l'art de parler en marxiste tout en agissant en laquais de la bourgeoisie.

On s'en convainc encore mieux quand on examine la façon remarquable dont Kautsky a « interprété » le « petit mot » de Marx sur la dictature du prolétariat. Ecoutez :

« Marx a malheureusement omis d'indiquer plus en détail comment il se représente cette dictature...» (Phrase absolument mensongère de renégat, car Marx et Engels ont donné précisément une série d'indications très détaillées que Kautsky, cet exégète du marxisme, laisse intentionnellement de côté)... « Littéralement, le mot dictature signifie suppression de la démocratie. Mais il va de soi que, pris à la lettre, ce mot signifie également pouvoir personnel d'un seul individu, qui n'est lié par aucune loi. Pouvoir personnel, qui diffère du despotisme en ce qu'il n'est pas compris comme une institution d'Etat permanente, mais comme une mesure extrême de transition.

L'expression « dictature du prolétariat », par suite dictature non point d'un seul individu, mais d'une seule classe, prouve déjà que Marx ne songeait pas ici à la dictature au sens littéral du mot.

Il parle ici non pas de la *forme de gouvernement*, mais de l'*état de choses*, qui doit nécessairement se produire partout où le prolétariat a conquis le pouvoir politique. Ce qui prouve que Marx ne pensait pas ici à la forme de gouvernement, c'est qu'il estimait qu'en Angleterre

et en Amérique la transition peut se faire pacifiquement, donc par la voie démocratique » (p. 20).

Nous citons à dessein ce raisonnement en entier, afin que le lecteur puisse se rendre nettement compte des procédés employés par le « théoricien » Kautsky.

Kautsky a voulu aborder la question par une définition du « *mot* » dictature.

Fort bien. C'est le droit sacré de chacun d'aborder la question comme il l'entend. Il s'agit seulement de distinguer la façon sérieuse et honnête de la façon déshonnête. Celui qui en abordant ainsi la question voudrait la traiter sérieusement, devrait donner *sa propre définition* de ce « mot ». Dès lors, le problème serait posé franchement et clairement. Kautsky n'en fait rien. « Littéralement, écrit-il, le mot dictature signifie suppression de la démocratie ».

Primo, ce n'est pas une définition. S'il plaît à Kautsky de se dérober à la définition de la notion de dictature, pourquoi avoir choisi cette manière de traiter la question ?

Secundo, cela est notoirement faux. Il est naturel qu'un libéral parle de « démocratie » en général. Un marxiste ne manquera jamais de demander : « Pour quelle classe ? » Chacun sait, par exemple, — et l'« historien » Kautsky le sait également, — que les insurrections, et même les grandes effervescences des esclaves de l'antiquité, révélaient aussitôt l'essence de l'Etat antique, à savoir la *dictature des esclavagistes*. Cette dictature abolissait-elle la démocratie *parmi* les propriétaires d'esclaves, *pour* eux ? Tout le monde sait que non.

Le « marxiste » Kautsky a énoncé une absurdité monstrueuse et une contrevérité, parce qu'il a « *oublié* » la lutte des classes...

Pour que l'affirmation libérale et mensongère de Kautsky devienne marxiste et conforme à la vérité, il faut dire : la dictature ne signifie pas nécessairement abolition de la démocratie pour la classe qui exerce cette dictature sur les autres classes, mais elle veut dire nécessairement abolition (ou limitation essentielle, ce qui est également une des formes d'abolition) de la démocratie pour la classe à l'égard de laquelle ou contre laquelle la dictature s'exerce.

Mais si juste que soit cette affirmation, elle ne définit pas la dictature.

Examinons la phrase suivante de Kautsky :

« ... Mais il va de soi que, pris à la lettre, ce mot signifie également pouvoir personnel d'un seul individu, qui n'est lié par aucune loi... »

Pareil à un petit chien aveugle qui, au hasard, donne du nez de-ci, de-là, Kautsky est tombé ici sans le faire exprès sur *une* idée juste (à savoir que la dictature est un pouvoir qui n'est lié par aucune loi) ; *toutefois il n'a pas donné* une définition de la dictature, et il a énoncé en outre cette contrevérité historique évidente que la dictature est le pouvoir d'un seul individu. Cela n'est même pas juste étymologiquement, puisque la dictature peut être exercée également par un groupe de personnes, par une oligarchie, par une classe, etc.

Kautsky indique ensuite la différence entre la dictature et le despotisme ; mais, bien que son assertion soit nettement fausse, nous ne nous y arrêterons pas, puisque cela n'a rien à voir avec la question qui nous intéresse. On connaît le penchant de Kautsky à se détourner du XX^e^ siècle pour regarder le XVIII^e^, et du XVIII^e^ pour regarder l'antiquité, et nous espérons qu'une fois parvenu à la dictature, le prolétariat allemand en tiendra compte et nommera, par exemple, Kautsky professeur d'histoire ancienne dans un lycée. Eluder la définition de la dictature du prolétariat en ratiocinant sur le despotisme, c'est faire preuve d'une sottise extrême ou d'une filouterie fort maladroite.

Résultat : ayant entrepris de parler de dictature, Kautsky a énoncé beaucoup de contrevérités notoires, sans donner aucune définition ! Si au lieu de se fier à ses facultés intellectuelles, il avait consulté sa mémoire, il aurait pu sortir de ses « casiers » tous les cas où Marx parle de dictature. Il aurait à coup sûr obtenu ou la définition ci-après ou une définition équivalente quant au fond:

La dictature est un pouvoir qui s'appuie directement sur la violence et n'est lié par aucune loi.

La dictature révolutionnaire du prolétariat est un pouvoir conquis et maintenu par la violence, que le prolétariat exerce sur la bourgeoisie, pouvoir qui n'est lié par aucune loi.

Et c'est cette vérité toute simple, claire comme le jour pour tout ouvrier conscient (représentant la masse,

et non les couches supérieures de cette canaille petite-bourgeoise achetée par les capitalistes, que sont les social-impérialistes de tous les pays), c'est cette vérité évidente pour tout représentant des exploités en lutte pour leur affranchissement, et indiscutable pour tout marxiste, que nous sommes obligés de « conquérir de haute lutte » sur le savantissime M. Kautsky ! Comment expliquer cela ? Par cet esprit de servilité dont sont imbus les chefs de la IIe Internationale, devenus de méprisables sycophantes au service de la bourgeoisie.

D'abord Kautsky triche en affirmant cette chose évidemment absurde, que le sens littéral du mot dictature est dictature d'un seul individu ; puis — partant de cette falsification ! — il déclare que, « par conséquent », l'expression de dictature d'une classe chez Marx *n'a pas* son sens littéral (mais celui d'après lequel dictature signifie conquête « pacifique » de la majorité sous la démocratie bourgeoise, remarquez-le bien, et non violence révolutionnaire).

Il importe de distinguer, voyez-vous, entre « état de choses » et « forme de gouvernement ». Distinction singulièrement profonde, tout comme si nous « distinguions » entre l'« état » de bêtise d'un homme qui raisonne sans intelligence et la « forme » de ses bêtises !

Kautsky *a besoin* de présenter la dictature comme un « état de domination » (c'est l'expression textuelle qu'il emploie à la page suivante, p. 21), parce qu'alors *disparaît la violence révolutionnaire, la révolution violente.* L'« état de domination » est un état qui implique l'existence de n'importe quelle majorité sous... la « démocratie » ! Grâce à ce frauduleux tour de passe-passe, la *révolution disparaît* tout bonnement.

Mais la fraude est par trop grossière, et elle ne sera d'aucun secours à Kautsky. Que la dictature implique et signifie un « état » de *violence révolutionnaire* — si désagréable pour les renégats — d'une classe contre une autre, c'est là une vérité qui « crève les yeux ». L'absurdité de la distinction entre « état de choses » et « forme de gouvernement » apparaît en toute netteté. Il est triplement stupide de parler ici de forme de gouvernement, car le premier gamin venu sait que monarchie et république sont deux formes différentes de gouvernement. Il faut démontrer à

M. Kautsky que ces deux formes de gouvernement, *l'une et l'autre*, comme du reste toutes les « formes de gouvernement » transitoires en régime capitaliste, ne sont que des variétés de l'*Etat bourgeois*, c'est-à-dire de la *dictature de la bourgeoisie*.

Enfin, parler de formes de gouvernement, c'est falsifier sottement, mais aussi d'une façon grossière, Marx qui parle ici, en toute clarté, de la forme ou du type de l'*Etat*, et non de la forme de gouvernement.

La révolution prolétarienne est impossible sans la destruction violente de la machine d'Etat bourgeoise et son remplacement par une *nouvelle* qui, selon Engels, « n'est plus un Etat au sens propre du mot »[95].

Tout cela, Kautsky a besoin de l'escamoter, de l'avilir : sa position de renégat le veut ainsi.

Voyez à quels misérables subterfuges il a recours.

Premier subterfuge... « Ce qui prouve que Marx ne pensait pas ici à la forme de gouvernement, c'est qu'il estimait qu'en Angleterre et en Amérique la transition peut se faire pacifiquement, donc par la voie démocratique »...

La *forme de gouvernement* n'a absolument rien à voir ici, car il y a des monarchies qui ne sont pas caractéristiques de l'*Etat* bourgeois, par exemple celles qui se distinguent par l'absence de militarisme ; et il y a des républiques qui en portent tous les caractères, le militarisme et la bureaucratie, par exemple. C'est là un fait historique et politique universellement connu, et Kautsky ne réussira pas à le falsifier.

Si Kautsky voulait raisonner d'une façon sérieuse et honnête, il se demanderait : existe-t-il des lois historiques concernant la révolution et qui ne connaissent pas d'exception ? Et sa réponse serait : non, il n'y en a pas. Ces lois n'ont en vue que ce qui est typique, ce que Marx a qualifié un jour d'« idéal » au sens du capitalisme moyen, normal, typique.

Ensuite, y avait-il dans les années 70 quelque chose qui fît de l'Angleterre et de l'Amérique une exception *sous le rapport envisagé* ? Pour tout homme tant soit peu initié aux exigences de la science dans l'ordre des problèmes historiques, il est évident que cette question demande à être posée. S'en abstenir, c'est falsifier la science, c'est

jouer avec les sophismes. Cette question une fois posée, on ne saurait douter de la réponse : la dictature révolutionnaire du prolétariat, c'est la *violence* exercée contre la bourgeoisie ; et cette violence est nécessitée *surtout*, comme Marx et Engels l'ont expliqué maintes fois et de la façon la plus explicite (notamment dans *la Guerre civile en France* et dans la préface de cet ouvrage), par l'existence du *militarisme* et de la *bureaucratie*. Or, ce sont justement ces institutions, justement en Angleterre et en Amérique, qui, justement dans les années 70 du XIX^e^ siècle, époque à laquelle Marx fit sa remarque, *n'existaient pas*. (Maintenant elles *existent* et en Angleterre et en Amérique.)

Pour couvrir sa trahison, Kautsky en est réduit littéralement à truquer à chaque pas !

Et notez comment, sans le faire exprès, il a laissé passer le bout de l'oreille ; il a écrit : « pacifiquement, *donc par la voie démocratique* » ! !

En définissant la dictature, Kautsky s'est appliqué de toute son énergie à cacher au lecteur le trait dominant de ce concept, savoir : la *violence* révolutionnaire. Et maintenant la vérité s'est fait jour : il s'agit de l'opposition entre *révolution pacifique* et *révolution violente*.

C'est là que gît le lièvre. Subterfuges, sophismes, falsifications, Kautsky a besoin de tout cela pour *esquiver* la révolution *violente*, pour voiler son reniement, son passage du côté de la politique ouvrière *libérale*, c'est-à-dire du côté de la bourgeoisie. C'est là que gît le lièvre.

L'« historien » Kautsky fausse l'histoire avec tant de cynisme qu'il « oublie » l'essentiel : le capitalisme prémonopoliste, dont l'apogée se situe précisément entre 1870 et 1880, se distinguait, en raison de ses caractères *économiques* primordiaux qui furent particulièrement typiques en Angleterre et en Amérique, par le maximum — toutes proportions gardées — de pacifisme et de libéralisme. L'impérialisme, lui, c'est-à-dire le capitalisme de monopole, dont la maturité ne date que du XX^e^ siècle, se distingue, en raison de ses caractères *économiques* primordiaux, par le minimum de pacifisme et de libéralisme, par le développement maximum et le plus généralisé du militarisme. « Ne pas remarquer » cela, quand on examine jusqu'à quel point la révolution pacifique ou la révolution violente

est typique ou probable, c'est tomber au niveau du plus vulgaire laquais de la bourgeoisie.

Deuxième subterfuge : la Commune de Paris a été la dictature du prolétariat ; or, elle a été élue au suffrage *universel*, c'est-à-dire sans que la bourgeoisie ait été privée de ses droits électoraux, c'est-à-dire « *démocratiquement* ». Et Kautsky de triompher : ... « Pour Marx (ou d'après Marx) la dictature du prolétariat était un état de choses qui découle nécessairement de la démocratie pure, le prolétariat formant la majorité » (bei überwiegendem Proletariat, S. 21).

Cet argument de Kautsky est si plaisant que, réellement, on éprouve un véritable *embarras de richesses* * (dans le choix... des objections). Tout d'abord, on sait que la fine-fleur, l'état-major, la crème de la bourgeoisie s'était enfuie de Paris à Versailles. A Versailles se trouvait le « socialiste » Louis Blanc, ce qui dévoile d'ailleurs la fausseté des affirmations de Kautsky, selon lesquelles « tous les courants » du socialisme participaient à la Commune. N'est-il pas ridicule de présenter comme « démocratie pure » avec « suffrage universel » la division des habitants de Paris en deux camps belligérants, dont l'un réunissait toute la bourgeoisie militante et politiquement active ?

En second lieu, la Commune luttait contre Versailles, en tant que gouvernement ouvrier de *France* contre le gouvernement bourgeois. Que viennent faire ici la « démocratie pure » et le « suffrage universel », puisque c'était Paris qui décidait du sort de la France ? Quand Marx estimait que la Commune avait commis une faute en ne s'emparant pas de la Banque de France, qui appartenait au pays tout entier [96], s'inspirait-il des principes et de la pratique de la « démocratie pure » ? ?

En vérité, on voit que Kautsky écrit dans un pays où la police interdit aux gens de rire « en chœur », sans quoi le rire l'eût tué.

Je me permettrai, en troisième lieu, de rappeler respectueusement à M. Kautsky, qui connaît par cœur Marx et Engels, le jugement suivant d'Engels sur la Commune, au point de vue... de la « démocratie pure » :

* En français dans le texte. (*N. R.*)

« Ont-ils jamais vu une révolution, ces messieurs » [les anti-autoritaires] ? « Une révolution est à coup sûr la chose la plus autoritaire qui soit, un acte par lequel une partie de la population impose à l'autre partie sa volonté à coups de fusils, de baïonnettes et de canons, moyens autoritaires s'il en fut. Force est au parti vainqueur de maintenir sa domination par la crainte que ses armes inspirent aux réactionnaires. Est-ce que la Commune de Paris aurait pû se maintenir plus d'un jour si elle ne s'était servie de l'autorité d'un peuple en armes contre la bourgeoisie ? Ne pouvons-nous pas, au contraire, la blâmer de ce qu'elle ait fait trop peu usage de cette autorité ? » [97]

La voilà donc, la « démocratie pure » ! De quels sarcasmes Engels n'aurait-il pas accablé le plat philistin, le « social-démocrate » (au sens français des années 40 ou au sens européen de 1914-1918), qui se fût avisé de parler en général de « démocratie pure » dans une société divisée en classes !

Mais assez là-dessus. Enumérer toutes les absurdités énoncées par Kautsky est chose impossible, car chacune de ses phrases est un abîme de reniement.

Marx et Engels ont donné de la Commune de Paris une analyse approfondie ; ils ont montré que son mérite est d'avoir tenté de *briser*, de *démolir* la « machine d'Etat toute prête ». Ce point avait à leurs yeux une importance si considérable qu'il constitue le *seul* correctif qu'ils aient introduit en 1872 au programme « vieilli » (par endroits) du *Manifeste communiste* [98]. Marx et Engels ont montré que la Commune supprimait l'armée et la bureaucratie, supprimait le *parlementarisme*, détruisait « cette excroissance parasitaire qu'est l'Etat », etc. Or, le très sage Kautsky, coiffé de son bonnet de nuit, répète ce que mille fois ont affirmé les professeurs libéraux : les contes sur la « démocratie pure ».

Rosa Luxembourg avait bien raison de déclarer le 4 août 1914 que la social-démocratie allemande était désormais un *cadavre puant*.

Troisième subterfuge : « Si nous parlons de dictature comme d'une forme de gouvernement, nous ne pouvons pas parler de la dictature d'une classe. Car une classe, nous l'avons déjà noté, ne peut que dominer, mais non

gouverner »... Ce sont les « organisations » ou les « partis » qui gouvernent.

Vous brouillez les choses, vous les brouillez abominablement, monsieur le « conseiller Brouille-tout ». La dictature n'est pas une « forme de gouvernement », c'est d'un ridicule ! D'ailleurs Marx ne parle pas de la « forme de gouvernement », mais de la forme ou du type de l'*Etat*. Ce n'est pas du tout la même chose, mais pas du tout. De même, il est absolument faux qu'une *classe* ne puisse pas gouverner ; pareille sottise ne peut venir que d'un « crétin parlementaire » qui ne voit rien en dehors du parlement bourgeois et ne remarque rien en dehors des « partis dirigeants ». N'importe quel pays d'Europe offrira à Kautsky des exemples de gouvernement par une *classe* dominante ; tel fut le cas des seigneurs terriens au moyen âge malgré leur organisation insuffisante.

Résumons. Kautsky a altéré de la façon la plus inouïe l'idée de dictature du prolétariat, en faisant de Marx un vulgaire libéral, c'est-à-dire qu'il est tombé lui-même au niveau du libéral qui, débitant des platitudes sur la « démocratie pure », masque et estompe le contenu de classe de la démocratie *bourgeoise*, redoute plus que tout la *violence révolutionnaire* de la part de la classe opprimée. En « interprétant » l'idée de « dictature révolutionnaire du prolétariat » de façon à en éliminer la violence révolutionnaire de la classe opprimée sur les oppresseurs, Kautsky a battu le record mondial de la déformation libérale de Marx. Le renégat Bernstein n'apparaît plus que comme un roquet à côté du renégat Kautsky.

DEMOCRATIE BOURGEOISE ET DEMOCRATIE PROLETARIENNE

La question que Kautsky a si abominablement embrouillée se présente, en réalité, comme suit.

A moins de se moquer du sens commun et de l'histoire, il est clair que, tant qu'il existe des *classes* distinctes, on ne saurait parler de « démocratie pure », mais seulement de démocratie *de classe* (soit dit entre parenthèses, « démocratie pure » est non seulement une formule *d'ignorant*

qui ne comprend rien à la lutte des classes ni à la nature de l'Etat, mais encore une formule triplement creuse, car dans la société communiste, la démocratie, transformée et devenue une habitude, *dépérira*, mais ne sera jamais une démocratie « pure »).

La « démocratie pure » n'est qu'une phrase mensongère de libéral qui cherche à duper les ouvriers. L'histoire connaît la démocratie bourgeoise qui prend la relève de la féodalité, et la démocratie prolétarienne qui prend la relève de la démocratie bourgeoise.

Lorsque Kautsky consacre jusqu'à des dizaines de pages à « prouver » cette vérité que la démocratie bourgeoise marque un progrès par rapport au moyen âge, et que le prolétariat a le devoir impérieux de s'en servir dans sa lutte contre la bourgeoisie, c'est là justement un bavardage libéral destiné à duper les ouvriers. C'est un truisme non seulement dans l'Allemagne civilisée mais aussi dans la Russie inculte. Kautsky jette tout simplement de la poudre « savante » aux yeux des ouvriers, il prend des airs graves pour parler de Weitling, des Jésuites du Paraguay et de bien d'autres choses, *à seule fin d'esquiver* la nature *bourgeoise* de la démocratie actuelle, c'est-à-dire de la démocratie *capitaliste*.

Du marxisme, Kautsky prend ce qui est recevable pour les libéraux, pour la bourgeoisie (critique du moyen âge, rôle historiquement progressif du capitalisme en général et de la démocratie capitaliste en particulier) ; il rejette, il passe sous silence, il estompe ce qui, dans le marxisme, est *irrecevable* pour la bourgeoisie (violence révolutionnaire du prolétariat contre la bourgeoisie, pour l'anéantissement de cette dernière). Voilà pourquoi, par sa position objective et quelles que puissent être ses convictions subjectives, Kautsky s'avère inévitablement un laquais de la bourgeoisie.

La démocratie bourgeoise, tout en constituant un grand progrès historique par rapport au moyen âge, reste toujours, — elle ne peut pas ne pas rester telle en régime capitaliste, — une démocratie étroite, tronquée, fausse, hypocrite, un paradis pour les riches, un piège et un leurre pour les exploités, pour les pauvres. C'est cette vérité, élément constitutif majeur de la doctrine marxiste, que le « marxiste » Kautsky n'a pas comprise. Dans cette

question — fondamentale — Kautsky prodigue des « amabilités » à la bourgeoisie, au lieu de présenter une critique scientifique des conditions qui font de toute démocratie bourgeoise une démocratie pour les riches.

Rappelons d'abord au très savant M. Kautsky les déclarations théoriques de Marx et Engels, que notre exégète a honteusement « oubliées » (pour complaire à la bourgeoisie) ; puis nous expliquerons la chose de la façon la plus explicite.

Non seulement l'Etat antique et féodal, mais aussi « l'Etat représentatif moderne est un instrument d'exploitation du travail salarié par le capital » (Engels dans son ouvrage sur l'Etat)[99]. « L'Etat n'étant qu'une institution temporaire dont on est obligé de se servir dans la lutte, dans la révolution, pour réprimer par la force ses adversaires, il est parfaitement absurde de parler d'un Etat populaire libre : tant que le prolétariat *a* encore *besoin* d'un Etat, ce n'est point pour la liberté, mais pour réprimer ses adversaires. Et le jour où il devient possible de parler de liberté, l'Etat cesse d'exister comme tel » (Engels, lettre à Bebel, 28 mars 1875). « L'Etat n'est rien d'autre chose qu'une machine pour l'oppression d'une classe par une autre, et cela, tout autant dans la république démocratique que dans la monarchie » (Engels, préface à *la Guerre civile* de Marx)[100]. Le suffrage universel est « l'indice qui permet de mesurer la maturité de la classe ouvrière. *Il ne peut être rien de plus, il ne sera jamais rien de plus dans l'Etat actuel* » (Engels dans son ouvrage sur l'Etat[101]. M. Kautsky rabâche de la façon la plus ennuyeuse la première partie de cette thèse, acceptable pour la bourgeoisie. Mais la deuxième, que nous avons soulignée et qui pour la bourgeoisie n'est pas recevable, le renégat Kautsky la passe sous silence !). « La Commune devait être, non pas un organisme parlementaire, mais un corps agissant, exécutif et législatif à la fois... Au lieu de décider une fois tous les trois ou six ans quel membre de la classe dirigeante devait représenter et fouler aux pieds (ver- und zertreten) le peuple au Parlement, le suffrage universel devait servir au peuple constitué en communes, comme le suffrage individuel sert à tout autre employeur en quête d'ouvriers, et de personnel de direction

pour son affaire » (Marx dans son ouvrage sur la Commune de Paris *la Guerre civile en France*) [102].

Chacune de ces thèses, bien connues du savantissime M. Kautsky, le cingle au visage, le convainc de trahison. Dans toute sa brochure, Kautsky ne dénote pas la moindre compréhension de ces vérités. Cette brochure est d'un bout à l'autre une insulte au marxisme !

Prenez les lois fondamentales des Etats contemporains, prenez leur administration, prenez la liberté de réunion ou de presse, prenez « l'égalité des citoyens devant la loi », et vous verrez à chaque pas l'hypocrisie de la démocratie bourgeoise bien connue de tout ouvrier honnête et conscient. Il n'est point d'Etat, même le plus démocratique, qui n'ait dans sa Constitution des biais ou restrictions permettant à la bourgeoisie de lancer la troupe contre les ouvriers, de proclamer la loi martiale, etc., « en cas de violation de l'ordre », mais, en fait, au cas où la classe exploitée « violait » son état d'asservissement et si elle avait la velléité de ne pas se conduire en esclave. Kautsky farde cyniquement la démocratie bourgeoise ; il ne souffle mot de ce que font, par exemple, contre les ouvriers en grève, les bourgeois les plus démocrates et les plus républicains d'Amérique ou de Suisse.

Oh ! le sage et savant Kautsky n'en dit rien ! Il ne comprend pas, cet homme politique érudit, que le silence ici est une lâcheté. Il préfère raconter aux ouvriers des contes d'enfants, par exemple que démocratie veut dire « protection de la minorité ». C'est incroyable, mais c'est ainsi ! L'an 1918 après J.C., en la cinquième année du carnage impérialiste universel, alors que, dans toutes les « démocraties » du monde, on étouffe les minorités internationalistes (c'est-à-dire celles qui n'ont pas bassement trahi le socialisme, comme les Renaudel et Longuet, les Scheidemann et Kautsky, les Henderson et Webb, etc.), M. le savant Kautsky célèbre d'une voix mielleuse la « protection de la minorité ». Quiconque le désire, peut lire cela à la page 15 de la brochure de Kautsky. Et à la page 16 ce docte... personnage vous parlera des whigs et des tories du XVIII^e siècle en Angleterre !

O érudition ! O servilité raffinée devant la bourgeoisie ! O manière civilisée de ramper sur le ventre devant

les capitalistes et de leur lécher les bottes ! Si j'étais Krupp ou Scheidemann, ou Clemenceau, ou Renaudel, je payerais des millions à M. Kautsky, je lui dispenserais des baisers de Judas, je ferais son éloge devant les ouvriers, je prêcherais l'« unité du socialisme » avec des gens aussi « respectables » que Kautsky. Ecrire des brochures contre la dictature du prolétariat, raconter l'histoire des whigs et des tories au XVIII^e siècle en Angleterre, assurer que démocratie veut dire « protection de la minorité » et taire les *massacres* d'internationalistes dans la république « démocratique » des Etats-Unis, ne sont-ce pas là des services de valet rendus à la bourgeoisie ?

Le savant M. Kautsky a « oublié » — vraisemblablement par hasard — une « bagatelle », à savoir que le parti dominant de la démocratie bourgeoise n'accorde la défense de la minorité qu'à un autre parti *bourgeois* ; tandis que le prolétariat, dans toute question *sérieuse*, *profonde*, *fondamentale*, reçoit en guise de « protection de la minorité » la loi martiale ou les massacres. *Plus la démocratie est développée et plus elle est près, en cas de divergence politique profonde et dangereuse pour la bourgeoisie, du massacre ou de la guerre civile.* Cette « loi » de la démocratie bourgeoise, le savant M. Kautsky aurait pu l'observer à l'occasion de l'affaire Dreyfus dans la France républicaine, du lynchage des nègres et des internationalistes dans la république démocratique d'Amérique, par l'exemple de l'Irlande et de l'Ulster dans l'Angleterre démocratique[103], des persécutions et des massacres organisés contre les bolchéviks en avril 1917 dans la République démocratique russe. Ces exemples, je les emprunte à dessein non seulement au temps de guerre, mais aussi au temps d'avant-guerre, au temps de la paix. Le doucereux M. Kautsky se plaît à fermer les yeux sur ces faits du XX^e siècle et à débiter, par contre, aux ouvriers des choses étonnamment neuves, remarquablement intéressantes, extrêmement instructives, incroyablement importantes sur les whigs et les tories du XVIII^e siècle.

Prenez le parlement bourgeois. Peut-on admettre que le savant Kautsky n'ait jamais ouï dire que *plus* la démocratie *est puissamment* développée, *et plus* la Bourse et les banquiers se soumettent les parlements bourgeois ? Il ne

suit point de là qu'il ne faille pas utiliser le parlementarisme bourgeois (et les bolchéviks l'ont utilisé probablement mieux qu'aucun autre parti du monde, puisque de 1912 à 1914 nous avions conquis toute la curie ouvrière dans la IVe Douma). Mais il s'ensuit que seul un libéral est capable d'oublier, comme le fait Kautsky, *le caractère limité et relatif, au point de vue historique*, du parlementarisme bourgeois. Dans l'Etat bourgeois le plus démocratique, les masses opprimées se heurtent constamment à la contradiction criante entre l'égalité *nominale* proclamée par la « démocratie » des capitalistes, et les milliers de restrictions et de subterfuges *réels*, qui font des prolétaires des *esclaves salariés*. Cette contradiction précisément ouvre les yeux des masses sur la pourriture, la fausseté, l'hypocrisie du capitalisme. C'est précisément cette contradiction que les agitateurs et les propagandistes du socialisme dénoncent sans cesse devant les masses, *afin de les préparer* à la révolution ! Et lorsque l'ère des révolutions a *commencé*, Kautsky lui tourne le dos et se met à célébrer les beautés de la démocratie bourgeoise *agonisante*.

La démocratie prolétarienne, dont le pouvoir des Soviets est une des formes, a développé et étendu la démocratie comme nulle part au monde, au profit justement de l'immense majorité de la population, au profit des exploités et des travailleurs. Ecrire, comme l'a fait Kautsky, toute une brochure sur la démocratie, en consacrant deux petites pages à la dictature et des dizaines de pages à la « démocratie pure », et *ne pas le remarquer*, c'est dénaturer entièrement les faits en vrai libéral.

Prenez la politique extérieure. Il n'est point de pays bourgeois, même le plus démocratique, où elle se fasse au grand jour. Partout, les masses sont dupées ; dans les pays démocratiques comme la France, la Suisse, l'Amérique, l'Angleterre, la duperie est cent fois plus grande et plus raffinée que dans les autres pays. Le pouvoir des Soviets a fait tomber révolutionnairement le voile du secret de la politique extérieure. Kautsky ne l'a point remarqué, il n'en dit rien, bien qu'à l'époque des guerres de rapine et des traités secrets sur le « partage des zones d'influence » (c'est-à-dire sur le partage du monde par les brigands capitalistes), ce fait ait une importance *capitale* : de là

dépendent la paix, la vie ou la mort de dizaines de millions d'hommes.

Considérez l'organisation de l'Etat. Kautsky s'en prend aux « détails », jusqu'à constater que les élections sont « indirectes » (dans la Constitution soviétique), mais il ne voit pas le fond de la question. Il ne remarque pas la nature de *classe* de l'appareil d'Etat, de la machine d'Etat. Dans la démocratie bourgeoise, par mille stratagèmes, — d'autant plus ingénieux et efficaces que la démocratie « pure » est plus développée, — les capitalistes *écartent* les masses de la participation à la gestion du pays, de la liberté de réunion, de presse, etc. Le *premier* au monde (rigoureusement parlant le deuxième, puisque la Commune de Paris avait commencé la même chose), le pouvoir des Soviets *appelle* au gouvernement les masses, notamment les masses *exploitées*. Mille barrières *s'opposent* à la participation des masses travailleuses au parlement bourgeois (lequel, dans une démocratie bourgeoise, *ne résout jamais* les questions majeures ; celles-ci sont tranchées par la Bourse, par les banques). Et les ouvriers savent et sentent, voient et saisissent à merveille que le parlement bourgeois est pour eux un organisme *étranger*, un *instrument d'oppression* des prolétaires par la bourgeoisie, l'organisme d'une classe hostile, d'une minorité d'exploiteurs.

Les Soviets sont l'organisation directe des masses travailleuses et exploitées, à qui elle *facilite* la possibilité d'organiser elles-mêmes l'Etat et de le gouverner par tous les moyens. C'est précisément l'avant-garde des travailleurs et des exploités, le prolétariat des villes, qui bénéficie en la circonstance de l'avantage d'être le mieux uni dans les grosses entreprises ; il a le plus de facilité pour élire et surveiller les élus. Automatiquement, l'organisation soviétique *facilite* l'union de tous les travailleurs et exploités autour de leur avant-garde, le prolétariat. Le vieil appareil bourgeois, — la bureaucratie, les privilèges de la fortune, de l'instruction bourgeoise, des relations, etc. (ces réels privilèges sont d'autant plus variés que la démocratie bourgeoise est plus développée), — tout cela se trouve éliminé sous le régime des Soviets. La liberté de la presse cesse d'être une hypocrisie, les imprimeries et le papier étant enlevés à la bourgeoisie.

Il en est de même des meilleurs édifices, des palais, des hôtels particuliers, des maisons seigneuriales, etc. Le pouvoir soviétique a d'un coup enlevé par milliers les meilleurs de ces immeubles aux exploiteurs ; et c'est ainsi qu'il a rendu *un million de fois* plus « démocratique » le droit de réunion pour les masses, celui-là même sans lequel la démocratie est un leurre. Les élections indirectes aux Soviets non locaux facilitent les congrès des Soviets, rendent *tout* l'appareil moins coûteux, plus mobile, plus accessible aux ouvriers et aux paysans, à une période de vie intense où il importe d'avoir au plus vite la possibilité de rappeler son député local ou de l'envoyer au congrès général des Soviets.

La démocratie prolétarienne est *un million de fois* plus démocratique que n'importe quelle démocratie bourgeoise ; le pouvoir des Soviets est un million de fois plus démocratique que la plus démocratique des républiques bourgeoises.

Pour ne pas remarquer cela, il fallait être un valet conscient de la bourgeoisie, ou un homme politiquement mort, incapable, derrière les livres bourgeois poussiéreux, de voir la réalité vivante, imprégné jusqu'à la moelle des os de préjugés démocratiques bourgeois et, de ce fait, devenu objectivement un laquais de la bourgeoisie.

Pour ne pas remarquer cela, il fallait être incapable de *poser la question* du point de vue des classes *opprimées:* parmi les pays bourgeois les plus démocratiques, en est-il un seul au monde où le *simple* ouvrier, l'ouvrier *moyen*, le *salarié agricole* moyen, ou en général le semi-prolétaire des campagnes (c'est-à-dire le représentant de la masse opprimée, de l'énorme majorité de la population), jouisse, ne serait-ce qu'à peu près, d'une *liberté* aussi grande qu'en Russie soviétique d'organiser des réunions dans les meilleurs locaux, d'une *liberté* aussi grande de disposer, pour exprimer ses idées, défendre ses intérêts, des plus vastes imprimeries et des meilleurs stocks de papier, d'une *liberté* aussi grande d'appeler précisément des hommes de sa classe à gouverner et à « policer » l'Etat ?

Il serait ridicule de croire que M. Kautsky puisse trouver dans un pays quelconque ne fût-ce qu'un seul ouvrier ou salarié agricole sur mille qui, une fois informé,

hésiterait sur la réponse à donner à cette question. D'instinct, en entendant des bribes de vérité avouée par les journaux bourgeois, les ouvriers du monde entier sympathisent avec la République des Soviets, précisément parce qu'ils voient en elle la démocratie *prolétarienne*, la *démocratie pour les pauvres* et non la démocratie pour les riches, ce qu'est en fait toute démocratie bourgeoise, même la meilleure.

Nous sommes gouvernés (et notre Etat est « policé ») par des fonctionnaires bourgeois, des parlementaires bourgeois, des juges bourgeois. Voilà la vérité simple, évidente, incontestable, que connaissent grâce à leur expérience de la vie, que sentent et perçoivent chaque jour des dizaines et des centaines de millions d'hommes des classes opprimées dans tous les pays bourgeois, y compris les plus démocratiques.

Or en Russie, on a brisé entièrement l'appareil bureaucratique, on n'en a pas laissé pierre sur pierre, on a chassé tous les anciens magistrats, dispersé le parlement bourgeois ; et l'on a donné une représentation *beaucoup plus accessible* justement aux ouvriers et aux paysans; *leurs* Soviets ont remplacé les fonctionnaires, ou bien *leurs* Soviets ont été placés au-dessus des fonctionnaires ; ce sont *leurs* Soviets qui élisent les juges. Ce fait à lui seul suffit pour que toutes les classes opprimées reconnaissent que le pouvoir des Soviets, c'est-à-dire cette forme de la dictature du prolétariat, est un million de fois plus démocratique que la plus démocratique des républiques bourgeoises.

Cette vérité intelligible et évidente pour tout ouvrier, Kautsky ne la comprend pas, car il a « oublié », il a « désappris » à poser cette question : la démocratie *pour quelle classe*? Il raisonne du point du vue de la démocratie « pure » (c'est-à-dire sans classes ? ou hors classes ?). Il argumente, comme le ferait un Shylock : « une livre de chair » et plus rien. Egalité de tous les citoyens sinon pas de démocratie.

Au savant Kautsky, au « marxiste » et au « socialiste » Kautsky, force nous est de poser cette question :

Peut-il y avoir égalité entre exploité et exploiteur ?

Qu'on en soit réduit à poser cette question à propos d'un livre du chef idéologique de la IIe Internationale,

voilà qui est monstrueux, incroyable. Mais puisque « le vin est tiré, il faut le boire ». Puisque nous avons entrepris d'écrire sur Kautsky, expliquons à cet homme savant pourquoi il ne peut y avoir d'égalité entre exploiteur et exploité.

PEUT-IL Y AVOIR EGALITE ENTRE EXPLOITE ET EXPLOITEUR ?

Kautsky raisonne de la façon suivante :

1° « Les exploiteurs n'ont jamais constitué qu'une infime minorité de la population » (p. 14 de la brochure de Kautsky).

Voilà une vérité incontestable. Comment faut-il raisonner en partant de cette vérité ? On peut raisonner en marxiste, en socialiste ; mais alors, il faut prendre pour base le comportement des exploités envers les exploiteurs. On peut raisonner en libéral, en démocrate bourgeois ; mais alors il faut prendre pour base le comportement de la majorité envers la minorité.

Si l'on raisonne en marxiste, on est obligé de dire : les exploiteurs transforment inévitablement l'Etat (or, il s'agit de la démocratie, c'est-à-dire d'une des formes de l'Etat) en un instrument de domination de leur classe, celle des exploiteurs, sur les exploités. C'est pourquoi l'Etat démocratique lui aussi, tant qu'il y aura des exploiteurs exerçant leur domination sur la majorité, les exploités, sera inévitablement une démocratie pour les exploiteurs. L'Etat des exploités doit être foncièrement distinct d'un tel Etat ; il doit être une démocratie pour les exploités et *réprimer les exploiteurs* ; or, la répression d'une classe signifie l'inégalité de cette classe, son exclusion de la « démocratie ».

Si l'on raisonne en libéral, on sera obligé de dire : la majorité décide, la minorité obéit. Les désobéissants sont punis. Voilà tout. Inutile de disserter sur le caractère de classe de l'Etat en général et sur la « démocratie pure » en particulier ; cela n'a rien à voir là-dedans puisque la majorité est la majorité, et la minorité la minorité. Une livre de chair est une livre de chair, un point c'est tout !

C'est bien ainsi que Kautsky raisonne :

2° « Pour quels motifs la domination du prolétariat devrait-elle revêtir et revêtirait-elle nécessairement une forme incompatible avec la démocratie ? » (p. 21). Puis il donne cette explication que le prolétariat a pour lui la majorité, explication très ample et très prolixe, avec à l'appui une citation de Marx et des chiffres sur les élections de la Commune de Paris. Conclusion : « Un régime aussi solidement ancré dans les masses n'a aucune raison d'attenter à la démocratie. Il ne pourra pas toujours se passer de la violence, dans les cas où l'on en use pour réprimer la démocratie. On ne peut répondre à la violence que par la violence. Mais un régime qui sait avoir les masses pour lui n'emploiera la violence que pour *défendre* la démocratie, et non pour l'*anéantir*. Il commettrait tout bonnement un suicide, s'il voulait supprimer sa base la plus sûre, le suffrage universel, source profonde d'une puissante autorité morale » (p. 22).

On le voit, le comportement des exploités à l'égard des exploiteurs a disparu de l'argumentation de Kautsky. Il ne reste que la majorité en général, la minorité en général, la démocratie en général, la « démocratie pure» que nous connaissons déjà.

Cela, remarquez-le bien, *à propos de la Commune de Paris* ! Citons donc, pour plus d'évidence, l'opinion de Marx et d'Engels sur la dictature *à propos de la Commune* :

Marx : ... « Si, à la dictature bourgeoise, les ouvriers substituent leur dictature révolutionnaire... afin de briser la résistance de la bourgeoisie... ils donnent à l'Etat une forme révolutionnaire et transitoire »...[104]

Engels : ...« Le parti qui a triomphé [dans la révolution] force lui est de maintenir sa domination par la crainte que ses armes inspirent aux réactionnaires. Est-ce que la Commune de Paris aurait pu se maintenir plus d'un jour, si elle ne s'était servie de l'autorité d'un peuple en armes contre la bourgeoisie ? Ne pouvons-nous pas, au contraire, la blâmer de ce qu'elle ait fait trop peu usage de cette autorité ? »... [105]

Engels : ... « L'Etat n'étant qu'une institution temporaire dont on est obligé de se servir dans la lutte, dans la révolution, pour réprimer par la force ses adversaires, il est parfaitement absurde de parler d'un Etat populaire

libre : tant que le prolétariat a encore besoin de l'Etat, il en a besoin non pour la liberté, mais pour réprimer ses adversaires. Et le jour où il devient possible de parler de liberté, l'Etat cesse d'exister comme tel »...[106]

Kautsky est aussi loin de Marx et d'Engels que le ciel de la terre, qu'un libéral d'un révolutionnaire prolétarien. La démocratie pure ou simplement la « démocratie » dont parle Kautsky n'est qu'une périphrase pour ce même « Etat populaire libre », c'est-à-dire une *chose parfaitement absurde.* Avec l'érudition d'un imbécile savantissime de cabinet, ou avec la candeur d'une fillette de dix ans, Kautsky interroge : A quoi bon la dictature, du moment qu'on a la majorité ? Or, Marx et Engels nous expliquent :

— — pour briser la résistance de la bourgeoisie ;

— — pour inspirer la crainte aux réactionnaires ;

— — pour maintenir l'autorité du peuple armé contre la bourgeoisie ;

— — pour que le prolétariat puisse réprimer ses adversaires par la force.

Kautsky n'entend rien à ces explications. Epris de démocratie « pure », dont il ne voit pas le caractère bourgeois, il soutient avec une « belle logique » que la majorité, du moment qu'elle est majorité, n'a pas besoin de « briser la résistance » de la minorité, de la « réprimer par la violence » ; il lui suffit de réprimer les *cas* de violation de la démocratie. Epris de démocratie « pure », Kautsky, *par mégarde*, commet ici la petite erreur que commettent toujours les démocrates bourgeois, c'est-à-dire qu'il prend l'égalité de forme (de bout en bout mensongère et hypocrite en régime capitaliste) pour l'égalité de fait ! Que cela !

L'exploiteur ne peut être l'égal de l'exploité.

Cette vérité, si désagréable qu'elle soit à Kautsky, fait le fond même du socialisme.

Autre vérité : il ne saurait y avoir d'égalité véritable, d'égalité de fait, aussi longtemps que toute possibilité d'exploitation d'une classe par une autre n'est pas absolument éliminée.

On peut défaire d'un coup les exploiteurs, par une insurrection victorieuse dans la capitale ou une révolte des troupes. Mais à part quelques cas très rares, exceptionnels, on ne peut les anéantir d'un seul coup. On ne peut d'un

coup exproprier tous les propriétaires fonciers et tous les capitalistes d'un pays de quelque importance. Ensuite, l'expropriation à elle seule, en tant qu'acte juridique ou politique, est loin de résoudre le problème, car il faut *destituer* en fait les grands propriétaires fonciers et les capitalistes, les *remplacer* en fait par une autre gestion — gestion ouvrière — des usines et des domaines. Il ne saurait y avoir d'égalité entre les exploiteurs qui, durant de longues générations, s'étaient distingués par leur instruction, par leur train de vie et par les habitudes acquises, et les exploités dont la masse, même dans les républiques bourgeoises les plus avancées et les plus démocratiques, reste accablée, inculte, ignorante, craintive, divisée. Longtemps après la révolution, les exploiteurs conservent nécessairement une série de réels et notables avantages : il leur reste l'argent (impossible de le supprimer d'un coup), certains biens mobiliers, souvent considérables ; il leur reste des relations, des habitudes d'organisation et de gestion, la connaissance de tous les « secrets » de l'administration (coutumes, procédés, moyens, possibilités) ; il leur reste une instruction plus poussée, des affinités avec le haut personnel technique (bourgeois par sa vie et son idéologie) ; il leur reste une expérience infiniment supérieure de l'art militaire (ce qui est très important), etc., etc.

Si les exploiteurs ne sont battus que dans un seul pays, et c'est là bien entendu le cas typique, la révolution simultanée dans plusieurs pays étant une rare exception, ils restent *toutefois plus forts* que les exploités, puisque les relations internationales des exploiteurs sont immenses. Qu'une partie des masses exploitées les moins développées, parmi les paysans moyens, artisans, etc., marchent et soient susceptibles de marcher avec les exploiteurs, c'est ce qu'ont montré *toutes* les révolutions antérieures, y compris la Commune (car parmi les troupes versaillaises, — ce qu'a « oublié » le savantissime Kautsky, — il y avait aussi des prolétaires).

Dès lors, supposer que dans une révolution un peu sérieuse et profonde, c'est simplement le rapport entre la majorité et la minorité qui décide, c'est faire preuve d'une prodigieuse stupidité ; c'est s'en tenir à un préjugé archinaïf digne d'un vulgaire libéral ; c'est *tromper les masses*, leur cacher une évidente vérité historique. Vérité selon laquelle

il est *de règle* que dans toute révolution profonde les exploiteurs conservant durant des années de gros avantages réels sur les exploités, opposent une résistance *prolongée*, *opiniâtre*, *désespérée*. Jamais, si ce n'est dans l'imagination doucereuse du doucereux benêt Kautsky, les exploiteurs ne se soumettront à la volonté de la majorité des exploités, sans avoir fait jouer — dans une bataille suprême, désespérée, dans une série de batailles — leur avantage.

La transition du capitalisme au communisme, c'est toute une époque historique. Tant qu'elle n'est pas terminée, les exploiteurs gardent inéluctablement l'espoir d'une restauration, *espoir* qui se transforme en *tentatives* de restauration. A la suite d'une première défaite sérieuse, les exploiteurs qui ne s'attendaient point à être renversés, qui n'en croyaient rien et n'en admettaient pas l'idée, se lancent dans la bataille avec une énergie décuplée, avec une passion furieuse, avec une haine centuplée pour reconquérir le « paradis » perdu, pour leurs familles qui menaient une si douce existence et que, maintenant, la « vile populace » condamne à la ruine et à la misère (ou au « vil » labeur...). Et derrière les capitalistes exploiteurs, c'est la grande masse de la petite bourgeoisie qui — des dizaines d'années d'expérience historique dans tous les pays en font foi — hésite et balance, qui aujourd'hui suit le prolétariat et demain, effrayée des difficultés de la révolution, est prise de panique à la première défaite ou demi-défaite des ouvriers, s'affole, s'agite, pleurniche, court d'un camp à l'autre... tout comme nos menchéviks et nos socialistes-révolutionnaires.

Et devant cette situation, à une époque de guerre acharnée, aiguë, où l'histoire met à l'ordre du jour le problème de l'existence ou de la non-existence des privilèges séculaires et millénaires, on disserte sur la majorité et la minorité, la démocratie pure, l'inutilité de la dictature, l'égalité entre exploiteurs et exploités ! ! Quel gouffre de stupidité, quel abîme de philistinisme il faut pour en arriver là !

Mais des décades de capitalisme relativement « pacifique », de 1871 à 1914, ont accumulé dans les partis socialistes qui s'accommodent de l'opportunisme, de véritables écuries d'Augias de philistinisme, de mesquine étroitesse et de reniement...

* * *

Le lecteur a vraisemblablement remarqué que, dans le passage cité plus haut de son ouvrage, Kautsky parle d'atteinte au suffrage universel (qu'il déclare être — soit dit entre parenthèses — la source profonde de toute autorité morale puissante, alors que, à propos de cette même Commune de Paris et de cette même question de la dictature, Engels parle de l'autorité du peuple en armes contre la bourgeoisie. Il est caractéristique de comparer les idées d'un philistin et celles d'un révolutionnaire sur l'« autorité »...).

Que les exploiteurs soient privés du droit de vote, c'est, notons-le, une question *essentiellement russe*, et non celle de la dictature du prolétariat en général. Si Kautsky avait, sans hypocrisie, intitulé sa brochure : *Contre les bolchéviks*, ce titre serait conforme au contenu de l'ouvrage, et Kautsky aurait alors été fondé à parler explicitement du droit de vote. Mais Kautsky a voulu avant tout faire figure de « théoricien ». Il a intitulé sa brochure : *« la Dictature du prolétariat » en général*. Il ne traite spécialement des Soviets et de la Russie que dans la deuxième partie, à partir du paragraphe 6. Dans la première partie (d'où j'ai tiré le passage cité), il est question de *démocratie* et de *dictature en général*. En évoquant le droit de vote, Kautsky *s'est trahi* comme polémiste ennemi des bolchéviks, *qui fait litière de la théorie*. Car la théorie, c'est-à-dire l'étude des principes de classe généraux — et non particuliers à une nation — de la démocratie et de la dictature ne doit pas porter sur une question spéciale comme celle du droit de vote, mais sur ce problème d'ensemble : la démocratie peut-elle *être maintenue aussi pour les riches et pour les exploiteurs*, dans la période historique marquée par le renversement des exploiteurs et la substitution à leur Etat de l'Etat des exploités ?

C'est ainsi, et ainsi seulement, qu'un théoricien peut poser la question.

Nous connaissons l'exemple de la Commune, nous connaissons tous les raisonnements des fondateurs du marxisme en connexion avec elle et à son sujet. Fort de cette documentation, j'ai analysé par exemple le problème de la démocratie et de la dictature dans ma brochure *l'Etat et la Révolution* écrite avant la Révolution d'Octobre. *Je n'ai pas dit un mot* des restrictions au droit électoral. Aujourd'hui encore, il convient de dire que la restriction au droit électoral est

un problème particulier à telle ou telle nation, et non point la question générale de la dictature. Il faut aborder ce problème en examinant les *conditions particulières* de la révolution russe, le *cours particulier* de son développement. C'est ce que nous ferons dans la suite de notre exposé. Mais ce serait une erreur d'affirmer d'avance que les révolutions prolétariennes de demain en Europe, toutes ou la plupart d'entre elles, apporteront absolument des restrictions aux droits électoraux de la bourgeoisie. Il se peut qu'il en soit ainsi. Après la guerre et l'expérience de la révolution russe, il en sera vraisemblablement ainsi ; mais *cela n'est pas de rigueur* pour l'application de la dictature ; cela n'est pas un indice *nécessaire* du concept logique de la dictature ; cela ne constitue point pour la dictature un aspect *nécessaire* de sa réalité historique et de classe.

L'indice nécessaire, la condition expresse de la dictature, c'est la répression *violente* des exploiteurs comme *classe* et par suite la *violation* de la « démocratie pure », c'est-à-dire de l'égalité et de la liberté *à l'égard* de cette *classe*.

C'est ainsi, et seulement ainsi, que la question peut être posée au point de vue théorique. Or Kautsky, en posant la question autrement, a prouvé qu'il s'attaquait aux bolchéviks non pas en théoricien, mais en sycophante à la dévotion des opportunistes et de la bourgeoisie.

Dans quels pays, dans quelles conditions nationales particulières à tel ou tel capitalisme seront appliquées (totalement ou principalement) telles ou telles mesures de restriction, de violation de la démocratie pour les exploiteurs, cela dépend des particularités nationales de tel ou tel capitalisme, de telle ou telle révolution. Théoriquement la question se pose autrement, de la manière suivante : la dictature du prolétariat est-elle possible *sans violation de la démocratie* à l'égard de la classe des *exploiteurs* ?

C'est cette question, *la seule* importante et essentielle en matière de théorie, que Kautsky a éludée. Kautsky a cité de nombreux passages de Marx et d'Engels, *sauf ceux* qui ont trait à cette question et que j'ai rapportés plus haut.

Kautsky a parlé de tout ce que l'on veut, de tout ce qui est recevable pour les libéraux et les démocrates bourgeois et ne sort pas du cadre de leurs idées ; mais il n'a rien dit de ce qui est primordial, à savoir que le prolétariat ne peut

triompher *sans briser la résistance* de la bourgeoisie, *sans réprimer par la violence ses adversaires*, et que là où il y a « répression par la violence », et pas de « liberté », *il est évident que la démocratie est absente.*

Cela, Kautsky ne l'a pas compris.

* *
*

Passons à l'expérience de la révolution russe et au désaccord entre les Soviets et l'Assemblée Constituante, à la suite duquel la Constituante fut dissoute et la bourgeoisie privée des droits électoraux.

DEFENSE AUX SOVIETS DE SE TRANSFORMER EN ORGANISATIONS D'ETAT

Les Soviets sont la forme russe de la dictature prolétarienne. Si un théoricien marxiste, dans un ouvrage sur la dictature du prolétariat, avait réellement étudié ce phénomène (au lieu de répéter comme Kautsky les lamentations petites-bourgeoises et les refrains menchéviks contre la dictature), ce théoricien aurait d'abord donné de la dictature une définition générale, puis il aurait envisagé sa forme particulière, nationale, les Soviets ; il en aurait fait l'analyse en tant qu'une des formes de la dictature du prolétariat.

On conçoit qu'il n'y ait rien de sérieux à attendre de Kautsky, après qu'il a « remanié » en libéral la doctrine de Marx sur la dictature. Mais il est éminemment caractéristique de voir comment il aborde la question des Soviets, et comment il s'en tire.

Les Soviets, écrit-il en évoquant leur apparition en 1905, ont créé la « forme d'organisation prolétarienne, universelle (umfassendste) entre toutes, puisqu'elle englobait tous les ouvriers salariés » (p. 31). En 1905, les Soviets n'étaient en Russie que des corporations locales ; en 1917 ils sont devenus une organisation à l'échelle nationale.

« Dès maintenant, poursuit Kautsky, l'organisation soviétique a un grand et glorieux passé. Un avenir plus magnifique encore lui est réservé, et cela non pas seulement en Russie. Contre les forces colos-

sales dont dispose le capital financier dans le domaine économique et politique, les anciennes méthodes de lutte économique et politique du prolétariat s'avèrent partout insuffisantes [versagen, le mot allemand dit un peu plus que « insuffisantes », et un peu moins que « impuissantes »]. On ne saurait y renoncer, elles restent nécessaires en temps normal, mais elles se trouvent parfois en présence de problèmes qu'elles ne sont pas à même de résoudre et qui, pour être résolus avec succès, exigent l'union de tous les moyens politiques et économiques de la classe ouvrière » (p. 32).

Suivent des considérations sur la grève de masse et sur la « bureaucratie syndicale » qui, tout en étant aussi indispensable que les syndicats eux-mêmes, est cependant « incapable de diriger les gigantesques batailles de masse qui, de plus en plus, deviennent un signe des temps... »

...« Ainsi donc, conclut Kautsky, l'organisation soviétique est un des phénomènes les plus importants de notre époque. Elle promet d'acquérir une portée primordiale dans les grandes batailles décisives à venir entre le capital et le travail.

Mais sommes-nous en droit de demander encore davantage aux Soviets ? Les bolchéviks, qui obtinrent après la révolution de novembre 1917 [nouveau style, ou, d'après l'ancien, octobre 1917], avec les socialistes-révolutionnaires de gauche, la majorité dans les Soviets des députés ouvriers de Russie, entreprirent après la dissolution de l'Assemblée Constituante de faire du Soviet, jusqu'alors *organisation de combat* d'une seule *classe*, une *organisation d'État*. Ils ont anéanti la démocratie que le peuple russe avait conquise par la révolution de mars [de février, d'après l'ancien style]. Dès lors, les bolchéviks ont cessé de s'appeler social-*démocrates*. Ils s'intitulent *communistes* » [pp. 32-33, c'est Kautsky qui souligne].

Quiconque connaît la presse menchévique russe verra aussitôt avec quelle servilité Kautsky recopie Martov, Axelrod, Stein et Cie. « Avec servilité », c'est bien le mot ; car Kautsky, pour flatter les préjugés des menchéviks, dénature les faits d'une façon grotesque. Il n'a pas pris soin, par exemple, de demander à ses informateurs, tels que Stein de Berlin ou Axelrod de Stockholm, *quand* avaient été envisagés le changement de la dénomination de bolchéviks en celle de communistes, et le rôle des Soviets en tant qu'organisations d'Etat. Si Kautsky avait pris ce simple renseignement, il n'aurait pas écrit ces lignes qui prêtent à rire puisque ces deux questions furent soulevées par les bolchéviks *en avril 1917*, notamment dans mes « thèses » du 4 avril 1917, c'est-à-dire *bien avant* la Révolution d'Octobre 1917 (à plus forte

raison avant la dissolution de la Constituante le 5 janvier 1918).

Le raisonnement de Kautsky, que j'ai reproduit en entier, forme le *nœud* de tout le problème des Soviets. Le nœud, en ce sens précisément qu'il s'agit de savoir si les Soviets doivent s'efforcer de devenir des organisations d'Etat (en avril 1917, les bolchéviks avaient lancé le mot d'ordre : « Tout le pouvoir aux Soviets », et à la conférence du Parti bolchévik, toujours en avril 1917, ils déclaraient qu'une république parlementaire bourgeoise ne pouvait les satisfaire, et qu'ils réclamaient une république ouvrière et paysanne du type de la Commune ou des Soviets), *ou bien* les Soviets ne doivent pas s'y efforcer, ne doivent pas prendre le pouvoir, ne doivent pas devenir des organisations d'Etat, mais rester les « organisations de combat » d'une seule « classe » (comme l'a dit Martov, en masquant spécieusement par un pieux souhait le fait que sous la direction menchévique, les Soviets étaient un *instrument de subordination des ouvriers à la bourgeoisie*).

Kautsky a repris servilement les termes de Martov ; il s'est saisi de *fragments* de la discussion théorique des bolchéviks avec les menchéviks, fragments qu'il a transposés, sans analyse et sans discernement, sur le terrain théorique général, sur le terrain européen. Il en est résulté une salade, qui chez tout ouvrier russe conscient, s'il avait pris connaissance de ces raisonnements de Kautsky, aurait provoqué un rire homérique.

Tous les ouvriers d'Europe (à l'exception d'une poignée de social-impérialistes endurcis) accueilleront Kautsky par les mêmes éclats de rire, quand nous leur aurons expliqué de quoi il s'agit.

En poussant jusqu'à l'absurde — d'une manière saisissante — l'erreur de Martov, Kautsky lui a jeté le pavé de l'ours. En effet, voyez à quoi en arrive Kautsky.

Les Soviets englobent tous les ouvriers salariés. Contre le capital financier, les anciennes méthodes de lutte économique et politique du prolétariat sont insuffisantes. Ce n'est pas seulement en Russie que les Soviets sont appelés à jouer un rôle immense. Ils joueront un rôle déterminant dans les grandes batailles décisives entre le capital et le travail, en Europe. Ainsi parle Kautsky.

Fort bien. « Les batailles décisives entre le capital et le travail » ne décident-elles pas la question de savoir laquelle de ces deux classes s'emparera du pouvoir de l'Etat ?

Pas du tout. Mais jamais de la vie !

Dans les batailles « décisives », les Soviets qui englobent tous les ouvriers salariés *ne doivent pas devenir une organisation d'Etat* !

Et qu'est-ce que l'Etat ?

L'Etat n'est pas autre chose qu'une machine d'oppression d'une classe par une autre.

Ainsi, la classe opprimée, l'avant-garde de tous les travailleurs et de tous les exploités dans la société actuelle, doit aspirer aux « batailles décisives entre le capital et le travail », *mais elle ne doit pas toucher* à la machine dont le capital se sert pour opprimer le travail ! — — *Elle ne doit pas briser* cette machine ! — — *Elle ne doit pas mettre en* son *œuvre* organisation universelle *pour écraser les exploiteurs* !

Bravo, bravissimo, M. Kautsky ! « Nous » reconnaissons la lutte de classes, comme la reconnaissent tous les libéraux, c'est-à-dire sans le renversement de la bourgeoisie...

Là, la rupture totale de Kautsky devient manifeste et avec le marxisme et avec le socialisme ; c'est, en fait, passer du côté de la bourgeoisie, disposée à admettre tout ce que l'on veut, sauf la transformation des organisations de la classe qu'elle opprime en organisations d'Etat. Ici, Kautsky sera absolument incapable de sauver sa position : concilier toutes choses et éluder par des phrases toutes les contradictions profondes.

Ou bien Kautsky renonce complètement au passage du pouvoir politique aux mains de la classe ouvrière, ou bien il admet que la classe ouvrière prenne en main la vieille machine d'Etat bourgeoise ; mais il n'admet d'aucune manière qu'elle la brise, la démolisse et la remplace par une machine nouvelle, prolétarienne. Qu'on « interprète » et qu'on « explique » comme on voudra le raisonnement de Kautsky, dans les deux cas sa rupture avec le marxisme et son ralliement à la bourgeoisie sont évidents.

Déjà dans le *Manifeste communiste*, Marx, indiquant quel Etat il faut à la classe ouvrière victorieuse, écrivait : « L'Etat, c'est-à-dire le prolétariat organisé en classe dominante[107]. » Et voici un homme qui, tout en prétendant rester marxiste, déclare que le prolétariat, organisé en sa totalité et menant la « lutte décisive » contre le capital, *ne doit pas* faire de son organisation de classe une organisation d'Etat. En l'occurrence, Kautsky fait preuve de cette «foi superstitieuse en l'Etat », dont Engels écrivait en 1891 qu'elle avait « en Allemagne passé dans la conscience de toute la bourgeoisie et même de beaucoup d'ouvriers»[108]. Luttez, ouvriers, « consent » notre philistin (le bourgeois aussi y « consent » puisque les ouvriers luttent quand même et qu'il ne reste qu'à trouver le moyen d'émousser leur glaive), luttez, *mais défense vous est faite de vaincre* ! Ne détruisez pas la machine d'Etat de la bourgeoisie, ne dressez pas à la place de l'« organisation d'Etat » bourgeoise, l'« organisation d'Etat » prolétarienne !

Quiconque partage vraiment la conception marxiste selon laquelle l'Etat n'est pas autre chose qu'une machine d'oppression d'une classe par une autre, quiconque a un peu approfondi cette vérité, n'énoncerait jamais cette chose absurde que les organisations prolétariennes, capables de vaincre le capital financier, ne doivent pas se transformer en organisations d'Etat. C'est là justement qu'apparaît le petit bourgeois pour qui, « malgré tout », l'Etat demeure une entité en dehors ou au-dessus des classes. En effet, pourquoi serait-il permis au prolétariat, à une « *seule classe* », de mener une guerre décisive contre le *capital* qui exerce sa domination non seulement sur le prolétariat, mais sur le peuple tout entier, sur toute la petite bourgeoisie, sur toute la paysannerie, et pourquoi ne serait-il pas permis à ce prolétariat, à cette « *seule classe* », de transformer son organisation en organisation d'Etat ? C'est que le petit bourgeois *a peur* de la lutte de classe et ne la mène pas jusqu'au bout, *jusqu'à l'essentiel.*

Kautsky s'est complètement empêtré et a démasqué ses batteries. Il reconnaît lui-même, notez-le bien, que l'Europe va au-devant de batailles décisives entre le capital et le travail, et que les anciennes méthodes de lutte économique

et politique du prolétariat sont insuffisantes. Or, ces méthodes consistaient précisément à faire usage de la démocratie *bourgeoise*. Par conséquent ?..

Kautsky n'a pas osé en tirer la conséquence logique. ... Par conséquent, il faut être un réactionnaire, un ennemi de la classe ouvrière, un valet de la bourgeoisie pour exalter maintenant les beautés de la démocratie bourgeoise et bavarder sur la démocratie pure, la face tournée vers le passé révolu. La démocratie bourgeoise *a été* un progrès par rapport au moyen âge, et il fallait la mettre à profit. Mais aujourd'hui, elle est *insuffisante* pour la classe ouvrière. Maintenant, il ne s'agit pas de regarder en arrière, mais en avant, afin que la démocratie bourgeoise soit remplacée par la démocratie *prolétarienne*. Et si le travail préparatoire à la révolution prolétarienne, l'éducation et la formation de l'armée prolétarienne ont été possibles (et nécessaires) *dans le cadre* de l'Etat démocratique bourgeois, enfermer le prolétariat dans ce cadre, dès l'instant où nous en sommes venus aux « batailles décisives », c'est trahir la cause prolétarienne, c'est agir en renégat.

Kautsky s'est mis dans une posture archiridicule : il a repris l'argument de Martov, *sans s'apercevoir* que chez Martov ledit argument s'appuie sur un *autre*, lequel n'existe pas chez Kautsky ! Martov soutient (et Kautsky répète à sa suite) que la Russie n'est pas encore mûre pour le socialisme ; d'où il résulte logiquement qu'il est encore trop tôt pour transformer les Soviets d'organes de combat, en organisations d'Etat (autrement dit : il est opportun de transformer les Soviets, avec l'aide des chefs menchéviks, en organes de *subordination* des ouvriers à la bourgeoisie impérialiste). Or, Kautsky *ne peut pas* dire explicitement que l'Europe n'est pas mûre pour le socialisme. En 1909, avant d'être renégat, Kautsky écrivait qu'il ne fallait pas maintenant avoir peur d'une révolution *prématurée*, que quiconque renoncerait à la révolution par crainte de la défaite serait un traître. Kautsky n'ose pas se rétracter *ouvertement*. Il en résulte une incohérence qui démasque entièrement toute sa sottise et sa lâcheté de petit bourgeois : d'une part, l'Europe est mûre pour le socialisme et elle s'achemine vers les batailles décisives du travail contre le capital ; d'autre part, *défense* de transformer l'*organisation de combat* (c'est-

à-dire qui se forme, s'accroît et se fortifie dans la lutte), l'organisation du prolétariat, avant-garde, organisateur et guide des opprimés, en organisation d'Etat !

* * *

Au point de vue politique et pratique, l'idée que les Soviets sont nécessaires comme organisation de combat, mais ne doivent pas se transformer en organisation d'Etat, est infiniment plus absurde encore qu'au point de vue théorique. Même en temps de paix, alors que la situation n'est pas révolutionnaire, la lutte de masse menée par les ouvriers contre les capitalistes, par exemple la grève de masse, provoque des deux côtés une exaspération farouche, une lutte d'âpreté passionnée ; la bourgeoisie ne cesse de répéter qu'elle reste et entend rester « maîtresse chez elle », etc. Or pendant la révolution, quand la vie politique bat son plein, une organisation comme les Soviets, qui embrasse *tous* les ouvriers de *toutes* les industries, et puis *tous* les soldats et toute la population travailleuse et pauvre des campagnes, une telle organisation est nécessairement amenée d'elle-même, par le développement de la lutte, par la simple « logique » de l'attaque et de la riposte, à poser la question *de front*. Tenter de prendre une position intermédiaire, de « concilier » le prolétariat et la bourgeoisie, c'est faire preuve de sottise et courir à un échec lamentable : il en a été ainsi, en Russie, des prédications de Martov et des autres menchéviks ; il en sera de même nécessairement en Allemagne et dans les autres pays, pour peu que les Soviets prennent un développement plus ou moins large, qu'ils aient le temps de s'unir et de se consolider. Dire aux Soviets : luttez mais ne prenez pas en mains tout le pouvoir d'Etat, ne devenez pas des organisations d'Etat, c'est prêcher la collaboration des classes et la « paix sociale » entre le prolétariat et la bourgeoisie. Il est ridicule de penser que, dans une lutte acharnée, une semblable position puisse aboutir à autre chose qu'à une faillite honteuse. Etre assis entre deux chaises, voilà le sort éternel de Kautsky. Il fait semblant de n'être d'accord sur aucun point avec les opportunistes en matière de théorie, mais en réalité dans tout ce qui est essentiel (c'est-à-dire dans tout ce qui a trait à la révolution), il est d'accord avec eux *dans la pratique*.

L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE ET LA REPUBLIQUE SOVIETIQUE

L'Assemblée Constituante et sa dissolution par les bolchéviks, voilà le fin fond de la brochure de Kautsky. Il y revient constamment. Dans son ouvrage, le chef idéologique de la IIe Internationale ressasse à tous les coups que les bolchéviks « ont anéanti la démocratie » (voir ci-dessus un passage de Kautsky que nous avons cité). Question vraiment intéressante et importante, car le rapport entre la démocratie bourgeoise et la démocratie prolétarienne se pose ici *pratiquement* devant la révolution. Voyons donc comment cette question est traitée par notre « théoricien marxiste ».

Il cite les « thèses sur l'Assemblée Constituante » écrites par moi et publiées dans la *Pravda* du 26 décembre 1917. On pourrait penser qu'il n'est point de meilleure preuve de la façon sérieuse dont Kautsky, documents en mains, aborde son sujet. Mais voyons un peu *c o m m e n t* Kautsky manie les citations. Il ne dit pas que ces thèses étaient au nombre de 19 ; il ne dit pas qu'on y envisageait la corrélation entre la république bourgeoise ordinaire avec Assemblée Constituante, et la République des Soviets, aussi bien que l'*histoire* du désaccord qui s'est manifesté dans notre révolution entre l'Assemblée Constituante et la dictature du prolétariat. De tout cela, Kautsky ne dit rien ; il déclare simplement au lecteur que « deux d'entre elles [de ces thèses] ont une importance particulière » : l'une, c'est que les socialistes-révolutionnaires se sont scindés après les élections à l'Assemblée Constituante, mais avant sa convocation (Kautsky omet de dire que cette thèse est la cinquième) ; l'autre, c'est que la République des Soviets est en général une forme démocratique supérieure à l'Assemblée Constituante (Kautsky omet de dire que cette thèse est la troisième).

Et de cette troisième thèse seulement, Kautsky cite en entier le petit passage suivant :

« La République des Soviets est non seulement un type supérieur d'institutions démocratiques (en comparaison d'une république bourgeoise *ordinaire*, couronnée par une Assemblée Constituante), mais la seule forme susceptible

d'assurer la transition la plus indolore* au socialisme. » (Kautsky omet le mot « ordinaire » et les mots d'introduction de la thèse : « Pour passer du régime bourgeois au régime socialiste, pour assurer la dictature du prolétariat ».)

Après avoir cité ce passage, Kautsky s'écrie avec une ironie superbe :

« Quel dommage que l'on ne soit arrivé à cette conclusion qu'après avoir été mis en minorité à la Constituante. Personne auparavant ne l'avait réclamée plus impétueusement que Lénine. »

Voilà ce qu'on lit textuellement à la page 31 du livre de Kautsky !

N'est-ce pas une vraie perle ! Seul un sycophante du camp de la bourgeoisie pouvait présenter les faits aussi faussement, afin de donner au lecteur l'impression que tous les propos des bolchéviks sur le type supérieur de l'Etat sont une invention imaginée seulement *après* que les bolchéviks se sont trouvés en minorité dans l'Assemblée Constituante !! Un mensonge aussi ignoble ne pouvait venir que d'un gredin qui s'est vendu à la bourgeoisie ou, ce qui est absolument la même chose, qui a donné sa confiance à Axelrod tout en dissimulant ses informateurs.

Tout le monde sait en effet que, dès le premier jour de mon arrivée en Russie, le 4 avril 1917, j'ai lu en public des thèses dans lesquelles je proclamais la supériorité d'un Etat du type de la Commune sur la république parlementaire bourgeoise. Ensuite, *à maintes reprises*, j'ai répété la même chose dans la presse, par exemple dans ma brochure sur les partis politiques. Cette brochure, traduite en anglais[109], parut en Amérique, en janvier 1918, dans l'*Evening Post*[110] de New York. Bien plus. La conférence du Parti bolchévik, fin avril 1917, constatait dans une résolution que la république prolétarienne et paysanne était supérieure à la république parle-

* Au fait, cette expression, la transition «la plus indolore », Kautsky la cite à plusieurs reprises, faisant effort visiblement pour ironiser. Mais comme cet effort est malencontreux, quelques pages plus loin il triche et cite à faux : la transition « indolore » ! Naturellement, avec de tels procédés il n'est pas difficile de faire dire une ineptie à son adversaire. Cette tricherie permet aussi de laisser de côté l'argument quant au fond : la transition la plus indolore au socialisme n'est possible qu'avec l'organisation générale de pauvres (les Soviets) et que si le centre du pouvoir d'Etat (le prolétariat) prête son concours à cette organisation.

mentaire bourgeoise ; que celle-ci ne pouvait satisfaire notre parti ; que le programme du parti devait être modifié en conséquence.

Comment qualifier après cela le geste de Kautsky, assurant aux lecteurs allemands que je réclamais impétueusement la convocation de l'Assemblée Constituante, et que je n'ai commencé à « ravaler » l'honneur et la dignité de l'Assemblée Constituante qu'après que les bolchéviks y eurent été mis en minorité ? Comment excuser pareil geste * ? Kautsky n'était pas au courant des faits ? — Mais alors pourquoi a-t-il entrepris d'en parler ? ou pourquoi n'avoir pas déclaré honnêtement : Moi, Kautsky, j'écris sur la foi des informations fournies par les menchéviks Stein, Axelrod et Cie ? Kautsky, prétendant être objectif, cherche à dissimuler son rôle de valet des menchéviks mortifiés de leur défaite.

Mais ce ne sont là que les fleurettes, les fruits viendront après.

Admettons que Kautsky n'ait pas voulu ou n'ait pas pu (??) recevoir de ses informateurs la traduction des résolutions des bolchéviks et de leurs déclarations sur la question de savoir s'ils se contentaient de la république démocratique bourgeoise. Admettons-le, encore que la chose soit invraisemblable. Mais mes thèses du 26 décembre 1917, Kautsky les *mentionne explicitement* à la page 30 de son livre.

Ces thèses-là, Kautsky les connaît-il intégralement, ou bien n'en connaît-il que ce que lui ont traduit les Stein, les Axelrod et consorts ? Kautsky cite la *troisième* thèse sur la question *fondamentale* : *avant* les élections à la Constituante, les bolchéviks se rendaient-ils compte et déclaraient-ils au *peuple* que la République des Soviets est supérieure à la république bourgeoise ? *Mais Kautsky ne dit rien de la deuxième thèse.*

Or, cette deuxième thèse porte :

« Réclamant la convocation d'une Assemblée Constituante, la social-démocratie révolutionnaire, dès le début de la révolution de 1917, *a maintes fois souligné* que

* Du reste, la brochure de Kautsky abonde en mensonges menchéviks de ce genre. C'est le pamphlet d'un menchévik aigri.

la République des Soviets était une forme de démocratisme supérieure à celle d'une république bourgeoise, ordinaire, avec Assemblée Constituante » (c'est moi qui souligne).

Afin de présenter les bolchéviks comme des gens sans principes, comme des « opportunistes révolutionnaires » (Kautsky emploie cette expression quelque part, je ne sais plus à quel propos, dans son livre), M. Kautsky *a caché aux lecteurs allemands* que les thèses font expressément mention de « *maintes* » déclarations antérieures !

Tels sont les menus, les mesquins et méprisables expédients de M. Kautsky. C'est ainsi qu'il a pu esquiver la question *théorique*.

Est-il exact ou non que la république parlementaire de la démocratie bourgeoise est *inférieure* à une république du type de la Commune ou du type des Soviets ? Là est le nœud de la question. Kautsky l'a laissé de côté. Tout ce que Marx a donné dans son analyse de la Commune de Paris, Kautsky l'a « oublié ». Il a « oublié » de même la lettre d'Engels à Bebel, du 28 mars 1875, qui exprime d'une façon particulièrement nette et explicite cette même pensée de Marx : « La Commune n'était plus un Etat au sens propre du mot. »

Voilà donc le théoricien le plus éminent de la IIe Internationale qui, dans une brochure spécialement consacrée à la *Dictature du prolétariat*, traitant spécialement de la Russie, où la question d'une forme d'État supérieure à la République démocratique bourgeoise a été maintes fois posée expressément, passe cette question sous silence. Qu'est-ce *en fait* sinon déserter pour passer au camp de la bourgeoisie ?

(Remarquons entre parenthèses qu'ici encore Kautsky se traîne à la remorque des menchéviks russes. Parmi ces derniers, on trouvera autant de gens qu'on voudra connaissant « tous les textes » de Marx et d'Engels, mais il n'est pas un seul menchévik qui, d'avril à octobre 1917 et d'octobre 1917 à octobre 1918, ait essayé *une seule fois* d'analyser la question d'un Etat du type de la Commune. Plékhanov également a éludé cette question. *Force leur a été de se taire, bien sûr.*)

Evidemment, parler de la dissolution de l'Assemblée Constituante avec des gens qui se disent socialistes et mar-

xistes, mais qui en fait passent à la bourgeoisie sur la question *essentielle*, la question d'un Etat du type de la Commune, ce serait semer des perles devant les pourceaux. Il suffira de publier in extenso, en annexe à cette brochure, mes thèses sur l'Assemblée Constituante. Et le lecteur verra que la question a été posée le 26 décembre 1917 au point de vue théorique, historique, politique et pratique.

Si, comme théoricien, Kautsky a entièrement renié le marxisme, il aurait pu, comme historien, étudier la question de la lutte entre les Soviets et l'Assemblée Constituante. Plusieurs ouvrages de Kautsky témoignent que celui-ci *savait* être historien marxiste, que des écrits *de ce genre* dus à sa plume demeureront le solide patrimoine du prolétariat, en dépit du reniement postérieur de leur auteur. Mais dans cette question, Kautsky, comme historien également, *se détourne* de la vérité, dédaigne des faits *universellement connus*, agit en sycophante. Il *voudrait* présenter les bolchéviks comme des gens sans principes, et il raconte comment ils ont essayé *d'atténuer* leur conflit avec l'Assemblée Constituante, avant de la dissoudre. Il n'y a là absolument rien de mal, nous n'avons rien à désavouer ; je publie mes thèses intégralement, et il y est dit clair comme le jour : messieurs les petits bourgeois hésitants, retranchés à l'Assemblée Constituante, résignez-vous à la dictature du prolétariat ou bien nous triompherons de vous par la « voie révolutionnaire » (thèses 18 et 19).

C'est ainsi que le prolétariat vraiment révolutionnaire a toujours agi et agira toujours envers la petite bourgeoisie hésitante.

Sur la question de l'Assemblée Constituante, Kautsky s'en tient à un point de vue formel. Dans mes thèses, j'ai dit clairement et répété maintes fois que les intérêts de la révolution passent avant les droits officiels de l'Assemblée Constituante (voir les thèses 16 et 17). Le point de vue démocratique purement formel est précisément celui du démocrate *bourgeois* qui n'admet pas la primauté des intérêts du prolétariat et de la lutte de classe prolétarienne. Comme historien, Kautsky n'aurait pas pu ne pas reconnaître que les parlements bourgeois sont les organes de telle ou telle classe. Mais maintenant (afin d'accomplir cette noire besogne qu'est le reniement de la révolution), il lui fallait oublier

le marxisme ; et Kautsky *ne pose pas la question* de savoir de quelle *classe* l'Assemblée Constituante était l'organe en Russie. Il n'analyse pas la situation concrète, il ne veut pas considérer les faits, il ne dit pas un mot à ses lecteurs allemands pour leur apprendre que ces thèses comportent non seulement une étude théorique du caractère limité de la démocratie bourgeoise (thèses 1-3), non seulement l'examen des conditions concrètes qui ont fait que les listes de parti établies à la mi-octobre 1917 ne correspondaient pas à la situation réelle de décembre 1917 (thèses 4-6), mais aussi *l'histoire de la lutte de classes et de la guerre civile* en octobre-décembre 1917 (thèses 7-15). De cette histoire concrète, nous avons tiré la conclusion (thèse 14) que le mot d'ordre « Tout le pouvoir à l'Assemblée Constituante » était devenu, *en fait*, le mot d'ordre des cadets, des partisans de Kalédine et de leurs auxiliaires.

L'historien Kautsky ne remarque pas cela. L'historien Kautsky n'a jamais entendu dire que le suffrage universel donne des parlements parfois petits-bourgeois, parfois réactionnaires et contre-révolutionnaires. Kautsky, l'historien marxiste, n'a pas entendu dire que la forme des élections, la forme d'une démocratie est une chose, et que le contenu de classe d'une institution donnée en est une autre. Cette question du contenu de classe de l'Assemblée Constituante est nettement posée et résolue dans mes thèses. Il se peut que ma solution ne soit pas juste. Rien ne serait plus désirable pour nous qu'une critique marxiste de notre analyse, apportée du dehors. Au lieu d'écrire des phrases parfaitement absurdes (elles sont nombreuses chez Kautsky), prétendant que l'on empêche de faire la critique du bolchévisme, Kautsky ferait bien d'entreprendre cette critique. Mais la vérité c'est qu'en fait de critique, il n'y a rien. Il *ne pose même pas la question* d'une analyse de classe des Soviets d'une part, et de l'Assemblée Constituante de l'autre. Aussi *est-il impossible* de polémiquer, de discuter avec Kautsky ; et il ne reste qu'à *montrer* au lecteur pourquoi l'on ne peut qualifier Kautsky autrement que de renégat.

Le désaccord entre les Soviets et l'Assemblée Constituante a son histoire que même un historien ne professant pas le point de vue de la lutte de classes n'aurait pu laisser

de côté. Or, même l'historique de ces faits, Kautsky n'a pas voulu l'*effleurer*. Il cache aux lecteurs allemands ce fait notoire (que seuls les pires menchéviks dissimulent aujourd'hui) que même sous la domination des menchéviks, c'est-à-dire de fin février à octobre 1917, les Soviets ont été en désaccord avec les institutions de l'« Etat » (c'est-à-dire de la bourgeoisie). Au fond, Kautsky est pour la conciliation, l'accord, la collaboration du prolétariat et de la bourgeoisie ; il a beau s'en défendre, mais cette conception est bien la sienne, et toute sa brochure en fait foi. Il ne fallait pas dissoudre l'Assemblée Constituante, ce qui veut dire : il ne fallait pas mener jusqu'au bout la lutte contre la bourgeoisie, il ne fallait pas la renverser, il fallait que le prolétariat se réconcilie avec la bourgeoisie.

Pourquoi donc Kautsky a-t-il caché que, de février à octobre 1917, les menchéviks se sont livrés à cette peu honorable besogne et ne sont arrivés à rien ? S'il était possible de concilier la bourgeoisie avec le prolétariat, pourquoi donc sous les menchéviks la conciliation n'a-t-elle pas réussi, pourquoi la bourgeoisie s'est-elle tenue à l'écart des Soviets, pourquoi les Soviets étaient-ils appelés (*par les menchéviks*) la « démocratie révolutionnaire », et la bourgeoisie les « éléments censitaires » ?

Kautsky a dissimulé aux lecteurs allemands que ce sont précisément les menchéviks qui, à l'« époque » de leur domination (février-octobre 1917), qualifiaient les Soviets de démocratie révolutionnaire, reconnaissant *par là* leur supériorité sur toutes les autres institutions. Ce n'est qu'en dissimulant ce fait que l'historien Kautsky donne l'impression que le désaccord des Soviets avec la bourgeoisie n'a pas d'histoire ; qu'il est survenu tout d'un coup, soudain, sans motifs, par suite de la mauvaise conduite des bolchéviks. Or en réalité, l'*expérience de plus de six mois* (délai considérable pour une révolution) d'activité conciliatrice menchévique, de tentatives pour réconcilier le prolétariat et la bourgeoisie, a précisément convaincu le peuple de la vanité de ces tentatives et a écarté le prolétariat des menchéviks.

Kautsky reconnaît que les Soviets sont une magnifique organisation de combat du prolétariat, organisation appelée à un grand avenir. Dès lors, toute la position de Kautsky

s'écroule comme un château de cartes ou comme le rêve d'un petit bourgeois qui voudrait bien qu'on évite la lutte aiguë du prolétariat contre la bourgeoisie. Car toute la révolution est une lutte continuelle et de surcroît acharnée; et le prolétariat est la classe d'avant-garde de *tous* les opprimés, le foyer et le centre de toutes les aspirations des opprimés de toute catégorie et de tout ordre, à l'affranchissement. Les Soviets, — organes de lutte des masses opprimées, — ont naturellement reflété et traduit l'état d'esprit et les changements d'opinion de ces masses infiniment plus vite, avec plus de plénitude et de fidélité que n'importe quelles autres institutions (c'est là, du reste, une des raisons qui font de la démocratie soviétique un type supérieur de démocratie).

Du 28 février au 25 octobre 1917 (ancien style) les Soviets ont pu convoquer *deux* congrès nationaux de l'immense majorité de la population de Russie, de tous les ouvriers et soldats, des sept ou huit dixièmes de la paysannerie, sans compter nombre de congrès locaux, par district, ville, province et région. Durant cette période, la bourgeoisie n'a pas réussi à convoquer une seule institution représentant la majorité (sauf la « Conférence démocratique » manifestement truquée, véritable insulte au prolétariat dont elle fit déborder la colère). L'Assemblée Constituante reflétait *le même* état d'esprit des masses, *les mêmes* groupements politiques que le Premier congrès des Soviets de Russie en juin. Lors de la convocation de l'Assemblée Constituante (janvier 1918), se réunirent le Deuxième congrès des Soviets (octobre 1917) et le troisième (janvier 1918), qui tous deux *montrèrent de la façon la plus nette* que les masses avaient évolué à gauche, s'étaient pénétrées de l'esprit révolutionnaire, détournées des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires, pour passer du côté des bolchéviks, *c'est-à-dire* qu'elles avaient tourné le dos à la direction petite-bourgeoise, aux illusions d'une entente avec la bourgeoisie, et s'étaient ralliées à la lutte révolutionnaire du prolétariat pour le renversement de la bourgeoisie.

Donc l'*historique* des Soviets à lui seul démontre que l'Assemblée Constituante était *réactionnaire* et sa dissolution inéluctable. Pourtant Kautsky s'en tient fermement à son « mot d'ordre » : que périsse la révolution, que la bourgeoi-

sie triomphe du prolétariat, pourvu que s'épanouisse la « démocratie pure » : *Fiat justitia, pereat mundus* * !

Voici un rapide tableau de la composition des congrès des Soviets de Russie au cours de la révolution russe :

Congrès des Soviets de Russie	Nombre de délégués	Nombre de bolchéviks	% de bolchéviks
Premier (3 juin 1917)	790	103	13 %
Deuxième (25 octobre 1917)	675	343	51 %
Troisième (10 janvier 1918)	710	434	61 %
Quatrième (14 mars 1918)	1 232	795	64 %
Cinquième (4 juillet 1918)	1 164	773	66 %

Il suffit de jeter un coup d'œil sur ces chiffres pour comprendre pourquoi les arguments en faveur de l'Assemblée Constituante ou les discours de ceux qui — comme Kautsky — prétendent que les bolchéviks ne représentent pas la majorité de la population, ne provoquent chez nous que le rire.

LA CONSTITUTION SOVIETIQUE

Comme je l'ai déjà indiqué, le fait de priver la bourgeoisie des droits électoraux n'est pas un indice obligatoire et indispensable de la dictature du prolétariat. Même en Russie les bolchéviks qui, longtemps avant octobre, avaient proclamé le mot d'ordre de cette dictature, n'avaient pas parlé d'avance de priver les exploiteurs des droits électoraux. *Cet* élément intégrant de la dictature s'est fait jour non « d'après le plan » d'un parti ; il a *surgi* de lui-même au cours de la lutte. Evidemment, l'historien Kautsky ne l'a pas remarqué. Il n'a pas compris que, déjà sous la domination des menchéviks (qui sont pour l'entente avec la bourgeoisie) dans les Soviets, la bourgeoisie s'était elle-même séparée des Soviets, les boycottait, s'y opposait, intriguait contre eux. Les Soviets ont surgi sans Constitution d'aucune sorte et *pendant plus d'un an* (du printemps 1917 à l'été 1918) ils ont subsisté en dehors de toute Constitution. La colère de la bourgeoisie contre l'organisation indépendante et toute-

* Que justice soit faite, le monde dût-il périr ! (*N.R.*)

puissante (parce que générale) des opprimés, la lutte — la plus impudente, intéressée et sordide — de la bourgeoisie contre les Soviets, enfin la participation manifeste de la bourgeoisie (des cadets aux socialistes-révolutionnaires de droite, de Milioukov à Kérenski) au coup de force de Kornilov [111] : voilà ce qui *a préparé* son exclusion formelle des Soviets.

Kautsky a entendu parler du coup de force de Kornilov, mais il crache majestueusement sur les faits historiques, sur le cours et les formes de la lutte qui déterminent les *formes* de la dictature : en vérité, qu'est-ce que les faits ont à voir là-dedans, puisqu'il s'agit de démocratie « pure » ? C'est bien pourquoi la « critique » de Kautsky contre la suppression des droits électoraux de la bourgeoisie se distingue par... une naïveté doucereuse qui serait attendrissante chez un enfant, mais qui provoque le dégoût parce qu'émanant d'une personne qui n'a pas encore été officiellement reconnue comme faible d'esprit.

...« Si, sous le régime du suffrage universel, les capitalistes s'étaient vus en infime minorité, ils se seraient plus vite résignés à leur sort » (p. 33)... Charmant, n'est-il pas vrai ? L'intelligent Kautsky a maintes fois relevé dans l'histoire, et d'une façon générale il connaît fort bien, par ses observations de la vie réelle, des exemples de grands propriétaires fonciers et de capitalistes qui font état de la volonté de la majorité des opprimés. L'intelligent Kautsky s'en tient fermement au point de vue de l'« opposition », c'est-à-dire au point de vue de la lutte intra-parlementaire. C'est bien ainsi qu'il écrit textuellement : « L'opposition » (p. 34 et ailleurs).

O, savant historien et politique ! Vous devriez pourtant savoir que l'« opposition » implique l'idée d'une lutte pacifique et seulement parlementaire, c'est-à-dire une idée qui correspond à une situation non révolutionnaire, une idée qui correspond à l'*absence de révolution*. En période de révolution, il s'agit d'un ennemi implacable dans la guerre civile, et il n'est point de jérémiades réactionnaires de petit bourgeois redoutant cette guerre, comme la redoute Kautsky, qui puissent rien changer à ce fait. Considérer sous l'angle de l'« opposition » les problèmes d'une guerre civile implacable, au moment où la bourgeoisie ne

recule devant aucun crime, — l'exemple des Versaillais et leur marché avec Bismarck en disent assez pour tout homme qui envisage l'histoire autrement que le Pétrouchka de Gogol [112], — où la bourgeoisie appelle à son secours les gouvernements étrangers et intrigue avec eux contre la révolution, voilà qui tient du comique. A l'exemple du « conseiller Brouille-tout » Kautsky, le prolétariat révolutionnaire devrait se coiffer d'un bonnet de nuit et regarder la bourgeoisie qui organise les soulèvements contre-révolutionnaires des Doutov, des Krasnov et des Tchèques et prodigue des millions aux saboteurs comme une « opposition » légale. Quelle profondeur d'esprit !

Ce qui intéresse Kautsky, c'est exclusivement le côté formel, le côté juridique de la question ; aussi bien, en lisant ses dissertations sur la Constitution soviétique, on songe involontairement à ces paroles de Bebel : les juristes sont des gens archiréactionnaires. « En réalité, écrit Kautsky, on ne saurait priver les seuls capitalistes de leurs droits. Qu'est-ce qu'un capitaliste au sens juridique ? Un possédant? Même dans un pays aussi avancé dans la voie du progrès économique que l'Allemagne, dont le prolétariat est si nombreux, l'instauration de la République des Soviets aurait pour effet de priver de droits politiques des masses considérables. En 1907, le nombre de personnes — en y comprenant leurs familles — occupées dans les trois grandes branches : agriculture, industrie et commerce, était dans l'Empire allemand d'environ 35 millions pour le groupe des employés et ouvriers salariés, et de 17 millions pour le groupe des travailleurs indépendants. Par conséquent, un parti peut fort bien grouper la majorité des ouvriers salariés, et n'être qu'une minorité parmi la population » (p. 33).

Voilà un échantillon des raisonnements de Kautsky. Eh bien ! N'est-ce point là une lamentation contre-révolutionnaire de bourgeois ? Pourquoi donc classez-vous tous les « indépendants » parmi les sans-droits, monsieur Kautsky, alors que vous savez fort bien que l'immense majorité des paysans russes n'emploient pas d'ouvriers salariés et, par conséquent, ne sont pas privés de droits ? N'est-ce point là une falsification ?

Pourquoi n'avez-vous pas, savant économiste, reproduit les données, bien connues de vous et que fournit cette

même statistique allemande de 1907, sur le travail salarié dans l'agriculture par groupes d'exploitations ? Pourquoi n'avez-vous pas soumis aux ouvriers allemands, lecteurs de votre brochure, ces données, qui auraient montré *combien d'exploiteurs*, combien peu d'exploiteurs l'on compte dans l'ensemble des « propriétaires ruraux » d'après la statistique allemande ?

C'est que votre reniement a fait de vous un simple sycophante bourgeois.

Le capitaliste, voyez-vous, c'est une notion juridique bien vague, et Kautsky en plusieurs pages fulmine contre l'« arbitraire » de la Constitution soviétique. A la bourgeoisie anglaise, cet « érudit scrupuleux » permet durant des siècles d'élaborer et de mettre au point une nouvelle (nouvelle pour le moyen âge) Constitution bourgeoise ; mais à nous, ouvriers et paysans de Russie, ce représentant d'une science servile ne nous accorde aucun délai. Il exige de nous une Constitution élaborée jusqu'à la moindre syllabe en quelques mois...

... « Arbitraire » ! Songez un peu quel abîme de sordide servilité devant la bourgeoisie, de pédantisme le plus obtus se révèle dans un *tel* reproche. Lorsque dans les pays capitalistes, les juristes, bourgeois jusqu'au bout des ongles et pour la plupart réactionnaires, mettent des siècles ou des décennies à élaborer les règlements les plus minutieux, à écrire des dizaines et des centaines de volumes de lois et commentaires qui *accablent* l'ouvrier, maintiennent *le pauvre* pieds et mains liés, dressent mille chicanes et obstacles au simple travailleur, à l'homme du peuple, oh! alors les libéraux bourgeois et monsieur Kautsky ne voient là nul « arbitraire » ! Là règnent l'« ordre » et la « légalité » ! Là tout a été médité et codifié pour mieux « pressurer » le pauvre. Là des milliers d'avocats et de fonctionnaires bourgeois (de ceux-là, en général, Kautsky ne souffle mot ; c'est, il faut le croire, parce que Marx attachait une importance énorme à la *démolition* de la machine bureaucratique...) savent interpréter les lois de façon qu'il soit impossible à l'ouvrier et au paysan moyen de rompre le barrage de barbelés que dressent ces lois. Ce n'est pas l'« arbitraire » de la bourgeoisie, ce n'est pas la dictature des exploiteurs avides et malpropres, gorgés du sang du peuple. Pas du tout.

C'est la « démocratie pure », qui devient plus pure de jour en jour.

Et lorsque les classes laborieuses et exploitées, séparées par la guerre impérialiste de leurs frères de l'étranger, ont pour la première fois dans l'histoire constitué *leurs* Soviets, appelé à l'édification politique *les masses* que la bourgeoisie opprimait, accablait, abrutissait, et entrepris *elles-mêmes* de construire un Etat *nouveau*, prolétarien ; lorsque dans l'acharnement de la lutte et dans le feu de la guerre civile, elles ont commencé à *ébaucher* les bases fondamentales d'un Etat sans *exploiteurs*, tous les gredins de la bourgeoisie, toute la bande des vampires, avec leur thuriféraire Kautsky, se mettent à hurler à l'« arbitraire »! Comment voulez-vous, en effet, que ces ignares, les ouvriers et les paysans, que cette « plèbe » sache interpréter ses lois ? Où voulez-vous qu'ils prennent le sentiment de la justice, eux, ces simples travailleurs, qui n'usent point des conseils d'avocats cultivés, d'écrivains bourgeois, des Kautsky et des vieux fonctionnaires pleins de sagesse ?

De mon discours du 28 avril 1918, monsieur Kautsky cite cette phrase : « Les masses déterminent elles-mêmes la procédure et la date des élections. » Et en « démocrate pur », Kautsky conclut :

« ... Il apparaît donc que chaque collège d'électeurs établit la procédure des élections comme bon lui semble. L'arbitraire et la possibilité de se débarrasser des éléments d'opposition gênants, au sein du prolétariat même, seraient ainsi portés au maximum (p. 37) ».

Qu'est-ce donc, sinon des propos d'un valet de plume embauché par les capitalistes et qui, lors d'une grève, pousse les hauts cris contre la violence exercée par la masse sur les ouvriers zélés qui « désirent travailler » ? Pourquoi le mode d'élection établi par les fonctionnaires *bourgeois* dans la démocratie bourgeoise « pure » *n'est-il pas* arbitraire ? Pourquoi le sens de la justice, *chez les masses dressées pour la lutte* contre leurs exploiteurs de toujours, chez les masses éclairées et aguerries par cette lutte à outrance, doit-il être moindre que chez une *poignée* de fonctionnaires, d'intellectuels et d'avocats formés dans l'esprit des préjugés *bourgeois* ?

Kautsky est un socialiste authentique ; n'allez pas mettre en doute la bonne foi de ce vénérable père de famille, de ce citoyen honnête s'il en fut. C'est un partisan ardent

et convaincu de la victoire des ouvriers, de la révolution prolétarienne. Il aimerait seulement que les milieux intellectuels petits-bourgeois et les philistins en bonnet de nuit établissent *d'abord, dès avant* le mouvement des masses, *dès avant* leur lutte acharnée contre les exploiteurs et surtout *sans* guerre civile, des *statuts* modérés, soigneusement ordonnés, du *développement de la révolution*...

C'est avec une indignation profonde que notre savantissime Petit-Judas Golovlev[113] raconte aux ouvriers allemands que le 14 juin 1918, le Comité exécutif central des Soviets de Russie a décidé d'exclure des Soviets les représentants des partis socialiste-révolutionnaire de droite et menchévik. « Cette mesure, écrit Petit-Judas Kautsky enflammé d'une noble indignation, n'est pas dirigée contre certaines personnes qui ont commis certains actes punissables... La Constitution de la République soviétique ne dit pas un mot de l'immunité des députés membres des Soviets. Ce ne sont pas certaines *personnes*, mais bien certains *partis* qui, en l'espèce, sont exclus des Soviets » (p. 37).

Oui, c'est terrible en effet, c'est une dérogation intolérable à la démocratie pure, suivant les règles de laquelle notre révolutionnaire Petit-Judas Kautsky entend faire la révolution. Nous, bolchéviks russes, aurions dû commencer par garantir l'immunité aux Savinkov et C^ie^, aux Liberdan[114] et aux Potressov (aux « activistes ») et C^ie^, et rédiger ensuite un code pénal proclamant « punissable » la participation à la guerre contre-révolutionnaire des Tchécoslovaques, ou l'alliance en Ukraine ou en Géorgie avec les impérialistes allemands *contre* les ouvriers de leurs pays. *Alors* seulement, en vertu du code pénal, nous aurions été en droit, selon l'esprit de la « démocratie pure », d'exclure des Soviets « certaines personnes ». Il va sans dire que les Tchécoslovaques qui, par l'entremise des Savinkov, Potressov et Liberdan (ou au moyen de leur propagande) reçoivent des fonds des capitalistes anglo-français, de même que les Krasnov, ravitaillés en obus allemands par les soins des menchéviks d'Ukraine et de Tiflis, auraient attendu sagement que nous ayons terminé l'élaboration d'un code pénal régulier et se seraient contentés, comme les plus purs démocrates, d'un rôle d'« opposition »...

Kautsky n'est pas moins indigné que la Constitution soviétique prive des droits électoraux ceux qui « emploient des ouvriers salariés pour en tirer du profit ». « Un travailleur à domicile ou un petit patron qui emploie un aide-compagnon, écrit Kautsky, peuvent avoir les conditions d'existence et les sentiments de vrais prolétaires, et ils n'ont pas de droits électoraux » (p. 36).

Quelle dérogation à la « démocratie pure » ! Quelle injustice ! Il est vrai que jusqu'ici tous les marxistes estimaient, et des milliers de faits le confirment, que les petits patrons sont les plus dénués de scrupules, les pires exploiteurs des ouvriers salariés ; mais Petit-Judas Kautsky parle, naturellement, non pas de la *classe* des petits patrons (qui donc a imaginé la malfaisante théorie de la lutte de classe ?), mais des individus, des exploiteurs dont « l'existence et les sentiments sont ceux de vrais prolétaires ». La fameuse « Agnès économe », qu'on croyait morte depuis longtemps, ressuscite sous la plume de Kautsky. Cette Agnès économe a été créée et mise en vogue il y a quelques dizaines d'années, dans la littérature allemande, par le « pur » démocrate bourgeois Eugène Richter. Il prophétisait des malheurs indicibles que devaient apporter la dictature du prolétariat, la confiscation du capital des exploiteurs ; il demandait d'un air innocent, ce que c'était qu'un capitaliste au sens juridique. Il invoquait l'exemple d'une couturière pauvre et économe (l'« économe Agnès »), que les méchants « dictateurs du prolétariat » dépouillaient de ses derniers sous. Il fut un temps où toute la social-démocratie allemande s'amusait de cette « Agnès économe » du pur démocrate Eugène Richter. Mais cela date de loin, de ce temps éloigné où Bebel était encore en vie et disait franc et net la vérité, savoir que les nationaux-libéraux[115] étaient nombreux dans le parti allemand. Cela remonte à ce temps lointain où Kautsky n'était pas encore un renégat.

Aujourd'hui l'« économe Agnès » ressuscite sous les espèces du « petit patron qui emploie un aide-compagnon et dont la vie et les sentiments sont ceux du vrai prolétaire ». Les méchants bolchéviks sont injustes envers lui, le privent des droits électoraux. Il est vrai que, dans la République soviétique, « tout collège électoral », comme le dit le même Kautsky, peut admettre un pauvre artisan attaché par

exemple à une usine donnée, si, par exception, il n'est pas un exploiteur, si *vraiment* «sa vie et ses sentiments sont ceux d'un vrai prolétaire». Mais peut-on se fier à l'expérience de la vie, au sentiment de justice d'une assemblée de simples ouvriers en usine, mal ordonnée et fonctionnant (ô horreur !) sans statuts! N'est-il pas clair qu'il vaut mieux accorder les droits électoraux à *tous* les exploiteurs, à *tous* ceux qui embauchent des ouvriers salariés, plutôt que de risquer que les ouvriers lèsent l'« économe Agnès » et le « petit artisan dont la vie et les sentiments sont ceux du vrai prolétaire » ?

* *
*

Les méprisables renégats, aux applaudissements de la bourgeoisie et des social-chauvins *, peuvent vilipender notre Constitution soviétique parce qu'elle enlève aux exploiteurs les droits électoraux. C'est fort bien, car la rupture n'en sera que plus prompte et plus profonde entre les ouvriers révolutionnaires d'Europe et les Scheidemann et les Kautsky, les Renaudel et les Longuet, les Henderson et les Ramsay MacDonald, tous ces vieux leaders et ces vieux traîtres au socialisme.

Les masses appartenant aux classes opprimées, les chefs conscients et honnêtes des prolétaires révolutionnaires seront *pour* nous. Il suffit de faire connaître notre Constitution soviétique à ces prolétaires et à ces masses pour qu'ils disent aussitôt : Voilà véritablement *nos hommes à nous*, voilà le véritable parti ouvrier, le vrai gouvernement ouvrier. Celui-ci ne trompe pas les ouvriers par des bavardages sur les réformes, comme *l'ont fait tous les leaders que je viens de citer* ; il combat sérieusement les exploiteurs, il accomplit sérieusement la révolution, il lutte *en fait* pour l'affranchissement complet des travailleurs.

Si les Soviets, après une année d'« expérience », ont privé les exploiteurs des droits électoraux, *c'est que* ces

* Je viens de lire l'éditorial de la *Gazette de Francfort*[116] (22 octobre 1918, n° 293), qui paraphrase avec enthousiasme la brochure de Kautsky. Le journal des boursiers est enchanté. Je crois bien ! Et un camarade m'écrit de Berlin, que le *Vorwärts*[117] des Scheidemann a déclaré, dans un article spécial, qu'il souscrit presque à chacune des lignes de Kautsky. Tous nos compliments !

Soviets sont réellement les organisations des masses opprimées, et non pas celles des social-impérialistes et des social-pacifistes vendus à la bourgeoisie. *Si* ces Soviets ont enlevé les droits électoraux aux exploiteurs, *c'est qu'*ils ne sont pas des organismes de conciliation petite-bourgeoise avec les capitalistes, ni des organismes de bavardage parlementaire (des Kautsky, Longuet et MacDonald), mais les organismes du prolétariat vraiment révolutionnaire, qui mène une lutte à mort contre les exploiteurs.

« Le livre de Kautsky est à peu près inconnu ici », m'écrivait dernièrement (nous sommes le 30 octobre) de Berlin, un camarade bien informé. Je conseillerais à nos ambassadeurs en Allemagne et en Suisse de dépenser sans compter pour acheter toute l'édition du livre et le *distribuer gratis* aux ouvriers conscients, afin de rouler dans la boue cette social-démocratie « européenne » — lisez : impérialiste et réformiste, — qui depuis longtemps n'est qu'un « cadavre puant ».

* *
*

A la fin de son livre, aux pages 61 et 63, monsieur Kautsky déplore amèrement que la « nouvelle théorie [c'est ainsi qu'il dénomme le bolchévisme, craignant de toucher à l'analyse de la Commune de Paris par Marx et Engels] trouve des partisans même dans les vieilles démocraties, comme la Suisse, par exemple ». Il est « inconcevable » pour Kautsky « que des social-démocrates allemands acceptent cette théorie ».

C'est au contraire parfaitement concevable car, après les sérieuses leçons de la guerre, les masses révolutionnaires éprouvent de la répugnance et pour les Scheidemann et pour les Kautsky.

« Nous » avons toujours été pour la démocratie, écrit Kautsky, et c'est nous qui y renoncerions !

« Nous », opportunistes de la social-démocratie, nous avons toujours été contre la dictature du prolétariat ; les Kolb et consorts l'ont ouvertement affirmé *depuis longtemps*. Kautsky le sait bien, et il a tort de croire qu'il pourrait cacher à ses lecteurs le fait évident de son « retour au giron » des Bernstein et des Kolb.

« Nous », marxistes-révolutionnaires, nous n'avons jamais fait un fétiche de la démocratie « pure » (bourgeoise). Comme on sait, Plékhanov était en 1903 un marxiste révolutionnaire (avant sa triste conversion qui fit de lui un Scheidemann russe). Et au congrès du parti où fut adopté le programme, Plékhanov disait que dans la révolution, le prolétariat enlèverait au besoin aux capitalistes les droits électoraux, *dissoudrait tout parlement* qui s'avérerait contre-révolutionnaire. Que ce soit là le seul point de vue conforme au marxisme, chacun s'en rendra compte, ne serait-ce que par les déclarations, que j'ai citées, de Marx et d'Engels. C'est ce qui ressort avec évidence de tous les principes du marxisme.

« Nous », marxistes-révolutionnaires, nous n'avons pas tenu au peuple des discours comme ceux qu'aimaient à prononcer les kautskistes de toutes les nations, qui s'aplatissent devant la bourgeoisie, s'accommodent du parlementarisme bourgeois, dissimulent le caractère *bourgeois* de la démocratie actuelle et se contentent de demander qu'*elle* soit élargie, qu'*elle* soit réalisée jusqu'au bout.

« Nous » disions à la bourgeoisie : Vous, exploiteurs et hypocrites, vous parlez de démocratie alors qu'à chaque pas vous dressez des milliers d'obstacles pour empêcher les *masses opprimées* de participer à la vie politique. Nous vous prenons au mot et, *afin de préparer les masses à la révolution*, pour vous renverser, vous autres exploiteurs, nous exigeons, dans l'intérêt de ces masses, que *v o t r e* démocratie bourgeoise soit élargie. Et si vous, exploiteurs, tentez de résister à notre révolution prolétarienne, nous vous réprimerons impitoyablement, nous vous enlèverons vos droits politiques ; bien plus, nous vous refuserons le pain car, dans notre république prolétarienne, les exploiteurs n'auront pas de droits, ils seront privés d'eau et de feu, car nous sommes des socialistes pour de bon, et non des socialistes à la Scheidemann et à la Kautsky.

Tel est le langage que nous avons tenu et que nous tiendrons, « nous », marxistes révolutionnaires ; voilà pourquoi les masses opprimées seront pour nous et avec nous, tandis que les Scheidemann et les Kautsky seront jetés dans la poubelle aux renégats.

QU'EST-CE QUE L'INTERNATIONALISME ?

Kautsky, avec la plus grande conviction, se croit et se proclame internationaliste. Il traite les Scheidemann de « socialistes gouvernementaux ». En défendant les menchéviks (dont il applique entièrement les idées sans avouer ouvertement sa solidarité avec eux), Kautsky a montré d'une façon saisissante ce qu'était son « internationalisme ». Et comme Kautsky n'est pas un isolé, mais le représentant d'un courant qui devait inévitablement se faire jour dans l'atmosphère de la IIe Internationale (Longuet en France, Turati en Italie, Nobs et Grimm, Graber et Naine en Suisse, Ramsay MacDonald en Angleterre, etc.), il serait instructif de nous arrêter à l'« internationalisme» de Kautsky.

Insistant sur le fait que les menchéviks, eux aussi, ont été à Zimmerwald (c'est un diplôme, certes, mais... un diplôme un peu moisi), Kautsky expose ainsi leurs idées, que d'ailleurs il partage:

« ... Les menchéviks voulaient la paix universelle, et ils voulaient que tous les belligérants adoptent le mot d'ordre : ni annexions ni contributions. Aussi longtemps que ce but ne serait pas atteint, l'armée russe devait se tenir prête, l'arme au pied. Les bolchéviks, eux, exigeaient la paix immédiate à tout prix ; ils étaient disposés, en cas de besoin, à conclure une paix séparée et ils s'efforçaient de l'arracher par la force en aggravant la désorganisation déjà bien grande de l'armée » (p. 27). D'après Kautsky, les bolchéviks ne devaient pas prendre le pouvoir, mais se contenter de la Constituante.

Ainsi donc l'internationalisme de Kautsky et des menchéviks consiste en ceci: exiger des réformes du gouvernement bourgeois impérialiste, mais continuer de le soutenir, continuer de soutenir la guerre menée par ce gouvernement jusqu'à ce que tous les belligérants aient adopté le mot d'ordre : ni annexions ni contributions. C'est bien là l'idée que Turati, les kautskistes (Haase et autres), Longuet et Cie ont maintes fois exprimée en déclarant qu'ils étaient *pour* la « défense de la patrie ».

Au point de vue théorique, c'est se montrer entièrement incapables de se séparer des social-chauvins et faire preuve d'une confusion totale dans la question de la

défense de la patrie. Au point de vue politique, c'est substituer le nationalisme petit-bourgeois à l'internationalisme, et passer au réformisme, c'est renoncer à la révolution.

Reconnaître la « défense de la patrie » c'est, du point de vue du prolétariat, justifier la guerre actuelle, en reconnaître la légitimité. Et comme la guerre reste impérialiste (aussi bien sous la monarchie que sous la république) indépendamment du territoire où sont postées les troupes ennemies à un moment donné, — dans mon pays ou dans un pays étranger, — reconnaître la défense de la patrie, c'est *en fait* soutenir la bourgeoisie impérialiste, exploiteuse, c'est trahir le socialisme. En Russie, même sous Kérenski, en république démocratique bourgeoise, la guerre continuait d'être impérialiste puisque c'est la bourgeoisie en tant que classe dominante qui la menait (or, la guerre est le « prolongement de la politique »); et l'expression particulièrement frappante du caractère impérialiste de la guerre, c'était les traités secrets sur le partage du monde et le pillage des pays étrangers, conclus par l'ex-tsar avec les capitalistes d'Angleterre et de France.

Les menchéviks trompaient indignement le peuple en présentant cette guerre comme une guerre défensive ou révolutionnaire, et Kautsky, en approuvant la politique des menchéviks, approuve cette mystification du peuple ; il fait ainsi le jeu des petits bourgeois qui servaient le Capital en dupant les ouvriers, en les attachant au char des impérialistes. Kautsky fait une politique typiquement petite-bourgeoise, philistine, en s'imaginant (et en suggérant aux masses cette idée absurde) que la *proclamation d'un mot d'ordre* change quelque chose à l'affaire. Toute l'histoire de la démocratie bourgeoise dénonce cette illusion : pour tromper le peuple, les démocrates bourgeois ont toujours formulé et formulent toujours tous les « mots d'ordre » que l'on veut. Il s'agit de *vérifier* leur sincérité, de confronter les *actes* avec les paroles, de ne pas se contenter de *phrases* idéalistes ou charlatanesques, mais d'en rechercher le *réel contenu de classe*. La guerre impérialiste ne cesse pas d'être impérialiste lorsque les charlatans ou les phraseurs, ou les philistins petits-bourgeois lancent un « mot d'ordre » à l'eau de rose, mais seulement lorsque la *classe* qui mène cette guerre impérialiste et lui est attachée

par des millions de fils (si ce n'est de câbles) économiques, est *renversée* en fait et remplacée au pouvoir par la classe vraiment révolutionnaire, le prolétariat. *Il n'est pas d'autre moyen de s'arracher à la guerre impérialiste, de même qu'à une paix de rapine impérialiste.*

En approuvant la politique extérieure des menchéviks qu'il déclare internationaliste et zimmerwaldienne, Kautsky, premièrement, montre par là toute la corruption de la majorité zimmerwaldienne, opportuniste (ce n'est pas sans raison que nous, *la gauche* de Zimmerwald[118], nous nous sommes désolidarisés aussitôt d'une telle majorité !) ; en second lieu, et c'est le principal, Kautsky passe de la position du prolétariat à la position de la petite bourgeoisie, de la position révolutionnaire à la position réformiste.

Le prolétariat lutte pour le renversement révolutionnaire de la bourgeoisie impérialiste ; la petite bourgeoisie, pour le « perfectionnement » réformiste de l'impérialisme, pour s'y adapter en *se subordonnant* à lui. A l'époque où Kautsky était encore marxiste, par exemple en 1909, au moment où il écrivait le *Chemin du pouvoir*, il soutenait précisément l'idée que la guerre rendait la *révolution* inévitable ; il disait que *l'ère des révolutions* approchait. Le Manifeste de Bâle, en 1912, fait état expressément et en toute netteté de la *révolution prolétarienne* par suite de la guerre impérialiste qui justement a éclaté en 1914 entre les groupes allemand et anglais. Or en 1918, lorsque par suite de la guerre, les révolutions ont éclaté, Kautsky, au lieu d'expliquer leur caractère inéluctable, au lieu d'étudier et de méditer à fond la tactique *révolutionnaire*, les moyens et les méthodes de préparation à la révolution, se met à qualifier d'internationalisme la tactique réformiste des menchéviks. N'est-ce pas là une besogne de renégat ?

Kautsky loue les menchéviks d'avoir exigé que l'on maintienne la capacité de combat de l'armée. Il blâme les bolchéviks d'avoir aggravé la « désorganisation » déjà bien grande de l'armée. Cela revient à louer le réformisme et la subordination à la bourgeoisie impérialiste, à blâmer la révolution, à la renier. Car maintenir la capacité de combat signifiait, et c'était effectivement, sous Kérenski, conserver l'armée avec un commandement *bourgeois* (bien que républicain). Tout le monde sait, — et le cours des événements

l'a confirmé de toute évidence, — que cette armée républicaine avait, à cause de ses cadres kornilovistes, gardé l'esprit *de Kornilov*. Les officiers bourgeois ne pouvaient pas ne pas être kornilovistes ; ils ne pouvaient pas ne pas pencher vers l'impérialisme, vers la répression violente du prolétariat. Laisser subsister tous les anciens fondements de la guerre impérialiste, tous les fondements de la dictature *bourgeoise*, retoucher des détails, replâtrer des broutilles («réformes»), voilà à quoi se réduisait *en fait* la tactique menchévique.

Au contraire, il n'est pas de grande révolution qui ait évité et puisse éviter la « désorganisation » de l'armée. Car l'armée est traditionnellement l'instrument qui sert à perpétuer l'ancien régime, le rempart le plus solide de la discipline bourgeoise, de la domination du Capital, et l'école de la soumission servile et de la subordination des travailleurs au Capital. La contre-révolution n'a jamais toléré, elle ne pouvait tolérer la présence des ouvriers en armes à côté de l'armée. En France, écrivait Engels, après chaque révolution, les ouvriers étaient armés ; « pour les bourgeois qui se trouvaient au pouvoir, le désarmement des ouvriers était donc le premier devoir »[119]. Les ouvriers en armes étaient l'embryon de l'armée *nouvelle*, la cellule d'organisation du *nouvel* ordre social. Ecraser cette cellule, en empêcher la croissance, tel a été le premier souci de la bourgeoisie. Le premier souci de toute révolution victorieuse, — Marx et Engels l'ont maintes fois souligné, — a été de détruire la vieille armée, de la licencier, de la remplacer par une nouvelle [120]. La nouvelle classe sociale qui accède au pouvoir n'a jamais pu et ne peut maintenant parvenir à ce pouvoir et l'affermir autrement qu'en décomposant à fond l'ancienne armée (« désorganisation », clament à ce propos les petits bourgeois réactionnaires ou simplement poltrons) ; autrement qu'en passant par une période difficile sans aucune armée (la Grande Révolution française a, elle aussi, connu cette période) ; autrement qu'en forgeant peu à peu, dans une dure guerre civile, une nouvelle armée, une nouvelle discipline, l'organisation militaire nouvelle de la nouvelle classe. Cela, l'historien Kautsky le comprenait jadis. Le renégat Kautsky l'a oublié.

De quel droit Kautsky traite-t-il les Scheidemann de « socialistes gouvernementaux », s'il *approuve* la tactique des menchéviks dans la révolution russe ? Les menchéviks qui donnaient leur appui à Kérenski et participaient à son ministère, étaient, eux aussi, des socialistes gouvernementaux. Il sera absolument impossible à Kautsky d'éluder cette conclusion, s'il essaie seulement de poser le problème de la *classe dominante* qui mène la guerre impérialiste. Mais Kautsky n'a garde de soulever ce problème, qui s'impose à tout marxiste ; car soulever ce problème suffirait à démasquer le renégat.

Les kautskistes en Allemagne, les longuettistes en France, Turati et Cie en Italie, raisonnent ainsi : le socialisme implique l'égalité et la liberté des nations, leur droit de disposer d'elles-mêmes ; *par conséquent*, lorsque notre pays est attaqué ou que les troupes ennemies ont envahi notre sol, les socialistes ont le droit et le devoir de défendre la patrie. Mais ce raisonnement est, au point de vue théorique, une insulte flagrante au socialisme ou encore une manœuvre frauduleuse ; au point de vue politique et pratique, ce raisonnement coïncide avec celui d'un Jacques Bonhomme ignare, incapable même de réfléchir au caractère social, au caractère de classe de la guerre et aux tâches d'un parti révolutionnaire pendant une guerre réactionnaire.

Le socialisme est contre la violence envers les nations. C'est indéniable. Mais le socialisme est en général contre la violence envers les gens. Pourtant nul encore, à part les anarchistes chrétiens et les tolstoïens, n'en a déduit que le socialisme s'oppose à la violence *révolutionnaire*. Par conséquent, parler de « violence » en général, sans analyser les conditions qui distinguent la violence réactionnaire et la violence révolutionnaire, c'est se montrer un philistin renonçant à la révolution, ou simplement se leurrer et leurrer les autres par des sophismes.

Il en est de même de la violence envers les nations. Toute guerre consiste à exercer la violence sur les nations, mais cela n'empêche pas les socialistes d'être *partisans* de la guerre révolutionnaire. Quel est le caractère de classe de la guerre, voilà la question fondamentale qui se pose à tout socialiste (s'il n'est pas un renégat). La guerre impérialiste de 1914-1918 est une guerre entre deux groupes

de la bourgeoisie impérialiste pour le partage du monde, pour le partage du butin, pour la spoliation et l'étranglement des nations petites et faibles. Telle est l'appréciation donnée de la guerre en 1912 par le Manifeste de Bâle, appréciation que les faits ont confirmée. Quiconque abandonne ce point de vue sur la guerre n'est pas un socialiste.

Lorsqu'un Allemand sous Guillaume, ou un Français sous Clemenceau dit : « J'ai le droit et le devoir, comme socialiste, de défendre la patrie si l'ennemi envahit mon pays », ce n'est pas là le raisonnement d'un socialiste, ni d'un internationaliste, ni d'un prolétaire révolutionnaire, mais d'un *nationaliste petit-bourgeois*. Car dans ce raisonnement disparaît la lutte de classe révolutionnaire de l'ouvrier contre le capital, l'appréciation de la guerre *dans son ensemble*, du point de vue de la bourgeoisie mondiale et du prolétariat mondial, c'est-à-dire que disparaît l'internationalisme et qu'il n'y reste qu'un nationalisme rabougri, honteux. On outrage mon pays, le reste ne me regarde pas : voilà à quoi se réduit ce raisonnement, et ce qui fait son étroitesse nationaliste petite-bourgeoise. C'est comme si, devant la violence individuelle exercée sur une personne, l'on faisait ce raisonnement : le socialisme étant contre la violence, j'aime mieux commettre une félonie plutôt que de risquer la prison.

Le Français, l'Allemand ou l'Italien qui dit : le socialisme est contre la violence envers les nations et *c'est pourquoi* je me défends quand l'ennemi a envahi mon pays, *trahit* le socialisme et l'internationalisme. Car cet homme-là *voit uniquement* son « pays », il met « sa » ... *bourgeoisie* au-dessus de tout, sans songer aux *liaisons internationales* qui rendent la guerre impérialiste et font de *s a* bourgeoisie un maillon de la chaîne de brigandages impérialistes.

Tous les petits bourgeois, tous les Jacques Bonhommes ignorants et bornés raisonnent exactement comme le font les renégats kautskistes, longuettistes, Turati et Cie, à savoir : l'ennemi est entré dans mon pays, le reste ne me regarde pas *.

* Les social-chauvins (les Scheidemann, Renaudel, Henderson Gompers et Cie) ne veulent pas entendre parler de l'« Internationale » pendant la guerre. Ils considèrent comme « traîtres »... au socialisme les ennemis de « leur » bourgeoisie. Ils sont *pour* la politique de con-

Le socialiste, le prolétaire révolutionnaire, l'internationaliste raisonne différemment. Le caractère d'une guerre (réactionnaire ou révolutionnaire) ne dépend pas de la question de savoir qui a attaqué ni en quel pays se trouve l'« ennemi », mais *de ceci : quelle classe* mène cette guerre, quelle est la politique dont la guerre est le prolongement ? Si la guerre est une guerre impérialiste réactionnaire, c'est-à-dire si elle est menée par deux groupements mondiaux de la bourgeoisie réactionnaire, exploiteuse, oppressive, impérialiste, toute bourgeoisie (même celle d'un petit pays) devient complice de cette spoliation, et mon devoir, devoir de représentant du prolétariat révolutionnaire, est de préparer la *révolution prolétarienne mondiale, s e u l* moyen de salut contre les horreurs de la tuerie mondiale. Ce n'est pas du point de vue de « mon » pays que je dois raisonner (car ce serait là le raisonnement d'un benêt, d'un petit bourgeois nationaliste, qui ne comprend pas qu'il est un jouet entre les mains de la bourgeoisie impérialiste), mais du point de vue de *ma participation* à la préparation, à la propagande, aux travaux d'approche de la révolution prolétarienne mondiale.

C'est là de l'internationalisme, c'est là la tâche de l'internationaliste, de l'ouvrier révolutionnaire, du véritable socialiste. Voilà l'*a b c* que le renégat Kautsky a « oublié ». Mais où son reniement apparaît avec encore plus de relief, c'est lorsque, après avoir approuvé la tactique des nationalistes petits-bourgeois (menchéviks en Russie, longuettistes en France, Turati en Italie, Haase et consorts en Allemagne), il en vient à critiquer la tactique bolchévique. Et voici en quels termes :

« La révolution bolchévique a été basée sur l'hypothèse qu'elle serait le point de départ d'une révolution européenne générale ; que l'initiative hardie de la Russie inciterait les prolétaires de toute l'Europe à se soulever.

---

quête de *leur* bourgeoisie. Les social-pacifistes (c'est-à-dire socialistes en paroles, pacifistes petits-bourgeois en fait) expriment toute sorte de sentiments «internationalistes», s'élèvent contre les annexions, etc... mais continuent *en fait à soutenir l e u r* bourgeoisie impérialiste. La différence entre ces deux types est insignifiante, comme celle qui existe entre un capitaliste aux discours violents et un capitaliste aux discours sucrés.

Dans cette hypothèse, peu importait évidemment quelles formes prendrait la paix séparée russe, quelles mutilations et quels sacrifices elle entraînerait pour le peuple russe, quelle solution elle donnerait au droit de libre disposition des peuples. De même, peu importait de savoir alors si la Russie était apte à se défendre ou non. La révolution européenne constituait, selon ce point de vue, la meilleure défense de la révolution russe ; elle devait assurer à tous les peuples de l'ancien territoire russe le droit intégral, réel, de disposer d'eux-mêmes.

Une révolution en Europe, qui apporterait et affermirait le socialisme, devait aussi servir à écarter les obstacles qu'opposait, à la réalisation en Russie d'un système de production socialiste, le retard économique du pays.

Tout cela était très logique et bien fondé dès que l'on admettait l'hypothèse fondamentale : que la révolution russe doit nécessairement amorcer la révolution européenne.

Mais si la chose ne se faisait pas ?..

Jusqu'ici cette hypothèse ne s'est pas justifiée. Et maintenant on accuse les prolétaires d'Europe d'avoir laissé tomber et trahi la révolution russe. Accusation portée contre des inconnus, car qui veut-on rendre responsable de la conduite du prolétariat européen ? » (p. 28).

Et Kautsky de mâcher en supplément que Marx, Engels, Bebel se sont maintes fois trompés en ce qui concerne l'avènement de la révolution attendue par eux, mais que jamais ils n'ont fondé leur tactique sur l'attente d'une révolution « *à une date déterminée* » (p. 29), tandis que les bolchéviks ont, prétend-il, « mis tout leur enjeu sur la révolution générale en Europe ».

Nous avons reproduit à dessein ce long passage, afin de montrer clairement au lecteur avec quelle « habileté » Kautsky contrefait le marxisme en lui substituant un point de vue petit-bourgeois, plat et réactionnaire.

Premièrement, attribuer à son adversaire une sottise manifeste pour ensuite la réfuter, n'est pas le fait d'hommes très intelligents. Si les bolchéviks avaient fondé leur tactique sur l'attente d'une révolution *à une date déterminée* dans les autres pays, c'eût été une sottise incontestable. Mais le Parti bolchévik n'a pas fait cette sottise : dans ma lettre aux ouvriers américains (20 août 1918), je récuse explicitement cette sottise en disant que nous comptons sur la révolution américaine, mais non à une date déterminée. Dans ma polémique contre les socialistes-révolutionnaires de gauche et les « communistes de gauche » (janvier-mars 1918), j'ai maintes fois développé la même idée. Kautsky a commis un petit... un tout petit escamotage pour étayer sa critique

du bolchévisme. Il a confondu la tactique qui compte sur une révolution européenne à une date plus ou moins rapprochée, mais non déterminée, et la tactique qui compte sur une révolution européenne à une date déterminée. Une fraude insignifiante, tout à fait insignifiante !

La seconde tactique est une sottise. La première est *obligatoire* pour un marxiste, pour tout prolétaire révolutionnaire et internationaliste ; *obligatoire*, puisqu'elle seule, fidèle aux principes marxistes, tient exactement compte de la situation objective engendrée par la guerre dans tous les pays d'Europe ; seule elle répond aux tâches internationales du prolétariat.

En substituant à l'importante question des principes de la tactique révolutionnaire en général la question mesquine de l'erreur qu'auraient pu commettre les révolutionnaires bolchéviks, mais qu'ils n'ont pas commise, Kautsky renie ni plus ni moins la tactique révolutionnaire en général !

Renégat en politique, *il ne sait même pas poser* en théorie la *question* des prémisses objectives de la tactique révolutionnaire.

Et nous en venons ici au deuxième point.

Compter sur la révolution européenne est obligatoire pour un marxiste, du moment qu'on se trouve en présence d'une *situation révolutionnaire*. C'est une vérité première du marxisme, que la tactique du prolétariat socialiste ne peut être la même quand la situation est révolutionnaire et quand elle ne l'est pas.

Si Kautsky avait posé cette question, obligatoire pour un marxiste, il aurait vu que la réponse lui était nettement défavorable. Bien avant la guerre, tous les marxistes, tous les socialistes s'accordaient à reconnaître que la guerre européenne créerait une situation révolutionnaire. Du temps où Kautsky n'était pas encore un renégat, il admettait la chose d'une façon claire et précise, en 1902 (*la Révolution sociale*) et en 1909 (*le Chemin du pouvoir*). Le Manifeste de Bâle l'a reconnu au nom de la IIe Internationale tout entière: ce n'est pas sans raison que dans tous les pays les social-chauvins et les kautskistes (les « centristes », ceux qui balancent entre les révolutionnaires et les opportunistes) craignent comme le feu ces déclarations du Manifeste de Bâle !

Par conséquent, l'attente d'une situation révolutionnaire en Europe n'était pas un engouement des bolchéviks ; c'était l'*opinion commune* de tous les marxistes. Lorsque Kautsky élude cette vérité incontestable par des phrases comme celle-ci : les bolchéviks « ont toujours cru à la toute-puissance de la violence et de la volonté », il *dissimule* sous cette phrase creuse sa fuite, et une fuite honteuse, afin de n'avoir pas à poser la question de la situation révolutionnaire.

Ensuite, sommes-nous ou non en présence d'une situation révolutionnaire ? Cette question encore, Kautsky n'a pas su la poser. La réponse est fournie par les faits économiques : la famine et la ruine universelles engendrées par la guerre dénotent une situation révolutionnaire. A cette question répondent d'autre part les faits politiques : dès 1915, dans *tous* les pays, se manifeste nettement un processus de scission des vieux partis socialistes atteints par la gangrène, où les masses prolétariennes abandonnent les leaders social-chauvins pour s'orienter à gauche, vers les idées et tendances révolutionnaires, vers les chefs révolutionnaires.

Celui-là seul qui craint la révolution et la trahit pouvait, le 5 août 1918, date à laquelle Kautsky écrivait sa brochure, ne pas voir ces faits. Or maintenant, fin octobre 1918, la révolution monte très vite, à vue d'œil, dans une *série* de pays d'Europe. Le « révolutionnaire » Kautsky, qui veut qu'on continue à le tenir pour un marxiste, s'est montré un philistin borné ; tout comme les philistins de 1847 raillés par Marx, il n'a pas vu approcher la révolution ! !

Nous en venons au troisième point.

Quelles sont les particularités de la tactique révolutionnaire devant la situation révolutionnaire en Europe ? Kautsky, devenu renégat, a eu peur de poser cette question obligatoire pour un marxiste. Il raisonne comme un petit bourgeois typique ou comme un paysan ignare : la « révolution générale en Europe » a-t-elle éclaté ou non? Si oui, il est prêt, *lui aussi*, à se faire révolutionnaire ! Mais alors, dirons-nous, la première canaille venue (comme ces gredins qui aujourd'hui s'agrippent parfois aux bolchéviks victorieux) n'aurait qu'à se déclarer révolutionnaire !

Sinon, Kautsky se détourne de la révolution ! Kautsky ne comprend absolument rien à cette vérité que ce qui distingue le marxiste révolutionnaire du vulgaire et du petit bour-

geois, c'est qu'il sait *prêcher* aux masses ignorantes la nécessité de la révolution qui mûrit, en *démontrer* l'avènement inéluctable, en *expliquer* l'utilité pour le peuple, y *préparer* le prolétariat et toutes les masses travailleuses et exploitées.

Kautsky attribue aux bolchéviks cette chose absurde qu'ils ont mis tout leur enjeu sur une carte, en escomptant que la révolution européenne éclaterait à une date déterminée. Cette absurdité s'est retournée contre Kautsky puisque, d'après lui, la tactique des bolchéviks eût été juste si la révolution européenne s'était faite au 5 août 1918 ! C'est cette date qu'il donne comme étant celle de la rédaction de sa brochure. Et lorsque, quelques semaines après le 5 août, il apparut que la révolution éclatait dans plusieurs pays d'Europe, le reniement de Kautsky, sa falsification du marxisme, son incapacité à raisonner et même à poser les questions en révolutionnaire, se manifestèrent dans toute leur beauté !

Accuser de trahison les prolétaires d'Europe, écrit Kautsky, c'est porter une accusation contre des inconnus.

Vous vous trompez, M. Kautsky ! Regardez-vous dans la glace, vous y verrez les « inconnus » que vise cette accusation. Kautsky fait le naïf ; il feint de ne pas comprendre *qui* a lancé cette accusation et *quel en est le sens*. En réalité, Kautsky sait parfaitement que cette accusation a été et est formulée par les allemands de « gauche », les spartakistes[121], Liebknecht et ses amis. Cette accusation marque la *claire conscience* du fait que le prolétariat allemand trahissait la révolution russe (et internationale), lorsqu'il étranglait la Finlande, l'Ukraine, la Lettonie, l'Estonie. Cette accusation vise d'abord et par-dessus tout, non la *masse*, toujours accablée, mais les *chefs* qui, comme les Scheidemann et les Kautsky, *n'ont pas rempli* leur devoir, — faire de l'agitation révolutionnaire, de la propagande révolutionnaire, un travail révolutionnaire dans les masses pour en combattre l'inertie, — et qui en réalité marchaient *à l'encontre* des instincts et des aspirations révolutionnaires qui couvent toujours au sein des masses de la classe opprimée. Les Scheidemann ont carrément, d'une façon grossière et cynique, et la plupart du temps pour des motifs intéressés, trahi le prolétariat pour passer du côté de la bourgeoisie.

Les kautskistes et les longuettistes ont agi de même en hésitant, en oscillant, en jetant des coups d'œil craintifs vers les puissants du jour. Par tous ses écrits datant de la guerre, Kautsky *a cherché à étouffer* l'esprit révolutionnaire au lieu de l'entretenir et de le développer.

Que Kautsky ne comprenne même pas l'énorme importance sur le plan *théorique*, et encore plus pour l'agitation et la propagande, de l'« accusation » portée contre les prolétaires d'Europe d'avoir trahi la révolution russe, voilà qui restera comme un monument vraiment historique de ce béotisme petit-bourgeois du chef « moyen » de la social-démocratie officielle allemande ! Kautsky ne comprend pas que, sous le régime de censure de l'« Empire » allemand, cette « accusation » est à peu près la seule forme sous laquelle les socialistes allemands qui n'ont pas trahi le socialisme, — Liebknecht et ses amis, — *appellent les ouvriers de leur pays* à se défaire des Scheidemann et des Kautsky, à repousser de tels « chefs », à se libérer de leur prédication qui abêtit et avilit, à se dresser *malgré* eux, *en dehors* d'eux, par-dessus leur tête, vers la révolution, *pour la révolution* !

Kautsky ne comprend pas cela. Comment voulez-vous qu'il comprenne la tactique des bolchéviks ? Peut-on attendre de celui qui renie la révolution en général, qu'il pèse et apprécie les conditions du développement de la révolution dans un des cas les plus « *difficiles* » ?

La tactique des bolchéviks était juste ; elle était la *seule* tactique internationaliste, puisqu'elle ne reposait pas sur une crainte pusillanime de la révolution mondiale, sur le « scepticisme » petit-bourgeois à son égard, sur le désir étroitement nationaliste de défendre « sa » patrie (la patrie de sa bourgeoisie) et de « cracher » sur tout le reste ; elle reposait sur l'*appréciation* juste (et universellement reconnue avant la guerre, avant le reniement des social-chauvins et des social-pacifistes) des perspectives d'une situation révolutionnaire en Europe. Cette tactique était la seule tactique internationaliste puisqu'elle faisait le maximum de ce qui est réalisable dans un seul pays *p o u r* le développement, le soutien, l'éveil de la révolution *dans tous les pays.* Cette tactique s'est vérifiée par un immense succès, car le bolchévisme (non point en raison des mérites des bolchéviks russes, mais à cause de la plus profonde et universelle sym-

pathie des *masses* pour cette tactique authentiquement révolutionnaire) est devenu le bolchévisme *mondial* ; il a donné une idée, une théorie, un programme, une tactique qui se distinguent concrètement, dans la pratique, du social-chauvinisme et du social-pacifisme. Le bolchévisme a *porté le coup de grâce* à la vieille Internationale pourrie des Scheidemann et des Kautsky, des Renaudel et des Longuet, des Henderson et des MacDonald, qui vont maintenant se jeter dans les jambes l'un de l'autre en « rêvant » d'unité et en s'efforçant de ressusciter un cadavre. Le bolchévisme *a créé* les fondements idéologiques et tactiques d'une IIIe Internationale, vraiment prolétarienne et communiste, et qui tient compte à la fois des conquêtes de l'époque de paix, et de l'expérience de l'*époque déjà commencée des révolutions.*

Le bolchévisme a popularisé dans le monde entier l'idée de la « dictature du prolétariat » ; ces termes, il les a traduits du latin d'abord en russe, et puis dans *toutes* les langues du monde : il a montré par l'exemple du *pouvoir des Soviets* que *même* dans un pays arriéré, les ouvriers et les paysans pauvres, même les moins expérimentés, les moins instruits, les moins accoutumés à l'organisation, *ont pu* durant une année, au milieu de difficultés inouïes, en luttant contre les exploiteurs (qu'épaulait la bourgeoisie du monde *e n t i e r*), sauvegarder le pouvoir des travailleurs, instaurer une démocratie infiniment supérieure et plus large que toutes les démocraties antérieures, et *inaugurer* le travail créateur de dizaines de millions d'ouvriers et de paysans pour la réalisation pratique du socialisme.

En fait, le bolchévisme a puissamment aidé au développement de la révolution prolétarienne en Europe et en Amérique, plus qu'aucun parti n'a réussi à le faire jusqu'à ce jour dans aucun pays. Tandis que les ouvriers du monde entier se rendent compte, chaque jour plus nettement, que la tactique des Scheidemann et des Kautsky ne les a débarrassés ni de la guerre impérialiste, ni de l'esclavage salarié imposé par la bourgeoisie impérialiste, que cette tactique ne saurait servir de modèle pour tous les pays, les masses prolétariennes de tous les pays se rendent compte, chaque jour plus nettement, que le bolchévisme a indiqué la juste voie à suivre pour échapper aux horreurs de la guerre et de

l'impérialisme, et que le bolchévisme *sert de modèle de tactique pour tous.*

La Révolution prolétarienne mûrit à vue d'œil, non seulement en Europe, mais dans le monde entier, et c'est la victoire du prolétariat en Russie qui l'a favorisée, précipitée et soutenue. Tout cela ne suffit-il pas pour la victoire complète du socialisme ? Evidemment non. Un seul pays ne peut faire davantage. Toutefois, grâce au pouvoir des Soviets, ce pays à lui seul a tant fait que, même si l'impérialisme mondial venait demain à écraser le pouvoir soviétique russe, mettons par une entente des impérialistes allemands et anglo-français, même dans cette éventualité, la pire de toutes, la tactique bolchévique n'en aurait pas moins été de la plus grande utilité pour le socialisme, et aurait aidé à la croissance de l'invincible révolution mondiale.

SERVILITE A L'EGARD DE LA BOURGEOISIE SOUS COULEUR D'«ANALYSE ECONOMIQUE»

Comme nous l'avons déjà dit, le livre de Kautsky devrait s'appeler, — si son titre traduisait fidèlement le contenu — non pas *Dictature du prolétariat*, mais bien *Nouvelle édition des attaques de la bourgeoisie contre les bolchéviks.*

Les vieilles « théories » des menchéviks sur le caractère bourgeois de la révolution russe, c'est-à-dire la vieille déformation du marxisme par les menchéviks (*réfutée* par Kautsky en 1905 !), notre théoricien nous les ressert aujourd'hui. Il faut nous arrêter à cette question, si fastidieuse qu'elle soit pour les marxistes russes.

La révolution russe est une révolution bourgeoise, disaient tous les marxistes de Russie avant 1905. Substituant le libéralisme au marxisme, les menchéviks en inféraient : par conséquent, le prolétariat ne doit pas aller au-delà de ce qui est acceptable pour la bourgeoisie ; il doit mener une politique d'entente avec elle. Les bolchéviks disaient que c'était là une théorie bourgeoise libérale. La bourgeoisie s'efforce de réorganiser l'Etat à la manière bourgeoise, *réformiste*, et non à la manière révolutionnaire, en maintenant autant que possible et la monarchie et la grande proprié-

té foncière, etc. Le prolétariat doit pousser la révolution démocratique bourgeoise jusqu'au bout, sans se laisser « lier » par le réformisme de la bourgeoisie. Le rapport des forces *de classe* dans la révolution bourgeoise, les bolchéviks le formulaient ainsi : le prolétariat, en s'adjoignant la paysannerie, neutralise la bourgeoisie libérale et détruit entièrement la monarchie, la féodalité, la grande propriété foncière.

C'est l'alliance du prolétariat avec la paysannerie *dans son ensemble* qui marque le caractère bourgeois de la révolution, car la paysannerie dans son ensemble se compose de petits producteurs placés sur le terrain de la production marchande. Ensuite, ajoutaient alors les mêmes bolchéviks, le prolétariat s'adjoint *tout le semi-prolétariat* (tous les travailleurs et exploités), neutralise la paysannerie moyenne et *jette à terre* la bourgeoisie : c'est ce qui distingue la révolution socialiste de la révolution démocratique bourgeoise (voir ma brochure de 1905 *Deux tactiques*, réimprimée dans le recueil *En 12 ans*, Saint-Pétersbourg, 1907).

Kautsky prit une part indirecte à cette discussion de 1905 lorsque, interrogé par Plékhanov alors menchévik, il se prononça quant au fond *contre* lui, ce qui avait provoqué, à l'époque, les railleries de la presse bolchévique. Maintenant, Kautsky *n'a pas un mot* pour évoquer les discussions d'alors (il craint d'être confondu par ses propres déclarations !), enlevant ainsi au lecteur allemand toute possibilité de comprendre ce dont il s'agit. M. Kautsky *ne pouvait*, en 1918, raconter aux ouvriers allemands qu'en 1905 il était pour l'alliance des ouvriers avec les paysans, et non avec la bourgeoisie libérale ; ni quelles étaient les conditions, quel était le programme qu'il préconisait pour cette alliance.

Ayant fait marche arrière, Kautsky, sous couleur d'« analyse économique », avec des phrases prétentieuses sur le « matérialisme historique », plaide aujourd'hui la subordination des ouvriers à la bourgeoisie, et il rabâche à coups de citations empruntées au menchévik Maslov les vieilles conceptions libérales des menchéviks ; de plus, il s'applique à démontrer, citations à l'appui, une idée nouvelle — le retard de la Russie, — et de cette idée-là il tire la vieille déduction que dans une révolution bourgeoise on ne saurait aller plus loin que la bourgeoisie ! Cela, en dépit de tout ce qu'ont dit Marx et Engels en comparant la révolution

bourgeoise de 1789-1793 en France à la révolution bourgeoise de 1848 en Allemagne[122].

Avant d'aborder le principal « argument » et le contenu essentiel de l'« analyse économique » de Kautsky, remarquons que les premières phrases révèlent déjà une singulière confusion d'idées ou un manque de réflexion chez leur auteur.

« La base économique de la Russie, vaticine notre « théoricien », est aujourd'hui encore l'agriculture, et notamment la petite production paysanne. Elle fait vivre environ les quatre cinquièmes, sinon les cinq sixièmes de ses habitants » (p. 45). Tout d'abord, aimable théoricien, vous êtes-vous demandé combien il pouvait y avoir d'exploiteurs parmi cette masse de petits producteurs ? Evidemment, pas plus d'un dixième, et encore moins dans les villes, puisque la grosse production y est plus développée. Prenez même un chiffre invraisemblablement élevé. Mettez qu'un cinquième des petits producteurs sont des exploiteurs perdant leurs droits électoraux. Même alors il s'ensuivra que les bolchéviks qui formaient 66% au Ve Congrès des Soviets représentaient la *majorité de la population*. Et il faut encore ajouter à cela qu'une partie considérable des socialistes-révolutionnaires de gauche a toujours été pour le pouvoir des Soviets, c'est-à-dire qu'en principe *tous* les socialistes-révolutionnaires de gauche étaient pour le pouvoir soviétique ; et lorsqu'une partie d'entre eux se fut lancée dans cette aventure qu'a été le soulèvement de juillet 1918, deux nouveaux partis se détachèrent de l'ancien : celui des « communistes populistes » et celui des « communistes révolutionnaires »[123] (parmi les socialistes-révolutionnaires de gauche marquants, que leur ancien parti avait proposés aux plus importants postes d'Etat, se trouvaient, par exemple, Sax, pour le premier groupe, et Kolégaev, pour le second). Par conséquent, Kautsky lui-même a réfuté — sans le faire exprès ! — la ridicule légende d'après laquelle les bolchéviks n'auraient pour eux que la minorité de la population.

En second lieu, aimable théoricien, avez-vous songé à ceci que le petit producteur paysan balance *inévitablement* entre le prolétariat et la bourgeoisie ? Cette vérité marxiste confirmée par toute l'histoire de l'Europe moderne, Kautsky l'a « oubliée » fort à propos, car elle réduit à néant tou-

te la « théorie » menchévique reprise par lui ! Si Kautsky n'avait pas « oublié » cela, il n'aurait pu nier la nécessité de la dictature du prolétariat dans un pays où prédominent les petits producteurs paysans. ———

Examinons le contenu essentiel de l'« analyse économique » de notre théoricien.

Que le pouvoir soviétique soit une dictature, voilà qui est indéniable, dit Kautsky. « Mais est-ce bien la dictature du *prolétariat* ? » (p. 34).

« Les paysans forment, d'après la Constitution soviétique, la majorité de la population ayant le droit de participer à la législation et à l'administration. Ce qu'on nous présente comme une dictature du *prolétariat* ne serait, — si elle était appliquée d'une façon conséquente et qu'une classe pût en général assurer directement la dictature, ce qui n'est possible qu'à un parti, — que la dictature de la *paysannerie* » (p. 35).

Eminemment satisfait d'un raisonnement aussi profond et aussi spirituel, le bon Kautsky essaie d'ironiser : « Il suivrait de là que la réalisation la plus indolore du socialisme est assurée lorsqu'on la confie aux mains des paysans » (p. 35).

Avec force détails et une série de citations extrêmement savantes empruntées au semi-libéral Maslov, notre théoricien s'attache à démontrer cette idée nouvelle que les paysans ont intérêt à voir monter les prix du blé et diminuer le salaire des ouvriers de la ville, etc., etc. Ces nouvelles idées sont, d'ailleurs, exposées d'une façon d'autant plus ennuyeuse qu'il est réservé moins d'attention aux phénomènes vraiment nouveaux de l'après-guerre, par exemple : les paysans exigent en échange du blé non de l'argent mais des marchandises ; les paysans manquent d'outils qu'ils ne peuvent, pour tout l'or du monde, se procurer en quantité nécessaire. Nous reviendrons là-dessus.

Ainsi Kautsky accuse les bolchéviks, parti du prolétariat, d'avoir remis la dictature, remis la réalisation du socialisme aux mains de la paysannerie petite-bourgeoise. Fort bien, monsieur Kautsky ! Quelle devrait donc être, selon votre avis éclairé, l'attitude d'un parti prolétarien à l'égard de la paysannerie petite-bourgeoise ?

Notre théoricien a préféré se taire là-dessus. Il songeait sans doute au proverbe : « La parole est d'argent, mais le

silence est d'or. » Cependant Kautsky s'est trahi par la réflexion suivante :

« Au début de la République soviétique, les Soviets paysans étaient des organisations de la *paysannerie* dans son ensemble. Aujourd'hui cette République proclame que les Soviets sont des organisations de prolétaires et de paysans *pauvres*. Les paysans aisés perdent le droit d'élire aux Soviets. Ici le paysan pauvre est reconnu comme un produit permanent et massif de la réforme agraire socialiste sous la « dictature du prolétariat » (p. 48).

Quelle mordante ironie ! En Russie, on peut l'entendre dans la bouche de n'importe quel bourgeois : tous ricanent et s'esclaffent à voir la République soviétique avouer ouvertement l'existence de paysans pauvres. Ils raillent le socialisme. C'est leur droit. Mais le « socialiste » qui trouve matière à raillerie parce que, après quatre années d'une guerre des plus ruineuses, il subsiste chez nous — et il subsistera longtemps — des paysans pauvres, un tel « socialiste » ne pouvait naître que dans l'ambiance d'un reniement massif.

Ecoutez la suite :

« ... La République soviétique intervient dans les rapports entre paysans riches et paysans pauvres, mais sans procéder à une nouvelle répartition de la terre. Pour subvenir aux besoins des citadins en moyens de subsistance, des détachements d'ouvriers armés sont envoyés dans les campagnes, qui enlèvent aux paysans riches les excédents de leur blé. Une partie est assignée à la population urbaine, l'autre partie aux paysans pauvres » (p. 48).

Naturellement le socialiste et marxiste Kautsky est profondément indigné à l'idée qu'une semblable mesure puisse s'étendre au-delà de la banlieue des grandes villes (et elle s'étend chez nous au pays entier). Le socialiste et marxiste Kautsky remarque sentencieusement avec cet indicible, cet incomparable, ce superbe sang-froid (ou stupidité) du philistin : ... «Elles [les expropriations des paysans aisés] apportent un nouvel élément de trouble et de guerre civile dans le processus de la production... [la guerre civile apportée dans le « processus de la production », n'est-ce pas déjà quelque chose de surnaturel !]... «qui pour s'assainir a un urgent besoin de tranquillité et de sécurité » (p. 49).

En effet, pour la tranquillité et la sécurité des exploiteurs et des spéculateurs sur le blé, qui cachent leurs excédents, sabotent la loi sur le monopole des céréales et réduisent à la famine la population des villes, à cette occasion-là,

certes, il sied au marxiste et au socialiste Kautsky de pousser un soupir et de faire couler une larme. Nous sommes tous des socialistes et des marxistes, et des internationalistes, lancent en chœur messieurs Kautsky, Heinrich Weber[124] (Vienne), Longuet (Paris), MacDonald (Londres), d'autres encore ; nous sommes tous pour la révolution de la classe ouvrière, seulement... seulement de façon à ne pas troubler la tranquillité et la sécurité de ceux qui spéculent sur le blé ! Et cette immonde servilité envers les capitalistes, nous la couvrons d'une référence « marxiste » au « processus de la production »... Si c'est là du marxisme, qu'est-ce donc alors que la servilité devant la bourgeoisie ?

Voyez un peu à quoi aboutit notre théoricien. Il accuse les bolchéviks de faire passer la dictature de la paysannerie pour la dictature du prolétariat. Et dans le même temps, il nous accuse de porter la guerre civile dans les campagnes (nous regardons cela comme un *mérite*), d'envoyer au village des détachements d'ouvriers armés qui déclarent ouvertement réaliser la « dictature du prolétariat et de la paysannerie pauvre », qui aident cette dernière, réquisitionnent aux spéculateurs et aux paysans riches les excédents de blé qu'ils dissimulent en violation de la loi sur le monopole des céréales.

D'une part, notre théoricien marxiste est pour la démocratie pure, pour la soumission de la classe révolutionnaire, guide des travailleurs et des exploités, à la majorité de la population (donc, exploiteurs y compris). D'autre part, il cherche à démontrer *contre* nous que le caractère de la révolution est nécessairement bourgeois, parce que la paysannerie dans son ensemble se place sur le terrain des rapports sociaux bourgeois ; en même temps, il prétend défendre le point de vue prolétarien de classe, le point de vue marxiste !

Au lieu d'une « analyse économique », c'est une salade, une macédoine de premier choix. En fait de marxisme, ce sont des bribes de doctrines libérales et la prédication de l'esprit de servilité devant la bourgeoisie et devant les koulaks.

Sur la question ainsi embrouillée par Kautsky, les bolchéviks ont, dès 1905, projeté toute la lumière. Oui, notre révolution est bourgeoise, *tant que* nous marchons *avec* la paysannerie *dans son ensemble*. Cela, nous en avions très

nettement conscience, nous l'avons redit des centaines et des milliers de fois depuis 1905 ; jamais nous n'avons essayé de brûler cette étape nécessaire du processus historique, ni de l'abolir à coups de décrets. Les efforts de Kautsky pour nous « confondre » sur ce point ne révèlent que le brouillamini de ses idées et sa crainte de se rappeler ce qu'il avait écrit en 1905, alors qu'il n'était pas encore un renégat.

Mais en 1917, dès le mois d'*avril*, bien avant la Révolution d'Octobre et la prise du pouvoir par nous, nous disions ouvertement et expliquions au peuple : maintenant la révolution ne pourra s'arrêter là, car le pays a fait du chemin, le capitalisme a progressé, la faillite qui atteint des proportions inouïes *exigera* (qu'on le veuille ou non) la marche en avant, *vers le socialisme*. Car autrement *il est impossible* d'aller de l'avant, de sauver le pays épuisé par la guerre, de *soulager* les souffrances des travailleurs et des exploités.

Tout s'est passé exactement comme nous l'avions dit. Le cours de la révolution a confirmé la justesse de notre raisonnement. *D'abord*, avec « toute » la paysannerie contre la monarchie, contre les grands propriétaires fonciers, contre la féodalité (et la révolution reste par là bourgeoise, démocratique bourgeoise). *Ensuite*, avec la paysannerie pauvre, avec le semi-prolétariat, avec tous les exploités, *contre le capitalisme*, y compris les paysans riches, les koulaks, les spéculateurs; et la révolution devient par là *socialiste*. Vouloir dresser artificiellement une muraille de Chine entre l'une et l'autre, les séparer *autrement* que par le degré de préparation du prolétariat et le degré de son union avec les paysans pauvres, c'est dénaturer monstrueusement le marxisme, l'avilir, lui substituer le libéralisme. Cela reviendrait à vouloir, par des références pseudo-scientifiques au caractère progressif de la bourgeoisie par rapport à la féodalité, assumer sournoisement la défense réactionnaire de la bourgeoisie contre le prolétariat socialiste.

Les Soviets représentent entre autres une forme et un type infiniment supérieurs de démocratie précisément parce que, groupant et faisant participer à la politique la *masse des ouvriers et des paysans*, ils sont l'institution la plus proche du « peuple » (dans le sens où Marx, en 1871, parlait de révolution véritablement populaire)[125], le baromètre le plus sensible du développement des masses, des progrès de

leur maturité politique, de leur maturité de classe. La Constitution soviétique n'a pas été rédigée d'après un « plan » quelconque, ni élaborée dans des cabinets de travail, ni imposée aux travailleurs par des juristes de la bourgeoisie. Non, cette Constitution *est née* du développement même de la *lutte de classe*, à mesure que mûrissaient les *antagonismes de classes*. La preuve en est fournie précisément par les faits que Kautsky est obligé de reconnaître.

Au début, les Soviets groupaient la paysannerie dans son ensemble. Le manque de culture, l'état arriéré et l'ignorance des paysans pauvres laissaient la direction aux mains des koulaks, des richards, des capitalistes, des intellectuels petits-bourgeois. C'était l'époque de la domination de la petite bourgeoisie, des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires (seuls des niais ou des renégats comme Kautsky peuvent tenir les uns et les autres pour des socialistes). Nécessairement, inévitablement, la petite bourgeoisie hésitait entre la dictature de la bourgeoisie (Kérenski, Kornilov, Savinkov) et la dictature du prolétariat, car la petite bourgeoisie, par les caractères fondamentaux de sa situation économique, est incapable d'entreprendre aucune action indépendante. A propos, Kautsky renie entièrement le marxisme en s'en tenant, dans son analyse de la révolution russe, à la notion juridique, formelle de « démocratie », dont se sert la bourgeoisie pour masquer sa domination et tromper les masses, et *en oubliant* que « démocratie » signifie en fait, parfois *dictature de la bourgeoisie*, parfois réformisme impuissant de la petite bourgeoisie qui se soumet à cette dictature, etc. A en croire Kautsky, il y avait dans un pays capitaliste des partis bourgeois, un parti prolétarien (les bolchéviks) qui entraînait la majorité, la masse du prolétariat, mais *il n'y avait pas* de partis petits-bourgeois ! Les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires n'auraient pas eu de *racines de classe*, de racines dans la petite bourgeoisie !

Les hésitations de la petite bourgeoisie, des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires ont éclairé les masses et détaché de semblables « chefs » l'immense majorité de ces masses, tout le « bas peuple », tous les prolétaires et semi-prolétaires. Les bolchéviks obtenaient la prédominance dans les Soviets (vers octobre 1917, à Pétrograd et a

Moscou) ; parmi les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks la scission s'accentuait.

Le triomphe de la révolution bolchévique marquait la fin des flottements ; elle signifiait l'abolition complète de la monarchie et de la grande propriété foncière (celle-ci *n'avait pas été* détruite avant la Révolution d'Octobre). Nous avons mené la révolution *bourgeoise jusqu'au bout.* La paysannerie *dans son ensemble* nous a suivis. Son opposition au prolétariat socialiste ne pouvait se manifester d'emblée. Les Soviets groupaient la paysannerie *en général.* La division en classes au sein de la paysannerie n'avait pas encore mûri, ne s'était pas encore extériorisée.

Ce processus se développa au cours de l'été et de l'automne 1918. Le soulèvement contre-révolutionnaire des Tchécoslovaques réveilla les koulaks. Une vague de soulèvements koulaks déferla sur la Russie. Ce ne sont point les livres ni les journaux, c'est la *vie* qui éclairait la paysannerie pauvre sur l'incompatibilité de ses intérêts avec ceux des koulaks, des riches, de la bourgeoisie rurale. Les « socialistes-révolutionnaires de gauche », comme tout parti petit-bourgeois, reflétaient les hésitations des masses, et c'est précisément dans l'été de 1918 qu'ils se scindèrent : une partie d'entre eux fit cause commune avec les Tchécoslovaques (soulèvement à Moscou, pendant lequel Prochian, s'étant emparé — pour une heure !—du télégraphe, informa la Russie du renversement des bolchéviks ; ensuite, trahison de Mouraviov, commandant en chef de l'armée lancée contre les Tchécoslovaques, etc.) ; l'autre partie, que nous avons mentionnée plus haut, était restée avec les bolchéviks.

L'aggravation de la crise alimentaire dans les villes posa avec une acuité croissante le problème du monopole du blé (problème que le théoricien Kautsky a « oublié » dans son analysé économique qui reprend les vieilleries puisées il y a dix ans dans Maslov!).

L'ancien Etat des grands propriétaires fonciers et de la bourgeoisie, et même l'Etat républicain démocratique, envoyait dans les campagnes des détachements armés qui, en fait, se trouvaient à la disposition de la bourgeoisie. Cela, M. Kautsky l'ignore ! Il ne voit point là de « dictature de la bourgeoisie », jamais de la vie ! C'est de la « démocratie pure », surtout si la chose était sanctionnée par un parle-

ment bourgeois ! Qu'Avksentiev et S. Maslov, en compagnie des Kérenski, Tsérétéli et autres éléments de ce joli monde de socialistes-révolutionnaires et de menchéviks, aient fait arrêter en été et en automne 1917 des membres des comités agraires, Kautsky n'en avait point « entendu parler », il n'en dit mot !

La vérité est que l'Etat bourgeois, qui exerce la dictature de la bourgeoisie au moyen de la république démocratique, ne peut avouer à la face du peuple qu'il sert la bourgeoisie ; il ne peut dire la vérité, il est obligé de ruser.

L'Etat du type de la Commune, l'Etat soviétique, au contraire, dit ouvertement et sans détour la *vérité* au peuple : il déclare qu'il est la dictature du prolétariat et de la paysannerie pauvre, et précisément par cette vérité, il gagne à soi des dizaines et des dizaines de millions de nouveaux citoyens, accablés dans n'importe quelle république démocratique et que les Soviets associent à la vie politique, *à la démocratie*, à la gestion de l'Etat. La République des Soviets envoie dans les campagnes des détachements d'ouvriers armés, choisis avant tout parmi les plus avancés, ceux des capitales. Ces ouvriers portent le socialisme au village, ils attirent à eux la paysannerie pauvre qu'ils organisent et instruisent ; ils l'aident à *réprimer la résistance de la bourgeoisie.*

Ceux qui sont renseignés et ont séjourné à la campagne disent que c'est seulement au cours de l'été et de l'automne 1918 que nos campagnes ont entrepris *elles-mêmes* leur « Révolution d'Octobre » (c'est-à-dire prolétarienne). Il s'opère un revirement. La vague des soulèvements koulaks fait place à la montée du mouvement des paysans pauvres, au progrès des « comités de paysans pauvres ». On voit augmenter le nombre d'ouvriers devenus commissaires, officiers, commandants de division ou d'armée. Au moment où le benêt Kautsky, effrayé par la crise de juillet (1918)[126] et les clameurs de la bourgeoisie, se précipite derrière elle « en faisant des courbettes » et écrit toute une brochure où éclate sa conviction que les bolchéviks sont à la veille d'être renversés par la paysannerie, au moment où ce benêt voit dans la défection des socialistes-révolutionnaires de gauche un « rétrécissement » (p. 37) des milieux qui soutiennent les bolchéviks, dans ce même moment le cercle *réel* des partisans du

bolchévisme *s'étend infiniment*, car des dizaines et des dizaines de millions de paysans pauvres, en s'affranchissant de la tutelle et de l'influence des koulaks et de la bourgeoisie rurale, s'éveillent à une vie politique *indépendante*.

Nous avons perdu des centaines de socialistes-révolutionnaires de gauche, intellectuels veules ou koulaks ruraux ; nous avons conquis des millions de représentants de la paysannerie pauvre *.

Un an après la révolution prolétarienne dans les capitales a éclaté, sous son influence et avec son concours, la révolution prolétarienne dans les campagnes les plus reculées ; elle a définitivement affermi le pouvoir soviétique et le bolchévisme et fait la preuve définitive qu'à l'intérieur du pays, il n'est point de force capable de s'opposer au bolchévisme.

Après avoir achevé, avec l'ensemble de la paysannerie, la révolution démocratique bourgeoise, le prolétariat de Russie est passé définitivement à la révolution socialiste, ayant réussi à dissocier la paysannerie, à amener à lui les prolétaires et les semi-prolétaires ruraux, à les grouper contre les koulaks et la bourgeoisie, y compris la bourgeoisie paysanne.

Si le prolétariat bolchévik des capitales et des grands centres industriels n'avait pas su grouper autour de lui les pauvres de la campagne et les dresser contre la paysannerie riche, la preuve eût été faite que la Russie « n'était pas mûre » pour la révolution socialiste ; dès lors, la paysannerie serait restée « une », c'est-à-dire qu'elle serait restée sous la direction économique, politique et morale des koulaks, des riches, de la bourgeoisie ; la révolution n'aurait pas dépassé le cadre de la révolution démocratique bourgeoise. (Mais là encore, soit dit entre parenthèses, la preuve n'aurait pas été faite que le prolétariat ne devait pas prendre le pouvoir, car seul le prolétariat a conduit effectivement la révolution démocratique bourgeoise jusqu'au bout ; seul le prolétariat a fait un effort sérieux pour hâter la révolution prolétarienne mondiale ; seul le prolétariat a créé l'Etat soviéti-

* Le VIe Congrès des Soviets (6-9 novembre 1918) comprenait 967 délégués avec voix délibérative, dont 950 bolchéviks, et 351 délégués avec voix consultative, dont 335 bolchéviks. Soit 97% de bolchéviks.

que, deuxième étape après la Commune dans la voie vers l'Etat socialiste.)

D'autre part, si le prolétariat bolchévik avait essayé d'emblée, en octobre-novembre 1917, sans avoir su attendre la différenciation des classes à la campagne, sans avoir su la *préparer* ni la réaliser, de « décréter » la guerre civile ou l'« institution du socialisme » à la campagne, s'il avait essayé de se passer du bloc (de l'alliance) temporaire avec la paysannerie dans son ensemble, sans faire de concession au paysan moyen, etc., c'eût été dénaturer le marxisme, à la manière *blanquiste*[127]; c'eût été une tentative de la *minorité* pour imposer sa volonté à la majorité ; c'eût été une absurdité sur le plan théorique, c'eût été ne pas comprendre que la révolution de l'ensemble de la paysannerie est *encore* une révolution bourgeoise et que, sans une *série de transitions, d'étapes transitoires*, il est impossible dans un pays arriéré de la transformer en révolution socialiste.

Dans cette question théorique et politique de la plus haute importance, Kautsky a *tout* confondu et, dans la pratique, il s'est avéré simplement un larbin de la bourgeoisie braillant contre la dictature du prolétariat.

* *
*

Kautsky a semé la même confusion, sinon une plus grande encore, dans une autre question d'un intérêt et d'une importance considérables, à savoir : l'action *législative* de la République soviétique touchant la transformation agraire, — transformation socialiste extrêmement difficile et en même temps d'une portée énorme, a-t-elle été fondée sur des principes justes et appliquée d'une façon rationnelle ? Nous saurions infiniment gré à tout marxiste d'Europe occidentale, qui, après avoir pris connaissance tout au moins des principaux documents, ferait la *critique* de notre politique. Il nous rendrait un immense service, et il aiderait d'autre part la révolution qui mûrit dans le monde entier. Mais Kautsky nous offre, en guise de critique, un invraisemblable méli-mélo théorique, qui convertit le marxisme en libéralisme ; et, pratiquement, ce ne sont que diatribes vaines, haineuses et philistines contre les bolchéviks. Que le lecteur en juge :

« La grande propriété foncière ne pouvait être maintenue du fait de la révolution. Cela apparut clairement dès le début. Force était de la transmettre à la population paysanne... » (C'est faux, M. Kautsky : vous substituez ce qui est « clair » pour vous à la position des différentes *classes* sur ce point. L'histoire de la révolution a démontré que le gouvernement de coalition des bourgeois avec les petits bourgeois, les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires, pratiquait une politique de maintien de la grande propriété foncière. La preuve a été faite surtout par la loi Maslov et l'arrestation des membres des comités agraires[128]. Sans la dictature du prolétariat, la « population paysanne » n'aurait pas vaincu le propriétaire foncier allié au capitaliste.)

...« Cependant, il n'y avait pas unanimité au sujet de la forme sous laquelle cela devait se faire. Diverses solutions s'offraient...» (Kautsky se préoccupe surtout de l'« unanimité » des « socialistes », quelles que soient les personnes qui se réclament de ce nom. Mais que les classes fondamentales de la société capitaliste doivent en venir à des solutions différentes, c'est ce qu'il oublie)... « Du point de vue socialiste, la solution la plus rationnelle eût été de transformer les grandes entreprises en propriété d'Etat, et de confier aux paysans, qui jusque-là y étaient occupés comme ouvriers salariés, la culture des grands domaines sous forme d'associations. Mais cette solution suppose une main-d'œuvre rurale comme n'en possède pas la Russie. Une autre solution eût été de transformer en propriété d'Etat la grande propriété foncière, de la partager en petits lots qu'auraient pris à bail les paysans possédant peu de terre. On aurait ainsi réalisé encore une parcelle de socialisme »...

Kautsky s'en tire, comme toujours, par le fameux : on doit reconnaître sans reconnaître tout en reconnaissant. Il *juxtapose* différentes solutions, sans songer à la question, — la seule réelle, la seule marxiste, — de savoir quelles doivent être les *transitions* du capitalisme au communisme dans telles ou telles conditions *particulières*. Il y a en Russie des salariés agricoles, mais ils ne sont pas nombreux, et Kautsky n'a pas touché à la question *posée* par le pouvoir soviétique de savoir comment passer à la culture de la terre par communes et par associations. Le plus curieux cependant, c'est que Kautsky veut voir une « parcelle de socialis-

me » dans la cession à bail de petits lots de terre. En réalité, c'est un mot d'ordre *petit-bourgeois* et il n'y a là *rien* de « socialiste ». Si l'« Etat » qui donne la terre à ferme *n'est pas* un Etat du type de la Commune, mais une république bourgeoise parlementaire (telle est précisément la sempiternelle hypothèse de Kautsky), la location de la terre par petits lots est une *réforme libérale* typique.

Kautsky ne souffle mot de l'abolition de *toute* propriété de la terre par le pouvoir soviétique. Bien pis. Il se livre à un incroyable escamotage en citant les décrets du pouvoir soviétique de façon à omettre l'essentiel.

Après avoir déclaré que « la petite production aspire à la propriété privée absolue des moyens de production », que la Constituante aurait été la « seule autorité » capable d'empêcher le partage (affirmation qui provoquera des éclats de rire en Russie, car chacun sait que les ouvriers et les paysans reconnaissent *uniquement* l'autorité des Soviets, et que la Constituante est devenue le mot d'ordre des Tchécoslovaques et des grands propriétaires fonciers), Kautsky poursuit :

« Un des premiers décrets du Gouvernement soviétique stipulait : 1. La grande propriété foncière est abolie immédiatement, sans aucune indemnité ; 2. Les domaines des propriétaires fonciers de même que toutes les terres des apanages, des couvents, de l'Eglise, avec tout leur cheptel mort et vif, leurs bâtiments et toutes leurs dépendances, passent à la disposition des comités agraires cantonaux, des Soviets des députés paysans de district, jusqu'à ce que la question de la terre soit réglée par l'Assemblée Constituante. »

Kautsky *ne cite que ces deux paragraphes* et conclut :

« La référence à l'Assemblée Constituante est restée lettre morte. En fait, les paysans des divers cantons pouvaient faire de la terre ce qu'ils voulaient » (p. 47).

Voilà des échantillons de la « critique » de Kautsky! Voilà un travail « scientifique » qui ressemble singulièrement à un faux. On veut faire croire au lecteur allemand que les bolchéviks ont capitulé devant la paysannerie dans la question de la propriété privée de la terre ! Que les bolchéviks ont laissé les paysans faire chez eux (« par cantons ») ce qu'ils voulaient au petit bonheur la chance.

En réalité, le décret cité par Kautsky — le premier décret rendu le 26 octobre 1917 (vieux style) — comporte non pas deux mais cinq articles, *plus* les huit articles du « Mandat », lequel — y est-il dit — « doit servir de guide ».

L'article 3 du décret stipule que les exploitations passent « *au peuple* », et qu'obligation est faite de dresser le « strict inventaire de tous les biens confisqués » et d'en assurer la « garde révolutionnaire rigoureuse ». Dans le Mandat il est dit que « le droit de propriété privée sur la terre est aboli pour toujours », que les « terrains comprenant des exploitations hautement développées » « *ne seront pas partagés* » ; que « tout le cheptel mort et vif des terres confisquées passe sans indemnité de rachat en jouissance exclusive à l'Etat ou aux communautés suivant la superficie et l'importance de ces terres », que « toutes les terres sont intégrées au fonds agraire national ».

Ensuite, en même temps qu'est prononcée la dissolution de l'Assemblée Constituante (5 janvier 1918), le III[e] Congrès des Soviets adopte une « Déclaration des droits du peuple travailleur et exploité », maintenant incluse dans la Loi fondamentale de la République des Soviets. L'article II, paragraphe I de cette Déclaration porte que « la propriété privée de la terre est abolie » et que « les domaines et entreprises agricoles modèles sont déclarés propriété nationale ».

Par conséquent, la référence à l'Assemblée Constituante *n'est pas* restée lettre morte, puisqu'une autre institution représentative nationale, dont l'autorité morale est infiniment plus grande aux yeux des paysans, a assumé la tâche de régler la question agraire.

Ensuite, le 6 (19) février 1918 fut promulguée la loi sur la socialisation de la terre qui, une fois de plus, confirme l'abolition de toute propriété de la terre et remet la gestion des terres et de *tout* le cheptel mort des *propriétés privées* aux autorités soviétiques, *sous le contrôle du pouvoir soviétique fédéral* ; cette gestion des terres a pour objet de

« développer les exploitations agricoles collectives plus avantageuses au point de vue de l'économie du travail et des produits, par absorption des exploitations individuelles, en vue d'assurer la transition à l'économie socialiste (art. 11, paragraphe *e*).

A la question essentielle : « Qui a le droit de jouir de la terre ? », cette loi, en instituant la jouissance *égalitaire* du sol, répond :

(Art. 20). « Dans les limites de la République Fédérative Soviétique de Russie, peuvent jouir de lots de terre en vue d'assurer les besoins publics et personnels : A) pour les œuvres éducatives culturelles : 1. L'Etat représenté par les organes du pouvoir soviétique (fédération, région, province, district, canton et commune). 2. Les organisations publiques (sous le contrôle et avec l'autorisation du pouvoir soviétique local). B) Aux fins d'exploitation agricole : 3. Les communes agricoles. 4. Les associations agricoles. 5. Les communautés rurales. 6. Les familles ou individus...

Le lecteur voit que Kautsky a complètement dénaturé les choses ; il a présenté au lecteur allemand la politique agraire et la législation agraire de l'Etat prolétarien en Russie, sous un jour absolument faux.

Kautsky n'a même pas su poser les questions théoriques importantes, fondamentales.

Ces questions, les voici :

1). Jouissance égalitaire du sol et

2) Nationalisation de la terre, — rapport de l'une et l'autre de ces mesures avec le socialisme en général et avec la transition du capitalisme au communisme en particulier.

3) Culture de la terre en commun, comme transition de la petite exploitation agricole morcelée à la grande exploitation collective. La façon dont cette question est posée dans la législation soviétique satisfait-elle aux exigences du socialisme ?

Sur la première question, il importe d'établir avant tout les deux faits essentiels que voici : a) compte tenu de l'expérience de 1905 (je me réfère par exemple à mon ouvrage traitant de la question agraire dans la première révolution russe), les bolchéviks ont marqué la portée démocratique-progressive, démocratique-révolutionnaire du mot d'ordre de jouissance égalitaire, aussi bien qu'en 1917, *avant* la Révolution d'Octobre, ils en ont parlé expressément ; b) en appliquant la loi sur la socialisation de la terre, — loi dont l'« âme » est le mot d'ordre de jouissance égalitaire du sol — les bolchéviks ont déclaré avec la plus grande précision et netteté : cette idée n'est pas la nôtre, nous ne sommes pas d'accord avec ce mot d'ordre, nous croyons de notre devoir de l'appliquer puisque telle est la revendication de l'immense

majorité des paysans. Or, l'idée et les revendications de la majorité des travailleurs, ce sont les travailleurs *eux-mêmes qui doivent les abandonner* : on ne peut ni les « annuler », ni « sauter » par-dessus. Nous, bolchéviks, nous *aiderons* les paysans à abandonner les mots d'ordre petits-bourgeois, pour *passer* le plus vite et le plus facilement possible aux mots d'ordre socialistes.

Un théoricien marxiste qui, par son analyse scientifique, voudrait aider la révolution ouvrière, devrait répondre, d'abord, s'il est vrai que l'idée de la jouissance égalitaire du sol a une importance démocratique-révolutionnaire, dans le sens de l'achèvement de la révolution démocratique-*bourgeoise*. Ensuite, les bolchéviks ont-ils eu raison de faire adopter par l'appoint de leurs voix (et en l'observant avec la plus grande loyauté) la loi petite-bourgeoise sur la jouissance égalitaire ?

Kautsky n'a même pas su *apercevoir* où est, du point de vue théorique, le nœud de la question !

Kautsky n'aurait jamais réussi à réfuter le caractère progressif et révolutionnaire de l'égalisation dans la révolution démocratique bourgeoise. Cette révolution ne peut aller au-delà. En allant jusqu'au bout, elle démontre devant les masses d'une façon d'*autant plus claire*, *plus rapide* et *plus facile*, l'*insuffisance* des solutions démocratiques bourgeoises, la nécessité de sortir de leur cadre, de passer au *socialisme*.

La paysannerie qui a renversé le tsarisme et les grands propriétaires fonciers rêve d'égalité dans la jouissance du sol, et aucune force au monde ne pourrait s'opposer aux paysans délivrés des propriétaires comme de l'Etat républicain parlementaire *bourgeois*. Les prolétaires disent aux paysans : Nous vous aiderons à parvenir jusqu'au capitalisme « idéal », car l'égalité dans la jouissance du sol c'est le capitalisme idéalisé au point de vue du petit producteur. Et en même temps, nous vous en montrerons l'insuffisance, la nécessité de passer à la culture collective de la terre.

Il serait intéressant de voir comment Kautsky s'y prendrait pour réfuter la justesse d'une *telle* direction de la lutte des paysans par le prolétariat !

Mais Kautsky a préféré éluder la question...

Ensuite, il a bel et bien trompé les lecteurs allemands en leur dissimulant que, *dans la loi* sur la terre, le pouvoir soviétique a donné *nettement* la préférence aux communes et aux associations qu'il a mises au premier plan.

Avec la paysannerie, jusqu'au bout de la révolution démocratique bourgeoise ; avec la partie pauvre, prolétarienne et semi-prolétarienne de la paysannerie, en avant vers la révolution socialiste ! Telle a été la politique des bolchéviks, et c'était la seule politique marxiste.

Mais Kautsky s'embrouille, incapable qu'il est de poser la moindre question ! D'une part, il *n'ose pas* dire que les prolétaires devraient se séparer des paysans à propos de la jouissance égalitaire du sol, car il sent l'absurdité d'une semblable rupture (au surplus, en 1905, alors qu'il n'était pas encore renégat, Kautsky défendit d'une façon claire et explicite l'alliance des ouvriers et des paysans comme condition du triomphe de la révolution). D'autre part, il cite complaisamment les platitudes libérales du menchévik Maslov, qui «démontre» le caractère utopique et réactionnaire de l'égalité petite-bourgeoise *du point de vue du socialisme*, et ne dit rien du caractère progressif et révolutionnaire de la lutte petite-bourgeoise pour l'égalité, pour l'égalisation, du *point de vue de la révolution démocratique bourgeoise*.

Il en résulte chez Kautsky une confusion sans fin. Notez que Kautsky (en 1918) *insiste* sur le caractère *bourgeois* de la révolution russe. Kautsky (en 1918) exige : Ne sortez pas de ce cadre ! Et ce même Kautsky voit une « parcelle *de socialisme* » (pour la révolution *bourgeoise*) dans la réforme *petite-bourgeoise*, dans la location de petits lots de terre aux paysans *pauvres* (c'est-à-dire dans une mesure qui se rapproche de l'égalisation) ! !

Comprenne qui pourra ! !

De surcroît, Kautsky révèle une incapacité de philistin à tenir compte de la politique réelle d'un parti donné. Il cite les *phrases* du menchévik Maslov *en fermant les yeux* sur la politique *r é e l l e* du parti menchévik en 1917, lorsque celui-ci, « coalisé » avec les propriétaires fonciers et les cadets, préconisait en fait la *réforme agraire des libéraux et l'entente avec les grands propriétaires fonciers* (témoin : les arrestations de membres des comités agraires et le projet de loi S. Maslov).

Kautsky n'a pas remarqué que les phrases de P. Maslov sur le caractère réactionnaire et utopique de l'égalité petite-bourgeoise masquaient en fait la politique menchévique d'*entente* entre paysans et grands propriétaires fonciers (c'est-à-dire duperie des paysans par les hobereaux), au lieu du renversement *révolutionnaire* des grands propriétaires fonciers par les paysans.

Un joli « marxiste », ce Kautsky !

Les bolchéviks ont précisément su distinguer d'une façon rigoureuse entre la révolution démocratique bourgeoise et la révolution socialiste : c'est en menant jusqu'au bout la première qu'ils ont ouvert la porte à la seconde. Seule politique révolutionnaire, seule politique marxiste.

Et c'est en vain que Kautsky reprend les mots d'esprit baveux des libéraux : « Nulle part et jamais encore les petits paysans n'ont passé à la production collective sous l'influence d'une propagande théorique » (p. 50).

Très spirituel !

Nulle part et jamais les petits paysans d'un grand pays n'ont été sous l'influence d'un Etat prolétarien.

Nulle part et jamais les petits paysans n'en étaient venus à une lutte de classe déclarée entre paysans pauvres et paysans riches, allant jusqu'à la guerre civile entre eux, *où* les pauvres auraient eu l'appui idéologique, politique, économique et militaire du pouvoir d'Etat prolétarien.

Nulle part et jamais la guerre n'a à ce point enrichi les spéculateurs et les riches, et ruiné en même temps la masse paysanne.

Kautsky reprend les vieilleries, il rumine une vieille pâture, craignant même de songer aux tâches nouvelles de la dictature du prolétariat.

Et si, cher monsieur Kautsky, les paysans *n'ont pas assez* d'instruments pour la petite production, et que l'Etat prolétarien les *aide* à se procurer des machines pour la culture collective de la terre, est-ce là de la « propagande théorique » ? — — —

Passons au problème de la nationalisation de la terre. Nos populistes, y compris tous les socialistes-révolutionnaires de gauche, nient que la mesure réalisée chez nous soit la nationalisation du sol ; ils font une erreur théorique.

Dans la mesure où nous restons dans le cadre de la production marchande et du capitalisme, abolir la propriété privée de la terre, c'est la nationaliser. Le mot « socialisation » n'exprime qu'une tendance, un désir, la préparation du passage au socialisme.

Dès lors, quelle doit être l'attitude des marxistes à l'égard de la nationalisation de la terre ?

Là aussi Kautsky ne sait même pas poser la question théorique ou — ce qui est encore pire — il élude à dessein la question, quoiqu'il connaisse — on le sait par les publications russes — les anciennes discussions des marxistes russes sur la nationalisation du sol, la municipalisation (remise des grands domaines aux administrations autonomes locales), sur le partage de la terre.

C'est une véritable insulte au marxisme que profère Kautsky en prétendant que la remise des grands domaines à l'Etat et leur cession à bail par petits lots aux paysans insuffisamment pourvus de terre réaliseraient une « parcelle de socialisme ». Nous avons déjà indiqué qu'il n'y a là rien de socialiste. Mieux : il n'y a là rien non plus de la révolution *démocratique bourgeoise* menée jusqu'au bout. Le grand malheur de Kautsky, c'est qu'il s'est fié aux menchéviks ! Il en est résulté un fait curieux : Kautsky, qui défend le caractère bourgeois de notre révolution et reproche aux bolchéviks de s'être avisés de marcher au socialisme, présente *lui-même* sous couleur de socialisme une réforme libérale, *sans mener cette réforme* jusqu'à l'élimination complète des survivances moyenâgeuses dans les rapports de la propriété foncière ! Comme ses conseilleurs menchéviks, Kautsky s'est montré le défenseur de la bourgeoisie libérale qui craint la révolution, au lieu de défendre une révolution démocratique bourgeoise conséquente.

En effet, pourquoi transformer en propriété nationale uniquement les grands domaines, et non toutes les terres ? La bourgeoisie libérale arrive à maintenir par là le maximum de l'ancien état de choses (c'est-à-dire le minimum d'esprit de suite dans la révolution) et la plus grande facilité de retour à cet ancien état de choses. La bourgeoisie radicale, c'est-à-dire celle qui entend mener la révolution bourgeoise jusqu'au bout, formule le mot d'ordre de *nationalisation du sol*.

A une époque très, très reculée — il y a près de vingt ans — Kautsky avait écrit un bel ouvrage marxiste sur la question agraire. Il ne peut donc ignorer les indications de Marx sur ce point, savoir que la nationalisation de la terre est justement un mot d'ordre *conséquent* de la *bourgeoisie*[129]. Kautsky ne peut ignorer la polémique de Marx contre Rodbertus et ses remarquables éclaircissements dans les *Théories de la plus-value*, où il montre d'une façon saisissante l'importance révolutionnaire, dans le sens démocratique bourgeois, de la nationalisation du sol.

Le menchévik P. Maslov, que Kautsky a si malencontreusement choisi comme conseilleur, niait que les paysans russes pussent consentir à la nationalisation de toute la terre (y compris la terre des paysans). Cette conception de Maslov pouvait, jusqu'à un certain point, être liée à sa théorie « originale » (qui copie les critiques bourgeois de Marx) par laquelle il nie la rente absolue et reconnaît la « loi» (ou le « fait », selon le mot de Maslov), de la « fertilité décroissante du sol ».

En réalité, déjà pendant la révolution de 1905, il était apparu que l'immense majorité des paysans de Russie — communautaires et individuels — étaient pour la nationalisation de toutes les terres. La révolution de 1917 confirma la chose, et après la prise du pouvoir par le prolétariat, la fit aboutir. Les bolchéviks restèrent fidèles au marxisme : ils ne cherchèrent point (en dépit de Kautsky qui nous en accuse sans l'ombre d'une preuve) à « sauter » par-dessus la révolution démocratique bourgeoise. En premier lieu, les bolchéviks aidèrent les idéologues démocrates bourgeois de la paysannerie, les plus radicaux, les plus révolutionnaires, les plus proches du prolétariat, c'est-à-dire les socialistes-révolutionnaires de gauche, à réaliser ce qui était en fait la nationalisation de la terre. La propriété privée du sol fut abolie en Russie dès le 26 octobre 1917, c'est-à-dire dès le premier jour de la Révolution socialiste prolétarienne.

C'est ainsi que fut posé le fondement le plus parfait du point de vue du développement du capitalisme (ce que Kautsky ne saurait nier sans rompre avec Marx), en même temps que fut établi le régime agraire *le plus souple* pour le passage au socialisme. Du point de vue démocratique bourgeois, la paysannerie révolutionnaire russe *ne peut*

aller plus loin ; car de ce point de vue, *il ne saurait y avoir* rien de plus « idéal » ni rien de plus « radical » (de ce point de vue) que la nationalisation et la jouissance égalitaire du sol. Ce sont les bolchéviks, et les bolchéviks seuls qui, du fait même de la victoire de la révolution *prolétarienne*, ont aidé la paysannerie à achever réellement la révolution démocratique bourgeoise. Et c'est ainsi seulement qu'ils ont fait le maximum pour faciliter et hâter la transition à la révolution socialiste.

On peut juger par là de l'incroyable confusion qu'offre Kautsky à ses lecteurs, lui qui accuse les bolchéviks de ne pas comprendre le caractère bourgeois de la révolution alors qu'il s'écarte lui-même du marxisme au point de *passer sous silence* la nationalisation de la terre et de présenter la réforme agraire libérale la moins révolutionnaire (du point de vue bourgeois), comme une « parcelle de socialisme » ! — —

Nous en venons à la troisième des questions que nous avons soulevées plus haut. Il s'agit de savoir dans quelle mesure la dictature du prolétariat en Russie a tenu compte de la nécessité de passer à la culture collective de la terre. Là encore Kautsky commet quelque chose qui ressemble singulièrement à un faux : il ne cite que les « thèses » d'un bolchévik préconisant le passage au travail en commun de la terre. Après avoir cité une de ces thèses, notre « théoricien » s'exclame d'un air de triomphe :

« Par malheur, le fait de proclamer une tâche ne signifie pas encore qu'on s'en soit acquitté. L'agriculture collective en Russie est encore, pour le moment, condamnée à rester sur le papier. Nulle part et jamais encore les petits paysans n'ont passé à la production collective par l'effet d'une propagande théorique » (p. 50).

Nulle part et jamais encore il n'y eut fraude littéraire égale à celle que commet Kautsky. Il cite des « thèses », mais ne dit rien de la *loi* du pouvoir soviétique. Il parle de « propagande théorique » mais ne dit rien du pouvoir d'Etat prolétarien, qui détient usines et marchandises ! Tout ce qu'en 1899 le marxiste Kautsky écrivit dans *la Question agraire* sur les moyens dont dispose l'Etat prolétarien pour amener graduellement les petits paysans au socialisme, le renégat Kautsky l'a oublié en 1918.

Certes, les quelques centaines de communes agricoles et d'exploitations soviétiques (c'est-à-dire de grandes propriétés cultivées par des associations d'ouvriers au compte de l'Etat), soutenues par l'Etat, c'est fort peu. Mais peut-on appeler « critique » le mutisme de Kautsky sur ce fait ?

La nationalisation de la terre opérée en Russie par la dictature du prolétariat a le mieux assuré l'achèvement de la révolution démocratique bourgeoise, même pour le cas où la victoire de la contre-révolution nous ramènerait de la nationalisation au partage (j'ai analysé spécialement cette éventualité dans un opuscule sur le programme agraire des marxistes dans la révolution de 1905). En outre, la nationalisation de la terre a donné à l'Etat prolétarien le maximum de possibilités pour passer au socialisme dans l'agriculture.

Résumons : Kautsky nous offre, en fait de théorie, un incroyable salmigondis et il abandonne complètement le marxisme ; en pratique, il montre sa servilité devant la bourgeoisie et le réformisme bourgeois. Belle critique, en vérité !

* *
*

Kautsky commence son « analyse économique » de l'industrie par le magnifique raisonnement que voici :

Il y a en Russie une grande industrie capitaliste. Ne serait-il pas possible d'édifier sur cette base la production socialiste ? « On pourrait le penser, si le socialisme consistait dans l'appropriation par les ouvriers de telles mines et fabriques afin d'exploiter chacune d'elles séparément » (p. 52). « Au moment même où j'écris ces lignes, le 5 août, ajoute Kautsky, on me fait part d'un discours prononcé le 2 août par Lénine, dans lequel il aurait dit : « Les ouvriers tiennent solidement les fabriques dans leurs mains, et les paysans ne rendront pas la terre aux propriétaires fonciers. » Le mot d'ordre « L'usine aux ouvriers, la terre aux paysans » a été jusqu'ici une revendication anarcho-syndicaliste et non social-démocrate » (pp. 52-53).

Nous avons reproduit en entier ce passage, afin que les ouvriers russes qui auparavant respectaient Kautsky — à juste titre, — se rendent compte eux-mêmes des procédés de ce transfuge passé à la bourgeoisie.

Songez un peu : le 5 août, alors qu'il y avait déjà quantité de décrets sur la nationalisation des fabriques en Russie, et que les ouvriers ne s'étaient « approprié » aucune de ces fabriques, mais que *toutes* étaient devenues la propriété de la République, le 5 août, Kautsky, en se basant sur une interprétation manifestement malhonnête d'une phrase de mon discours, insinue à ses lecteurs allemands l'idée qu'en Russie les fabriques sont transmises individuellement aux ouvriers ! Après cela, tout au long de dizaines et de dizaines de lignes, Kautsky ressasse que l'on ne doit pas remettre séparément les fabriques aux ouvriers !

Ce n'est pas là une critique, mais un procédé de valet de la bourgeoisie, embauché par les capitalistes pour calomnier la révolution ouvrière.

Il faut transmettre les usines à l'Etat, ou à la commune, ou aux sociétés de consommation, écrit encore et encore Kautsky. Et finalement il ajoute :

« C'est cette voie qu'on cherche maintenant à suivre en Russie... » Maintenant ! ! ! Qu'est-ce à dire ? En août ? Kautsky n'aurait-il pu demander à ses Stein, Axelrod ou autres amis de la bourgeoisie russe de lui traduire tout au moins un décret sur les fabriques ?

« ...Jusqu'où on est allé, on ne le voit pas encore. Ce côté de la République soviétique est en tout cas du plus haut intérêt pour nous, mais, malheureusement, il flotte encore tout à fait dans les ténèbres. Sans doute, on ne manque pas de décrets»... [C'est pourquoi Kautsky méconnaît leur *contenu* ou le cache à ses lecteurs !], «mais on n'a pas d'informations précises sur l'effet de ces décrets. La production socialiste est impossible sans une statistique ample, détaillée, sûre et d'information rapide. C'est ce que la République soviétique n'a pas encore pu créer jusqu'ici. Ce que nous apprenons de son activité économique est extrêmement contradictoire et impossible à vérifier. C'est là aussi un des résultats de la dictature et de l'écrasement de la démocratie. Il n'y a ni liberté de presse, ni liberté de parole... » (p. 53).

Voilà comment on écrit l'histoire ! Dans la presse « libre » des capitalistes et des partisans de Doutov, Kautsky aurait pu puiser des renseignements sur les fabriques passant aux ouvriers... A la vérité, ce « savant sérieux » placé au-dessus des classes est impayable ! Kautsky ne veut rien savoir des faits innombrables attestant que les fabriques sont transmises *uniquement* à la République, qu'elles sont gérées par un organisme du pouvoir des Soviets, le Conseil

supérieur de l'économie nationale, composé principalement de délégués des syndicats ouvriers. Opiniâtrement, avec l'obstination de l'« homme sous cloche de verre », il ne fait que répéter : Donnez-moi une démocratie pacifique, sans guerre civile, sans dictature, avec une bonne statistique. (La République soviétique a créé un service de statistique, composé des meilleurs statisticiens de Russie, mais il va de soi qu'il est impossible d'obtenir vite une statistique idéale.) En un mot, une révolution sans révolution, sans lutte acharnée, sans violences, voilà ce qu'exige Kautsky. C'est comme si l'on exigeait une grève sans le déchaînement des passions entre ouvriers et patrons. Le moyen de distinguer un tel « socialiste » d'un quelconque fonctionnaire libéral !

Et, s'appuyant sur ces « matériaux concrets », c'est-à-dire en omettant avec le plus parfait mépris les faits sans nombre, Kautsky « conclut » :

« Il est douteux qu'en fait de réalisations pratiques véritables, et non de décrets, le prolétariat russe ait obtenu dans la République des Soviets plus qu'il n'aurait reçu de la Constituante où, comme dans les Soviets, prédominaient des socialistes, quoique d'une autre nuance » (p. 58).

Une perle, n'est-il pas vrai ? Nous conseillons aux admirateurs de Kautsky de diffuser cet apophtegme aussi largement que possible parmi les ouvriers russes. En vérité, Kautsky n'aurait pu fournir une meilleure preuve de sa déchéance politique, Kérenski, lui aussi, était un « socialiste », camarades ouvriers, seulement « d'une autre nuance »! L'historien Kautsky se contente de l'épithète, du titre que se sont « approprié » les socialistes-révolutionnaires de droite et les menchéviks. Quant aux faits attestant que sous Kérenski les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires de droite appuyaient la politique impérialiste et les brigandages de la bourgeoisie, l'historien Kautsky ne veut pas en entendre parler. Que l'Assemblée Constituante ait donné la majorité justement à ces héros de la guerre impérialiste et de la dictature de la bourgeoisie, cela il le passe discrètement sous silence. Et c'est ce qui veut être une « analyse économique »!..

Pour terminer, voici encore un échantillon de cette « analyse économique » :

« ... Après neuf mois d'existence, la République soviétique, au lieu d'étendre le bien-être général, s'est vue obligée d'expliquer d'où provenait la misère générale » (p. 41).

Les cadets nous ont habitués à ce genre de raisonnements. C'est ainsi que raisonnent tous les serviteurs de la bourgeoisie en Russie. Donnez-nous donc, disent-ils, le bien-être général après neuf mois, au bout de quatre années de guerre désastreuse, alors que le capital étranger favorise, par tous les moyens, le sabotage et les insurrections de la bourgeoisie en Russie. *En fait*, il n'existe plus aucune différence, pas l'ombre d'une différence entre Kautsky et un bourgeois contre-révolutionnaire. Les discours sucrés accommodés « au socialisme » reprennent ce que disent brutalement, sans ambages, sans fard, les partisans de Kornilov, Doutov et Krasnov en Russie.

* *
*

Ces lignes ont été écrites le 9 novembre 1918. Dans la nuit du 9 au 10, la nouvelle parvenait d'Allemagne que la révolution avait pris un départ victorieux, d'abord à Kiel et dans les autres villes du Nord et du littoral, où le pouvoir est passé aux mains des Soviets des députés ouvriers et soldats, puis à Berlin, où le Soviet a également pris le pouvoir en main.

La conclusion qu'il me restait à écrire pour ma brochure sur Kautsky et la révolution prolétarienne devient superflue.

10 novembre 1918

Annexe I

THESES SUR L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE [130]

Annexe II

UN NOUVEAU LIVRE DE VANDERVELDE SUR L'ETAT

Ce n'est qu'après avoir lu le livre de Kautsky qu'il m'a été donné de prendre connaissance de celui de Vandervelde : *le Socialisme contre l'Etat* (Paris 1918). La comparaison de ces deux livres s'impose d'elle-même. Kautsky est le chef idéologique de la II[e] Internationale (1889-1914) ; Vandervelde en est le représentant officiel, en sa qualité de président du Bureau socialiste international[131]. Tous deux incarnent la faillite complète de la II[e] Internationale ; « savamment », avec toute l'adresse de journalistes expérimentés, tous deux couvrent de vocables marxistes cette faillite, leur propre krach et leur passage aux côtés de la bourgeoisie. L'un nous montre de façon saisissante ce qu'il y a de typique dans l'opportunisme allemand, lourd, abstrait, et qui falsifie grossièrement le marxisme en l'amputant de ce qui est inacceptable pour la bourgeoisie. L'autre est typique de la variété romane — on peut dire dans une certaine mesure, de la variété ouest-européenne (dans le sens qu'elle se situe à l'occident de l'Allemagne) — de l'opportunisme dominant. Variété plus souple, moins lourde, et qui falsifie plus subtilement le marxisme au moyen de ce même procédé essentiel.

Tous deux déforment radicalement la doctrine de Marx sur l'Etat aussi bien que sa doctrine sur la dictature du prolétariat ; ce faisant, Vandervelde s'arrête davantage à la première question, Kautsky à la seconde. Tous deux estompent la liaison étroite, indissoluble, qui existe entre l'une et l'autre. Tous deux sont révolutionnaires et marxistes en paroles, renégats en fait : ils tendent leurs efforts pour *se dérober* à la révolution. Ni chez l'un ni chez l'autre

on ne trouve la moindre trace de ce qui inspire l'œuvre entière de Marx et d'Engels, et qui distingue le socialisme réel de sa caricature bourgeoise, c'est-à-dire l'analyse de la révolution *en opposition* avec les tâches réformistes, l'analyse de la tactique révolutionnaire en opposition avec la tactique réformiste, l'analyse du rôle du prolétariat dans l'*anéantissement* du système ou de l'ordre, du régime d'esclavage salarié, en opposition avec le rôle du prolétariat des « grandes » puissances, qui partage avec la bourgeoisie une parcelle du surprofit et du surbutin impérialistes de cette dernière.

Voici quelques-uns des développements fondamentaux de Vandervelde à l'appui de cette appréciation.

Tout comme Kautsky, Vandervelde cite Marx et Engels avec un zèle extrême. Et à l'exemple de Kautsky, il cite de Marx et d'Engels tout ce qu'on veut, *sauf* ce qui est absolument inacceptable pour la bourgeoisie, ce qui distingue le révolutionnaire du réformiste. Tout ce que l'on veut en ce qui concerne la conquête du pouvoir politique par le prolétariat, puisque pratiquement la chose est déjà confinée dans un cadre exclusivement parlementaire. Que Marx et Engels aient jugé nécessaire, après l'expérience de la Commune, de compléter le *Manifeste communiste* partiellement vieilli par l'explication de cette vérité que la classe ouvrière ne peut pas simplement s'emparer de la machine d'Etat toute prête, qu'elle doit la *démolir*, là-dessus *pas le moindre mot* ! Vandervelde, de même que Kautsky, comme s'ils s'étaient entendus, passe sous un silence absolu ce qu'il y a justement de plus essentiel dans l'*expérience* de la révolution prolétarienne, ce qui distingue justement la révolution prolétarienne des réformes bourgeoises.

De même que Kautsky, Vandervelde parle de la dictature du prolétariat pour s'y dérober. Kautsky l'a fait en usant de falsifications grossières. Vandervelde s'en tire d'une façon plus subtile. Dans le paragraphe correspondant, le paragraphe 4, sur la « conquête du pouvoir politique par le prolétariat », il consacre le point « *b* » à la question de la « dictature collective du prolétariat » ; il « cite » Marx et Engels (je le répète : en omettant justement ce qui a trait au plus essentiel, à la *démolition* de la vieille machine d'Etat de la démocratie bourgeoise), et il conclut :

« ... Telle est bien, en effet, l'idée que l'on se fait communément, dans les milieux socialistes, de la révolution sociale : une nouvelle Commune, cette fois victorieuse, non plus sur un seul point, mais dans les principaux centres du monde capitaliste.

Hypothèse ; mais hypothèse qui n'a rien d'improbable, en ces temps où il apparaît déjà que l'après-guerre connaîtra, dans nombre de pays, des antagonismes de classes et des convulsions sociales inouïes. »

Seulement, si l'échec de la Commune de Paris — sans parler des difficultés de la révolution russe — prouve quelque chose, c'est bien l'impossibilité de venir à bout du régime capitaliste aussi longtemps que le prolétariat ne sera pas suffisamment préparé à exercer le pouvoir que les circonstances pourraient lui faire tomber dans les mains » (p. 73).

Et plus rien, absolument, quant au fond !

Les voilà bien les chefs et représentants de la IIe Internationale ! En 1912 ils signent le *Manifeste de Bâle*, où ils parlent expressément de la liaison entre la guerre qui allait éclater en 1914 et la révolution prolétarienne dont ils faisaient nettement entrevoir la *menace*. Et lorsque la guerre est venue et qu'une situation révolutionnaire s'est créée, ils commencent, ces Kautsky et ces Vandervelde, à se dérober à la révolution. Pensez donc, une révolution du type de la Commune ne serait qu'une hypothèse, laquelle n'est pas invraisemblable ! Développement tout à fait analogue à celui de Kautsky sur le rôle possible des Soviets en Europe.

Mais ce raisonnement est celui de tout *libéral* instruit qui, aujourd'hui, conviendra à coup sûr que la nouvelle commune « n'est pas invraisemblable » ; que les Soviets auront à jouer un grand rôle, etc. Le révolutionnaire prolétarien se distingue du libéral en ce sens que, comme théoricien, il analyse précisément la nouvelle signification de la Commune et des Soviets en tant que *type d'Etat*. Vandervelde *passe sous silence* tout ce qu'exposent en détail, à ce sujet, Marx et Engels, lorsqu'ils analysent l'expérience de la Commune.

Comme praticien, comme politique, le marxiste aurait dû établir que seuls des traîtres au socialisme pourraient maintenant se dérober à cette tâche : établir la nécessité de la révolution prolétarienne (du type de la Commune, du type des Soviets, ou, admettons, d'un troisième type), expliquer la nécessité de s'y préparer, faire la propagande dans les masses en faveur de la révolution, réfuter les préjugés petits-bourgeois hostiles à la révolution, etc.

Ni Kautsky ni Vandervelde n'en font rien, justement parce qu'ils sont eux-mêmes traîtres au socialisme, désireux de conserver auprès des ouvriers une réputation de socialistes et de marxistes.

Considérez l'aspect théorique du problème.

L'Etat, en république démocratique également, n'est pas autre chose qu'une machine d'oppression d'une classe par une autre. Kautsky connaît cette vérité, il la reconnaît, la partage, mais... il élude la question majeure, celle de savoir quelle est la classe que doit réprimer le prolétariat, pourquoi et par quels moyens il doit le faire après avoir instauré l'Etat prolétarien.

Vandervelde connaît, reconnaît, partage et cite cette thèse fondamentale du marxisme (p. 72 de son livre), mais... il ne souffle mot de ce sujet « désagréable » (pour messieurs les capitalistes) : *la répression de la résistance des exploiteurs*!!

Vandervelde, de même que Kautsky, passe complètement sous silence ce sujet « désagréable ». Et c'est en cela que consiste leur reniement.

Vandervelde, de même que Kautsky, est passé maître dans l'art de substituer l'éclectisme à la dialectique. On doit reconnaître sans reconnaître tout en reconnaissant. D'une part, on peut entendre par Etat le «corps d'une nation » (voir le dictionnaire Littré, — ouvrage scientifique, il n'y a pas à dire, — p. 87 chez Vandervelde) ; d'autre part, on peut entendre par Etat le « gouvernement » (ibidem). Cette savantissime platitude, Vandervelde la reproduit, en l'approuvant, *à côté* des citations de Marx.

Le sens marxiste du mot « Etat » se distingue du sens ordinaire, écrit Vandervelde. Des « malentendus » sont par conséquent possibles. « L'Etat, chez Marx et Engels, ce n'est pas l'Etat au sens large, l'Etat organe de gestion, l'Etat représentant des intérêts généraux de la société. C'est l'Etat-pouvoir, l'Etat organe d'autorité, l'Etat instrument de domination d'une classe sur une autre » (Vandervelde, pp. 75-76).

Pour ce qui est de la destruction de l'Etat, Marx et Engels n'en parlent que dans le second sens ... « Des affirmations trop absolues risqueraient de devenir inexactes. Entre l'Etat capitaliste, fondé sur la domination exclusivement d'une classe et l'Etat prolétarien poursuivant

l'abolition des classes, il y a bien des intermédiaires » (p. 156).

Voilà la « manière » de Vandervelde, manière qui ne se distingue que très peu de celle de Kautsky, et qui, en substance, lui est identique. La dialectique nie les vérités absolues, en expliquant comment s'opère le passage d'un contraire dans un autre et en montrant le rôle des crises dans l'histoire. L'éclectique ne veut pas d'affirmations « trop absolues », afin de glisser sous main son désir petit-bourgeois, philistin, de remplacer la révolution par des « *intermédiaires* ».

Que l'intermédiaire entre l'Etat organe de domination de classe des capitalistes, et l'Etat organe de domination du prolétariat, soit justement la *révolution* qui consiste à *renverser* la bourgeoisie et à *briser*, à démolir *sa* machine d'Etat, cela les Kautsky et les Vandervelde le taisent.

Que la dictature de la bourgeoisie doive être remplacée par la dictature d'*une seule* classe, le prolétariat ; qu'après les « intermédiaires » de la *révolution* viennent les « intermédiaires » du dépérissement graduel de l'Etat prolétarien, là-dessus les Kautsky et les Vandervelde jettent le voile.

C'est en cela que consiste leur reniement politique.

C'est en cela que consiste, théoriquement, philosophiquement, la substitution de l'éclectisme et de la sophistique à la dialectique. La dialectique est concrète et révolutionnaire. La « transition » de la dictature d'une classe à la dictature d'une autre classe, elle la distingue de la « transition » de l'Etat prolétarien démocratique au non-Etat (« dépérissement de l'Etat »). L'éclectisme et la sophistique des Kautsky et des Vandervelde escamotent, pour complaire à la bourgeoisie, tout ce qu'il y a de concret et de précis dans la lutte des classes, en lui substituant l'idée générale de « transition » où l'on peut faire rentrer (et où les *neuf dixièmes* des *social-démocrates* officiels de notre époque *font rentrer*) le reniement de la révolution !

Vandervelde, comme éclectique et sophiste, est un peu plus habile, plus fin que Kautsky, puisque au moyen de la *phrase* : « transition de l'Etat dans le sens étroit, à l'Etat au sens large », on peut éluder tous les problèmes de la révolution, quels qu'ils soient ; on peut éluder toute la différence qu'il y a entre révolution et réforme, voire la

différence entre marxiste et libéral. Car, quel est le bourgeois instruit à l'européenne qui s'aviserait de nier « en général » les « intermédiaires » dans ce sens « général » ?

« Il ne saurait être question, — et, sur ce point, nous nous rencontrons avec Guesde, écrit Vandervelde, de socialiser les principaux moyens de production et d'échange, sans réaliser, au préalable, les deux conditions suivantes :

1° La transformation de l'Etat actuel, organe de domination d'une classe sur une autre, en ce que Menger appelle l'Etat populaire du travail, par la conquête du pouvoir politique par le prolétariat.

2° La séparation de l'Etat, organe d'autorité, et de l'Etat, organe de gestion, ou, pour reprendre les expressions saint-simoniennes, du gouvernement des hommes et de l'administration des choses » (p. 89).

Les deux points, Vandervelde les met en italique, en soulignant particulièrement leur signification. Mais c'est bien là une pure salade éclectique, la rupture totale avec le marxisme ! Car enfin, l'«Etat populaire du travail » n'est qu'une réédition du vieil « Etat populaire libre», qu'affichaient les social-démocrates allemands des années 70, et qu'Engels a flétri comme une absurdité[132]. L'expression « Etat populaire du travail » est une phrase digne d'un démocrate petit-bourgeois (dans le genre de notre socialiste-révolutionnaire de gauche), phrase qui remplace les notions de classe par les notions *hors classe*. Vandervelde met sur le même plan la conquête du pouvoir politique *par le prolétariat* (par une seule *classe*) et l'Etat « populaire », sans s'apercevoir qu'il n'en résulte que confusion. Même confusion chez Kautsky avec sa « démocratie pure », même méconnaissance petite-bourgeoise et antirévolutionnaire des problèmes de la révolution de classe, de la dictature prolétarienne de classe, de l'Etat de *classe* (prolétarien).

Poursuivons. Le gouvernement des hommes ne disparaîtra et ne fera place à l'administration des choses que lorsque *tout* Etat aura disparu. Par cette perspective relativement éloignée, Vandervelde voile, estompe la tâche *de demain* : le *renversement* de la bourgeoisie.

Là encore ce procédé équivaut à s'aplatir devant la bourgeoisie libérale. Le libéral veut bien parler de ce qui se passera le jour où les hommes n'auront plus besoin d'être gouvernés. Pourquoi ne pas s'adonner à ces rêveries inoffensives ? Mais en ce qui concerne la répression par le prolétariat de la bourgeoisie qui résiste à son expropriation,

mieux vaut n'en rien dire. L'intérêt de classe de la bourgeoisie le commande.

« Le socialisme contre l'Etat. » C'est un coup de chapeau tiré par Vandervelde au prolétariat. Il n'est pas difficile de tirer un coup de chapeau. Tout politicien « démocrate » sait saluer ses électeurs. Et à la faveur de ce « coup de chapeau», on fait passer la camelote antirévolutionnaire, antiprolétarienne.

Vandervelde réédite par le détail Ostrogorski[133] quand il dit combien de duperie, de violence, de corruption, de mensonge, d'hypocrisie, d'oppression des pauvres, se cachent sous les dehors civilisés, vernis, pommadés de la démocratie bourgeoise contemporaine. Mais Vandervelde n'en tire pas de conclusion. Il ne remarque point que la démocratie bourgeoise réprime la masse laborieuse et exploitée, tandis que la *démocratie prolétarienne* aura à *réprimer la bourgeoisie*. Kautsky et Vandervelde ferment les yeux là-dessus. L'intérêt de classe de la bourgeoisie derrière laquelle se traînent ces petits bourgeois, traîtres au marxisme, *exige* que cette question soit éludée, qu'on la passe sous silence, ou qu'on nie expressément la nécessité de cette répression.

L'éclectisme petit-bourgeois contre le marxisme, la sophistique contre la dialectique, le réformisme philistin contre la révolution prolétarienne, voilà comment il aurait fallu intituler le livre de Vandervelde.

PROJET DE DECRET SUR L'APPLICATION DU CONTROLE D'ETAT[134]

Sur la question de l'application du contrôle d'Etat, en vue de réglementer le travail et d'élever la capacité de défense, la majorité de la commission s'est prononcée en faveur d'un contrôle volant, c'est-à-dire en faveur de l'envoi de groupes ou de commissions investis de pouvoirs étendus pour inspecter les différents établissements.

Présenter des données de fait concrètes, numériques, sur les forces dont nous disposons (tout d'abord parmi les membres du parti, puis les sans-parti, mais des gens d'une bonne foi absolue) afin de pratiquer un contrôle effectif. Le nombre de spécialistes des différentes branches ; le nombre de camarades expérimentés en matière d'administration, pour assurer la gestion.

Les tâches du contrôle sont de deux sortes :

La plus simple est la vérification des stocks, des produits alimentaires, etc.

Une tâche plus complexe consiste à vérifier l'exécution, à lutter contre le sabotage et à le démasquer totalement ; à vérifier le système d'organisation des travaux ; à assurer la *productivité* maximum du travail, etc.

Avant tout, on doit améliorer la situation dans les commissariats du *Ravitaillement* et des *Voies de communication.*

Ecrit le 3 décembre 1918 — *Conforme au manuscrit*

Publié pour la première fois en 1931

DISCOURS AU CONGRES DES SOVIETS, DES COMITES DE PAYSANS PAUVRES ET DES COMITES DE DISTRICT DU P.C.(b)R. DE LA PROVINCE DE MOSCOU LE 8 DECEMBRE 1918

BREF COMPTE RENDU DE PRESSE

(Vifs applaudissements.) Les événements des dernières semaines en Autriche et en Allemagne, commence le camarade Lénine, ont montré que nous avions raison, dans notre appréciation de la situation internationale, de tenir compte d'une manière précise, claire et juste, pour fonder notre politique, de toutes les conséquences d'une guerre de quatre ans qui, de guerre des capitalistes pour le partage du butin, s'est transformée en guerre des capitalistes contre le prolétariat de tous les pays. La révolution a eu du mal à éclater en Europe occidentale, mais, une fois déclenchée, elle se développe plus vite, plus fermement que la nôtre et elle est mieux organisée.

Après avoir noté que le mouvement ouvrier des autres pays nous venait en aide, et appelé à tendre toutes nos forces, le camarade Lénine constate que chaque mois de notre existence, chèrement défendue, nous rapproche d'une victoire durable.

Abordant ensuite le problème de l'heure, les réélections des Soviets de canton et de village, le camarade Lénine souligne que toutes les difficultés d'une organisation indépendante des travailleurs à partir de la base seront surmontées si l'on se rend compte que le pouvoir doit s'appuyer sur les ouvriers, sur la paysannerie pauvre et moyenne, qui, de l'avis de Vladimir Ilitch, ne nous est pas hostile,

mais ne fait qu'hésiter et passera de notre côté, à mesure que le pouvoir des Soviets se consolidera.

Nous avons inauguré une œuvre, dit en terminant le camarade Lénine, qui sera menée à bonne fin par les travailleurs du monde entier. (A p p l a u d i s s e m e n t s p r o l o n g é s.)

« Izvestia du Comité exécutif central de Russie » n° 271, le 11 décembre 1918

Conforme au texte des « Izvestia du Comité exécutif central de Russie »

DISCOURS AU IIIe CONGRES DES COOPERATIVES OUVRIERES[135] LE 9 DECEMBRE 1918

(Ovation enthousiaste.) Camarades, les coopératives ouvrières se trouvent aujourd'hui en face de tâches d'une extrême importance dans le domaine économique ainsi que dans le domaine politique. Les unes et les autres sont à présent étroitement et indissolublement liées entre elles, dans le sens de la lutte économique et politique. En ce qui concerne les tâches immédiates de la coopération, je voudrais souligner l'importance de la « politique d'entente avec les coopératives ». Cette entente, dont on a tant parlé ces derniers temps dans la presse, se distingue foncièrement de la notion de conciliation avec la bourgeoisie, qui est une trahison. L'accord dont nous parlons en ce moment est d'un genre tout à fait particulier. Il existe une différence énorme entre l'entente du gouvernement soviétique avec l'Allemagne, ce qui a donné certains résultats, et la conciliation nuisible, néfaste au plus haut point pour le pays, de la classe ouvrière avec la bourgeoisie. Je parle de la trahison totale à l'égard de la lutte de classe aussi bien que des principes fondamentaux du socialisme, sous le couvert de cet accord. Pour les socialistes qui se donnent comme tâche déterminée la lutte contre la bourgeoisie et la lutte contre le capital, cette différence va de soi.

Nous savons tous fort bien que notre lutte de classe ne peut avoir qu'une seule et unique issue : la reconnaissance du pouvoir du capital, ou bien du pouvoir de la classe ouvrière. Nous savons que toutes les tentatives faites par les partis petits-bourgeois de fonder et de mettre en œuvre leur politique sont d'avance vouées à l'échec le plus complet.

Nous avons vu clairement, nous avons connu une série de tentatives de tels ou tels partis et groupes de la petite bourgeoisie qui s'efforçaient de poursuivre leur politique ; et nous voyons que toutes ces tentatives des forces intermédiaires doivent essuyer un échec. En raison de conditions parfaitement déterminées, il n'y a que deux forces centrales, situées à deux pôles complètement opposés, capables d'exercer leur domination en Russie, capables d'aiguiller son destin d'un côté ou de l'autre. Je dirais plus : le monde entier est édifié et gouverné par l'une ou l'autre de ces forces centrales. En ce qui concerne la Russie, on peut affirmer nettement que seule l'une d'elles est en mesure, par suite de certaines conditions de la vie économique, de prendre la tête du mouvement. Les autres, les forces intermédiaires, sont nombreuses, mais elles ne peuvent jamais avoir une importance décisive dans la vie du pays.

A l'heure actuelle, le pouvoir des Soviets doit envisager la question de son entente avec les coopératives. En avril, nous nous sommes écartés des buts que nous nous étions fixés et nous avons fait des concessions. Naturellement, les coopératives de classe ne doivent pas exister dans un pays où toutes les classes sont en voie de suppression ; mais, je le répète, les conditions de l'heure exigeaient un certain délai que nous avons respecté, en acceptant un retard de quelques mois. Néanmoins, nous savons tous que dans notre pays, le pouvoir n'abandonnera jamais la position qu'il occupe aujourd'hui. Nous avons dû faire cette concession, parce que, à ce moment-là, nous étions isolés dans le monde entier et notre concession s'explique par la difficulté de notre travail. Par suite des tâches économiques que le prolétariat avait assumées, nous devions admettre et maintenir certaines habitudes des couches de la petite bourgeoisie. En cette matière, il s'agit avant tout de la nécessité, quelle que soit la voie suivie, de diriger et de coordonner l'activité de la masse des travailleurs et des exploités dans son ensemble. Nous devons nous rappeler sans cesse ce que le prolétariat exige de nous. Le pouvoir populaire est tenu à prendre en considération le fait que les différentes couches de la petite bourgeoisie se joindront de plus en plus résolument à la classe ouvrière dirigeante, lorsque la vie aura montré qu'en définitive il n'y a pas de choix, que les espoirs d'une

solution moyenne touchant l'Etat sont définitivement dissipés. Touts ces beaux mots d'ordre : volonté du peuple, Assemblée Constituante, etc..., qui couvraient les demi-mesures, ont été balayés d'un seul coup, quand la véritable volonté du peuple a commencé à s'exprimer. Vous voyez vous-mêmes ce qui s'est produit, vous voyez que tous ces mots d'ordre, mots d'ordre de demi-mesures, ont volé en éclats. A l'heure actuelle, nous voyons qu'il en est ainsi non seulement en Russie, mais à l'échelle de la révolution mondiale.

Je voudrais établir la différence entre la politique de conciliation qui avait provoqué une haine si terrible dans l'ensemble de la classe ouvrière, et la politique d'entente que nous réclamons aujourd'hui, entente avec toute la petite paysannerie, avec toute la petite bourgeoisie. Lors de la paix de Brest-Litovsk, lorsque nous acceptions les pénibles conditions de cette paix, on nous disait que la révolution mondiale était sans espoir et qu'elle ne pouvait pas se produire. Nous étions totalement isolés dans le monde entier. Nous savons qu'à ce moment-là beaucoup de partis, à cause de la paix de Brest-Litovsk, se sont écartés de nous et se sont rangés aux côtés de la bourgeoisie. A ce moment-là, nous avons dû subir une série d'épreuves absolument effroyables. Quelques mois plus tard, la vie a montré qu'il n'y avait pas, qu'il ne pouvait pas y avoir de choix, qu'il n'y avait pas de milieu.

Lorsque la révolution allemande eut éclaté, il devint clair aux yeux de tous que la révolution s'étendait au monde entier, que l'Angleterre, la France et l'Amérique suivaient aussi la même voie, notre voie ! Quand nos couches démocratiques petites-bourgeoises suivaient leurs protecteurs, elles ne comprenaient pas où ils les conduisaient, elles ne comprenaient pas qu'ils les menaient sur la voie du capitalisme. Aujourd'hui, nous voyons, par l'exemple de la révolution allemande, que ces représentants de la démocratie, ces défenseurs de la démocratie, ces Wilson et C^ie^, imposent au peuple vaincu leurs traités, pires que le traité de Brest-Litovsk qui nous fut imposé. Nous voyons clairement que par suite des événements d'Occident, du changement de la situation, la démagogie internationale a fait désormais faillite. Aujourd'hui, le visage de chaque nation est nette-

ment marqué. Aujourd'hui, les masques sont arrachés, toutes les illusions sont abattues par un lourd bélier, le bélier de l'histoire mondiale.

Il est naturel qu'avec des éléments aussi hésitants qui apparaissent toujours en période de transition, le pouvoir des Soviets doive mettre à profit tout son poids et toute son influence pour accomplir les tâches que nous nous posons à présent et qui soutiennent notre politique, inaugurée dès le mois d'avril. Nous avons alors ajourné pour un certain temps les buts que nous nous étions assignés, nous avons alors fait sciemment et franchement une série de concessions.

La question de savoir à quel point précis de notre route nous nous trouvions a été soulevée ici. Aujourd'hui, l'Europe tout entière voit nettement que notre révolution ne fait plus l'objet d'aucune expérience, et l'attitude des peuples civilisés à notre égard a changé. Ils ont compris que dans ce sens nous remplissions une nouvelle tâche immense, que sur ce terrain nos difficultés sont particulièrement grandes, parce que nous avons été presque tout le temps entièrement isolés et entièrement oubliés de tout le prolétariat international. Dans ce sens, nous avons commis beaucoup de graves erreurs, que nous ne cachons pas le moins du monde. Naturellement, nous devions nous efforcer de réaliser l'union de toute la population, de ne créer aucune discorde. Si nous ne l'avons pas fait jusqu'à présent, eh bien ! nous devons commencer un jour ou l'autre. Nous avons déjà fusionné avec nombre d'organisations. Aujourd'hui, il faut que s'opère la fusion des coopératives ouvrières et des organisations soviétiques. Depuis le mois d'avril de cette année, nous avons commencé à nous organiser, à agir en nous fondant sur l'expérience, afin de mettre à profit les forces sociales et politiques que nous avons accumulées. Nous nous sommes mis à organiser l'approvisionnement et la répartition des objets parmi tous les habitants. En contrôlant chacun de nos pas, nous nous sommes mis à l'œuvre, chose qui était particulièrement difficile dans notre pays retardataire au point de vue économique. Nous avons inauguré l'entente avec les coopératives au mois d'avril, et le décret qui a été promulgué sur la fusion complète et sur l'organisation de l'approvisionnement et de la répartition repose sur le même fondement. Nous savons

que les frictions que l'orateur qui m'a précédé a mentionnées en évoquant l'exemple de Pétersbourg existent presque partout. Nous savons que ces frictions sont absolument inévitables, parce que le moment est arrivé où deux appareils totalement différents se rencontrent et fusionnent, néanmoins nous savons aussi que cette fusion est inéluctable et que nous devons franchir cette étape. Vous devez comprendre, vous aussi, que la résistance opposée si longtemps par les coopératives ouvrières a provoqué en définitive la méfiance à leur égard, et cette méfiance est parfaitement légitime de la part du pouvoir des Soviets.

Vous dites : nous voulons l'indépendance. Il est tout à fait naturel que quiconque avance un tel mot d'ordre puisse susciter la méfiance. Si on se plaint des tiraillements, et si l'on désire s'en débarrasser, il faut avant tout dire adieu à l'idée d'indépendance, car quiconque se place à ce point de vue apparaît déjà comme un adversaire du pouvoir des Soviets, alors que tous aspirent à une union de plus en plus étroite. Dès que dans les coopératives ouvrières la fusion avec le pouvoir des Soviets aura été opérée de façon parfaitement claire, honnête, franche, ces tiraillements commenceront à disparaître. Je sais très bien que, lorsque deux groupes se réunissent en un seul, il se produit au début certains heurts dans le travail, mais avec le temps, lorsque le groupe attiré aura mérité la confiance du groupe qui l'a attiré, toutes ces frictions disparaîtront graduellement. Mais si ces deux groupes restent séparés, des frictions pourront sans cesse mettre aux prises les administrations. Ce que je ne comprends pas, c'est pourquoi on vient parler ici d'indépendance. Nous sommes tous d'avis, n'est-il pas vrai, que la société entière, tant du point de vue de l'approvisionnement que du point de vue de la répartition, doit former une seule coopérative commune. Nous sommes tous d'avis que les coopératives sont une des conquêtes socialistes. C'est là une grande difficulté des conquêtes socialistes. C'est là une difficulté et un objectif de la victoire. Le capitalisme scindait à dessein les différentes couches de la population. Cette désunion doit disparaître définitivement et sans retour, et la société entière doit devenir une coopérative unique des travailleurs. Il ne peut pas, il ne doit pas être question d'une indépendance quelconque de groupes séparés.

Je viens de parler de cette coopérative comme d'une tâche du socialisme victorieux. Voilà pourquoi nous disons que quelles que soient nos divergences sur des questions particulières, nous ne conclurons aucune entente avec le capitalisme, nous ne ferons pas un pas qui nous écarterait des principes de notre lutte. L'entente que nous voulons aujourd'hui avec les couches intermédiaires des classes sociales est une entente non pas avec la bourgeoisie, non pas avec le capitalisme, mais avec divers détachements du prolétariat et de la démocratie. Il n'y a pas lieu de craindre cette entente, car tout désaccord entre ces couches disparaîtra complètement, sans laisser de trace, dans le feu de la révolution. Il suffit aujourd'hui d'une chose, il suffit de l'aspiration unanime à marcher sans arrière-pensée vers cette unique coopérative mondiale. Ce qu'a fait le pouvoir des Soviets doit être fusionné avec ce que les coopératives ont fait jusqu'à ce jour. Telle est la teneur du dernier décret du pouvoir soviétique ; telle est dans beaucoup d'endroits la position des représentants du pouvoir soviétique, qui n'ont pas attendu nos décrets. L'œuvre immense des coopératives doit à tout prix être rattachée à l'œuvre immense du pouvoir des Soviets. Toutes les couches de la population qui luttent pour la liberté doivent être fondues en une seule et puissante organisation. Nous savons que nous avons commis beaucoup d'erreurs, surtout pendant les premiers mois qui ont suivi la Révolution d'Octobre. Mais aujourd'hui, avec le temps, nous nous efforcerons de faire régner une unité totale et une entente totale parmi la population. A cet effet, il est nécessaire que tout soit subordonné au pouvoir des Soviets et que toutes les illusions sur une « indépendance » quelconque, tant des diverses couches que des coopératives ouvrières, soient éliminées le plus vite possible. Cet espoir d'«indépendance» ne peut subsister que là où l'on compte encore sur un retour quelconque à l'ancien ordre de choses.

Naguère, les peuples d'Occident nous considéraient et considéraient tout notre mouvement révolutionnaire comme une curiosité. Ils disaient : laissons le peuple s'amuser ; quant à nous, nous verrons bien ce qu'il en résultera... Etrange peuple russe !

Et voici que cet « étrange peuple russe » a montré au

monde entier ce que signifie « s'amuser ». (Applaudissements.)

Maintenant que la révolution allemande est amorcée, un consul étranger a dit à Zinoviev : « Qui a le plus profité de la paix de Brest-Litovsk, vous ou nous, on ne le sait pas encore. »

S'il l'a dit, c'est que tous disent la même chose. Tout le monde a vu que ce n'est que le début d'une grande révolution mondiale. Et cette grande révolution, c'est nous qui l'avons inaugurée, nous, l'« étrange » peuple russe attardé... Il faut dire que l'histoire suit des voies étonnantes ; c'est à un pays arriéré qu'est échu l'honneur de marcher à la tête d'un grand mouvement mondial. Ce mouvement, la bourgeoisie du monde entier le voit et le comprend. L'incendie embrasse l'Allemagne, la Belgique, la Suisse, la Hollande.

Ce mouvement se développe chaque jour avec plus de force, chaque jour le gouvernement révolutionnaire des Soviets grandit et se consolide. Et c'est pourquoi aujourd'hui la bourgeoisie a changé complètement d'attitude à cet égard. C'est pourquoi il ne peut pas être le moins du monde question d'indépendance des différents partis, à l'heure où la hache est levée sur le capitalisme mondial. L'exemple le plus édifiant, c'est l'Amérique qui nous le donne. L'Amérique est un des pays les plus démocratiques, c'est une immense république démocratique sociale. Où donc sinon là-bas, dans ce pays qui jouit de tous les droits électoraux, de tous les droits d'un Etat libre, où donc doit-on pouvoir régler correctement toutes les questions de droit ? Et pourtant nous savons ce que là, dans cette république démocratique, on a fait d'un prêtre ; on l'a arrosé de résine et on l'a fouetté jusqu'à ce que le sang se mêle à la poussière. Et ce fait s'est produit dans un pays libre, dans une république démocratique. Voilà ce qu'ont pu tolérer les Wilson et Cie, ces tigres « humanitaires », « amis de l'homme ». Et comment aujourd'hui ces Wilson agissent-ils à l'égard d'un pays vaincu, l'Allemagne ? Voici quel spectacle nous est donné comme pour illustrer les véritables relations qui règnent dans le monde ! Elles révèlent que ce que Messieurs Wilson proposent à leurs amis est un million, un trillion de fois plus édifiant. Les Wilson auraient vite fait de régler

nos affaires. Ces messieurs, ces milliardaires libres, ces hommes « les plus humanitaires » du monde auraient su en un instant désapprendre à leurs amis non seulement à parler d'une « indépendance » quelle qu'elle fût, mais même à y penser. Ils nous auraient placés de façon nette et catégorique devant ce dilemme : ou bien vous êtes pour le régime capitaliste, ou bien pour les Soviets. Ils auraient dit : voilà comment vous devez agir, parce que c'est nous qui vous le disons, nous, vos amis anglais et américains, — les Wilson, et vos amis français, les Clemenceau.

C'est pourquoi vous ne pouvez garder absolument aucun espoir que puisse être maintenue la moindre indépendance. Cela ne sera pas, et il est vain d'en rêver. Lorsque la question de la sauvegarde de ses biens se pose nettement d'une part, et que d'autre part le prolétariat a trouvé sa voie, il ne peut plus y avoir de milieu. La vie doit entrelacer ses rameaux soit solidement avec le capital, soit plus solidement encore avec la République des Soviets. Il est parfaitement clair aux yeux de tous que le socialisme est entré dans l'ère de sa réalisation. Il est clair aux yeux de tous qu'il est parfaitement impossible de défendre ou de conserver les positions petites-bourgeoises, si l'on accorde le droit de suffrage à toute la population. Peut-être les Wilson se nourrissent-ils de ces espoirs ; c'est-à-dire qu'ils ne se nourrissent pas d'espoirs, mais ils s'efforcent de farder leurs propres buts en échafaudant de semblables illusions ; seulement, je dois dire que des gens qui croient à ces contes, vous n'en trouverez pas beaucoup aujourd'hui. S'il reste de telles gens, ce sont des raretés historiques, des curiosités qui ont leur place dans un musée. (Applaudissements.)

Je dois dire que les divergences qui ont surgi parmi vous dès le début au sujet du maintien de l'« indépendance » des coopératives ne révèlent que des tentatives vouées à l'échec. Cette lutte n'est pas sérieuse et elle est contraire aux principes de la démocratie. Encore qu'il ne faille pas s'en étonner, les Wilson étant, eux aussi, des « démocrates ». Ils affirment qu'il ne leur reste plus qu'à mettre sur pied une seule coalition, car ils ont tant de dollars qu'ils achèteront toute la Russie, toute l'Inde et le monde entier. Wilson est à la tête de toute la compagnie ; leurs poches sont

bourrées de dollars et pour ce qui est d'acheter la Russie, l'Inde et tout le reste, ils peuvent en parler en se fondant là-dessus. Mais ils oublient qu'à l'échelle internationale les positions essentielles se décident de façon tout à fait différente, que leurs positions ne peuvent produire d'impression que dans un milieu déterminé, que dans une couche déterminée. Ils oublient que les résolutions que prend tous les jours la classe du monde la plus forte, et que notre congrès prendra sans aucun doute unanimement, saluent la dictature du prolétariat, de lui seul, dans le monde entier. En prenant cette résolution, notre congrès s'est engagé sur une voie qui n'a laissé et ne peut laisser aucun pont vers cette « indépendance » dont il est question ici aujourd'hui. Vous savez que Karl Liebknecht a pris nettement position non seulement contre la paysannerie petite-bourgeoise, mais aussi contre les coopératives. Vous savez que de ce fait Scheidemann et C^ie^ le traitent de songe-creux, de fanatique, et néanmoins vous lui avez adressé vous-mêmes votre salut, exactement comme vous l'avez fait pour MacLean. En exprimant cette solidarité avec de grands dirigeants du mouvement international, vous avez brûlé tous vos vaisseaux. Vous devez vous tenir ferme sur vos positions, car à l'heure actuelle, vous défendez non seulement vous-mêmes, non seulement vos droits, mais aussi les droits de Liebknecht et de MacLean. J'ai entendu maintes fois les menchéviks russes condamner la politique de conciliation, fulminer contre ceux qui se mettaient d'accord avec les valets du Kaiser. Les menchéviks russes n'en sont pas les seuls coupables. Le monde entier nous a qualifiés sévèrement de « conciliateurs ». Mais maintenant, à l'heure où la révolution mondiale a commencé, où ils doivent s'entretenir avec les Haase et les Kautsky, à cette heure, nous, nous avons le droit de dire, pour caractériser notre position par un bon proverbe russe : « Reculons-nous et voyons si nous sommes bien assis. »

Nous connaissons nos lacunes et il est facile de les indiquer. Mais de loin, les choses n'apparaissent pas telles qu'elles sont dans la réalité. Vous savez qu'il fut un moment où il n'y avait pas un seul homme dans les autres partis qui ne condamnât notre conduite et notre politique, alors qu'aujourd'hui nous connaissons des partis entiers qui sont

venus à nous, qui veulent travailler avec nous[136]. La roue du mouvement révolutionnaire mondial a tourné de telle façon qu'aucune politique d'entente, absolument aucune, ne nous fait peur. Et je pense que notre congrès trouvera une bonne issue à la situation qui s'est créée. Et cette issue, c'est seulement la fusion des coopératives et du pouvoir des Soviets. Vous savez que l'Angleterre, la France, l'Amérique, l'Espagne considéraient nos actes comme des expériences ; mais à présent, ils les considèrent autrement : ils regardent si tout marche bien dans leurs propres Etats. Certes, du point de vue physique, matériel, financier, ils sont sensiblement plus forts que nous, mais malgré leur vernis extérieur, nous savons qu'ils pourrissent intérieurement ; ils sont à l'heure actuelle plus forts que nous exactement comme l'Allemagne l'était lors de la conclusion de la paix de Brest-Litovsk. Et que voyons-nous aujourd'hui ? A ce moment-là, tous se détournaient résolument de nous. Mais aujourd'hui, chaque mois, en luttant pour la consolidation de la République des Soviets, nous défendons non seulement nous-mêmes, mais encore la cause entreprise par Liebknecht et MacLean, et nous voyons que l'Angleterre, la France, l'Amérique et l'Espagne sont contaminées par le même mal, sont embrasées du même feu que l'Allemagne, l'incendie de la lutte universelle, dans le monde entier, de la classe ouvrière contre l'impérialisme. (Applaudissements prolongés.)

Bref compte rendu publié le 10 décembre 1918 dans les « Izvestia du Comité exécutif central de Russie » n° 270

Publié intégralement en 1919

Conforme au texte du sténogramme

DISCOURS PRONONCE AU Ier CONGRES DES SECTIONS AGRAIRES, DES COMITES DES PAYSANS PAUVRES ET DES COMMUNES DE RUSSIE[137] LE 11 DECEMBRE 1918

(Vifs applaudissements qui se transforment en ovation. Tous se lèvent.) Camarades, la composition même du présent congrès montre déjà, à mon avis, le changement sérieux et le grand pas en avant que nous avons fait, nous, République des Soviets, dans l'édification socialiste, en particulier dans le domaine des rapports agraires, les plus importants pour notre pays. Le présent congrès réunit en son sein les représentants des sections agraires, des comités de paysans pauvres, des communes agricoles ; et ce rassemblement indique qu'en peu de temps, en un an, notre révolution a réussi à avancer loin quant à la refonte des rapports qui s'y prêtent le plus difficilement, qui, dans toutes les révolutions antérieures, ont le plus freiné la cause du socialisme et qu'il est indispensable de modifier plus à fond que tout le reste afin d'assurer la victoire du socialisme.

Le premier stade, la première étape dans le développement de notre révolution depuis Octobre a été consacré principalement à la victoire sur l'ennemi commun de toute la paysannerie, la victoire sur les propriétaires fonciers.

Vous savez tous fort bien, camarades, que déjà la Révolution de Février — la révolution de la bourgeoisie, la révolution des conciliateurs — promettait aux paysans cette victoire sur les propriétaires fonciers, et vous savez qu'elle n'a pas tenu sa promesse. Seule la Révolution d'Octobre,

seule la victoire de la classe ouvrière dans les villes, seul le pouvoir des Soviets, a permis de débarrasser en fait toute la Russie, de bout en bout, de la plaie du vieil héritage qu'était le servage, de l'ancienne exploitation des serfs, de la propriété féodale et de l'oppression par les propriétaires fonciers de la paysannerie dans son ensemble, de tous les paysans sans distinction.

Il était impossible que tous les paysans ne se soulèvent pas dans cette lutte contre les propriétaires fonciers, et ils se sont tous effectivement soulevés. Cette lutte a réuni la paysannerie pauvre laborieuse qui ne vit pas de l'exploitation du travail d'autrui. Cette lutte a rallié aussi la fraction la plus aisée et même la plus riche de la paysannerie qui ne se passe pas du travail salarié.

Tant que notre révolution était encore absorbée par cette tâche, tant que nous devions encore tendre toutes nos forces pour que, par un mouvement indépendant des paysans, avec le concours du mouvement des ouvriers des villes, le pouvoir des propriétaires fonciers fût effectivement aboli et définitivement anéanti, la révolution demeurait une révolution de la paysannerie dans son ensemble et, pour cette raison, elle ne pouvait pas sortir du cadre bourgeois.

Elle n'atteignait pas encore l'ennemi le plus fort, le plus moderne de tous les travailleurs : le capital. Elle menaçait, pour cette raison, de se terminer à mi-chemin, comme se sont terminées la plupart des révolutions en Europe occidentale, où l'union provisoire des ouvriers des villes et de toute la paysannerie réussissait à balayer la monarchie, à balayer les vestiges du moyen âge, à balayer plus ou moins à fond la propriété foncière ou la puissance des propriétaires fonciers, mais où elle ne réussissait jamais à saper les fondements mêmes de la puissance du capital.

Et voici que, depuis l'été et l'automne de cette année, notre révolution a entrepris cette tâche beaucoup plus importante et plus difficile. La vague de soulèvements contre-révolutionnaires qui a déferlé cet été, alors que tous les exploiteurs et oppresseurs de Russie se ralliaient à la croisade des impérialistes d'Europe occidentale contre la Russie, à la croisade de leurs mercenaires, les Tchécoslovaques, cette vague a imprimé un nouvel élan et éveillé une nouvelle vie à la campagne.

Tous ces soulèvements ont en fait rassemblé, dans une lutte acharnée contre le pouvoir des Soviets, les impérialistes d'Europe et leurs mercenaires, les Tchécoslovaques, et tout ce qui, en Russie, demeurait aux côtés des propriétaires fonciers et des capitalistes. Et derrière eux, tous les koulaks des campagnes se sont soulevés aussi.

La campagne a cessé d'être homogène. Dans la campagne qui luttait comme un seul homme contre les propriétaires fonciers, deux camps se sont formés : celui de la paysannerie pauvre et laborieuse qui, avec les ouvriers, a fermement poursuivi sa route vers la réalisation du socialisme et est passée de la lutte contre les propriétaires fonciers à la lutte contre le capital, contre la puissance de l'argent, contre l'utilisation par les koulaks de la grande réforme agraire d'une part, et le camp des paysans plus aisés, d'autre. Cette lutte, qui a détaché définitivement de la révolution les possédants, les classes d'exploiteurs, a entièrement engagé notre révolution sur la voie socialiste, sur laquelle la classe ouvrière des villes voulait fermement et résolument l'engager en Octobre, mais sur laquelle elle ne pourra jamais orienter victorieusement la révolution, si elle ne trouve pas un soutien conscient, stable et cohérent dans les campagnes.

Voilà le sens de la révolution qui s'est opérée cet été et cet automne dans les recoins les plus reculés de la Russie paysanne, révolution qui s'est faite sans bruit, qui n'était pas aussi concrètement visible et qui ne sautait pas aux yeux de tous autant que la Révolution d'Octobre de l'année dernière, mais qui a une portée incomparablement plus profonde et plus importante.

La formation des comités de paysans pauvres à la campagne a marqué un tournant et montré que la classe ouvrière des villes qui s'était alliée en Octobre à toute la paysannerie pour abattre l'ennemi principal de la Russie socialiste, libre et laborieuse, pour abattre les propriétaires fonciers, est allée de l'avant, a entrepris une tâche beaucoup plus difficile, beaucoup plus élevée du point de vue historique et véritablement socialiste : celle d'engager au village également la lutte socialiste consciente et d'éveiller la conscience dans les campagnes. La grandiose révolution agraire— proclamation en Octobre de l'abolition de la propriété pri-

vée de la terre, proclamation de la socialisation de la terre, — cette révolution serait inévitablement restée sur le papier, si les ouvriers des villes n'avaient pas éveillé à la vie le prolétariat des campagnes, la paysannerie pauvre, la paysannerie laborieuse qui constitue l'énorme majorité, qui avec la paysannerie moyenne n'exploite pas le travail d'autrui, qui n'est pas intéressée à l'exploitation, et qui est pour cette raison capable d'aller de l'avant et qui est allée de l'avant aujourd'hui, en passant de la lutte commune contre les propriétaires fonciers à la lutte de l'ensemble du prolétariat contre le capital, contre le pouvoir des exploiteurs qui s'appuient sur la force de l'argent, sur la force de la propriété mobilière, qui, ayant débarrassé la Russie des propriétaires fonciers, a entrepris d'instaurer un régime socialiste.

Franchir ce pas, camarades, était la chose la plus difficile. Tous ceux qui doutaient du caractère socialiste de notre révolution nous prédisaient un échec inévitable sur ce point, et c'est de cela que dépend aujourd'hui toute la cause de l'édification socialiste à la campagne. La constitution des comités de paysans pauvres, le vaste réseau de ces comités qui s'étend à travers la Russie, leur transformation désormais imminente et déjà amorcée en Soviets de députés paysans, investis de pleins pouvoirs, appelés à mettre en œuvre dans les campagnes les principes fondamentaux de l'édification socialiste — le pouvoir des travailleurs — voilà bien le sûr garant que nous avons dépassé les limites où se sont arrêtées les révolutions bourgeoises démocratiques traditionnelles dans les pays d'Europe occidentale. Après avoir anéanti la monarchie et le pouvoir féodal des propriétaires fonciers, nous abordons à présent l'édification socialiste proprement dite. Cette tâche à la campagne est la plus malaisée, mais en même temps la plus importante. Ce travail est le plus fécond. Si on a réussi à la campagne à éveiller la conscience de la partie laborieuse de la paysannerie, si précisément à l'occasion de la vague de soulèvements capitalistes elle s'est définitivement séparée des intérêts de la classe des capitalistes, si la paysannerie laborieuse, dans les comités de paysans pauvres et dans les Soviets en voie de transformation, fusionne de plus en plus organiquement avec les ouvriers des villes, nous voyons

là le seul garant et en même temps le plus sûr et le plus solide que l'édification socialiste en Russie est aujourd'hui en bonne voie. Désormais, elle a acquis aussi un fondement dans l'énorme masse de la population agricole des campagnes.

Il est hors de doute que dans un pays agraire tel que la Russie, l'édification socialiste constitue un problème très difficile. Il est certain qu'il était relativement facile de balayer un ennemi comme le tsarisme, comme le pouvoir des propriétaires fonciers, comme la propriété foncière. On pouvait résoudre ce problème en quelques jours dans la capitale, on pouvait le résoudre dans l'ensemble du pays en quelques semaines, mais la tâche que nous abordons aujourd'hui ne peut, de par sa nature même, être exécutée que par un travail extraordinairement obstiné et long. Nous avons ici à lutter pas à pas, pied à pied ; il faudra mener à terme les conquêtes de la nouvelle Russie, de la Russie socialiste, lutter pour l'exploitation collective de la terre.

Il va de soi qu'une révolution de ce genre, le passage des petites exploitations paysannes individuelles à l'exploitation collective de la terre, exige une longue période, qu'elle ne peut en aucun cas être accomplie d'emblée.

Nous savons fort bien que dans les pays de petite exploitation paysanne, la transition au socialisme est impossible sans une série d'étapes préliminaires et graduelles. Le comprenant, la Révolution d'Octobre ne s'est donné comme première tâche que la suppression, l'anéantissement du pouvoir des propriétaires fonciers. La loi fondamentale de février sur la socialisation de la terre qui, vous le savez, a été adoptée par la décision unanime tant des communistes que de ceux qui participaient au pouvoir des Soviets sans partager leur point de vue, cette loi est en même temps l'expression de la volonté et de la mentalité de l'énorme majorité des paysans, et la preuve que la classe ouvrière, le parti communiste ouvrier, conscients de leur tâche, s'avancent sur la voie de la nouvelle édification socialiste avec persévérance et patience, en effectuant une série de changements progressifs, en éveillant la conscience de la fraction laborieuse de la paysannerie, et n'allant de l'avant que dans la mesure où cette conscience est éveillée, que dans la mesure où la paysannerie s'organise elle-même.

Nous savons fort bien que des révolutions si grandioses dans la vie de dizaines de millions d'hommes, qui touchent les fondements les plus profonds de la vie et des mœurs, des révolutions telles que le passage de la petite exploitation paysanne individuelle au travail collectif de la terre, ne peuvent être réalisées que par un labeur prolongé, qu'elles ne sont en général réalisables que lorsque la nécessité oblige les hommes à transformer leur vie.

Après une guerre longue et acharnée dans le monde entier, nous y voyons de toute évidence le début de la révolution socialiste. Même dans les pays les plus arriérés, cette nécessité, indépendamment de toute considération théorique ou de toute doctrine socialiste, a surgi et persuade tous et chacun qu'il est impossible de vivre à l'ancienne mode.

Quand un pays a connu une dévastation aussi gigantesque et une telle faillite, quand nous voyons que cette faillite gagne le monde entier, que les acquisitions de la culture, de la science et de la technique que l'humanité a réalisées au cours de nombreux siècles sont anéanties après quatre années d'une guerre de rapine, criminelle et dévastatrice, et que toute l'Europe, et pas seulement la Russie, retourne à l'état de barbarie, alors les masses les plus larges, notamment la paysannerie qui a peut-être le plus souffert de cette guerre, se rendent compte nettement qu'il faut faire des efforts extraordinaires, qu'il faut tendre toutes ses forces pour se débarrasser de l'héritage de cette guerre maudite qui ne nous a laissé que ruine et misère. Vivre à l'ancienne mode, comme on vivait avant la guerre, n'est pas possible, et le gaspillage des forces et du labeur des hommes qui résulte de la petite exploitation paysanne individuelle ne peut pas continuer plus longtemps. Le travail serait deux, trois fois plus productif, l'économie de travail humain serait deux, trois fois plus grande, dans l'agriculture et dans la production sociale, si l'on passait de la petite exploitation morcelée à l'exploitation collective.

La ruine que la guerre nous a laissée en héritage ne permet absolument pas de restaurer cette petite exploitation paysanne d'autrefois. Non seulement la guerre a éveillé les paysans dans leur masse, non seulement elle leur a montré quelles merveilles techniques existent à l'heure actuelle et sont appliquées à l'extermination des hommes, mais elle

a insufflé l'idée que ces merveilles doivent servir au premier chef à la transformation de la production nationale qui emploie le plus d'hommes, qui est le plus en retard, à la production agricole. Non seulement cette conscience a été éveillée, mais les horreurs monstrueuses de la guerre actuelle ont révélé aux hommes toute la puissance de la technique moderne et son gaspillage dans la plus effroyable, la plus absurde des guerres ; ils ont acquis la conviction que le seul moyen de se sauver de ces horreurs réside dans ces mêmes forces de la technique. Le devoir qui nous incombe est de nous en servir pour orienter la production la plus attardée, la production agricole, sur une nouvelle voie, pour réorganiser et pour transformer l'agriculture, qu'on pratique à l'aveuglette, à l'ancienne mode, pour en faire une production fondée sur la science et sur les conquêtes de la technique. La guerre a éveillé cette conscience infiniment plus qu'on ne le pense. Mais, outre que la guerre a éveillé cette conscience, elle a rendu impossible le rétablissement de la production à l'ancienne mode.

Ceux qui s'imaginent qu'on pourra après cette guerre restaurer la situation qui existait avant les hostilités, restaurer le système et le régime d'économie d'après les méthodes anciennes, ceux-là se trompent et se rendent compte de leur erreur chaque jour davantage. La guerre a provoqué une ruine si terrible que nos petites exploitations individuelles n'ont plus ni bétail de trait, ni cheptel, ni instruments. Nous ne pouvons pas tolérer davantage une telle dilapidation du labeur du peuple. La paysannerie pauvre, laborieuse, qui a consenti le plus de sacrifices pour la Révolution et qui a perdu plus que quiconque par suite de la guerre, a enlevé la terre aux propriétaires fonciers, mais ce n'est pas pour qu'elle tombe aux mains de nouveaux koulaks. A cette paysannerie laborieuse, la vie elle-même pose aujourd'hui d'une manière pressante la question du passage à l'exploitation collective de la terre, comme unique moyen de rétablir la culture dévastée et détruite par la guerre, comme unique moyen de sortir des ténèbres, de l'état d'abrutissement et d'abattement auxquels le capitalisme condamnait toute la masse de la population paysanne, des ténèbres et de l'abattement qui ont permis aux capitalistes d'écraser l'humanité par quatre années de guerre, et dont aujourd'hui tous

les travailleurs de tous les pays, animés d'énergie et de passion révolutionnaires, décident de se délivrer à tout prix.

Voilà, camarades, quelles conditions devaient être réunies à l'échelle mondiale pour que la question de la réforme socialiste, la plus difficile et en même temps la plus importante, la refonte socialiste la plus radicale et la plus importante, soit portée à l'ordre du jour ; et en Russie, elle a été portée à l'ordre du jour. La constitution des comités de paysans pauvres, le congrès commun d'aujourd'hui qui réunit les sections agraires, les comités de paysans pauvres et les communes agricoles, tout cela nous montre, à l'occasion de la lutte qui s'est déroulée dans les campagnes cet été et cet automne, que la conscience s'est éveillée dans les plus larges masses de la paysannerie laborieuse et que la paysannerie elle-même, la majorité de la paysannerie laborieuse, aspire à instaurer l'exploitation collective de la terre. Bien entendu, je le répète, nous devons aborder progressivement cette transformation grandiose. Il n'est pas possible dans ce domaine de faire quelque chose immédiatement, mais je dois vous rappeler que la loi fondamentale sur la socialisation de la terre, adoptée dès le lendemain de la révolution du 25 octobre, dès la première séance du premier organisme du pouvoir des Soviets — le IIe Congrès des Soviets de Russie — comportait la disposition suivante : non seulement la propriété privée est abolie à jamais, non seulement la propriété foncière est supprimée, mais encore le cheptel, le bétail de trait et l'outillage, devenus possession du peuple et possession des exploitations des travailleurs, doivent aussi devenir bien collectif, doivent aussi cesser d'être la propriété privée d'exploitations individuelles. La loi sur la socialisation de la terre, adoptée en février 1918, cette loi touchant la question fondamentale des buts que nous nous fixons aujourd'hui, des tâches relatives à la jouissance de la terre, auxquelles nous convions, les partisans du pouvoir des Soviets, la paysannerie laborieuse, la loi sur la socialisation de la terre répond à cette question par l'article 11, en vertu duquel la tâche réside dans le développement de l'exploitation collective en agriculture, aux dépens des exploitations individuelles, comme étant la plus avantageuse au sens de l'économie de travail et de produits, en vue de passer à l'économie socialiste.

Camarades, quand nous avons adopté cette loi, nous étions loin d'avoir l'unanimité et l'entente totales entre les communistes et les autres partis. Au contraire, nous avons adopté cette loi alors qu'au gouvernement des Soviets les communistes faisaient bloc avec le parti socialiste-révolutionnaire de gauche qui ne partageait pas les opinions des communistes ; et néanmoins, nous sommes parvenus à une décision unanime et totale ; c'est sur ce terrain que nous nous plaçons également aujourd'hui, nous rappelant que ce passage des exploitations individuelles au travail collectif de la terre ne peut pas, je le répète une fois de plus, se faire d'un coup, que la lutte telle qu'elle a été engagée dans les villes posait la question plus simplement. Là, contre mille ouvriers se dressait un seul capitaliste, et il en coûtait peu de peine pour le balayer. Mais la lutte qui s'est engagée à la campagne était beaucoup plus complexe. Au début, il y a eu une ruée générale des paysans contre les propriétaires fonciers ; au début, le pouvoir des propriétaires fonciers a été si bien aboli qu'il ne pourrait être rétabli ; puis c'était la lutte au sein de la paysannerie au cours de laquelle de nouveaux capitalistes apparaissaient en la personne des koulaks, des exploiteurs et des spéculateurs qui profitaient des excédents de blé pour s'engraisser aux dépens de la partie de la Russie non agricole et affamée. Alors une nouvelle lutte s'engageait ; et vous savez que, au cours de cet été, cette lutte a conduit à une série de soulèvements. Au sujet du koulak, nous ne disons pas comme pour le propriétaire foncier capitaliste qu'il doit être privé de toute propriété. Nous disons qu'il faut briser la résistance de ce koulak aux mesures indispensables telles que le monopole du blé, mesures qu'il ne respecte pas afin de s'enrichir par la spéculation sur la vente des excédents de blé, à l'heure où les ouvriers et les paysans des localités non agricoles souffrent de la faim ; et notre politique a toujours été sur ce point la même lutte impitoyable contre les propriétaires fonciers et les capitalistes. Mais ensuite, il restait encore les rapports entre la partie la plus pauvre de la paysannerie laborieuse et la paysannerie moyenne. A l'égard de cette dernière, notre politique a toujours été une politique d'union. La paysannerie moyenne n'est en aucune façon l'ennemie des institutions soviétiques, ni l'ennemie du prolétariat, ni l'ennemie du socialisme. Elle hési-

tera naturellement et ne consentira à passer au socialisme que lorsqu'elle verra des exemples probants, réellement convaincants, que ce passage est indispensable. Il est naturellement impossible de convaincre cette paysannerie moyenne par des raisonnements théoriques ou des discours de propagande, — nous ne comptons pas là-dessus, — mais ce qui la convaincra, c'est l'exemple et la cohésion de la partie laborieuse de la paysannerie ; ce qui la convaincra, c'est l'alliance de cette paysannerie laborieuse et du prolétariat ; et là, nous comptons sur un long travail graduel de persuasion, sur une série de mesures de transition qui réaliseront l'accord de la partie socialiste, prolétarienne de la population, l'accord des communistes qui mènent un combat résolu contre le capital sous toutes ses formes, leur accord avec la paysannerie moyenne.

Eh bien ! tenant compte de cette conjoncture, tenant compte du fait que nous avons affaire à la campagne à une tâche infiniment plus difficile, nous posons donc la question comme elle a été posée dans la loi sur la socialisation de la terre. Vous savez qu'elle proclame l'abolition de la propriété privée de la terre, la répartition égalitaire de la terre ; vous savez qu'ainsi a été commencée l'application de cette loi et que nous l'avons mise en vigueur dans la majorité des localités rurales. Par ailleurs, en vertu de l'accord unanime des communistes aussi bien que de tous ceux qui ne partageaient pas alors leurs opinions, la loi comporte la disposition dont je viens de vous donner lecture, et qui dit que notre tâche commune, notre but commun est le passage à l'économie socialiste, à la jouissance collective de la terre, à l'exploitation collective de la terre. Plus la période de l'édification avance, plus devient claire pour les paysans déjà fixés sur la terre comme pour les prisonniers de guerre qui, par centaines de milliers et par millions, reviennent aujourd'hui harassés, épuisés par la captivité, plus devient claire devant eux toute l'immensité de la tâche que nous devons accomplir pour restaurer l'économie, pour arracher à jamais les paysans à leur ancien état d'abandon, d'abrutissement et d'ignorance, plus il devient clair que l'issue véritablement sûre et qui rapprochera la masse des paysans d'une vie civilisée, qui les mettra vraiment dans une situation d'égalité avec les autres citoyens, ne peut être que l'exploitation

collective de la terre, et que c'est vers cette exploitation collective de la terre que le pouvoir des Soviets tend aujourd'hui, par des mesures graduelles et systématiques. C'est au nom de cette exploitation collective de la terre que se forment les communes et les exploitations soviétiques. L'importance de cette sorte d'exploitation est indiquée dans la loi sur la socialisation de la terre. Dans le passage de cette loi où l'on pose la question de savoir qui peut jouir de la terre, vous verrez qu'en premier lieu, parmi les personnes et les institutions qui peuvent jouir de la terre, il y a l'Etat ; en second lieu, les organisations sociales, puis les communes agricoles et, en quatrième lieu, les coopératives agricoles. Une fois encore, j'attire votre attention sur le fait que ces dispositions fondamentales de la loi sur la socialisation de la terre ont été établies alors que le parti communiste n'agissait pas à son gré, alors qu'il faisait délibérément des concessions à ceux qui exprimaient d'une manière ou d'une autre l'opinion et la volonté de la paysannerie moyenne. Nous avons fait et nous faisons des concessions de cette nature. Nous avons conclu et nous concluons des accords de cette sorte, parce que le passage à cette forme collective de propriété foncière, à l'exploitation collective de la terre, aux exploitations soviétiques, aux communes, est impossible d'un seul coup ; il exige l'action persévérante et opiniâtre du pouvoir des Soviets, qui a alloué un milliard de roubles à l'amélioration de l'agriculture, à condition que la terre passe à l'exploitation collective. Cette loi montre que nous voulons agir surtout par la force de l'exemple, en attirant les gens à l'œuvre d'amélioration de l'économie, que nous voulons agir sur la masse des paysans moyens, et que nous ne comptons que sur l'action progressive de telles mesures pour opérer cette refonte profonde et essentielle dans l'économie de la Russie agraire.

L'union, réalisée à ce congrès, des comités de paysans pauvres, des communes agricoles et des sections agraires, nous montre et nous donne l'entière conviction qu'avec ce passage au travail collectif de la terre la question est posée correctement, à une échelle véritablement socialiste. Par cette action constante et méthodique, on doit obtenir l'élévation de la productivité du travail. A cet effet, nous devons appliquer les meilleurs procédés de l'agriculture et

attirer les spécialistes russes afin de pouvoir utiliser les exploitations les mieux organisées qui jusqu'à présent n'ont servi que de source d'enrichissement à des individus, n'ont servi qu'à ressusciter le capitalisme, un nouvel esclavage, un nouvel asservissement des ouvriers salariés ; aujourd'hui, avec la loi sur la socialisation de la terre et l'abolition complète de la propriété privée de la terre, ces exploitations doivent servir de foyers de la science agricole, de la culture et de l'accroissement de la productivité, au profit de millions de travailleurs. Cette alliance des ouvriers des villes et de la paysannerie laborieuse, cette création des comités de paysans pauvres et leur conversion par voie d'élection en organismes soviétiques, attestent que la Russie agraire est maintenant engagée sur la voie suivie par les Etats d'Europe occidentale, l'un après l'autre, après nous, mais par contre plus sûrement que nous. Il leur a été beaucoup plus difficile de commencer la révolution, parce que leur ennemi était la classe capitaliste la plus cultivée et la plus unie, et non une autocratie pourrie ; mais vous savez que ce bouleversement a éclaté et vous savez que la révolution ne s'est pas limitée aux frontières de la Russie, que notre principal espoir, notre principal pilier, c'est le prolétariat d'Europe occidentale, des pays les plus avancés, que ce soutien principal de la révolution mondiale s'est mis en mouvement, et nous sommes fermement convaincus — la marche de la révolution allemande le montre en fait — que le passage à l'économie socialiste, l'utilisation d'une technique agricole plus perfectionnée, l'union de la population laborieuse des campagnes iront plus vite dans ces pays et se réaliseront plus facilement que chez nous.

Alliée aux ouvriers des villes, alliée au prolétariat socialiste du monde entier, la paysannerie laborieuse de Russie peut être maintenant assurée qu'elle surmontera toutes les adversités, qu'elle brisera tous les assauts des impérialistes et qu'elle réalisera ce sans quoi la libération des travailleurs ne peut se faire : l'exploitation collective de la terre, le passage progressif mais inflexible des petites exploitations individuelles à l'exploitation collective de la terre. (Vifs applaudissements prolongés.)

« Pravda » n° 272, le 14 décembre 1918

Conforme au texte de la « Pravda »

PROJET DE REGLEMENT SUR LA GESTION DES INSTITUTIONS SOVIETIQUES[138]

1

La discussion et la solution collégiales de tous les problèmes de direction dans les institutions soviétiques doivent être accompagnées de la définition la plus précise de la *responsabilité de chacun* e des personnes qui exercent une fonction soviétique quelconque pour l'*exécution* de tâches *déterminées*, définies clairement et sans équivoque, et de travaux *pratiques*.

L'application de cette règle, sans laquelle il est impossible d'effectuer un contrôle réel et de choisir les personnes les plus aptes pour chaque fonction et pour chaque travail, doit être dorénavant *absolument obligatoire*.

C'est pourquoi chaque collège et chaque institution soviétique, sans exception, sont immédiatement tenus de :

1° prendre une décision sur la répartition précise des tâches et des responsabilités entre tous les membres du collège ou les personnes chargées de fonctions.

2° déterminer avec la plus entière précision la responsabilité des personnes qui remplissent des missions particulières de quelque nature qu'elles soient, et surtout en ce qui concerne la collecte rapide et convenable ainsi que la répartition des matériaux et des produits.

L'application de ce règlement, obligatoire pour toutes les institutions soviétiques, est notamment obligatoire pour les conseils de l'économie nationale et les sections économiques des comités exécutifs locaux, de district et de ville. Ces sections et ces conseils de l'économie nationale sont immédiatement tenus de confier à des personnes déterminées la responsabilité de la collecte rapide et convenable de

chaque type de matière première et de *chaque* type de produits dont la population a besoin.

Toutes les institutions soviétiques dirigeantes, telles que comités exécutifs, Soviets de députés des provinces et des villes, etc..., sont tenues de réorganiser immédiatement leur travail afin de mettre l'accent sur le contrôle effectif de l'exécution réelle des décisions du pouvoir central et des organisations locales, et de façon que le travail d'une autre nature soit transmis autant que faire se peut à des commissions auxiliaires, formées d'un petit nombre de membres d'une institution donnée.

2

Afin de lutter contre les lenteurs bureaucratiques et pour découvrir plus rapidement les abus, ainsi que pour démasquer et éliminer les fonctionnaires malhonnêtes qui se seraient infiltrés dans les institutions soviétiques,

les règles suivantes sont établies :

Pour que chaque institution soviétique soit accessible à tous, sans aucun laissez-passer, le règlement relatif aux jours et aux heures d'ouverture au public doit être affiché, non seulement à l'intérieur de l'établissement, mais aussi à l'extérieur. L'accueil doit être obligatoirement organisé de telle sorte que l'accès en soit libre, absolument sans aucune espèce de laissez-passer.

Dans chaque institution soviétique, un registre sera ouvert où l'on consignera sous la forme la plus brève le nom du demandeur, la nature de sa requête et le service vers lequel on l'a orienté.

Des heures de réception doivent être fixées pour le dimanche et les jours fériés.

Les fonctionnaires du contrôle d'Etat ont le droit d'assister partout à la réception du public ; ils ont pour devoir de le faire de temps à autre, de vérifier le registre d'inscriptions et de dresser un procès-verbal de leur visite, de l'examen du registre et des questionnaires remplis par le public.

Les commissariats du Travail, du contrôle d'Etat, de la Justice, sont tenus d'organiser partout des bureaux de renseignements, qui devront obligatoirement être ouverts

même les jours fériés, en informant le public des jours et heures auxquels il y sera admis, gratuitement et librement, sans aucun laissez-passer. Ces bureaux de renseignements sont tenus non seulement de donner toutes les informations demandées, oralement ou par écrit, mais encore de rédiger gratuitement les requêtes pour les illettrés et pour les personnes incapables de rédiger clairement leurs requêtes. Il faut absolument assurer la collaboration à ces bureaux de renseignements des représentants de *tous* les partis admis aux Soviets, y compris ceux qui ne participent pas au gouvernement, aussi bien que des délégués des syndicats sans parti et des associations d'intellectuels sans parti.

3

La défense de la République des Soviets exige instamment la plus grande économie de ressources et l'emploi le plus productif du travail du peuple.

A cette fin, il est décrété, en premier lieu à l'intention de toutes les institutions soviétiques, et en vue d'une extension ultérieure à toutes les entreprises et à tous les collèges, sans exception, ce qui suit :

1° — Chaque section des institutions soviétiques ayant une autonomie quelconque doit sans exception dans un délai de 3 jours, présenter au comité exécutif local (et à Moscou, en outre, au Commissariat du Peuple à la Justice) de brèves informations sur les points suivants : a) service ; b) nom de la section; c) nature de son travail, décrite le plus brièvement possible ; d) nombre de sous-sections, de services d'exécution ou d'autres subdivisions, avec leur énumération; e) nombre d'employés, hommes et femmes ; f) volume des affaires traitées, dans la mesure où il peut être exprimé par exemple par leur nombre, par l'importance de la correspondance et autres indices de même nature.

Les comités exécutifs locaux (et à Moscou le comité exécutif du Soviet des députés, en accord avec le Commissariat du Peuple à la Justice et le Présidium du Comité exécutif central) sont tenus 1) de prendre immédiatement des mesures pour vérifier que la règle ci-dessus est observée correctement et en temps voulu ; 2) de prendre immédia-

tement des mesures pour élaborer dans le délai d'une semaine, à dater du jour où les renseignements indiqués seront présentés, un plan de coordination, d'unification et de *fusion* des sections qui s'occupent d'un travail identique ou analogue.

Les commissions auxquelles les institutions susnommées confieront l'exécution de cette tâche doivent comprendre des représentants des départements de l'Intérieur, de la Justice, du Contrôle d'Etat et du Travail, avec la participation, le cas échéant, d'autres départements ; elles ont l'obligation de présenter *chaque semaine* au Conseil des Commissaires du Peuple et au Présidium du Comité exécutif central de brefs comptes rendus de ce qui a été fait en vue de la fusion des sections de même nature, et pour économiser le travail.

2° — Dans chaque ville où il existe des sections ou des services de même espèce, centraux, régionaux, de ville, de province, de district, doivent être immédiatement créées, près de l'institution supérieure, des commissions en vue d'une coordination entre toutes ces institutions et de leur fusion pour réduire au maximum les cadres ; dans ce cas, ces commissions fonctionnent d'après les règles énoncées et en respectant les délais fixés à l'art. 1.

3° — Ces mêmes commissions (articles 1 et 2) sont chargées, sur les mêmes bases, de prendre rapidement des mesures pour remplacer au maximum le travail des hommes par celui des femmes et pour dresser les listes des hommes aptes à être transférés à l'armée ou près de l'armée ou à tout autre emploi qui ne soit pas un travail de bureau, mais un travail d'exécution et de caractère pratique.

4° — Ces mêmes commissions (articles 1 et 2) sont chargées, après accord avec les organisations locales du Parti communiste de Russie, de procéder à des mutations, de telle manière que les membres du P.C.R. (ayant au moins deux ans d'appartenance au parti) n'occupent que des postes de direction et responsables, et que les autres postes soient confiés à des sans-parti ou à des membres d'autres partis, afin de libérer le plus grand nombre possible de membres du P.C.R. pour d'autres travaux.

Ecrit le 12 décembre 1918 *Conforme au manuscrit*

Publié pour la première fois en 1928

PROJET D'ARRETE DU C.C. DU P.C.(b)R.

Toutes les organisations du P.C.R. sont tenues, dans un délai d'une semaine à dater du jour de la publication du présent arrêté du C.C. du P.C.R., de porter sur toutes les fiches et toutes les cartes des membres les renseignements indiquant *depuis combien de temps* l'intéressé appartient au Parti bolchévik.

En l'absence de ces renseignements ou dans l'impossibilité de les recueillir (et de les contrôler par la signature d'au moins trois membres du P.C.R. ayant deux ans d'appartenance au parti), sur chaque billet ou fiche du parti doit être portée la mention « durée d'appartenance au parti non connue ».

Tous les membres du P.C.R. exerçant une fonction quelconque dans les Soviets sont tenus de porter immédiatement sur leur carte de membre, avec l'attestation des présidents ou des secrétaires des organisations du parti, de brefs renseignements indiquant à quels partis l'intéressé a appartenu ou a adhéré au cours des *cinq* dernières années.

Ecrit le 12 décembre 1918 — *Conforme au manuscrit*

Publié pour la première fois en 1928

DISCOURS PRONONCE A LA CONFERENCE OUVRIERE DE L'ARRONDISSEMENT DE LA PRESNIA LE 14 DECEMBRE 1918

Camarades, permettez-moi d'aborder quelques-unes des questions inscrites à l'ordre du jour. La première est celle de la situation internationale et la seconde est la question des rapports avec les partis démocratiques petits-bourgeois.

Je voudrais dire quelques mots sur la situation internationale. Vous savez qu'à l'heure actuelle, l'impérialisme anglo-franco-américain a lancé une vaste campagne contre la République des Soviets de Russie. Les impérialistes de ces pays font parmi leurs ouvriers une propagande contre la Russie, accusant les bolchéviks de s'appuyer sur la minorité et de brimer la majorité ; l'énorme majorité des organes de la presse de France et d'Angleterre se trouvant aux mains de la bourgeoisie, les mensonges contre le gouvernement des Soviets y prolifèrent rapidement et sans obstacle. Et voilà pourquoi cette fable si ridicule et si absurde qui prétend que les bolchéviks s'appuieraient en Russie sur la minorité de la population, et qu'on ne réfute même pas tant elle est absurde aux yeux de tous ceux qui observent ce qui se passe chez nous, cette fable ne retient pas l'attention. Mais quand on regarde les journaux d'Angleterre, de France et d'Amérique — soit dit en passant, nous ne recevons ici que des journaux bourgeois, — on constate que la bourgeoisie répand encore ces fables.

Chez nous ne sont privés du droit de vote et du droit de participer à la vie politique du pays et de l'influencer que les exploiteurs qui vivent non pas de leur travail, mais

en exploitant les autres. Dans la masse de la population, leur nombre est infime. Vous pouvez vous imaginer combien on peut trouver dans les villes d'individus exploitant le travail salarié. Aujourd'hui, la propriété privée de la terre est abolie. Les propriétaires fonciers ont perdu leurs domaines, et on a confisqué les terres des « otroubniki »[139] qui, du temps de Stolypine, spoliaient déjà les paysans ; dans les campagnes, le nombre de ceux qui exploitent le travail d'autrui est insignifiant. Mais le pouvoir des Soviets ne leur dit pas qu'il leur enlève le droit de vote. Il proclame : nous reconnaissons le droit de participer à la gestion à quiconque veut mettre fin à l'exploitation du travail d'autrui ; si tu veux être ouvrier, qu'à cela ne tienne. Quant à ceux qui veulent être exploiteurs, non seulement nous ne les tolérerons pas, nous ne les élirons pas, mais encore nous ne les nourrirons pas par le travail des autres.

Ce principe sur lequel repose notre Constitution montre déjà que le pouvoir des Soviets s'appuie sur ceux qui travaillent, qu'il leur accorde le droit d'organiser la vie de l'Etat, qu'il s'appuie sur l'énorme majorité, sur la majorité écrasante de la population. Chaque congrès des Soviets — il y en a eu six en tout — atteste que les représentants des ouvriers, des paysans et des soldats de l'Armée Rouge, que les représentants de la majorité de la population qui vit de son propre travail et non du travail d'autrui forment une assise de plus en plus solide du pouvoir des Soviets. Le Ier Congrès des Soviets eut lieu en juin 1917, alors que la Russie était une république bourgeoise et menait une guerre impérialiste. C'était ce mois de juin 1917 où Kérenski déclencha l'offensive, et extermina des millions d'hommes dans les combats. A ce congrès, il n'y avait que 13% de communistes ou de bolchéviks, c'est-à-dire le septième. Au IIe Congrès des Soviets qui inaugura le pouvoir ouvrier et paysan, il y avait déjà 51% de bolchéviks, la moitié ; et au Ve Congrès qui se tint en juillet de cette année, on comptait 66% de bolchéviks. Dès lors, les socialistes-révolutionnaires de gauche, voyant avec quelle rapidité le bolchévisme grandissait et se développait, se lancèrent dans leur aventure, à la suite de quoi ils se scindèrent complètement. Cette scission donna naissance à trois partis, et le dernier d'entre eux, celui des communistes-populistes, a rallié les bolchéviks, ainsi que

nombre de militants aussi connus que Kolégaev, qui sont passés eux aussi au Parti bolchévik.

Au VI^e Congrès des Soviets, il y avait 97% de bolchéviks, c'est-à-dire presque tous les délégués étaient les représentants des ouvriers et des paysans de toute la Russie. Cela montre qu'aujourd'hui l'énorme majorité des travailleurs resserre ses rangs autour du pouvoir des Soviets, cela montre à quel point est ridicule et absurde cette fable mensongère, cette affirmation de la bourgeoisie, d'après laquelle les bolchéviks s'appuieraient sur la minorité de la population. Si cette bourgeoisie ment pareillement, c'est parce que les alliés veulent rétablir le pouvoir tsariste et des propriétaires fonciers et faire retomber sur notre dos la dette de 17 milliards contractée par le gouvernement tsariste envers les capitalistes, ces 17 milliards que nous avons annulés et que nous refusons de reconnaître (nous ne sommes pas disposés à payer pour eux, pour les anciens gouvernants, — nous reconnaissons que ces dettes ont existé et nous disons : fort bien, vous avez contracté ces dettes, c'est à vous de les acquitter). Nous savons ce qu'ils ont fait à Arkhangelsk, à Samara et en Sibérie. Là, même les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires de droite qui étaient nos adversaires après la paix de Brest-Litovsk et qui pensaient que nos espoirs fondés sur la révolution allemande seraient déçus, se sont aperçus qu'ils étaient eux aussi frappés, et que les propriétaires fonciers et la propriété privée étaient restaurés avec l'aide des armées anglaise et tchécoslovaque.

En Angleterre et en France, les journaux ont eu beau tenter de cacher la vérité, celle-ci se fraye maintenant un chemin dans ces pays. Les ouvriers sentent et comprennent que la révolution en Russie est leur révolution, socialiste et ouvrière. Et même en France et en Angleterre, nous voyons aujourd'hui un mouvement ouvrier se dérouler sous le mot d'ordre « Retirez les troupes de Russie ! », « Celui qui part en guerre contre la Russie est un criminel ! » A Londres, un meeting socialiste s'est tenu dernièrement à l'Albert Hall ; et voici les informations que nous avons reçues, malgré tous les efforts du gouvernement anglais pour ne pas laisser percer la vérité ; elles nous apprennent que la revendication suivante a été posée à ce meeting : « Retirez les troupes de Russie ! », et que tous les chefs ouvriers ont

déclaré que la politique du gouvernement anglais était une politique de rapine et de violence. D'autres informations nous apprennent que MacLean, ancien instituteur en Ecosse, appela à la grève les ouvriers des plus grands centres industriels d'Angleterre, en proclamant que cette guerre est une guerre de brigandage. On l'avait alors mis en prison. Il fut ensuite jeté en prison une deuxième fois. Mais quand le mouvement révolutionnaire eut éclaté en Europe, MacLean fut libéré, et présenté comme candidat au Parlement à Glasgow, l'une des plus grandes villes de l'Angleterre du Nord et d'Ecosse. Cela montre que le mouvement ouvrier anglais, avec ses revendications révolutionnaires, est de plus en plus puissant. Le gouvernement anglais a été contraint de libérer MacLean, son ennemi le plus farouche, qui s'est donné le nom de bolchévik anglais.

En France où jusqu'ici les ouvriers sont en proie au chauvinisme, où l'on croit faire la guerre uniquement pour la défense de la patrie, un état d'esprit révolutionnaire se développe. Maintenant que l'Angleterre et la France ont vaincu les Allemands, vous savez qu'elles leur imposent des conditions de paix cent fois plus dures que celles de Brest-Litovsk. Aujourd'hui, la révolution en Europe devient une réalité. Les Alliés qui se vantaient d'apporter à l'Allemagne la liberté, de la délivrer du Kaiser et du militarisme, se sont ravalés au rôle que jouaient les armées russes du temps de Nicolas Ier, alors que la Russie était un pays arriéré, alors que Nicolas Ier envoyait les armées russes écraser la révolution hongroise. Cela se passait au temps de l'ancien régime, au temps du servage, il y a plus de 60 ans. Et maintenant, l'Angleterre et les autres pays libres sont devenus des bourreaux et pensent qu'ils ont le pouvoir d'étrangler la révolution et de faire taire la vérité ; mais cette vérité triomphera de tous les obstacles, aussi bien en France qu'en Angleterre, et les ouvriers comprendront qu'on les a trompés et qu'on les a entraînés dans la guerre non pas pour la libération de la France ou de l'Angleterre, mais pour piller un autre pays. En France, où le parti socialiste était un des champions de la défense nationale, nous apprenons que maintenant on sympathise ardemment avec la République des Soviets, et qu'on proteste contre l'intervention des troupes en Russie.

Par ailleurs, l'impérialisme anglo-français menace de se ruer sur la Russie, et soutient les Krasnov, les Doutov, soutient la restauration de la monarchie en Russie et pense tromper le peuple libre. Nous savons que sous le rapport militaire, les impérialistes sont plus forts que nous. Nous le savions et nous le disions depuis longtemps. Nous avons fait appel à tous pour aider l'Armée Rouge, pour nous protéger et pour repousser les pillards et les bandits. Mais quand on nous dit : « Si l'impérialisme anglo-français est plus fort, cela veut dire que notre cause est perdue », nous répondons à ces gens : « Rappelez-vous donc la paix de Brest-Litovsk. Est-ce que toute la bourgeoisie russe ne clamait pas alors que les bolchéviks avaient vendu la Russie aux Allemands ? Est-ce qu'ils ne clamaient pas alors que les bolchéviks, en comptant sur la révolution allemande, comptaient sur un mirage, sur une chimère ? » Or il est arrivé que l'impérialisme allemand qui était incomparablement plus puissant que nous, qui avait toutes possibilités de piller la Russie parce que nous n'avions pas d'armée et que l'ancienne armée ne pouvait ni ne savait se battre, parce que les hommes étaient si exténués par la guerre qu'ils n'avaient pas la force de se battre, — et quiconque sait ce qui se passait alors sait que nous étions absolument incapables de nous défendre, ce qui signifie que la Russie tout entière pouvait tomber au pouvoir des pillards du Kaiser allemand, — il est arrivé qu'au bout de quelques mois les Allemands étaient tellement enlisés dans cette Russie, y rencontraient une telle résistance, les soldats allemands étaient tellement travaillés par la propagande qu'aujourd'hui, comme me l'a dit Zinoviev, président de la Commune du Nord, à Pétrograd, lorsque les représentants de l'Allemagne se sont enfuis de Russie, le consul allemand a déclaré : « Eh ! oui, à présent, il est difficile de dire exactement qui a le plus gagné, nous ou vous. » Il a vu que les soldats allemands, qui étaient infiniment plus forts que nous, ont été contaminés par le virus bolchévik. A l'heure actuelle, la révolution embrase l'Allemagne, on y lutte pour le pouvoir des Soviets. La paix de Brest-Litovsk considérée comme la faillite totale des bolchéviks, n'a été qu'une transition nous permettant, une fois notre situation consolidée en Russie, de commencer à mettre sur pied l'Armée Rouge ; les troupes de l'Allemagne ont

été contaminées par le bolchévisme, et ce qui semblait être des victoires pour eux n'a été qu'un pas vers le fiasco total de l'impérialisme allemand, n'a été qu'une transition vers l'extension et la montée de la révolution mondiale.

Au moment de la paix de Brest-Litovsk, nous étions isolés. L'Europe entière tenait la révolution russe pour un phénomène exceptionnel ; on pensait en Europe que notre révolution, cette « révolution d'Asiates », avait éclaté si rapidement et avait renversé le tsar parce que la Russie était un pays attardé, et on pensait qu'elle était passée aussi promptement à la suppression de la propriété, à la révolution socialiste en raison de son retard ; voilà ce qu'on pensait en Europe ; mais on oubliait que la révolution russe avait une autre cause : la Russie n'avait pas d'autre issue. La guerre avait provoqué partout une telle misère et une telle famine, un tel affaiblissement du peuple et de l'armée, persuadés qu'on les avait si longtemps trompés, qu'il n'y avait qu'une seule issue pour la Russie : la révolution.

On disait aux Allemands qu'il était nécessaire de se défendre contre une invasion russe. Mais maintenant ce mensonge est de jour en jour démasqué davantage. Les capitalistes et les généraux d'Allemagne ont lancé également leurs armées contre la Russie, au moment où elle devenait un pays socialiste. C'est alors que même le soldat allemand le plus ignorant a compris qu'on l'avait trompé pendant les quatre années de guerre et qu'on l'avait envoyé à la guerre pour que les capitalistes allemands puissent piller la Russie. Ce qui a provoqué la faillite de l'impérialisme allemand, ce qui a provoqué la révolution en Allemagne, c'est aussi ce qui à présent rapproche de jour en jour, d'heure en heure, la révolution en France, en Angleterre, et dans d'autres pays... Nous étions isolés. Aujourd'hui, nous ne sommes plus seuls. Aujourd'hui, il y a la révolution à Berlin, en Autriche, en Hongrie ; même en Suisse, en Hollande et au Danemark, dans ces pays libres qui n'ont pas connu la guerre, le mouvement révolutionnaire grandit, les ouvriers exigent l'organisation de Soviets. Aujourd'hui, il s'est avéré qu'il n'y a plus d'autre issue. La révolution mûrit dans le monde entier. Nous avons été les premiers dans cette œuvre, et c'est notre mission de défendre cette révolution jusqu'au moment où nos alliés arriveront, et ces alliés, ce sont les

ouvriers de tous les pays d'Europe. Ces alliés seront d'autant plus près de nous que leurs gouvernements passeront toute mesure.

Quand les Allemands se considéraient comme les maîtres, lors de la paix de Brest-Litovsk, ils étaient à un doigt de leur perte. A présent, la France et l'Angleterre, qui leur ont imposé des conditions de paix beaucoup plus pénibles et infamantes que celles que nous imposait alors l'Allemagne, sont au bord de l'abîme. Elles ont beau mentir, elles sont à l'heure actuelle à quelques pas de leur perte. Elles redoutent cette fin, leurs mensonges sont de jour en jour démasqués davantage, et nous leur disons : quels que soient les mensonges de ces impérialistes dans leurs journaux, notre cause est solide, plus solide que la leur, car elle s'appuie sur la conscience de la masse des ouvriers dans tous les pays ; cette conscience est née de la guerre qui a inondé de sang le monde entier au cours de quatre années. De cette guerre, les vieux gouvernements ne peuvent pas s'en sortir. Les vieux gouvernements disent maintenant qu'ils sont contre le bolchévisme mondial. Les ouvriers savent ce qui se passe en Russie : on y réprime les propriétaires fonciers et les capitalistes, qui appellent à l'aide les mercenaires, les soldats étrangers. La situation est désormais claire pour tout le monde. Les ouvriers de tous les pays la comprennent. Et malgré toute la férocité des impérialistes, malgré leur exaspération, nous marchons hardiment à la lutte contre eux et nous savons que chaque pas qu'ils font à l'intérieur de la Russie est un pas qui les conduit à leur perte, et qu'il leur arrivera la même chose qu'aux armées allemandes, qui au lieu du blé d'Ukraine ont emporté le bolchévisme russe.

En Russie existe le pouvoir des travailleurs, et si le pouvoir n'était pas entre leurs mains, jamais et personne ne saurait guérir les blessures portées par cette guerre douloureuse et sanglante. Laisser le pouvoir aux anciens capitalistes, c'est faire retomber tout le poids de la guerre sur la classe laborieuse, pour qu'elle en paie tout le tribut.

Aujourd'hui, l'Angleterre, l'Amérique et le Japon s'affrontent : c'est à qui arrachera le plus du butin pillé. Tout est maintenant partagé. Wilson est le président de la république la plus démocratique du monde. Or que dit-il ? Dans ce pays, la foule des chauvins répond à la moindre parole

en faveur de la paix en tirant sur les gens dans la rue. Un prêtre qui n'avait jamais été un révolutionnaire, a été traîné dans la rue et battu jusqu'au sang, simplement parce qu'il prêchait la paix. Là où règne la terreur la plus féroce, l'armée sert aujourd'hui à étrangler la révolution, à menacer d'écrasement la révolution allemande. En Allemagne, la révolution a commencé il y a si peu de temps ; un mois seulement s'est écoulé depuis son début ; mais là aussi la question la plus brûlante y est : Assemblée Constituante ou pouvoir des Soviets. Toute la bourgeoisie est pour l'Assemblée Constituante ; et tous les socialistes, ceux qui sont devenus les valets du Kaiser, qui n'ont pas eu la hardiesse de déclencher la guerre révolutionnaire, ceux-là sont pour l'Assemblée Constituante. Toute l'Allemagne est divisée en deux camps. Les socialistes sont aujourd'hui partisans de l'Assemblée Constituante, alors que Liebknecht qui a passé trois ans en prison est, comme Rosa Luxembourg, à la tête du *Drapeau rouge*[140]. On a reçu hier à Moscou un exemplaire de ce journal, arrivé après de grandes difficultés et beaucoup d'aventures. Vous y verrez une série d'articles où tous les chefs de la révolution parlent de la mystification du peuple par la bourgeoisie. La volonté de l'Allemagne était entre les mains des capitalistes qui ne publiaient que leurs journaux ; mais voici que le *Drapeau Rouge* dit que seules les masses ouvrières ont le droit de jouir du patrimoine national. En Allemagne, dès maintenant, bien que la révolution n'ait qu'un mois d'existence, le pays entier s'est scindé en deux camps. Tous les socialistes qui ont trahi clament qu'ils sont partisans de l'Assemblée Constituante, alors que les vrais socialistes, les socialistes honnêtes déclarent : « Nous sommes pour le pouvoir des ouvriers et des soldats. » Ils ne disent pas : « pour les paysans », parce que, en Allemagne, une partie importante des paysans embauche aussi des ouvriers, mais ils disent : « pour les ouvriers et les soldats ». Ils disent : « pour les petits paysans ». Le pouvoir des Soviets y est déjà devenu une forme de gouvernement.

Le pouvoir des Soviets, c'est un pouvoir mondial. Il va prendre la relève de l'ancien Etat bourgeois. Non seulement la monarchie, mais aussi la république, si elle laisse aux capitalistes leur propriété — fabriques, usines, ban-

ques, imprimeries — est une des formes du pillage du peuple par la bourgeoisie. Les bolchéviks avaient raison de dire que la révolution mondiale grandit. Elle se développe différemment selon les pays. Elle est toujours longue et pénible. Le socialiste qui pense que les capitalistes renonceront spontanément à leurs droits est un mauvais socialiste. Non, le monde n'a pas encore enfanté de ces bons capitalistes. Le socialisme ne peut progresser que dans la lutte contre le capitalisme. Jusqu'ici aucune classe dominante n'a cédé sans lutte. Les capitalistes savent ce qu'est le bolchévisme. Ils ont d'abord dit : « La stupidité russe et le retard russe font là-bas des tours de passe-passe, d'où il ne sortira rien. On court en Russie après on ne sait quels spectres venus de l'autre monde. » Mais aujourd'hui, ces mêmes capitalistes voient que cette révolution est un incendie mondial, et que seul le pouvoir des travailleurs peut triompher. On forme à présent chez nous des comités de paysans pauvres. Et en Allemagne, l'immense majorité est composée d'ouvriers agricoles ou de petits paysans. Les gros paysans sont presque toujours en Allemagne une espèce de hobereaux.

Hier, le gouvernement suisse a expulsé notre représentant, et nous savons ce qui a provoqué ce geste. Nous savons que les impérialistes français et anglais craignent qu'il nous ait envoyé chaque jour des télégrammes et des récits sur les meetings de Londres, où les ouvriers d'Angleterre ont proclamé : « Retirez les troupes britanniques de Russie ! » Il nous envoyait aussi des informations sur la France. On dit que les impérialistes ont présenté un ultimatum aux porte-parole de la Russie. Ils ont aussi chassé de Suède les représentants du pouvoir des Soviets, qui devront retourner en Russie. Mais il est encore trop tôt pour qu'ils exultent. C'est une victoire facile. Cette mesure ne mène encore à rien. Les « alliés » auront beau cacher la vérité, ils auront beau tromper le peuple, ils auront beau s'évertuer à se débarrasser des représentants de la Russie des Soviets, en définitive le peuple connaîtra toute la vérité.

Nous vous disons : ripostez de toutes vos forces aux « alliés » et soutenez l'Armée Rouge ! Tout ce qui s'est passé chez nous tant qu'il n'y avait pas d'Armée Rouge est compréhensible. Mais nous voyons qu'aujourd'hui l'Armée Rouge s'affermit et remporte des victoires. Face à notre

armée se dressent les troupes anglaises. Et notre armée est encadrée d'officiers issus hier seulement de la classe ouvrière, des officiers qui ont suivi hier seulement pour la première fois des cours d'instruction militaire. Quand nous capturons des prisonniers, bien des témoignages prouvent qu'ils se disent en lisant la traduction anglaise de la Constitution de notre république : « On nous a trompés. La Russie des Soviets n'est pas ce que nous pensions. Le pouvoir des Soviets, c'est le pouvoir des travailleurs. » Et nous déclarons : « Oui, camarades, nous ne combattons pas seulement pour la Russie des Soviets, nous combattons pour le pouvoir des ouvriers et des travailleurs du monde entier. » Pendant que nous contenons la poussée de l'impérialisme, la révolution allemande se renforce. La révolution se renforce aussi dans tous les autres pays. Voilà pourquoi, quel que soit le nom qu'on lui donne en Europe, cette révolution mondiale s'est dressée de toute sa taille et l'impérialisme mondial périra. Et notre situation, si pénible soit-elle, inspire la conviction que nous ne sommes pas seuls à lutter pour une juste cause, mais que nous avons des alliés, les ouvriers de tous les pays.

Camarades, après ces remarques sur notre situation internationale, je voudrais ajouter quelques mots sur d'autres questions. Je voudrais parler des partis petits-bourgeois. Ces partis se considéraient comme socialistes. Mais ils ne sont pas socialistes. Nous savons fort bien que, dans la société capitaliste, des institutions telles que les banques, les caisses, les sociétés de secours mutuel, se qualifient d'« entraide », mais tout cela ne signifie absolument rien ; ce qui se cache en fait, sous cette appellation, c'est le pillage. Et pour ce qui est des partis qui défendaient prétendument le peuple, lorsque la classe ouvrière russe repoussait les attaques de Krasnov (il fut arrêté par nos troupes, et malheureusement libéré parce que les gens de Pétrograd sont trop magnanimes), ces messieurs les menchéviks et socialistes-révolutionnaires de droite étaient du côté de la bourgeoisie. Ces partis de la petite bourgeoisie ne savent jamais où aller, du côté des capitalistes ou du côté des ouvriers. Ils sont composés de gens qui nourrissent l'espoir de s'enrichir un jour ou l'autre. Ils observent constamment qu'autour d'eux, la majorité des petits patrons vit mal, ce sont

tous des travailleurs. Et voici que ces partis de la petite bourgeoisie dispersés à travers le monde entier, se sont mis à hésiter. Ce n'est pas une nouveauté. Il en fut toujours ainsi, et chez nous aussi. Lors de la paix de Brest-Litovsk — et ce fut la période la plus pénible de notre révolution, où nous n'avions pas d'armée et où nous devions conclure la paix, pour ne pas arrêter un seul instant notre travail socialiste — ces partis se sont tous détournés de nous. Ils avaient oublié que la Russie consentait ses plus grands sacrifices à la révolution socialiste, et ils sont passés aux côtés des partisans de l'Assemblée Constituante. Ces derniers ont fait leur apparition à Samara, en Sibérie. A présent, on les chasse de ces régions et on leur montre qu'il s'agit ou bien du pouvoir des propriétaires fonciers, ou bien du pouvoir des bolchéviks. Il ne peut pas y avoir de milieu. Ou bien le pouvoir des opprimés, ou bien le pouvoir des oppresseurs. La paysannerie pauvre ne peut suivre personne, hormis nous. Et elle ne nous suivra que lorsqu'elle aura vu que l'on n'a aucun ménagement pour l'ancien régime, et que tout est fait pour la prospérité du peuple. Le peuple ne pouvait soutenir que le pouvoir des Soviets au cours de cette année, malgré des conditions pénibles et malgré la famine. Les ouvriers et les paysans savent que quelque pénible que soit la guerre, tout ce que l'on peut faire contre les capitalistes exploiteurs pour que tout le poids de la guerre ne retombe pas sur les épaules des ouvriers, mais sur les épaules de ces seigneurs, le gouvernement ouvrier et paysan le fera. Et voici déjà plus d'un an que le pouvoir des ouvriers et des paysans est appuyé par le peuple.

A l'heure actuelle, à l'heure où la révolution a éclaté en Allemagne, un revirement s'est opéré chez les menchéviks et chez les socialistes-révolutionnaires. Les meilleurs d'entre eux aspiraient au socialisme. Mais ils pensaient que les bolchéviks poursuivaient un fantôme, un conte de fées. Or, aujourd'hui, ils ont acquis la conviction que ce qu'attendaient les bolchéviks n'était pas le fruit de l'imagination, mais une réalité vivante, que cette révolution mondiale est venue et qu'elle grandit dans le monde entier ; les meilleurs des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires commencent à se repentir de leur erreur, ils commencent à comprendre que le pouvoir des Soviets n'est pas

seulement un pouvoir russe, mais le pouvoir mondial des ouvriers, et qu'aucune Assemblée Constituante n'apportera le salut.

L'Angleterre, la France et l'Amérique savent qu'à présent, à l'heure où la révolution mondiale a éclaté, elles n'ont pas d'ennemis à l'extérieur. Les ennemis sont à l'intérieur de chaque pays. Un nouveau revirement s'opère, maintenant que les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires de droite ont commencé à hésiter ; les meilleurs d'entre eux sont attirés vers les bolchéviks et voient qu'ils ont beau jurer sur la foi de l'Assemblée Constituante, ils sont tout de même du côté des blancs. Dans le monde entier, voici comment se pose la question aujourd'hui : ou bien le pouvoir des Soviets, ou bien le pouvoir des pillards qui ont exterminé une dizaine de millions d'hommes dans cette guerre, ont fait vingt millions d'invalides, et continuent à piller d'autres pays.

Voilà, camarades, ce qui provoque les hésitations de la démocratie petite-bourgeoise. Nous savons que ces partis hésitent et hésiteront toujours. Les hommes, dans leur majorité, tirent leurs convictions de la vie et ne croient pas aux bouquins et aux paroles. Nous disons au paysan moyen : « Tu n'es pas notre ennemi ; nous n'avons pas de raison de t'offenser. » Et si quelque part un Soviet local frappe lourdement un paysan moyen et que celui-ci s'en ressente, alors il faut le dissoudre, car il ne sait pas agir comme il le doit. La démocratie moyenne, petite-bourgeoise, ne cessera jamais d'hésiter. Et si, pareille à un balancier, elle a oscillé vers nous, il faut la soutenir. Nous disons : « Si vous abîmez notre travail, nous ne voulons pas de vous. Mais si vous voulez nous aider, nous vous acceptons. » Il existe différents groupes de menchéviks, entre autres celui des « activistes ». Derrière cette appellation se cachaient ceux qui déclaraient : « Il ne suffit pas de critiquer. Il faut aider par l'action. » Nous disons : nous lutterons contre les Tchécoslovaques, et nous serons impitoyables envers ceux qui aident ces gens. Mais dès l'instant où des gens ont compris leur erreur, il faut les accueillir, il faut être indulgent avec eux. Quiconque est à mi-chemin, entre l'ouvrier et le capitaliste, hésitera toujours. On pensait que le pouvoir des Soviets serait vite brisé. En fait, il en fut autrement. L'impérialisme européen

ne peut pas briser notre pouvoir. La révolution se développe maintenant à l'échelle internationale. Et à présent, nous disons que ceux qui ont hésité, qui aujourd'hui ont compris et vu leur erreur viennent à nous. Nous ne vous répudions pas. Nous devons avant tout veiller soigneusement à ce que ces mêmes gens, quels qu'ils aient été auparavant, qu'ils aient hésité ou non, s'ils sont sincères à notre égard, viennent à nous. Nous sommes assez forts aujourd'hui pour ne craindre personne. Nous les digérerons tous. Mais eux, ils ne nous digéreront pas. Rappelez-vous que les hésitations de ces partis sont inévitables. A l'heure actuelle, le balancier oscille par ici, demain par là. Nous devons demeurer le parti prolétarien des ouvriers et des opprimés. Mais à présent, nous gouvernons toute la Russie ; et notre seul ennemi, c'est celui qui vit du travail d'autrui. Les autres ne sont pas nos ennemis. Ce sont seulement des hésitants ; or, les hésitants ne sont pas pour autant des ennemis.

Maintenant, encore une question. La question du ravitaillement. Vous savez tous que notre situation alimentaire, qui s'était améliorée quelque peu en automne, se détériore à nouveau. De nouveau le peuple a faim ; et vers le printemps, la situation s'aggravera encore ; or, nos transports ferroviaires sont actuellement fort désorganisés. Pardessus le marché, nos chemins de fer sont aujourd'hui surchargés de prisonniers qui reviennent au pays. Venant d'Allemagne, deux millions d'hommes accourent en ce moment vers la Russie. Ils sont harassés, épuisés. Ils ont souffert de la faim comme personne. Ce ne sont pas des hommes, ce sont des ombres, des squelettes. Nos transports sont détruits encore davantage par la guerre intérieure. Nous n'avons pas de locomotives, pas de wagons. Et l'état du ravitaillement est de plus en plus pénible. Devant cette situation pénible, le Conseil des Commissaires du Peuple s'est dit : si nous avons maintenant une armée et une discipline établie par les cellules du parti qui existent dans chaque régiment, avec des officiers dont la majorité sont issus de la classe ouvrière et ne sont pas des « fils à papa », s'ils ont compris que la classe ouvrière devait donner des dirigeants de l'Etat et des officiers rouges, alors l'armée socialiste sera véritablement socialiste, avec des cadres renouvelés par la participation des

officiers rouges. Nous savons qu'à présent un revirement s'est produit. Nous avons une armée. La discipline est nouvelle. Cette discipline est maintenue par les cellules, par les ouvriers et les commissaires qui, par centaines de milliers, partaient pour le front et expliquaient aux ouvriers et aux paysans l'origine de la guerre. Telle est la raison du revirement dans notre armée. Voilà pourquoi il s'est manifesté avec tant de force. Les journaux anglais disent que maintenant, en Russie, on se heurte à un ennemi sérieux.

Nous savons combien l'appareil de notre ravitaillement est défectueux. Il s'y est faufilé certains groupes qui trompent, ont trompé et volent. Nous savons que la masse des cheminots, tous ceux qui portent le poids du travail, sont aux côtés du pouvoir des Soviets. Mais la couche supérieure se cramponne à l'ancien régime, sabote ou bien travaille mollement. Camarades, vous savez que cette guerre est une guerre révolutionnaire. Pour cette guerre, il faut que soient attirées toutes les forces du peuple. Le pays tout entier doit se transformer en un camp révolutionnaire. A l'aide, tous ! Il ne suffit pas que tous aillent au front ; il faut que cette classe qui mène tous les hommes à la libération, qui soutient le pouvoir des Soviets, il faut que cette classe gouverne l'Etat, parce qu'elle seule a le droit de le faire. Nous savons combien cette tâche est dure, vu que la classe ouvrière a été si longtemps écartée non seulement de la direction, mais encore de l'instruction ; nous savons combien il lui est difficile de tout apprendre d'un coup. Néanmoins, la classe ouvrière a opéré ce tournant dans le domaine militaire, le plus ardu et le plus dangereux. C'est un même tournant que les ouvriers conscients doivent nous aider à effectuer dans le ravitaillement comme dans les chemins de fer. Il importe que chaque cheminot, que chaque employé du ravitaillement se considère comme un soldat à son poste. Il doit se rappeler qu'il fait la guerre à la famine. Il doit rejeter les vieilles lenteurs bureaucratiques. Nous avons décidé ces jours-ci d'instituer une inspection ouvrière du ravitaillement. Nous nous disons : pour qu'un tournant se produise dans l'appareil ferroviaire, pour en faire en quelque sorte une Armée Rouge, il faut la participation des ouvriers. Appelez vos gens. Organisez des cours, instruisez-les, faites-en des commissaires. Eux seuls,

s'ils donnent leurs militants, eux seuls parviendront à faire de l'armée des vieux fonctionnaires du ravitaillement une sorte d'armée rouge socialiste, dirigée par les ouvriers et travaillant non pas à la trique, mais de plein gré, comme sur le front combattent et meurent les officiers rouges, sachant qu'ils meurent pour la république socialiste.

Bref compte rendu publié le 18 décembre 1918, dans la « Pravda » n° 275

Publié intégralement pour la première fois

Conforme au texte du sténogramme

TELEGRAMME AUX UKRAINIENS DE LA REGION DE SAMARA

Samara, au comité militaire de la province, pour les Ukrainiens de la région.

Nous estimons nécessaire de vous communiquer, en réponse au télégramme des Ukrainiens de la région de Samara, que, vu l'afflux de volontaires ukrainiens et le grand nombre de mobilisés en Ukraine même qui n'ont pas encore reçu d'armement, le gouvernement ouvrier et paysan d'Ukraine ne juge pas utile de créer de nouvelles formations d'Ukrainiens en Russie et de les diriger sur la république. Par cette communication, nous vous proposons au nom du Conseil des Commissaires du Peuple de suspendre l'envoi d'unités ukrainiennes en Ukraine.

Lénine. Staline

Ecrit le 16 ou le 17 décembre 1918
Publié pour la première fois en 1942

Conforme au texte du télégramme

DE LA «DEMOCRATIE» ET DE LA DICTATURE

Les quelques numéros du *Drapeau Rouge* de Berlin et de l'*Appel* (Weckruf) de Vienne[141], organe du Parti communiste de l'Autriche allemande, parvenus à Moscou, nous montrent que les traîtres au socialisme qui soutenaient la guerre des rapaces impérialistes, tous ces Scheidemann et Ebert, Austerlitz et Renner, se voient infliger une riposte bien méritée par les représentants authentiques du prolétariat révolutionnaire d'Allemagne et d'Autriche. Nous saluons chaleureusement ces deux organes, témoins de la vitalité et des progrès de la IIIe Internationale.

Aujourd'hui, la question principale de la révolution en Allemagne comme en Autriche est sans doute la suivante : l'Assemblée Constituante ou le pouvoir des Soviets ? Tous les représentants de la IIe Internationale en faillite, depuis Scheidemann jusqu'à Kautsky, sont partisans de la première et appellent leur point de vue la défense de la « démocratie » (Kautsky en est même venu à parler de « démocratie pure »), par opposition à la dictature. Dans ma brochure *la Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, récemment parue à Moscou et Pétrograd, j'ai fait une analyse détaillée des vues de Kautsky. Je vais essayer d'exposer brièvement le fond de la question controversée qui, dès à présent, figure pratiquement à l'ordre du jour dans tous les pays capitalistes avancés.

Les Scheidemann et les Kautsky parlent de la « démocratie pure » ou de la « démocratie » en général pour tromper les masses et leur cacher le caractère *bourgeois* de la démocra-

tie *actuelle*. Que la bourgeoisie continue à détenir tout l'appareil du pouvoir d'Etat, qu'une poignée d'exploiteurs continue à utiliser la machine d'Etat ancienne, bourgeoise ! Les élections faites dans ces conditions, la bourgeoisie, cela va de soi, se plaît à les qualifier de « libres », « égales », « démocratiques », « universelles », puisque ces mots servent à cacher la vérité, à cacher le fait que, la propriété des moyens de production et le pouvoir politique étant assurés aux exploiteurs, il ne saurait être question de liberté véritable, de véritable égalité pour les exploités, c'est-à-dire pour l'immense majorité de la population. Il est avantageux et indispensable pour la bourgeoisie de cacher au peuple le caractère *bourgeois* de la démocratie actuelle, de la présenter comme démocratie en général ou « démocratie pure », et, en le répétant, les Scheidemann ainsi que les Kautsky abandonnent *en fait* le point de vue du prolétariat et passent à la bourgeoisie.

Lorsqu'ils ont rédigé pour la dernière fois en commun la préface *du Manifeste du Parti communiste* (c'était en 1872) Marx et Engels ont jugé nécessaire de signaler expressément aux ouvriers que le prolétariat ne peut pas se contenter de prendre telle quelle la machine d'Etat (c'est-à-dire bourgeoise) pour la faire servir à ses propres fins, mais qu'il doit la casser, la briser. Le renégat Kautsky a rédigé toute une brochure sur la dictature du prolétariat, où il cache aux ouvriers cette vérité marxiste fondamentale, dénature le fond même du marxisme, et l'on conçoit que les compliments prodigués à cette brochure par les Scheidemann et C^ie^ soient pleinement justifiés, comme émanant des agents de la bourgeoisie à l'adresse de celui qui se range aux côtés de cette dernière.

Parler de démocratie pure, de démocratie en général, d'égalité, de liberté, d'universalité, alors que les ouvriers et tous les travailleurs sont affamés, dévêtus, ruinés et épuisés non seulement par l'esclavage salarié du capitalisme, mais aussi par quatre années d'une guerre de brigandage, et que les capitalistes et les spéculateurs continuent à détenir leur « propriété » volée et la machine « telle quelle » du pouvoir d'Etat, c'est se moquer des travailleurs et des exploités. C'est rompre en visière avec les vérités fondamentales du marxisme, qui enseigne aux ouvriers : vous

devez utiliser la démocratie bourgeoise comme un immense progrès historique par rapport à la féodalité, mais gardez-vous d'oublier un instant la nature bourgeoise de cette « démocratie », son caractère historiquement relatif et limité, gardez-vous de faire vôtre la « foi superstitieuse » en « l'Etat », d'oublier que même dans la plus démocratique des républiques, et non seulement dans une monarchie, l'Etat n'est pas autre chose qu'une machine d'oppression d'une classe par une autre.

La bourgeoisie est obligée de faire l'hypocrite et de donner le nom de « pouvoir du peuple entier » ou de démocratie en général, ou de démocratie pure à la république démocratique (*bourgeoise*), qui est en fait la dictature de la bourgeoisie, la dictature des exploiteurs sur les masses travailleuses. Les Scheidemann et les Kautsky, les Austerlitz et les Renner (maintenant aidés, hélas, par Friedrich Adler) soutiennent ce mensonge et cette hypocrisie. Les marxistes, les communistes, eux, les dénoncent et disent aux ouvriers et aux masses travailleuses la vérité pure et simple : en fait, la république démocratique, l'Assemblée Constituante, le suffrage universel, etc., c'est la dictature de la bourgeoisie, et pour libérer le travail du joug capitaliste, il n'est point d'autre moyen que de remplacer cette dictature par la *dictature du prolétariat*. Seule la dictature du prolétariat est capable de libérer l'humanité du joug capitaliste, du mensonge, de la fausseté et de l'hypocrisie de la démocratie bourgeoise, démocratie *pour les riches*, et d'instaurer la démocratie *pour les pauvres*, c'est-à-dire de mettre *pratiquement* à la portée des ouvriers et des paysans pauvres les bienfaits de la démocratie, alors que maintenant (même dans la république *bourgeoise* la plus démocratique) ces bienfaits de la démocratie restent *pratiquement* inaccessibles à l'immense majorité des travailleurs.

Prenons, par exemple, la liberté de réunion et la liberté de la presse. Les Scheidemann et les Kautsky, les Austerlitz et les Renner cherchent à persuader aux ouvriers que les élections actuelles à l'Assemblée Constituante en Allemagne et en Autriche se font « démocratiquement ». C'est un mensonge : les capitalistes, les exploiteurs, les grands propriétaires fonciers et les spéculateurs détiennent *en fait* les $^{9}/_{10}$ des meilleures salles de réunion, et les $^{9}/_{10}$ des

stocks de papier, des imprimeries, etc. L'ouvrier de la ville, le salarié agricole et le journalier à la campagne sont *en fait* tenus à l'écart de la démocratie par ce « sacro-saint droit de propriété » (sauvegardé par les Kautsky et les Renner, auxquels s'est malheureusement associé Friedrich Adler), ainsi que par l'appareil bourgeois du pouvoir d'Etat, c'est-à-dire par les fonctionnaires bourgeois, les juges bourgeois, etc. L'actuelle « liberté de réunion et de la presse » dans la république « démocratique » (démocratique bourgeoise) allemande est un mensonge et une hypocrisie, car *en fait* c'est la *liberté pour les riches* d'acheter et de corrompre la presse, la *liberté pour les riches* d'intoxiquer le peuple par les mensonges des journaux bourgeois, la *liberté pour les riches* de posséder « en propre » les hôtels particuliers, les meilleurs édifices, etc. La dictature du prolératiat *enlèvera* aux capitalistes, au profit des travailleurs, les hôtels particuliers, les meilleurs édifices, les imprimeries, les stocks de papier.

Ce sera substituer à la démocratie « pure », « universelle », la « dictature d'une seule classe », clament les Scheidemann et les Kautsky, les Austerlitz et les Renner (à l'unisson de leurs confrères de l'étranger, les Gompers, les Henderson, les Renaudel, les Vandervelde et C^ie^).

C'est faux, répondrons-nous. Ce sera substituer la dictature du prolétariat à la dictature bourgeoise de fait (hypocritement masquée sous les formes de la république démocratique bourgeoise). Ce sera substituer à la démocratie pour les riches la démocratie pour les pauvres. Ce sera substituer à la liberté de réunion et de la presse pour la minorité, pour les exploiteurs, la liberté de réunion et de la presse pour la *majorité* de la population, pour les travailleurs. Ce sera *étendre* prodigieusement, sur une échelle historique, la démocratie qui de mensonge deviendra une vérité, ce sera libérer l'humanité des chaînes du capital qui *dénature* et tronque toute démocratie *bourgeoise*, même la plus « démocratique » et la plus républicaine. Ce sera remplacer l'Etat bourgeois par l'Etat *prolétarien*, seul moyen d'aboutir au dépérissement de l'Etat en général.

Mais pourquoi ne pourrait-on pas atteindre ce but sans la dictature d'une seule classe ? Pourquoi ne pourrait-on pas passer directement à la démocratie « pure » ? interro-

gent les amis hypocrites de la bourgeoisie ou les naïfs petits bourgeois et philistins dupés par elle.

Nous répondons : parce que dans toute société capitaliste, le rôle décisif revient soit à la bourgeoisie, soit au prolétariat, tandis que les petits patrons demeurent inévitablement frappés d'hésitation et d'impuissance avec leurs rêves stupides de démocratie « pure », c'est-à-dire au-dessus des classes ou en dehors des classes. Parce que seule la dictature de la classe opprimée permet d'en finir avec une société où une classe en opprime une autre. Parce que seul le prolétariat est capable de vaincre, de renverser la bourgeoisie, puisqu'il est l'unique classe groupée et « éduquée » par le capitalisme, et capable d'entraîner la masse hésitante des travailleurs vivant en petits bourgeois, ou au moins de la « neutraliser ». Parce que seuls les doucereux petits bourgeois et philistins peuvent rêver, en trompant les ouvriers et en se trompant eux-mêmes, de renverser le joug du capital sans un long et pénible effort pour *réprimer la résistance* des exploiteurs. En Allemagne et en Autriche, cette résistance n'a pas encore pris des formes ouvertes, car l'expropriation des expropriateurs n'y a pas encore commencé. Mais lorsqu'elle aura commencé, une résistance acharnée, furieuse, lui sera opposée. En le cachant aux ouvriers et à eux-mêmes, les Scheidemann et les Kautsky, les Austerlitz et les Renner trahissent les intérêts du prolétariat, abandonnent à l'heure la plus décisive les positions de la lutte de classe et du renversement du joug bourgeois pour les positions d'une entente du prolétariat avec la bourgeoisie, pour les positions d'une « paix sociale », d'une réconciliation des exploiteurs avec les exploités.

Les révolutions sont les locomotives de l'histoire, disait Marx[142]. Les révolutions instruisent vite. Les ouvriers des villes, les salariés agricoles des campagnes en Allemagne et en Autriche ne tarderont pas à se rendre compte de la trahison commise par les Scheidemann et Kautsky, les Austerlitz et Renner à l'égard du socialisme. Le prolétariat rejettera loin de lui ces « social-traîtres », socialistes en parole, traîtres au socialisme en fait, comme il a rejeté en Russie les mêmes petits bourgeois et philistins, les menchéviks et les « socialistes-révolutionnaires ». Le prolétariat verra — d'autant plus vite que sera plus entière la domination desdits « chefs »,

— que le seul moyen d'ouvrir le chemin du socialisme, c'est de remplacer l'Etat bourgeois, fût-ce la plus démocratique des républiques bourgeoises, par un Etat du type de la Commune de Paris (dont a tant parlé Marx, falsifié et trahi par les Scheidemann et les Kautsky) ou par un Etat du type des Soviets. La dictature du prolétariat affranchira l'humanité du joug capitaliste et des guerres.

Moscou, 23 décembre 1918.

« Pravda » n° 2, le 3 janvier 1919
Signé : N. Lénine

Conforme au manuscrit

L'EXPLOIT DES OUVRIERS DE LA PRESNIA

Il y a treize ans, les prolétaires de Moscou levaient l'étendard de la révolution contre le tsarisme. Ce fut le point culminant du développement de la première révolution ouvrière contre le tsarisme. Les ouvriers subirent une défaite et la Presnia s'abreuva du sang des ouvriers.

L'héroïsme inoubliable des ouvriers de Moscou offrit un modèle de lutte à toutes les masses laborieuses de Russie. Mais ces masses étaient alors encore trop peu évoluées, trop morcelées, et elles ne soutinrent pas les héros de la Presnia, les héros de Moscou qui se dressaient, les armes à la main, contre la monarchie du tsar et des propriétaires fonciers.

La défaite des ouvriers de Moscou fut suivie de la défaite de la première révolution elle-même. Douze longues années de souffrances infligées par la réaction la plus sauvage des propriétaires fonciers s'abattirent sur les ouvriers et les paysans de tous les peuples de Russie.

L'exploit des ouvriers de la Presnia n'a pas été vain. Leurs sacrifices n'ont pas été stériles. Dans la monarchie tsariste avait été percée la première brèche qui, lentement mais sûrement, s'est élargie et a affaibli l'ancien régime féodal. L'exploit des ouvriers de Moscou a créé chez les masses laborieuses de la ville et de la campagne une profonde effervescence dont les suites ne s'éteindront plus, malgré les persécutions de toute sorte.

Avant l'insurrection armée de décembre 1905, le peuple de Russie était incapable de mener une lutte armée de masse contre les exploiteurs. Après décembre, ce n'était plus le

même peuple. Il était régénéré. Il avait reçu le baptême du feu. Il s'était trempé dans l'insurrection. Il avait préparé les rangs des combattants qui ont triomphé en 1917 et qui, aujourd'hui, — au milieu de difficultés incroyables, triomphant des souffrances de la famine et du désordre économique créé par la guerre impérialiste, — défendent la cause de la victoire mondiale du socialisme.

Vive la Presnia rouge ouvrière, détachement d'avant-garde de la révolution ouvrière mondiale !

« Biednota » n° 222, le 24 décembre 1918

Conforme au texte du journal « Biednota »

Signé : N. Lénine

DISCOURS PRONONCE AU IIe CONGRES DES CONSEILS DE L'ECONOMIE NATIONALE DE RUSSIE[143] LE 25 DECEMBRE 1918

(O v a t i o n .) Camarades, permettez-moi de vous dire avant tout quelques mots sur la situation internationale de la République des Soviets. Vous savez tous naturellement que la question essentielle de la situation internationale est la victoire de l'impérialisme anglo-franco-américain et ses tentatives de s'emparer définitivement de toute la Terre, et surtout de détruire la Russie des Soviets.

Vous savez qu'au début de la Révolution d'Octobre, la majorité des représentants de la bourgeoisie d'Europe occidentale, et aussi une partie de la bourgeoisie russe, estimaient qu'une sorte d'expérience socialiste était entreprise chez nous, mais qu'elle ne pouvait avoir une importance notable et sérieuse du point de vue mondial. Les porte-parole particulièrement insolents et myopes de la bourgeoisie ont maintes fois exprimé l'idée que les expériences communistes en Russie ne pouvaient rien donner d'autre que de la satisfaction à l'impérialisme allemand. Et il y a eu malheureusement des gens qui se laissaient aveugler par ces diatribes et qui appréciaient, entre autres, sous cet angle les conditions incroyablement pénibles et incroyablement brutales de la paix de Brest-Litovsk. A vrai dire, ces gens excitaient, consciemment ou non, le patriotisme de classe de la petite bourgeoisie, et jugeaient la situation qui allait s'aggravant non pas du point de vue de sa portée mondiale, non pas du point de vue de l'évolution des événements à l'échelle mondiale, mais comme si l'impérialisme allemand était l'ennemi prin-

cipal et comme si cette paix de violence et de pillage sans précédent était le triomphe des impérialistes allemands.

Effectivement, si l'on examine les faits d'alors en fonction de la situation de la Russie, on ne saurait imaginer des conditions plus néfastes. Mais l'absurdité des conclusions des impérialistes allemands se révéla au bout de quelques mois, lorsque les Allemands, en conquérant l'Ukraine, se vantèrent devant leur bourgeoisie et plus encore devant leur prolétariat que le moment était venu de récolter les fruits de la politique impérialiste, qu'ils allaient se procurer en Ukraine tout ce dont l'Allemagne avait besoin. C'était l'appréciation la plus bornée, la plus myope, des événements.

Très vite, il s'avéra que seuls ceux qui avaient envisagé les faits du point de vue de leur influence sur le développement de la révolution mondiale avaient raison. C'est bien l'exemple de l'Ukraine, qui subit des souffrances inouïes, c'est cet exemple qui montra que la seule appréciation juste des événements était celle qui reposait sur l'étude, sur l'observation attentive de la révolution prolétarienne mondiale : l'impérialisme fut écrasé par les masses laborieuses, placées dans des conditions intolérables. Et maintenant nous voyons que l'épisode d'Ukraine fut un des jalons dans la montée de la révolution mondiale.

Les impérialistes allemands furent loin de pouvoir se procurer en Ukraine autant de biens matériels qu'ils l'escomptaient. De plus, la transformation de la guerre en guerre de pillage évidente mina toute l'armée allemande et le contact avec la Russie des Soviets suscita dans cette armée des masses laborieuses d'Allemagne une désagrégation, apparue au bout de quelques mois. A l'heure actuelle, à l'heure où l'impérialisme anglo-américain est devenu encore plus impudent et se considère comme un maître absolu à qui personne ne peut opposer de résistance, nous ne fermons pas les yeux devant la situation extrêmement difficile où nous nous trouvons. Les puissances de l'Entente ont maintenant franchi la limite de la politique admissible pour la bourgeoisie, et elles ont dépassé toute mesure, comme l'avaient fait les impérialistes allemands en février et en mars 1918, en concluant la paix de Brest-Litovsk. La même cause qui a conduit l'impérialisme allemand à sa perte se dessine nettement devant nous en ce qui concerne l'impérialisme

anglo-français. Ce dernier a imposé à l'Allemagne des conditions de paix bien pires, bien plus pénibles que celles que nous avait imposées l'Allemagne lors de la signature de la paix de Brest-Litovsk. Ainsi, l'impérialisme anglo-français a dépassé cette limite qui lui sera fatale plus tard, à lui aussi. Au-delà de cette limite, l'impérialisme perd l'espoir de maintenir les masses laborieuses dans l'obéissance.

Malgré le bruit fait par les chauvins autour de la victoire, de la débâcle de l'Allemagne, bien que la guerre ne soit pas encore officiellement terminée, on relève déjà en France et en Angleterre des signes de la croissance extrême du mouvement ouvrier, et nous voyons des hommes politiques, qui se plaçaient au point de vue chauvin, changer de position pour se prononcer maintenant contre leur gouvernement, à cause de ses tentatives d'intervention dans les affaires russes. Si l'on confronte ces faits avec les nouvelles parues ces derniers temps dans les journaux, touchant un début de fraternisation des soldats anglo-américains, si on se rappelle que les armées impérialistes se composent de citoyens vivant dans un monde de mensonges et de menées, nous pouvons reconnaître que le terrain de la Russie des Soviets est assez ferme. Tenant compte de ce tableau général de la guerre et de la révolution mondiales, nous sommes parfaitement tranquilles et nous regardons l'avenir avec une confiance absolue ; nous disons que l'impérialisme anglo-français a dépassé toutes mesures au point de franchir toutes les limites de la paix que les impérialistes étaient à même de conclure, et que la faillite la plus complète le menace.

Ecraser la révolution, s'emparer de tous les pays et les partager, tels sont les objectifs que les puissances de l'Entente s'étaient assignés en poursuivant la guerre impérialiste. Mais bien que l'Angleterre et l'Amérique aient échappé beaucoup plus que l'Allemagne aux horreurs de la guerre, bien que la bourgeoisie organisée démocratiquement chez eux soit bien plus perspicace que la bourgeoisie allemande, les impérialistes anglais et américains ont perdu la tête et maintenant, en raison des conditions objectives, sont obligés de s'attaquer à une tâche qui est au-dessus de leurs forces, ils sont obligés d'entretenir des armées pour assurer l'ordre et la répression.

Cependant les conditions dans lesquelles nous nous trouvons à présent exigent la tension la plus totale de nos forces. Aujourd'hui encore nous devons accorder plus de prix à chaque mois qu'à dix années d'autrefois, car nous accomplissons une œuvre cent fois plus vaste : non seulement nous sauvegardons la République de Russie, mais encore nous forgeons une grande chose pour le prolétariat mondial. On réclame de nous une extrême tension, un immense travail pour dresser un plan d'organisation et pour élaborer des rapports communs.

Pour en venir à nos tâches les plus immédiates, je dois dire que les fondations sont déjà posées, et qu'entre le premier et le deuxième congrès des conseils de l'économie nationale, le type essentiel des travaux a été tracé. Le plan général de gestion de l'industrie, des entreprises nationalisées, de branches entières de l'industrie, a été mis au point et établi sur un fondement solide avec la participation des syndicats ; ajoutons que nous continuerons à lutter comme par le passé contre les tentatives syndicalistes, séparatistes, locales et régionales qui portent préjudice à notre cause.

La situation militaire nous impose une responsabilité particulière et de lourdes tâches. La direction collégiale est indispensable, avec la participation des syndicats. Les collèges sont nécessaires, mais les directions collégiales ne doivent pas devenir un obstacle au travail pratique. Et quand il m'arrive aujourd'hui, notamment, d'observer la réalisation par nos entreprises de nos tâches économiques, ce qui saute surtout aux yeux, c'est que la partie concrète de notre travail, liée aux discussions collégiales, freine parfois l'exécution. Ce passage de l'exécution collégiale à la responsabilité personnelle constitue le problème du jour.

Des conseils de l'économie nationale, des directions et des organismes centraux, nous exigerons catégoriquement que le système collégial de gestion ne se traduise pas par des parlotes, la rédaction de résolutions, la fabrication de plans et des considérations régionales. Cela est inadmissible. Nous exigerons inflexiblement que tout membre d'un conseil de l'économie nationale, tout membre d'une direction centrale sache de quelle branche de l'économie, au sens étroit du mot, il est responsable. Quand nous apprenons qu'il existe des matières premières mais que les gens ne

savent pas en quelle quantité et n'ont pas su le déterminer, quand nous voyons des gens se plaindre de ce que des entrepôts de marchandises restent fermés alors que les paysans réclament l'échange de produits et le réclament à juste titre, qu'ils refusent de livrer du blé contre des billets dévalués, nous devons savoir quel membre de quelle direction collégiale précise fait de la bureaucratie, et nous devons dire qu'il est responsable de ces lenteurs et qu'il en répondra du point de vue de la défense nationale, c'est-à-dire qu'il sera arrêté sans délai et traduit devant le tribunal militaire, fût-il le représentant du syndicat le plus important au sein de la plus importante direction centrale. Cet homme doit être responsable de l'application pratique des choses les plus simples et les plus élémentaires : inventaire et utilisation rationnelle des produits qui se trouvent dans les entrepôts. C'est précisément dans l'exécution de ces tâches élémentaires que des embarras se produisent la plupart du temps chez nous.

Du point de vue historique, il n'y a là aucun danger, car dans l'édification de formes nouvelles, ignorées jusqu'à ce jour, il faut consacrer un certain temps à tracer le plan général d'organisation qui se déploiera au cours du travail. Au contraire, il faut s'étonner de la quantité de choses réalisées dans un si court laps de temps. Mais du point de vue militaire, du point de vue socialiste, lorsque le prolétariat exige de nous le maximum d'énergie pour qu'il y ait du pain et des vêtements, pour que les ouvriers manquent moins de chaussures, de produits alimentaires, etc., il est nécessaire de tripler, de décupler l'échange des marchandises. Tel doit être l'objectif immédiat des conseils de l'économie nationale.

Nous avons besoin de l'activité pratique de gens responsables de l'échange du blé contre d'autres produits, de l'écoulement du blé, de l'inventaire et aussi de l'écoulement des matières premières dans chaque entrepôt, d'une aide effective apportée dans le domaine de la production.

Pour ce qui est des coopératives, il est nécessaire de les considérer sous l'angle pratique. Quand j'entends des membres des conseils de l'économie nationale déclarer que les coopératives sont une question de boutique, qu'il s'y trouve des menchéviks, des gardes blancs et que, par conséquent,

il faut s'en tenir le plus loin possible, j'affirme que ces gens font preuve d'une totale incompréhension de la question. Ils ne comprennent absolument pas les tâches de l'heure, lorsque, au lieu de désigner les coopérateurs en tant que spécialistes, ils les dénoncent comme auxiliaires des gardes blancs. J'affirme qu'ils s'occupent de ce qui ne les regarde pas ; pour dépister les gardes blancs, nous avons les commissions extraordinaires, et il faut les laisser remplir leur tâche. Quant aux coopératives, elles sont le seul appareil créé par la société capitaliste et que nous devions utiliser. C'est pourquoi toute tentative de remplacer le travail par des discussions qui révèlent la myopie et la plus grossière lourdeur d'esprit, la suffisance intellectuelle, nous la poursuivrons par des mesures de répression sans merci, conformément à la loi martiale. (Vifs applaudissements.)

Si jusqu'à maintenant, au bout d'un an, cette question n'est pas réglée comme il convient, si nous continuons encore à discuter des plans, alors que nous nous trouvons devant des tâches pratiques, que le pays réclame du pain, des bottes de feutre, la répartition de matières premières en temps voulu, un tel bureaucratisme et une telle immixtion dans un autre domaine sont inadmissibles.

Notre appareil actuel comprend parfois des éléments favorables aux gardes blancs ; mais, étant donné le contrôle communiste dans toutes nos institutions, ces gens ne peuvent pas avoir une importance politique et jouer un rôle dirigeant. Il ne peut pas en être question. Par contre, ils nous sont utiles en tant que travailleurs pratiques et nous n'avons pas à les craindre. Je ne doute pas que les communistes soient d'excellents gens, qu'il y ait parmi eux d'excellents organisateurs, mais pour en avoir beaucoup, il faut des années et des années, et nous ne pouvons pas attendre.

A l'heure actuelle, nous pouvons trouver de tels travailleurs au sein de la bourgeoisie, parmi les spécialistes et les intellectuels. Nous poserons à chaque camarade membre d'un conseil de l'économie nationale la question : qu'avez-vous fait, messieurs, pour attirer des hommes compétents, qu'avez-vous fait pour attirer des spécialistes, des commis, des coopérateurs bourgeois capables, qui doivent travailler chez vous pas plus mal qu'ils ne le faisaient pour de quel-

conques Koloupaïev et Razouvaïev ? [111] Il est temps de renoncer à notre ancien préjugé, et de faire appel à tous les spécialistes qui nous sont nécessaires. C'est ce que doivent savoir toutes nos directions collégiales, tous nos militants communistes. Cette attitude à l'égard de l'action pratique est le gage de notre succès.

C'en est assez de ces conversations oiseuses de toutes sortes ; le moment est venu de passer à l'action pratique qui peut sortir notre pays du cercle où l'enferment les impérialistes. C'est à ce point de vue que doivent se placer tous les appareils des Soviets et des coopératives. Nous devons agir et agir pratiquement ! Si le prolétariat, après avoir pris le pouvoir en mains, ne sait pas utiliser son pouvoir, ne sait pas poser la question pratiquement ni la résoudre pratiquement, il perdra bien des choses. Il est temps d'abandonner ce préjugé qui veut que seuls les communistes, parmi lesquels il y a, sans aucun doute, des gens excellents, peuvent s'acquitter d'un travail déterminé. Il est temps d'abandonner ce préjugé : il nous faut des hommes compétents qui connaissent parfaitement leur affaire, et nous devons faire appel à tous.

Le capitalisme nous a légué un immense héritage, il nous a laissé de très grands spécialistes que nous devons utiliser à tout prix et utiliser à une large échelle, à une échelle de masse, en les mettant tous à l'œuvre. Nous ne pouvons absolument pas perdre du temps à former des spécialistes parmi nos communistes parce que, aujourd'hui, tout dépend du travail pratique, des résultats pratiques.

Il faut poser la question de telle sorte que chaque membre d'un collège, chaque membre d'une institution responsable prenne en main son affaire et en soit pleinement responsable. Il est absolument nécessaire que quiconque se charge d'une branche déterminée, soit responsable de tout, et de la production et de la répartition. Je dois vous dire que la situation de notre République des Soviets est telle que, avec une juste répartition du blé et des autres produits, nous pouvons nous maintenir très, très longtemps. Mais pour cela, il faut à tout prix une politique juste, qui rompe résolument avec toute lenteur bureaucratique, il faut agir vite et fermement, il faut désigner des personnes déterminées pour un travail responsable déterminé, il faut que

chacune de ces personnes connaisse parfaitement son affaire, qu'elle en soit responsable, sous peine d'être fusillée. Telle est notre politique au Conseil des Commissaires du Peuple et au Conseil de la Défense [145], et il est indispensable d'y subordonner toute l'activité des conseils de l'économie nationale et des coopératives. Voilà la voie que doit suivre la politique du prolétariat.

Il importe de poser la question de telle sorte que la roue de l'échange des marchandises tourne convenablement chez nous. C'est là l'essentiel à l'heure actuelle ; dans ce domaine, nous nous trouvons devant un grand travail et c'est à ce travail que je me permets, en conclusion, de vous convier tous instamment. (Vifs applaudissements prolongés.)

Bref compte rendu publié le 26 décembre 1918 dans les « Izvestia du Comité exécutif central » n° 284

Publié intégralement pour la première fois en 1919 dans l'ouvrage « Travaux du IIe Congrès des conseils de l'économie nationale de Russie. Compte rendu sténographique ». Moscou

Conforme au texte de l'ouvrage

LES TACHES DES SYNDICATS

I

Les thèses de Tomski, de Radous-Zienkovitch et de Noguine expriment chacune le point de vue de la « spécialité » correspondante, à savoir celui d'un militant des syndicats, d'un commissariat, des coopératives dotées de caisses d'assurances.

C'est pourquoi chacun des groupes de thèses ne souligne qu'un seul aspect de la question alors que les principes fondamentaux sont estompés, laissés dans l'ombre. Tel est leur défaut.

Si l'on veut poser correctement ces questions de principe touchant le mouvement syndical actuel et ses rapports avec le pouvoir des Soviets, on doit avant tout tenir compte convenablement des particularités du moment *actuel*, au cours du passage du capitalisme au socialisme.

C'est cet aspect primordial de la question que les trois auteurs n'ont pas assez mis en avant, ou qu'ils n'ont presque pas mis en avant du tout.

II

La caractéristique essentielle de l'heure est, sous ce rapport, la suivante :

Le pouvoir des Soviets, en tant que dictature du prolétariat, a triomphé, tant parmi les masses prolétariennes de la ville que parmi la paysannerie pauvre des campagnes. Mais il s'en faut de beaucoup qu'il ait gagné par la propa-

gande communiste et par une organisation solide toutes les professions et toute la masse du semi-prolétariat.

De là l'importance particulière, exceptionnelle, à l'heure actuelle de l'intensification de la propagande et du travail d'organisation, d'une part, en vue d'étendre notre influence sur les couches d'ouvriers et d'employés *les moins soviétiques* (c'est-à-dire les plus éloignés de la reconnaissance pleine et entière de la plate-forme des Soviets), de subordonner ces couches au mouvement général du prolétariat ; d'autre part, en vue de mettre en branle idéologiquement, de soulever, de souder en une seule organisation les couches et les éléments les moins évolués du prolétariat et du semi-prolétariat, tels que les manœuvres, puis les domestiques dans les villes, le semi-prolétaires des campagnes, etc...

Poursuivons : la deuxième caractéristique essentielle de l'heure, c'est que l'édification de la société socialiste est déjà mise en train chez nous, c'est-à-dire qu'elle est non seulement la tâche et le but pratique le plus immédiat, mais encore elle a engendré ses principaux organismes (par exemple, les conseils de l'économie nationale), elle a élaboré une certaine modalité de leurs corrélations avec les organisations de masse (syndicats, coopératives), elle a acquis une certaine expérience pratique. Par ailleurs, cette édification est loin d'être achevée, portée à son terme. Il existe encore beaucoup de lacunes, l'essentiel n'est pas encore fait (par exemple, la bonne organisation du stockage et de la répartition du blé, de la production et de la répartition du combustible), la participation des larges masses de travailleurs à cette édification est encore absolument insuffisante.

III

De la situation actuelle résultent pour les syndicats, à l'heure que nous traversons, les tâches suivantes :

Il ne peut pas être question d'une « neutralité » quelconque des syndicats. Toute propagande en faveur de la neutralité est soit un masque hypocrite de la contre-révolution, soit la manifestation d'une totale inconscience.

Nous sommes assez forts aujourd'hui au cœur même du mouvement syndical pour pouvoir soumettre à notre in-

fluence et à la discipline prolétarienne générale les éléments non communistes, attardés et passifs au sein des syndicats, aussi bien que les couches de travailleurs qui sous certains rapports demeurent encore petits bourgeois.

C'est pourquoi la tâche essentielle aujourd'hui ne consiste pas à briser la résistance d'un puissant ennemi, car un tel ennemi n'existe plus dans la Russie des Soviets parmi les masses du prolétariat et du semi-prolétariat, mais consiste, par un travail d'éducation et d'organisation, persévérant, opiniâtre, plus intense, à vaincre les préjugés de certaines couches petites-bourgeoises du prolétariat et du semi-prolétariat, à étendre constamment la base encore insuffisamment large du pouvoir des Soviets (c'est-à-dire à multiplier le nombre des ouvriers et des paysans pauvres qui prennent part directement à la gestion de l'Etat), à éclairer les couches retardataires des travailleurs (non seulement par des livres, des conférences, des journaux, mais par leur participation pratique à la gestion), à rechercher de *nouvelles formes d'organisation*, tant pour résoudre ces problèmes nouveaux du mouvement syndical en général, que pour attirer des masses infiniment plus nombreuses du semi-prolétariat, par exemple, de la paysannerie pauvre.

Par exemple, associer tous les membres des syndicats *sans exception* à l'administration de l'Etat, par l'intermédiaire des commissariats, par la participation aux groupes « volants » de contrôle, etc., etc. Attirer les domestiques d'abord au travail des coopératives, au ravitaillement de la population, au contrôle de la production, etc. ; puis, à une activité moins « étroite » qui comporte plus de responsabilité, en observant naturellement la progression nécessaire.

Attirer les « spécialistes » au travail de l'Etat en commun avec les ouvriers et surveiller ces spécialistes.

Le contrôle des formes de transition exige de nouveaux cadres d'organisation. Par exemple, les comités de paysans pauvres jouent un rôle immense à la campagne. On peut craindre qu'en certains endroits leur fusion avec les Soviets ne laisse les *masses* du semi-prolétariat *en dehors* des cadres de l'organisation permanente. On ne doit pas se soustraire aux tâches d'organisation de la paysannerie pauvre à la campagne, sous prétexte que ce ne sont pas des ouvriers salariés. On peut et on doit chercher et chercher encore de

nouvelles formes, par exemple, en fondant des unions de paysans pauvres (ne serait-ce que les mêmes comités), en tant qu'unions de *paysans pauvres*, (α) qui ne sont pas intéressés à la spéculation sur le blé et aux prix élevés du blé, (β) qui s'efforcent d'améliorer leur vie par des mesures générales pour tous, (γ) qui aspirent à accroître le travail en commun de la terre, (δ) qui cherchent l'alliance constante avec les ouvriers des villes, etc...

Une telle union des paysans pauvres des campagnes pourrait constituer une *section spéciale* du Conseil des syndicats de Russie ; afin de ne pas risquer d'étouffer les éléments tout à fait prolétariens. Cette forme, on peut la modifier et on doit la rechercher en fonction de la pratique, de la tâche nouvelle qui consiste à gagner de nouveaux types sociaux de transition (la paysannerie pauvre n'est pas le prolétariat, et de nos jours elle n'est même pas le semi-prolétariat, mais elle est formée de *ceux qui* sont le plus près du semi-prolétariat, dans la mesure où le capitalisme n'est pas encore mort, et en même temps de *ceux qui* ont le plus de sympathie pour le passage au socialisme)... *

Ecrit en décembre 1918-janvier 1919 — *Conforme au manuscrit*
Publié pour la première fois en 1933

* Le manuscrit s'interrompt ici. (*N. R.*)

PETIT TABLEAU POUR SERVIR A L'ECLAIRCISSEMENT DE GRANDES QUESTIONS

Le camarade Sosnovski, rédacteur de *Biednota* [146], m'a apporté un livre remarquable. Il faut que le plus grand nombre possible d'ouvriers et de paysans en prenne connaissance. On doit en tirer les leçons les plus sérieuses sur les questions majeures de l'édification socialiste, expliquées à la perfection à l'aide d'exemples vivants. C'est le livre du camarade Alexandre Todorski : *Une année avec le fusil et la charrue*, édité dans la petite ville de Vessiégonsk, par le comité exécutif central de ce district à l'occasion de l'anniversaire de la Révolution d'Octobre.

L'auteur décrit l'expérience d'un an d'activité des dirigeants du travail d'édification du pouvoir des Soviets dans le district de Vessiégonsk : d'abord la guerre civile, le soulèvement des koulaks locaux et son écrasement, puis l'« édification paisible de la vie ». La description de la marche de la révolution dans ce district perdu apparaît, chez cet auteur, si simple et en même temps si vivante que ce serait l'affaiblir que de la rapporter. On doit diffuser ce livre le plus largement, et souhaiter que le plus grand nombre possible de militants qui travaillent dans la masse et avec la masse, au cœur même de la vie réelle, se mettent à décrire leur expérience. La publication de quelques centaines, ou de quelques dizaines tout au moins, de descriptions, les meilleures, les plus véridiques, les plus simples, les plus riches par leur contenu concret, serait infiniment plus utile à la cause du socialisme que nombre d'écrits

publiés par des littérateurs patentés dans les journaux, dans les revues et dans leurs livres, et qui bien souvent derrière leur papier ne voient pas la vie.

Je prendrai un petit exemple tiré de ce récit du camarade A. Todorski. Il s'agissait de ne pas laisser « en chômage » la « main-d'œuvre marchande » et de la stimuler à « se mettre à l'œuvre ».

... « A cette fin, on convoqua au comité exécutif trois jeunes industriels, énergiques et particulièrement capables, E. Efrémov, A. Loguinov, N. Kozlov, et sous la menace de la privation de la liberté et de la confiscation de tous leurs biens on leur fit monter une scierie et une tannerie (box-calf), à l'outillement desquelles il fut immédiatement procédé.

Le pouvoir des Soviets ne s'était pas trompé dans le choix des responsables, et les industriels, à leur honneur, comprirent presque les premiers, qu'ils avaient affaire non pas à « des hôtes de hasard pour deux semaines », mais à de véritables maîtres qui prirent le pouvoir dans leurs mains fermes.

Après l'avoir compris d'une manière tout à fait juste, ils se mirent à exécuter énergiquement les directives du comité exécutif, et aujourd'hui, Vessiégonsk possède déjà une scierie qui fonctionne à plein rendement, qui subvient à tous les besoins de la population locale et qui fait face aux commandes pour le chemin de fer en construction.

Quant à la tannerie, le local est maintenant équipé et on procède à l'installation d'un moteur, de tamhours et d'autres machines arrivées de Moscou ; et pas plus tard que dans un mois et demi à deux mois, Vessiégonsk aura sa propre usine de box-calf.

L'équipement de deux usines soviétiques par des mains « non soviétiques » est un bon exemple de la façon dont on doit lutter contre la classe qui nous est hostile.

Lorsque nous frappons les exploiteurs, lorsque nous les mettons hors d'état de nuire ou « les réduisons à merci », ce n'est encore que la moitié de l'ouvrage. Notre tâche sera remplie avec succès le jour où nous les aurons obligés à travailler et que, par l'œuvre exécutée de leurs mains, nous aiderons à améliorer la vie nouvelle et à renforcer le pouvoir des Soviets.»

Ce raisonnement excellent et profondément juste, il faudrait le graver sur des plaques et le mettre en vue dans tous les conseils de l'économie nationale, dans tous les organismes du ravitaillement, dans toutes les usines, dans les sections agraires, etc. Car ce qu'ont compris les camarades dans le coin perdu de Vessiégonsk, des militants des Soviets des capitales s'obstinent bien souvent à ne pas le comprendre. Il n'est pas rare de rencontrer un intellectuel ou un ouvrier partisans des Soviets, un communiste, qui fronce le nez avec mépris lorsqu'on évoque les coopératives et qui

déclare superbement, et non moins stupidement, qu'il n'y a pas là de mains soviétiques, que ce sont des bourgeois, des boutiquiers, des menchéviks, qu'à tel endroit, à tel moment les coopérateurs se sont servis de leurs fonds pour aider les gardes blancs, que l'appareil de ravitaillement et de répartition doit, dans notre république socialiste, être édifié par des mains propres, des mains soviétiques.

Un tel raisonnement est typique, dans ce sens que la vérité y est tellement mêlée au mensonge qu'il en résulte la déformation la plus dangereuse des tâches du communisme. Ce qui fait un tort immense à notre cause.

Oui, les coopératives sont un appareil de la société bourgeoise, né dans une ambiance de « mercantilisme », qui a formé des dirigeants dans l'esprit de la politique bourgeoise et de la conception bourgeoise du monde, qui fournit pour cette raison un pourcentage élevé de gardes blancs ou de complices des gardes blancs. C'est indiscutable. Mais ce qui est mal, c'est de se mettre à tirer d'une vérité indiscutable, par des simplifications et par une application grossière, des conclusions stupides. Nous ne pouvons pas édifier le communisme avec d'autres matériaux que ceux créés par le capitalisme, avec autre chose que cet appareil cultivé qui a poussé dans un entourage bourgeois et qui, de ce fait, — dès lors qu'on en arrive à parler du matériel humain comme d'une partie de cet appareil cultivé, — est nécessairement imprégné de psychologie bourgeoise. C'est là une difficulté pour l'édification de la société communiste, mais cela garantit aussi que son édification est possible et qu'elle peut réussir. Ce qui distingue le marxisme de l'ancien socialisme utopique, c'est que ce dernier voulait construire la nouvelle société non pas avec la masse du matériel humain engendré par le capitalisme mercantile, spoliateur, immonde, sanglant mais avec des êtres particulièrement vertueux élevés sous châssis ou dans des serres spéciales. Cette idée ridicule l'est aujourd'hui aux yeux de tous et abandonnée par tous, mais tous ne veulent ou ne savent pas réfléchir sur la doctrine opposée, le marxisme, penser comment on peut (et on doit) construire le communisme avec un matériel humain gâté par des centaines et des milliers d'années d'esclavage, de servage, de capitalisme, de petite exploitation morcelée, par la guerre de

tous contre tous en vue d'arracher une bonne petite place sur le marché, des prix plus élevés pour les produits ou pour le travail.

Les coopératives sont certes un appareil bourgeois. Il en résulte qu'elles ne méritent pas la confiance *politique*, mais il n'en résulte pas le moins du monde qu'il soit permis de renoncer à les utiliser à des fins de gestion et d'édification. La méfiance politique a pour effet l'impossibilité de confier à des adversaires des Soviets des postes *politiquement* responsables. Elle amène les membres des commissions extraordinaires à surveiller avec attention les représentants des classes, des couches ou des groupes qui gravitent autour des gardes blancs. (A ce sujet, soit dit entre parenthèses, il n'est absolument pas obligatoire d'en arriver à débiter des absurdités comme celles qu'a écrites, dans sa revue de Kazan *la Terreur rouge*, le camarade Latsis, un des meilleurs communistes, un communiste expérimenté ; voulant dire que la terreur rouge est l'écrasement par la violence des exploiteurs qui tentent de rétablir leur domination, il a, au lieu de cela, écrit à la page 2 du numéro 1 de sa revue : « Ne cherchez pas (!!?) dans l'affaire de preuves d'accusation pour savoir s'il s'est soulevé contre le Soviet les armes à la main ou par la parole ».)

La méfiance politique à l'égard des représentants de l'appareil bourgeois est légitime et indispensable. Le refus de les utiliser pour la gestion et l'édification est la plus grande stupidité, qui porte le plus grand tort au communisme. Quiconque voudrait recommander un menchévik comme socialiste, ou comme dirigeant politique, ou même comme conseiller politique, commettrait une énorme erreur, car l'histoire de la Révolution en Russie a définitivement prouvé que les menchéviks (et les socialistes-révolutionnaires) ne sont pas des socialistes, mais des démocrates petits-bourgeois, capables, à chaque aggravation sérieuse de la lutte de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie, de se ranger du côté de la *bourgeoisie*. Mais la démocratie petite-bourgeoise est un produit *inévitable* du capitalisme et non une formation politique fortuite ni une quelconque exception ; et ici, la vieille paysannerie moyenne précapitaliste, économiquement réactionnaire, n'est pas le seul « fournisseur » de cette démocratie ; il en va de même pour les coopé-

ratives, ces institutions culturelles capitalistes, qui poussent sur le terrain du grand capitalisme, pour les intellectuels, etc. Déjà, dans la Russie retardataire, à côté des Koloupaïev et des Razouvaïev, étaient apparus des capitalistes qui savaient mettre à leur service les intellectuels cultivés, menchéviks, socialistes-révolutionnaires, sans-parti. Est-ce que nous nous montrerons plus bêtes que ces capitalistes ? Est-ce que nous ne saurons pas utiliser ce « matériau de construction » pour édifier la Russie communiste ?

Ecrit à la fin de 1918 ou au début de 1919

Conforme au manuscrit

Publié pour la première fois le 7 novembre 1926 dans la « Pravda » n° 258

TELEGRAMME A STALINE ET A DZERJINSKI[147]

14 janvier 1919

G l a z o v et au lieu de leur résidence
à Staline et à Dzerjinski

J'ai reçu la première dépêche chiffrée dont j'ai pris connaissance. Je vous prie tous les deux instamment de procéder personnellement sur place à l'exécution des mesures envisagées, sinon il n'y a pas de garantie de succès.

Lénine

Publié pour la première fois en 1934

Conforme au manuscrit

DISCOURS PRONONCE A LA SEANCE COMMUNE DU COMITE EXECUTIF CENTRAL DE RUSSIE, DU SOVIET DE MOSCOU ET DU CONGRES DES SYNDICATS DE RUSSIE LE 17 JANVIER 1919[148]

(Ovation enthousiaste.) Camarades, permettez-moi pour commencer d'évoquer brièvement les faits essentiels touchant notre politique du ravitaillement. Je pense que ces brèves indications seront utiles non seulement pour nous permettre d'apprécier correctement l'importance du décret que nous proposons aujourd'hui au Comité exécutif central de Russie, mais aussi pour apprécier notre politique du ravitaillement dans son ensemble, le rôle qui incombe, à l'heure où se dessine un tournant difficile, aux représentants du prolétariat organisé, avant-garde et principal soutien de la Russie des Soviets et de la révolution socialiste.

Camarades, notre politique du ravitaillement est caractérisée par trois actes essentiels qui se présentent ainsi dans l'ordre chronologique :

Premièrement, le décret sur la formation des comités de paysans pauvres est une mesure qui constitue le fondement même de notre politique du ravitaillement et en même temps un tournant capital dans tout le cours de notre révolution et dans son organisation. Cette mesure nous a fait franchir la ligne de démarcation qui sépare la révolution bourgeoise de la révolution socialiste, car la victoire de la classe ouvrière dans les villes et le passage de toutes les usines aux mains de l'Etat prolétarien

n'auraient pu, à eux seuls, poser et consolider les bases du régime socialiste, si, à la campagne, nous ne nous étions pas assuré aussi l'appui non pas de l'ensemble des paysans, mais d'un véritable prolétariat. En octobre, nous avons dû nous borner à unir le prolétariat et les paysans dans leur ensemble et en général, et grâce à cette union, nous avons pu briser rapidement la grande propriété foncière et la rayer de la face de la terre. Mais, c'est seulement quand nous sommes passés à l'organisation de la paysannerie pauvre, du prolétariat et du semi-prolétariat paysans, c'est alors seulement qu'a pu être solidement organisée l'alliance des masses travailleuses du prolétariat des villes et du prolétariat des campagnes. C'est alors seulement que la guerre contre les koulaks et la bourgeoisie agraire a pu être véritablement menée. Cet acte majeur de notre politique du ravitaillement est toujours l'aspect essentiel de toute notre politique du ravitaillement.

La deuxième mesure, peut-être moins importante, a été le décret pris avec la participation et sur l'initiative de nos représentants, le décret sur l'utilisation des coopératives. Sur ce point, nous avons décidé que l'appareil créé par les coopératives, par toute la société capitaliste et qui en Russie, pour des raisons compréhensibles, était plus faible que dans les pays d'Europe occidentale, devait être mis à profit par nous. Sous ce rapport, nous avons commis beaucoup d'erreurs et il y a bien des choses que nous n'avons pas faites, non seulement à la campagne, mais aussi dans les villes, dans les grands centres prolétariens. Nous nous heurtons ici à l'incompréhension, à l'incompétence, à des préjugés et à des traditions qui nous écartent de la coopération. Il est parfaitement normal qu'il se trouve parmi les dirigeants des coopératives beaucoup d'éléments non prolétariens ; nous devons combattre ces gens capables de déserter pour passer aux côtés de la bourgeoisie, combattre ces éléments contre-révolutionnaires et leurs velléités, mais nous devons en même temps conserver l'appareil des coopératives, qui est aussi un héritage du capitalisme, l'appareil de répartition pour des millions d'hommes, sans lequel il est impossible d'édifier le socialisme avec le moindre succès. Sur ce point, le Commissariat au Ravitaillement a tracé une politique juste, mais nous

ne l'avons pas encore portée à son terme, et les thèses que nous proposons aujourd'hui au nom de la fraction communiste au Comité exécutif central de Russie marquent un nouveau pas en avant sur cette voie et insistent pour que l'appareil des coopératives soit utilisé. Il faut savoir combattre les dirigeants indésirables de l'appareil coopératif, et nous avons assez de force et de pouvoir pour mener cette lutte, car il est ridicule de penser que la résistance soit sérieuse ; mais il faut à tout prix se servir de l'appareil des coopératives, afin de ne pas gaspiller nos forces, afin de confier à cet appareil l'unité, afin que les communistes se consacrent non seulement à l'action politique, mais aussi à l'organisation, et qu'ils profitent techniquement de cet appareil, prêt à fonctionner.

La troisième étape qui marque notre politique du ravitaillement est la création des organisations ouvrières pour l'approvisionnement. Et ici, camarades du ravitaillement, vous êtes en présence d'une tâche lourde de responsabilités. La route sur laquelle nous nous sommes engagés est celle que nous devons suivre, et nous devons nous efforcer d'en faire autant dans tous les commissariats ; c'est une mesure importante non seulement pour le ravitaillement, mais pour toute la société, et qui a une portée de classe. Pour que la révolution socialiste puisse être durable, une nouvelle classe doit accéder à l'administration. Nous savons qu'en Russie, jusqu'en 1861[149], le pouvoir dirigeant était celui des seigneurs féodaux. Nous savons que depuis, en général et dans son ensemble, le pouvoir dirigeant était celui de la bourgeoisie, des représentants des couches aisées. Aujourd'hui, la révolution socialiste ne sera durable que dans la mesure où nous saurons apprendre à une nouvelle classe, le prolétariat, à administrer, faire en sorte que le prolétariat administre la Russie. Faire en sorte que cette gestion initie tous les travailleurs à l'art de diriger l'Etat, art appris non dans des livres, journaux, discours, brochures, mais dans la pratique, afin que chacun puisse faire ses preuves.

Voilà, camarades, la principale étape de notre politique du ravitaillement, qui marque en même temps le caractère même de l'organisation de cette politique. Il faut dire que c'est à nos camarades du ravitaillement qu'incombe la

plus lourde tâche. Il est évident que la famine est la calamité la plus cruelle, la plus effroyable, qu'à chaque défaut d'organisation dans ce domaine, les masses réagissent avec une impatience, une irritation, une indignation légitimes, car il est impossible de supporter une telle calamité. Et il est non moins évident que c'est au Commissariat au Ravitaillement qu'échoit la mission la plus pénible. Vous savez parfaitement, — et les camarades des syndicats notamment, — quel désarroi économique, quel désordre règnent chez nous dans la gestion des grandes entreprises, dans le contrôle de leur production. Eh bien ! cela est mille fois plus facile à contrôler que les produits alimentaires que récoltent des millions de paysans. Or, il n'y a pas de choix. Le pays manque en général de denrées alimentaires. Ils ne suffisent pas à nourrir tout le monde.

Quand on dit qu'il y a pénurie de certaines denrées, qu'est-ce que cela signifie ? Cela signifie que si nous les répartissions aujourd'hui parmi tous les habitants, si chaque paysan apportait tous ses produits, si chacun réduisait sa consommation un peu au-dessous du nécessaire, parce qu'il est impossible que tous aient tout le nécessaire, si chaque paysan consentait de son propre gré à réduire sa consommation un peu au-dessous de la norme nécessaire et livrait tout le reste à l'Etat, et si nous répartissions tout cela convenablement, nous nous en tirerions avec des restrictions, mais sans famine. Or, une fois posé ce problème, il est évident qu'il est impossible de le résoudre par les moyens habituels, compte tenu de notre désordre économique, de notre incompétence, à l'échelle du pays tout entier ; l'aptitude indispensable ne fait que s'élaborer aujourd'hui et nous ne pouvions jusqu'ici la trouver nulle part. S'il n'y a pas assez de denrées alimentaires, cela signifie... qu'est-ce que cela signifie ? Cela signifie qu'en autorisant la liberté du commerce, vu la quantité insuffisante de denrées alimentaires dont dépendent la vie et la mort de la population, vous créerez une spéculation effrénée, vous créerez une situation où les prix des denrées monteront jusqu'à atteindre les prix dits de monopole ou de famine, une situation où ces prix exorbitants ne seront accessibles qu'à de petites couches supérieures dont le revenu est sen-

siblement au-dessus de la moyenne, tandis que la masse énorme restera affamée. Voilà ce que cela signifie, quand il n'y a pas dans le pays assez de denrées alimentaires, quand le pays est en proie à la famine. Or, depuis le jour où les impérialistes ont marché contre la Russie, elle est encerclée. Ils ne peuvent pas mettre ouvertement en œuvre leurs plans de pillage, mais ce n'est pas la fin de leur ingérence, comme l'a justement indiqué le camarade Kaménev. Nous sommes un pays, une forteresse en état de siège. Dans cette forteresse assiégée, la disette est inévitable ; et c'est pourquoi la tâche du Commissariat au Ravitaillement est la plus ardue des tâches d'organisation d'un commissariat, quel qu'il soit.

Notre ennemi aujourd'hui, pour parler de l'ennemi intérieur, n'est pas tellement le capitaliste et le propriétaire foncier — cette minorité d'exploiteurs était facile à vaincre et elle a été vaincue — notre ennemi, ce sont les spéculateurs et les bureaucrates ; tout paysan qui a les moyens de s'enrichir et de profiter de la misère, du désespoir et de la famine dans les villes et dans certains villages est enclin à devenir un spéculateur. Vous savez fort bien,— surtout les camarades des syndicats le savent,— que la tendance à devenir spéculateur peut être observée aussi dans les centres industriels, lorsqu'il n'y a pas de denrées alimentaires, lorsqu'il y en a peu, et que tout individu qui réussit à mettre la main sur une denrée s'efforce de se terrer et de s'enrichir. Si on autorise la liberté du commerce, les prix monteront aussitôt dans les proportions exorbitantes, qui les rendent inaccessibles à d'énormes masses de la population.

Voilà, camarades, quelle est la situation, voilà pourquoi il y a dans les masses non évoluées, dans les masses qui sont trop fatiguées, qui ont souffert de la faim, qui ont souffert mille morts, une tendance ou un sentiment sourd d'indignation, de révolte contre les camarades qui travaillent au ravitaillement. Tous ces gens ne savent pas réfléchir, ne voient pas plus loin que le bout de leur nez ; il leur semble que ces denrées, on peut peut-être se les procurer. Ils ont entendu dire qu'à tel endroit il y a des produits, que là on en a trouvé ; mais calculer si dans l'ensemble il y en a assez pour 10 millions de personnes,

calculer combien il en faut alors, ces gens ne peuvent pas le faire. Ils s'imaginent qu'on les paralyse, que les camarades du ravitaillement leur créent des difficultés. Ils ne comprennent pas que les ravitailleurs se comportent en patrons diligents, sensés, qui disent que si vous manifestez la plus grande austérité, la plus haute organisation, alors dans le meilleur des cas, dans le meilleur des cas, vous vous en sortirez avec une norme au-dessous du nécessaire, mais qui ne tombera pas jusqu'à la famine. Telle est la situation du pays, où les plus grands centres qui fournissaient la nourriture — la Sibérie, la région du Donetz, — sont coupés de nous, où nous sommes à l'heure actuelle coupés, qu'il s'agisse de la population ou de l'industrie, du combustible, des matières premières, de tout le blé, de ces produits sans lesquels le pays est forcé de passer par une période effroyable.

Les ravitailleurs se conduisent en patrons sensés, quand ils disent : il faut se serrer les coudes ; et alors seulement, nous pourrons nous sortir d'affaire par une action systématique contre les tentatives d'agir en ordre dispersé et contre le désir de payer n'importe quel prix, sans tenir compte de rien, pourvu seulement qu'on mange à sa faim. Nous devons penser et agir, non isolément et en désordre, car cela, c'est notre perdition ; nous devons lutter contre cette tendance, contre ces habitudes léguées à nous tous, à des millions de travailleurs, par la propriété capitaliste privée, par le système du travail pour le marché : je vendrai, je ferai un bénéfice, plus je gagnerai d'argent, moins j'aurai faim, et plus les autres auront faim. Voilà l'héritage maudit de la propriété privée, qui affamait les masses, même quand il y avait dans le pays beaucoup de denrées alimentaires, alors qu'une infime minorité gagnait sur tous les tableaux, au temps de prospérité comme au temps de misère, à l'heure où le peuple était dans le dénuement et mourait à la guerre. Telle est, camarades, notre politique du ravitaillement. Telle est la loi économique qui dit : en cas de pénurie de denrées alimentaires, toute mesure prise dans le sens de la prétendue liberté du commerce suscite une spéculation effrénée. Voilà pourquoi tous les discours sur ce sujet, toutes les tentatives faites pour les appuyer, sont le plus grand des maux, une déchéance, un

pas en arrière dans l'édification socialiste que le Commissariat au Ravitaillement réalise au milieu de difficultés incroyables, dans la lutte contre les millions de spéculateurs que nous ont légués le capitalisme et la vieille habitude petite-bourgeoise de la propriété privée : « Chacun pour soi, Dieu pour tous » ; et si nous ne venons pas à bout de cette devise, alors nous ne pourrons pas édifier le socialisme.

Seule l'alliance, seule l'union la plus étroite qu'établit la vie de tous les jours dans le travail terre-à-terre, là où il est le plus difficile de la réaliser : le partage d'un morceau de pain quand on n'en a pas assez, seule cette union permet d'édifier véritablement le socialisme. Nous savons qu'on ne peut pas le faire en un an, que les hommes qui ont tant souffert de la faim, manifestent la plus grande impatience, réclament que, ne fût-ce que de temps en temps, nous nous écartions de cette politique du ravitaillement, la seule possible. Et nous sommes obligés de temps à autre de nous en écarter, mais, dans l'ensemble, nous ne nous éloignerons pas de notre politique, nous ne l'abandonnerons pas.

Voilà, camarades, la situation dans laquelle il y a six mois, alors que la crise du ravitaillement avait atteint son point culminant, alors que nous n'avions aucun stock, alors que les succès des Tchécoslovaques nous privaient d'une grande partie de la région de la Volga, nous avons dû en arriver à un poud et demi[150]. Cette mesure nous a valu une grande lutte, une lutte aiguë ; la situation était très mauvaise des deux côtés. Les ravitailleurs déclarent : c'est vrai, la situation est mauvaise, mais il ne faut pas qu'elle empire encore. Si, durant une semaine, vous obtenez un soulagement pour un petit nombre, vous aggravez la situation pour des millions. Par ailleurs, on dit : vous exigez d'un peuple épuisé et tourmenté par la famine une organisation idéale ; vous exigez l'impossible, vous devez apporter un soulagement, quand bien même il gâterait pour un temps la politique générale. Cette mesure imprimera un nouvel élan et c'est l'essentiel. Telle était notre situation quand nous avons proposé la mesure d'un poud et demi. Voilà la situation générale, fondamentale, de principe ; devenue intolérable, nous avons dû nous en

écarter, ne fût-ce que pour apporter une aide temporaire, pour préserver l'énergie et la force d'âme. Cette situation se renouvelle aujourd'hui, quand nous sommes à la limite où, après six mois plus faciles, commencent six mois plus pénibles. Pour le montrer concrètement, je vous dirai qu'au cours de la première moitié de 1918, le Commissariat au Ravitaillement a stocké 28 millions de pouds et au cours de la seconde moitié 67 millions de pouds, soit deux fois et demie plus. Voilà la situation où vous voyez clairement que les six premiers mois dénotent une pénurie particulièrement grave et douloureuse, tandis que les six derniers mois, grâce à la récolte, donnent la possibilité de nous redresser. Aujourd'hui, en l'année 1919, le succès qu'ont remporté nos organisations du ravitaillement, grâce surtout aux comités de paysans pauvres dans les villages et à l'inspection ouvrière du ravitaillement dans les villes, est un succès énorme qui a permis d'augmenter les stocks de deux fois et demie. Mais cette victoire de notre première année de travail où il a fallu construire un nouvel édifice, expérimenter de nouveaux procédés, n'a pas pourvu à nos besoins et ne pouvait nous pourvoir pour toute une année ; par contre, elle nous a permis de souffler pendant six mois. Cette trêve touche à sa fin, un nouveau semestre commence, le plus difficile, le plus pénible ; il faut tout mettre en œuvre pour aider, pour assurer aux ouvriers un court répit, pour améliorer leur situation par tous les moyens... On conçoit que le Présidium du Soviet de Moscou, Kaménev en tête, ait poursuivi, avec une énergie particulière, l'objectif suivant : apporter le plus de clarté possible dans notre politique, dans la division en denrées monopolisées et en denrées non monopolisées, ce qui nous permettrait d'obtenir temporairement certains résultats, d'assurer aux ouvriers des villes et des localités non rurales ne serait-ce qu'un léger soulagement, de susciter un nouveau flux de courage et d'énergie, particulièrement nécessaires aujourd'hui, au seuil d'un semestre pénible, mais à un moment, où, suivant certains indices, les forces et les attaques dirigées contre nous par les impérialistes diminuent.

Le camarade Kaménev a sans aucun doute cité ici non seulement des indices, mais des faits prouvant que, malgré les lourdes épreuves et les échecs que nous avons su-

bis devant Perm, l'Armée Rouge s'édifie sur des fondations solides, qu'elle peut vaincre et qu'elle vaincra. Mais ce semestre est le plus pénible. C'est pourquoi il est indispensable de prendre dès le début les mesures nécessaires et possibles pour atténuer les difficultés, pour appliquer clairement notre politique du ravitaillement ; c'est là notre tâche véritablement vitale. La mesure d'un poud et demi a provoqué également une lutte parmi nous, parmi les communistes ; cette lutte a pris parfois des formes aiguës ; elle aboutit non à un affaiblissement, mais à un nouvel examen toujours plus profond de notre politique, un examen méticuleux, produit non sans attaques réciproques ; mais nous trouvons la solution qui est adoptée vite et fraternellement et qui, en ce moment difficile, au seuil de ce nouveau et pénible semestre, exige que nous nous rappelions sans cesse les causes de cette situation qui nous oblige encore et encore à serrer les rangs, à tendre tous nos efforts.

Nous avons vécu une année particulièrement difficile et nous traversons un semestre encore plus dur. Mais après la révolution en Allemagne, après l'effervescence qui a commencé en Angleterre et en France, chaque semestre nous rapproche de la victoire de la révolution russe, et aussi de la révolution mondiale. Voilà la situation qui s'offre à nous ; nous avons décidé de soumettre un projet de thèses fondamentales de la politique du ravitaillement que nous demanderons au Comité exécutif central de Russie de ratifier, afin qu'elles soient converties sans tarder par les travailleurs du ravitaillement en décrets ; quant à nous, représentants du centre, ouvriers des villes et des localités non rurales, ces principes nous ont permis de décupler encore notre énergie, car seule cette énergie constitue le gage que nous pouvons vaincre, que, tout en faisant des concessions temporaires, imposées par la fatigue et la famine, nous sauvegarderons les fondements de notre politique communiste du ravitaillement, et que nous les mènerons à bonne fin sans faiblir, jusqu'au moment où viendra l'heure de la victoire totale du communisme dans le monde entier. Je vais donner lecture, point par point, des propositions dont la fraction communiste saisit le Comité exécutif central de Russie :

« La séance commune du Comité exécutif central de Russie, du Congrès des syndicats de Russie, du Soviet de Moscou, des représentants des comités d'usines et de fabriques et des syndicats de Moscou adopte les thèses fondamentales ci-dessous sur la question du ravitaillement, et confie au Commissariat du Peuple au Ravitaillement le soin d'élaborer, dans le délai le plus bref, les décrets inspirés par ces thèses.

1. Sont confirmées la justesse et l'intangibilité de la politique du ravitaillement pratiquée par les Soviets, et qui se ramène à ce qui suit :

a) inventaire et répartition faite par l'Etat selon le principe de classe ;

b) monopole des produits alimentaires essentiels ;

c) le ravitaillement n'est plus confié à des particuliers mais à l'Etat.

2. Sans la mise en pratique constante du monopole d'Etat déjà décrété pour les denrées alimentaires essentielles (blé, sucre, thé, sel), et sans le stockage massif par l'Etat à des prix fixes des autres produits alimentaires importants (viande, poisson de mer, huile de chènevis, de tournesol, de lin et graisses animales à l'exception du beurre, pommes de terre), une juste répartition des denrées parmi la population est inconcevable dans les conditions actuelles ; ceci étant, les stockages massifs indiqués à des prix fixes ne sont qu'une mesure préparatoire à l'inclusion de ces derniers produits dans la catégorie de monopole d'Etat, dont la réalisation est la tâche urgente du Commissariat au Ravitaillement.

Le stockage et le transport de tous les produits alimentaires énumérés dans ce point, à l'exception des pommes de terre, ne sont autorisés pour personne, sauf pour les organismes d'Etat du ravitaillement. Le droit de stockage en masse des pommes de terre à des prix fixes appartient, à côté des organismes d'Etat, aux organisations ouvrières, aux syndicats ainsi qu'aux coopératives.

3. En tant que mesure temporaire, les organisations ouvrières et les coopératives ont le droit de stocker tous les produits non énumérés au point 2.

4. Les organismes locaux du ravitaillement sont contraints d'aider les organismes de stockage à faire usage de ce droit. »

Camarades, vous vous étonnerez peut-être, du point de vue des vieilles habitudes, de l'ancienne structure de l'Etat, de ces mots : « sont contraints » d'exécuter un décret. Peut-être direz-vous : les choses vont-elles si mal dans la République des Soviets qu'il faut faire obligation d'exécuter les décisions du Comité exécutif central de Russie. Il le faut, camarades, et il vaut mieux le dire franchement que de faire l'autruche et s'imaginer que tout va pour le mieux. Que les camarades représentants du Comité exécutif central de Russie et délégués au Congrès des syndicats de Russie se souviennent bien de ce qui se dit dans l'intimité, qu'ils se demandent dans quelle me-

sure ils appliquent correctement tout ce qui a été décrété, il y a fort longtemps, dans le domaine de l'inventaire exact des produits et de la remise totale à l'Etat des produits qui ne doivent pas être destinés à l'échange des marchandises, alors que sans échange de marchandises, les paysans disent : non, nous ne vous donnerons rien contre les « kérenki ». Et si dans les conversations en tête à tête, entre vous, vous vous rappelez cela, si vous considérez combien il reste d'ordonnances du pouvoir central non exécutées, vous conviendrez alors qu'il vaut mieux dire la vérité, vous serez d'accord pour la dire, à savoir qu'il faut contraindre les organismes locaux, sans répit et sans pitié. (Applaudissements.) C'est précisément ici, où le Comité exécutif central de Russie s'est réuni, en tant qu'organe suprême, avec les organismes du Congrès des syndicats de Russie qui ont rassemblé la représentation la plus nombreuse, — et c'est le plus important aujourd'hui, — que nos camarades les plus autorisés doivent, précisément ici, dire fermement, et le répandre dans les localités, que les organismes locaux doivent s'habituer à se voir contraints par nous d'appliquer de façon conséquente la politique du pouvoir central. C'est une chose très difficile et, en l'occurrence, il est naturel que des millions d'hommes, habitués à regarder le pouvoir central comme une bande de forbans, de propriétaires fonciers, d'exploiteurs, il est naturel qu'ils ne puissent faire confiance au centre ; mais il faut vaincre cette méfiance. Sinon, il est impossible d'édifier le socialisme, car c'est l'édification d'une économie centralisée, d'une économie à partir du centre, qui ne peut être réalisée que par le prolétariat, élevé dans cet esprit par l'usine et par la vie ; lui seul en est capable. La lutte est ardue contre l'esprit de clocher et contre les habitudes de petit propriétaire. Nous savons qu'il n'est pas possible de faire cela d'un seul coup, mais nous ne nous lasserons jamais dans nos efforts pour obtenir des représentants du prolétariat qu'ils assimilent cette vérité et qu'ils la mettent en pratique, car sans cela, il est impossible d'édifier le socialisme.

Plus loin le point 4 explique :

« Le transport et la vente sur le marché de ces produits sont déclarés entièrement libres. Aucun détachement de barrage, aucun cordon,

aucun service de garde, etc... n'a le droit de faire obstacle au transport libre et à la vente libre des produits indiqués dans les foires, sur les marchés, sur les chariots, etc. »

Camarades, ce point est particulièrement important. Le camarade Kaménev a pu évoquer ici bien des choses que, naturellement, dans la hâte où nous travaillons, nous n'avons pu mener à bien, car nos Commissariats au Ravitaillement et les autres sont obligés d'accumuler décret sur décret, à la suite de quoi les organismes locaux ont beaucoup de mal à s'y retrouver. On nous accuse de précipitation dans la publication des décrets ; mais que pouvons-nous faire, quand il faut nous hâter à cause de l'impérialisme qui nous attaque, et quand un fléau, le plus terrible qu'on puisse imaginer, — le manque de blé et de combustible — nous oblige à nous dépêcher. Nous devons alors tout mettre en action pour expliquer nos tâches, pour expliquer les erreurs partielles ; c'est pourquoi il est si important de tracer avec précision et avec netteté la ligne de démarcation à laquelle cette lutte a abouti aujourd'hui. Pour atteindre ce but à une échelle beaucoup plus vaste, nous devons maintenant faire en sorte que tous les organismes locaux s'interdisent d'agir de leur chef, qu'ils ne s'avisent pas d'alléguer qu'ils se sont rappelé le décret d'hier, mais qu'ils ont oublié celui d'aujourd'hui, qu'ils sachent de la manière la plus précise et la plus nette quelles denrées sont monopole d'Etat, et quelles autres relèvent du transport et de la vente libres : tout, sauf ce qui est énuméré avec précision aux paragraphes un et deux. Que cela devienne de notoriété publique, que ceux qui vont maintenant se séparer le propagent dans leurs localités, qu'ils fassent ce que leur situation officielle leur commande de faire, qu'ils emportent avec eux les décrets correspondants qui seront élaborés, afin qu'ils soient exécutés et mis en pratique sans faute dans les localités, afin que les décisions prises au centre soient réellement appliquées, afin que l'incertitude qui existait jusqu'ici disparaisse. Plus loin, les derniers mots du paragraphe 4 stipulent :

« Remarque. En ce qui concerne les œufs et le beurre, ce décret ne s'applique qu'aux régions où le stockage massif des œufs et du beurre n'est pas pratiqué par le Commissariat au Ravitaillement. »

Camarades, je vous lirai rapidement les autres paragraphes du décret. Ne pouvant m'y arrêter en détail et n'en voyant pas la nécessité, quelques camarades devant encore intervenir après moi, et parmi eux des camarades plus qualifiés, je souligne seulement ce que je considère comme particulièrement utile. Je vous lirai rapidement les thèses fondamentales dont nous proposons l'adoption au Comité exécutif central de Russie ; nous proposons aussi de donner mandat au Conseil des Commissaires du Peuple et à toutes les autres autorités de la République des Soviets de convertir ces thèses en décrets et de les appliquer à la lettre et sans défaillance. (Applaudissements.)

« 5. Afin d'activer le stockage et d'exécuter plus rapidement les différentes tâches, il est décidé d'appliquer le principe des prélèvements et du stockage des denrées non monopolisées, ainsi qu'un système de primes pour les organisations coopératives ou autres qui pratiquent le stockage pour l'Etat des denrées monopolisées ainsi que des autres.

Mesures d'organisation prévues afin de rénover les organismes du ravitaillement et de renforcer la participation des ouvriers :

a) utiliser largement l'inspection ouvrière de l'approvisionnement et l'étendre au contrôle de l'application des décrets du 10 décembre par les organismes du ravitaillement ainsi qu'au contrôle du stockage des denrées non monopolisées ;

b) instituer aussi rapidement que possible l'inspection ouvrière dans tous les organismes locaux de l'approvisionnement, et étendre l'inspection ouvrière aux sections du Commissariat au Ravitaillement, en vue de lutter résolument contre le bureaucratisme et ses lenteurs ;

c) consolider les liens avec les organisations ouvrières — syndicats et coopératives ouvrières — au moyen d'un nouveau renforcement des organismes locaux, en utilisant pour ce faire des militants des organisations ci-dessus indiquées ;

d) organiser des cours destinés aux ouvriers de tous les organismes et établissements centraux et locaux, afin de former des praticiens du ravitaillement issus du milieu ouvrier et capables d'occuper un poste responsable.

6. Se servir à fond de l'appareil des coopératives pour le stockage et la répartition. Inclure dans le personnel de l'appareil des coopératives des représentants responsables des organismes d'Etat pour l'approvisionnement, afin de contrôler et de coordonner l'activité des coopératives et la politique du gouvernement en matière de ravitaillement. »

Voilà, entre autres, une des armes de lutte contre les grands manitous des organisations coopératives. Mais la plus grave erreur serait commise, le plus grand désastre menacerait notre cause, si vous dédaignez tout l'appareil des coopératives, si vous le considérez avec mépris ou si

vous le rejetez avec je ne sais quelle fierté, en disant : nous construirons à neuf, il n'y a pas lieu de se préoccuper de cette affaire, seuls peuvent s'en acquitter les communistes. Il est indispensable de se servir de l'appareil existant ; il est impossible d'édifier le socialisme sans utiliser ce qui reste du capitalisme. Il est indispensable de mettre à profit tout ce que le capitalisme a créé contre nous en tant que valeurs culturelles. Ce qui fait la difficulté du socialisme c'est qu'il faut le construire avec des matériaux élaborés par des gens qui lui sont étrangers ; mais là seulement réside la possibilité d'instaurer le socialisme, et nous le savons tous sur le plan théorique ; depuis un an, nous nous sommes convaincus pratiquement qu'on ne peut édifier le socialisme qu'avec ce que le capitalisme a créé contre nous, et que nous devons employer tout cela pour construire le socialisme, pour le consolider.

Le paragraphe suivant, le paragraphe 7, stipule :

« 7. Le contrôle de l'application des règlements touchant le transport des denrées alimentaires et la mise en vigueur, sans défaillance, des monopoles incombe aux ouvriers, aidés des détachements armés organisés par le Commissariat au Ravitaillement.

Tous les détachements de barrage à l'approvisionnement, à l'exception des détachements du Commissariat au Ravitaillement et des comités provinciaux du ravitaillement, doivent être immédiatement dissous. Les détachements du Commissariat au Ravitaillement et des comités provinciaux du ravitaillement seront dissous au fur et à mesure que se formeront sur place les organismes correspondants de l'inspection ouvrière. »

Camarades, mon temps de parole est écoulé, et je me permettrai seulement de dire qu'ici, dans les derniers paragraphes, nous voyons les fondements essentiels de ce qui fait l'esprit de notre politique du ravitaillement et de toute la politique des Soviets. Comme je l'ai déjà dit, les heures difficiles ont sonné, un semestre encore plus pénible a commencé, le répit a pris fin, en ce qui concerne l'approvisionnement, et la période la plus dure est là. Chaque fois que, dans la question extraordinairement compliquée de l'édification du socialisme, des difficultés se présentent devant le pouvoir des Soviets, celui-ci ne connaît qu'un seul moyen de lutter contre elles : s'adresser aux ouvriers, et chaque fois et toujours aux couches les plus larges d'ouvriers. Je l'ai déjà dit, le socialisme ne peut se

construire que lorsque des masses dix et cent fois plus larges qu'auparavant se mettront elles-mêmes à édifier l'Etat et une nouvelle vie économique. Nos travailleurs du ravitaillement ont déjà réussi à faire en sorte, d'après leurs informations, que, dans les comités de district du ravitaillement, siègent au moins 1/3 d'ouvriers, notamment les ouvriers de Pétrograd, de Moscou, d'Ivanovo-Vosnessensk, c'est-à-dire l'élite de notre armée prolétarienne. C'est bien, mais c'est peu. Il faudrait les 2/3, on doit travailler toujours davantage. Vous savez que les couches avancées d'ouvriers ont déjà pris en mains l'administration de l'Etat, l'édification d'une vie nouvelle. Nous savons qu'il faut descendre plus bas, plus profondément, mobiliser plus hardiment sans cesse de nouvelles couches. Elles ne sont pas encore spécialisées, elles commettront inévitablement des erreurs, mais cela ne nous fait pas peur. Nous savons que nous aurons ainsi de jeunes cadres de militants, que nous serons récompensés au centuple, que nous aurons des dizaines de jeunes militants, de nouveaux renforts. Nous n'avons pas d'autres sources. Nous devons aller seulement de l'avant, promouvoir de jeunes ouvriers, placer les représentants du prolétariat à des postes de plus en plus responsables.

La crise actuelle du ravitaillement s'explique par le fait qu'un semestre plus pénible commence. Elle s'explique aussi par l'état des transports. J'ai déjà dit que pendant les six derniers mois de 1918, nous avions stocké 67,5 millions de pouds. Mais sur ces 67,5 millions, il y en a 20 que nous n'avons pas pu transporter. La dernière crise effroyable à Pétrograd est due à ce que nos réserves se trouvent sur la voie ferrée Volga-Bougoulma et qu'il est impossible de les en faire venir. La situation des transports est atroce. L'usure du matériel roulant est épouvantable, parce qu'il n'est pas un seul pays qui ait subi des épreuves comme celles de la Russie, sans compter le retard du pays, et parce que nous n'avons pas, dans les chemins de fer, de masses prolétariennes bien soudées. Nous voudrions profiter de cette réunion pour vous demander, camarades, de faire comprendre aux masses qu'il nous faut sans cesse de nouveaux militants pour le ravitaillement, pour les transports, pour nous aider par leur expérience personnelle. Mettez-les au

travail, surveillez les novices, et ils feront beaucoup plus que les anciennes organisations. Tous au ravitaillement et aux transports ! Que toute organisation, à quelque corps qu'elle appartienne, fasse un nouvel examen de toutes ses ressources, et qu'elle dise si nous avons mobilisé assez d'hommes, si nous avons tout fait pour envoyer des commissaires, comme nous en envoyons à l'armée. Les ouvriers, n'étant pas assez approvisionnés, sont à bout de forces. Il faut envoyer les meilleurs militants, afin qu'ils occupent tous des postes responsables, à l'armée, au ravitaillement, aux transports. Chacun peut agir ici, même sans être spécialiste. Dans les transports, on a besoin parfois de l'aide d'un camarade du parti, de l'influence d'un prolétaire conscient, qui agira sur des couches moins prolétariennes de cheminots par le contrôle et la surveillance. Camarades, je répète une fois encore ce mot d'ordre : « Tous au ravitaillement et aux transports ! » Il importe de faire dans ce domaine ce que nous avons fait pour l'armée, où sont allés les commissaires politiques et où nous sommes arrivés à nos fins. Je suis convaincu qu'à l'heure actuelle, durant ces six mois pénibles, nous parviendrons une fois de plus à vaincre la famine et le délabrement économique !

Bref compte rendu publié le 18 janvier 1919 dans les « Izvestia du Comité exécutif central de Russie » n° 12

Conforme au sténogramme

Publié pour la première fois intégralement en 1929

DISCOURS PRONONCE A LA SEANCE DE LA CONFERENCE DE MOSCOU DU P.C.(b)R. LE 18 JANVIER 1919[151]

BREF COMPTE RENDU DE PRESSE

Dans la mesure où il était possible de prendre connaissance, d'après les résolutions, des deux projets, soumis à la suite de la discussion sur les relations entre le centre et les régions, — le premier sur l'amélioration de l'activité des Soviets, le deuxième sur la réorganisation complète de leur structure — on doit dire, estime Lénine, que ce dernier projet, exposé dans la résolution d'un groupe de camarades, produit une impression de réticence, car on n'y trouve aucune raison concrète pour justifier la modification de la structure des Soviets.

Aujourd'hui, nos ennemis, ce sont la bureaucratie et la spéculation. Par suite du marasme économique, nous ne voyons pas d'améliorations, mais on ne peut venir à bout de ce marasme que par la centralisation, en renonçant aux intérêts purement locaux qui, apparemment, ont provoqué l'opposition au centralisme, seule issue pourtant à notre situation. Le groupe de camarades qui propose cette résolution s'éloigne du centralisme pour s'enliser dans l'esprit de clocher.

Les régions sont, paraît-il, mécontentes de ce que certains décrets du pouvoir central des Soviets sont appliqués sans être discutés avec elles ; s'il en est ainsi, les régions ont pleinement le droit de convoquer des conférences où toutes les questions qui les préoccupent peuvent être examinées. Nous sommes rongés par la bureaucratie,

et cela est très difficile à surmonter. Il faut lutter contre elle de toutes nos forces, il faut introduire davantage d'ouvriers dans les institutions. Cependant, quand la lutte contre la bureaucratie ne porte pas sur les points où elle devrait porter, la situation devient très dangereuse, par exemple lorsqu'il s'agit des spécialistes. Si notre situation est mauvaise, ce n'est pas parce que nous avons beaucoup de spécialistes, mais parce que nous n'avons pas une centralisation rigoureuse. Certaines activités des Soviets souffrent au contraire du manque de spécialistes. Il faut placer dans les institutions plus de simples ouvriers, pour qu'ils se forment en travaillant auprès des spécialistes, et qu'ils puissent les remplacer et travailler pratiquement par eux-mêmes. Ainsi, dit Lénine en terminant, les thèses proposées par le camarade Ignatov ne traduisent pas, apparemment, ce que ces camarades veulent au fond. La lutte ne porte pas sur le point où elle devrait porter.

« Pravda » n° 19, le 28 janvier 1919 *Conforme au texte de la « Pravda »*

DISCOURS PRONONCE AU IIe CONGRES DES ENSEIGNANTS INTERNATIONALISTES DE RUSSIE[152] LE 18 JANVIER 1919

(Vifs applaudissements, se transformant en ovation.) Camarades, permettez-moi de saluer votre congrès au nom du Conseil des Commissaires du Peuple. Camarades, des tâches particulièrement importantes se présentent aujourd'hui au corps enseignant, et j'espère qu'après l'année que nous avons traversée, après la lutte qui s'est déroulée au sein du corps enseignant, entre ceux qui se sont placés dès les premiers jours aux côtés du pouvoir des Soviets, qui se sont ralliés à la lutte pour la révolution socialiste, et ceux qui aujourd'hui encore restent sur le terrain de l'ancien ordre de choses, des anciens préjugés, et qui disent qu'on peut y maintenir l'enseignement, je pense qu'aujourd'hui, après une année de lutte, après ce qui s'est passé dans les relations internationales, cette lutte doit toucher et touche à sa fin. Il n'est pas possible de douter que l'énorme majorité du personnel enseignant, qui est proche de la classe ouvrière et des éléments laborieux de la paysannerie, ait aujourd'hui acquis la conviction que les racines de la révolution socialiste sont profondes, qu'elle s'étend inévitablement au monde entier ; et je pense qu'à l'heure actuelle l'énorme majorité des enseignants se rangera avec une sincérité indéniable aux côtés du pouvoir des travailleurs et des exploités dans la lutte pour la révolution socialiste, contre les éléments du corps enseignant qui, demeurant sur le terrain des anciens préjugés bourgeois, de l'ancien ordre de choses, des

anciennes hypocrisies, s'imaginaient encore qu'on pouvait en conserver quoi que ce soit.

L'affirmation suivant laquelle l'école peut rester en dehors de la politique est une de ces hypocrisies bourgeoises. Vous savez fort bien à quel point elle est mensongère. La bourgeoisie qui soutient cette thèse fait elle-même de sa politique la pierre angulaire de l'enseignement ; elle s'est ingéniée à le réduire au dressage de valets soumis et dégourdis à son service ; elle s'est même efforcée de ramener l'enseignement général, de haut en bas, au dressage de larbins soumis et dégourdis au service de la bourgeoisie, qui exécutent sa volonté et soient les esclaves du capital, sans jamais se soucier de faire de l'école un instrument d'éducation de la personnalité humaine. Il est maintenant évident aux yeux de tous que seule l'école socialiste, liée indissolublement à tous les travailleurs et à tous les exploités, et qui soutient de bonne foi le programme des Soviets, peut être cet instrument.

Certes, la refonte de l'école est une tâche difficile. Et naturellement, il y a eu et on observe encore des erreurs et des tentatives d'interpréter faussement le principe du lien entre l'école et la politique, de le déformer de façon grossière et monstrueuse. Il en est ainsi lorsqu'on s'efforce de faire pénétrer maladroitement cette politique dans l'esprit de la génération montante, encore jeune, qui doit être formée. Sans aucun doute, nous devrons toujours lutter contre cette application grossière d'un principe fondamental. Mais à présent, la tâche principale de la fraction du corps enseignant, qui s'est placée sur le terrain de l'Internationale, sur le terrain du pouvoir des Soviets, est de se préoccuper de fonder un syndicat des enseignants plus large, et qui englobe le plus grand nombre possible d'entre eux.

L'ancien syndicat des enseignants, celui qui défendait les préjugés bourgeois, qui a manifesté son incompréhension et qui a défendu jusqu'au bout ses privilèges, beaucoup plus longtemps que ne l'avaient fait même les autres syndicats dirigeants, formés dès le début de la révolution de 1917 et contre lesquels nous avons lutté dans tous les domaines, cette ancienne organisation n'a pas de place dans votre syndicat, celui des internationalistes. Je pense que

votre organisation des internationalistes peut parfaitement se transformer en un syndicat unique de l'enseignement qui adopte, comme tous les autres, le programme du pouvoir des Soviets, ce que montre avec un éclat particulier le IIe Congrès des syndicats de Russie. La tâche posée devant les enseignants est immense. Il faut dans ce domaine lutter également contre les survivances de relâchement et de division légués par la révolution passée.

J'en viens à la propagande et à l'agitation. Il est naturel qu'aujourd'hui, en raison de la méfiance à l'égard du corps enseignant, due aux actes de sabotage et aux préjugés des éléments bourgeois habitués à penser que seuls les riches peuvent recevoir une véritable instruction et que, pour la majorité des travailleurs, il suffit d'en faire de bons serviteurs et de bons ouvriers, et non pas de véritables maîtres de la vie, il est naturel que tous les domaines de la propagande et de l'instruction soient encore morcelés. Cela condamne une partie des enseignants à une sphère étroite, celle de la prétendue instruction, et nous empêche de créer pleinement un appareil unique, réunissant tous les milieux scientifiques qui travailleraient avec nous. Nous y parviendrons dans la mesure où nous romprons avec les anciens préjugés bourgeois ; votre syndicat doit attirer dans votre grande famille les masses les plus larges d'enseignants, éduquer les couches les plus attardées, les soumettre à la politique générale du prolétariat, les lier à l'organisation commune.

En matière d'unité syndicale, une grande tâche incombe au corps enseignant dans notre situation actuelle, à l'heure où toutes les questions de la guerre civile s'éclairent nettement et que les éléments petits-bourgeois démocratiques sont contraints, par la force des choses, de se rallier au pouvoir des Soviets, parce qu'ils ont acquis la conviction que toute autre voie les pousse, bon gré mal gré, vers la défense des gardes blancs et de l'impérialisme mondial. Au moment où dans le monde entier une tâche essentielle se pose, la question se ramène à ceci : soit la pire réaction, la dictature militaire et les exécutions, — nous avons reçu sur ce point des informations très précises de Berlin, — cette réaction féroce des capitalistes déchaînés qui sentent que cette guerre de quatre ans ne peut pas

avoir eu lieu impunément, et qui pour cette raison sont prêts à tout, prêts à inonder de nouveau la terre du sang des travailleurs, soit la victoire totale des travailleurs dans la révolution socialiste. A l'heure actuelle, il ne peut pas y avoir de milieu. Et voilà pourquoi les enseignants qui se sont alignés dès le début sur les positions de l'Internationale, qui voient clairement aujourd'hui que leurs adversaires parmi leurs confrères de l'autre camp ne peuvent manifester aucune opposition sérieuse, doivent étendre leur champ d'action. Votre syndicat doit devenir une vaste organisation d'enseignants englobant d'énormes masses d'instituteurs, un syndicat qui se ralliera résolument au programme des Soviets et à la lutte pour le socialisme par la dictature du prolétariat.

C'est précisément cette formule qu'a adoptée le IIe Congrès des syndicats qui siège actuellement. Il exige que tous ceux qui exercent une profession donnée, qui ont une activité d'un genre donné, se rassemblent en un seul syndicat, mais il dit en même temps que le mouvement syndical ne peut pas être coupé des tâches essentielles de la lutte menée pour libérer le travail du capital. Et c'est pourquoi ne peuvent être membres de plein droit des syndicats que les organisations qui reconnaissent la lutte révolutionnaire de classe pour le socialisme par la dictature du prolétariat. Tel est votre syndicat. Si vous adoptez cette position, vous réussirez à attirer l'énorme masse du corps enseignant, à faire en sorte que les connaissances et les sciences cessent d'être l'affaire des privilégiés, cessent d'être un instrument du renforcement de la position des riches et des exploiteurs, pour devenir une arme de libération des travailleurs et des exploités. Permettez-moi, camarades, de vous souhaiter dans ce champ d'action tout le succès possible.

Bref compte rendu publié le 19 janvier 1919, dans les « Izvestia du Comité exécutif central de Russie » n° 13

Conforme au texte du sténogramme

Publié intégralement pour la première fois en 1926

DISCOURS PRONONCE APRES L'ASSASSINAT DE ROSA LUXEMBOURG ET DE KARL LIEBKNECHT LE 19 JANVIER 1919[153]

BREF COMPTE RENDU DE PRESSE

Aujourd'hui, à Berlin, la bourgeoisie et les social-traîtres exultent : ils ont réussi à assassiner Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg. Ebert et Scheidemann qui, au cours de quatre années, ont mené les ouvriers au carnage au nom des intérêts des forbans, ont assumé aujourd'hui le rôle de bourreaux des chefs prolétariens. L'exemple de la révolution allemande nous persuade que la « démocratie » n'est que le paravent du pillage bourgeois et de la violence la plus féroce.

Mort aux bourreaux !

« Pravda » n° 14, le 21 janvier 1919 *Conforme au texte de la « Pravda »*

RAPPORT AU IIe CONGRES DES SYNDICATS DE RUSSIE[154] LE 20 JANVIER 1919

(Vifs applaudissements prolongés.) Camarades, je dois avant tout m'excuser d'être obligé, par suite d'une légère indisposition, de me borner aujourd'hui à une courte intervention sur le problème qui se pose actuellement à vous. Il s'agit des tâches des syndicats.

La résolution qui vous est proposée est présentée au congrès des syndicats au nom de la fraction communiste, qui en a discuté tous les aspects. Comme elle est maintenant imprimée, je présume que tous ceux qui sont ici en ont pris connaissance, et je me permettrai de ne m'arrêter que sur les deux points essentiels qui sont, à mon avis, les points fondamentaux abordés dans cette résolution en général.

Il me semble que le premier de ces points, de caractère négatif, pour ainsi dire, est la déclaration relative au mot d'ordre de l'unité ou de l'indépendance du mouvement syndical ; le point 3 dit que ce mot d'ordre a conduit pratiquement les groupes qui le soutiennent à la lutte ouverte contre le pouvoir des Soviets ; et cette tentative a placé ces groupes hors des rangs de la classe ouvrière.

Il me semble, camarades, que ce fameux mot d'ordre d'indépendance mérite de retenir l'attention, et pas seulement du point de vue syndical. Je pense que la lutte qui se déroule aujourd'hui dans le monde entier et qui s'accentue de toute évidence avec une rapidité inouïe, touchant la question de la dictature du prolétariat ou de la dictature de la bourgeoisie, je pense que toute cette lutte peut être correctement comprise, correctement appréciée, qu'elle peut

donner à la classe ouvrière, à ses représentants conscients, la possibilité d'y participer comme il convient pour peu que l'on comprenne quel leurre pour les uns, quel mensonge pour les autres est ce mot d'ordre d'indépendance. Je voudrais avant tout faire remarquer, au moins brièvement, à quel point ce mot d'ordre est erroné et ne résiste pas à la moindre critique sur le plan de la théorie.

Camarades, les derniers événements d'Allemagne, l'assassinat sauvage et perfide de Karl Liebknecht et de Rosa Luxembourg, sont l'événement le plus dramatique, le plus tragique de la révolution naissante en Allemagne ; il projette en outre une vive lumière sur les problèmes de la lutte actuelle tels qu'ils se posent dans les divers courants politiques et dans les systèmes théoriques de notre temps. C'est justement en Allemagne que nous avons entendu le plus de discours, par exemple sur la démocratie tant vantée, sur les mots d'ordre de la démocratie en général, ainsi que sur les mots d'ordre d'indépendance de la classe ouvrière vis-à-vis du pouvoir d'Etat. Ces mots d'ordre qui semblent peut-être, au premier coup d'œil, sans lien entre eux, sont en fait étroitement liés. Ils le sont parce qu'ils montrent à quel point les préjugés petits-bourgeois sont encore forts, malgré l'énorme expérience de la lutte de classe du prolétariat ; à quel point la lutte de classe n'est bien souvent reconnue, aujourd'hui encore, suivant l'expression allemande, que des lèvres, sans pénétrer vraiment ni dans la tête ni au cœur de ceux qui en parlent. En effet, si l'on se rappelle ne fût-ce que les éléments d'économie politique tels que nous les avons appris dans *le Capital* de Marx, cette doctrine de la lutte de classe à laquelle nous sommes tous fermement attachés, comment peut-on, dans l'aggravation de la lutte, avec son envergure, son ampleur actuelle, quand il est évident que la révolution socialiste est à l'ordre du jour dans le monde entier, quand cela découle nettement des actions pratiques dans les pays les plus démocratiques, comment peut-on parler ici de la démocratie en général, ou d'indépendance ? Du point de vue de la théorie de l'économie politique, celui qui pense de la sorte, montre qu'il n'a pas compris une seule page du *Capital* de Marx, devant lequel tous les socialistes de tous les pays s'inclinent aujourd'hui.

Mais en fait, tout en protestant de leur fidélité à cette œuvre, au moment où l'on est tout près de la lutte décisive à laquelle les conduisait le *Capital*, ils se détournent de cette lutte de classes, s'imaginant qu'il puisse exister une démocratie en dehors des classes, ou au-dessus des classes, que dans la société actuelle, tant que les capitalistes conservent encore la propriété, la démocratie peut être autre chose que la démocratie bourgeoise, c'est-à-dire la dictature de la bourgeoisie, dissimulée derrière les enseignes faussement et mensongèrement démocratiques. C'est bien dans cette même Allemagne que nous avons entendu dernièrement des gens dire que là-bas il était possible et même certain que la dictature du prolétariat ne sortirait pas des cadres de la démocratie, que la démocratie serait réalisée. Et c'est précisément en Allemagne que des hommes qui se prétendaient professeurs de marxisme, des hommes qui ont été les idéologues de toute la IIe Internationale, de 1889 à 1914, comme Kautsky, ont brandi le drapeau de la démocratie, sans comprendre que, tant que la propriété demeure aux mains des capitalistes, la démocratie n'est que le paravent parfaitement hypocrite de la dictature de la bourgeoisie, et que la question de l'émancipation du travail du joug capitaliste ne peut trouver aucune solution sérieuse tant que ce paravent d'hypocrisie n'est pas déchiré et que nous ne posons pas la question comme Marx l'a toujours enseigné, comme l'a enseigné la lutte quotidienne du prolétariat, et comme l'ont enseigné chaque grève, chaque aggravation de la lutte syndicale ; si l'on pose la question ainsi : tant que la propriété demeure aux mains des capitalistes, toute démocratie ne sera que le paravent hypocrite de la dictature bourgeoise. Tous les discours sur le suffrage universel, sur la volonté du peuple, sur l'égalité des électeurs seront un pur mensonge, car il ne peut pas exister d'égalité entre exploiteurs et exploités, entre le détenteur du capital et de la propriété et l'esclave salarié d'aujourd'hui.

Certes, la démocratie bourgeoise marque historiquement un immense progrès par rapport au tsarisme, à l'autocratie, à la monarchie et à tous les vestiges de la féodalité. Certes, nous devrons nous en servir et nous poserons alors ainsi la question : tant que la lutte de la classe ouvrière

pour la totalité du pouvoir n'est pas à l'ordre du jour, l'utilisation des formes de la démocratie bourgeoise nous est indispensable. Mais le fait est que nous sommes précisément arrivés à ce moment décisif de la lutte à l'échelle internationale. C'est maintenant précisément que la question se trouve ainsi posée : les capitalistes garderont-ils les moyens de production en leur pouvoir, et avant tout la propriété des instruments de production ? Or, cela signifie qu'ils préparent de nouvelles guerres. La guerre impérialiste nous a montré avec une parfaite évidence que la propriété capitaliste est liée à ce carnage des peuples et qu'elle les y a conduits de façon irrésistible, inéluctable. Mais alors, tous les discours sur la démocratie en tant qu'expression de la volonté du peuple tout entier apparaissent aux yeux de tous comme un mensonge, comme le privilège des seuls capitalistes et des riches d'abrutir les couches les plus arriérées des travailleurs, à la fois par la presse qui reste aux mains des possédants et par tous les autres moyens d'influence politique.

C'est ainsi, et ainsi seulement que la question se trouve posée. Ou bien la dictature de la bourgeoisie, voilée par les Assemblées Constituantes, par toutes sortes de scrutins, par la démocratie et autres mensonges bourgeois du même genre, grâce auxquels on aveugle les imbéciles, et dont seuls aujourd'hui peuvent faire montre et parade les hommes qui sont foncièrement, et sur toute la ligne, des renégats du marxisme et des renégats du socialisme, ou bien la dictature du prolétariat afin d'écraser d'une main de fer la bourgeoisie qui excite les éléments les plus arriérés contre les meilleurs chefs du prolétariat mondial, la victoire du prolétariat pour écraser la bourgeoisie qui organise aujourd'hui une résistance d'autant plus acharnée, d'autant plus furieuse, contre le prolétariat qu'elle voit plus nettement que cette question est posée par les masses. Car jusqu'ici, dans l'immense majorité des cas, elle considérait la colère et la révolte des ouvriers comme une expression momentanée de leur mécontentement. Jusqu'ici, les capitalistes anglais, par exemple, les plus experts peut-être dans l'art de duper politiquement les ouvriers, les plus instruits politiquement, les mieux organisés, ont bien souvent considéré que la guerre a conduit

sans doute au mécontentement, et que cela faisait naître et ferait naître inévitablement l'agitation ouvrière. Mais que la question soit maintenant de savoir qui serait à la tête de l'Etat, qui détiendrait le pouvoir d'Etat, et si messieurs les capitalistes conserveraient la propriété, cela, ils ne l'ont pas encore formulé. Or, les événements ont montré que c'est bien cette question qui a été, sans conteste, mise à l'ordre du jour, non seulement en Russie, mais dans une série de pays d'Europe occidentale, et même, non seulement dans les pays qui ont participé à la guerre, mais aussi dans des pays neutres qui ont relativement moins souffert, tels que la Suisse et la Hollande.

La bourgeoisie s'est formée elle-même et a formé les masses surtout dans l'esprit du parlementarisme bourgeois, mais ce qui mûrissait dans leur sein, ce qui est devenu parfaitement évident, c'est le mouvement soviétique, le mouvement pour le pouvoir des Soviets. Le mouvement soviétique a cessé d'être la forme russe du pouvoir du prolétariat, il est devenu la position du prolétariat international dans sa lutte pour le pouvoir, il est devenu la deuxième étape dans le développement mondial de la révolution socialiste. La première étape était la Commune de Paris qui montra que la classe ouvrière n'accéderait au socialisme que par la dictature, qu'en écrasant par la force les exploiteurs. La première chose que la Commune de Paris prouva, c'est que la classe ouvrière ne pourra pas accéder au socialisme par l'intermédiaire du vieil Etat parlementaire de démocratie bourgeoise, mais seulement au moyen d'un Etat de type nouveau, qui brisera de fond en comble le parlementarisme et la bureaucratie.

Le pouvoir des Soviets est la deuxième étape, du point de vue du développement mondial de la révolution socialiste. Si au début on le considérait, si l'on pouvait et même si l'on devait le considérer, faits à l'appui, comme un phénomène uniquement russe, les événements ont maintenant montré que ce n'est pas seulement un phénomène russe, que c'est une forme internationale de la lutte du prolétariat, que les guerres qui ont brassé d'une nouvelle manière les masses prolétariennes et semi-prolétariennes, leur ont donné une nouvelle organisation, opposée manifestement à l'impérialisme spoliateur, opposée à la classe des

capitalistes avec ses profits inouïs, inconnus avant la guerre, ont créé partout ces nouvelles organisations de lutte des masses, ces organisations du prolétariat en vue de renverser le pouvoir de la bourgeoisie.

Tous n'ont pas pris conscience de l'importance des Soviets quand ceux-ci sont nés. Aujourd'hui même, tous ne s'en rendent pas compte. Mais à nous qui avons connu les embryons des Soviets en 1905, à nous qui avons connu après la révolution de février 1917 une longue période d'hésitations et d'oscillations entre l'organisation des masses dans les Soviets et l'idéologie petite-bourgeoise, conciliatrice, de trahison, le tableau nous paraît à présent plus clair que le jour. Nous voyons ce tableau distinctement et sous cet angle, sous l'angle de la lutte déployée par le prolétariat et qui se déploie chaque jour plus largement et plus profondément, pour le pouvoir d'État contre la propriété capitaliste, nous abordons la solution du problème. De ce point de vue, que valent toutes les allusions à la démocratie, toutes les phrases sur l'« indépendance », et tous les discours du même genre, qui glissent toujours vers une position en dehors des classes, qui oublient que, dans la société capitaliste, règne la bourgeoisie, que la société capitaliste est engendrée précisément par le pouvoir de la bourgeoisie, tant dans la sphère politique que dans le système économique. Nous disons bien le pouvoir du prolétariat ; une situation intermédiaire ne peut guère durer dans les questions de quelque importance. Quiconque parle d'indépendance, quiconque parle de démocratie en général, suppose quelque chose de moyen, consciemment ou non, quelque chose d'intermédiaire entre les classes ou au-dessus des classes. En tout état de cause, c'est se leurrer, c'est tromper, c'est masquer le fait que, tant que le pouvoir des capitalistes demeure, tant que les capitalistes conservent la propriété des moyens de production, la démocratie peut être plus ou moins large, plus ou moins policée, etc..., mais, en fait, la dictature bourgeoise demeure, et la guerre civile découle de chacune des grandes contradictions avec plus de clarté, plus d'évidence.

En France, une affaire comme l'affaire Dreyfus engendrait d'autant plus vite la guerre civile que les formes politiques y étaient plus proches de la démocratie. Les cas

de lynchage et les explosions de guerre civile se produisent d'autant plus rapidement en Amérique que la démocratie y est plus large, avec son prolétariat, ses internationalistes et même ses simples pacifistes. Le sens de tout cela nous apparaît plus nettement maintenant que la première semaine de liberté bourgeoise, de démocratie, en Allemagne a abouti à une convulsion de la guerre civile, de la plus grande violence, bien plus aiguë et effrénée que chez nous. Celui qui apprécie ces événements, en se demandant si c'est tel parti ou tel autre qui est traduit devant les tribunaux, celui qui porte un jugement en partant uniquement de l'assassinat de Liebknecht et de Luxembourg, celui-là fait preuve d'un aveuglement et d'un esprit timoré en se refusant à comprendre que nous avons là des explosions d'une guerre civile irrésistible, et qui découle irrésistiblement de toutes les contradictions du capitalisme. Il n'y a pas, il ne peut y avoir de milieu. Tous les discours sur l'indépendance ou sur la démocratie en général, à quelque sauce qu'on les assaisonne, sont le plus grand mensonge, la plus grande trahison du socialisme. Et s'il est vrai que la propagande théorique des bolchéviks, qui sont en fait aujourd'hui les fondateurs de l'Internationale, si l'enseignement théorique des bolchéviks sur la guerre civile est loin d'avoir été suffisant, et s'il a été maintes fois entravé par la censure et les mesures militaires de barrage des Etats impérialistes, on doit dire qu'il ne s'agit plus de propagande, de théorie, mais d'actes de guerre civile qui sont d'autant plus déchaînés que la démocratie des Etats d'Europe occidentale est plus vieille, se maintient depuis plus longtemps. Ces faits pénétreront dans les cerveaux les plus arriérés, les plus obtus. Désormais, on peut considérer comme des fossiles les gens qui bavardent sur la démocratie en général, sur l'indépendance.

Néanmoins, compte tenu de ces pénibles conditions de lutte d'où est né depuis peu le mouvement syndical en Russie, dans lesquelles il a grandi pour atteindre maintenant son envergure presque définitive, on doit jeter en passant un regard en arrière, se rappeler le passé. A mon avis, ces souvenirs, ces rappels du passé, sont d'autant plus nécessaires que le mouvement syndical, en tant que tel précisément, doit, au début de la révolution socialiste mondiale, franchir un tournant particulièrement brusque.

Dans ce mouvement syndical, les idéologues de la bourgeoisie se sont évertués à pêcher en eau trouble. Ils se sont efforcés de rendre la lutte économique, base du mouvement syndical, indépendante de la lutte politique. C'est justement maintenant que, surtout après la révolution politique qui a donné le pouvoir au prolétariat, les syndicats en tant qu'organisation de classe la plus large du prolétariat, doivent réellement jouer un très grand rôle. Il leur appartient d'occuper une place primordiale sur le terrain politique ; ils doivent devenir, en un certain sens, le principal organe politique, car toutes les anciennes conceptions, toutes les anciennes notions de cette politique sont démenties et renversées de fond en comble par la révolution politique qui a donné le pouvoir au prolétariat. L'ancien État, tel qu'il avait été édifié dans les républiques bourgeoises, fût-ce les meilleures et les plus démocratiques, n'a jamais pu être, je le répète, et ne pourra jamais être autre chose que la dictature de la bourgeoisie, c'est-à-dire de ceux qui détiennent les usines, les instruments de production, les terres, les chemins de fer, en un mot, tous les moyens matériels, tous les instruments de travail, sans la possession desquels le travail demeure servile.

C'est bien pour cette raison qu'à l'heure où le pouvoir politique est passé aux mains du prolétariat, les syndicats devaient jouer toujours davantage le rôle d'artisans de la politique de la classe ouvrière, le rôle d'organisations de classe appelées à remplacer l'ancienne classe des exploiteurs, à renverser toutes les vieilles traditions et tous les vieux préjugés de la science ancienne qui par la bouche d'un savant, disait au prolétariat : gérez votre économie ; quant à la politique, c'est le parti des éléments bourgeois qui la dirigera. Toute cette propagande s'est avérée purement et simplement une arme dans les mains de la classe des exploiteurs et des bourreaux à leur service, pour écraser le prolétariat qui se soulevait partout et engageait le combat.

Et c'est ici, camarades, que dans leur travail d'édification de l'Etat, les syndicats sont tenus à poser une question tout à fait nouvelle — celle de l'« étatisation » des syndicats, comme il est dit dans la résolution proposée par la fraction communiste. C'est ici surtout que les

syndicats doivent méditer l'une des plus profondes et des plus célèbres sentences des fondateurs du communisme contemporain : « plus la révolution qui se produit dans la société est large et profonde, et plus doit être grand le nombre d'hommes qui accomplissent cette révolution, qui sont les auteurs de cette révolution, au sens véritable du terme » [155]. Prenez l'ancienne société féodale. Les révolutions y étaient ridiculement faciles, tant qu'il s'agissait d'enlever le pouvoir à un groupe de nobles ou de féodaux pour le remettre à un autre. Prenez la société bourgeoise qui se targue de son suffrage universel. En fait, nous le savons, ce suffrage universel, tout cet appareil est transformé en une duperie, car l'énorme majorité des travailleurs est opprimée, écrasée même dans les pays démocratiques les plus avancés, les plus civilisés, écrasée par le bagne capitaliste au point que, pratiquement, elle ne participe pas et ne peut pas participer à la politique. Mais aujourd'hui, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, apparaît une révolution qui peut conduire à la victoire totale du socialisme, à la seule condition que de nouvelles masses considérables se mettent à gouverner elles-mêmes. La révolution socialiste signifie non un changement des formes de l'Etat, non le remplacement de la monarchie par la république, non un nouveau mode de suffrage qui suppose des hommes parfaitement « égaux » et qui, en réalité, est un artifice pour voiler et masquer le fait que l'un est possédant et que l'autre ne l'est pas. Du point de vue des porte-parole de la société bourgeoise, dès lors qu'il y a « démocratie » et que le capitaliste et le prolétaire participent au scrutin, c'est cela la « volonté du peuple », c'est cela l'« égalité », c'est l'expression des désirs du peuple. Nous savons quel ignoble mensonge constituent ces discours qui ne servent qu'à couvrir les bourreaux et les assassins, tels qu'Ebert et Scheidemann. Dans la société bourgeoise, la masse des travailleurs était gouvernée par la bourgeoisie, à l'aide de telles ou telles formes, plus ou moins démocratiques ; c'est une minorité qui gouvernait, les possédants qui avaient leur part de la propriété capitaliste, qui transformaient l'instruction et la science, rempart et floraison suprêmes de la civilisation capitaliste, en un instrument d'exploitation, en un monopole, afin de maintenir l'énorme majorité des

hommes en esclavage. La révolution que nous avons commencée, que nous réalisons depuis deux ans déjà et que nous sommes fermement décidés à mener jusqu'au bout (applaudissements), cette révolution n'est possible et réalisable qu'à la condition que nous réussissions à faire passer le pouvoir aux mains d'une nouvelle classe, qu'à la place de la bourgeoisie, des esclavagistes capitalistes, des intellectuels bourgeois, des représentants de tous les possédants, de tous les propriétaires, de haut en bas, apparaisse une nouvelle classe, dans tous les domaines de la gestion de l'Etat, dans toute l'édification de l'Etat, dans toute la direction de la vie nouvelle.

Voilà la tâche qui se présente à nous aujourd'hui. C'est seulement lorsque cette nouvelle classe est éduquée, non par les livres, non par les meetings, non par les discours, mais par son expérience de la gestion de l'Etat, c'est seulement lorsqu'elle entraînera dans cette œuvre les masses les plus larges de travailleurs, c'est seulement lorsqu'elle élaborera les formes susceptibles de donner à tous les travailleurs la possibilité de s'adapter facilement à la gestion de l'Etat et à la création d'une organisation de l'Etat, que la révolution socialiste peut être solide ; et c'est seulement à cette condition qu'elle ne peut manquer d'être solide. Cette condition une fois réalisée, elle sera une force capable de rejeter le capitalisme et toutes ses survivances, comme un fétu de paille, comme une poussière.

Voilà la tâche qui, d'un point de vue de classe, pour m'exprimer en général, se présente à nous comme condition de la victoire de la révolution socialiste, tâche qui s'allie très étroitement, directement, à celle des organisations qui, même dans le cadre de la société capitaliste, tendaient vers la lutte de classe la plus large pour détruire cette société. Mais parmi les organisations d'alors, les syndicats étaient les plus vastes qui, tout en demeurant aujourd'hui formellement indépendantes, peuvent et doivent, comme le dit une thèse de la résolution que nous vous soumettons, participer énergiquement aux activités du pouvoir des Soviets, par un travail direct dans tous les organismes d'Etat, par l'exercice d'un contrôle de leur activité à l'échelle des masses, etc..., par la création de nouveaux organismes d'inventaire, de contrôle et de réglementation de toute la

production et de toute la répartition, reposant sur l'initiative des plus larges masses laborieuses qui y sont intéressées.

Dans la société capitaliste, dans les pays les plus évolués, après des dizaines, parfois même des centaines d'années de développement de la civilisation et de la culture, dans une démocratie bourgeoise, il n'est jamais arrivé dans le meilleur des cas que les syndicats aient englobé plus d'un cinquème des travailleurs salariés. Une petite couche supérieure y participait, et les capitalistes attiraient, soudoyaient seulement une infime partie de cette couche pour l'amener à occuper dans la société capitaliste des postes de dirigeants ouvriers. Les socialistes américains appelaient ces hommes les « lieutenants ouvriers de la classe capitaliste ». Dans le pays de la civilisation bourgeoise la plus libre, dans la république bourgeoise la plus démocratique, ils voyaient le mieux ce rôle des petites couches du prolétariat qui se mettaient en fait au service de la bourgeoisie, pour assurer sa relève, qui étaient corrompues et achetées par elle, et qui formaient les cadres des social-patriotes et des jusqu'-au-boutistes, dont Ebert et Scheidemann resteront à jamais les héros.

Chez nous, camarades, la situation est différente aujourd'hui. Les syndicats peuvent commencer l'édification économique de l'Etat d'une façon nouvelle, en s'appuyant sur tout ce qu'a créé la culture capitaliste, en s'appuyant sur ce qu'a créé la production capitaliste, en construisant le socialisme précisément sur cette base matérielle, sur cette grande production, dont nous subissions le joug, qui a été mise sur pied contre nous, qui a été faite pour opprimer indéfiniment les masses laborieuses, mais qui les a unies, qui les a cimentées et qui par là-même a constitué l'avant-garde de la nouvelle société. Et cette avant-garde s'est mise après la Révolution d'Octobre, après le passage du pouvoir aux mains du prolétariat, à exécuter sa tâche véritable : éduquer les masses travailleuses exploitées, les initier à la gestion de l'Etat, à la gestion de la production, sans fonctionnaires, sans bourgeoisie, sans capitalistes. Voilà pourquoi la résolution qui vous est soumise repousse tout plan de la bourgeoisie et tous ces discours de trahison. Voilà pourquoi elle dit que l'étatisation des syndicats est

une chose inévitable. En même temps, elle fait un pas en avant. Nous ne posons plus aujourd'hui la question de l'étatisation des syndicats sur un terrain purement théorique. Dieu merci, nous avons franchi le stade où nous nous bornions à poser ces questions au cours de débats théoriques. Peut-être avons-nous même oublié parfois le temps de ces discussions libres, sur un sujet purement théorique. Cette époque est révolue depuis longtemps et à présent, nous posons ces questions en nous appuyant sur une année d'expérience des syndicats qui, en tant qu'organisateurs de la production, ont créé des organismes tels que le Conseil supérieur de l'économie nationale, et qui, dans cette œuvre d'une difficulté inouïe, ont accumulé erreurs sur erreurs, et en font constamment, cela va de soi, sans prêter attention aux ricanements haineux de la bourgeoisie qui dit : en bien, voilà les prolétaires qui se sont mis à construire, et voilà les erreurs qu'ils accumulent.

La bourgeoisie s'imagine que lorsqu'elle a pris les choses en mains à la place du tsar et des nobliaux, elle n'a pas commis d'erreurs. Elle s'imagine que la réforme de 1861, qui replâtrait l'édifice du servage, en laissant la totalité des revenus et le pouvoir aux mains des féodaux, elle s'imagine que cette réforme s'est faite sans heurts, qu'ils n'ont pas eu le chaos en Russie pendant des dizaines d'années. Il n'est pas un pays où messieurs les nobles n'aient tourné en dérision les parvenus bourgeois et les roturiers qui se mettaient à gérer l'Etat.

Il va de soi qu'aujourd'hui, toute la fleur ou, pour mieux dire, la fleur stérile de l'intelligentsia bourgeoise, raille également chaque erreur commise par le pouvoir nouveau, surtout quand la nouvelle classe a dû, par suite de la résistance acharnée des exploiteurs, par suite de l'offensive déclenchée par la coalition des exploiteurs du monde entier contre un des pays les plus faibles et les moins préparés, comme la Russie, surtout quand l'union des travailleurs devait faire sa révolution à une vitesse folle, dans des conditions où il ne fallait pas tant penser au cours régulier de cette révolution qu'au moyen de tenir jusqu'au jour où commencerait à s'éveiller le prolétariat d'Europe occidentale. Cette tâche, nous l'avons remplie. Sous ce rapport, camarades, nous pouvons dire dès maintenant que

nous sommes de beaucoup plus heureux que les hommes de la révolution française, qui fut vaincue par la coalition des pays monarchiques et attardés, qui se maintint une année sous la forme du pouvoir des couches les plus basses de la bourgeoisie d'alors, qui ne suscita pas d'emblée un mouvement similaire dans les autres pays, et qui néanmoins fit tant pour la bourgeoisie, pour la démocratie bourgeoise, que tout le développement de l'humanité civilisée au cours du XIX^e^ siècle découle de la grande révolution française, tout lui est dû.

Nous sommes beaucoup plus heureux. Tout ce que firent les hommes politiques d'alors en un an pour le progrès de la démocratie bourgeoise, nous l'avons fait pendant le même temps, pendant cette année écoulée, à une échelle beaucoup plus grande pour le nouveau régime, le régime prolétarien, nous l'avons fait si bien que, dès maintenant en Russie, le mouvement qui a commencé non pas en raison de nos mérites, mais en raison d'un concours de circonstances et de conditions particulières qui plaçaient la Russie entre les deux géants impérialistes du monde civilisé contemporain, ce mouvement et la victoire du pouvoir des Soviets sont parvenus, en un an, au point que ce mouvement même est devenu international, que l'Internationale communiste est fondée, que les mots d'ordre et les idéaux de l'ancienne démocratie bourgeoise ont été mis en échec, et qu'aujourd'hui il n'y a pas au monde un seul homme politique conscient, à quelque parti qu'il appartienne, qui puisse ne pas voir que la révolution socialiste internationale a commencé, qu'elle est en marche. (A p p l a u d i s s e m e n t s.)

Camarades, je me suis laissé aller à une petite digression en examinant comment nous nous sommes éloignés du point de vue théorique pour nous rapprocher de la solution pratique du problème. Nous avons une expérience d'un an qui nous a déjà apporté infiniment plus de résultats pour la victoire du prolétariat et de sa révolution qu'une année de dictature de la démocratie bourgeoise, à la fin du XVIII^e^ siècle, n'en avait apporté pour la victoire de cette démocratie bourgeoise dans le monde entier. Mais, au cours de cette année, nous avons en outre acquis une énorme expérience pratique qui nous permet, sinon de déterminer avec

précision chacune de nos démarches, de marquer tout au moins les rythmes de notre développement, sa vitesse, de voir les difficultés pratiques, les mesures pratiques qui, d'une victoire partielle dans le renversement de la bourgeoisie, nous conduiront à une autre.

Quand nous regardons le chemin parcouru, nous voyons quelles erreurs nous devons corriger, nous voyons clairement ce qu'il nous appartient de construire et comment nous devons continuer à construire. Voilà pourquoi notre résolution ne se borne pas à proclamer l'étatisation des syndicats, à proclamer en principe la dictature du prolétariat, la nécessité d'aller, comme le dit un passage de la résolution, « inévitablement vers la fusion des organisations syndicales avec les organismes du pouvoir de l'Etat », cela nous le savons théoriquement, nous l'avons indiqué dès avant Octobre, et il fallait l'indiquer plus tôt. Mais cela ne suffit pas. Pour le parti qui a abordé de près l'édification pratique du socialisme, pour les syndicats qui ont déjà désigné les organismes de gestion de l'industrie à l'échelle de la Russie, à l'échelle de l'Etat, qui ont déjà créé le Conseil supérieur de l'économie nationale, qui, à travers des milliers d'erreurs, ont acquis par leur expérience personnelle d'organisation des milliers d'éléments, le nœud de la question n'est plus le même.

A l'heure actuelle, il ne suffit plus de nous borner à proclamer la dictature du prolétariat. L'étatisation des syndicats est inévitable, leur fusion avec les organismes d'Etat est inévitable, le passage entre leurs mains de l'édification tout entière de la grande production est inévitable. Mais ce n'est pas tout.

Nous devons aussi tenir compte de notre expérience pratique pour mesurer la situation réelle, imminente. C'est là que se trouve maintenant pour nous le nœud du problème. Et la résolution aborde ce point important, quand elle dit que si les syndicats essayaient de leur propre chef d'assumer les fonctions du pouvoir d'Etat, il n'en résulterait que confusion. Nous avons assez souffert de cette confusion. Nous avons beaucoup lutté contre ces vestiges du maudit régime bourgeois, contre ces tendances de petits propriétaires, anarchistes, ou bien égoïstes, qui se sont implantées profondément aussi chez les ouvriers.

L'ouvrier n'a jamais été séparé de l'ancienne société par une muraille de Chine. Et il a conservé une bonne part de la psychologie traditionnelle de la société capitaliste. Les ouvriers construisent une société nouvelle, sans s'être transformés en hommes nouveaux, débarrassés de la boue du monde ancien ; ils sont encore jusqu'aux genoux plongés là-dedans. Le nettoyage de cette boue ne peut être encore qu'un rêve. Ce serait l'utopie la plus fallacieuse de penser qu'on peut le faire sur-le-champ. Ce serait une utopie qui ne ferait que renvoyer le règne du socialisme aux calendes grecques.

Non, ce n'est pas ainsi que nous entreprenons l'édification du socialisme. Nous sommes sur le terrain de la société capitaliste, en luttant contre toutes les faiblesses, tous les défauts qui existent chez les travailleurs également et qui tirent le prolétariat par en-bas. Dans cette lutte, il reste encore beaucoup de vieilles habitudes et coutumes individualistes de petits propriétaires ; et le vieux mot d'ordre : « Chacun pour soi, Dieu pour tous » subsiste encore. Il y en avait plus qu'il n'en faut dans chaque syndicat, dans chaque usine qui ne pensait bien souvent qu'à elle seule ; quant au reste, que Dieu et les autorités s'en occupent. Cela nous l'avons vu, nous l'avons éprouvé à nos dépens, cela nous a coûté tant d'erreurs, tant de lourdes erreurs, qu'à présent nous tenons compte de cette expérience et que nous disons aux camarades : nous vous mettons en garde de la façon la plus catégorique contre toutes les actions individualistes dans ce domaine. Et nous disons : ce ne serait pas là l'édification du socialisme, ce serait pour nous tous céder aux faiblesses du capitalisme.

Nous avons appris aujourd'hui à tenir compte de toute la difficulté de la tâche qui se présente à nous. Nous sommes au cœur de l'édification du socialisme, et de ce point de vue, nous nous prononçons contre toute action arbitraire dans ce domaine. Contre ces actions arbitraires, les ouvriers conscients doivent être mis en garde. Il faut dire : aujourd'hui, nous ne pouvons pas d'un seul coup faire fusionner les syndicats avec les organismes du pouvoir de l'Etat. Ce serait une erreur. Le problème ne se pose pas ainsi.

Nous savons actuellement que le prolétariat a promu quelques milliers, peut-être quelques dizaines de milliers

de prolétaires pour la gestion de l'Etat. Nous savons qu'une nouvelle classe, le prolétariat, a maintenant ses représentants dans toutes les branches de la gestion de l'Etat, dans chaque coin des entreprises socialisées ou en voie de socialisation, ou bien dans le domaine de l'économie. Cela, le prolétariat le sait. Il s'est mis à l'œuvre pratiquement, et il voit qu'il faut aujourd'hui poursuivre cette route, qu'il faut faire encore un bon nombre de pas, avant de pouvoir dire : les syndicats des travailleurs ont fusionné définitivement avec tout l'appareil d'Etat. Il en sera ainsi le jour où les ouvriers auront définitivement pris en mains les organismes de coercition d'une classe sur l'autre. Et c'est ce qui arrivera, nous le savons.

Nous voulons à présent concentrer toute notre attention sur la question pratique immédiate. Il est nécessaire d'élargir encore et encore la participation des travailleurs eux-mêmes à la gestion de l'économie et à la mise en marche de la production nouvelle. Si nous ne réglons pas ce problème, si nous ne transformons pas les syndicats en organismes d'éducation de masse dix fois plus larges qu'aujourd'hui, afin qu'ils participent directement à l'administration de l'Etat, nous ne mènerons pas à bonne fin la tâche de l'édification communiste. Cela, nous le voyons clairement. C'est ce qui est dit dans notre résolution, et c'est là-dessus que je voudrais avant tout attirer votre attention.

A la suite de la plus grande révolution que l'histoire connaisse, à l'heure où le prolétariat a pris en mains le pouvoir d'Etat, les syndicats subissent un revirement considérable dans toute leur activité. Ils deviennent les principaux bâtisseurs de la société nouvelle, car les bâtisseurs de cette société ne peuvent être que les masses, des millions d'hommes. De même qu'ils étaient des centaines à l'époque du servage, de même que des milliers et des dizaines de milliers à édifier l'Etat à l'époque du capitalisme, de même aujourd'hui la révolution socialiste ne peut être accomplie qu'avec la participation pratique, active et directe de dizaines de millions d'hommes à la gestion de l'Etat. Nous sommes sur cette voie, mais nous ne sommes pas encore arrivés au but.

Les syndicats doivent savoir qu'à côté des tâches qui en partie se posent, en partie ont disparu, qui, en tout

cas, même si elles sont demeurées, ne peuvent être pour nous que secondaires, à côté de l'inventaire, de la réglementation, de l'Union des organisations, il se pose une tâche plus élevée et plus importante : enseigner à la masse la gestion de l'Etat, non pas par des livres, des cours, des meetings, mais par l'expérience, faire en sorte que cette couche d'avant-garde que le prolétariat a tirée de son sein, qu'il a chargée de commander, d'organiser, soit remplacée de plus en plus, dans ces départements, par des couches toujours nouvelles d'ouvriers, qu'à la place de cette nouvelle couche, il en vienne dix. Cette œuvre apparaît immense et ardue. Mais si nous pensons à la rapidité avec laquelle l'expérience de la révolution a donné la possibilité d'accomplir les tâches les plus vastes, surgies depuis Octobre, si nous pensons à l'ardeur avec laquelle se sont appliquées à s'instruire les couches de travailleurs pour qui ces connaissances étaient inaccessibles et inutiles, si nous réfléchissons à tout cela, cette tâche cessera de nous paraître démesurée.

Nous verrons que nous pouvons résoudre ce problème, apprendre à des masses de travailleurs infiniment plus larges à administer l'Etat et l'industrie, à développer l'action pratique, à extirper des masses ouvrières le préjugé nuisible, enraciné depuis des siècles, suivant lequel la gestion de l'Etat est l'affaire des privilégiés, que c'est un art particulier. Cela est faux. Nous ferons inévitablement des erreurs, mais chaque erreur instruira désormais non des groupes d'étudiants qui apprennent théoriquement un cours d'administration de l'Etat, mais des millions de travailleurs qui sentiront à leurs dépens les conséquences de chaque erreur, qui verront eux-mêmes qu'ils sont appelés à remplir les tâches urgentes de l'inventaire et de la répartition des produits, de l'accroissement de la productivité du travail, et qui voient grâce à leur propre expérience que le pouvoir est entre leurs mains, que personne ne les aidera s'ils ne s'aident pas eux-mêmes. Telle est la psychologie nouvelle qui se crée dans la classe ouvrière, telle est la mission nouvelle d'une portée historique gigantesque, échue au prolétariat, et qui doit avant tout pénétrer dans la conscience des syndicats et des militants du mouvement syndical. Ce ne sont pas seulement des organisations professionnelles.

Ce sont maintenant des syndicats dans la mesure où ils sont unis dans les seuls cadres qui étaient possibles sous le vieux capitalisme, et qui groupent le plus grand nombre de travailleurs. Mais leur rôle est de pousser en avant ces millions et ces dizaines de millions de travailleurs, à partir d'une activité plus simple vers une activité plus élevée, sans jamais se lasser de puiser de nouvelles couches dans la réserve de travailleurs, et sans jamais se lasser de les stimuler aux travaux les plus ardus ; de former de cette manière des masses de plus en plus vastes pour la gestion de l'Etat, de fusionner avec la lutte du prolétariat qui a pris la dictature entre ses mains, et qui la détient aujourd'hui à la face du monde, en attirant dans tous les pays, chaque jour, les uns après les autres, les détachements d'ouvriers industriels et de socialistes qui, hier encore, toléraient les directives des social-traîtres et des social-jusqu'-au-boutistes, et qui maintenant se rapprochent de plus en plus du drapeau du communisme et de l'Internationale communiste.

Tenir ce drapeau et en même temps élargir sans cesse les rangs des bâtisseurs du socialisme, se rappeler que la mission des syndicats est de construire une vie nouvelle, d'éduquer des millions et des dizaines de millions d'hommes, appelés à apprendre par leur propre expérience à éviter les erreurs, à rejeter les anciens préjugés, à apprendre par leur propre expérience à gérer l'Etat et la production, — voilà l'unique et sûr garant que la cause du socialisme remportera la victoire totale et exclura toute possibilité d'un retour en arrière.

Compte rendu de presse publié les 22 et 24 janvier 1919, « Pravda » nos 15 et 16

Conforme au texte du livre : « Le IIe Congrès des syndicats de Russie ». Compte rendu sténographique. M. 1921

LETTRE AUX OUVRIERS D'EUROPE ET D'AMERIQUE

Camarades,

A la fin de ma lettre aux ouvriers américains, en date du 20 août 1918, j'ecrivais : nous nous trouvons comme dans une forteresse assiégée, tant que les autres armées de la révolution socialiste internationale ne viennent pas à notre secours. J'ajoutais : les ouvriers brisent avec leurs social-traîtres, les Gompers et les Renner. Les ouvriers se rapprochent, lentement mais sûrement, de la tactique communiste et bolchévique.

Moins de cinq mois se sont écoulés depuis que ces mots ont été écrits, et il faut dire que pendant cette période la montée de la révolution prolétarienne mondiale a été extrêmement rapide, du fait que les ouvriers de différents pays passent au communisme et au bolchévisme.

Alors, le 20 août 1918, seul notre parti, le Parti bolchévik, avait résolument rompu avec l'ancienne Internationale, la IIe Internationale des années 1889-1914, qui avait fait honteusement faillite pendant la guerre impérialiste de 1914-1918. Seul notre parti s'était entièrement engagé dans une voie nouvelle, abandonnant un socialisme et un social-démocratisme déshonorés par leur alliance avec la bourgeoisie exploiteuse, pour passer au communisme ; abandonnant le réformisme et l'opportunisme petit-bourgeois qui imprégnaient et imprègnent entièrement les partis officiels social-démocrates et socialistes, pour adopter une tactique véritablement prolétarienne, une tactique révolutionnaire.

Maintenant, le 12 janvier 1919, nous voyons déjà nombre de partis prolétariens communistes, non seulement dans le cadre de l'ancien empire du tsar, par exemple en Lettonie, en Finlande, en Pologne, mais aussi en Europe occi-

dentale, en Autriche, en Hongrie, en Hollande et, enfin, en Allemagne. Lorsque la « Ligue Spartacus » allemande, conduite par ces chefs illustres, connus du monde entier, ces fidèles partisans de la classe ouvrière que sont Liebknecht, Rosa Luxembourg, Clara Zetkin, Franz Mehring, eut rompu définitivement tout lien avec les socialistes comme Scheidemann et Südekum, avec ces social-chauvins (socialistes en paroles et chauvins en fait), qui se sont à jamais déshonorés par leur alliance avec la bourgeoisie impérialiste, spoliatrice, d'Allemagne et avec Guillaume II, lorsque la « Ligue Spartacus » se fut intitulée « Parti communiste d'Allemagne », alors la *fondation* de la IIIe Internationale, de l'*Internationale communiste*, véritablement prolétarienne, véritablement internationaliste, véritablement révolutionnaire, devint un *fait*. Formellement, cette fondation n'a pas encore été consacrée, mais, en réalité, la IIIe Internationale existe, dès à présent.

Aujourd'hui, tous les ouvriers conscients, tous les socialistes sincères, ne peuvent plus ne pas voir quelle lâche trahison du socialisme ont perpétrée ceux qui, à l'instar des menchéviks et des « socialistes-révolutionnaires » en Russie, à l'instar des Scheidemann et des Südekum en Allemagne, à l'instar des Renaudel et des Vandervelde en France, des Henderson et des Webb en Angleterre, des Gompers et consorts en Amérique, ont soutenu « leur » bourgeoisie pendant la guerre de 1914-1918. Cette guerre s'est entièrement révélée comme une guerre impérialiste, réactionnaire, une guerre de brigandage de la part de l'Allemagne, mais aussi de la part des capitalistes d'Angleterre, de France, d'Italie, d'Amérique, qui commencent à se quereller pour le partage du butin, pour le partage de la Turquie, de la Russie, des colonies d'Afrique et de Polynésie, des Balkans, etc. L'hypocrisie des phrases de Wilson et des « wilsoniens » sur la « démocratie » et l'« union des peuples », se dévoile singulièrement vite, lorsque nous voyons la bourgeoisie française s'emparer de la rive gauche du Rhin, les capitalistes français, anglais et américains mettre la main sur la Turquie (Syrie, Mésopotamie) et sur une partie de la Russie (Sibérie, Arkhangelsk, Bakou, Krasnovodsk, Achkhabad, etc.), lorsque nous voyons grandir sans cesse l'hostilité provoquée par le partage du butin

entre l'Italie et la France, la France et l'Angleterre, l'Angleterre et l'Amérique, l'Amérique et le Japon.

Et à côté de ces « socialistes » pusillanimes, hypocrites, entièrement imbus de préjugés de la démocratie bourgeoise, à côté de ces « socialistes » qui hier défendaient « leurs » gouvernements impérialistes et aujourd'hui se bornent à des « protestations » platoniques contre l'intervention militaire en Russie, à côté d'eux augmente, dans les pays de l'Entente, le nombre de ceux qui suivent la voie communiste, la voie de MacLean, Debs, Loriot, Lazzari, Serrati, de ceux qui ont compris que seuls le renversement de la bourgeoisie et la destruction des parlements bourgeois, seuls le pouvoir des Soviets et la dictature du prolétariat permettront d'écraser l'impérialisme, d'assurer la victoire du socialisme, d'assurer une paix durable.

Alors, le 20 août 1918, la Révolution prolétarienne se bornait à la Russie, et le « pouvoir des Soviets », — c'est-à-dire la *totalité* du pouvoir dans l'Etat appartenant aux Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans, — apparaissait encore (et était en fait) une institution propre uniquement à la Russie.

Maintenant, le 12 janvier 1919, nous voyons un vigoureux mouvement « soviétique » non seulement dans les différentes parties de l'ancien empire du tsar, par exemple en Lettonie, en Pologne, en Ukraine, mais aussi dans les pays d'Europe occidentale, dans les pays neutres (Suisse, Hollande, Norvège), ainsi que dans les pays ayant souffert de la guerre (Autriche, Allemagne). La révolution en Allemagne — particulièrement importante et caractéristique du fait que c'est un des pays capitalistes les plus avancés — a, d'emblée, revêtu des formes « soviétiques ». Tout le cours du développement de la révolution allemande, et surtout la lutte des « spartakistes », c'est-à-dire des seuls véritables représentants du prolétariat, contre l'alliance des canailles et des traîtres, des Scheidemann et des Südekum, avec la bourgeoisie, tous ces faits montrent clairement comment la question *est posée* par l'histoire en ce qui concerne l'Allemagne :

« Pouvoir des Soviets » ou parlement bourgeois, quelles que soient les enseignes dont s'affuble ce dernier (Assemblée « Nationale » ou Assemblée « Constituante »).

Ainsi se pose la question sur le plan *historique* et *mondial*. Maintenant on peut et on doit le dire, sans aucune exagération.

Sur le plan historique et mondial, le « pouvoir des Soviets » est le deuxième pas, ou la deuxième étape, du développement de la dictature du prolétariat. La Commune de Paris en avait été le premier pas. La géniale analyse du contenu et de la portée de la Commune donnée par Marx dans sa *Guerre civile en France* a montré que la Commune avait créé un *nouveau type* d'Etat, l'*Etat prolétarien*. Tout Etat, y compris la république la plus démocratique, n'est pas autre chose qu'une machine destinée à réprimer une classe par une autre. L'Etat prolétarien est une machine pour réprimer la bourgeoisie par le prolétariat ; et cette répression est nécessaire, en raison de la résistance furieuse, acharnée, ne s'arrêtant devant rien, qu'opposent les grands propriétaires fonciers et les capitalistes, toute la bourgeoisie et tous ses acolytes, tous les exploiteurs, lorsque commence leur renversement, lorsque commence l'expropriation des expropriateurs.

Le parlement bourgeois, fût-il le plus démocratique dans la république la plus démocratique, où la propriété des capitalistes et leur pouvoir sont maintenus, est une machine destinée à réprimer les millions de travailleurs par une poignée d'exploiteurs. Les socialistes en lutte pour délivrer les travailleurs de l'exploitation devaient utiliser les parlements bourgeois comme une tribune, comme une base pour la propagande, l'agitation, l'organisation, *tant que notre lutte demeurait dans le cadre du régime bourgeois*. Aujourd'hui que l'histoire mondiale a inscrit à l'ordre du jour la destruction de ce régime tout entier, le renversement et l'écrasement des exploiteurs, le passage du capitalisme au socialisme, se contenter du parlementarisme bourgeois, de la démocratie bourgeoise, la parer du nom de « démocratie » en général, estomper son caractère *bourgeois*, oublier que le suffrage universel, aussi longtemps qu'est maintenue la propriété capitaliste, est un des instruments de l'Etat bourgeois, c'est trahir honteusement le prolétariat, c'est passer du côté de son ennemi de classe, du côté de la bourgeoisie, c'est être félon et renégat.

Aujourd'hui, à la lumière de la lutte sanglante et de la guerre civile en Allemagne, trois tendances dans le socialisme mondial, tendances dont la presse bolchévique parle inlassablement depuis 1915, se présentent à nous avec un relief particulier.

Karl Liebknecht, ce nom est connu des ouvriers de tous les pays. Partout, et surtout dans les pays de l'Entente, ce nom est le symbole du dévouement d'un chef aux intérêts du prolétariat, de la fidélité à la révolution socialiste. Ce nom est le symbole d'une lutte réellement sincère, réellement pleine d'abnégation, d'une lutte implacable contre le capitalisme. Il est le symbole d'une lutte intransigeante non pas en paroles, mais en actes, contre l'impérialisme, d'une lutte prête à tous les sacrifices, précisément à l'heure où « son propre pays » est grisé par les victoires impérialistes. Tout ce qui est resté d'honnête et de véritablement révolutionnaire parmi les socialistes d'Allemagne, les meilleurs éléments, les plus convaincus, du prolétariat, toutes les masses exploitées, dont l'indignation bouillonne et dont la volonté d'accomplir la révolution s'accroît, suivent Liebknecht et les « spartakistes ».

Contre Liebknecht se dressent les Scheidemann, les Südekum, et toute cette bande de méprisables valets du Kaiser et de la bourgeoisie. Ce sont des traîtres au socialisme, tout comme les Gompers et les Victor Berger, les Henderson et les Webb, les Renaudel et les Vandervelde. C'est cette mince couche supérieure d'ouvriers corrompus par la bourgeoisie que nous, les bolchéviks, avons qualifiés (en appliquant cette appellation aux menchéviks, ces Südekum russes) d'« agents de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier », et que les meilleurs parmi les socialistes d'Amérique ont baptisés d'une épithète excellente par sa force d'expression et sa profonde vérité : « labor lieutenants of the capitalist class ». C'est le *type* « moderne » de la trahison socialiste, car dans tous les pays civilisés, avancés, la bourgeoisie pille, — en exerçant l'oppression coloniale ou en soutirant des « avantages » financiers aux peuples faibles, formellement indépendants, — une population infiniment plus nombreuse que la population de « son propre » pays. D'où la possibilité économique, pour la bourgeoisie impérialiste, de tirer des « surprofits »,

et d'employer une part de ces surprofits pour corrompre une certaine couche supérieure du prolétariat, pour la transformer en une petite bourgeoisie réformiste, opportuniste, craignant la révolution.

Entre les spartakistes et les scheidemaniens, se trouvent les « kautskistes » hésitants, veules, « indépendants » en paroles, mais, en fait, *dépendant* entièrement et sur toute la ligne aujourd'hui de la bourgeoisie et des scheidemaniens, demain des spartakistes, marchant en partie à la suite des premiers, en partie à la suite des seconds, hommes sans idées, sans caractère, sans ligne politique, sans honneur, sans conscience, personnification du désarroi philistin, hommes qui, en paroles, s'affirment pour la révolution socialiste mais, en fait, sont incapables de la comprendre quand elle a commencé, et qui défendent à la manière des renégats la « démocratie » en général, c'est-à-dire, *en fait*, la démocratie *bourgeoise*.

Dans chaque pays capitaliste, tout ouvrier pensant relèvera, dans la situation modifiée selon les conditions nationales et historiques, précisément ces trois tendances essentielles parmi les socialistes et parmi les syndicalistes. Car la guerre impérialiste et le début de la révolution prolétarienne mondiale engendrent dans le monde entier des courants idéologiques et politiques analogues.

* *
*

Les lignes qui précèdent avaient été écrites avant le sauvage et lâche assassinat de Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg par le gouvernement d'Ebert et de Scheidemann. Ces bourreaux, à plat ventre devant la bourgeoisie, ont permis aux réactionnaires allemands, aux chiens de garde de la sacro-sainte propriété capitaliste, de lyncher Rosa Luxembourg, d'assassiner perfidement Karl Liebknecht, sous le prétexte manifestement mensonger de tentative d'« évasion » (le tsarisme russe, qui noya dans le sang la révolution de 1905, recourut maintes fois à ce mode d'assassinat, sous le même prétexte mensonger de tentative d'« évasion » des détenus) et, dans le même temps, ces bourreaux ont couvert les réactionnaires de l'autorité du gouvernement soi-disant innocent, soi-disant placé au-dessus

des classes ! Les mots manquent pour exprimer toute l'infamie, toute la bassesse de cet acte de bourreau, commis par de prétendus socialistes. Apparemment, l'histoire a choisi une voie où le rôle des « lieutenants ouvriers de la classe capitaliste » doit être poussé à la « limite extrême » de la sauvagerie, de la bassesse et de la lâcheté. Laissons les benêts kautskistes disserter dans leur journal *Freiheit* [156] sur un « tribunal » composé des représentants de « tous » les partis « socialistes » (ces âmes de laquais continuent d'appeler socialistes les bourreaux scheidemaniens) ! Ces héros de la stupidité philistine et de la lâcheté petite-bourgeoise ne comprennent même pas que le tribunal est un organe du pouvoir d'Etat ; or la lutte et la guerre civile en Allemagne sont menées justement pour trancher la question de savoir qui détiendra ce pouvoir : la bourgeoisie, que « serviront » les Scheidemann, en qualité de bourreaux et de pogromistes, et les Kautsky, en qualité de louangeurs de la « démocratie pure », ou bien le prolétariat qui renversera les capitalistes exploiteurs et écrasera leur résistance.

Le sang des meilleurs militants de l'Internationale prolétarienne, des chefs regrettés de la Révolution socialiste internationale, trempera des masses toujours nouvelles d'ouvriers pour une lutte à mort. Et cette lutte aboutira à la victoire. Nous avons vécu en Russie les « journées de juillet » [157] de l'été de 1917, lorsque les Scheidemann russes, les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires couvraient, eux aussi, de l'autorité de l'« Etat » la « victoire » des gardes blancs sur les bolchéviks, lorsque dans les rues de Pétrograd, les cosaques lynchaient l'ouvrier Voïnov, qui distribuait des tracts bolchéviks [158]. Nous savons par notre propre expérience avec quelle rapidité ces « victoires » de la bourgeoisie et de ses valets guérissent les masses de leurs illusions sur la démocratie bourgeoise, sur le « suffrage universel » et ainsi de suite.

* *
*

La bourgeoisie et les gouvernements de l'Entente manifestent aujourd'hui certains flottements. Une partie d'entre eux voit que la démoralisation a déjà commencé parmi les

troupes alliées en Russie, qui aident les gardes blancs et servent la réaction monarchiste et terrienne la plus noire ; que la prolongation de l'intervention militaire et les tentatives de vaincre la Russie, nécessitant le maintien, pendant une longue période, d'une armée d'occupation forte de millions d'hommes, constituent le moyen le plus sûr pour transplanter le plus rapidement possible la révolution prolétarienne dans les pays de l'Entente. L'exemple des troupes d'occupation allemandes en Ukraine est suffisamment probant.

Une autre partie de la bourgeoisie de l'Entente s'affirme toujours pour l'intervention militaire en Russie, pour l'«encerclement économique » (Clemenceau), et pour l'étranglement de la République des Soviets. Toute la presse au service de cette bourgeoisie, c'est-à-dire la plupart des quotidiens soudoyés par les capitalistes, en Angleterre et en France, prophétisent la prompte faillite du pouvoir des Soviets, se complaisant dans la description des horreurs de la famine en Russie, débitent des mensonges à propos des « désordres » et de la « fragilité » du gouvernement soviétique. Les troupes des gardes blancs, des grands propriétaires fonciers et des capitalistes, auxquelles l'Entente prête son aide en officiers, en munitions, en argent, en détachements auxiliaires, ces troupes coupent le centre et le nord affamés de la Russie de ses régions les plus fertiles en blé de la Sibérie et du Don.

La détresse des ouvriers affamés à Pétrograd et à Moscou, à Ivanovo-Voznessensk et dans les autres centres ouvriers, est grande en vérité. Jamais les masses ouvrières n'auraient pu supporter les calamités, les tortures de la faim, auxquelles les voue l'intervention militaire de l'Entente (intervention souvent masquée par des promesses hypocrites de ne pas envoyer « ses » troupes, alors qu'elle continue à envoyer des troupes « noires » ainsi que des munitions, de l'argent, des officiers), jamais les masses ouvrières n'auraient pu supporter ces calamités, si elles ne comprenaient pas qu'elles défendent la cause du socialisme en Russie et dans le monde entier.

Les troupes « alliées » et les gardes blancs détiennent Arkhangelsk, Perm, Orenbourg, Rostov-sur-Don, Bakou, Achkhabad. mais le « mouvement soviétique » a gagné Riga

et Kharkov. La Lettonie et l'Ukraine deviennent des républiques soviétiques. Les ouvriers voient que leurs grands sacrifices ne sont pas vains, que la victoire du pouvoir des Soviets progresse et s'élargit, grandit et s'affermit dans le monde entier. Chaque mois de lutte pénible et de lourds sacrifices fortifie la cause du pouvoir des Soviets dans le monde entier, affaiblit ses ennemis, les exploiteurs.

Les exploiteurs disposent encore d'une force suffisante pour lyncher et assassiner les meilleurs chefs de la révolution prolétarienne mondiale, pour multiplier les victimes et pour aggraver les souffrances des ouvriers dans les pays et régions occupés ou conquis. Mais les exploiteurs du monde entier ne seront pas assez forts pour empêcher la victoire de la révolution prolétarienne mondiale, qui délivrera l'humanité du joug du capital, de la menace perpétuelle de nouvelles guerres impérialistes, inévitables en régime capitaliste.

Le 21 janvier 1919

N. Lénine

« Pravda » n° 16, le 24 janvier 1919 *Conforme au manuscrit*

DISCOURS PRONONCE A LA IIe CONFERENCE DES DIRECTEURS DES SOUS-SECTIONS EXTRA-SCOLAIRES DES SECTIONS PROVINCIALES DE L'EDUCATION NATIONALE LE 24 JANVIER 1919

Camarades,

Vous êtes réunis ici en tant que représentants des sections extra-scolaires locales des Soviets de province. Je ne suis malheureusement pas assez au courant de votre activité, et c'est pourquoi je me bornerai à quelques remarques. Je salue votre congrès des maîtres de l'enseignement extra-scolaire, dont les tâches ont une si grande importance !

Il reste dans notre école beaucoup de maîtres formés dans les conditions anciennes, ce qui gêne le passage du régime capitaliste au socialisme. Si étrange que cela soit, nous rencontrons une résistance obstinée parmi les gens instruits. Quiconque a l'habitude de considérer l'ancien appareil comme son patrimoine, se sert soi-même et sert la classe possédante.

Le travail extra-scolaire se trouve dans de meilleures conditions que le travail scolaire.

La question se posait à nous, au Conseil des Commissaires du Peuple, de la création d'une commission en vue de réunir nombre d'établissements culturels et scolaires dispersés. L'enseignement extra-scolaire est important pour reconstruire la vie tout entière. Il est nécessaire de chercher des voies nouvelles.

Il faut dire que certains représentants du pouvoir des Soviets, nouveaux et inexpérimentés, appliquent souvent les anciennes méthodes, et par là compromettent le pouvoir.

Je pense qu'une tâche difficile incombe aux maîtres de l'enseignement extra-scolaire. Le parti a élaboré des formes d'action sur les larges masses, mais on doit les relier aux méthodes de culture et d'enseignement, scolaires en particulier, et surtout extra-scolaires, ce que nous n'avons pas toujours réussi à réaliser.

Dans l'activité extra-scolaire, vous avez le concours des masses laborieuses, assoiffées de connaissances ; ainsi, il vous est plus facile de trouver des formes de contact avec elles. C'est ici qu'on peut le moins conquérir par bonds, notamment parmi les masses qui se trouvent à un bas niveau de culture. Il faut tendre à un rapprochement avec les organisations du parti, en tant qu'organismes de propagande, et initier les masses à l'activité extra-scolaire. Si l'initiative des masses rencontre la sympathie qui convient, vous pouvez espérer de meilleurs résultats. Permettez-moi de vous saluer et de vous souhaiter le succès.

«Vniechkolnoé Obrazovanié» n° 2-3, février-mars 1919

Conforme au texte de la revue « Vniechkolnoé Obrazovanié »

TOUS AU TRAVAIL POUR LE RAVITAILLEMENT ET LES TRANSPORTS!

J'ai déjà eu l'occasion, à la dernière séance du Comité exécutif central, d'indiquer que la République des Soviets abordait un semestre particulièrement pénible. Dans les six premiers mois de 1918, on avait stocké 28 millions de pouds de blé, dans les six derniers, 67 millions de pouds. Le premier semestre de 1919 sera plus pénible que les six mois écoulés.

La famine ne fait que s'aggraver. Le typhus exanthématique devient un danger des plus menaçants. Des efforts héroïques sont nécessaires, et ce que nous faisons est loin, très loin d'être suffisant.

Pouvons-nous nous sauver et redresser la situation ? Sans aucun doute, oui. La prise d'Oufa et d'Orenbourg, les victoires dans le sud, ensuite les victoires de l'insurrection soviétique en Ukraine [159] ouvrent les perspectives les plus favorables.

Nous sommes maintenant en état de nous procurer une quantité de blé beaucoup plus importante qu'il n'en faut pour une ration réduite au strict nécessaire.

Des millions de pouds de blé se trouvent déjà emmagasinés dans la région orientale. Ce qui les y retient, c'est le mauvais état des transports. Dans le sud, la libération de toute la province de Voronèje et d'une partie de la région du Don qu'occupaient les Cosaques de Krasnov nous donne l'entière possibilité de recevoir de grandes quantités de blé qui dépassent tous nos calculs précédents. Enfin, les excédents de blé en Ukraine sont véritablement énormes,

et le gouvernement des Soviets d'Ukraine propose de nous aider.

Nous pouvons maintenant non seulement nous sauver de la famine, mais encore rassasier les populations affamées des régions non agricoles de Russie.

La difficulté vient du mauvais état des transports et de l'extrême pénurie de main-d'œuvre dans le ravitaillement.

Il faut tendre toutes nos forces, stimuler encore et sans cesse l'énergie des masses ouvrières. Il faut rompre résolument avec la routine de la vie coutumière et du travail coutumier. Il faut se secouer. Il faut s'atteler à la *mobilisation révolutionnaire* des travailleurs pour le ravitaillement et les transports, *sans se borner* au travail « courant », mais en dépassant ses limites, en recherchant sans cesse de nouveaux moyens pour découvrir et attirer des forces supplémentaires.

Nous avons aujourd'hui les raisons les plus solides d'estimer — du point de vue le plus « prudent » et même pessimiste, — que la victoire sur la famine et sur le typhus (victoire *tout à fait* possible) au cours de ce semestre suscitera un *tournant radical* vers l'amélioration de toute la situation économique, car la liaison avec l'Ukraine et avec Tachkent élimine les causes principales, fondamentales, de disette et de pénurie de matières premières.

Certes, les masses affamées sont fatiguées, parfois cette fatigue atteint un degré surhumain, mais il y a une issue, et un sursaut d'énergie est malgré tout parfaitement possible, d'autant plus que la montée de la révolution prolétarienne dans le monde entier est de plus en plus évidente, et nous promet une amélioration radicale non seulement de notre situation intérieure, mais encore de notre situation internationale.

Il faut se secouer.

Il faut que chaque organisation du parti, que chaque syndicat, que chaque groupe d'ouvriers syndiqués ou même inorganisés, mais ayant le désir de « combattre » la famine, que chaque groupe de responsables des Soviets et de citoyens en général se pose la question suivante :

que pouvons-nous faire pour étendre et renforcer la croisade de tout le pays contre la famine ?

ne pouvons-nous pas remplacer le travail des hommes par celui des femmes et affecter de plus en plus d'hommes aux travaux les plus pénibles des transports et du ravitaillement ?

ne pouvons-nous pas envoyer des commissaires dans les usines de réparation des locomotives et des wagons ?

ne pouvons-nous pas envoyer des travailleurs dans l'armée du ravitaillement ?

ne devons-nous pas choisir dans notre milieu, dans notre groupe, dans notre usine, etc., un homme sur dix ou sur cinq, et l'envoyer dans l'armée du ravitaillement ou à un travail plus difficile et plus pénible dans les ateliers des chemins de fer que ne l'est son occupation habituelle ?

certains d'entre nous ne sont-ils pas employés à un travail dans les Soviets ou autre en général, qu'on puisse réduire ou même interrompre, sans porter dommage aux bases essentielles et fondamentales de l'Etat ? Ne sommes-nous pas tenus de mobiliser sur-le-champ ces travailleurs au ravitaillement et aux transports ?

Soulevons encore et sans cesse une masse aussi large que possible pour porter un nouveau coup à ce principe maudit de la vieille société capitaliste, à ce principe que nous avons hérité de cette société, à ce principe qui nous a tous plus ou moins contaminés et pervertis, à ce principe qui dit : « Chacun pour soi, Dieu pour tous. » Ce qui nous étouffe, nous écrase, nous déchire, nous accable, nous perd le plus, c'est l'héritage du capitalisme exploiteur, sordide et sanglant. Il n'est pas possible de nous en débarrasser d'emblée, il faut soutenir contre lui une lutte inlassable, il faut, non pas une fois ni deux, mais maintes fois proclamer et mener contre lui une nouvelle croisade.

On peut sauver des millions et des dizaines de millions d'hommes de la famine et du typhus. Le salut est proche, on peut surmonter la crise menaçante de la famine et du typhus et remporter une victoire totale. Désespérer est une absurdité, une stupidité, une honte. S'enfuir isolément, à la débandade, à qui mieux mieux, afin de « se débrouiller » seul n'importe comment, d'écarter seul n'importe comment les plus faibles et de se frayer un chemin, cela signifie déserter, abandonner les camarades malades et fatigués, aggraver la situation en général.

Nous avons fondé sur une base solide l'Armée Rouge qui s'est aujourd'hui *frayé un chemin* à travers des difficultés inouïes, à travers la muraille de fer des armées des propriétaires fonciers et des capitalistes soutenues par les plus riches des milliardaires, les milliardaires anglo-français, qui s'est frayé un chemin jusqu'aux sources principales de matières premières, jusqu'au blé, au coton, au charbon. Nous avons posé ce fondement par un travail d'un genre nouveau, par la propagande politique au front, par l'organisation des communistes dans notre armée, par l'organisation et par la lutte pleine d'abnégation des meilleurs hommes de la masse ouvrière.

Nous avons remporté une série de victoires à la fois sur le front extérieur, sur le front militaire et sur le front intérieur, dans la lutte contre les exploiteurs, dans la lutte contre le sabotage, dans la lutte pour nous engager dans la voie difficile, pénible, épineuse, mais *juste* de l'édification socialiste. Nous sommes près de la victoire décisive, totale, non seulement à l'échelle russe, mais à l'échelle internationale.

Encore quelques efforts, et nous nous arracherons aux griffes de la famine.

Ce que nous avons fait et ce que nous faisons pour l'Armée Rouge, nous le ferons encore une fois et avec une nouvelle énergie pour animer, élargir, améliorer le ravitaillement et les transports. *Cette* mission doit être confiée aux meilleurs militants. Pour tous ceux qui veulent et peuvent se rendre utiles il se trouvera une place, chacun aidera, s'il le veut, à la victoire organisée et massive sur le délabrement économique et sur la famine. Pour chaque force active, pour chaque aptitude, pour chaque spécialité, pour chaque profession, pour chaque homme dévoué, on peut et on doit trouver une occupation dans cette *armée pacifique* des travailleurs du ravitaillement et des transports, dans cette armée pacifique qui doit aujourd'hui, pour remporter la victoire totale, soutenir l'Armée Rouge, consolider et mettre en œuvre ses victoires.

Tous au travail pour le ravitaillement et les transports !

Le 26 janvier 1919. *N. Lénine*

Pravda » n° 19, le 28 janvier 1919 *Conforme au manuscrit*

MESURES VISANT AU PASSAGE DU RAVITAILLEMENT ET DE LA REPARTITION PAR LES COOPERATIVES BOURGEOISES AU RAVITAILLEMENT ET A LA REPARTITION PAR LE PROLETARIAT COMMUNISTE[100]

La question discutée récemment au Conseil des Commissaires du Peuple sur les coopératives et les Communes de consommation (cf. *Izvestia* du 2 février) met à l'ordre du jour, comme *étant les plus importantes*, les mesures à prendre pour *passer des* coopératives bourgeoises *à* l'association de consommation-production communiste de toute la population.

Admettons que les coopératives englobent 98% de la population. Parfois, il en est ainsi à la campagne.

La coopération devient-elle de ce seul fait une commune ?

Non, *si* cette coopération (1) rapporte les profits (dividendes par action, etc.) à un groupe d'actionnaires particuliers ; (2) si elle conserve son appareil spécial, sans y faire entrer la population en général, et au premier chef le prolétariat et le semi-prolétariat ; (3) si, dans la répartition des produits, elle n'assure pas un avantage aux semi-prolétaires sur les paysans moyens, aux paysans moyens sur les riches ; (4) si, dans la réquisition des produits alimentaires, elle ne retire pas les excédents d'abord aux riches, puis aux paysans moyens et ne s'appuie pas, pour ce faire, sur les prolétaires et les semi-prolétaires. Etc., etc.

Toute la difficulté (et tout le *contenu* de la tâche actuelle qui se pose immédiatement à nous) consiste à

élaborer un système de mesures *pratiques* pour *passer* de l'ancienne coopération (nécessairement bourgeoise, dans la mesure où elle implique une couche d'*actionnaires* qui constituent la *minorité* de la population, et aussi pour d'autres raisons) à une nouvelle, à une véritable *commune*, un système de mesures pour passer de l'approvisionnement et de la répartition par les coopératives bourgeoises à l'approvisionnement et à la répartition par le prolétariat communiste.

Il est nécessaire

1) de poser cette question dans la presse ;

2) de susciter l'émulation de toutes les institutions centrales et locales du pouvoir des Soviets (notamment du Conseil supérieur de l'économie nationale et des conseils de l'économie nationale, du Commissariat au Ravitaillement et des organismes du ravitaillement, de la Direction centrale des statistiques et du Commissariat du Peuple à l'Agriculture) pour accomplir cette tâche ;

3) de confier à la section des coopératives du Conseil supérieur de l'économie nationale et à toutes les institutions mentionnées au paragraphe 2 le soin d'élaborer un *programme* de mesures de cette nature et un questionnaire pour recueillir des informations sur de telles mesures, et sur des faits permettant de les corroborer ;

4) de fixer une prime pour le meilleur programme de mesures de cette nature, pour le programme le plus pratique, pour le questionnaire le plus commode et le plus facilement réalisable et pour le moyen de recueillir des informations à ce sujet.

Ecrit le 2 février 1919 — *Conforme au manuscrit*

Publié pour la première fois en 1931

TELEGRAMME AU COMITE REVOLUTIONNAIRE DE LA PROVINCE D'OUFA[161]

Oufa, au Président du Comité révolutionnaire de la province

Proposons de ne pas repousser Khalikov, de consentir à l'amnistie, à condition de créer un front unique avec les régiments bachkirs contre Koltchak. Le pouvoir des Soviets garantit pleinement la liberté nationale des Bachkirs. Certes, il est indispensable en même temps d'éliminer avec une extrême rigueur les éléments contre-révolutionnaires de la population bachkire et d'assurer un contrôle effectif sur la fidélité prolétarienne des troupes bachkires.

Lénine. Staline

Ecrit le 5 ou le 6 février 1919

Conforme au manuscrit

Publié le 16 février 1919, dans le journal « Jizn Natsionalnostei » n° 5 (13)

PROJET DE RADIO-TELEGRAMME DU COMMISSAIRE DU PEUPLE AUX AFFAIRES ETRANGERES[162]

En réponse à votre radio-télégramme en date du..., je m'empresse de vous informer que, bien que nous ne considérions pas la conférence de Berne comme socialiste, ni comme représentant au moindre degré la classe ouvrière, nous autorisons néanmoins l'envoi en Russie d'une commission désignée par vous et nous lui garantissons la possibilité de s'informer sur tous les points, de même que nous autoriserons la venue de toute commission bourgeoise ayant pour but de s'informer, liée directement ou indirectement à n'importe quel gouvernement bourgeois, même s'il se livre à des attaques militaires contre la République des Soviets. D'accord sans condition pour l'envoi de la commission que vous désignerez, nous désirerions savoir si votre gouvernement démocratique consent, ainsi que les gouvernements des autres pays démocratiques dont les citoyens participent à la commission, à autoriser la venue dans ces pays de notre commission de la République des Soviets.

Ecrit le 19 février 1919 — *Conforme au manuscrit*

Publié le 20 février 1919 dans les « Izvestia du Comité exécutif central de Russie » n° 39

SUR L'INTERDICTION DU JOURNAL MENCHEVIK QUI SAPE LA DEFENSE DU PAYS

PROJET DE RESOLUTION DU COMITE EXECUTIF CENTRAL DE RUSSIE[103]

Considérant:

1) que le journal menchévik *Vsegda Vpériod* [Toujours en avant], dans l'article « Arrêtez la guerre civile » publié le 20 février 1919, a définitivement montré son orientation contre-révolutionnaire ;

2) que le mot d'ordre « à bas la guerre civile », ouvertement lancé aujourd'hui par ce journal, à l'heure où les troupes des propriétaires fonciers et des capitalistes, commandées par Koltchak, occupent non seulement la Sibérie, mais aussi Perm, revient à soutenir Koltchak et à empêcher les ouvriers et les paysans de Russie de mener jusqu'à la victoire la guerre contre Koltchak ;

3) que, de cette façon, les menchéviks, après avoir blâmé dans la résolution de la conférence les membres du parti qui, dans leur majorité, s'étaient alliés aux classes possédantes, c'est-à-dire aux propriétaires fonciers et aux capitalistes en Sibérie, à Arkhangelsk, sur la Volga, en Géorgie et dans le sud, commencent en fait aujourd'hui à appliquer la même politique, tout en la reniant hypocritement en paroles ;

4) que ceux des menchéviks qui, sans être les amis hypocrites des propriétaires fonciers et des capitalistes, manifestent de nouveau des hésitations veules qui les conduisent à servir Koltchak ;

5) que le pouvoir des Soviets ne peut pas, au moment de la lutte armée finale, décisive, la plus aiguë, contre les troupes des propriétaires fonciers et des capitalistes,

tolérer chez lui des gens qui refusent de supporter de lourdes privations en même temps que les ouvriers et les paysans en lutte pour une juste cause ;

6) que les aspirations de ces gens-là se tournent sans cesse et toujours vers la démocratie à la Koltchak, où la bourgeoisie et ses larbins mènent si bonne vie ;

— le Comité exécutif central décide :

a) d'interdire le journal *Vsegda Vpériod*, aussi longtemps que les menchéviks n'auront pas prouvé par leurs actes leur volonté de rompre résolument avec Koltchak et de se placer fermement sur le terrain de la défense et du soutien du pouvoir des Soviets ;

b) de prendre toutes les mesures préparatoires pour expulser les menchéviks qui gênent la victoire des ouvriers et des paysans sur Koltchak et pour les refouler sur le territoire de la démocratie à la Koltchak.

Ecrit le 22 février 1919 — *Conforme au manuscrit*

Publié pour la première fois en 1945, dans le recueil Lénine XXXV

Premier page du manuscrit de V. Lénine
«Au Commissariat du Peuple à l'Instruction publique». — Février 1919.
Réduction

AU COMMISSARIAT DU PEUPLE A L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Je vous prie de transmettre à vos sections de bibliothèques (bibliothèques d'enseignement extra-scolaire aussi bien que bibliothèque d'Etat et autres) mes considérations complémentaires ci-dessous sur la question soulevée récemment au Conseil des Commissaires du Peuple [164] et de me communiquer votre conclusion (ainsi que celle des sections intéressées) à ce propos.

* *
*

La question des bibliothèques, y compris, naturellement les « isbas de lecture », toutes les salles de lecture, etc., exige par-dessus tout l'*émulation* entre provinces, groupes, salles de lecture, etc.

L'organisation convenable des *comptes rendus* que réclame aujourd'hui le Conseil des Commissaires du Peuple doit poursuivre *trois* objectifs :

1) *informer* de façon véridique et totale tant le pouvoir des Soviets que tous les citoyens de ce qui se fait ;

2) entraîner à ce travail la *population elle-même* ;

3) susciter l'*émulation* entre les bibliothécaires.

A cette fin, il est indispensable d'élaborer sans tarder des questionnaires et des formulaires capables d'atteindre ces objectifs.

A mon avis, les questionnaires doivent être rédigés dans la capitale, puis réimprimés dans les provinces et diffusés dans toutes les sections de l'instruction publique

et dans *toutes* les bibliothèques, salles de lecture, clubs, etc.

Dans ces questionnaires doivent être *mises en relief* (et imprimées, disons, en caractères gras) toutes les questions *obligatoires* : s'ils ne répondent pas, les directeurs de bibliothèques, etc., seront déférés *en justice*. Ensuite, à ces réponses obligatoires ajouter *beaucoup* de réponses *facultatives* (ce qui veut dire que l'absence de réponse n'entraînera pas obligatoirement la mise en jugement).

Aux paragraphes obligatoires doivent être portés, par exemple, l'adresse de la bibliothèque (ou de la salle de lecture, etc.), les noms du directeur et des membres de la direction avec leurs adresses, le nombre de livres et de journaux, les heures d'ouverture, etc... (pour les grandes bibliothèques, d'autres renseignements également).

Aux paragraphes facultatifs doivent être portées, sous forme de questions, toutes les améliorations réalisées en Suisse et en Amérique (et dans d'autres pays), afin qu'il soit possible d'encourager (attribution de primes sous forme d'éditions de valeur, de collections, etc.) ceux qui ont introduit le plus grand nombre d'améliorations et les meilleures.

Par exemple : 1) pouvez-vous prouver par des chiffres précis l'accroissement de la *circulation* des livres dans votre bibliothèque ? 2) la fréquentation de votre salle de lecture ? 3) l'échange de livres et de journaux avec d'autres bibliothèques et d'autres salles de lecture ? 4) la création d'un catalogue central ? 5) l'emploi des dimanches ? 6) l'emploi des soirées ? 7) le recrutement de nouvelles couches de lecteurs, — femmes, enfants, lecteurs non russes, etc... ? 8) la satisfaction donnée par vous aux demandes de renseignements des lecteurs ? 9) les moyens simples et pratiques de conserver les livres et les journaux ? les moyens de les préserver ? la liaison systématique entre la lecture et la remise en place ? 10) le prêt à domicile ? 11) les simplifications des garanties pour le prêt à domicile ? 12) pour l'envoi par poste ?

etc., etc., etc.

Récompenser les meilleurs comptes rendus et les succès par des primes.

Les comptes rendus de la Section des bibliothèques du Commissariat du Peuple à l'Instruction publique doivent *obligatoirement* renseigner le Conseil des Commissaires du Peuple sur le *nombre* de rapports qui parviennent chaque mois et des questions qui reçoivent des réponses ; bilans.

Écrit en février 1919 *Conforme au manuscrit*

Publié pour la première fois en 1958

Ier CONGRES DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE[165]

DU 2 AU 6 MARS 1919

1

DISCOURS D'OUVERTURE, LE 2 MARS

Le Comité central du Parti communiste de Russie m'a chargé d'inaugurer le premier Congrès communiste international. Tout d'abord je propose à tous les assistants d'observer une minute de silence à la mémoire de Karl Liebknecht et de Rosa Luxembourg, ces meilleurs représentants de la IIIe Internationale. (Tous se lèvent.)

Camarades, notre Congrès est un grand événement historique d'une portée universelle. Il témoigne de la faillite de toutes les illusions de la démocratie bourgeoise. En effet, non seulement en Russie, mais aussi dans les pays capitalistes les plus évolués de l'Europe, comme par exemple en Allemagne, la guerre civile est devenue un fait acquis.

La bourgeoisie est affolée devant la montée du mouvement révolutionnaire du prolétariat. La raison en paraîtra claire si l'on songe que la marche des événements, après la guerre impérialiste, favorise inévitablement le mouvement révolutionnaire du prolétariat, et que la révolution mondiale internationale commence et grandit dans tous les pays.

Le peuple a conscience de la grandeur et de l'importance de la lutte qui s'engage à l'heure actuelle. Il faut seulement trouver la forme pratique qui permettrait au prolétariat de réaliser sa domination. Cette forme, c'est le système des Soviets avec la dictature du prolétariat ! La dictature du prolétariat ! Ces mots, jusqu'ici, c'était du latin pour les masses. Grâce au rayonnement du système des Soviets dans le monde, ce latin est traduit dans toutes les langues modernes ; la forme pratique de la dictature a été trouvée par les masses ouvrières. Elle est devenue compréhensible pour les grandes masses ouvrières grâce au pou-

voir des Soviets en Russie, grâce aux spartakistes en Allemagne et aux organisations analogues dans d'autres pays, comme, par exemple, les Shop Stewards Committees en Grande-Bretagne[166]. Tout cela montre que la forme révolutionnaire de la dictature du prolétariat est trouvée, que le prolétariat est maintenant capable de mettre en pratique sa domination.

Camarades, je pense qu'après les événements de Russie, après la bataille de janvier en Allemagne, il est particulièrement important de noter que la forme moderne du mouvement prolétarien se fraie la voie et devient prépondérante aussi dans d'autres pays. C'est ainsi qu'aujourd'hui j'ai lu dans un journal antisocialiste une dépêche annonçant que le gouvernement britannique a reçu le Soviet des députés ouvriers de Birmingham et s'est déclaré prêt à reconnaître les Soviets comme des organisations économiques. Le système soviétique a vaincu non seulement dans la Russie arriérée, mais aussi en Allemagne, pays d'Europe le plus évolué, et en Grande-Bretagne, le plus vieux pays capitaliste.

La bourgeoisie aura beau sévir, aura beau massacrer encore des milliers d'ouvriers, la victoire est à nous, la victoire de la révolution communiste mondiale est assurée.

Camarades, je vous salue de tout cœur au nom du Comité central du Parti communiste de Russie, et je propose d'élire le Bureau du congrès. Je vous prie de désigner des candidats.

Publié pour la première fois en allemand en 1920, dans le livre : « Der I. Kongress der Kommunistischen Internationale. Protokoll. » Pétrograd

Publié pour la première fois en russe en 1921, dans le livre : « Le Ier Congrès de l'Internationale Communiste. » Procès-verbaux. Pétrograd

Conforme au texte de l'édition russe des procès-verbaux, collationné sur le texte de l'édition allemande

2

THESES ET RAPPORT SUR LA DEMOCRATIE BOURGEOISE ET LA DICTATURE DU PROLETARIAT, LE 4 MARS

1. La montée du mouvement révolutionnaire du prolétariat dans tous les pays a suscité les efforts convulsifs de la bourgeoisie et de ses agents dans les organisations ouvrières afin de trouver des arguments politiques et idéologiques pour la défense de la domination des exploiteurs. Parmi ces arguments, la condamnation de la dictature et l'apologie de la démocratie sont notamment mises en avant. Le caractère mensonger et hypocrite d'un tel argument, repris sur tous les tons dans la presse capitaliste, et à la Conférence de l'Internationale jaune[167] en février 1919 à Berne, est évident pour tous ceux qui se refusent à trahir les principes fondamentaux du socialisme.

2. Tout d'abord, cet argument opère à l'aide des notions de « démocratie en général » et de « dictature en général », sans poser la question de savoir de quelle classe il s'agit. Poser la question de cette manière, en dehors de classes ou au-dessus des classes, soi-disant du point de vue du peuple tout entier, c'est tout simplement se moquer de l'enseignement essentiel du socialisme, à savoir la théorie de la lutte des classes que les socialistes, passés aux côtés de la bourgeoisie, reconnaissent en paroles mais oublient en fait. Car dans tout pays capitaliste civilisé il y a la démocratie bourgeoise et non la « démocratie en général » ; et il ne s'agit pas de « dictature en général », mais de la dictature de la classe opprimée, c'est-à-dire du prolétariat, sur les oppresseurs et les exploiteurs, c'est-à-dire la bourgeoisie, dans le but de briser la résistance opposée par les exploiteurs dans la lutte pour leur domination.

3. L'histoire enseigne qu'aucune classe opprimée n'a jamais accédé au pouvoir et ne pouvait y accéder sans passer par une période de dictature, c'est-à-dire conquérir le pouvoir politique et briser par la violence la résistance la plus acharnée, la plus furieuse, qui ne recule devant aucun crime et que les exploiteurs ont toujours opposée. La bourgeoisie, dont la domination est défendue à présent par les socialistes qui s'élèvent contre la « dictature en général » et qui portent aux nues la « démocratie en général », a conquis le pouvoir dans les pays évolués, au prix d'une série d'insurrections, de guerres civiles, de répression violente des rois, des seigneurs, des esclavagistes et de leurs tentatives de restauration. Dans leurs livres, brochures, résolutions de congrès, dans leurs discours de propagande, les socialistes de tous les pays ont expliqué au peuple des milliers et des millions de fois le caractère de classe de ces révolutions bourgeoises, de cette dictature de la bourgeoisie. C'est pourquoi la défense actuelle de la démocratie bourgeoise sous le couvert de discours sur la « démocratie en général », les cris et les vociférations qui retentissent aujourd'hui contre la dictature du prolétariat sous prétexte de clamer contre la « dictature en général », tout cela revient à trahir délibérément le socialisme, à passer aux côtés de la bourgeoisie, à nier le droit du prolétariat à sa révolution à lui, la révolution prolétarienne, à défendre le réformisme bourgeois précisément à l'heure où il a fait faillite dans le monde entier et quand la guerre a créé une situation révolutionnaire.

4. En expliquant le caractère de classe de la civilisation bourgeoise, de la démocratie bourgeoise, du parlementarisme bourgeois, tous les socialistes ont exprimé cette idée, formulée de la manière la plus scientifique par Marx et Engels, à savoir que la république bourgeoise la plus démocratique n'est rien d'autre qu'un appareil permettant à la bourgeoisie de réprimer la classe ouvrière, permettant à une poignée de capitalistes d'écraser les masses laborieuses [168]. Il n'est pas un révolutionnaire, il n'est pas un marxiste, parmi ceux qui clament maintenant contre la dictature et pour la démocratie, qui ne jurerait ses grands dieux devant les ouvriers qu'il reconnaît cette vérité première du socialisme ; et à l'heure actuelle, à l'heure où le

prolétariat révolutionnaire est en effervescence et mis en branle afin de détruire cette machine d'oppression et de conquérir la dictature du prolétariat, ces traîtres au socialisme présentent les choses comme si la bourgeoisie faisait don aux travailleurs de la « démocratie pure », comme si la bourgeoisie renonçait à la résistance et était prête à se soumettre à la majorité des travailleurs, comme s'il n'y a et il n'y avait aucune machine d'Etat permettant au capital d'écraser le travail dans une république démocratique.

5. La Commune de Paris, célébrée en paroles par tous ceux qui désirent se faire passer pour des socialistes, car ils savent que les masses ouvrières nourrissent envers elle une sympathie sincère et chaleureuse, a montré d'une manière particulièrement frappante le caractère historiquement conventionnel et la valeur limitée du parlementarisme bourgeois et de la démocratie bourgeoise, ces institutions progressives au plus haut point par rapport au moyen âge, mais qui doivent être nécessairement remaniées de fond en comble à l'époque de la révolution prolétarienne. C'est justement Marx qui a apprécié mieux que quiconque la portée historique de la Commune et a montré dans son analyse le caractère exploiteur de la démocratie bourgeoise et du parlementarisme bourgeois, lorsque les classes opprimées se voient octroyer le droit, une fois en quelques années, de choisir le mandataire des classes possédantes qui « représentera et réprimera » (ver- und zertreten) le peuple au parlement [169]. C'est précisément à l'heure actuelle, à l'heure où le mouvement soviétique, embrassant le monde entier, poursuit l'œuvre de la Commune aux yeux de tous, que les traîtres au socialisme oublient l'expérience et les leçons concrètes de la Commune de Paris, en reprenant à leur compte le vieux bric-à-brac bourgeois sur la « démocratie en général ». La Commune ne fut point une institution parlementaire.

6. Ensuite, ce qui fait l'importance de la Commune, c'est qu'elle a tenté de briser, de détruire de fond en comble l'appareil bureaucratique, judiciaire, militaire, policier de l'Etat bourgeois en le remplaçant par une organisation autonome, l'organisation des masses ouvrières, qui ne connaissait pas la séparation des pouvoirs législatif et

exécutif. Toutes les républiques démocratiques bourgeoises actuelles, y compris la république allemande que les traîtres au socialisme qualifient de prolétarienne en bafouant la vérité, conservent cet appareil d'Etat. Dès lors, il saute aux yeux, une fois de plus, que les hurlements en faveur de la « démocratie en général » ne sont autre chose que la défense de la bourgeoisie et de ses privilèges d'exploiteurs.

7. La « liberté de réunion » peut être considérée comme un modèle des revendications de la « démocratie pure ». Tout ouvrier conscient, qui n'a pas rompu avec sa classe, comprendra aussitôt qu'il serait absurde de promettre la liberté de réunion aux exploiteurs pendant la période et dans une situation où ceux-ci opposent une résistance à leur renversement et défendent leurs privilèges. Lorsque la bourgeoisie était révolutionnaire, elle n'accordait pas la « liberté de réunion », ni en Angleterre en 1649 ni en France en 1793, aux monarchistes et aux nobles qui faisaient appel aux troupes étrangères et qui se « rassemblaient » pour tramer des tentatives de restauration. Si la bourgeoisie actuelle, devenue réactionnaire depuis longtemps, exige du prolétariat qu'il garantisse d'avance, quelle que soit la résistance des capitalistes à leur expropriation, la « liberté de réunion » pour les exploiteurs, les ouvriers ne feront que se moquer de l'hypocrisie de la bourgeoisie.

D'autre part, les ouvriers savent parfaitement que la « liberté de réunion », même dans la république bourgeoise la plus démocratique, est une phrase creuse, car les riches disposent des plus belles salles, publiques et privées, et aussi de loisirs suffisants pour se réunir, et jouissent de la protection assurée par l'appareil bourgeois du pouvoir. Les prolétaires des villes et des campagnes ainsi que les petits paysans, c'est-à-dire l'immense majorité de la population, n'ont rien de tout cela. Tant que cet état de choses demeure, l'« égalité », c'est-à-dire la « démocratie pure », est un mensonge. Afin de conquérir l'égalité véritable, afin de réaliser en fait la démocratie pour les travailleurs, il faut commencer par prendre aux exploiteurs tous les édifices somptueux, privés et publics, il faut commencer par donner des loisirs aux travailleurs, il faut que la liberté de leurs réunions soit protégée par les ouvriers armés, et non

par des nobliaux ou des officiers capitalistes avec leurs soldats abrutis.

Ce n'est qu'après un tel changement qu'on peut parler de liberté de réunions, d'égalité, sans faire insulte aux ouvriers, aux travailleurs, aux pauvres. Et personne ne saurait le réaliser en dehors de l'avant-garde des travailleurs, du prolétariat qui renversa les exploiteurs, la bourgeoisie.

8. La « liberté de la presse » est également un des principaux mots d'ordre de la « démocratie pure ». Encore un coup, les ouvriers savent — les socialistes de tous les pays l'ont reconnu des millions de fois — que cette liberté est une duperie tant que les meilleures imprimeries et les gros stocks de papier sont accaparés par les capitalistes, tant que demeure le pouvoir du capital sur la presse, qui se manifeste dans le monde entier d'une manière d'autant plus brutale, éhontée, cynique que la démocratie et le régime républicain sont plus développés, par exemple en Amérique. Afin de conquérir l'égalité véritable et la démocratie réelle pour les travailleurs, les ouvriers et les paysans, on doit d'abord empêcher le capital d'embaucher les écrivains, d'acheter les maisons d'éditions et de corrompre la presse ; or, à cet effet, il est indispensable de secouer le joug du capital, d'abattre les exploiteurs, de briser leur résistance. Les capitalistes ont toujours donné le nom de « liberté » à la liberté de s'engraisser pour les riches, à la liberté de mourir de faim pour les ouvriers. Les capitalistes qualifient de liberté de la presse la liberté pour les riches de soudoyer la presse, la liberté d'utiliser leurs richesses pour fabriquer et falsifier ce qu'on appelle l'opinion publique. Encore un coup, les défenseurs de la « démocratie pure » s'avèrent en fait les défenseurs du système le plus ignoble, le plus vénal, de domination des riches sur les moyens d'éducation des masses ; ils trompent le peuple et le détournent, à l'aide de phrases pompeuses et spécieuses, fausses de bout en bout, de la tâche historique, de la tâche concrète de délivrer la presse de son asservissement au capital. La liberté et l'égalité véritables régneront dans le régime que construisent les communistes, où il sera impossible de s'enrichir aux dépens d'autrui, où il n'y aura pas de possibilité objective de soumettre, directement ou

non, la presse au pouvoir de l'argent, où rien n'empêchera les travailleurs (ou groupe de travailleurs, quelle que soit son importance) de jouir sur un pied d'égalité du droit de se servir des imprimeries et du papier appartenant à la société.

9. L'histoire du XIX^e^ et du XX^e^ siècle nous a montré dès avant la guerre ce qu'était en fait la fameuse « démocratie pure » sous le capitalisme. Les marxistes ont toujours dit que plus la démocratie est évoluée, « pure », et plus la lutte de classe devient acharnée, aiguë, déclarée, plus le joug du capital et la dictature de la bourgeoisie se manifestent dans toute leur « pureté ». L'affaire Dreyfus dans la France républicaine, les répressions sanglantes infligées aux grévistes par les détachements de mercenaires que les capitalistes arment dans la République américaine, libre et démocratique, ces faits et des milliers d'autres semblables révèlent cette vérité que la bourgeoisie s'emploie vainement à dissimuler, à savoir que même dans les républiques les plus démocratiques, on voit dominer en réalité la terreur et la dictature de la bourgeoisie, qui se manifestent ouvertement chaque fois qu'il semble aux exploiteurs que le pouvoir du capital est ébranlé.

10. La guerre impérialiste de 1914-1918 a révélé définitivement, même aux ouvriers arriérés, que la démocratie bourgeoise, voire dans les républiques les plus libres, n'est que la dictature de la bourgeoisie. Des dizaines de millions d'êtres humains ont été massacrés, la dictature militaire de la bourgeoisie a été instaurée dans les républiques les plus libres, et tout cela pour enrichir le groupe allemand ou le groupe anglais de millionnaires ou de milliardaires. Cette dictature militaire se maintient dans les pays de l'Entente même après la débâcle de l'Allemagne. C'est justement la guerre qui a le plus ouvert les yeux aux travailleurs, a arraché les fleurs artificielles qui enjolivaient la démocratie bourgeoise, a montré au peuple tout l'abîme de la spéculation et du lucre durant la guerre et à l'occasion de la guerre. Au nom de la « liberté et de l'égalité », la bourgeoisie a mené cette guerre ; au nom de la « liberté et de l'égalité », les fournisseurs des armées se sont enrichis fabuleusement. Aucun effort de l'Internationale jaune de Berne ne saurait déguiser aux masses le caractère exploiteur,

désormais entièrement dévoilé, de la liberté bourgeoise, de l'égalité bourgeoise, de la démocratie bourgeoise.

11. En Allemagne, le pays capitaliste le plus évolué sur le continent européen, les premiers mois d'entière liberté républicaine, apportée par la débâcle de l'Allemagne impérialiste, montraient déjà aux ouvriers allemands et au monde entier en quoi consiste la nature de classe réelle de la république démocratique bourgeoise. L'assassinat de Karl Liebknecht et de Rosa Luxembourg est un événement historique d'une portée universelle non seulement parce que ces leaders de l'Internationale communiste, l'Internationale véritablement prolétarienne, les meilleurs parmi les meilleurs, ont péri tragiquement, mais aussi parce que, pour un Etat avancé d'Europe, — et on peut dire sans exagération, pour un Etat avancé à l'échelle mondiale, — sa nature de classe s'est pleinement dévoilée. Si des personnes arrêtées, c'est-à-dire placées sous la garde du pouvoir d'Etat, ont pu être tuées impunément par des officiers et des capitalistes sous un gouvernement de social-patriotes, il s'ensuit que la république démocratique dans laquelle une telle chose a été possible, est la dictature de la bourgeoisie. Les gens qui expriment leur indignation à propos du meurtre de Karl Liebknecht et de Rosa Luxembourg et ne comprennent pas cette vérité, ne font que trahir leur stupidité ou bien leur hypocrisie. La « liberté » dans une des républiques les plus libres et les plus avancées du monde, dans la république allemande, c'est la liberté de tuer impunément les chefs arrêtés du prolétariat. Et il ne saurait en être autrement tant que le capitalisme se maintient, vu que le développement de la démocratie, loin d'émousser la lutte de classes, accentue au contraire cette lutte qui, en raison de toutes les conséquences et de toutes influences de la guerre et de ses séquelles, a atteint son point culminant.

Dans le monde civilisé tout entier, les bolchéviks sont à présent proscrits, persécutés, incarcérés, par exemple en Suisse, une des républiques bourgeoises les plus libres ; des pogromes contre les bolchéviks sont déclenchés en Amérique, etc. Sous l'angle de la «démocratie en général » ou de la « démocratie pure », il est tout simplement ridicule que des pays évolués, civilisés, démocratiques, armés jusqu'aux dents, craignent la présence chez eux de quelques

dizaines de personnes venant de la Russie arriérée, affamée et dévastée, et qui est traitée dans les journaux bourgeois, tirés à des dizaines de millions d'exemplaires, de pays sauvage, criminel, etc. Il est évident que la situation sociale qui a pu engendrer une contradiction aussi flagrante est en fait la dictature de la bourgeoisie.

12. Dans cet état de choses, la dictature du prolétariat est non seulement tout à fait légitime en tant que moyen de renverser les exploiteurs et de briser leur résistance, mais aussi absolument indispensable pour toute la masse laborieuse en tant qu'unique défense contre la dictature de la bourgeoisie qui a mené à la guerre et qui prépare des guerres nouvelles.

Le point essentiel que les socialistes ne comprennent pas, et qui explique leur myopie théorique, qui fait qu'ils demeurent prisonniers des préjugés bourgeois, qui constitue leur trahison politique à l'égard du prolétariat, c'est que dans la société capitaliste, dès que la lutte de classe qui en est le fondement s'accentue d'une manière tant soit peu sérieuse, il ne peut y avoir aucun terme moyen entre la dictature de la bourgeoisie et la dictature du prolétariat. Tout rêve d'on ne sait quelle troisième voie est une lamentation réactionnaire de petits bourgeois. Témoin en est l'expérience d'un développement de plus d'un siècle de la démocratie bourgeoise et du mouvement ouvrier dans tous les pays évolués, notamment l'expérience des dernières cinq années. C'est ce qu'établissent également la science de l'économie politique, le contenu du marxisme qui explique la nécessité dans toute économie marchande de la dictature de la bourgeoisie qui ne peut être remplacée que par la classe développée, multipliée, cimentée, renforcée par l'évolution même du capitalisme, c'est-à-dire la classe des prolétaires.

13. Une autre erreur politique et théorique des socialistes est due à ce fait qu'ils ne comprennent pas que les formes de démocratie ont changé nécessairement au cours des siècles, à partir de ses germes dans l'antiquité, au fur et à mesure que les classes dominantes se succédaient. Dans les républiques de la Grèce antique, dans les villes du moyen âge, dans les pays capitalistes évolués, la démocratie revêt des formes différentes et elle est appliquée à des degrés

divers. Il serait parfaitement absurde de penser que la révolution la plus profonde que l'histoire de l'humanité ait jamais connue, le passage, pour la première fois dans le monde, du pouvoir de la minorité des exploiteurs à la majorité des exploités, puisse s'effectuer dans l'ancien carde de l'ancienne démocratie, de la démocratie bourgeoise, parlementaire, puisse s'effectuer sans les tournants les plus profonds, sans la création de nouvelles formes de démocratie, de nouvelles institutions qui matérialisent les conditions nouvelles de son application, etc.

14. Ce qu'il y a de commun entre la dictature du prolétariat et celle des autres classes, c'est qu'elle est due à la nécessité, comme toute dictature, de briser par la violence la résistance de la classe qui perd sa domination politique. Ce qui distingue foncièrement la dictature du prolétariat de celle des autres classes, de la dictature des propriétaires fonciers au moyen âge, de la bourgeoisie dans tous les pays capitalistes civilisés, c'est que la dictature des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie était la répression par la violence de la résistance de l'immense majorité de la population, à savoir les travailleurs. Au contraire, la dictature du prolétariat est la répression par la violence de la résistance des exploiteurs, c'est-à-dire de la minorité infime de la population, des propriétaires fonciers et des capitalistes.

Il s'ensuit que la dictature du prolétariat doit engendrer nécessairement, non seulement la modification des formes et des institutions démocratiques en général, mais précisément l'extension sans précédent de la démocratie réelle en faveur des classes laborieuses opprimées par le capitalisme.

En effet, la forme de dictature du prolétariat qui est déjà pratiquement élaborée, c'est-à-dire le pouvoir des Soviets en Russie, le *Räte-System* en Allemagne, les *Shop Stewards Committees* et des institutions analogues dans les autres pays, toutes signifient et réalisent précisément en faveur des classes laborieuses, c'est-à-dire de l'immense majorité de la population, la possibilité véritable de jouir des droits et des libertés démocratiques, telle qu'elle n'a jamais existé même approximativement dans les républiques bourgeoises les meilleures et les plus démocratiques.

Ce qui fait la nature du pouvoir des Soviets, c'est que le pouvoir d'Etat tout entier, tout l'appareil d'Etat, a

pour fondement unique et permanent l'organisation massive des classes qui étaient opprimées par le capitalisme, c'est-à-dire les ouvriers et les semi-prolétaires (paysans qui n'exploitent pas le travail d'autrui et qui vendent constamment ne serait-ce qu'une partie de leur main-d'œuvre). Les masses qui, même dans les républiques bourgeoises les plus démocratiques, tout en étant égales en droits devant la loi, étaient écartées par des milliers de procédés et de subterfuges de la participation à la vie politique et de la jouissance des droits et des libertés démocratiques, sont à présent associées constamment et nécessairement et, qui plus est, d'une manière décisive, à la gestion démocratique de l'Etat.

15. L'égalité des citoyens, sans distinction de sexe, de religion, de race, de nationalité, que la démocratie bourgeoise a promise partout et toujours, mais n'a réalisée nulle part et ne pouvait réaliser en raison de la domination du capitalisme, le pouvoir des Soviets ou dictature du prolétariat l'applique entièrement et immédiatement, car seul le pouvoir des ouvriers, non intéressé à la propriété privée des moyens de production et à la lutte pour le partage ou un nouveau partage de ces moyens, est en mesure de le faire.

16. L'ancienne démocratie, c'est-à-dire la démocratie bourgeoise, et le parlementarisme étaient organisés de façon à éliminer avant tout les masses laborieuses de l'appareil administratif. Au contraire, le pouvoir des Soviets, c'est-à-dire la dictature du prolétariat, est organisée de façon à rapprocher les masses laborieuses de l'appareil administratif. Tel est également le but de la réunion de l'exécutif et du législatif dans l'organisation soviétique de l'Etat, et du remplacement des circonscriptions territoriales par des unités électorales fondées sur l'entreprise : usine, fabrique...

17. L'armée était un appareil d'oppression non seulement sous la monarchie. Elle l'est restée dans toutes les républiques bourgeoises, même les plus démocratiques. Seul le pouvoir des Soviets, en tant qu'organisation d'Etat permanente des classes opprimées par le capitalisme, peut supprimer la subordination de l'armée au commandement bourgeois et fusionner réellement le prolétariat et l'armée, assurer véritablement l'armement du prolétariat et le désar-

mement de la bourgeoisie, sans quoi la victoire du socialisme est impossible.

18. L'organisation soviétique de l'Etat est adaptée au rôle dirigeant du prolétariat en tant que classe la plus concentrée et la plus instruite par le capitalisme. L'expérience de toutes les révolutions et de tous les mouvements des classes opprimées, l'expérience du mouvement socialiste mondial, nous apprend que seul le prolétariat est en mesure de grouper et d'entraîner les couches arriérées et éparpillées de la population laborieuse et exploitée.

19. Seule l'organisation soviétique de l'Etat est vraiment capable de briser d'un coup et détruire définitivement l'ancien appareil, c'est-à-dire l'appareil bourgeois, bureaucratique et judiciaire, qui s'est maintenu et qui devait se maintenir inévitablement sous le capitalisme, même dans les républiques les plus démocratiques, et qui en fait constitue le plus grand obstacle à l'instauration de la démocratie en faveur des ouvriers et des travailleurs. La Commune de Paris a fait le premier pas sur cette voie, le premier pas d'une portée historique et universelle, et le pouvoir des Soviets a fait le second.

20. L'abolition du pouvoir d'Etat est l'objectif que se sont assigné tous les socialistes, Marx en tête. Tant que cet objectif n'est pas atteint, la démocratie véritable, c'est-à-dire la liberté et l'égalité, est irréalisable. Or, seule la démocratie soviétique ou prolétarienne conduit pratiquement à ce but car, en associant les organisations des masses laborieuses, constamment et nécessairement, à la gestion de l'Etat, elle commence sur-le-champ à préparer le dépérissement complet de tout Etat.

21. La faillite totale des socialistes réunis à Berne, leur incompréhension absolue de la démocratie nouvelle, c'est-à-dire la démocratie prolétarienne, apparaissent notamment dans les faits suivants. Le 10 février 1919, Branting clôturait à Berne la Conférence de l'Internationale jaune. Le 11 février 1919, à Berlin, le journal des participants à la Conférence, *Die Freiheit*, publiait un appel du parti des « indépendants » adressé au prolétariat. Ce document reconnaît le caractère bourgeois du gouvernement Scheidemann à qui l'on reproche la volonté de supprimer les Soviets appelés *Träger und Schützer der Revolution* — porteurs

et gardiens de la révolution, et l'on propose de légaliser les Soviets, de leur octroyer des droits politiques, le droit de suspendre les décisions de l'Assemblée Nationale et de faire appel à la consultation nationale.

Une telle proposition constitue la faillite idéologique complète des théoriciens qui défendaient la démocratie sans en comprendre le caractère bourgeois. La tentative ridicule de combiner le système des Soviets, c'est-à-dire la dictature du prolétariat, avec l'Assemblée Nationale, c'est-à-dire la dictature de la bourgeoisie, dénonce entièrement, tout à la fois, l'indigence d'idées des socialistes et des social-démocrates jaunes, leur politique réactionnaire de petits bourgeois et leurs concessions pusillanimes à la puissance croissante et irrésistible de la démocratie nouvelle, la démocratie prolétarienne.

22. En condamnant le bolchévisme, la majorité de l'Internationale jaune de Berne qui, redoutant les masses ouvrières, ne s'était pas décidée à voter formellement une résolution appropriée, a agi correctement du point de vue de classe. C'est bien cette majorité qui est pleinement solidaire avec les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires russes ainsi qu'avec les Scheidemann en Allemagne. Les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires russes qui se plaignent d'être persécutés par les bolchéviks tentent de dissimuler ce fait que les poursuites sont dues à leur participation à la guerre civile aux côtés de la bourgeoisie contre le prolétariat. En Allemagne, les Scheidemann et leur parti ont fait preuve d'ores et déjà, exactement de la même manière, d'une telle participation à la guerre civile aux côtés de la bourgeoisie contre les ouvriers.

Aussi est-il parfaitement naturel que la majorité des partisans de l'Internationale jaune de Berne se soit prononcée pour la condamnation des bolchéviks. Ceci traduisait non point la défense de la « démocratie pure » mais l'auto-défense de gens qui savent et sentent que dans la guerre civile ils se sont rangés aux côtés de la bourgeoisie contre le prolétariat.

Voilà pourquoi, du point de vue de classe, on ne peut manquer de reconnaître que la décision de la majorité de l'Internationale jaune est juste. Le prolétariat doit, sans craindre la vérité, en la regardant bien en face, en tirer toutes les conclusions politiques qui s'imposent.

Camarades, j'aurais voulu ajouter encore quelques mots aux deux derniers points. Je pense que les camarades chargés de nous faire un rapport sur la conférence de Berne nous en parleront plus en détail.

Tout le long de cette conférence, pas un mot n'a été prononcé sur l'importance du pouvoir des Soviets. Depuis deux ans déjà, nous discutons cette question en Russie. En avril 1917, à la conférence du parti, nous avions déjà posé la question sur le plan théorique et politique : « Qu'est-ce que le pouvoir des Soviets, quel en est le contenu, en quoi consiste sa portée historique ? » Voici près de deux ans que nous examinons ce problème, et nous avons adopté une résolution à ce sujet au Congrès de notre parti[170].

La *Freiheit* de Berlin a publié le 11 février un appel adressé au prolétariat allemand et signé non seulement par les chefs des social-démocrates indépendants d'Allemagne, mais aussi par tous les membres de la fraction des indépendants. En août 1918, Kautsky, le théoricien le plus en vue de ces indépendants, écrivait dans sa brochure *la Dictature du prolétariat* qu'il était partisan de la démocratie *et* des organes des Soviets, mais que ces derniers ne devaient jouer qu'un rôle économique et ne devaient nullement être considérés comme des organisations d'Etat. Kautsky reprend la même thèse dans les numéros du 11 novembre et du 12 janvier de la *Freiheit*. Le 9 février, la revue publie un article de Rudolf Hilferding, considéré également comme un des plus grands théoriciens de la IIe Internationale. Il propose de réunir par voie législative le système des Soviets et l'Assemblée Nationale. C'était le 9 février. Le 11, cette proposition est adoptée par le parti des indépendants et publiée sous la forme d'un appel.

Bien que l'Assemblée Nationale existe déjà, même après la réalisation de la « pure démocratie », après la déclaration des plus grands théoriciens des social-démocrates indépendants, suivant laquelle les organisations des Soviets ne doivent pas être des institutions de l'Etat, malgré tout cela, les hésitations reprennent de plus belle ! Cela prouve que ces messieurs n'ont vraiment rien compris au nouveau mouvement et aux conditions de la lutte. Mais cela prouve aussi autre chose, à savoir : il faut bien qu'il y ait des conditions, des causes qui provoquent ces hésitations ! Après

tous ces événements, après près de deux années de révolution victorieuse en Russie, lorsqu'on nous propose des résolutions comme celles qui ont été adoptées à la conférence de Berne, où l'on ne dit rien sur les Soviets et leur signification, où pas un délégué dans aucun discours n'a soufflé mot à ce sujet, nous pouvons affirmer à bon droit que tous ces messieurs, en tant que socialistes et théoriciens, sont morts pour nous.

Mais pratiquement, du point de vue politique, c'est là, camarades, la preuve qu'un vaste mouvement se déroule au sein des masses, dès l'instant où les indépendants, qui s'opposaient à ces organisations d'Etat sur le plan théorique et par principe, proposent brusquement une absurdité telle que la réunion « pacifique » de l'Assemblée Nationale et du système des Soviets, c'est-à-dire de la dictature de la bourgeoisie et de la dictature du prolétariat. Nous voyons qu'ils ont tous fait faillite sur le terrain du socialisme et de la théorie, et quel changement immense s'est produit au sein des masses. Les masses attardées du prolétariat allemand vont vers nous, se sont jointes à nous ! Dès lors, du point de vue théorique et socialiste, l'importance du Parti indépendant des social-démocrates allemands, la meilleure partie de la conférence de Berne, est égale à zéro ; cependant elle garde une certaine signification, à savoir que ces éléments hésitants nous servent d'indice de l'état d'esprit de la partie retardataire du prolétariat. Voilà en quoi consiste, à mon sens, la grande portée historique de cette conférence. Nous avons connu quelque chose de semblable dans notre révolution. Nos menchéviks ont suivi le même chemin, ou peu s'en faut, que les théoriciens des indépendants en Allemagne. Au début, lorsqu'ils avaient la majorité aux Soviets, ils étaient pour les Soviets. Alors on n'entendait que : « Vivent les Soviets ! », « Pour les Soviets ! », « Les Soviets, c'est la démocratie révolutionnaire ! ». Mais lorsque nous autres, bolchéviks, nous avons obtenu la majorité dans les Soviets, alors ils ont entonné d'autres chansons : les Soviets ne doivent pas exister parallèlement à l'Assemblée Constituante ; et différents théoriciens menchéviks ont proposé quelque chose dans ce genre : réunir le système des Soviets et l'Assemblée Constituante, et les inclure dans l'organisation de l'Etat. En l'occurrence,

on découvre une fois de plus que le cours général de la révolution prolétarienne est le même dans le monde entier. Au début, formation spontanée des Soviets, ensuite leur extension et leur développement, après quoi la question se pose pratiquement : les Soviets ou l'Assemblée Nationale, ou l'Assemblée Constituante, ou le parlementarisme bourgeois ; le désarroi le plus complet parmi les chefs de file et enfin, la révolution prolétarienne. Mais je pense qu'après environ deux années de révolution, nous ne devons pas poser ainsi la question : nous devons prendre des décisions concrètes, car l'extension du système des Soviets constitue pour nous, notamment pour la majorité des pays d'Europe occidentale, une tâche majeure.

Je voudrais citer ici une seule résolution des menchéviks. J'avais prié le camarade Obolenski de la traduire en allemand. Il me l'a promis ; malheureusement, il n'est pas ici. Je tâcherais de la reproduire de mémoire vu que je n'en possède pas le texte complet.

L'étranger qui n'a jamais entendu parler du bolchévisme a bien du mal à se faire une idée personnelle sur nos divergences. Tout ce que les bolchéviks affirment, les menchéviks le contestent, et inversement. Sans doute, au cours de la lutte, il ne saurait en être autrement ; c'est pourquoi, il est fort important que la dernière conférence du parti des menchéviks ait adopté en décembre 1918 une résolution longue et détaillée qui a été intégralement publiée dans leur journal *Gazéta pétchatnikov*[171]. Dans ce document les menchéviks exposent eux-mêmes brièvement l'histoire de la lutte de classe et de la guerre civile. Il y est dit qu'ils condamnent les groupes de leur parti, alliés aux classes possédantes dans l'Oural, dans le Sud, en Crimée et en Géorgie ; toutes ces régions sont énumérées. Ces groupes, qui, alliés aux classes possédantes, se sont dressés contre le pouvoir des Soviets, sont blâmés à présent dans la résolution, et le dernier point condamne également ceux qui se sont joints aux communistes. Il s'ensuit : les menchéviks sont obligés de reconnaître qu'il n'y a pas d'unité dans leur parti, et qu'ils se rangent soit aux côtés de la bourgeoisie soit aux côtés du prolétariat. La majeure partie des menchéviks s'est rangée aux côtés de la bourgeoisie, et pendant la guerre civile a lutté contre nous. Certes, nous les

réprimons, nous allons même jusqu'à les fusiller lorsque dans la guerre contre nous ils combattent notre Armée Rouge et fusillent nos commandants rouges. A la guerre de la bourgeoisie, nous avons répondu par celle du prolétariat ; il ne peut y avoir d'autre issue. Ainsi, du point de vue politique, tout cela n'est que de l'hypocrisie menchévique. Historiquement parlant, on ne comprend pas comment, à la conférence de Berne, des gens qui officiellement ne sont pas déclarés fous, ont pu sur mandat des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires parler de la lutte des bolchéviks contre eux, mais faire le silence sur leur propre action en alliance avec la bourgeoisie contre le prolétariat.

Tous ils se dressent avec acharnement contre nous parce que nous les réprimons. Cela est vrai. Mais ils ne profèrent pas un mot sur leur propre participation à la guerre civile ! Je pense que je devrais présenter pour le procès-verbal le texte complet de la résolution, et j'attire l'attention des camarades étrangers sur cette résolution, car elle constitue un texte historique dans lequel la question est posée correctement, et qui fournit la meilleure documentation pour apprécier les divergences des orientations « socialistes » en Russie. Entre le prolétariat et la bourgeoisie, il existe encore une classe de gens qui penchent tantôt d'un côté tantôt de l'autre ; il en a toujours été ainsi dans toutes les révolutions, et il est absolument impossible que dans la société capitaliste, où le prolétariat et la bourgeoisie forment deux camps ennemis, il n'y ait pas entre eux de couches intermédiaires. L'existence de ces éléments hésitants est historiquement inévitable, et par malheur de tels éléments, qui ne savent pas eux-mêmes de quel côté ils se rangeront demain, existeront encore assez longtemps.

Je voudrais faire une proposition pratique : adopter une résolution dans laquelle trois points doivent être expressément mentionnés.

Premièrement : une des tâches essentielles pour les camarades des pays d'Europe occidentale consiste à expliquer aux masses la signification, l'importance et la nécessité du système des Soviets. En cette matière, on observe une compréhension insuffisante. S'il est vrai que Kautsky et Hilferding ont fait faillite en tant que théoriciens, il n'est pas moins vrai que les derniers articles de la *Freiheit* prou-

vent qu'ils reflètent correctement l'état d'esprit des éléments retardataires du prolétariat allemand. Chez nous aussi, la même chose s'est produite : au cours des premiers huit mois de la révolution russe, la question de l'organisation des Soviets était très discutée ; les ouvriers ne comprenaient pas bien en quoi consiste le nouveau système et si l'on peut former avec les Soviets un appareil d'Etat. Dans notre révolution, nous avons progressé par l'action pratique et non par la voie théorique. Par exemple, nous n'avions pas posé la question de l'Assemblée Constituante sous l'angle théorique, et nous ne disions pas que nous refusions de reconnaître l'Assemblée Constituante. Ce n'est que plus tard, lorsque les organisations soviétiques se sont répandues dans tout le pays et ont conquis le pouvoir politique, ce n'est qu'alors que nous avons décidé de dissoudre l'Assemblée Constituante. Nous voyons à présent qu'en Hongrie et en Suisse la question se pose d'une manière beaucoup plus aiguë. D'une part, c'est fort bien : nous y puisons la ferme certitude que la révolution dans les Etats d'Europe occidentale avance plus vite et nous apportera de grandes victoires. D'autre part, il y a là un certain danger, à savoir que la lutte sera tellement impétueuse que la conscience des masses ouvrières ne pourra suivre un tel développement. Aujourd'hui encore, la signification du système des Soviets n'est pas claire pour de grandes masses d'ouvriers allemands politiquement cultivés vu qu'ils sont éduqués dans l'esprit du parlementarisme et des préjugés bourgeois.

Deuxièmement : l'extension du système des Soviets. Lorsque nous apprenons avec quelle vitesse se répand l'idée des Soviets en Allemagne et même en Angleterre, c'est pour nous la meilleure preuve que la révolution prolétarienne triomphera. On ne saurait retarder sa marche que pour peu de temps. Quand les camarades Albert et Platten nous déclarent que chez eux dans les villages, parmi les ouvriers agricoles et les petits paysans, les Soviets n'existent presque pas, c'est autre chose. J'ai lu dans la *Rote Fahne* un article contre les Soviets de paysans, mais pour les Soviets des salariés agricoles et des paysans pauvres[172], ce qui est parfaitement juste. La bourgeoisie et ses valets, comme Scheidemann et compagnie, ont déjà lancé le mot d'ordre : Soviets des paysans. Mais nous, nous n'avons besoin que de

Soviets des ouvriers agricoles et des paysans pauvres. Malheureusement, les rapports des camarades Albert et Platten et d'autres nous apprennent que, à l'exception de la Hongrie, on fait très peu de chose pour diffuser le système des Soviets dans les campagnes. C'est peut-être là encore un danger pratique et assez grand pour empêcher le prolétariat allemand de vaincre sûrement. La victoire ne peut être assurée que le jour où seront organisés non seulement les ouvriers des villes, mais aussi les prolétaires des campagnes, et organisés dans des Soviets, et non comme autrefois dans les syndicats et dans les coopératives. Pour nous, la victoire a été plus facile parce qu'en Octobre 1917 nous avons agi en commun avec la paysannerie, avec toute la paysannerie. Dans ce sens, notre révolution était alors bourgeoise. Le premier pas de notre gouvernement prolétarien a été de reconnaître dans la loi promulguée le 26 octobre (vieux style) 1917, au lendemain même de la révolution, les vieilles revendications de la paysannerie tout entière, formulées sous le gouvernement Kérenski par les Soviets et les assemblées des paysans. C'est ce qui faisait notre force, et c'est pourquoi nous avons conquis si facilement une majorité écrasante. Pour les campagnes, nôtre révolution continuait encore à être bourgeoise ; ce n'est que plus tard, au bout de six mois, que nous avons été obligés, dans le cadre de l'organisation d'Etat, d'amorcer dans les campagnes la lutte des classes, de créer dans chaque village des comités de paysans pauvres, des semi-prolétaires et de lutter systématiquement contre la bourgeoisie rurale. Chez nous, c'était inévitable vu le caractère arriéré de la Russie. En Europe occidentale, les choses se passeront autrement, et c'est pourquoi nous devons souligner que l'extension du système des Soviets à la population rurale, sous des formes appropriées, peut-être nouvelles, est d'une nécessité absolue.

Troisièmement : nous devons dire que la conquête d'une majorité communiste au sein des Soviets constitue la tâche première dans tous les pays où le pouvoir des Soviets ne l'a pas encore emporté. Notre commission des résolutions a examiné hier ce problème. Il se peut que d'autres camarades se prononcent encore là-dessus. Mais j'aurais voulu proposer d'adopter ces trois points à titre de résolution spéciale. Certes, nous ne sommes pas en mesure de tracer la

voie au développement. Il est fort probable que dans beaucoup de pays d'Europe occidentale, la révolution éclatera très prochainement. Mais nous autres, en qualité de partie organisée de la classe ouvrière, en qualité de parti, nous cherchons et nous devons chercher à gagner la majorité au sein des Soviets. Alors notre victoire sera assurée, et aucune force ne pourra entreprendre quoi que ce soit contre la révolution communiste. Autrement, la victoire ne sera pas si facile et elle ne sera pas durable. Ainsi, je voudrais proposer d'adopter ces trois points sous la forme d'une résolution spéciale.

Thèses publiées le 6 mars 1919 dans le n° 51 de la « Pravda » ; rapport imprimé pour la première fois en 1920 dans l'édition allemande et en 1921 dans l'édition russe des procès-verbaux du 1er Congrès de l'Internationale communiste

Les thèses sont conformes au texte de la « Pravda » ; le rapport est conforme au texte de l'édition russe des procès-verbaux, collationné sur le texte de l'édition allemande

3

RESOLUTION SUR LES THESES RELATIVES A LA DEMOCRATIE BOURGEOISE ET A LA DICTATURE DU PROLETARIAT

Se référant à ces thèses et aux rapports des délégués des différents pays, le Congrès de l'Internationale communiste déclare que la principale tâche des partis communistes dans tous les pays où le pouvoir des Soviets n'existe pas encore consiste à :

1) expliquer aux larges masses de la classe ouvrière la portée considérable de la nécessité politique et historique de la nouvelle démocratie, de la démocratie prolétarienne, qui doit être substituée à la démocratie bourgeoise et au parlementarisme.

2) répandre et organiser les Soviets parmi les ouvriers de toutes les branches de l'industrie, parmi les soldats et les marins, et aussi parmi les salariés agricoles et les paysans pauvres.

3) créer au sein des Soviets une solide majorité communiste.

« Pravda » n° 54, le 11 mars 1919 *Conforme au texte de la « Pravda »*

4

DISCOURS DE CLOTURE, LE 6 MARS

Si nous avons réussi à nous rassembler, malgré toutes les barrières et toutes les persécutions policières, si nous avons réussi, sans divergences notables, à prendre en peu de temps des décisions importantes sur toutes les questions brûlantes de l'époque révolutionnaire contemporaine, c'est grâce à ce fait que par leurs actions les masses prolétariennes du monde entier ont posé pratiquement ces problèmes à l'ordre du jour, et ont commencé à les résoudre pratiquement.

Nous avons seulement enregistré ici ce que les masses ont déjà conquis dans leur lutte révolutionnaire.

Le mouvement en faveur des Soviets s'étend de plus en plus en Europe orientale aussi bien qu'en Europe occidentale, dans les pays vaincus aussi bien que dans les pays vainqueurs, par exemple en Angleterre ; et ce mouvement n'a d'autre objectif que l'instauration d'une démocratie nouvelle, la démocratie prolétarienne ; c'est le pas en avant le plus marquant vers la dictature du prolétariat, vers la victoire totale du communisme.

La bourgeoisie mondiale aura beau fulminer, elle aura beau proscrire, incarcérer, voire assassiner les spartakistes et les bolchéviks, tout cela ne la sauvera plus. Cela ne servira qu'à éclairer les masses, qu'à les délivrer des vieux préjugés de la démocratie bourgeoise et à les aguerrir dans la lutte. La victoire de la révolution prolétarienne dans le monde entier est assurée. L'heure de la fondation de la république mondiale des Soviets est proche. (Vifs applaudissements.)

Publié pour la première fois en 1920 dans l'édition allemande et en 1921 dans l'édition russe des procès-verbaux du Ier Congrès de l'Internationale communiste

Conforme au texte de l'édition russe des procès-verbaux collationné sur le texte de l'édition allemande

CONQUIS ET CONSACRE

Dans la révolution, seules les conquêtes des masses prolétariennes sont inébranlables. Seules les conquêtes véritablement inébranlables méritent d'être enregistrées.

La fondation de la IIIe Internationale, l'Internationale communiste, à Moscou, le 2 mars 1919, a été la consécration des conquêtes des masses prolétariennes, non seulement russes, non seulement de Russie, mais aussi allemandes, autrichiennes, hongroises, finlandaises, suisses, en un mot, des masses prolétariennes internationales.

Et c'est justement pour cette raison que la fondation de la IIIe Internationale, l'Internationale communiste, est une œuvre inébranlable.

Il y a à peine quatre mois, on ne pouvait encore dire que le pouvoir des Soviets, que la forme soviétique d'Etat soit une conquête internationale. Il impliquait un élément, du reste essentiel, propre non seulement à la Russie mais à tous les pays capitalistes. Cependant, on ne pouvait encore dire, avant l'épreuve des faits, quelles modifications — de quelle profondeur et de quelle importance — apporterait le développement de la révolution mondiale.

La révolution allemande a donné cette vérification. Un pays capitaliste évolué, après un des pays les plus arriérés, a montré au monde entier, en peu de temps, en une centaine de jours, non seulement les mêmes forces fondamentales de la révolution, non seulement la même orientation fondamentale, mais aussi la même forme fondamentale de la démocratie nouvelle, de la démocratie prolétarienne : les Soviets.

Parallèlement, en Angleterre, pays vainqueur, le plus riche en colonies, le pays qui était et passait depuis fort longtemps pour un modèle de la « paix sociale », le pays du plus vieux capitalisme, nous constatons la croissance puissante, impétueuse, irrésistible, sur un large front, des Soviets et des nouvelles formes soviétiques de la lutte des masses prolétariennes, les « Shop Stewards Committees ».

En Amérique, le pays capitaliste le plus puissant et le plus jeune, l'immense sympathie des masses ouvrières va aux Soviets.

La glace est brisée.

Les Soviets ont vaincu dans le monde entier.

Ils ont vaincu tout d'abord et par-dessus tout dans ce sens qu'ils ont gagné la sympathie des masses prolétariennes. C'est là l'essentiel. Il n'est pas de férocité de la bourgeoisie impérialiste, il n'est pas de persécution et d'assassinat de bolchéviks, capables de ravir cette conquête aux masses. Plus la bourgeoisie « démocratique » sévira, et plus inébranlables seront ces conquêtes dans le cœur des masses prolétariennes, dans leur état d'esprit, dans leur conscience, dans leur volonté de lutte héroïque.

La glace est brisée.

Et c'est pourquoi les travaux de la Conférence internationale des communistes, tenue à Moscou, et qui a fondé la IIIe Internationale, se sont déroulés si aisément, sans encombre, avec tant de calme et de fermeté.

Nous avons enregistré ce qui est déjà conquis. Nous avons consigné sur le papier ce qui était déjà inébranlable dans la conscience des masses. Tous savaient, bien plus, tous voyaient, sentaient, percevaient, chacun à la lumière de l'expérience de son pays, qu'un mouvement nouveau, un mouvement prolétarien, sans précédent dans le monde par sa puissance et sa profondeur, a déferlé, qu'il ne se confine pas dans les anciennes limites, quelles qu'elles soient, qu'il ne saurait être enrayé par les grands maîtres de la petite politicaillerie, ni par les Lloyd George et les Wilson du capitalisme « démocratique » anglo-américain, dont l'expérience et l'habileté sont fameuses, ni par les Henderson, les Renaudel, les Branting et autres héros du social-chauvinisme qui en ont vu de toutes les couleurs.

Le nouveau mouvement va vers la dictature du prolétariat ; il y va en dépit de toutes les hésitations, en dépit des défaites atroces, en dépit du chaos « russe », jamais vu et incroyable (si l'on s'en tient à l'aspect extérieur), il va vers le *pouvoir des Soviets* avec la puissance d'un torrent, un torrent formé des millions et des dizaines de millions de prolétaires, un torrent qui balaie tout sur son chemin.

Nous l'avons consigné. Nos résolutions, nos thèses, nos rapports et nos discours enregistrent ce qui est déjà conquis.

A la lumière éclatante de la nouvelle expérience des ouvriers révolutionnaires, de cette riche expérience d'une portée universelle, la théorie marxiste nous a aidé à comprendre les lois qui président à la marche des événements. Elle aidera les prolétaires du monde entier qui luttent pour jeter bas l'esclavage du salariat capitaliste, à rendre conscience plus nettement des objectifs de leur lutte, à avancer d'un pas plus ferme sur le chemin déjà tracé, à vaincre d'une manière plus sûre et plus inébranlable et à consolider la victoire.

La fondation de la III^e^ Internationale, l'Internationale communiste, est le prélude de la République internationale des Soviets, de la victoire mondiale du communisme.

Le 5 mars 1919

« Pravda » n° 51, le 6 mars 1919
Signé : N. Lénine

Conforme au texte de la « Pravda »

LA FONDATION DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

DISCOURS PRONONCE A LA SEANCE SOLENNELLE COMMUNE DU COMITE EXECUTIF CENTRAL DE RUSSIE, DU SOVIET DE MOSCOU, DU COMITE DE MOSCOU DU PARTI COMMUNISTE (B) DE RUSSIE, DU CONSEIL CENTRAL DES SYNDICATS DE RUSSIE, DES SYNDICATS ET DES COMITES D'USINES ET DE FABRIQUES DE MOSCOU, A L'OCCASION DE L'INAUGURATION DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE, LE 6 MARS 1919

(Ovation frénétique.) Camarades, nous n'avons pas réussi à réunir, au Ier Congrès de l'Internationale communiste, des représentants de tous les pays où se trouvent les amis les plus sûrs de cette organisation, où il y a des ouvriers qui sympathisent entièrement avec nous. Permettez-moi, pour cette raison, de commencer par une petite citation qui vous montrera à quel point nous avons réellement plus d'amis que nous ne le voyons, que nous ne le savons et que nous aurions pu réunir ici, à Moscou, malgré toutes les persécutions, malgré la coalition de la bourgeoisie toute-puissante, semble-t-il, du monde entier. Ces persécutions sont arrivées au point qu'on a essayé de nous encercler comme d'une muraille de Chine et qu'on expulse les bolchéviks, par dizaines et par douzaines, des républiques les plus libres du monde, comme si on craignait qu'une dizaine ou une douzaine de bolchéviks soient capables de contaminer l'univers, — mais nous savons nous autres que cette peur est ridicule, car ils ont déjà contaminé le monde entier, car la lutte des ouvriers russes a montré aux masses ouvrières de tous les pays que c'est ici, en Russie, que se décide le sort de la révolution mondiale.

Camarades, j'ai entre les mains le journal *l'Humanité*[173], un journal français, dont l'orientation correspond surtout à celle de nos menchéviks et de nos socialistes-

révolutionnaires de droite. Pendant la guerre, ce journal a persécuté de la manière la plus impitoyable ceux qui partageaient notre point de vue. A présent, il soutient ceux qui durant la guerre ont marché avec la bourgeoisie de leur pays. Et voici que ce journal, dans son numéro du 13 janvier 1919, annonce qu'à Paris s'est tenu un meeting monstre, comme il l'avoue lui-même, des cadres du parti et des Syndicats ouvriers de la Fédération de la Seine, c'est-à-dire de la région la plus proche de Paris, centre du mouvement prolétarien, centre de toute la vie politique de la France. A cette réunion est d'abord intervenu Bracke — socialiste qui au cours de toute la guerre partageait le point de vue de nos menchéviks et de nos jusqu'-au-boutistes de droite. Il était maintenant plus doux qu'un agneau. Pas un seul mot sur une seule question épineuse ! Il a terminé en disant qu'il était contre l'intervention du gouvernement de son pays dans la lutte du prolétariat des autres pays. Ses paroles furent couvertes d'applaudissements. Puis intervint un de ses amis politiques, un certain Pierre Laval. Il s'agit de la démobilisation, la question la plus ardue dans la France d'aujourd'hui, dans ce pays qui a, peut-être, consenti plus de sacrifices que n'importe quel autre dans cette guerre criminelle. Et ce pays voit aujourd'hui que la démobilisation traîne en longueur, qu'elle est freinée, qu'on ne veut pas l'opérer et qu'on prépare une nouvelle guerre qui imposera évidemment aux ouvriers français de nouveaux sacrifices pour fixer la part de butin que recevront encore les capitalistes français ou anglais. Et voici que ce journal déclare que la foule a écouté l'orateur Pierre Laval, mais que ses déclarations hostiles au bolchévisme provoquèrent de telles protestations, une telle agitation, que la réunion ne put se poursuivre. Après cela, le citoyen Pierre Renaudel ne parvint pas à obtenir la parole et la réunion se termina par une courte intervention du citoyen Péricat. C'est un de ces représentants peu nombreux du mouvement ouvrier français, qui est solidaire avec nous pour l'essentiel. Ainsi, le journal est contraint de reconnaître que la réunion a empêché un orateur de parler, dès qu'il se mettait à attaquer les bolchéviks.

Camarades, à l'heure actuelle nous n'avons pas pu recevoir directement de France un seul délégué, et c'est avec

beaucoup de difficulté qu'un seul Français a pu se frayer un chemin jusqu'à nous — c'est le camarade Guilbaud. (Vifs applaudissements.) Il parlera aujourd'hui. Il est resté pendant des mois dans les prisons de Suisse, dans cette république libre, et on l'a accusé d'entretenir des relations avec Lénine et de préparer la révolution en Suisse. On lui a fait traverser l'Allemagne sous une escorte de gendarmes et d'officiers, de crainte, évidemment, qu'il ne laissât tomber une allumette qui mettrait le feu à l'Allemagne. Mais l'Allemagne est en feu, même sans cette allumette. En France aussi, nous le voyons, il se trouve des hommes qui sympathisent avec le mouvement bolchévik. Les masses françaises sont peut-être parmi les masses les plus expérimentées, les plus éduquées politiquement, les plus vivantes, les plus sensibles. A une réunion populaire, elles ne permettront pas à un orateur une seule note fausse, — elles l'interrompent. Trop heureux s'il n'est pas arraché de la tribune, vu le tempérament français ! C'est pourquoi, quand un journal qui nous est hostile avoue ce qui s'est passé à cette grande réunion, nous disons : le prolétariat français est avec nous.

Je produirai encore une petite citation tirée d'un journal italien. On s'efforce tellement de nous couper du monde entier que nous ne recevons pas les numéros des journaux socialistes des autres pays comme s'il s'agissait d'objets d'une grande rareté. En tant que rareté, il nous est parvenu un numéro du journal italien *Avanti !*[174], organe du Parti socialiste italien, qui a participé à la conférence de Zimmerwald, qui a lutté contre la guerre et qui a décidé à présent de refuser d'assister au congrès des jaunes à Berne, au congrès de l'ancienne Internationale auquel participent des hommes qui, avec leurs gouvernements, ont aidé à prolonger cette guerre criminelle. Jusqu'ici, l'*Avanti !* est sévèrement censuré. Mais voici que dans ce numéro, tombé fortuitement entre nos mains, je lis le courrier de la vie du parti d'une petite localité appelé Cavriago, — qui doit être un coin perdu, car il est impossible de la trouver sur la carte ; il en ressort que les ouvriers qui s'y sont réunis adoptent une résolution exprimant leur sympathie au journal pour son intransigeance et dans laquelle ils déclarent qu'ils approuvent les spartakistes allemands ; il s'y trouve

plus loin des mots qui, bien qu'écrits en italien, sont compréhensibles au monde entier : « Sovietisti russi » ; ils saluent les « soviétiques » russes et expriment le souhait que le programme des révolutionnaires russes et allemands soit adopté dans le monde entier et serve à mener à bonne fin la lutte contre la bourgeoisie et contre la domination militaire. Et voilà : quand on lit une telle résolution venue de quelque coin perdu d'Italie, on peut se dire à plein droit : les masses italiennes sont avec nous, elles ont compris ce que sont les « soviétiques » russes, ce qu'est le programme des « soviétiques » russes et des spartakistes allemands. Or, il n'existait encore pas chez nous un tel programme ! Nous n'avions aucun programme commun avec les spartakistes allemands, mais les ouvriers italiens rejettent tout ce qu'ils ont lu dans leur presse bourgeoise qui, tirée à des millions d'exemplaires, soudoyée par les millionnaires et par les milliardaires, déverse des calomnies sur nous. Elle n'a pas réussi à tromper les ouvriers italiens. Les ouvriers italiens ont compris ce que sont les « soviétiques » et les spartakistes, et ils ont dit qu'ils sympathisent avec leur programme, — alors que ce programme n'existait pas du tout. Voilà pourquoi notre tâche a été si facile à ce congrès. Nous n'avions qu'à consigner dans un programme ce qui était déjà imprimé dans la conscience et dans le cœur d'ouvriers même cachés dans quelque coin perdu, coupés de nous par des cordons de police et de militaires. Voilà pourquoi nous avons réussi à nous entendre sur toutes questions essentielles avec une telle facilité, avec une unanimité si totale ; et nous avons l'entière conviction que ces décisions rencontreront un écho puissant dans le prolétariat de tous les pays.

Le mouvement des Soviets, camarades, voilà la forme politique qui a été conquise en Russie, qui se répand aujourhui dans le monde entier, qui, par son seul nom, donne aux ouvriers tout un programme. Camarades, j'espère que nous, à qui est échu le grand bonheur de développer cette forme jusqu'à la victoire, nous ne donnerons pas dans la situation des gens à qui on pourrait reprocher d'être présomptueux.

Camarades, nous savons très bien que si nous avons dû les premiers prendre part à la révolution prolétarienne des Soviets, ce n'est pas parce que nous étions préparés autant ou mieux que les autres ouvriers, mais parce que nous

étions plus mal préparés. C'est précisément le fait que nous avions à affronter l'ennemi le plus féroce, le plus décrépit, c'est précisément cette circonstance qui a provoqué l'ampleur manifeste de la révolution. Mais nous savons aussi que les Soviets existent chez nous, et que jusqu'ici ils luttent contre des difficultés gigantesques causées par le niveau de culture insuffisant, et par le poids qui pèse sur nous depuis plus d'un an, sur nous qui nous tenons à notre poste dans l'isolement, alors que les ennemis nous cernent de tous côtés et alors que, vous le savez parfaitement, des souffrances inouïes, la torture de la faim et des tourments atroces se sont abattus sur nous.

Camarades, les gens qui de front ou de biais se mettent du côté de la bourgeoisie, essaient assez souvent de s'adresser aux ouvriers et de provoquer leur indignation en leur montrant quelles dures souffrances leur sont aujourd'hui causées. Pour nous, nous disons aux ouvriers : oui, ces souffrances sont pénibles et nous ne vous les cachons pas. Voilà comment nous leur parlons et ils le savent bien, par leur propre expérience. Vous voyez que nous luttons pour la victoire du socialisme, non seulement pour nous, non seulement pour que nos enfants se souviennent des capitalistes et des propriétaires fonciers comme de monstres préhistoriques, — mais nous luttons pour que les ouvriers du monde entier remportent la victoire avec nous.

Et ce Ier Congrès de l'Internationale communiste, qui a établi que dans le monde entier les Soviets gagnent la sympathie des ouvriers, nous montre que la victoire de la révolution communiste internationale est assurée. (Applaudissements.) La bourgeoisie écumera de rage dans nombre de pays encore, où elle ne fait que commencer à préparer la disparition des hommes les meilleurs, des meilleurs représentants du socialisme, ainsi que le prouve l'assassinat perfide de Rosa Luxembourg et de Karl Liebknecht par les gardes blacs. Ces sacrifices sont inévitables. Nous ne cherchons pas l'entente avec la bourgeoisie, nous marchons au dernier combat, au combat décisif contre elle ; mais nous savons qu'après les tourments, les tortures, les calamités de la guerre, à l'heure où les masses du monde entier luttent pour la démobilisation, se sentent trompées, comprennent à quel point est lourd le poids des impôts que font peser sur

elles les capitalistes qui ont tué des dizaines de millions d'hommes pour établir qui recevrait le plus de profits, — nous savons que l'heure de la domination de ces bandits est passée !

Maintenant que le mot « Soviet » est compris de tous, la victoire de la révolution communiste est assurée. Les camarades présents dans cette salle ont vu comment a été fondée la première République des Soviets, ils voient aujourd'hui comment a été fondée la IIIe Internationale, l'Internationale communiste (a p p l a u d i s s e m e n t s), ils verront tous la fondation de la République fédérative mondiale des Soviets. (A p p l a u d i s s e m e n t s.)

Un bref compte rendu fut publié le 7 mars 1919, dans la « Pravda » n° 52

Publié intégralement en mai 1919

Conforme au texte du sténogramme

ECHANGE DE NOTES AVEC J. STALINE SUR LA QUESTION DE LA REORGANISATION DU CONTROLE D'ETAT[175]

1

A J. STALINE

A mon avis, dans le décret sur le Contrôle, il faut ajouter :

1) création d'un organisme central (et d'organismes locaux) de participation ouvrière.

2) participation régulière aux termes de la loi de témoins pris dans la population prolétarienne, avec la participation obligatoire de 2/3 de femmes.

3) Mise au premier plan sur-le-champ, en tant que tâches immédiates :

a) contrôle improvisé d'après les plaintes des citoyens

b) lutte contre les lenteurs bureaucratiques

c) mesures révolutionnaires de lutte contre les abus et la bureaucratie

d) attention particulière à apporter à l'accroissement de la productivité du travail et

e) à l'augmentation de la quantité de denrées alimentaires, etc.

2

REPONSE DE J. STALINE

Ce sont des questions relatives à la politique du contrôle d'Etat réorganisé. Je n'ai rien, quant au fond, contre ces points ; au contraire, ils sont indispensables.

Staline

Rédigé le 8 mars 1919
Publié pour la première fois en 1928

Conforme au texte du manuscrit

NOTES

1. *La séance commune du Comité exécutif central de Russie, du Soviet de Moscou, des Comités d'usines et de fabriques et des syndicats de Moscou* du 29 juillet 1918 fut convoquée par suite de la pénible situation de la République des Soviets, coupée, à cause de l'intervention militaire étrangère et des soulèvements des gardes blancs, de ses régions essentielles de denrées alimentaires, de matières premières et de combustible. La séance commune adopta à l'unanimité, sur le rapport de Lénine, la résolution proposée par la fraction communiste. — P. 11.

2. Il s'agit du soulèvement contre-révolutionnaire du corps militaire tchécoslovaque provoqué par les impérialistes de l'Entente avec la participation active des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires. Le corps tchécoslovaque fut formé en Russie de prisonniers de guerre de l'armée austro-hongroise avant la Grande Révolution socialiste d'Octobre. Après l'instauration du pouvoir des Soviets, les officiers contre-révolutionnaires du corps furent utilisés par les impérialistes de l'Entente et la contre-révolution russe dans la lutte contre la République des Soviets. L'émeute éclata en mai 1918 dans l'Oural et en Sibérie. Avec l'aide du corps tchécoslovaque, la contre-révolution réussit à s'emparer de l'Oural, de la région de la Volga, de la Sibérie et de l'Extrême-Orient. En octobre 1918, la région de la Volga fut libérée par l'Armée Rouge. L'émeute fut définitivement liquidée à la fin de 1919, lors de la débâcle de Koltchak. — P. 11.

3. Lénine fait allusion à l'article « Les millions français », paru le 28 juin 1918, dans l'organe central du groupe communiste tchécoslovaque *Prukopnik Svobody* [l'Etendard de la Liberté], publié à Moscou en 1918-1919 ; l'article fut réimprimé le même jour dans la *Pravda* et, en partie, dans les *Izvestia du Comité exécutif central de Russie*. — P. 12.

4. Lénine fait allusion au soulèvement contre-révolutionnaire organisé par les socialistes-révolutionnaires « de gauche », à Moscou, le 6 juillet 1918, lors du Ve Congrès des Soviets de Russie. Le soulèvement fut réprimé en vingt-quatre heures. — P. 14.

5. *Dachnaktsoutioun* (dachnaks) — organisation nationaliste bourgeoise arménienne, formée au début des années 90 du XIXe siècle, défendait les intérêts de la bourgeoisie arménienne ; semait la discorde nationale entre les peuples, pratiquait une politique d'isolement national de l'Arménie, s'efforçait de détourner les masses arméniennes du mouvement révolutionnaire de la Russie.

En 1918-1920, les dachnaks étaient à la tête du gouvernement nationaliste bourgeois en Arménie qu'ils ont transformée en un point d'appui pour les interventionnistes anglo-français et pour les gardes blancs russes dans leur lutte contre le pouvoir des Soviets.

Le gouvernement dachnak fut renversé en novembre 1920, à la suite du soulèvement armé des travailleurs d'Arménie, soutenus par l'Armée Rouge. — P. 14.

6. A la séance du Soviet de Bakou, le 25 juillet 1918, les traîtres dachnaks, socialistes-révolutionnaires et menchéviks réussirent à faire adopter la décision perfide d'appeler à l'aide les impérialistes anglais, sous prétexte de défendre Bakou contre les troupes turques qui avançaient. Le travail contre-révolutionnaire de sape à Bakou, le sabotage du ravitaillement de Bakou, l'agitation contre-révolutionnaire dans l'armée et dans la flotte étaient menés par le consul anglais MacDonnel.

Dans leurs télégrammes adressés à S. Chaoumian, Président du Conseil des Commissaires du peuple à Bakou, Lénine, Staline et Sverdlov, au nom du Comité exécutif central de Russie et du Conseil des Commissaires du Peuple, exigèrent catégoriquement du Soviet de Bakou l'application inconditionnelle d'une politique extérieure indépendante et la lutte résolue contre les agents du capital étranger. A la séance du Soviet de Bakou, le 25 juillet 1918, la fraction bolchévique déposa un projet de résolution dans laquelle elle insistait sur l'adoption de mesures immédiates pour la défense de Bakou par ses propres forces. Se trouvant en minorité, les membres bolchéviks du Soviet de Bakou renoncèrent à leurs mandats, après quoi le pouvoir passa en fait au gouvernement contre-révolutionnaire qui s'intitulait « Dictature du Centre-Caspienne ». Les membres bolchéviks du Soviet de Bakou — 26 commissaires de Bakou — furent sauvagement assassinés par les interventionnistes anglais, avec la participation directe des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires. — P. 16.

7. Allusion au soulèvement des gardes blancs à Iaroslavl, déclenché le 6 juillet 1918, organisé par l'« Union de défense de la patrie et de la liberté », union contre-révolutionnaire, dirigée par le socialiste-révolutionnaire de droite B. Savinkov. Le soulèvement de Iaroslavl, comme les autres soulèvements contre-révolutionnaires d'alors dans la Russie des Soviets, avait été préparé par les impérialistes anglo-français avec la participation active des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires. Il fut écrasé le 21 juillet 1918 par les détachements de l'Armée Rouge. — P. 19.

8. Allusion au décret « Sur l'organisation et le ravitaillement de la paysannerie pauvre », ratifié par le Comité exécutif central de Russie, le 11 juin 1918. — P. 21.

9. *La paix de Brest-Litovsk* — traité de paix conclu à Brest-Litovsk le 3 mars 1918 entre la Russie des Soviets d'une part, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Turquie et la Bulgarie d'autre part, à des conditions extrêmement dures pour la Russie. Le traité de Brest-Litovsk donna au pays des Soviets une trêve indispensable, lui permit de jouir de la paix pendant un certain temps et de se raffermir pour écraser les forces conjuguées de la contre-révolution russe et des interventionnistes anglais, français, américains et japonais qui se ruèrent peu après sur la Russie des Soviets.

Après la révolution en Allemagne (novembre 1918) le traité de Brest-Litovsk fut annulé. — P. 23.

10. Par un décret du Conseil des Commissaires du Peuple du 28 juin 1918, toute la grande industrie avait été nationalisée. — P. 23.

11. *Les Cent-Noirs* — bandes monarchistes formées dans la Russie tsariste par la police pour combattre le mouvement révolutionnaire. Les Cent-Noirs assassinaient les révolutionnaires, attaquaient les intellectuels progressistes, organisaient des pogroms contre les Juifs. — P. 23.

12. *Le Congrès des présidents des Soviets de province* se tint du 30 juillet au 1er août 1918 à Moscou. 122 délégués y assistaient. Lénine intervint à la séance du soir, le 30 juillet, pour saluer le congrès au nom du Conseil des Commissaires du Peuple. Le congrès prit des décisions touchant l'édification des Soviets et appela tous les ouvriers et tous les paysans à prendre les armes pour la défense de la patrie socialiste. — P. 29.

13. *La Constitution (Loi fondamentale) de la République Socialiste Soviétique Fédérative de Russie* fut adoptée par le Ve Congrès des Soviets de Russie, le 10 juillet 1918, et publiée le 19 juillet 1918, comme Loi fondamentale, entrant en vigueur dès sa publication.

Le projet de Constitution avait été établi par une commission créée par le Comité exécutif central de Russie, le 1er avril 1918. La Commission prit pour base la « Déclaration des droits du peuple travailleur et exploité » de Lénine et la résolution sur les « Institutions fédérales de la République de Russie », adoptée par le IIIe congrès des Soviets de Russie sur le rapport de J. Staline en janvier 1918.

Le projet de Constitution présenté par la commission du Comité exécutif central de Russie le 3 juillet 1918 fut examiné par la commission du Comité central du Parti communiste (b) de Russie sous la présidence de Lénine, après quoi il fut soumis à la ratification du Ve Congrès des Soviets de Russie. — P. 30.

14. L'intervention de Lénine au meeting du régiment révolutionnaire de Varsovie, le vendredi soir 2 août 1918, eut lieu dans les locaux de l'ancien Institut du Commerce (aujourd'hui, Institut Plékhanov de l'économie nationale de Moscou) dans le quartier de Zamoskvorétchié. — P. 33.

15. En 1918, le comité de Moscou du Parti communiste (b) de Russie tenait tous les vendredis de grands meetings dans tous les quartiers de Moscou. Lénine prit la parole à de nombreux meetings. Le 2 août 1918, les interventions se firent sur le thème « La République des Soviets est en danger ». Dans le quartier Boutyrski, l'intervention de Lénine eut lieu au n° 3/5, rue Zykovskaïa (aujourd'hui Krasnoarméiskaïa). — P. 36.

16. Ces thèses furent à la base des décrets sur la question du ravitaillement, discutés et adoptés aux séances du Conseil des Commissaires du Peuple, les 3, 4, 5 et 6 août 1918. Lénine apporta des amendements et des compléments aux projets de décrets. — P. 40.

17. Le projet d'arrêté rédigé par Lénine sur l'admission dans les établissements d'enseignement supérieur de la R.S.F.S.R. fut ratifié par le Conseil des Commissaires du Peuple, le 2 août 1918. — P. 43.

18. Allusion à la *Sovietskaïa Gazéta*, organe du comité exécutif du district d'Eletz, province d'Orel ; ce journal parut du 16 mai 1918 au 2 mars 1919. — P. 44.

19. *La loi sur la socialisation de la terre* fut adoptée le 18 (31) janvier 1918, par le IIIe Congrès des Soviets de Russie [qui se tint du 10 au 18 (23-31) janvier 1918] et fut publiée le 19 février 1918. Voir les caractéristiques de cette loi données par Lénine dans le présent tome, pp. 318-320. — P. 45.

20. L'intervention de Lénine au meeting du quartier Sokolniki, à Moscou, le vendredi soir 9 août 1918, eut lieu au rond-point de Sokolniki. Le thème des interventions était : « La cinquième année du massacre mondial ». — P. 47.

21. Lénine fait allusion à l'occupation par les unités contre-révolutionnaires du corps tchécoslovaque de villes et de régions où se formaient, avec la participation des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires, des gouvernements de gardes blancs qui réprimaient sauvagement les travailleurs. — P. 51.

22. Lénine fait allusion au décret du Conseil des Commissaires du Peuple, en date du 6 août 1918, sur le triplement des prix fixes des stockages du blé de la récolte de 1918. — P. 53.

23. Ce projet servit de base au télégramme envoyé, sous la signature de Lénine, à tous les Soviets et à tous les comités du ravitaillement de province, le 17 août 1918 ; le télégramme fut publié en août 1918. — P. 54.

24. *Les comités de paysans pauvres* furent fondés par décret du Comité exécutif central de Russie en date du 11 juin 1918 (« Organisation des paysans pauvres et leur ravitaillement en blé, en articles de première nécessité et en instruments agricoles »). Aux termes du décret, les comités de paysans pauvres étaient chargés de répartir le blé, les objets de première nécessité, les instruments agricoles et d'aider les organes locaux du ravitaillement à réquisitionner les excédents de blé détenus par les koulaks et les riches. Le décret établissait différents avantages en faveur des paysans pauvres lors de la répartition du blé et des instruments agricoles.

Les comités de paysans pauvres étaient les points d'appui de la dictature du prolétariat à la campagne. Ils jouèrent un rôle énorme dans la lutte contre les koulaks, dans la répartition des terres confisquées, dans l'approvisionnement des centres ouvriers et de l'Armée Rouge. L'organisation des comités de paysans pauvres marqua une nouvelle étape de la révolution socialiste à la campagne. Ces comités contribuaient à consolider le pouvoir des Soviets dans les villages et jouèrent un rôle politique considérable pour gagner les paysans moyens à la cause du pouvoir des Soviets.

Sur décision du VIe Congrès extraordinaire des Soviets de Russie (novembre 1918), les comités de paysans pauvres, après avoir exécuté leurs tâches, fusionnèrent avec les Soviets ruraux. — P. 54.

25. Allusion au décret du Conseil des Commissaires du Peuple du 6 août 1918 sur l'élévation des prix fixes de stockage du blé et au décret sur « L'équipement de l'agriculture en instruments de production et en métaux ». Ce dernier décret avait été signé par Lénine, le 24 avril 1918, et publié le 27 avril 1918. Le projet de ce décret avait été rédigé et complété par Lénine. — P. 54.

26. A la séance du comité de Moscou du Parti communiste (b) de Russie, le 16 août 1918, sur l'initiative de Lénine fut discutée la question de l'organisation de groupes de sympathisants. Lénine intervint deux fois dans les débats. Sur la base des propositions de Lénine, la décision fut adoptée de passer à la création de groupes de sympathisants et d'élaborer les statuts de cette organisation. — P. 55.

27. *La Lettre aux ouvriers américains* parut en décembre 1918 en abrégé dans une des revues publiées à New York par les socialistes-internationalistes ; puis, elle fut reproduite en brochure séparée, sous la forme d'un tirage à part de cette revue ; la lettre fut maintes fois réimprimée dans la presse périodique américaine. — P. 57.

28. Voir le compte rendu fait par N. Tchernychevski du livre de Henry Carey « Lettres économiques et politiques au président des Etats-Unis d'Amérique » (N. Tchernychevski, *Textes économiques choisis*, t. II, 1948, p. 550). — P. 64.

29. *L'homme sous cloche de verre* — principal personnage d'un récit de Tchékhov portant le même titre. Type d'un petit bourgeois borné qui craint toute nouveauté et toute initiative. — P. 65.

30. «*Appeal to Reason*» — journal des socialistes américains ; fondé dans l'Etat du Kansas (Etats-Unis) en 1895 ; pendant la première guerre mondiale, il avait des positions internationalistes. — P. 66.

31. Au printemps (mai-juin) 1917, on vit surgir dans les troupes françaises un mouvement révolutionnaire de protestation contre la poursuite de la guerre impérialiste. Avec l'aide des social-chauvins, — socialistes de droite et syndicalistes, — le gouvernement réussit à écraser le mouvement révolutionnaire dans l'armée. Le ministre de l'Intérieur de France, Louis Jean Malvy, après l'écrasement de l'émeute, fut accusé par le gouvernement français d'avoir manqué d'énergie dans la lutte contre les « défaitistes » et fut traduit en justice. — P. 78.

32. Allusion à l'agent de l'Okhranka, le pope Gapon, qui, le 9 janvier 1905, avait organisé, à des fins de provocation, le cortège pacifique des ouvriers vers le Palais d'Hiver pour remettre une pétition au tsar. Sur ordre du tsar, les troupes tirèrent sur les ouvriers sans armes. Le 9 janvier 1905 marqua le début de la révolution de 1905-1907. — P. 80.

33. *Le Ier Congrès de Russie sur l'instruction publique* eut lieu du 26 août au 4 septembre 1918, à Moscou. Des délégués des sections de l'instruction publique, des enseignants, des militants de sections de culture y participèrent. Le congrès élit Lénine comme président d'honneur, et l'invita au congrès. Lénine intervint le 3e jour du congrès, le 28 août 1918. — P. 81.

34. L'intervention de Lénine sur le thème « Deux pouvoirs (la dictature du prolétariat et la dictature de la bourgeoisie) », dans le quartier Basmanny (aujourd'hui Baumanski) de Moscou, eut lieu dans les locaux de la Bourse du blé. — P. 86.

35. *Zemstvo* — administrations locales autonomes, fondées en 1864, dirigées par la noblesse dans les provinces centrales de la Russie tsariste. Leurs activités se limitaient strictement à des questions économiques locales (hôpitaux, construction de routes, statistiques, assurances, etc.). Elles étaient contrôlées par des gouverneurs et le Ministère des Affaires intérieures qui pouvaient suspendre les décisions indésirables au gouvernement. — P. 87.

36. Le meeting du quartier Zamoskvorétski à Moscou, à l'ancienne usine Michelson (aujourd'hui, usine Vladimir Ilitch) eut lieu dans les locaux de l'usine. Lénine arriva au meeting immédiatement après son intervention dans le quartier Basmanny et parla devant les ouvriers de l'usine sur le thème « Deux pouvoirs (la dictature du prolétariat et la dictature de la bourgeoisie) ». Quand Lénine sortit du meeting, à 19 heures 30, dans la cour de

l'usine, un attentat scélérat fut perpétré contre lui : la terroriste F. Kaplan, agissant sur les directives du Comité central des socialistes-révolutionnaires de droite, lui causa, par des balles de revolver empoisonnées, deux graves blessures. — P. 88.

37. La ville de Simbirsk fut prise par l'Armée Rouge le 12 septembre 1918. Le présent télégramme fut envoyé par V. Lénine à V. Kouibychev pour les soldats de la Ire armée, qui lui avaient envoyé la dépêche suivante : « Cher Vladimir Ilitch ! La libération de votre ville natale est la riposte pour votre première blessure, la réponse à la deuxième sera Samara ! » Le texte du télégramme de Lénine fut lu à la réunion des soldats de l'Armée Rouge et des ouvriers de Pétrograd. — P. 92.

38. *La Lettre au présidium de la conférence des organisations prolétariennes d'enseignement et de culture* fut envoyée par Lénine, en réponse au message de salutations qu'il avait reçu de la conférence. La première conférence des organisations prolétariennes d'enseignement et de culture de Russie se tint à Moscou, du 15 au 20 septembre 1918. La lettre de Lénine fut lue à la cinquième séance de la conférence, le 19 septembre 1918. — P. 93.

39. La lettre de Lénine aux soldats de l'Armée Rouge qui ont participé à la prise de Kazan a été communiquée aux soldats de la garnison de Sviajsk. — P. 98.

40. Cette lettre fut rendue publique à la séance commune du Comité exécutif central de Russie, du Soviet de Moscou et des délégués des comités de fabriques et d'usines et des syndicats, convoquée le 3 octobre 1918 sur la proposition de Lénine, à l'occasion de la crise politique en Allemagne. — P. 99.

41. « *La Revue Socialiste* », « *The Socialist Review* » — organe mensuel du Parti ouvrier indépendant des opportunistes anglais ; parut à Londres de 1908 à 1934. — P. 103.

42. *Les Fabiens* — membres de la « Société des Fabiens », réformiste, extrêmement opportuniste, fondée par un groupe d'intellectuels bourgeois en Angleterre, en 1884. Pour les caractéristiques des Fabiens, voir dans les Œuvres de Lénine: « Préface à la traduction russe du livre : « Lettres de J. Becker, de J. Dietzgen, de F. Engels, de K. Marx, etc., à F. Sorge, et autres » (Œuvres, tome 12, 4e éd. russe, pp. 330-331), « Le programme agraire de la social-démocratie dans la révolution russe » (Œuvres, tome 15, 4e éd. russe, p. 154), « Le pacifisme anglais et l'aversion anglaise pour la théorie » (Œuvres, tome 21, p. 267), etc. —P. 105.

43. *Les Indépendants* — membres du Parti travailliste indépendant d'Angleterre (Independent Labour party), fondé en 1893. A la tête du parti se trouvaient James Keir-Hardy, R. MacDonald, etc. Ce parti qui prétendait être indépendant politiquement des partis bourgeois, était en fait « indépendant du socialisme, mais dépendant du libéralisme » (*Lénine*). Lors de la première

guerre mondiale (1914-1918) le Parti travailliste indépendant lança d'abord un manifeste contre la guerre (13 août 1914). Ensuite, en février 1915, à la Conférence des socialistes des pays de l'Entente, tenue à Londres, les Indépendants se rallièrent à la résolution social-chauvine adoptée par la conférence. Depuis lors, les leaders des Indépendants s'alignaient sur des positions social-chauvines sous le couvert de phrases pacifistes. Après la fondation de l'Internationale communiste, en 1919, sous la pression des effectifs du parti, qui avaient évolué à gauche, les leaders du Parti travailliste indépendant décidèrent de quitter la IIe Internationale. En 1921, les Indépendants se rallièrent à ce que l'on appelle la II 1/2 Internationale et après son effondrement ils se joignirent à nouveau à la IIe Internationale. En 1921, l'aile gauche du Parti travailliste indépendant d'Angleterre se détacha et adhéra au Parti communiste de Grande-Bretagne. — P. 105.

44. Allusion aux opinions exprimées par K. Marx dans une lettre à L. Kugelmann du 12 avril 1871 et dans le discours prononcé à Amsterdam, après la clôture du congrès de la Haye, le 8 septembre 1872. Sur ce point, voir également la préface de F. Engels à l'édition anglaise du premier tome du *Capital* de K. Marx et le livre de V. Lénine *L'Etat et la Révolution* (Œuvres, tome 25, pp. 413-414). — P. 106.

45. Voir lettre d'Engels à A. Bebel du 18-28 mars 1875. — P. 106.

46. Voir lettre de Marx à L. Kugelmann du 18 décembre 1870. — P. 108.

47. Voir F. Engels. *Anti-Dühring*, Editions Sociales, Paris 1956, pp. 214-216. — P. 108.

48. *Zimmerwaldiens* — partisans de l'union organisée à la première conférence des internationalistes, à Zimmerwald (Suisse), du 5 au 8 septembre 1915. Sur la conférence de Zimmerwald, voir les articles de V. Lénine « Un premier pas » et « Les marxistes révolutionnaires à la conférence socialiste internationale du 5 au 8 septembre 1915 ». (Œuvres, tome 21, pp. 397-403, 404-408). — P. 109.

49. *La Séance commune du Comité exécutif central de Russie, du Soviet de Moscou, des comités de fabriques et d'usines et des syndicats*, se tint le 22 octobre 1918 dans la salle des Colonnes, à la Maison des syndicats. La séance avait été réunie pour discuter des questions concernant la situation internationale et la convocation du VIe Congrès extraordinaire des Soviets de Russie. Pour la première fois depuis sa guérison, Lénine présenta un rapport sur la situation internationale. La séance adopta une résolution rédigée par Lénine (voir le présent tome, pp. 128-130) et qui fut ensuite ratifiée, avec des changements peu importants, par le VIe Congrès des Soviets, à la suite du rapport de Lénine sur la situation internationale. — P. 113.

50. *Le Parti social-démocrate indépendant* allemand — parti centriste créé en avril 1917. En octobre 1920, au congrès de Halle, une scission se produisit au Parti social-démocrate indépendant. En décembre 1920, une fraction importante du parti s'unit au Parti communiste allemand. Les éléments de droite formèrent un parti séparé qui adopta l'ancien nom de Parti social-démocrate indépendant ; il exista jusqu'en 1922. — P. 114.

51. *Le Parti socialiste italien*, fondé en 1892, s'alignait sur une position anti-impérialiste au début de la première guerre mondiale. Les représentants du Parti socialiste italien participèrent aux conférences des internationalistes à Zimmerwald et à Kienthal où ils se rallièrent à la majorité centriste. Sous l'influence de l'élan révolutionnaire dans le pays et de la victoire de la Grande Révolution socialiste d'Octobre en Russie, l'aile gauche formée dans le P.S.I. lors de la première guerre mondiale se renforça. En octobre 1919, le XVIe Congrès du P.S.I. tenu à Bologne décidait d'adhérer à l'Internationale communiste et envoya ses délégués au IIe Congrès de l'Internationale communiste. (La délégation était conduite par G. Serrati). Aligné sur la position centriste, Serrati se prononça après le congrès contre la rupture avec les réformistes. En janvier 1921, au XVIIe Congrès du parti à Livourne, les centristes dirigés par Serrati qui avaient la majorité au congrès refusèrent de rompre avec les réformistes et d'accepter sans réserve les «21 conditions» d'admission à l'Internationale communiste. Le 21 janvier 1921, les délégués de gauche (A. Gramsci et d'autres) quittèrent le congrès et fondèrent le Parti communiste italien. Les réformistes qui étaient à la tête du Parti socialiste italien ne dirigèrent pas de lutte de la classe ouvrière contre le fascisme, ce qui facilita pratiquement la prise du pouvoir par Mussolini en 1922. A la fin de 1922, il se forma de nouveau au sein du P.S.I. une fraction de gauche, les partisans de la IIIe Internationale (Serrati, Lazzari et d'autres), qui se prononçaient pour la fusion avec le Parti communiste italien. En août 1924, cette fusion eut lieu. Pendant la dictature fasciste, il se forma de nouveau au sein du Parti socialiste italien une aile gauche influente. Depuis 1934, le P.S.I. réalisait l'unité d'action avec le Parti communiste italien dans la lutte pour les intérêts des travailleurs. Cette unité permit aux deux partis de remporter de grands succès et constituait une conquête importante du mouvement ouvrier italien. En janvier 1947, le groupe de droite dirigé par Saragat abandonna le Parti socialiste italien et forma ce que l'on appelle le Parti socialiste des travailleurs italiens. En 1949, le Parti socialiste italien exclut le groupe de droite dirigé par Romita. En 1952, les deux groupes formèrent le Parti social-démocrate italien. Les éléments réformistes groupés dans ce parti s'efforcent de saper la politique d'unité d'action entre les partis communiste et socialiste, de diviser le mouvement ouvrier italien.

En 1956, le Parti socialiste italien rompit le pacte d'unité d'action avec le Parti communiste. Le XXXIIe Congrès du

Parti socialiste italien, tenu en février 1957, déclara à propos de l'unité d'action avec les communistes : « Les rapports entre socialistes et communistes se fondent sur la solidarité de classe et la conscience de la responsabilité commune devant les travailleurs, en dehors de tout pacte d'unité ou de consultation réciproque. »

Le XXXIIIe Congrès du Parti socialiste, tenu en janvier 1959, qui confia la direction du parti au courant de droite des « autonomistes » (Nenni) se prononça pour la « solution des problèmes concernant les rapports entre socialistes et communistes en dehors de toute espèce d'alliance... ». La résolution du congrès confirmait la nécessité de l'unité dans les syndicats, les coopératives, les organisations des masses, les municipalités. — P. 115.

52. Lénine fait allusion au congrès du Parti socialiste français qui se tint du 6 au 11 octobre 1918, à Paris. — P. 115.

53. Il s'agit de trois partis anglais suivants : le Parti socialiste britannique, le Parti socialiste ouvrier et le Parti travailliste indépendant.

Le Parti socialiste britannique (British Socialist Party), fondé en 1911 à Manchester à la suite de l'union du Parti social-démocrate avec d'autres groupes socialistes. Le B.S.P. faisait de la propagande dans l'esprit du marxisme, était un parti « non opportuniste *réellement* indépendant des libéraux » (Lénine, Œuvres, t. 19, 4e éd. russe, p. 243). Les effectifs peu importants et la faible liaison avec les masses lui conféraient un caractère quelque peu sectaire.

Pendant la guerre impérialiste mondiale de 1914-1918, une lutte aiguë se déroulait au sein du parti entre le courant internationaliste (A. Inkpin, F. Rothstein, D. MacLean, W. Gallacher et d'autres) et le courant social-chauvin dirigé par Hyndman. La tendance internationaliste comprenait des éléments inconséquents qui s'alignaient sur une position centriste pour nombre de questions.

En février 1916, un groupe de responsables du B.S.P. fonda le journal *Call* qui joua un rôle important dans le rassemblement des internationalistes. La Conférence annuelle du B.S.P., tenue en avril 1916, à Solford, condamna la position social-chauvine de Hyndman et de ses partisans qui quittèrent le parti.

Le Parti socialiste britannique salua la Grande Révolution socialiste d'Octobre. Les membres du parti contribuèrent pour une grande part, au sein du mouvement des travailleurs anglais, à la défense de la Russie des Soviets contre l'intervention étrangère. En 1919, la majorité des organisations locales du parti (98 contre 4) se prononça pour l'adhésion à l'Internationale communiste. Le Parti socialiste britannique, de concert avec le groupe socialiste d'unité, joua le rôle principal dans la fondation du Parti communiste de Grande-Bretagne. Au premier congrès d'unification de 1920, l'immense majorité des organisations locales du B.S.P. adhérèrent au Parti communiste.

Le Parti socialiste ouvrier [Socialist Labour Party] était une organisation marxiste révolutionnaire ; créé en Ecosse par la fraction de gauche qui se détacha en 1903 de la Fédération social-démocrate et qui était formée surtout d'Ecossais. Avec le renforcement de la lutte des grévistes en 1911, le Parti socialiste ouvrier y prit une part active et joua un grand rôle, pendant la première guerre mondiale, dans l'organisation du mouvement des comités de « Shop Stewards » (délégués d'usines).

En 1920, le Parti socialiste ouvrier fusionna avec le Parti socialiste britannique.

Sur *le Parti travailliste indépendant* (Independent Labour Party) voir note 43. — P. 115.

54. Il s'agit de la décision du IIIe Congrès socialiste espagnol et du VIIIe Congrès des ouvriers espagnols d'adresser un message de solidarité à la République des Soviets. — P. 116.

55. Allusion au quotidien *la Victoire* qui paraissait à Paris depuis 1916, avec comme rédacteur le social-chauvin, semi-anarchiste, Gustave Hervé. — P. 120.

56. Lénine se réfère au Soviet révolutionnaire créé parmi les troupes de l'armée allemande de l'Est et qui publiait le journal *Le Soldat rouge*. — P. 123.

57. *La Séance solennelle du Conseil central des Syndicats de Russie et du Conseil des syndicats de Moscou* du 6 novembre 1918 se tint à Moscou, dans la salle des Colonnes de la Maison des syndicats. De nombreux délégués de toutes les fédérations syndicales participèrent à cette séance. — P. 132.

58. *Le VIe Congrès extraordinaire de Russie des Soviets de députés ouvriers, paysans, cosaques et des soldats de l'Armée Rouge* se tint à Moscou du 6 au 9 novembre 1918. Lénine fut élu président d'honneur du congrès. A la première séance, le 6 novembre, Lénine prononça un discours sur l'anniversaire de la Révolution socialiste d'Octobre ; à la deuxième séance, le 8 novembre, il prononça un discours sur la situation internationale. Le congrès ratifia à l'unanimité la résolution rédigée par Lénine et adoptée le 22 octobre 1918, par la Séance commune du Comité exécutif central de Russie, du Soviet de Moscou, des comités de fabriques et d'usines et des syndicats (voir le présent tome, pp. 128-130). Dans un message adressé aux gouvernements qui menaient la guerre contre la Russie des Soviets, le congrès proposait d'entamer des pourparlers de paix. — P. 135.

59. *Le Congrès régional des comités de paysans pauvres de la région Nord* se tint les 3-6 novembre 1918, à Pétrograd. Le congrès adopta une résolution sur la fusion des comités de paysans pauvres avec les Soviets locaux et sur l'organisation de régiments exemplaires de paysans pauvres. — P. 143.

60. Il s'agit du radiotélégramme envoyé *A tous les commissaires et instructeurs militaires, à tous les commandants d'armée, à tous les Soviets de députés*, signé par V. Lénine et I. Sverdlov, à la suite de la rupture des relations diplomatiques avec l'Allemagne (voir les *Izvestia du C.E.C. de Russie* n° 243, le 6 novembre 1918, p. 11). — P. 151.

61. Lénine fait allusion à l'envoi par le tsar Nicolas Ier de troupes russes en vue d'aider l'empereur d'Autriche à écraser la révolution hongroise. — P. 162.

62. Lénine entend l'écrasement de l'insurrection polonaise de 1863-1864 par les troupes tsaristes. — P. 162.

63. « *The Times* » — un des plus grands quotidiens des milieux conservateurs de la bourgeoisie anglaise. — P. 162.

64. Allusion au brusque refus du gouvernement hollandais d'autoriser l'entrée en Hollande du représentant plénipotentiaire de la R.S.F.S.R. qui se trouvait déjà en route, malgré l'accord préalable sur l'échange de représentants et malgré le visa reçu par le représentant de la R.S.F.S.R. du consul de Hollande à Moscou. —P. 163.

65. L'« *Echo de Paris* » — quotidien bourgeois, ultra-réactionnaire ; parut à Paris de 1884 à 1938. — P. 165.

66. « *La Troisième Internationale* » — organe hebdomadaire du groupe communiste français ; publié à Moscou en 1918-1919. — P. 165.

67. « *The Manchester Guardian* » — journal bourgeois anglais ; paraît à Manchester depuis 1821. — P. 166.

68. Les *élèves-officiers* — dans l'armée russe avant la révolution, on appelait ainsi les élèves des écoles d'officiers. Durant et au lendemain de la Grande Révolution socialiste d'Octobre, les élèves-officiers tentèrent à Pétrograd, à Moscou et dans quelques autres villes d'opposer une résistance armée au pouvoir des Soviets, mais ils furent partout écrasés. — P. 173.

69. La conférence des délégués des comités de paysans pauvres de la région de Moscou, à laquelle, le 8 novembre 1918, Lénine prononça un discours sur les tâches de la paysannerie pauvre dans notre révolution, avait été convoquée par la rédaction du journal *Biednota*. — P. 174.

70. *Kérenki* — billets de banque émis en été 1917 par le Gouvernement provisoire bourgeois Kérenski. — P. 178.

71. *Le Ier Congrès des ouvrières de Russie*, convoqué par le Comité central du Parti communiste (b) de Russie, se tint à Moscou, du 16 au 21 novembre 1918. Assistaient au congrès 1 147 déléguées des fabriques, des usines et de la paysannerie pauvre. — P. 184.

72. La réunion du 20 novembre 1918, organisée par les comités locaux de Moscou et de la Presnia du Parti communiste (b) de

Russie, se tint dans la salle de cinéma « Ars ». La réunion était organisée en l'honneur de Lénine, guide du Parti bolchévik et chef du gouvernement des Soviets. L'ordre du jour comprenait notamment le rapport de I. Sverdlov « V. Lénine, combattant de la IIIe Internationale ». — P. 187.

73. « *Volia Naroda* » [la Liberté du Peuple] — quotidien, organe de l'aile droite du parti socialiste-révolutionnaire ; paraissait à Pétrograd en 1917 ; fut interdit en novembre 1917. Parut plus tard sous d'autres noms ; fut définitivement interdit en février 1918. — P. 187.

74. Lénine cite la lettre de Pitirim Sorokine d'après le n° 251, du 20 novembre 1918, de la *Pravda*, où la source de la citation était appelée par erreur *Izvestia du Comité exécutif de la Dvina du Nord*. En réalité, la lettre avait été publiée dans le journal du comité exécutif provincial de la Dvina du Nord, *Pensées des Paysans et des Ouvriers*, n° 75 du 29 octobre 1918. — P. 189.

75. Lénine fait allusion à la résolution adoptée par le Congrès extraordinaire des actionnaires de la banque nationale de Moscou, le 16 novembre 1918. — P. 197.

76. *La Journée de l'officier rouge* fut organisée en vue d'attirer l'attention des larges masses laborieuses sur la formation des cadres militaires soviétiques. Le 24 novembre 1918, à 2 heures, se déroula sur la Place Rouge un défilé des élèves des cours militaires. Après le défilé, les étudiants se dirigèrent vers la place des Soviets, où Lénine prononça une allocution, du balcon du Soviet de Moscou. — P. 199.

77. *La Réunion des mandataires de la coopérative ouvrière centrale de Moscou* se tint les 26-27 novembre 1918. C'était une réunion de compte rendu et d'élections. Malgré l'opposition des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires, la nouvelle direction fut élue d'après la liste proposée par la fraction communiste. Lénine prit la parole le premier jour, à la fin de la séance du soir. — P. 200.

78. Il s'agit de l'appel du Comité central menchévik, publié dans la *Pravda*, n° 256 du 26 novembre 1918, et visant à soulever une campagne contre l'intervention étrangère dans les affaires de la révolution russe. Cependant, ce « tournant » du Comité central des menchéviks, forcé par les succès du pouvoir des Soviets et par la montée du mouvement révolutionnaire en Europe occidentale, ne fut opéré par eux qu'en paroles. En fait, les menchéviks demeurèrent comme auparavant les ennemis irréductibles du peuple ; pratiquement, ils mettaient en œuvre en Ukraine, au Caucase, dans l'Oural et en Sibérie, la politique des impérialistes allemands, français, anglo-américains et des gardes blancs russes dans leur lutte contre la république des Soviets.

La position des menchéviks pendant cette période est critiquée par Lénine dans le projet de résolution du Comité

exécutif central de Russie « Sur l'interdiction du journal menchévik qui sape la défense du pays » (voir le présent tome, pp. 469-470) et dans d'autres œuvres. — P. 202.

79. Lénine fait allusion à la discussion au Conseil des Commissaires du Peuple du décret sur les coopératives de consommation, le 10 avril 1918. Le décret fut ratifié par le Comité exécutif central de Russie le 11 avril 1918 et publié le 13 avril 1918, dans la *Pravda* n° 71. Lénine caractérise ce décret dans l'article « Les tâches immédiates du pouvoir des Soviets » (Œuvres, tome 27 pp. 264-265). — P. 203.

80. Allusion au décret sur l'«Organisation du ravitaillement », adopté par le Conseil des Commissaires du Peuple, le 21 novembre 1918, et publié le 24 novembre 1918, dans les *Izvestia du Comité exécutif central de Russie* n° 257. — P. 204.

81. En 1918, le Comité central du Parti communiste (b) de Russie organisa des réunions des cadres du parti sur les questions politiques les plus actuelles. Le 27 novembre 1918, la réunion des militants de Moscou était consacrée à la question des rapports entre le prolétariat et les démocrates petits-bourgeois. Lénine présenta un rapport sur cette question. — P. 206.

82. Voir F. Engels, *la Question paysanne en France et en Allemagne*, Editions Sociales, Paris 1956, pp. 24-26. — P. 207.

83. Voir F. Engels, *la Question paysanne en France et en Allemagne*, p. 28. — P. 208.

84. Voir F. Engels, *la Question paysanne en France et en Allemagne*, p. 29. — P. 220.

85. Voir K. Marx, *la Guerre civile en France 1871*, Editions Sociales, Paris 1952, p. 50. — P. 222.

86. Voir F. Engels, *la Question paysanne en France et en Allemagne*, pp. 24-25. — P. 222.

87. Voir Lettre de F. Engels à F. Sorge, le 29 novembre 1886 et lettre de F. Engels à F. Kelly-Vichniévetskaïa, le 27 janvier 1887. — P. 224.

88. Allusion à la résolution de la Conférence des syndicats d'employés de Russie, publiée dans le *Viestnik Sloujachtchévo* n° 11-12, de novembre-décembre 1918. — P. 231.

89. Le « *Social-Démocrate* » — organe central du P.O.S.D.R. ; journal illégal édité de février 1908 à janvier 1917. Il en parut 58 numéros, dont le premier en Russie. Par la suite, l'édition fut transférée à l'étranger, d'abord à Paris, puis à Genève. Le *Social-Démocrate* a fait paraître plus de 80 articles et notes de Lénine. A partir de décembre 1911 il est rédigé par Lénine. — P. 237.

90. Le « *Communiste* » — revue éditée en 1915 à Genève par la rédaction du journal *Social-Démocrate*. Il en parut un numéro (double) qui contenait trois articles de Lénine : « La faillite de la IIe Internationale », « La voix d'un socialiste français honnête », « Impérialisme et socialisme en Italie » (voir Œuvres, t. 21, pp. 207-266, 361-369, 370-379).

Au sein de la rédaction de la revue, Lénine soutint une lutte contre le groupe antiparti Boukharine-Piatakov dont il dénonçait les vues antibolchéviques et les tentatives d'exploiter la revue à des fins fractionnelles. Devant la position de ce groupe Lénine invita la rédaction du journal *Social-Démocrate* à cesser tout rapport avec lui, ainsi que l'édition en commun de la revue. A partir d'octobre 1916, la rédaction du *Social-Démocrate* publiait séparément le *Recueil du Social-Démocrate*.— P. 237.

91. Il s'agit de la brochure *le Socialisme et la Guerre*, publiée en septembre 1915 en allemand et remise aux délégués de la conférence socialiste de Zimmerwald ; en 1916, elle paraît en français. — P. 237.

92. *Manifeste de Bâle* — manifeste sur la guerre adopté à l'unanimité par le Congrès extraordinaire de la IIe Internationale tenu à Bâle le 24 et le 25 novembre 1912. Le manifeste soulignait les objectifs de brigandage de la guerre préparée par les impérialistes et appelait les ouvriers de tous les pays à mener une lutte résolue contre elle. Au cas où la guerre impérialiste serait déclenchée, le manifeste recommandait aux socialistes de mettre à profit la crise économique et politique provoquée par les hostilités pour mener la lutte en vue de la révolution socialiste (voir à ce propos Lénine, Œuvres, t. 21, pp. 210-220 et 318).

Les chefs de la IIe Internationale, Kautsky, Vandervelde et d'autres, votèrent au congrès pour le manifeste. Mais en 1914, au début de la guerre mondiale impérialiste, ils mirent sous le boisseau le Manifeste de Bâle et se rangèrent aux côtés de leurs gouvernements impérialistes. — P. 238.

93. Titre sous lequel parut la première édition de l'ouvrage de V. Lénine *l'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*. — P. 238.

94. K. Marx et F. Engels, *Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt*, Editions Sociales, Paris 1950, p. 34. — P. 241.

95. Voir lettre de F. Engels à A. Bebel du 18-28 mars 1875. Ci-dessous, pp. 252 et 276 de la présente édition, Lénine cite la même lettre de F. Engels. — P. 246.

96. Cette idée est émise dans l'« Introduction » de F. Engels à l'ouvrage de K. Marx : *la Guerre civile en France 1871*, Editions Sociales, Paris 1952, p. 15. — P. 248.

97. Voir F. Engels, *A propos de l'autorité*. — P. 249.

98. Voir K. Marx et F. Engels, *le Manifeste du Parti communiste*, Paris 1933, pp. 5-6. — P. 249.

99. Voir F. Engels, *l'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*, Editions Sociales, Paris 1954, p. 154. — P. 252.

100. Voir K. Marx, *la Guerre civile en France 1871*, Editions Sociales, Paris 1952. p. 18. — P. 252.

101. Voir F. Engels, *l'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*, Editions Sociales, Paris 1954, p. 159. — P. 252.

102. Voir K. Marx, *la Guerre civile en France 1871*, Editions Sociales, Paris 1952, pp. 48, 50. — P. 253.

103. Il s'agit de la sanglante répression par la bourgeoisie anglaise du soulèvement de l'Irlande qui s'était dressée contre le joug de l'Angleterre en 1916. « En Europe... se souleva l'Irlande que les Anglais « épris de liberté » réprimèrent par des exécutions », écrivait Lénine en 1916.

Ulster — partie nord-est de l'Irlande, peuplée principalement par les Anglais. Les troupes de l'Ulster ont participé à l'écrasement de l'insurrection du peuple irlandais. — P. 254.

104. Voir K. Marx, *l'Indifférentisme politique*. — P. 260.

105. Voir F. Engels, *A propos de l'autorité*. — P. 260.

106. Voir lettre de F. Engels à A. Bebel du 18-28 mars 1875. — P. 261.

107. Voir K. Marx et F. Engels, *le Manifeste du Parti communiste*, Paris 1933, p. 32. — P. 270.

108. Il s'agit de l'« Introduction » de F. Engels à l'ouvrage de K. Marx *la Guerre civile en France 1871*, pp. 8-18. — P. 270.

109. L'article de V. Lénine « Les partis politiques en Russie et les tâches du prolétariat » (voir Œuvres, t. 24, pp. 85-101), parut en anglais dans *The New York Evening Post*, du 15 janvier 1918; en outre, il fut édité en brochure à New York. — P. 274.

110. « *The New York Evening Post* » — journal américain bourgeois fondé en 1801. Durant plusieurs années, il fut l'organe de la bourgeoisie d'orientation libérale. Plus tard, le journal sera acheté par la maison J. Pirpont et Morgan et deviendra l'organe des milieux impérialistes les plus réactionnaires des U.S.A. Paraît actuellement sous le nom de *The New York Post*. — P. 274.

111. Il s'agit du complot contre-révolutionnaire tramé par le général Kornilov en août 1917. — P. 282.

112. *Pétrouchka* — personnage des *Ames mortes* de Gogol. Valet serf, qui, à peine lettré, lisait sans comprendre, se contentant d'épeler machinalement. — P. 283.

113. *Petit-Judas Golovlev* — personnage de *Messieurs les Golovlev*, roman de Saltykov-Chtchédrine. Type du seigneur terrien féodal, hypocrite et faux dévot. — P. 286.

114. *Les Liberdan* — appellation ironique donnée aux leaders menchéviks Liber et Dan, ainsi qu'à leurs partisans, après la parution de l'article de Démian Biedny intitulé « Liberdan » dans le journal bolchévik de Moscou *Social-Démocrate* n° 141, du 25 août (7 septembre) 1917. — P. 286.

115. Il est question du discours prononcé par A. Bebel à Erfurt, le 19 octobre 1891, au congrès de la social-démocratie allemande. — P. 287.

116. La « *Gazette de Francfort* » (« Frankfurter Zeitung ») — journal bourgeois allemand, parut à Francfort-sur-le-Main depuis 1856 jusqu'à 1943. — P. 288.

117. «*Vorwärts*» [En avant] — quotidien organe central de la social-démocratie allemande ; parut à partir de 1876, sous la direction de W. Liebknecht. Dans les colonnes de ce journal, F. Engels menait la lutte contre toutes les manifestations d'opportunisme. A partir de 1895, après la mort d'Engels, le *Vorwärts* publia régulièrement les articles des opportunistes qui dominaient dans la social-démocratie allemande et dans la IIe Internationale. Pendant la première guerre mondiale, le *Vorwärts* s'en tint aux positions du social-chauvinisme. Après la Grande Révolution socialiste d'Octobre, le *Vorwärts* devint l'un des centres de la propagande antisoviétique ; parut à Berlin jusqu'en 1933. — P. 288.

118. *La gauche de Zimmerwald* — groupe fondé par Lénine à la première conférence des internationalistes, au début de septembre 1915, à Zimmerwald (Suisse). Lénine appelait cette conférence un «premier pas» dans le développement du mouvement international contre la guerre. Les bolchéviks avec Lénine occupaient dans la gauche de Zimmerwald la seule position juste et conséquente jusqu'au bout contre la guerre. Il y avait aussi dans ce groupe des internationalistes inconséquents. (Pour la critique de leurs erreurs voir les articles de Lénine « A propos de la brochure de Junius », et « Bilan d'une discussion sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes » (Œuvres, t. 22, pp. 328-343 et pp. 344-388). — P. 293.

119. Lénine cite l'« Introduction » de F. Engels à l'ouvrage de K. Marx : *la Guerre civile en France 1871*, Editions Sociales, Paris 1952, p. 10.— P. 294.

120. Voir K. Marx, *la Guerre civile en France 1871*, Editions Sociales, Paris 1952, p. 48. — P. 294.

121. *L'Union « Spartacus »* a été constituée le 1er janvier 1916, pendant la première guerre mondiale. Au début des hostilités, les social-démocrates de gauche allemands constituent le groupe

« Internationale » dirigé par Karl Liebknecht, Rosa Luxembourg, Franz Mehring, Klara Zetkin et d'autres. Ce groupe prend également le nom de « Spartacus ». Les spartakistes font la propagande révolutionnaire parmi les masses contre la guerre impérialiste, dénoncent la politique de conquête de l'impérialisme allemand et la trahison des chefs de la social-démocratie. Toutefois, les spartakistes, les gauches allemands, n'arrivent pas à se débarrasser des erreurs semi-menchéviques dans les questions théoriques et politiques les plus importantes. Les erreurs des gauches allemands ont été critiquées par Lénine, entre autres, dans les ouvrages « A propos de la brochure de Junius » (voir Œuvres, t. 22, pp. 328-343), « Une caricature du marxisme et à propos de l'« économisme impérialiste » (voir : Œuvres, t. 23, pp. 27-83). En avril 1917, les spartakistes adhèrent au Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne, parti centriste, tout en restant autonomes en matière d'organisation. Après la Révolution de novembre 1918 en Allemagne, ils rompent avec les « indépendants » et, en décembre de la même année, fondent le Parti communiste allemand. — P. 301.

122. Voir K. Marx, *la Bourgeoisie et la Contre-révolution*, article 2. — P. 306.

123. Deux nouveaux partis, celui des « communistes-populistes » et celui des « communistes-révolutionnaires », se séparent du parti socialiste-révolutionnaire de « gauche » après l'assassinat provocateur, par les socialistes-révolutionnaires de « gauche », de l'ambassadeur allemand Mirbach et l'émeute de ces derniers les 6-7 juillet 1918. Les « communistes-populistes » condamnent l'activité antisoviétique des socialistes-révolutionnaires de « gauche » et, à une conférence tenue en septembre 1918, constituent un parti. A leur Congrès de novembre 1918, ils décidèrent sa dissolution et fusionnèrent avec le Parti communiste bolchévik.

Le parti des « communistes-révolutionnaires », fort peu nombreux d'ailleurs, a existé jusqu'en 1920. En octobre 1920, le Comité central du Parti communiste (bolchévik) de Russie autorise ses organisations à admettre dans leurs rangs les anciens «communistes révolutionnaires», — P. 306.

124. *Heinrich Weber* — Otto Bauer. — P. 309.

125. Voir lettre de K. Marx à L. Kugelmann du 12 avril 1871. — P. 310.

126. Lénine fait allusion à une série d'insurrections contre-révolutionnaires koulaks en 1918, organisées par les gardes blancs et les socialistes-révolutionnaires avec les fonds fournis par les impérialistes anglo-français et sur l'instigation de ces derniers (voir le présent tome, p. 143). — P. 313.

127. *Blanquisme* — tendance apparue dans le mouvement socialiste français, dirigée par Louis-August Blanqui (1805-1881). Les

classiques du marxisme-léninisme, qui considéraient Blanqui comme un révolutionnaire marquant et un partisan du socialisme, le critiquèrent en même temps pour son sectarisme et ses méthodes conspiratrices. Le blanquisme niait la lutte de classe et attendait la libération de l'humanité de l'esclavage salarié, non point par la lutte de classe du prolétariat, mais par la conspiration d'une faible minorité d'intellectuels. — P. 315.

128. Lénine fait allusion au projet de loi des socialistes-révolutionnaires sur le « Règlement des rapports agraires », le « Fonds d'affermage », etc., en partie publié dans la presse des socialistes-révolutionnaires en octobre 1917. « Le projet de S. Maslov, écrivait Lénine, est un projet « *féodal* » *visant* à une entente avec les seigneurs terriens, à les sauver » (voir l'article de V. Lénine « le Parti socialiste-révolutionnaire trompe une fois de plus les paysans », Œuvres, t. 26, pp. 233-239).

Lors de la révolution démocratique bourgeoise de février, le gouvernement provisoire faisait arrêter les membres des comités agraires, en réponse aux soulèvements paysans et à la prise des terres des propriétaires fonciers. — P. 316.

129. Voir K. Marx, *les Théories de la plus-value*, t. II, première partie. — P. 324.

130. Thèses sur l'Assemblée Constituante, voir Œuvres de V. Lénine, t. 26, pp. 384-391. — P. 330.

131. *Bureau socialiste international (B.S.I.)*, organisme exécutif, de la IIe Internationale, créé sur décision du congrès de Paris en 1900. — P. 330.

132. Voir lettre de F. Engels à A. Bebel, 18-28 mars 1875. — P. 335.

133. Il s'agit du livre de M. Ostrogorski *la Démocratie et les Partis politiques* ; la première édition parut en 1903 ; la seconde, remaniée, en 1912. — P. 336.

134. *Le Projet de décret sur l'application du contrôle de l'Etat* fut présenté par Lénine, le 3 décembre 1918, à la séance de la commission créée par le Conseil de la Défense pour la question du contrôle effectif. Le projet proposé par Lénine servit de base à la décision de la commission. — P. 337.

135. *Le IIIe Congrès des coopératives ouvrières* se tint du 6 au 11 décembre 1918 à Moscou. Lénine prit la parole à la séance du soir, le 9 décembre. Les partisans de la coopération dite « indépendante » (c'est-à-dire les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires de droite qui intervenaient sous cette étiquette) s'efforcèrent d'entraver les travaux, mais malgré leur opposition le IIIe Congrès des coopératives ouvrières rompit avec les tendances bourgeoises, antisoviétiques, à l'« indépendance » des coopératives et se prononça en faveur de la fusion complète des coopératives ouvrières avec les organisations soviétiques et de l'activité commune avec ces dernières. — P. 340.

136. Allusion au parti des « communistes-populistes » et au parti des « communistes-révolutionnaires », qui s'étaient détachés du parti socialiste-révolutionnaire « de gauche ». — P. 349.

137. *Le Ier Congrès des sections agraires, des comités des paysans pauvres et des communes de Russie* se tint du 11 au 20 décembre 1918 à la Maison des Syndicats, à Moscou. 550 délégués y assistaient. Lénine prononça un discours à la séance du soir, le 11 décembre, le jour de l'ouverture du congrès. Les travaux étaient surtout consacrés à l'élaboration d'un projet de thèse sur la réglementation socialiste du régime de la terre et sur les mesures nécessaires au passage à l'agriculture socialiste (thèse adoptée par le Comité exécutif central de Russie en février 1919 et publiée dans les *Izvestia du Comité exécutif central de Russie* n° 34, le 14 février 1919). — P. 350.

138. *Le Projet de règlement sur la gestion des institutions soviétiques* était destiné par Lénine à une discussion au Conseil de la Défense. Dans sa note ajoutée à ce document, envoyé à J. Staline et J. Sverdlov pour avis, Lénine écrit : « Je vous prie de lire le projet que je soumets au Conseil de la Défense, de le montrer aux camarades et de le discuter pour *samedi 14 décembre* ; il est désirable d'envoyer les corrections par écrit pour samedi. » — P. 362.

139. P. Stolypine, président du Conseil des ministres, s'efforçant de faire des koulaks un appui solide pour l'autocratie dans les campagnes, mit en vigueur une nouvelle loi agraire. Aux termes d'un ukase en date du 9 novembre 1906, tout paysan avait le droit d'exiger un lot de terrain détaché de la communauté et transformé en propriété privée avec le droit qui en découlait de le vendre, de l'hypothéquer, etc., ce qui était interdit auparavant. La communauté était tenue de concéder un lot d'un seul tenant au paysan qui la quittait (*khoutor, otroub*). Les koulaks profitèrent de cette loi pour acheter à vil prix la terre des paysans pauvres. La réforme de Stolypine accentua le développement du capitalisme dans l'économie agricole, la différenciation de la paysannerie et aiguisa la lutte de classe dans les campagnes. — P. 368.

140. « *Le Drapeau rouge* » (« Die Rote Fahne ») — quotidien fondé par K. Liebknecht et R. Luxembourg, en tant qu'organe central de l'union « Spartacus » ; plus tard, organe central du Parti communiste allemand. Parut à partir du 9 novembre 1918, à Berlin ; fut à maintes reprises poursuivi et interdit par le gouvernement Scheidemann-Noske. Fut interdit par Hitler en 1933, mais continua à paraître illégalement. En 1935, son édition fut transférée à Prague ; d'octobre 1936 à l'automne 1939, *Die Rote Fahne* parut à Bruxelles. — P. 374.

141. L'« *Appel* » (« Der Weckruf ») — organe central du parti communiste de l'Autriche allemande ; parut à Vienne de novembre 1918 au 11 janvier 1919. — P. 383.

142. Voir K. Marx, *la Lutte des classes en France de 1848 à 1850*, Editions Sociales, Paris 1948, p. 91. — P. 387.

143. *Le IIe Congrès des conseils de l'économie nationale de Russie* se tint à Moscou dans la deuxième Maison des Soviets. Lénine prononça un discours sur la situation internationale et sur les tâches économiques de la République des Soviets, le sixième jour du congrès, le 25 décembre. Dans la résolution adoptée sur le rapport de Lénine, fut décidée la direction unique, c'est-à-dire la responsabilité personnelle des dirigeants dans le travail des entreprises et des organismes à la tête desquels ils se trouvaient. — P. 391.

144. *Koloupaïev et Razouvaïev* — types de forbans capitalistes dans les œuvres du grand satirique russe Saltykov-Chtchédrine. — P. 397.

145. *Le Conseil de la Défense* (Conseil de la Défense ouvrière et paysanne) fut créé par le Comité exécutif central de Russie le 30 novembre 1918, pour diriger tout le travail de la défense au front et à l'arrière : organisation et renforts des effectifs des armées, ravitaillement du front, fourniture de munitions et mobilisation à cette fin de toutes les ressources du pays. Le décret du Comité exécutif central de Russie indique qu'un Conseil de la Défense ouvrière et paysanne était constitué afin d'appliquer le décret du Comité exécutif central de Russie du 2 septembre 1918 dans lequel la République des Soviets était déclarée camp de guerre. Le Conseil de la Défense était chargé d'établir un régime de guerre dans le ravitaillement, les transports comme dans le domaine de l'industrie de guerre. Lénine fut nommé Président du Conseil de la Défense. — P. 398.

146. « *Biednota* » — quotidien destiné aux paysans ; parut à Moscou du 27 mars 1918 au 31 janvier 1931. Le journal avait été fondé aux termes d'un décret du Comité central du Parti communiste (b) de Russie à la place des journaux *Dérévenskaïa Biednota*, *Dérévenskaïa Pravda* et *Soldatskaïa Pravda*. A dater du 1er février 1931, *Biednota* fusionna avec le journal *Sotsialistitcheskoé Zemlédélié* qui paraît encore aujourd'hui. — P. 403.

147. Tenant compte de la situation grave devant Perm, le Comité central du parti et le Conseil de la Défense formèrent le 1er janvier 1919 une commission spéciale chargée de découvrir les causes de la reddition de la ville et de rétablir la situation sur le front de la 3e Armée. La commission comprenait J. Staline et F. Dzerjinski, membres du Comité central du parti.

Le télégramme de Lénine était la réponse au « Bref compte rendu préliminaire sur l'enquête relative aux causes de la reddition de Perm », envoyé à Lénine par Staline et Dzerjinski ; ce document annonçait les mesures prévues par la commission pour redresser la situation sur le front de la 3e Armée. Les mesures prises par le Comité central du parti et le Conseil de la

Défense permirent de consolider la situation sur l'aile gauche du front Est où se retranchait la 3e Armée. Dès la deuxième moitié de janvier 1919, les troupes de la 3e Armée déclenchèrent dans quelques secteurs du front des actions offensives. En février 1919, la 3e Armée, après avoir rétabli entièrement sa capacité de combat, participa à l'offensive générale des troupes du front Est. — P. 408.

148. *La séance commune du Comité exécutif central de Russie, du Soviet de Moscou et du Congrès des syndicats de Russie* du 17 janvier 1919 avait été convoquée pour examiner le pénible état du ravitaillement. La séance se tint au théâtre Bolchoï. Lénine présenta le rapport de la fraction communiste au Comité exécutif central de Russie. Le projet qu'il soumit au nom de la fraction sur les thèses principales de la politique du ravitaillement, fut adopté à l'unanimité. — P. 409.

149. 1861 — année de l'abolition du servage en Russie. — P. 411.

150. Allusion aux décrets du Soviet de Moscou (24 août 1918) et du Soviet de Pétrograd (5 septembre 1918), aux termes desquels il fut permis aux ouvriers et aux employés de Moscou et de Pétrograd, en raison du pénible état du ravitaillement, de transporter jusqu'à un poud et demi de denrées alimentaires, destinées exclusivement à leur consommation personnelle. Par décision du Conseil des Commissaires du Peuple, le délai de validité de ces décrets fut fixé au 1er octobre 1918. — P. 415.

151. *La Conférence de Moscou du Parti communiste (b) de Russie* fut convoquée le 18 janvier 1919 pour examiner la question des relations entre les organismes des Soviets centraux et régionaux. Lénine critiqua vivement le projet de résolution antiparti formulé par un groupe de délégués, ayant à leur tête Ignatov qui devint plus tard, en 1920-1921, le leader du groupe d'opposition voisin de l'« opposition ouvrière ». La conférence repoussa énergiquement les propositions désorganisatrices, antiparti de ce groupe. — P. 425.

152. *Le IIe Congrès des enseignants internationalistes de Russie* se tint du 12 au 19 janvier 1919, à Moscou. Le congrès entendit une série de rapports sur l'organisation de l'école unique du travail et de l'union des travailleurs de l'enseignement. Dans la résolution adoptée par le congrès, la fondation du syndicat des travailleurs de l'enseignement et de la culture socialiste était reconnue indispensable. Lénine prononça au congrès, le 18 janvier 1919, un discours de bienvenue au nom du Conseil des Commissaires du Peuple. — P. 427.

153. Le 15 janvier 1919, Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg furent sauvagement assassinés par les gardes blancs allemands, sur l'ordre du gouvernement, à la tête duquel se trouvaient les so-

cial-traîtres Ebert et Scheidemann. Après cet événement, le Comité central du Parti communiste (b) de Russie décida d'organiser partout des manifestations de masse et des meetings de protestation. Lénine prononça un discours devant les manifestants, du haut du balcon du Soviet de Moscou. — P. 431.

154. *Le IIe Congrès des syndicats de Russie* se tint à Moscou, à la Maison des syndicats, du 16 au 25 janvier 1919. Y assistaient 648 délégués avec voix délibérative, dont 449 communistes et sympathisants ; parmi les autres délégués se trouvaient des socialistes-révolutionnaires « de gauche », des menchéviks internationalistes, des membres du Bund. A la troisième séance plénière, le 20 janvier 1919 au soir, Lénine intervint sur le point central de l'ordre du jour — les tâches des syndicats. — P. 432.

155. Voir F. Engels, *la Sainte Famille*, Abteilung, Bd. III, S. 253-397. — P. 440.

156. « *Die Freiheit* » [la Liberté] — journal quotidien, organe du Parti social-démocrate indépendant centriste d'Allemagne ; parut à Berlin de novembre 1918 à octobre 1922. — P. 456.

157. Lénine fait allusion à la manifestation du 3 et du 4 (16 et 17) juillet 1917 à Pétrograd. Le 3 (16) juillet, des manifestations spontanées commencèrent contre le Gouvernement provisoire dans l'arrondissement de Vyborg. Le 1er régiment de mitrailleurs intervint tout d'abord. D'autres unités militaires et les ouvriers des fabriques et des usines s'y joignirent. La manifestation menaçait de se transformer en une intervention armée contre le Gouvernement provisoire.

Le Parti bolchévik était alors contre l'intervention armée, estimant que la crise révolutionnaire n'avait pas encore mûri, que l'armée et la province n'étaient pas prêtes à soutenir l'insurrection dans la capitale.

Tenant compte de l'état d'esprit des masses, le Comité central, en commun avec le comité de Pétrograd et l'organisation militaire, décida le 3 (16) juillet, tard dans la soirée, de participer à la manifestation afin de lui conférer un caractère organisé et pacifique.

Des détachements d'officiers et d'élèves-officiers furent lancés au su et en accord avec le Comité exécutif central composé de menchéviks et de socialistes-révolutionnaires contre les ouvriers et les soldats qui manifestaient paisiblement. Ils ouvrirent le feu sur les manifestants. Des unités militaires contre-révolutionnaires furent rappelées du front pour écraser le mouvement révolutionnaire. Pratiquement, les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires furent les participants et les complices du carnage contre-révolutionnaire. Après avoir écrasé la manifestation, ils s'abattirent avec la bourgeoisie sur le Parti bolchévik. Les journaux bolchéviks, la *Pravda*, la *Soldatskaïa Pravda* et d'autres, furent interdits par le Gouvernement provisoire. Des arrestations massives, des perquisitions et des po-

groms commencèrent. Les unités révolutionnaires de la garnison de Pétrograd étaient retirées de la capitale et envoyées au front.

Après les journées de juillet, le pouvoir dans le pays passa entièrement aux mains du Gouvernement provisoire contre-révolutionnaire. Les Soviets n'étaient plus que son appendice impuissant. La dualité du pouvoir prit fin. La période pacifique de la révolution était close. La tâche de préparer l'insurrection armée en vue de renverser le Gouvernement provisoire se posait aux bolchéviks. — P. 456.

158. Lénine fait allusion à l'assassinat sauvage de l'ouvrier bolchévik I. Voïnov, le 6 (19) juillet 1917, après la mise à sac par les élèves-officiers de la rédaction de la *Pravda*, à Pétrograd. I. Voïnov participait à l'édition du *Listok « Pravdy »* pendant les journées de juillet, et il fut tué alors qu'il diffusait le *Listok* dans la rue Chpalernaïa (aujourd'hui, rue Voïnov). — P. 456.

159. Le soulèvement des ouvriers et des paysans ukrainiens contre les occupants allemands et leur créature, le hetman Skoropadski, se produisit en novembre-décembre 1918. Le 14 décembre, Skoropadski s'enfuit de Kiev ; le 3 janvier 1919, l'Armée Rouge s'empara de Kharkov et le 5 février de la capitale de l'Ukraine, Kiev. — P. 461.

160. Cette lettre fut envoyée, sur les indications de Lénine, aux Commissariats du Peuple au Ravitaillement, aux Finances et au Conseil supérieur de l'économie nationale. La question des coopératives et des communes de consommation fut examinée au Conseil des Commissaires du Peuple, le 28 janvier 1919. — P. 465.

161. *Le télégramme au Comité révolutionnaire de la province d'Oufa* fut adressé en réponse à ce dernier, qui demandait comment il convenait d'agir à l'égard du représentant du gouvernement nationaliste bourgeois bachkir, Khalikov, qui s'était présenté au Comité révolutionnaire de la province en vue de pourparlers. Khalikov posa la question de l'amnistie des Bachkirs qui avaient agi contre le pouvoir des Soviets et annonça le passage des armées bachkires aux côtés de l'Armée Rouge.

Le télégramme du Comité révolutionnaire de la province d'Oufa est muni de deux annotations : celle de Lénine à la fin du texte : « A Staline », et celle de Staline sur la première page : « En parler avec Ilitch (*favorablement*) ».

La première partie du télégramme au Comité révolutionnaire de la province d'Oufa est écrite par J. Staline ; la deuxième partie, à partir des mots « Naturellement, c'est indispensable », par V. Lénine. — P. 467.

162. Ce projet de radio-télégramme établi par Lénine fut signé par G. Tchitchérine, Commissaire du Peuple aux Affaires étrangères, et envoyé au Ministère allemand des Affaires étrangères en réponse à la demande de la conférence des social-conciliateurs à Berne, communiquée par le Ministère allemand des Affaires

étrangères le 19 février 1919, d'autoriser la venue en Russie d'une commission spéciale désignée par cette conférence. Parmi les membres de cette commission se trouvaient F. Adler, K. Kautsky, R. Hilferding et d'autres social-traîtres. Le voyage en Russie des « fameux réviseurs de Berne » (Lénine) n'eut pas lieu.

Voir la critique que fit Lénine de la conférence de Berne, dans «Thèses et rapport sur la démocratie bourgeoise et la dictature du prolétariat » (présent tome, pp. 489-491). — P. 468.

163. Le présent projet de résolution servit de base à la décision adoptée à l'unanimité par le Comité exécutif central de Russie le 26 février 1919. — P. 469.

164. Il s'agit de la question soulevée par Lénine à la séance du Conseil des Commissaires du Peuple, le 30 janvier 1919, sur l'état des bibliothèques dans la République des Soviets. Le décret du Conseil des Commissaires du Peuple rédigé par Lénine confiait au Commissariat du Peuple à l'Instruction publique le soin de publier chaque mois et d'envoyer au Conseil des Commissaires du Peuple de brèves informations sur l'augmentation du nombre des bibliothèques et des lecteurs et sur le progrès de la diffusion des livres. — P. 473.

165. *Le Ier Congrès de l'Internationale Communiste* se tint à Moscou du 2 au 6 mars 1919. Y assistaient 52 délégués de 30 pays, dont 34 avec voix délibérative et 18 avec voix consultative. Parmi les membres de la délégation du Parti communiste (b) de Russie se trouvaient V. Lénine, J. Staline, V. Vorovski, G. Tchitchérine et d'autres.

Le rapport de Lénine sur la question fondamentale de l'ordre du jour du congrès — la démocratie bourgeoise et la dictature du prolétariat — fut présenté à la séance de jour du 4 mars 1919. Le congrès approuva sans discussion les thèses soumises par Lénine, et les transmit au bureau du Comité exécutif de l'Internationale Communiste avec la mission de les diffuser le plus largement possible ; il ratifia la résolution complémentaire aux thèses proposées par Lénine (voir le présent tome, p. 500). Les thèses avaient été rédigées par Lénine en russe, puis traduites en allemand. Au congrès, tous les discours furent prononcés par Lénine en allemand.

Sur la proposition de Lénine, une résolution relative à la suppression de l'union de Zimmerwald fut adoptée à l'unanimité. Le Ier Congrès ratifia le programme de l'Internationale Communiste, le manifeste aux prolétaires du monde entier et une série d'autres résolutions et décisions. Le Congrès décida de créer deux organismes directeurs : le comité exécutif et un bureau de cinq membres élus par ce comité. — P. 477.

166. *Shop Stewards Committees* (Comités de délégués d'usines) — organisations ouvrières élues qui existaient en Angleterre dans

beaucoup de branches industrielles depuis la première guerre mondiale. Après la victoire de la Grande Révolution socialiste d'Octobre, au cours de l'intervention militaire étrangère contre le pouvoir des Soviets, ces comités luttèrent activement pour soutenir la Russie des Soviets. Nombre de militants des comités de délégués d'usines (W. Gallacher et d'autres) entrèrent au Parti communiste anglais. — P. 480.

167. *L'Internationale de Berne ou l'Internationale jaune* — groupement de partis social-chauvins et centristes formé à la Conférence de Berne en février 1919 en vue de rétablir la IIe Internationale. — P. 481.

168. Voir l'« Introduction » de F. Engels à l'ouvrage de K. Marx *la Guerre civile en France 1871*, Editions Sociales, Paris 1952, p. 18 — P. 482.

169. Voir K. Marx, *la Guerre civile en France 1871*, p. 50, — P. 483.

170. Lénine fait allusion à la résolution adoptée par le VIIe Congrès du Parti communiste (b) de Russie sur le changement de nom et du programme du parti (voir Œuvres, t. 27, pp. 125-126). — P. 493.

171. « *Gazéta Pétchatnikov* » — publication du syndicat des ouvriers de la presse de Moscou, et qui se trouvait à ce moment-là sous l'influence des menchéviks ; elle avait commencé à paraître le 8 décembre 1918 ; interdite en mars 1919. — P. 495.

172. Lénine fait allusion à l'article de R. Luxembourg « Der Anfang » (le Commencement), publié dans le n° 3 du journal *Die Rote Fahne* du 18 novembre 1918. — P. 497.

173. « *L'Humanité* » — quotidien fondé par J. Jaurès en 1904, en tant qu'organe du Parti socialiste français. Pendant la première guerre mondiale, le journal se trouvait entre les mains de l'extrême droite du Parti socialiste français et s'alignait sur des positions social-chauvines. Peu après la scission du parti socialiste au congrès de Tours (décembre 1920) et après la formation du Parti communiste français, le journal est devenu l'organe de ce parti. Il paraît à Paris encore aujourd'hui en tant qu'organe central du Parti communiste.

Lénine expose le contenu d'un entrefilet publié dans le n° 5384 de *l'Humanité* du 13 janvier 1919, sous le titre « Le meeting de la Fédération de la Seine ». — P. 505.

174. « *Avanti !* » — quotidien, organe central du Parti socialiste italien ; fondé en décembre 1896. Pendant la première guerre mondiale, le journal se rangeait sur une position internationaliste inconséquente, n'ayant pas rompu ses relations avec les réformistes. Le journal paraît encore aujourd'hui.

La correspondance de Cavriago « Vita del partito » (« la Vie du parti »), mentionnée par Lénine, parut dans le n° 12 de *Avanti !*, du 12 janvier 1919. — P. 507.

175. Le 8 mars 1919, le Conseil des Commissaires du Peuple examina le projet de décret sur le contrôle de l'Etat et adopta la résolution proposée par Lénine comprenant les thèses fondamentales mentionnées dans la note à J. Staline publiée ici.

Ces thèses figurent dans le projet de décret sur le contrôle de l'Etat, proposé par J. Staline à la discussion du Conseil des Commissaires du Peuple, le 3 avril 1919. Le décret fut ratifié par le Comité exécutif central de Russie le 9 avril, signé par V. Lénine, M. Kalinine et J. Staline et publié le 12 avril 1919. — P. 511.

LA VIE ET L'ŒUVRE DE V. LENINE

CHRONOLOGIE

(Juillet 1918-mars 1919)

1918

29 juillet — A la séance commune du Comité exécutif central de Russie, du Soviet de Moscou, des comités de fabriques et d'usines et des syndicats de Moscou, Lénine prononce un discours sur la situation internationale et intérieure de la République des Soviets.
Lénine préside la séance du Conseil des Commissaires du Peuple où sont discutées les questions suivantes : l'institution du service militaire obligatoire ; fourniture de moyens de transport automobiles au département de la guerre ; octroi de fonds pour la lutte contre le soulèvement tchécoslovaque et l'intervention anglo-française, etc.

30 juillet — Au congrès des présidents des Soviets de province, Lénine prononce un discours sur les tâches urgentes de l'appareil administratif du pouvoir des Soviets.
Lénine préside la séance du Conseil des Commissaires du Peuple, à laquelle sont débattues les questions suivantes : monuments aux grands hommes du socialisme, de la science, de la littérature et de l'art ; création de la flottille de la Volga ; il apporte des amendements au projet de décret.

31 juillet — Lénine préside la séance du Conseil des Commissaires du Peuple, présente pour ratification le projet d'adresse du Conseil des Commissaires du Peuple aux ouvriers des pays de l'« Entente », à la suite des actes hostiles de leurs gouvernements à l'égard du pouvoir des Soviets ; à cette séance sont également discutées les questions suivantes : combustible ; livraison de blé par les coopératives ; section technique et scientifique du Conseil supérieur de l'économie nationale, etc.

2 août — Lénine prononce un discours d'adieu à la réunion des propagandistes qui vont rejoindre les troupes qui combattent les Tchécoslovaques.
Lénine prononce des discours dans le quartier Boutyrski, devant le régiment révolutionnaire de

Varsovie, dans le quartier de Zamoskvorétchié et au meeting de soldats de l'Armée Rouge, à Khodynka, sur le thème : « La République des Soviets est en danger ».

6 août — Lénine écrit la « Lettre aux ouvriers d'Eletz » sur la politique du parti à la campagne.

7 août — Lénine préside la séance du Conseil des Commissaires du Peuple à laquelle est discutée la question du ravitaillement des soldats de l'Armée Rouge et de leurs familles.

8 août — Les *Izvestia du Comité exécutif central de Russie* publient l'appel du Conseil des Commissaires du Peuple, signé de Lénine, à tous les travailleurs « Luttons pour le blé ».

9 août — Lénine prononce un discours au meeting du quartier Sokolniki sur le thème « La cinquième année du massacre mondial ».
Lénine demande par télégramme au président du Soviet d'Astrakhan de l'informer sur la situation à Bakou.

9-12 août — Dans une série de télégrammes au comité exécutif de la province de Penza, Lénine donne des directives sur l'écrasement impitoyable du soulèvement des koulaks, sur la réquisition de leurs excédents de blé et sur la mobilisation de masse des paysans pauvres pour lutter contre les koulaks.

10 août — Lénine étudie la question de la nationalisation des usines de construction mécanique et la soumet à l'examen du Conseil des Commissaires du Peuple.
Lénine donne au Conseil militaire supérieur l'ordre de renforcer le front oriental.

11 août — Publication des adresses du Conseil des Commissaires du Peuple, signées V. Oulianov (Lénine) « Aux citoyens russes résidant en France et en Angleterre », les appelant à lutter contre leur incorporation dans les rangs des armées françaises et anglaises.

Première moitié d'août — Lénine rédige l'adresse aux ouvriers : « Camarades ouvriers! Marchons au dernier combat, au combat décisif ! ».

16 août — A la séance du Comité de Moscou du parti Lénine prononce des discours sur l'organisation de groupes de sympathisants.
Lénine rédige le projet de télégramme à tous les Soviets de députés sur l'alliance des ouvriers et des paysans.

17 août Dans un télégramme au comité exécutif de la région du Don de la province de Voronèje, Lénine prescrit d'agir de la façon la plus résolue contre les koulaks et les socialistes-révolutionnaires « de gauche », de lancer des appels à la paysannerie pauvre et de l'organiser.

19 août Lénine préside la séance du Conseil des Commissaires du Peuple, à laquelle sont discutées les questions suivantes : politique du ravitaillement ; union de toutes les forces armées de la République ; nationalisation des entreprises industrielles, etc.
Dans un télégramme au comité exécutif de Zdorovetz de la province d'Orel, Lénine ordonne l'écrasement sans merci du soulèvement koulak et socialiste-révolutionnaire « de gauche », la réquisition du blé des koulaks et la distribution gratuite d'une partie de ce blé parmi les paysans pauvres.

20 août Lénine écrit la « Lettre aux ouvriers américains ».

21 août Lénine demande par télégramme au comité exécutif de la province d'Astrakhan d'organiser immédiatement la défense d'Astrakhan, en cas d'offensive des Anglais.

23 août Lénine prononce des discours aux meetings de la Maison du Peuple Alexéevski et du Musée polytechnique sur le thème : « Ce pour quoi luttent les communistes. »

26 août Lénine préside la séance du Conseil des Commissaires du Peuple, à laquelle sont débattues les questions suivantes : fondation de l'Académie des Mines de Moscou ; mobilisation dans l'Armée Rouge des ouvriers qui avaient servi dans l'artillerie et dans le génie ; restauration des édifices détruits par les gardes blancs dans la ville de Iaroslavl, etc.

28 août Au Ier Congrès de Russie sur l'instruction publique Lénine prononce un discours sur la situation actuelle.
Lénine demande à l'état-major des forces navales si la requête de J. Staline, touchant l'envoi de deux sous-marins dans la mer Caspienne, a été exécutée.

29 août Lénine préside la séance du Conseil des Commissaires du Peuple à laquelle sont discutées les questions suivantes : dénonciation des traités conclus par le gouvernement de l'ancien empire russe avec les gouvernements des empires allemand et austro-hongrois ; comptes rendus des Commissariats du Peuple ; il rédige un projet de décret.

30 août — Lénine intervient aux meetings du quartier Basmanny, dans les locaux de la Bourse au blé et dans le quartier Zamoskvorétchié à l'ancienne usine Michelson sur le thème « Deux pouvoirs (la dictature du prolétariat et la dictature de la bourgeoisie) ». A la sortie de l'usine, Lénine est grièvement blessé par la terroriste F. Kaplan.

30 août-15 septembre — Maladie de Lénine après sa blessure.

6 septembre — Lénine envoie à Pétrograd, à titre de directive personnelle, la lettre que J. Staline lui a adressée du front de Tsaritsyne exigeant des torpilleurs et des sous-marins.

11 septembre — Dans un télégramme au commandement et aux troupes du front oriental, Lénine salue la victoire éclatante de l'Armée Rouge — la prise de Kazan.

Après le 12 septembre — Dans un télégramme adressé à V. Kouibychev, Lénine félicite les soldats de l'Armée Rouge de leur victoire à l'occasion de la libération de Simbirsk.

15 septembre — Conférence de V. Lénine, de J. Staline et de J. Sverdlov sur les questions relatives au front de Tsaritsyne.

16 septembre — Pour la première fois depuis sa maladie, Lénine participe à la séance du Comité central du Parti communiste (b) de Russie.

17 septembre — Pour la première fois depuis sa maladie, Lénine préside la séance du Conseil des Commissaires du Peuple. Lénine rédige une lettre de salutations au présidium de la conférence des organisations prolétariennes de culture et d'enseignement.

18 septembre — Dans un télégramme adressé aux élèves de l'école militaire à Pétrograd, Lénine salue les ouvriers qui y terminent leurs études et qui entrent dans les rangs de l'Armée Rouge.
Lénine ajoute un post-scriptum au bulletin officiel de son état de santé : « Etant donné ce bulletin et mon bon état de santé, je prie instamment, à titre personnel, de ne pas déranger les médecins par des coups de téléphone et des questions. »

19 septembre — V. Lénine salue, dans un télégramme, les troupes du front de Tsaritsyne pour leur lutte héroïque ayant pour but la consolidation du pouvoir des ouvriers et des paysans. Lénine préside la séance du Conseil des Commissaires du Peuple à laquelle sont discutées les questions suivantes : interdiction du transfert à l'étranger des objets d'art et de va-

leur historique ; règlement touchant la nationalisation des banques, etc.

20 septembre — L'article de Lénine « Du caractère de nos journaux » est publié dans la *Pravda* n° 202.
Lénine écrit une lettre à V. Vorovski sur la nécessité de lutter contre l'avilissement théorique et la déformation du marxisme par Kautsky ; il prend des mesures en vue de la publication immédiate de la brochure « l'Etat et la Révolution » en allemand.

21 septembre — Lénine préside la séance du Conseil des Commissaires du Peuple à laquelle sont débattues les questions suivantes : imposition aux agriculteurs d'une taxe en nature (il rédige les thèses fondamentales du décret), dénonciation des traités du gouvernement de l'ancien Empire de Russie, etc.

24 ou 25 septembre — Lénine part se reposer à Gorki.

27 septembre au plus tard — Dans une lettre aux soldats de l'Armée Rouge qui ont participé à la prise de Kazan, Lénine les salue et les félicite de leur victoire.

2 ou 3 octobre — Lénine adresse une lettre à la séance commune du Comité exécutif central de Russie, du Soviet de Moscou et des représentants des comités de fabriques et d'usines et des syndicats, à l'occasion de la crise politique en Allemagne.

9 octobre — Lénine rédige la brochure « La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky ».

15 octobre — V. Lénine et J. Sverdlov donnent des directives au Conseil militaire révolutionnaire de la République sur l'adoption de mesures urgentes pour aider le front de Tsaritsyne.

22 octobre — A la séance commune du Comité exécutif central de Russie, du Soviet de Moscou, des comités de fabriques et d'usines et des syndicats, Lénine présente un rapport sur la situation internationale ; à cette séance une résolution rédigée par Lénine est adoptée.
Lénine rédige la préface à la deuxième édition de la brochure *les Partis politiques en Russie et les tâches du prolétariat*, dont la première édition avait paru en juillet 1917.

23 octobre — V. Lénine, en commun avec J. Sverdlov et J. Staline, envoie son salut à Karl Liebknecht, à l'occasion de sa libération de prison.

29 octobre — Lénine, en collaboration avec J. Sverdlov, donne au commandant du front Sud l'ordre de porter une assistance immédiate en armements au front de Tsaritsyne.

2 novembre — Lénine rédige l'esquisse des thèses du décret du VIe Congrès extraordinaire des Soviets de Russie sur la stricte observation des lois.

3 novembre — Lénine prononce un discours à la manifestation en l'honneur de la révolution austro-hongroise.

6-9 novembre — VIe Congrès extraordinaire de Russie des Soviets de députés ouvriers, paysans, cosaques et soldats de l'Armée Rouge. Lénine dirige les travaux.

6 novembre — A la première séance du congrès, Lénine prend la parole sur l'anniversaire de la Grande Révolution socialiste d'Octobre.
A la séance solennelle du Conseil central des syndicats de Russie et du Conseil des syndicats de Moscou, et à la soirée de la Culture prolétarienne de Moscou, Lénine prononce des discours sur l'anniversaire de la Révolution socialiste d'Octobre.

7 novembre — Dans la journée, Lénine prend la parole à l'inauguration du monument de Marx et d'Engels sur la Place de la Révolution et à l'inauguration des plaques commémoratives aux combattants de la Révolution d'Octobre, sur la Place Rouge.
Le soir, Lénine prononce un discours au meeting-concert des membres de la Commision extraordinaire de Russie.
Lénine envoie un télégramme de salutations aux troupes de la 2e Armée Rouge, à l'occasion de la prise d'Ijevsk.

8 novembre — A la deuxième séance du VIe Congrès extraordinaire des Soviets de Russie, Lénine prend la parole sur la situation internationale.
A la conférence des délégués des comités de paysans pauvres de la région de Moscou, Lénine prononce un discours sur l'organisation de la paysannerie pauvre.

10 novembre — Lénine termine la rédaction de la brochure *la Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky.*
Lénine rédige le « Télégramme à tous les Soviets de députés, à tous, à tous », à l'occasion du début de la révolution en Allemagne.

Dans le quartier Khamovniki, à l'inauguration du club de la Révolution d'Octobre, Lénine prononce un discours sur la situation actuelle.

11 novembre — A la soirée des communistes de Moscou au théâtre Bolchoï, Lénine prononce un discours sur la situation internationale.

13 novembre — Lénine donne par télégramme des directives à N. Chtchors, concernant les mesures urgentes pour libérer l'Ukraine des occupants étrangers et des gardes blancs.
Dans un télégramme adressé au comité régional d'Orel du parti, Lénine répond au salut des soldats révolutionnaires allemands qui se trouvaient en Ukraine et les appelle à aider à libérer l'Ukraine des occupants allemands.

14 novembre — A la séance du Conseil des Commissaires du Peuple, Lénine fait une communication sur la situation internationale.
La *Pravda* n°246 publie le décret du Comité exécutif central de Russie et du Conseil des Commissaires du Peuple, signé de V. Lénine et J. Sverdlov, sur l'annulation du traité de Brest-Litovsk.

19 novembre — Lénine prononce un discours au Ier Congrès des ouvriers de Russie.

20 novembre — Lénine écrit l'article « Les précieux aveux de Pitirim Sorokine ».
Lénine intervient à la réunion organisée en son honneur comme guide du Parti bolchévik et chef du gouvernement des Soviets.

23 novembre — Lénine reçoit les représentants des peuples de l'Inde qui lui ont remis un message des peuples de l'Inde avec leur salut au pouvoir des Soviets.

24 novembre — Au meeting à l'occasion de la « Journée de l'officier rouge », Lénine présente le salut du Conseil des Commissaires du Peuple.

26 novembre — A la réunion des délégués de la coopérative ouvrière centrale de Moscou, Lénine prend la parole sur le rôle des coopératives dans le système d'économie socialiste.

27 novembre — A la réunion des militants du parti de Moscou, Lénine présente un rapport sur les relations entre le prolétariat et les démocrates petits-bourgeois.

29 novembre — Lénine signe les directives adressées au commandant en chef, à la suite de la progression de nos troupes vers l'Ouest et vers l'Ukraine. Il met au point le projet de télégramme.

30 novembre — Le Comité exécutif central de Russie crée le Conseil de la Défense ouvrière et paysanne sous la présidence de V. Lénine.

1er décembre — Lénine dirige la première séance du Conseil de la Défense ; indique les tâches les plus urgentes du Conseil de la Défense et présente une série de propositions relatives au ravitaillement, aux transports, au combustible, etc.

4 décembre — Lénine préside la séance du Conseil de la Défense à laquelle sont discutées les questions suivantes : réglementation des transports ferroviaires ; projet de décret contre l'esprit de clocher et les lenteurs bureaucratiques, etc. Il rédige le projet de décret sur l'accélération et l'augmentation des stockages de vivres.

5 décembre — Lénine préside la séance de la commission du Conseil de la Défense sur les munitions ; il signe, au nom du Conseil de la Défense, le décret concernant les usines de Toula, de Podolsk et de Simbirsk.

7 décembre — Lénine préside la séance du Conseil des Commissaires du Peuple à laquelle sont débattues les questions suivantes : reconnaissance de l'indépendance de la République des Soviets d'Estonie ; programme ferroviaire, etc. Lénine soumet une proposition sur la nomination d'un correspondant particulier du Conseil des Commissaires du Peuple pour rendre compte de l'activité du Conseil dans les journaux.

8 décembre — Au congrès des Soviets de la région de Moscou, des comités de paysans pauvres et des comités régionaux du Parti communiste (b) de Russie, Lénine prononce un discours sur la situation internationale et sur la situation intérieure.
Lénine préside la séance du Conseil de la Défense ; pose la question de l'inventaire du matériel de guerre ; ratifie et signe le projet de décret contre l'esprit de clocher et les lenteurs bureaucratiques.

9 décembre — Au IIIe Congrès des coopératives ouvrières, Lénine prend la parole sur les tâches économiques et politiques des coopératives.

11 décembre — Dans la Maison des syndicats, au Ier Congrès des sections agraires de Russie, des comités de paysans pauvres et des communes, Lénine prononce un discours sur la situation dans les campagnes.
Lénine préside la séance du Conseil de la Défense ; ratifie et signe le projet d'un décret sur la réglementation des transports ferroviaires ; propose des mesures urgentes à prendre en vue de l'amélioration du ravitaillement.

12 décembre — Lénine rédige pour le Conseil de la Défense un « Projet de règlement sur la gestion des institutions soviétiques » et l'envoie pour avis à J. Staline et à J. Sverdlov.

13 décembre — V. Lénine donne avec J. Sverdlov des directives au Conseil militaire révolutionnaire de la République sur l'envoi de renforts aux troupes qui défendent Perm.

14 décembre — A la conférence ouvrière du quartier de la Presnia, à la Maison du Peuple Alexéevski, Lénine prononce un discours sur la situation internationale et sur la situation intérieure.

15 décembre — Lénine préside la séance du Comité de la Défense à laquelle sont discutées les questions suivantes : quantité de blé sur les chemins de fer et dans les silos ; propagande politique dans l'armée et envoi de commissaires dans les divisions en formation ; le pont de la Volga.

16 ou 17 décembre — V. Lénine adresse un télégramme au comité militaire de la province de Samara sur la cessation de l'envoi d'unités ukrainiennes en Ukraine, étant donné l'afflux de volontaires ukrainiens et l'abondance d'hommes mobilisés en Ukraine même.

18 décembre — Lénine préside la séance du Conseil de la Défense à laquelle sont examinées les questions suivantes : détermination des effectifs de l'armée ; fourniture de chevaux à l'armée ; fourniture de bâtiments à l'armée ; construction d'une usine de guerre à Tsaritsyne, etc.

22 décembre — Lénine préside la séance du Conseil de la Défense à laquelle sont discutées les questions suivantes : fourniture d'uniformes aux cheminots ; comptes rendus des commissaires envoyés dans les divisions en formation, ainsi que l'enquête de J. Staline sur Orenbourg, sur Perm, sur la progression de nos troupes vers l'Ouest, etc.

23 décembre

Lénine rédige l'article « De la « démocratie » et la dictature ».
Lénine demande dans un téléphonogramme au commandant en chef, les raisons de la non-exécution des directives concernant la prise d'Orenbourg et les renforts envoyés à Perm.

24 décembre

L'article de Lénine « Exploit des ouvriers de la Presnia » est publié dans le journal *Biednota* n° 222.
Lénine reçoit le représentant du comité du Parti communiste (b) de Russie de Mélékess, province de Samara, qui présente un rapport sur l'absence de moyens de transport dans la région pour l'envoi du blé ; Lénine pose au Conseil de la Défense la question de mesures d'urgence pour envoyer le blé de la province de Samara.
Au IIe Congrès des conseils de l'économie nationale de Russie, à la deuxième Maison des Soviets (hôtel « Métropole »), Lénine prononce un discours sur la situation internationale et sur les tâches économiques de la République des Soviets.

29 décembre

Lénine préside la séance du Conseil de la Défense à laquelle sont discutées les questions suivantes : progression des renforts vers le front oriental ; état du ravitaillement dans la zone des armées ; les usines de Simbirsk et d'Ijevsk, etc.

30 décembre

Lénine préside la séance du Conseil des Commissaires du Peuple à laquelle sont débattues les questions suivantes : politique financière générale et politique économique ; emprunts au gouvernement de la commune de travail d'Estonie et au gouvernement ouvrier et paysan de Lettonie.

1918

Lénine rédige les instructions au Commissariat du Peuple à l'instruction publique sur la composition et la publication d'ouvrages de vulgarisation ; il en indique les sujets.

Décembre 1918-janvier 1919

Lénine rédige le projet de thèses du Comité central du Parti communiste (b) de Russie sur « Les tâches des syndicats ».

Fin de 1918 ou début de 1919

Lénine écrit l'article « Petit tableau pour servir à l'éclaircissement de grandes questions ». L'article n'a pas été terminé.
Lénine dirige la commission chargée d'élaborer les thèses sur la réglementation socialiste du régime de la terre et sur les mesures à prendre pour le passage à l'agriculture socialiste ; il intervient

en tant que rapporteur à la commission, écrit des remarques sur le projet de thèses relatives au travail collectif de la terre.

1919

2 janvier — Lénine préside la séance du Conseil des Commissaires du Peuple ; soumet à l'examen la question des bibliothèques; à cette séance sont également discutées les questions suivantes : ravitaillement des familles des soldats de l'Armée Rouge ; usines de constructions mécaniques, etc.
Lénine préside la séance du Conseil de la Défense à laquelle sont débattues les questions suivantes : plans du transport des troupes et des approvisionnements ; autorisation donnée aux ouvriers d'acheter des denrées alimentaires non réglementées ; le Conseil de la Défense créé à Astrakhan.
Le Conseil de la Défense crée une commission militaire avec la participation de V. Lénine pour entendre le rapport de commandant en chef sur la situation sur les fronts.

2 ou 3 janvier — Lénine signe le télégramme adressé au Comité militaire révolutionnaire de la République, à l'occasion de la préparation de l'offensive générale contre Krasnov.

8 janvier — Lénine approuve la lettre de J. Staline et de F. Dzerjinski sur les mesures de renforcement de la 3e armée devant Perm et la transmet en tant que directive à exécuter par les autorités militaires.

12-21 janvier — Lénine écrit la « Lettre aux ouvriers d'Europe et d'Amérique ».

14 janvier — Dans un télégramme adressé à J. Staline et à F. Dzerjinski, à Glazov, V. Lénine les prie de diriger personnellement sur place l'exécution des mesures indiquées par eux pour rétablir la situation dans le secteur de la 3e armée et pour assurer le passage de l'armée à l'offensive.

17 janvier — Au théâtre Bolchoï, à la séance commune du Comité exécutif central de Russie, du Soviet de Moscou et du congrès des syndicats de Russie, Lénine prononce un discours sur la politique du ravitaillement du pouvoir des Soviets et présente un projet de résolution.

18 janvier — A la conférence de Moscou du Parti communiste (b) de Russie, Lénine prend la parole sur les relations

entre les organismes soviétiques du centre et des régions.
Au IIe Congrès des enseignants internationalistes de Russie, Lénine prononce un discours sur les tâches du corps enseignant soviétique.

19 janvier — Du haut du balcon du Soviet de Moscou, Lénine prononce un discours au meeting de protestation après l'assassinat de Rosa Luxembourg et de Karl Liebknecht.

20 janvier — A la Maison des Syndicats, au IIe Congrès des syndicats de Russie, Lénine présente un rapport sur les tâches des syndicats.

21 janvier — V. Lénine reçoit de J. Staline et F. Dzerjinski un rapport sur les causes de la chute de Perm ; il annule l'ordre du commandant en chef sur la réaffectation de trois régiments promis en renfort à la 3e armée.

23 janvier — V. Lénine reçoit un télégramme de J. Staline et de F. Dzerjinski sur la situation au front ; il l'envoie au Comité militaire révolutionnaire en vue des mesures à prendre.

24 janvier — A la IIe conférence des directeurs des sous-sections extra-scolaires des sections provinciales de l'éducation nationale, Lénine prononce un discours sur les tâches des travailleurs de l'enseignement extra-scolaire.
Lénine donne au Conseil militaire révolutionnaire la directive de tendre toutes les forces pour s'emparer dans le délai d'un mois de Rostov, de Tchéliabinsk et d'Omsk.

26 janvier — Lénine rédige l'adresse « Tous au travail pour le ravitaillement et les transports ! ».

27 janvier — Lénine préside la séance du Conseil de la Défense à laquelle sont discutées les questions suivantes : expression de reconnaissance aux ouvriers de l'usine d'Ijevsk pour l'augmentation de la prodution de fusils ; le combustible pour les chemins de fer, etc.

2 février — Lénine écrit une lettre aux Commissariats du Peuple au Ravitaillement, aux Finances et au Conseil supérieur de l'économie nationale sur les mesures visant au passage du ravitaillement et la répartition par les coopératires bourgeoises au ravitaillement et à la répartition par le prolétariat communiste.

5 ou 6 février — V. Lénine donne par télégramme l'ordre du comité révolutionnaire de la province d'Oufa de passer en commun avec les régiments bachkirs à l'offensive contre Koltchak.

10 février — Lénine préside la séance du Conseil de la Défense à laquelle sont discutées les questions suivantes : transports par eau ; réparation des locomotives ; installation d'infirmeries à Voronèje; construction d'un embranchement de chemins de fer Tsaritsyne-Vladimirovka, etc.

17 février — Lénine préside la séance du Conseil de la Défense, à laquelle sont débattues les questions suivantes : organisation de convois réguliers pour le transport du blé et du charbon, restauration des chemins de fer détruits au cours de la retraite des troupes ennemies, etc.

19 février — Lénine rédige un projet de réponse du Commissariat du Peuple aux Affaires étrangères au radio-télégramme du Ministère allemand des Affaires étrangères du 19 février 1919 demandant l'autorisation d'entrée en Russie d'une commission de la conférence de Berne des social-conciliateurs.

22 février — Lénine rédige un projet de résolution du Comité exécutif central de Russie sur l'interdiction du journal menchévik *Vsegda Vpériod*, qui sapait la défense du pays.

Février — Lénine écrit une lettre au Commissariat du Peuple à l'Instruction publique qui contient des indications sur l'organisation convenable du contrôle des bibliothèques.

Fin février-début mars — Lénine rédige l'article « A propos de l'appel des Indépendants allemands ». L'article n'a pas été terminé.
Lénine écrit les « Thèses sur la démocratie bourgeoise et la dictature du prolétariat » pour le Ier Congrès de l'Internationale communiste.

1er mars — Lénine dirige la conférence préparatoire du groupe des délégués au 1er Congrès de l'Internationale communiste, conférence convoquée en vue de l'ouverture du congrès pour discuter des questions d'organisation.

2-6 mars — Ier Congrès de l'Internationale communiste. Lénine prend une part dirigeante aux travaux ; il est élu membre du présidium.

2 mars Lénine prononce le discours inaugural du congrès.

4 mars A la troisième séance du Congrès de l'Internationale communiste, Lénine présente un rapport sur la démocratie bourgeoise et la dictature du prolétariat et fait connaître les thèses qu'il a rédigées.

5 mars Lénine écrit l'article « Conquis et consacré », à propos de la fondation de l'Internationale communiste.

6 mars A la cinquième séance du congrès de l'Internationale communiste, Lénine prononce le discours de clôture. Au théâtre Bolchoï, à la séance solennelle commune du Comité exécutif central de Russie, du Soviet de Moscou, du Comité de Moscou du Parti communiste (b) de Russie, du Conseil central des Syndicats de Russie et autres organisations, Lénine prononce un discours sur la fondation de l'Internationale communiste.

7 mars Lénine préside la séance du Conseil des Commissaires du Peuple à laquelle est discutée la question des coopératives; la résolution a pour base les thèses de Lénine.

8 mars Lénine prononce un discours à la première promotion des cours de six semaines de la section de la protection de la maternité et de l'enfance près le Commissariat du Peuple à la Sécurité sociale. V. Lénine échange avec J. Staline des notes sur la question des additions nécessaires au projet de décret sur le contrôle d'Etat.

TABLE DES MATIERES

Préface 7

1918

DISCOURS PRONONCÉ A LA SÉANCE COMMUNE DU COMITÉ EXÉCUTIF CENTRAL DE RUSSIE, DU SOVIET DE MOSCOU, DES COMITÉS D'USINES ET DE FABRIQUES ET DES SYNDICATS DE MOSCOU LE 29 JUILLET 1918 11

DISCOURS PRONONCÉ AU CONGRES DES PRÉSIDENTS DES SOVIETS DE PROVINCE LE 30 JUILLET 1918. Compte rendu de presse 29

DISCOURS PRONONCÉ AU MEETING DU RÉGIMENT RÉVOLUTIONNAIRE DE VARSOVIE LE 2 AOUT 1918. Compte rendu de presse 33

DISCOURS PRONONCÉ AU MEETING DU QUARTIER BOUTYRSKI LE 2 AOUT 1918. Compte rendu de presse 36

DISCOURS PRONONCÉ AU MEETING DES SOLDATS DE L'ARMÉE ROUGE A KHODYNKA LE 2 AOUT 1918. Bref compte rendu de presse 39

THESES SUR LA QUESTION DU RAVITAILLEMENT adressées aux Commissariats de Ravitaillement, de l'Agriculture, au Conseil supérieur de l'économie nationale, aux Commissariats des finances, du commerce et de l'industrie . . . 40

L'ADMISSION DANS LES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DE LA R.S.F.S.R. Projet d'arrêté du Conseil des Commissaires du Peuple 43

LETTRE AUX OUVRIERS D'ELETZ 44

DISCOURS PRONONCÉ AU MEETING DU QUARTIER SOKOLNIKI LE 9 AOUT 1918. Bref compte rendu de presse 47

CAMARADES OUVRIERS ! MARCHONS AU DERNIER COMBAT, AU COMBAT DÉCISIF ! 49

PROJET DE TÉLÉGRAMME A TOUS LES SOVIETS DE DÉPUTÉS SUR L'ALLIANCE DES OUVRIERS ET DES PAYSANS 54

DISCOURS PRONONCÉS A LA SÉANCE DU COMITÉ DU PARTI DE MOSCOU SUR L'ORGANISATION DES GROUPES DE SYMPATHISANTS LE 16 AOUT 1918. Procès-verbal . . . 55

LETTRE AUX OUVRIERS AMÉRICAINS 57

DISCOURS PRONONCÉ AU MEETING DE LA MAISON DU PEUPLE D'ALEXEEV LE 23 AOUT 1918. Bref compte rendu de presse 72

DISCOURS PRONONCÉ AU MEETING DU MUSÉE POLYTECHIQUE LE 23 AOUT 1918 . . 75

DISCOURS PRONONCÉ AU PRIEMIER CONGRÈS DE RUSSIE SUR L'INSTRUCTION PUBLIQUE LE 28 AOUT 1918. 81

DISCOURS PRONONCÉ AU MEETING DU QUARTIER BASMANNY LE 30 AOUT 1918. Bref compte rendu de presse 86

DISCOURS PRONONCÉ AU MEETING A L'ANCIENNE USINE MICHELSON LE 30 AOUT 1918. Bref compte rendu de presse 88

MESSAGE A L'ARMÉE ROUGE A L'OCCASION DE LA PRISE DE KAZAN 91

TÉLÉGRAMME A KOUIBYCHEV 92

LETTRE AU PRÉSIDENT DE LA CONFÉRENCE DES ORGANISATIONS PROLÉTARIENNES D'ENSEIGNEMENT ET DE CULTURE 93

TÉLÉGRAMME AUX ÉLÈVES DE L'ÉCOLE MILITAIRE DE PÉTROGRAD 94

DU CARACTÉRE DE NOS JOURNAUX 95

LETTRE AUX SOLDATS DE L'ARMÉE ROUGE QUI ONT PARTICIPÉ A LA PRISE DE KAZAN 98

LETTRE ADRESSÉE A LA SÉANCE COMMUNE DU COMITÉ EXÉCUTIF CENTRAL DE RUSSIE, DU SOVIET DE MOSCOU, DES DÉLÉGUÉS DES COMITÉS DE FABRIQUES ET D'USINES, ET DES SYNDICATS LE 3 OCTOBRE 1918 99

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE ET LE RENÉGAT KAUTSKY 103

RAPPORT PRÉSENTÉ A LA SÉANCE COMMUNE DU COMITÉ EXÉCUTIF CENTRAL DE RUSSIE, DU SOVIET DE MOSCOU, DES COMITÉS DE FABRIQUES ET D'USINES, ET DES SYNDICATS LE 22 OCTOBRE 1918 113

RÉSOLUTION ADOPTÉE A LA SÉANCE COMMUNE DU COMITÉ EXÉCUTIF CENTRAL DE RUSSIE, DU SOVIET DE MOSCOU, DES COMITÉS DE FABRIQUES ET D'USINES, ET DES SYNDICATS LE 22 OCTOBRE 1918 128

DISCOURS PRONONCÉ A LA MANIFESTATION EN L'HONNEUR DE LA RÉVOLUTION AUSTRO-HONGROISE LE 3 NOVEMBRE 1918. Bref compte rendu de presse 131

DISCOURS PRONONCÉ A LA SÉANCE SOLENNELLE DU CONSEIL CENTRAL DES SYNDICATS DE RUSSIE ET DU CONSEIL DES SYNDICATS DE MOSCOU LE 6 NOVEMBRE 1918. Compte rendu de presse 132

LE VI^e CONGRÈS EXTRAORDINAIRE DE RUSSIE DES SOVIETS DE DÉPUTÉS OUVRIERS, PAYSANS, COSAQUES ET DES SOLDATS DE L'ARMÉE ROUGE LE 6-9 NOVEMBRE 1918 . . 135

1. DISCOURS SUR L'ANNIVERSAIRE DE LA RÉVOLUTION LE 6 NOVEMBRE 1918 137
2. DISCOURS SUR LA SITUATION INTERNATIONALE LE 8 NOVEMBRE 153

DISCOURS PRONONCÉ A L'INAUGURATION DU MONUMENT A MARX ET A ENGELS LE 7 NOVEMBRE 1918 168

DISCOURS PRONONCÉ A L'INAUGURATION DE LA PLAQUE COMMÉMORATIVE AUX COMBATTANTS DE LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE LE 7 NOVEMBRE 1918 170

DISCOURS PRONONCÉ AU MEETING DES MEMBRES DE LA COMMISSION EXTRAORDINAIRE DE RUSSIE LE 7 NOVEMBRE 1918 172

DISCOURS AUX DÉLÉGUÉS DES COMITÉS DE PAYSANS PAUVRES DE LA RÉGION DE MOSCOU LE 8 NOVEMBRE 1918 174

TÉLÉGRAMME A TOUS LES SOVIETS DE DÉPUTÉS, A TOUS, A TOUS 183

DISCOURS PRONONCÉ AU PREMIER CONGRÈS DES OUVRIERES DE RUSSIE LE 19 NOVEMBRE 1918 184

DISCOURS PRONONCÉ A LA RÉUNION DU 20 NOVEMBRE 1918 EN L'HONNEUR DE V. LÉNINE. Bref compte rendu de presse 187

LES PRÉCIEUX AVEUX DE PITIRIM SOROKINE 189

DISCOURS PRONONCÉ A L'OCCASION DE LA « JOURNÉE DE L'OFFICIER ROUGE » LE 24 NOVEMBRE 1918 199

DISCOURS A LA RÉUNION DES MANDATAIRES DE LA COOPÉRATIVE OUVRIÈRE CENTRALE DE MOSCOU LE 26 NOVEMBRE 1918 200

RÉUNION DES MILITANTS DU PARTI DE MOSCOU LE 27 NOVEMBRE 1918 206

1. RAPPORT SUR LA POSITION DU PROLÉTARIAT A L'ÉGARD DE LA DÉMOCRATIE PETITE-BOURGEOISE 206
2. DISCOURS DE CLOTURE A LA SUITE DU RAPPORT SUR L'ATTITUDE DU PROLÉTARIAT ENVERS LA DÉMOCRATIE PETITE-BOURGEOISE 224

TÉLÉGRAMME AU COMMANDANT EN CHEF, A SERPOUKHOV 233

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE ET LE RENÉGAT KAUTSKY 235

Préface 237
Comment Kautsky transforme Marx en un vulgaire libéral . 240

Démocratie bourgeoise et démocratie prolétarienne . . 250
Peut-il y avoir égalité entre exploité et exploiteur ? . . . 259
Défense aux Soviets de se transformer en organisation d'État 266
L'Assemblée Constituante et la République soviétique . . 273
La Constitution soviétique 281
Qu'est-ce que l'internationalisme ? 291
Servilité à l'égard de la bourgeoisie sous couleur d'« analyse économique » 304
Annexe I. Thèses sur l'Assemblée Constituante 330
Annexe II. Un nouveau livre de Vandervelde sur l'État . 330

PROJET DE DÉCRET SUR L'APPLICATION DU CONTRÔLE D'ÉTAT 337

DISCOURS AU CONGRÈS DES SOVIETS, DES COMITÉS DE PAYSANS PAUVRES ET DES COMITÉS DE DISTRICT DU P.C.(b)R. DE LA PROVINCE DE MOSCOU LE 8 DÉCEMBRE 1918. Bref compte rendu de presse 338

DISCOURS AU III^e CONGRÈS DES COOPÉRATIVES OUVRIÈRES LE 9 DÉCEMBRE 1918 340

DISCOURS PRONONCÉ AU I^er CONGRÈS DES SECTIONS AGRAIRES, DES COMITÉS DES PAYSANS PAUVRES ET DES COMMUNES DE RUSSIE LE 11 DÉCEMBRE 1918 350

PROJET DE RÈGLEMENT SUR LA QUESTION DES INSTITUTIONS SOVIETIQUES 362
1. 362
2. 363
3. 364

PROJET D'ARRETÉ DU C.C. DU P.C.(b)R. 366

DISCOURS PRONONCÉ A LA CONFÉRENCE OUVRIÈRE DE L'ARRONDISSEMENT DE LA PRESNIA LE 14 DÉCEMBRE 1918 367

TÉLÉGRAMME AUX UKRAINIENS DE LA RÉGION DE SAMARA 382

DE LA « DÉMOCRATIE » ET DE LA DICTATURE 383

L'EXPLOIT DES OUVRIERS DE LA PRESNIA 389

DISCOURS PRONONCÉ AU II^e CONGRÈS DES CONSEILS DE L'ÉCONOMIE NATIONALE DE RUSSIE LE 25 DÉCEMBRE 1918 391

LES TACHES DES SYNDICATS 399
I. 399
II. 399
III. 400

PETIT TABLEAU POUR SERVIR A L'ÉCLAIRCISSEMENT DE GRANDES QUESTIONS 403

1919

TÉLÉGRAMME A STALINE ET A DZERJINSKI 408

DISCOURS PRONONCÉ A LA SÉANCE COMMUNE DU COMITÉ EXÉCUTIF CENTRAL DE RUSSIE, DU SOVIET DE MOSCOU ET DU CONGRÈS DES SYNDICATS DE RUSSIE LE 17 JANVIER 1919 409

DISCOURS PRONONCÉ A LA SÉANCE DE LA CONFÉRENCE DE MOSCOU DU P.C.(b)R. LE 18 JANVIER 1919. Bref compte rendu de presse 425

DISCOURS PRONONCÉ AU II^e CONGRÈS DES ENSEIGNANTS INTERNATIONALISTES DE RUSSIE LE 18 JANVIER 1919. 427

DISCOURS PRONONCÉ APRÈS L'ASSASSINAT DE ROSA LUXEMBOURG ET DE KARL LIEBKNECHT LE 19 JANVIER 1919.

Bref compte rendu de presse 431

RAPPORT AU II^e CONGRÈS DES SYNDICATS DE RUSSIE LE 20 JANVIER 1919 432

LETTRE AUX OUVRIERS D'EUROPE ET D'AMÉRIQUE 450

DISCOURS PRONONCÉ A LA II^e CONFÉRENCE DES DIRECTEURS DES SOUS-SECTIONS EXTRASCOLAIRES DES SECTIONS PROVINCIALES DE L'ÉDUCATION NATIONALE LE 24 JANVIER 1919 459

TOUS AU TRAVAIL POUR LE RAVITAILLEMENT ET LES TRANSPORTS ! 461

MESURES VISANT AU PASSAGE DU RAVITAILLEMENT ET DE LA RÉPARTITION PAR LES COOPÉRATIVES BOURGEOISES AU RAVITAILLEMENT ET A LA RÉPARTITION PAR LE PROLÉTARIAT COMMUNISTE 465

TÉLÉGRAMME AU COMITÉ RÉVOLUTIONNAIRE DE LA PROVINCE D'OUFA 467

PROJET DE RADIO-TÉLÉGRAMME DU COMMISSAIRE DU PEUPLE AUX AFFAIRES ÉTRANGÈRES. 468

SUR L'INTERDICTION DU JOURNAL MENCHÉVIK QUI SAPE LA DÉFENSE DU PAYS. Projet de résolution du Comité exécutif central de Russie 469

AU COMMISSARIAT DU PEUPLE A L'INSTRUCTION PUBLIQUE. 473

I^er CONGRÈS DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE, LE 2-6 MARS 1919 477

1. DISCOURS A L'OUVERTURE DU CONGRÈS LE 2 MARS 479

2. THÈSES ET RAPPORT SUR LA DÉMOCRATIE BOURGEOISE ET LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT LE 4 MARS. 481
3. RÉSOLUTION SUR LES THÈSES RELATIVES A LA DÉMOCRATIE BOURGEOISE ET A LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT 500
4. DISCOURS DE CLOTURE LE 6 MARS 501

CONQUIS ET CONSACRÉ 502

LA FONDATION DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE.

Discours prononcé à la séance solennelle commune du Comité exécutif central de Russie du Soviet de Moscou, du Comité de Moscou du Parti communiste (b) de Russie, du Conseil central des syndicats de Russie, des syndicats et des comités d'usines et de fabriques de Moscou, à l'occasion de l'inauguration de l'Internationale communiste, le 6 mars 1919 505

ÉCHANGE DE NOTES AVEC J. STALINE SUR LA QUESTION DE LA RÉORGANISATION DU CONTRÔLE D'ÉTAT. . . 511

Notes 513

La vie et l'œuvre de. V. Lénine 543

ILLUSTRATIONS

V. Lénine. — Octobre 1918 10-11

Première page du manuscrit de V. Lénine « Camarades ouvriers! Marchons au dernier combat, au combat décisif ». — Première moitié du mois d'août 1918 48-49

Couverture du livre « la Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky » avec les notes de V. Lénine. — 1918 236-237

Première page du manuscrit de V. Lénine « Au Commissariat du Peuple à l'Instruction publique » — Février 1919 471

CE VOLUME A ÉTÉ TRADUIT, SOUS LA RESPONSABILITÉ DE ROGER GARAUDY, PAR THÉRÈSE GODIER, SERGE MAYRET, CLAUDE LICNY, PAUL KOLODKINE, MIKHAIL KATSOVITCH

Achevé d'imprimer en août 1961 par les Editions en langues étrangères, Moscou

В. И. ЛЕНИН
СОЧИНЕНИЯ
том 28

éditions
sociales paris
*
éditions
du progrès
moscou

LIVRE
CLUB
DIDEROT